



Comprendre le monde,
construire l'avenir®

UNIVERSITE PARIS-SUD
ÉCOLE DOCTORALE : 456
Laboratoire CIAMS axe politique publique

DISCIPLINE : Droit Économie Gestion Sciences et Société
THÈSE DE DOCTORAT

Soutenu le 19/12/ 2012

Par

Delphine COMPAORÉ

**LE SPORT, ANALYSEUR DE LA PLACE DE L'AFRIQUE DANS LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE : L'EXEMPLE DE LA POLITIQUE SPORTIVE DE LA FRANCE EN
AFRIQUE - BURKINA FASO (1960-2010).**

TOME 2

Directeur de thèse : Dominique CHARRIER : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Paris Sud

Co-directeur de thèse : David Claude KÉMO KEIMBOU : Maître de conférences à l'université de Paris Sud (Co-directeur)

Composition du jury :

Professeur à l'université de Grenoble Michel RASPAUD (Président)

Patrick BOUCHET : Professeur à l'université de Bourgogne

Marina HONTA : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Bordeaux 2 (Rapporteur)

Didier REY : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Corté. (Rapporteur)

Dominique CHARRIER : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Paris Sud

David Claude KÉMO KEIMBOU : Maître de conférences à l'université de Paris Sud (Co-directeur)

UNIVERSITÉ PARIS SUD 11

ÉCOLE DOCTORALE 456 : SCIENCES DU SPORT DE LA MOTRICITÉ ET DU
MOUVEMENT HUMAIN

UNITÉ DE RECHERCHE CIAMS - SPOTS EA 4532

DOCTORAT

DROIT ÉCONOMIE GESTION SCIENCES DU SPORT ET SOCIÉTÉ

**LE SPORT, ANALYSEUR DE LA PLACE DE L'AFRIQUE DANS LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE : L'EXEMPLE DE LA POLITIQUE SPORTIVE DE LA FRANCE
EN AFRIQUE - BURKINA FASO (1960-2010).**

TOME 2

PRÉSENTÉE PAR DELPHINE COMPAORÉ.

Soutenue le 19/12/012

Composition du jury :

Patrick BOUCHET : Professeur à l'université de Bourgogne

Marina HONTA : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de
Bordeaux 2 (Rapporteur)

Michel RASPAUD : Professeur à l'université de Grenoble

Didier REY : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Corté.
(Rapporteur)

Dominique CHARRIER : Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université
de Paris Sud (Co-directeur)

David Claude KÉMO KEIMBOU : Maître de conférences à l'université de Paris Sud (Co-
directeur)

ANNEXES

1. LES ENTRETIENS DANS L'ORDRE ALPHABÉTIQUE

1. Entretien avec Monsieur Bernard APFELDORFER, réalisé le 23 juin 2010 à

Paris

Biographie succincte :

Études à Strasbourg

Journaliste AFP

Responsable Régional APF en Normandie

Responsable, APF en Afrique Centrale basée à Libreville au Gabon pour neuf pays. 1985-1990 (Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, RDC, Gabon, Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Princes et Tchad).

Direction du développement multimédia à Paris après 1990

Delphine COMPAORÉ: *Bonjour M. Bernard Apfeldorfer. Merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et de sport. Je m'adresse à l'homme de presse qui a parcouru le continent africain et informé le monde sur l'Afrique de 1985 à 1990. M. Apfeldorfer, parlez-nous de votre parcours personnel, professionnel et de vos activités actuelles.*

Bernard APFELDORFER : *J'ai fait mes études à Strasbourg où j'ai rencontré d'ailleurs des étudiants africains que j'ai retrouvés plus tard notamment à Brazzaville. Ensuite, j'ai fait un parcours traditionnel à l'Agence où on voyage beaucoup. Mon épouse et moi avons déménagé douze fois. J'étais en poste comme responsable régional en Normandie jusqu'en 1985, quand j'ai été nommé à Libreville. J'y ai passé plus de cinq ans et j'avais la responsabilité de « couvrir » neuf pays de l'Afrique centrale, sauf le Rwanda et le Burundi. Je suis allé du sud de l'Angola, jusqu'à Kuito Kavala, jusqu'au nord du Tchad, dans la bande d'Aouzou objet d'un conflit entre le Tchad du Président Hissein Habré et la Lybie du Guide Mouammar Kadhafi. Je couvrais cette zone avec un adjoint à Libreville et un autre basé à Kinshasa au Zaïre (devenue République Démocratique du Congo). Depuis mon retour en France, je me suis plongé dans tout ce qui est technologie internet à la direction du développement multimédia. Le but est de pouvoir*

transmettre les informations de l'agence sur des supports nouveaux que sont les téléphones mobiles, les tablettes mobiles, les sites du Web etc.

Delphine COMPAORÉ: *Vous avez donc couvert, neuf pays : Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, RDC, Gabon, Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Princes et Tchad. Vous avez donc été de ce fait un observateur privilégié de ces pays, pendant vos années de service de 1985 à 1990. Parlez-nous de l'Afrique, de ces pays ? Et dites-nous quelles analyses vous faites de leurs évolutions sur cinquante ans ?*

Bernard APFELDORFER : *C'est un vaste débat qui m'oblige à être très très global. Je suis allé en Afrique avec des yeux d'enfant, ne connaissant absolument pas ce continent sauf l'Afrique du nord au cours de vacances. Donc, j'ai découvert cette multiplicité africaine, cette pluralité des tempéraments, des cultures et des religions qui fait que bien prétentieux serait celui qui, même au bout de cinq ans, se dirait capable d'en faire une synthèse. Il n'est pas possible d'élaborer une stratégie globale pour l'Afrique. Parce que l'on ne traite pas avec les Gabonais comme avec les Tchadiens. J'ai visité également des pays d'Afrique de l'ouest : le Mali n'est pas le Burkina Faso, lequel est différent du Ghana. Nous sommes face à des peuples différents, des langues, des religions des coutumes différentes. Pour un européen il est évident qu'un Sicilien n'est pas un Islandais. Pour l'Afrique c'est la même chose. Globaliser ce que je pense de l'Afrique et de ses 53 pays est impossible. Je peux discuter de ce que je pense du Gabon, ou de Sao Tomé-et-Principe ou du Congo, mais parler globalement de l'Afrique, c'est rentrer dans des généralités sans intérêt.*

Delphine COMPAORÉ: *Merci, vous avez sans doute raison. L'Afrique est plurielle, l'Afrique est multiple. Parlez-nous donc de ces pays que vous avez connus.*

Bernard APFELDORFER : *Alors, il faudrait les prendre les uns après les autres.*

Le Gabon : *C'est bien sûr là où je résidais avec ma compagne et ma fille. Ma fille fréquentait un lycée africain. Ce qui était important pour moi surtout c'est le contact humain et moi, j'ai eu la chance, le privilège de rencontrer à la fois les gens au marché Monbouet de Libreville tout comme les plus hautes autorités du Gabon, et cela m'a permis de me faire une idée globale de ce pays. Le Gabon parmi les pays du pré-carré de la France, comme on le dit, était géré par un homme, que j'ai beaucoup respecté contrairement à certains de mes confrères. Je n'étais pas toujours d'accord avec sa façon de gérer le pays, mais j'avais du respect pour lui, parce qu'il*

avait lui-même du respect pour les Gabonais. Il était capable de revenir sur une décision qu'il avait prise, ce qui m'a beaucoup frappé, au contraire des pays occidentaux où lorsqu'on a pris une décision, on s'y tient mordicus. Le Gabon a été, et est toujours, un pays formidablement stable par rapport aux autres pays de la région. Le Congo, la Centrafrique, le Zaïre, tout ça, ça a bougé énormément. L'Angola et le Tchad étaient en guerre civile permanente. Au Gabon, mis à part quelques soubresauts après l'arrivée au pouvoir du président Bongo en 1967, tout est resté calme. Certes les élections ont été remportées avec des scores dithyrambiques, certes le multipartisme n'est arrivé que dans les années 1990, certes les habitants de ce pays riche ont été confinés dans une relative pauvreté. Mais tout le monde mangeait à sa faim et surtout la paix intérieure y régnait et règne encore de manière remarquable.

Quand le fils, Ali Bongo s'est présenté, je n'étais plus sur place. Je me suis dit que ça allait être la catastrophe. Je le dis sincèrement. Je me suis trompé – et heureusement pour le Gabon - parce qu'a priori, d'après les échos que j'ai d'amis gabonais qui sont sur place, ça se passe toujours très bien et le consensus, établi par son père, se poursuit sous la férule d'Ali. Le Gabon a été le fer de lance de la politique française en Afrique. Pourquoi ? Parce que le président Omar Bongo était sincèrement et profondément un ami de la France. S'il a connu le général De Gaulle, Georges Pompidou et Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac et Sarkozy, ce n'était pas un hasard. C'est parce que la France utilisait le Gabon comme fer de lance de sa politique en Afrique. De même que le Gabon utilisait la France pour son « développement » entre guillemets, parce que de développement, il n'y en a pas eu beaucoup.

Sao Tomé-et-Principe : Petite île magnifique, avec des habitants merveilleux. J'ai connu Sao Tomé-et-Principe dans une pauvreté pas possible. Pourquoi ? Parce que quand les Portugais, sont partis, ils ont fait un petit peu comme les Belges au Zaïre : ils n'ont jamais formé aucun Saotoméen à des postes de responsabilités. Résultats : du jour au lendemain après la révolution des œillets, ils ont laissé le pays tel que, avec des habitudes alimentaires qui ne correspondaient pas à la production locale. Du riz ? Il n'y a pas du riz là-bas ! Des tomates ? C'est difficile à cultiver. On importait tout de Lisbonne. C'était très pratique, pour les Portugais mais pas pour les Saotoméens. Résultat : les finances ont vite périclité et le marasme économique a tout paralysé. Quand je vais dans un pays que je ne connais pas, la première chose que je fais, c'est aller au marché. Et là, vous voyez la production locale, tout ce qui est importé. Vous voyez les

gens, s'ils sont riches, s'ils sont pauvres. Vous voyez les prix par rapport aux salaires. Le marché, c'est la vitrine de l'économie d'un pays. La première fois que j'ai été au marché de Sao Tomé, il y avait des bananes, 25 sortes, du manioc et puis c'est tout. Moi, le blanc, on m'a proposé deux œufs, qui étaient cachés, parce que c'était une denrée rare et chère. Donc voilà un petit pays magnifique très pauvre et dépendant complètement de son ami et frère l'Angola. Ce pays marxiste-léniniste, abritait une base de radars soviétiques qui contrôlaient tout le golfe de Guinée. Je n'ai plus été à Sao Tomé ; je sais qu'il y a des velléités pétrolières et que ça commence à devenir un pays relativement aisé, en tout cas, plus qu'il ne l'était à l'époque.

La Guinée Équatoriale : C'était un pays extrêmement pauvre, et puis, maintenant, il produit du pétrole. Malheureusement les fruits du pétrole ne sont pas allés dans les poches des Équato-guinéens, mais de quelques -uns du clan de Mongomo comme on disait, la famille du président Obiang Nguema. Mongomo du nom d'un petit village, dont toute la famille est originaire. Naturellement, au Gabon, comme à Sao Tomé, comme en Guinée Équatoriale, les États ont joué entre les États-Unis, la France et l'Angleterre pour attribuer des concessions à des compagnies pétrolières. Ils ont beaucoup joué là-dessus. Je me rappelle à ce sujet comment au nord de l'Angola, dans l'enclave de Cabinda, les champs pétrolifères offshore des compagnies anglo-saxonnes étaient protégés par les soldats Cubains, contre les attaques de l'UNITA de Jonas Savimbi alimenté en armes et munitions par les Américains. Vous voyez à peu près le paradoxe ? Complexe, comme situation, non ? Mais ça, c'est l'Afrique, ça ! (rires).

Le Congo : Il est passé entre les mains de Sassou N'Guesso, enfin du temps où j'étais là. Après c'était Lissouba ensuite Sassou est revenu, avec des guerres civiles, des guerres tribales, où chacun voulait avoir sa part du gâteau. Les uns ont vendu le pétrole avant qu'il ne soit extrait. Dans ces histoires-là, ceux qui trinquent le plus c'est les gens, c'est la population. Au Gabon on dirait les « makayas », les petits de la rue, les plus humbles.

La Centrafrique : J'étais en RCA, au moment d'André Kolingba et j'ai assisté au procès Bokassa qui avait fait de la RCA un empire. Depuis que Kolingba est parti, il avait été mis en place par les français du temps de Giscard d'Estaing, c'est la guerre civile aussi. Dans le nord. Il y a des rebelles et c'est très compliqué. Le Gabon s'est beaucoup mêlé de cette histoire, et notamment mon ami Jean Ping qui a été sur place, maintes et maintes fois, pour essayer de

régler le problème. Alors, ça se règle, ça se calme et ça revient. Pourtant c'est un pays qui n'est pas très riche. Il n'y a pas grand -chose en RCA à part quelques diamants.

Le Tchad : *J'ai découvert le désert à travers le Tchad. C'est extraordinaire ! Contrairement à ce qu'on pense, le désert n'est pas vide ! Voyez là, regardez derrière vous ! J'ai une photo de désert avec un homme, qui est un ethnologue français, qui est mort dans le désert, il s'appelait René Dumont. « Il se sentait tout seul dans le désert, qu'il marcha à reculons pour voir des traces de pas derrière lui, laissées par ses pas ». Le Tchad, là aussi, c'est le nord et le sud. Il y a autant de différences entre les Goranes du Nord, qui sont maigres et très grands, qui sont musulmans, qui vivent dans le désert, et les Tchadiens du Sud, les Saras qui sont plus petits et trapus, ils sont chrétiens animistes. C'est la savane haute. Il n'y a pas trop de forêt vierge au Tchad. C'est vraiment le jour et la nuit. Et les pays du Nord ont créé ce pays en traçant ses frontières avec de grandes lignes toutes droites, sans se soucier des hommes à l'intérieur de ces lignes. Et cela a créé des tensions, et c'est la guerre perpétuelle. On met les administrateurs du sud au nord et inversement, et ils ne se comprennent pas. Ils ne parlent pas la même langue, ils ont des cultures et des religions différentes, comment voulez-vous que ces pays soient stables ? Sur ce sujet, j'ai eu de longues discussions avec Jean Ping. Il faudrait remettre les frontières de l'Afrique sur la table et redessiner les pays africains en fonction, non pas de ce que voulaient les occidentaux, mais selon des critères ethniques. Ce serait la grande révolution. Est-ce vraiment utopique ?*

Le Cameroun : *C'est un pays particulier. Là aussi avec ses anglophones et ses francophones, avec une stabilité sous la main de fer du président Paul Biya. Une anecdote: je me promène à Douala avec un confrère camerounais. Je vois une africaine dans la rue en face. Elle est habillée avec un tailleur vert, mais alors d'un vert vraiment très cru, avec un grand chapeau sur la tête.*

Mon confrère africain me dit : tu vois ça c'est une anglophone. Elle avait le goût des anglaises. A Paris, si je voyais une jeune femme blanche habillée de cette façon je reconnaitrais tout de suite une anglaise. Et cette observation m'a beaucoup marquée, parce que non seulement nous sommes venus vous coloniser, mais on vous a donné aussi les mêmes goûts ou les mêmes mauvais goûts d'ailleurs (rires). On en parlera pour la presse aussi, la presse dans les pays anglophones est calquée sur la presse anglaise ; et la presse des pays francophones est calquée sur la presse française, avec moins de richesse de titres etc. mais on en parlera peut-être.

Le Zaïre : *Un pays impossible à gérer (rires) ! Mobutu Sese Seko était un dictateur. Il avait dans ses géôles plusieurs milliers de zaïrois qui étaient torturés. Depuis qu'il est parti, c'est la démocratie. Il y a des milliers de morts chaque jour parce qu'au Kivu, Lubumbashi...les gens s'entretuent, parce qu'il n'y a plus de pouvoir central fort. Je m'interroge : le Zaïre est un pays démocratique, entre guillemets, mais je pense que le peuple préfère l'ère Mobutu, l'ère de « papa Mobutu ». Dans les villages, on a peur que tel groupe armé arrive, tue tout le monde, viole les femmes etc. C'est tous les jours comme ça, des combats sporadiques, sans que ce soit la guerre, la véritable guerre. Il y a toujours un petit fromage à trouver. Ici de l'or, ici du lithium, du gaz, du pétrole ou je ne sais quoi. Je me pose cette terrible question : vaut-il mieux, dans un pays immense comme le Zaïre, un pouvoir fort, même si c'est une dictature, même si c'est du népotisme, même s'il y a des gens torturés, qu'une démocratie, quoi qu'il en coûte, avec des dizaines de milliers de morts chaque jour ? Je n'ai pas la réponse. Intellectuellement, bien sûr, la démocratie est préférable. Mais sur le plan humain, je préfère Mobutu. Il doit y avoir un moyen terme mais franchement je n'ai pas la réponse. La démocratie, qu'est-ce que c'est que la démocratie ?*

Delphine COMPAORÉ : *Je vous en prie, pour vous qu'est-ce que la démocratie?*

Bernard APFELDORFER : *De mon point de vue, ce n'est pas nécessairement une valeur universelle qu'on peut appliquer partout. Il y a des lieux où j'ai appris d'autres formes de démocratie, où le chef n'est pas chef à vie, qui est nommé par les anciens, donc au suffrage indirect. S'il fait une bêtise, on le remet dans les rangs et on élit un nouveau chef. J'ai appris que la case à palabre chez les Dogons a un mètre de haut. Parce que si on s'énerve en discutant, et on veut se lever, on se cogne. Moi je pense qu'on devrait mettre à l'Assemblée nationale française un plafond d'un mètre.*

La démocratie ? Je ne sais pas la définir strictement. J'ai vu des jeunes Tchadiens faire des études de droit, une thèse de doctorat et essayer d'appliquer au Tchad une constitution qui serait proche des réalités tchadiennes, essayer de faire une synthèse entre les gens du nord et les gens du sud. Eh bien, ils n'ont pas trouvé de directeur de thèse, parce qu'en France on voulait leur imposer la constitution de la Vème république faite pour les Français et qu'il faut appliquer aux Africains. Il est vrai qu'elle est présidentialisée, faite pour le général De Gaulle, et pour un État fort. Lors des élections dans un régime mono parti ou le président était candidat à sa propre succession, on s'interrogeait dans les quartiers: « pourquoi aller voter ? C'est notre chef ! Au

village quand il y a un chef, on ne le remet pas en question ». François Mitterrand a décrété un jour à la Baule qu'il n'y avait pas de développement sans démocratie. En Afrique on a fait de la démocratie entre guillemets. On a ouvert les pays au multipartisme. Certains en ont abusé. Ils sont descendus dans la rue en criant « il faut tuer le président ». Naturellement, il y a eu des émeutes, des morts et des blessés. La démocratie ne se décrète pas. La démocratie ne s'impose pas. Quant au développement il n'a pas nécessairement suivi. La Chine est en train de démontrer le contraire.

Delphine COMPAORÉ: *Effectivement la démocratie telle que, observée dans tous ses principes a été appliquée en Afrique, on est d'accord. Est-ce pour cette raison que de nos jours elle est mise à rude épreuve ? Parce que manifestement, il y a problème, démocratiquement parlant !*

Bernard APFELDORFER : *Bien sûr qu'il y a problème, sur le plan des structures et sur le plan des mentalités. Pour les structures dans une démocratie, c'est la richesse nationale qui doit être redistribuée mais de manière démocratique, et non en fonction des critères népotiques. Le village dont un fils est ministre est mieux traité que le village à côté qui n'en a pas. Concernant les mentalités il faut apprendre à dialoguer. Ce n'est pas parce que mon avis est différent du tien que je suis ton ennemi. J'ai aujourd'hui en face de chez moi des voisins africains. Chaque fois que je ne suis pas d'accord avec eux, ils me traitent de raciste. Je revendique le droit de ne pas être d'accord. La notion de démocratie, cela ne s'impose pas. Aujourd'hui il y a une deuxième génération de chef d'États qui arrive au pouvoir. De plus, souvent c'est le « fils ». Ça s'est passé au Togo, au Gabon. Abdoulaye Wade aimerait bien que son fils prenne sa succession. Moubarak aimerait aussi.*

Revenons à la démocratie. Elle comporte des nuances. Le système électoral en France, en Belgique en Grande Bretagne, en Allemagne n'est pas identique. Hé bien si vous appliquez les systèmes électoraux de ces quatre États qui sont quatre démocraties, vous obtiendrez des résultats différents. Ce n'est pas le même candidat qui sera élu, parce que ici c'est au plus fort reste, là c'est une élection à un tour, là encore un système direct ou indirect etc. Si la démocratie était une science exacte, les résultats seraient toujours les mêmes.

Delphine COMPAORÉ: *Dans ce cas est-ce que l'on peut mesurer la démocratie en Afrique par rapport à ces élections ? Parce qu'en fait, on demande à ces pays d'organiser des élections, ce qui est fait, avec des observateurs qui disent ce qu'ils pensent et, quand même, il y a problème.*

Bernard APFELDORFER : *Il y a problème parce que personne ne joue le jeu de la démocratie. Le pouvoir parce qu'il abuse de son pouvoir, l'opposition parce qu'elle conteste systématiquement tout résultat d'élection. C'est un grand débat. Perdre des élections c'est perdre la face. On ne veut pas perdre la face. Alors on conteste. Parfois violemment. C'est tellement systématique, qu'à force de crier au loup on finit par ne plus faire attention. Que faire ? Je ne sais pas. Quand l'arbitre a donné un carton à un joueur qui a commis une faute, il a beau protester, le carton jaune il l'a et personne ne l'enlèvera. Alors soyons beau joueur. Pourtant des exemples existent, rares, mais ils existent comme le Ghana.*

L'Afrique doit devenir crédible. Crédible pour les budgets, crédible pour la répartition des richesses, crédible pour les élections.

Delphine COMPAORÉ: *Économie, politique, partage des richesses, conflits, armement, toutes choses qui semblent liées les unes aux autres. Quel est votre avis sur le bilan de cinquante ans. Quelles évolutions pour ces pays, plus spécifiquement ces pays que vous avez bien connus ?*

Bernard APFELDORFER : *Je pense qu'il n'y a pas eu tellement d'évolution, ça n'a pas tellement bougé. Au niveau de la santé, au niveau de l'éducation, au niveau de l'alimentation, de la sécurité, peu de choses ont changé. On a voulu imiter ce qui se passait, du côté de l'occident mais les moyens n'ont pas toujours suivi. Il y a eu certes la pression des occidentaux avides des richesses du continent et qui ont utilisé tous les moyens pour les obtenir à bon compte. En parlant de la corruption, Omar Bongo disait : « pour qu'il y ait des corrompus, il faut qu'il y ait des corrupteurs », en parlant de ces blancs « qui viennent en culottes courtes et repartent avec des pantalons longs ».*

Jomo Kenyatta écrivait : « lorsque les blancs sont venus en Afrique, nous avions des terres et ils avaient la bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés. Lorsque nous les avons ouverts les blancs avaient la terre et nous la bible »

Delphine COMPAORÉ: *Nous allons passer aux relations assez spécifiques entre la France et l'Afrique. Vous avez dit tout à l'heure qu'il fallait à un moment donné cesser de téter le sein de sa mère, c'est caricatural certes, mais c'est un peu à l'image des relations franco-africaines.*

Justement, en bon observateur de ces relations entre la France et l'Afrique, quelles évolutions voyez-vous en cinquante ans ?

Bernard APFELDORFER : *La France se désintéresse de plus en plus de l'Afrique parce qu'elle n'a plus les moyens de s'impliquer à l'intérieur du continent. On le voit avec les accords de défense. La présence française diminue considérablement. La France n'a plus les moyens de sa politique. Elle s'est retranchée derrière l'Europe. Et pour l'Europe, l'Afrique est vraiment le cadet de ses soucis. Alors, de temps en temps, on envoie des tentes, des couvertures ou du blé à des gens qui n'en consomment pas. Parce qu'ils mangent du mil, du maïs, mais pas du blé. J'ai vu ça, lors de la catastrophe du Nyos au Cameroun. J'étais sur place les européens avaient envoyé des tentes, alors qu'il faisait chaud et que c'était la saison sèche. Ils ont envoyé du blé, des surplus sans doute, qui a servi à faire manger les poules. Il aurait fallu expédier du maïs, du mil, du sorgho, mais du mil cela ne pousse pas en Europe. Pourtant il y a toujours une sensibilité, entre les pays africains et la France. La « France Afrique », je crois qu'elle n'est pas morte. Les deux personnalités, Jean-Pierre COT sous François Mitterrand et plus récemment Jean-Marie Bockel, ont décrété la mort de la France-Afrique : ce sont eux qui sont « morts » politiquement quelques semaines plus tard. Cette sensibilité s'exprime également par la communauté de langue. La langue est un lien extraordinaire quand même. S'il n'y avait pas l'Afrique, qui est-ce qui parlerait français dans le monde ? À part les Canadiens, les Suisses et une partie des Belges ? En Indochine, la nouvelle génération ne parle plus Français. Lorsque vous visitez un pays et que vous parlez la langue, vous êtes proches, c'est déjà quelque chose.*

Delphine COMPAORÉ : *Mais une appréciation quand même sur cinquante ans de bilan ?*

Bernard APFELDORFER : *Je crois que nous occidentaux, avons plus bénéficié de cette relation que vous les africains. Je crois que la balance n'est pas équilibrée. C'est : je te prends et je ne te donne pas grand -chose. Le symbole qui est horrible d'ailleurs, c'est le colonialisme. Je vais voir le chef de la tribu avec une casserole pour avoir deux esclaves! Je crois que c'est un peu ça. On fait briller le miroir comme un cadeau. C'est terrible, mais je crois qu'on a fait ça pendant cinquante ans.*

Delphine COMPAORÉ : *Comment réussir dans ce cas à construire des relations sur de nouvelles bases ? Parce qu'après tout, de nos jours, la France est un partenaire de l'Afrique comme les autres avec les liens de l'histoire ?*

Bernard APFELDORFER : *Moi, je n'ai pas la réponse, en parlant du bois par exemple, qu'est-ce qu'on fait. On coupe des troncs d'arbres, ils descendent l'Ogooué. Après on les met sur les bateaux, et on va en Europe pour en faire des planches de bois, des contreplaqués, qui vont revenir au Gabon pour être revendus. Ali Bongo dit : le contreplaqué, moi je vais le faire sur place. Il se heurte à des pressions des entreprises occidentales et de certains Gabonais qui ont des intérêts particuliers dans ces transactions. Pourquoi ne pas transformer sur place toutes les richesses dont disposent les pays ? Un pays producteur de pétrole peut se retrouver en pénurie d'essence parce que les raffineries sont en occident. L'Afrique dispose d'ingénieurs, d'électroniciens, de chirurgiens, d'industriels, capables de tout faire, tout transformer et apporter les richesses qui sont nécessaires aux pays. Naturellement tout ne se fera pas en un jour. Il faut savoir patienter mais pas se contenter de tendre la sébile et de dire « nous n'avons pas les moyens ». Il faudrait bien qu'un jour les Africains acceptent des sacrifices, comme on a tous eu dans les pays occidentaux. Fin du 19^e et début du 20^e des enfants travaillaient dans les mines. Le jour où une compagnie s'installe au Burkina pour extraire de l'or : j'accepte qu'elle s'installe, j'accepte qu'elle vienne à condition que l'or soit transformé sur place. S'ils ne transforment pas sur place, je ne donne pas l'autorisation d'extraire l'or. Vous avez des richesses, alors exploitez vos richesses et mettez-vous à fabriquer les produits que vous pouvez fabriquer. Parce que le continent africain est une mine extraordinaire. Les chinois sont maintenant partout. Même les terres. Ils louent des terres à Madagascar où des gens crèvent de faim parce qu'il n'y a pas l'autosuffisance alimentaire. Les Chinois qui vont arriver, que vont-ils faire ? Ils vont faire des choses qui intéressent les Chinois ! Pas les Malgaches !*

Delphine COMPAORÉ: *Parlons des médias en Afrique.*

Bernard APFELDORFER : *La problématique des médias, mais c'est comme l'anecdote sur le tailleur vert de cette jeune femme à Douala. Les médias en Afrique ont opté à peu près pour la même mentalité que les médias en occident. En Angleterre, en Grande-Bretagne vous avez des dizaines de titres et chacun tire à des millions d'exemplaires. En France, vous avez beaucoup de titres, mais qui tirent à quelques centaines de milliers d'exemplaires. Le plus gros tirage français, c'est Ouest France. Le Monde tire à peine à trois, quatre cents exemplaires. Ridicule. Cela reflète une certaine mentalité. Les Français ne lisent pas les journaux, alors que les Anglais, les Allemands lisent beaucoup. Eh bien, on retrouve cette typologie en Afrique. Dans les*

pays Africains anglophones vous trouvez énormément de titres de journaux et les gens les achètent. Dans les pays francophones vous n'avez pratiquement pas de journaux. À Libreville il y a l'Union, et puis après quelques feuilles de choux de quatre pages, des feuilles de choux plus politiques. Quand j'étais là-bas, il n'y avait qu'un seul journal, « proche du gouvernement ».

Delphine COMPAORÉ: *C'est peut-être dû au taux d'analphabétisme en Afrique ?*

Bernard APFELDORFER : *Au Gabon, le taux d'analphabétisme est faible. Au Burkina, il n'est pas si élevé que ça ! La presse en Afrique est calquée sur la presse occidentale, du pays de colonisation. Dès qu'un journal disait un petit peu les choses de travers, il était censuré, voire saisi et c'est encore le cas aujourd'hui au Cameroun, au Gabon. « Le Messenger » au Cameroun, quand il y avait un article censuré, laissait l'espace de l'article en blanc. Et le pouvoir le laissait paraître tel que....*

Cependant il manque cruellement des codes de déontologie pour les journalistes. Je le dis à mes confrères quand je les rencontre : la liberté c'est formidable, à condition de savoir ne pas dépasser la ligne jaune. On ne peut pas écrire tout et n'importe quoi, la rumeur, les radios trottoir etc.

Delphine COMPAORÉ: *Dans certains pays, ils arrivent à le faire...*

Bernard APFELDORFER : *Magnifique Norbert Zongo! J'ai fait une formation au centre de presse Norbert Zongo où une petite flamme est allumée en permanence, et chaque année, au moment de l'anniversaire de son assassinat, tous les journaux posent la question au pouvoir : Alors ? Ouvrez les dossiers et dites -nous comment c'est arrivé etc., c'est magnifique ! C'est un contre-exemple, vous ferez ça dans n'importe quel pays en Afrique, le journal serait interdit.*

Delphine COMPAORÉ: *Et les formations que vous organisez ?*

Bernard APFELDORFER : *Ce sont des espaces où je parle de déontologie. Encore une fois, si je « dis que cet appareil est grand, j'ai utilisé un adjectif. Il est grand par rapport à quoi ? Par rapport à quelque chose de plus petit ou de plus grand ? C'est une impression qui est personnelle, c'est un jugement de valeur, et dès que je rentre dans ce registre -là, je ne suis plus crédible. Quand je rencontre mes confrères, je leur dis « soyez crédibles ». On ne parle pas d'objectivité mais de crédibilité. Les journalistes africains ne sont pas que des victimes ils abusent également. Ils abusent souvent des lois nationales et crient « à la liberté de la presse » lorsqu'ils sont sanctionnés.*

Delphine COMPAORÉ: *Parlons de l'indépendance de la presse alors.*

Bernard APFELDORFER : *Je ne lance pas la pierre de façon globale. Le fait est que les journalistes sont très peu payés et ils profitent de chacune des opportunités. Mais c'est inacceptable, comme je l'ai constaté, qu'une équipe de télévision qui va sur un reportage, propose ou demande à la société de l'argent comme condition pour travailler. Indépendance ? Là aussi il manque une charte, une grille des salaires à laquelle toute entreprise doit se référer. Mais cela arrive au bout d'une « lutte » avec les patrons de presse et le gouvernement. En dehors de cela la presse est indépendante si l'entreprise est indépendante. On peut soupçonner le groupe Bouygues qui détient TFI ami proche du président Sarkozy d'exercer une pression sur ses journalistes. L'indépendance est un vaste problème dans un monde capitaliste.*

Delphine COMPAORÉ: *Un petit mot sur l'institution que vous représentez, l'AFP, et également sur votre métier. Comment ça s'est passé, et quelle était votre liberté de faire vraiment votre métier. ?*

Bernard APFELDORFER: *Ça c'est très bien passé, naturellement couvrir neuf pays à la fois, c'est compliqué. Nous avons des correspondants africains dans chacun de ces pays qui sont censés nous alerter quand il se passe une information importante. Mais je suis allé souvent sur place. Il est bien évident que si moi j'écris un papier qui ne plait pas au pouvoir, ce que je risque c'est d'être expulsé du pays. Si c'est le journaliste africain qui écrit la même chose pour l'agence, il se retrouve en prison ou des pressions sont exercées sur sa famille. Quand je suis arrivé en Afrique, que je ne connaissais pas, j'ai dit à mes interlocuteurs : « je revendique le droit à l'erreur. Je voudrais que chaque fois que je fais une erreur, vous puissiez considérer que c'est de bonne foi. » A partir de là, on a établi des règles simples : « Si je vous interroge c'est pour avoir la position du gouvernement ou pour recouper mon information. Vous me répondez ou pas, mais en tout cas mon appel prouve ma bonne foi ».*

Delphine COMPAORÉ: *Est-ce qu'il est arrivé qu'on vous appelle en disant : Écoutez tel titre dans votre journal ne nous paraît pas acceptable ?*

Bernard APFELDORFER : *Le problème c'est qu'une agence de presse ne travaille pas directement pour un organe de presse, mais pour tous les organes de presse. On vend notre production et ça peut partir en Finlande, au Japon, en Afrique du Sud. D'où l'importance de l'impact de nos dépêches. Il m'est arrivé plusieurs fois d'être interpellé soit par un ministre, soit*

par le président lui-même, à 9 heures du soir : « comment se fait-il que ? ». Comme j'ai toujours appliqué les règles déontologiques, mes sources étant claires, je n'ai jamais eu de problème.

J'ai eu un collègue à Kinshasa à qui on avait affirmé que Kolwezi avait été pris par des « rebelles ». Il a donné l'information sans vérifier les dires de son informateur. Il a été obligé de partir pour Kolwezi dans un avion militaire. Il est revenu ensuite s'excuser à la télévision zaïroise car l'information était fausse, avant de prendre l'avion pour un retour définitif en France.

Delphine COMPAORÉ: Y a-t-il un partenariat entre la presse africaine et ses journalistes d'avec d'autres institutions de presses du monde : l'ONU, l'UA, qui s'investit, les sociétés civiles, des ONG, la MISA, la CPJ, l'AFP ? Si oui comment ça se passe ?

Bernard APFELDORFER : Il n'y a rien qui soit institutionnalisé. L'AFP a une fondation mais elle fonctionne mal. Je suis allé plusieurs fois personnellement en Afrique, au Niger, au Mali au Burkina en Algérie, au Maroc, en Tunisie etc...et chaque fois, mes formations étaient financées par l'ambassade de France ou par une association elle-même payée par des subventions d'État. Il y a quelques écoles de journalisme au Cameroun, au Sénégal. Je me suis fâché le jour où j'ai appris que les participants à une de mes formations touchaient des perdiemes. Résultat : j'avais en face de moi, la secrétaire, la petite amie, la femme du directeur du journal qui venaient, pas pour ce que j'avais à dire mais pour les cinq mille francs quotidiens qu'il y avait à toucher par jour de présence. Je ne veux pas cautionner ce type de formation qui ne sert à rien. Malheureusement on ne forme pas des formateurs. Souvent on fait venir en France des gens en formation. Une fois qu'ils ont leur billet et leur visa, ils préfèrent aller voir les Champs Élysées que d'assister à la formation. L'Union Africaine, pourrait institutionnaliser, réunir, coordonner toutes les formations entre le continent et les organes de formation.

Delphine COMPAORÉ: En Afrique, il n'y avait pas que la presse française, francophone ou anglaise. Comment ça se passait avec les autres presses notamment américaines ?

Bernard APFELDORFER : Il n'y a aucun problème, on travaille tous ensemble. La seule différence, c'est que l'AFP est le seul organe étranger à être présent partout en Afrique. Reuter, AP ou le New-York Times étaient basés dans une ville d'où ils couvraient toute l'Afrique. Ils ne se déplaçaient que quand il y avait des informations importantes que nous on leur donnait. On était l'alerte. Ils faisaient leur propre reportage ensuite.

Lors de la catastrophe du Nyos (quelque 2.800 personnes sont mortes des suites d'une éruption de gaz carbonique provenant d'un volcan), il n'y avait aucun autre journaliste étranger, j'étais tout seul. Naturellement, quand j'ai envoyé les premiers papiers, RFI et les autres agences ont reproduit mes informations. Coïncidence, un charter de journalistes arrivait en provenance d'Israël pour couvrir le rétablissement des relations entre Israël et le Cameroun. Au vu de mes dépêches, cet événement diplomatique est devenu secondaire et tous les journalistes sont partis à Nyos. Quand un journaliste français ou étranger arrive au Gabon, la première chose qu'il fait, c'est rencontrer le journaliste de l'AFP pour essayer d'avoir des tuyaux, des contacts. Parce qu'on est sur le même terrain on n'est pas nécessairement en concurrence.

Delphine COMPAORÉ : *Et par rapport à la presse locale ?*

Bernard APFELDORFER : *Il m'est arrivé d'avoir des informations du pouvoir que la presse locale n'avait pas le droit d'utiliser. Par exemple, un opposant revenant au Gabon avec l'accord du pouvoir. Moi j'étais prévenu et la presse locale n'en parlait pas, parce qu'officiellement il n'y avait pas d'opposant. En revanche les radios du Cameroun reprenaient mes dépêches sur le Gabon et les Gabonais écoutaient radio Yaoundé, pour avoir des informations sur leur propre pays. De même les Camerounais écoutaient radio Gabon pour avoir des informations sur le Cameroun. De nos jours on ne peut pas museler l'information car on peut facilement se brancher sur le Web et tout connaître.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de relations internationales, de conflits et de paix. Je constate que sur la liste des pays que vous avez connus, certains ont été secoués par des conflits, d'autres sont toujours d'ailleurs en conflit. Parlez-nous de ces conflits et dites-nous comment on peut en sortir ?*

Bernard APFELDORFER : *Je suis parti de la région en 1990 et donc n'étant plus sur place, on ne perçoit pas les choses de la même façon que quand on lit ça de l'extérieur. Donc il faut nuancer mes propos car je n'ai plus les sensations que l'on peut avoir quand on est sur le terrain.*

Delphine COMPAORÉ : *Quelles peuvent être les causes finalement de ces conflits ?*

Bernard APFELDORFER : *Les causes sont toujours les mêmes! Je veux être vizir à la place du vizir, puis je veux une partie du gâteau. Lorsqu'on interroge les opposants sur ce qui les*

différencierait de la politique qu'ils combattent, on obtient rarement de réponse satisfaisante ! On dénonce le népotisme du pouvoir, la corruption et puis c'est tout. Ça ne va pas très loin. C'est l'exemple d'un général tchadien du Sud, que je ne nommerai pas, opposé à Hissein Habré, à qui le président Bongo du Gabon a dit: il faut rentrer au pays et te réconcilier avec le pouvoir. Alors Bongo a téléphoné et demandé à tous les pays qui l'abritaient de lui couper les vivres. J'ai vu ce général arriver quelques semaines plus tard dans un petit hôtel minable de la banlieue de Libreville. Il me voit tout gêné et me donne rendez-vous le lendemain dans un grand hôtel de la place. Là il déclare « Ça suffit comme ça »... « La paix nationale » etc. Il prend l'avion gabonais qu'on lui prête, va voir Hissein Habré, l'embrasse. Il devient ministre. C'est donc la réconciliation nationale et le général revient quelques jours plus tard et retrouve les grands hôtels et fastes d'antan.

Delphine COMPAORÉ: *Réconciliation sur la base des intérêts personnels?*

Bernard APFELDORFER : *Il y a un que j'ai respecté, Etienne Tshisekedi. Cet opposant à Mobutu, avec qui il avait fait le coup d'État, après ils se sont séparés. C'est le seul qui se soit vraiment opposé sur place, qui a été en prison, qui a été torturé, qui a fini par être premier ministre. Et ce jour-là il n'a mis autour de lui que des gens de sa région. Il a fait du népotisme. Il a fait exactement ce qu'il reprochait à l'autre. Franchement, ce jour -là, j'ai désespéré de l'Afrique. Quand je vois mon ami Jean Ping, dire que demain sera un autre jour, ce sera le ciel bleu et « L'Afrique brillera de mille feux » (c'est le titre de son dernier livre), il faut être obstinément optimiste !*

Delphine COMPAORÉ: *Vous pensez que les causes sont ethniques ?*

Bernard APFELDORFER : *Les causes sont multiples. Il y a d'abord la manipulation des grandes puissances. On a retrouvé en Afrique les conséquences de la Guerre Froide. La différence c'est que sur le continent la guerre n'était pas « froide » mais bien réelle. Les Africains étaient des marionnettes manipulées par Moscou, Washington ou par Paris qui se sont depuis toujours appuyés sur les querelles ethniques natives. Savimbi n'aurait pas pu faire sa guerre civile, s'il n'avait pas les armes américaines qui d'ailleurs les amenaient sur la base de Cabinda au Zaïre. Les Américains avaient alors besoin de Mobutu qui était à leurs yeux un grand démocrate. Le jour de la réconciliation ou la Namibie est devenue indépendante et il y a eu la réconciliation avec l'Angola, Mobutu, désormais inutile est devenu un dictateur aux yeux des américains.*

Delphine COMPAORÉ: *Ces rapports-là existent-il encore de nos jours ?*

Bernard APFELDORFER : *Oui, ils existent toujours, sous une autre forme, la problématique ce n'est plus les affrontements politiques mais religieux. La plupart des foyers de tension (Soudan, Somalie Nigeria etc.) naissent d'une tentative hégémonique d'une doctrine religieuse sur les autres. À cela s'ajoute le problème des frontières tracées en dépit du bon sens et qui provoquent des tensions.*

Delphine COMPAORÉ: *Difficile de les retracer hein ?*

Bernard APFELDORFER : *Mais pourquoi pas ! À partir du moment où on estime, et c'est ce que dit Jean Ping aussi dans son livre, qu'il faut renforcer les structures régionales dans un premier temps, puis ensuite sur le continent. À partir de là, la frontière n'existe plus. Aujourd'hui je passe en Belgique, je vais en Espagne etc., je n'ai même plus de papier à présenter.*

Delphine COMPAORÉ: *Vous voulez parler de l'intégration régionale à l'image de l'Union Européenne ?*

Bernard APFELDORFER : *Par une véritable intégration économique, et après une intégration politique, pourquoi pas. Dès lors la frontière n'existe plus ! Et quand vous allez dans le nord du Gabon, il y a une frontière, il y a les Fangs du Gabon, il y a les Fangs de Guinée Équatoriale et ceux du Cameroun. Un Gabonais va voir son cousin dans le village en face et doit montrer un passeport au douanier (qui n'est pas originaire de cette région). « Je ne vais pas dans un pays étranger, je vais voir mon cousin qui est en face, c'est mon cousin, c'est mon village » ! Et c'est ainsi que cela commence, et que les choses s'enveniment.*

Il faut redessiner les frontières. À partir du moment où on crée des entités économiques régionales fortes dans lesquelles la notion de frontière sera faible et je pourrais traverser et aller voir mon cousin de l'autre côté de la rivière simplement parce que c'est mon cousin et il n'y aura pas de problème de passeport à présenter. Il est vrai que je suis utopique.

Delphine COMPAORÉ: *Parlons maintenant de sport, le sport africain.*

Bernard APFELDORFER : *Je dirais du sport africain comme je dirai des ressources africaines. On utilise les africains comme on utilise les richesses du continent. Dès qu'un joueur talentueux est repéré on le débauche pour aller jouer en Europe. Des Kenyans se font acheter par les Saoudiens et remportent des médailles olympiques pour ces pays qui n'en n'auraient pas avec*

leurs ressortissants. Dans toutes les équipes championnes il y a des Ivoiriens, des Nigériens, les coureurs éthiopiens Beaucoup, gardent leur nationalité, mais beaucoup sont récupérés.

Delphine COMPAORÉ: Justement à ce sujet il y a d'énormes problèmes puisque une fois sur place certains sont laissés à eux-mêmes.

Bernard APFELDORFER : Bien sûr parce que sur cent qui arrivent il y a un ou deux qui passent, mais là aussi c'est la loi du marché ! C'est très dur pour celui qui ne s'en sort pas. On lui a fait miroiter monts et merveilles. On le renvoie chez lui parce que ça n'a pas marché, mais pendant trois ans ça été magnifique et puis plus rien. C'est du mercantilisme pur et dur. Dramatique.

Delphine COMPAORÉ: Lorsqu'on parle souvent du sport le politique n'est pas très loin, parlant du sport africain, il est souvent utilisé par la politique dans la recherche de la paix. Avez-vous connu quelques cas dans les zones conflictuelles pendant vos années de service ?

Bernard APFELDORFER : On a vu au moment de la CAN en 2010 comment entre l'Algérie et l'Égypte les bornes du sport ont été dépassées. Il y a eu mort d'homme. J'étais à Mostaganem en Algérie à ce moment et la passion s'est transformée en haine pour l'Égypte. Le tout attisé par les médias. Le sport dans tout ça ? J'ai vu par contre des équipes refuser d'aller jouer si le chef de l'État ne donnait pas de l'argent aux protagonistes. Là aussi on fait appel à des entraîneurs occidentaux dans les équipes nationales comme s'il n'y avait pas d'entraîneurs africains capables de faire la même chose. Enfin on a vu en France, le président Sarkozy réunir des ministres en raison du fiasco de l'équipe de France au mondial de l'Afrique du Sud. C'est devenu une affaire politique.

Delphine COMPAORÉ: Et les liens entre le sport et les médias ?

Bernard APFELDORFER : Je ne suis pas journaliste sportif et je ne comprends pas ce journalisme là parce que c'est un métier de compromission systématique. Je le dis aussi bien pour mes confrères d'ici. Dans cette fonction tu ne peux écrire les faits. Il faut toujours donner de l'espoir aux équipes pour attirer le public. Sinon on remise le journaliste dans un coin et il n'a plus droit aux déclarations ou aux informations. J'estime que dans le sport, comme en fait divers, comme en politique il faut donner les faits et on n'a pas à encourager qui que ce soit. Un journaliste n'est pas un supporter.

Delphine COMPAORÉ: *Qu'en dites-vous de la situation actuelle de l'Afrique (politique, économique, sociale, sportive, stratégique, culturelle...) ? Sur quoi l'Afrique peut s'appuyer pour se prendre durablement en charge et franchement quelles perspectives pour l'après 2010.*

Bernard APFELDORFER : *L'Europe et l'Occident ont, pendant cinquante ans, aidé l'Afrique avec plus ou moins de bonheur. On a peut-être trop donné, mal donné au point de faire des Africains une mentalité d'assistés. Le goût de la réussite par l'effort est peu fréquent. C'est par l'effort qu'il faut passer pour se sortir de l'impasse. Je constate qu'Ali Bongo essaie de lancer son pays dans cette voie. Mais quelles difficultés il rencontre ! Attendons encore pour voir les résultats de son entreprise.*

Delphine COMPAORÉ: *L'Afrique conquérante, elle n'existe pas ?*

Bernard APFELDORFER : *Non, elle n'existe pas pour le moment. Elle reste un peu assise sur la chaise en train de réclamer de l'aide. C'est un peu dur, mais je crois que si on est sincère il faut le dire. Je suis convaincu qu'ici comme ailleurs, l'Afrique à un potentiel fabuleux. Tous les pays dits émergents en Asie ont sué sang et eau pour s'en sortir. On voit encore dans les usines chinoises des centaines de milliers de gamins qui travaillent à dix ans. Je ne dis pas qu'il faille passer nécessairement par là mais cela montre leur volonté de s'en sortir. L'Afrique n'a pas besoin nécessairement des entreprises occidentales pour pouvoir exploiter ses propres richesses. Si ensuite ces richesses sont réparties, réinvesties dans le développement, la santé, l'éducation, il n'y a pas de raison que les pays et leurs habitants ne parviennent pas à s'en sortir.*

L'Afrique est donc un terrain à conquérir par elle-même. Elle n'a besoin de personne. Mais cela ne se fera pas en un jour. Or la patience n'est pas la qualité première des Africains. Quand vous achetez un camion, il faut qu'il soit rentabilisé en deux ans. Ce qui fait que le prix du transport est exorbitant. En Europe on rentabilise un camion en cinq ans ou dix ans. Quand vous achetez un appartement, il faut qu'il soit amorti en trois ans. Cela fait des loyers très chers, alors qu'un appartement, c'est dix à quinze ans de patience pour l'amortir. En attendant je ne suis pas très optimiste. Il n'est pas normal qu'on meure par manque de médicaments. Il n'est pas normal qu'on ne sache pas guérir le paludisme. Il n'est pas normal qu'on vienne chez vous pour vous prendre des milliers d'hectares de terres agricoles, pour fabriquer, planter des produits « exotiques » N'êtes-vous pas capables d'exploiter vos terres ?

Delphine COMPAORÉ: *Pensez-vous que l'Afrique dans ses relations avec la Chine refait les mêmes erreurs que par le passé ?*

Bernard APFELDORFER : *Oui, c'est exactement la même chose sauf sur deux points. D'abord il est clair que la Chine n'est pas en Afrique pour les beaux yeux des Africains. Mais pour ses propres intérêts. La deuxième différence est dans la langue. Les Chinois ne parlent pas notre langue, vivent en autarcie. Quand je vais en Afrique je discute avec les gens. J'ai des amis africains, j'ai des rapports humains. Les Chinois n'ont que des rapports commerciaux. Mes amis Algériens, au début étaient contents que les Chinois arrivent. Finalement ils ont vu qu'ils ne travaillent pas si bien que ça. Il y a une désillusion extraordinaire.*

Delphine COMPAORÉ: *Est-ce qu'on a vraiment le temps ?*

Bernard APFELDORFER : *Il faut apprendre à avoir le temps, il faut apprendre à avoir le temps. Vous voulez tout et tout de suite. C'est un les malheurs de l'Afrique.*

Delphine COMPAORÉ: *Vos plus beaux souvenirs d'Afrique? Et votre mot de la fin.*

Bernard APFELDORFER : *Je n'ai que de bons souvenirs parce que les mauvais on les a oubliés. Le « beach » entre Brazzaville et Kinshasa, Mopti au Mali, Djenné la fantastique, Tombouctou la mystérieuse, l'Ogooué à Lambaréné, la forêt vierge à Akaka dans le sud du Gabon, les éléphants de Waza du Cameroun, Faya-Largeau la palmeraie du Tchad. Le marché de MonBouet et sa bousculade : une femme vole une orange et tout à coup c'est la violence. Elle manque de se faire lapider. L'orage : en Afrique centrale, c'est tout de suite apocalyptique. Tout est gigantesque : les insectes, les feuilles, vos cheveux et vos ongles poussent trois fois plus vite. Il y a aussi les femmes africaines dans leurs boubous multicolores. Ce sont elles qui font tourner la boutique en Afrique. Dans les avions des lignes intérieures il n'y a que des femmes, elles sont remplies de pagnes, elles font des « affaires », elles font aussi des kilomètres pour aller chercher de l'eau.*

L'Afrique c'est autre chose, c'est différent. Cette période a bouleversé mes certitudes. J'y ai attrapé certainement une maladie que la médecine ne connaît pas, une « africaniste aiguë ». Je ne dis pas que je voudrais vivre définitivement en Afrique. Chaque fois, je suis content de rentrer chez moi, mais j'attends avec impatience d'y retourner. C'est ambivalent

Delphine COMPAORÉ: *On peut parler d'optimisme, de pessimisme ?*

Bernard APFELDORFER : *Les deux à la foi ! Cependant pour faire bouger les choses il faut commencer par le début. Je préfère faire les choses plutôt que de les dire. Commencer à petite*

échelle et ensuite élargir. Il n'y a pas de raison que ça ne marche pas. Peut-être les générations qui vont arriver comprendront cela.

2. Entretien Madame Martine CHABERT, réalisé le 22 octobre 2010 à Paris

Biographie succincte

Écrivaine.

Épouse de journaliste d'une agence d'information (AFP)

Plusieurs pays de l'Afrique centrale, (Gabon, Zaïre, Congo, Tchad...) 1985-1990.

Auteur de: Mes Afriques/ Carnets/ Harmattan

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Madame Chabert, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et de sport. Vous avez parcouru plusieurs pays d'Afrique dans les années 1980 aux côtés de votre mari journaliste à l'AFP. Je les cite pêle-mêle, il s'agit du Gabon, du Tchad, du Zaïre, du Cameroun, du Congo etc. Mme Martine Chabert parlez-nous de ce parcours africain assez original, de chacun des pays que vous avez visités et de la vie tout simplement que vous y avez eu au quotidien dans ces pays ?*

Martine CHABERT : *je suis partie en Afrique, au Gabon essentiellement dans les années 1980, et j'y suis restée à peu près quatre ou cinq ans. J'y avais accompagné mon mari qui était journaliste dans une agence de presse française qui venait d'être nommé responsable régional pour l'Afrique centrale. Ma fille qui avait alors 10 ans à l'époque nous avait bien entendu suivis. C'était la première fois que je me rendais en Afrique, je ne connaissais absolument rien à ce continent, rien au Gabon. Mon adaptation à ce pays a été relativement facile, une affaire de quelques mois, le temps de m'habituer au climat qui était assez difficile parce que le Gabon est un pays essentiellement de forêt, avec 80 à 90 % d'humidité. Pour vous parler de ma vie quotidienne, de mon arrivée en Afrique, nous avions une villa de fonction qui était située dans un domaine assez vaste qui donnait sur la brousse et qui était à la périphérie de Libreville. Ce domaine s'appelait, la cité du 12 mars et je crois que ce domaine existe toujours, il a été rebaptisé. Ce domaine était entouré d'un mur et il était surveillé par la garde présidentielle du président Bongo. Nous avions un badge, un laissez-passer qui était collé sur le pare-brise de la voiture parce que n'entrait pas qui voulait dans ce domaine. Ce qui était intéressant, c'est que cette cité du 12 mars avait abrité des délégations africaines lors d'un sommet de l'OUA. Je crois*

que c'était en 1977. La villa qui nous avait été attribuée, avait hébergé la délégation ougandaise, d'Idi AMIN DADA., Donc c'était assez surprenant.

Delphine COMPAORÉ : *Quel effet ça vous a fait ?*

Martine CHABERT : *Oh, ça m'a amusé. C'était des villas qui étaient meublées à l'identique. Elles étaient un peu éparpillées dans le domaine, les voisines n'étaient pas si proches. On m'a dit qu'elles avaient été pillées le soir par les délégations. Il y avait un énorme frigo dans la cuisine, équipée, qui était très impressionnante (rires), elles étaient gigantesques. Nous étions logés là, c'était une villa bureau. Nous y vivions et nous y travaillons. Je dis-nous, parce que j'avais accepté de succéder à l'épouse de notre prédécesseur qui était australienne et qui faisait office de secrétaire pour l'Agence. J'ai accepté ce poste non pour l'argent qu'il m'apportait, parce que c'était assez mal payé, mais pour m'occuper et éviter le désœuvrement. Donc j'ai passé 4-5 ans dans cette maison bercée par le bruit des énormes télescripteurs qui étaient au rez-de-chaussée, qui crépitaient jour et nuit. C'était d'énormes machines, je pense que ça n'existe plus et dans le bruit de la soufflerie de la climatisation qui était extraordinaire. C'était tout ou rien, on ne pouvait pas régler la climatisation. Je m'étais très bien habituer à ce bruit ambiant, qui me rassurait quelque part. Et quand il y avait des pannes d'électricité, le silence de cette maison m'angoissait(Rires), donc j'aimais bien le bruit ambiant. Dans cette villa, c'était un lieu de vie, le lieu de mon travail, ce qui n'est pas sans poser évidemment quelques problèmes parce qu'on travaille jusqu'à toute heure de jour et de nuit. On était à disposition si vous voulez. Si mon mari de par ses fonctions était appelé à se déplacer, très souvent hors du Gabon, il était difficilement joignable. Il avait pour l'assister, son adjoint, lequel était très souvent appelé en urgence dans un autre pays de la zone pour couvrir tel ou tel événement. Je me suis très souvent retrouvée seule avec ma fille dans cette villa gigantesque en devant quelquefois faire face à des impondérables, imprévus. Par exemple, je recevais quelquefois des coups de fils importants de tel ou tel ministre gabonais, je recevais des informations qui m'étaient transmises soient par le gouvernement gabonais, soit par des correspondants locaux de la zone.*

Mon travail consistait à les transférer à Paris sans attendre mais sans pouvoir bien sûr, n'étant pas journaliste, je n'avais pas le droit de rédiger moi-même un papier ni même d'avoir la possibilité de vérifier la fiabilité des informations. Alors, je me contentais de les transférer à la maison-mère c'est-à-dire l'AFP à Paris et mon rôle s'arrêtait là. Après je faisais du secrétariat, de la comptabilité et il m'arrivait aussi de faire ce qu'on appelle le taxi (Rires), c'est à dire

accompagner en urgence, des fois c'était très urgent, accompagner tel ou tel adjoint à l'aéroport ou alors recevoir, à l'aéroport des journalistes qui débarquaient soit de France soit d'autres pays africains. Je les aidais à passer les formalités de douane, je les logeais dans des hôtels que j'avais réservés pour eux à l'avance etc. Il m'est arrivé aussi, là c'est anecdotique mais enfin. Il m'est arrivé de récupérer de nuit à l'aéroport une valise qui contenait du matériel technique très cher, et le possesseur de la valise avait loupé l'avion. Il était dans un pays africain, il a loupé l'avion parce qu'il était occupé avec une certaine dame (rires) juste avant l'embarquement. J'ai vu la valise à l'arrivée, j'ai eu du mal à la récupérer, parce qu'il fallait que j'explique pourquoi la valise n'avait pas de possesseur. Voilà, ça c'était bien passé. Il m'est arrivé aussi de répondre à un coup de fil angoissé d'une certaine rédaction en chef parisienne, un magazine qui s'inquiétait du presque silence de son journaliste. Il était venu à Libreville poser des questions, avec un questionnaire préétabli en France etc. Il était allé trouver diverses personnes avec ce questionnaire qui était assez explosif. (Rires)

Delphine COMPAORÉ: *Une enquête en fait sur... ?*

Martine CHABERT : *d'abord il était venu à l'AFP pour essayer de me débriefer un tout petit peu, ce que je savais sur le Gabon etc. Il est allé voir évidemment la communauté française disons, la plus active. Il y avait des questions chocs et donc quatre ou cinq jours après, comme il ne donnait pas signe de vie, la rédaction parisienne m'avait téléphoné en disant : « on est inquiet et on a plus de nouvelles de lui » etc.*

Delphine COMPAORÉ : *C'était qui ?*

Martine CHABERT : *en fait c'était un gars de Jean-François Khan. En fait il n'a pas du tout été inquiété, il était à Libreville, .mais je crois quand même qu'on lui a demandé de prendre l'avion au plus vite. Mais il n'a absolument pas été inquiété. Voilà c'était le genre de choses.*

Il m'est arrivé aussi, là c'était extrêmement amusant de devoir commenter un match de foot. Je me revois encore, ce n'était pas la télévision c'était à la radio évidemment, accroché à mon poste de radio avec ma feuille de papier, mon stylo, j'avais ma fille à côté de moi qui écoutait. C'était un match de foot interafricain et évidemment c'était très amusant parce que les noms africains, je n'arrivais pas à les prononcer ni même à les écrire, je faisais ça phonétiquement, en plus le commentateur connaissait très bien son équipe à lui. J'ai envoyé un papier qui a été remanié à

Paris mais c'était à hurler de rire. De petites anecdotes comme ça, voilà en gros à quoi consistait mon travail qui était assez prenant.

Ma vie au jour le jour : j'avais un employé, un boy comme on dit. C'était un gabonais qui avait environ une quarantaine d'années, un Fang du nord du Gabon. Il était bien payé, il avait des heures de travail que je respectais, c'est-à-dire qu'il travaillait de 7:30 heures jusqu'à 18:00 heures, il avait ses week-ends de libres, son samedi et son dimanche libres et il avait son mois de congé payé. Si j'avais besoin de ses services en dehors de son travail, je le payais en supplémentaire. Je pense que Marcel, parce que c'était son nom, était assez correctement traité, ce qui n'était peut-être pas le cas de certains employés africains qui travaillaient chez certains Européens que je ne connaissais pas mais qui habitaient pas très loin de chez moi. Ils n'étaient pas maltraités bien sûr mais enfin, je pense qu'ils étaient sûrement moins bien payés que Marcel et astreints à des horaires de travail beaucoup plus lourds d'autant que Marcel, au début, la première année, les premiers six mois vivait avec nous. Au départ, il avait une espèce de, à l'extérieur ce qu'on appelait la Boyerie, près de l'énorme moteur de la climatisation qui faisait un bruit épouvantable. C'était une toute petite pièce qui n'avait pas de fenêtre, il y avait juste un lit... Moi j'ai dit non, le temps que Marcel reste avec nous, nous avons largement la place au rez-de-chaussée. Près des bureaux des journalistes il y avait ce qu'on peut appeler un studio, disons une chambre avec une salle d'eau, une salle de bain.

J'avais dit à Marcel, si vous voulez, parce que je le vouvoyais Marcel je ne suis jamais arrivée à le tutoyer et je crois que ça lui faisait plaisir quelque part parce qu'un jour il m'a posé la question, il m'a dit, mais Mme pourquoi les blancs tutoient leurs employés alors qu'ils se vouvoient entre eux au début ? Je n'ai pas répondu évidemment, mais je vouvoyais Marcel et je pense qu'il en était plutôt content. Donc j'avais dit à Marcel, soit vous restez là parce que vous avez votre habitude, soit je vous propose de venir dans cette chambre, que vous aménagerez etc.

Il en était ravi, il a vécu six mois dans cette chambre qu'il a aménagée à son goût, il était très propre. Après, il s'est marié avec une Fang comme lui qui s'appelait Bernadette que je n'ai pas rencontrée, je le lui avais proposé.

Je lui avais dit, Marcel si vous voulez vous pouvez venir avec votre femme, mais je ne pourrais pas l'employer. Il n'a pas voulu, il m'a dit je vais vivre dans ce qu'il appelait le quartier. Et sa femme Bernadette elle vendait des poulets sur le marché de Libreville. Au bout de six mois, Marcel ne vivait plus avec nous, il avait préféré vivre avec sa femme et il venait travailler. Il a

eu, pour en terminer avec Marcel, il a eu un enfant assez rapidement, un fils et il en était évidemment très content jusqu'au jour où ... J'ai rencontré ce bébé parce qu'un matin, Marcel est arrivé très en retard, ce qui était très rare parce qu'il était toujours très ponctuel, il n'était pas rasé ce qui était très rare. Il était toujours très bien et avec le bébé qui avait 2-3 mois dans les bras. Il était complètement décontenancé, et j'ai dit Marcel qu'est-ce que vous faites avec ce bébé ? Il me dit Mme Bernadette, elle est partie. Alors quelque temps auparavant Marcel m'avait dit : Mme, je voudrais vous demander conseil parce qu'il y a un jardinier du domaine du 12 mars qui me dit qu'après tout si j'épousai sa fille qui avait une vingtaine d'années, elle pourrait faire des études. Donc il s'appêtait si vous voulez à prendre une deuxième femme. Je n'ai pas compris, parce que Marcel était chrétien et j'ai dit mais comment se fait-il. Il m'a expliqué les choses mais très honnêtement je n'ai pas retenu. En Fonction de son carnet de mariage à la limite il pouvait, lui pouvait en principe prendre une deuxième femme.

Delphine COMPAORÉ: *En tant que chrétien ? C'est étonnant ?*

Martine CHABERT : *Oui il n'était pas musulman du tout et moi je le lui avais déconseillé. Je lui dis non Marcel écoutez, parce qu'économiquement ça va vous poser des problèmes et puis Bernadette risque de se fâcher. Eh bien, ça n'a pas raté (rires), c'est le matin, Bernadette était repartie dans son village, c'était à Olliem dans le Nord du Gabon, elle lui avait laissé le bébé sur les bras et lui avait dit, je ne reviendrai que si tu décides de ne pas épouser la jeune fille. Alors, Bernadette est revenue et Marcel n'a plus jamais parlé de la jeune fille. Ça se termine bien. J'ai eu toute la matinée ce bébé, Marcel était vraiment sens dessus dessous. Je l'avais mis là, j'allais le voir, il était adorable, un petit bout. Marcel qui était toujours impeccable, c'était un panier percé, il était extrêmement dépensier. Je lui versais son salaire le 1^{er} du mois normalement, le 15, il n'avait plus un sou, et il me demandait toujours des avances sur salaire. Ce que je faisais en râlant parce que ça me faisait des complications de comptabilité en disant : Marcel, essayez de... Je pense que sa vie n'était pas si simple mais bon. Ça c'était le problème de Marcel, il était toujours à court d'argent. Donc voilà pour Marcel.*

Dans l'ensemble, mes 4 ou 5 années de vie avec lui, se sont fort bien passé franchement. À la fin c'était lui qui était le patron. Il ne me demandait même plus ce que je voulais, il savait le faire. Je lui disais Marcel je suis occupée faites ce que vous voulez.

Ma fille, elle avait 10 ans à l'époque donc elle devait rentrer en sixième et dans les années 1980 et jusqu'à 1985 il n'y avait pas de lycée français à Libreville. Maintenant il y en a mais à l'époque il n'y en avait pas. Il y avait deux lycées d'État et donc je l'ai inscrit dans un de ces lycées d'État. Le proviseur était français, les enseignants, ils étaient de toutes les nationalités. Il y avait des Béninois, elle avait un prof de maths béninois, il y avait des Gabonais, il y avait des Français, il y avait un Allemand pour ce qui faisaient l'allemand etc. Les classes étaient quand même surchargées, il y avait à peu près 60 élèves par classe. Il y avait des enfants français bien sûr et beaucoup d'enfants gabonais. Quand je dis 60 élèves par classe c'est évidemment un chiffre théorique parce que, il y avait pas mal d'absentéisme. La première année en sixième il y avait beaucoup d'enfants français et puis les années suivantes, parce que le Gabon avait traversé une petite crise, certains Français étaient repartis et donc, les classes de ce fait étaient majoritairement africaines. Et alors, il s'est posé un petit problème : certains parents français souhaitaient que leurs enfants soient tous regroupés dans une même classe. C'est-à-dire que les enfants français soient regroupés dans une même classe. J'ai posé la question à ma fille. Elle avait des amis français mais elle avait aussi des amis gabonais. Elle m'a dit je veux rester là parce que j'ai des amis gabonais notamment Edwige.

Delphine COMPAORÉ : *Ils étaient regroupés dans une même classe dans le même établissement ?*

Martine CHABERT : *Absolument, absolument ! Les français souhaitaient que leurs enfants français soient tous ensemble.*

Delphine COMPAORÉ : *Il y avait un problème particulier qui justifiait cela ? Le niveau scolaire était bas ?*

Martine CHABERT : *Je pense que ce n'est pas parce que le niveau était bas, mais si vous voulez, ils ne souhaitaient peut-être pas qu'il y ait des petits Français dans une classe de 40 noirs. Ça, ça ne m'avait pas plus, je n'ai pas voulu heurter de front certaines mères de famille françaises mais j'ai posé la question à ma fille qui m'a dit je suis très bien là où je suis, j'ai Edwige. C'était une fille absolument remarquable, c'était une fille, j'en parle parce que, Edwige était très brillante. C'était une gabonaise, elle était très brillante en classe, elle avait un ou deux ans de plus que ma fille. Les gabonais étaient plus âgés. Elle devait avoir treize ans. C'était une fille absolument brillante, très amie avec ma fille, elle venait à la maison etc. Il y avait Hugues,*

qui lui était déjà très âgé, en troisième. Il avait déjà dix-huit ans, il a toujours pris ma fille sous son aile, il disait c'est ma petite sœur, je suis le grand frère etc. Il protégeait ma fille. Quand je dis protégé c'est à dire que quand on venait l'agacer, il disait, toi tu t'en vas. Hugues est en Afrique du Sud et ils sont toujours en contact. Finalement ma fille s'était tellement bien adapté, elle était presque devenue plus gabonaise que française, même dans son langage, dans sa façon surtout de parler aux garçons (rires) pour se faire respecter. On m'avait dit bien évidemment, une fois rentrée en France, votre fille aura quelques problèmes, baisse de niveau parce que le niveau ne sera pas équivalent etc. et bien je me suis aperçu qu'au contraire le niveau était presque même meilleur à Libreville qu'en France. Donc, elle n'a pas eu de problème de scolarité. Pour en rester toujours dans le plan de la vie quotidienne, Libreville comportait à l'époque, parce que peut être maintenant les choses sont différentes. À l'époque, il y avait une énorme communauté étrangère, surtout française, expatriée etc. donc Libreville sur le plan vie quotidienne ne posait absolument aucun problème pour un français. Sur le plan médical et hospitalier et sur le plan alimentaire, il y avait un super marché qui s'appelait Nbolo qui veut dire bonjour, ou africains mais surtout français, pouvaient trouver absolument tout. Des yaourts, des fromages français, de la crème de marron pour Noël etc. Évidemment les prix étaient beaucoup plus chers, mais avec quand même les salaires qui étaient en rapport, on pouvait se payer sans problème quatre yaourts à vingt FCFA n'est-ce pas ?

Il y avait même un cinéma, qui s'appelle le bowling store, je crois qu'il a brûlé, à partir de 1999. Mais dans ce bowling store, les films qui sortaient en salle à Paris en France, ils étaient retransmis dans ce cinéma quinze jours après. Donc les français n'avaient pas, ils étaient privilégiés sur ce plan.

Mes rapports avec les africains et les européens : je pense qu'avec les africains mes rapports étaient cordiaux. Très honnêtement le seul contact étroit que j'ai eu avec un gabonais, c'est mon boy, c'est Marcel avec lequel je discutais, je papotais etc.... Les autres c'étaient des contacts de travail : employés de banque, administration et puis évidemment ministres, ambassadeurs, certains journalistes etc. Tout ça, parce que finalement, je m'aperçois que j'ai vécu dans une Afrique urbaine, je vivais essentiellement à Libreville. Libreville c'est la ville, ce n'est pas la brousse, ce n'est pas peut être vraiment pas le Gabon. J'ai visité quelques lieux dans le Gabon, quelques villes, Franceville, Lambaréné, mais de façon très brève parce que je n'avais pas le temps et que à l'époque, le téléphone portable n'existait pas. Nous étions tout le temps astreints

au contact direct, donc il fallait être près du téléphone. Je sais que le dimanche par exemple, même quand mon mari était absent et que je restais seul avec ma fille, j'allais à la piscine d'un hôtel et je rentrais parce que je me disais que quelqu'un allait appeler. Ce qui ne manquait pas, en règle générale, il y avait toujours des appels. Il y avait un ministre à l'époque qui s'appelait Myboto, c'était le ministre de l'information, c'était un ancien instituteur, un homme extrêmement courtois, très travailleur. Il est passé, je l'ai appris, je ne sais plus ce qu'il est devenu mais il est passé opposant à Bongo Père mais sur le tard. Donc c'était un homme extrêmement courtois, très travailleur qui lui, à minuit, n'hésitait pas, s'il a un problème, ou une question à téléphoner sur nos listes. C'est vrai que, je pense que maintenant les moyens techniques de travail ont évoluées, il y a le téléphone portable, donc on peut aller quand même, mais c'était quand même restreint.

Delphine COMPAORÉ: *Vous m'avez parlé de la vie tout court, je mentionne que vous êtes écrivaine à vos heures perdues, et dans un de vos livres intitulés Mes Afrique - carnet, publié à L'Harmattan, vous avez parlé de vos Afrique et je vous cite : « celle que j'ai connue, aimé ou moins aimé au hasard de rencontres et de voyages » j'ai trouvé ça très beau, alors peut-on connaître davantage ces Afriques-là, par laquelle on peut commencer ?*

Martine CHABERT : *Ces Afriques, d'abord il faut dire que, j'ai vécu essentiellement au Gabon, pays auquel j'étais attachée, vraiment attachée.*

Quand c'était possible, mon mari m'amenait avec lui mais de façon très brève. Pour lui c'était des visites de travail, très ponctuelles etc., je le suivais mais en tant que touriste. J'ai traversé quelques pays, le Cameroun – Douala, Yaoundé, je suis allée à Brazzaville, de Brazzaville j'ai traversé le Bitche, je suis allée à Kinshasa et, j'ai traversé le Chari et je suis allée au Tchad donc N'Djamena. Cela dit, mes séjours étaient tellement brefs, tellement courts que je n'ai eu que des impressions, qui avec le temps quand même s'effacent un tout petit peu, mais je ne peux pas décemment parler des pays en disant voilà le Cameroun c'est ça, les Camerounais c'est ça, les tchadiens c'est ça. C'est uniquement des impressions très subjectives. Par contre, le pays qui m'a le plus frappé, c'est le zaïre, c'est Kinshasa. Là, j'ai des souvenirs assez... En traversant le Bitche, et en arrivant à Kinshasa, c'était une Afrique que je ne connaissais pas et qui n'était sûrement pas le Gabon, parce que le Gabon à l'époque m'avait paru, était sûrement un pays relativement privilégié et quand je suis arrivé à Kinshasa, j'ai vu une misère si vous voulez noire. Dès que je suis arrivé sur le Bitche, c'est extraordinaire le Bitche il y a tous ces mamans

africaines qui font du, ce n'est pas du trafic, c'est du commerce. Dans leurs pagnes, elles ont pleins de choses dans leurs pagnes (rires) et j'avais été effarée. Alors, ça grouille, il y a un monde parce que entre Brazza et Kinshasa, ce n'était peut-être pas des frères amis à l'époque, mais enfin ça circulait beaucoup. Il y avait une jeune Africaine qui était avec des pagnes comme ça et qui avait été pris à partie par 2-3 militaires. Ils étaient en train d'essayer de voir ce qu'elle avait sous le pagne, si elle n'avait pas de marchandises ou je ne sais quoi. Elle se débattait et j'ai dit mon dieu ...

Delphine COMPAORÉ: *C'étaient des douaniers ou des militaires ?*

Martine CHABERT : *Je ne sais pas, ils étaient en uniforme, je ne sais pas si c'était des douaniers ou des militaires, je n'en sais rien, mais enfin ils étaient trois déçus je me suis dit mon Dieu, ce n'est pas possible, qu'est-ce qu'ils vont faire de cette jeune femme ! En arrivant à la villa, à la descente du Bitche où on était quand même assez pressuré, j'ai eu affaire à une préposée qui m'a dit Mme, vous n'avez pas votre certificat de vaccination de tétanos. J'ai dit non, je ne l'ai pas mais il n'y avait pas d'épidémie, j'étais en règle, j'avais tous mes papiers en règle, mais il n'y avait pas d'épidémie, et ce n'était pas du tout obligatoire. Elle m'a dit, vous ne rentrez pas, on va vous refouler au Congo. Alors là, j'ai dit qu'est-ce que je peux faire, j'ai essayé de parlementer. J'ai vu qu'il y avait un blocage.*

Elle me dit, mais on peut vous faire le vaccin si vous voulez, vous allez là. J'ai dit non (rires), C'était une guérite je ne sais pas, je n'ai pas voulu. Je lui ai dit écoutez, je n'ai pas l'habitude si vous voulez de vivre ça, je lui ai tendu l'argent, je ne me rappelle plus quelle somme et le vaccin est devenu caduc. À Kinshasa, nous allions voir les journalistes français qui étaient en poste et ils nous ont rapporté un peu leurs déboires. Par exemple, au moment où nous sommes arrivés chez ce journaliste, il y avait un énorme problème, c'est-à-dire, que ces lignes téléphoniques allaient être coupées. Il avait été prévenu par le préposé des télécoms zaïrois que sa ligne allait être coupée s'il ne versait pas telle somme d'argent.

Delphine COMPAORÉ: *Et pour quels motifs ?*

Martine CHABERT : *L'employé des télécoms a justifié, il a dit : voilà, mon fils est très malade, je dois l'hospitaliser, je n'ai pas assez d'argent pour le faire rentrer à l'hôpital donc, je vous demande de l'argent sinon je coupe votre ligne. Je crois que ce n'était pas du chantage du tout, parce qu'en effet l'employé n'avait pas d'argent pour payer. Après, ce journaliste en question a*

évidemment raller, énormément, il disait je cite « des militaire » sont venus dans mon jardin, ils ont pris des tuyaux, pour les transmissions etc. parce que c'était du plomb.

Delphine COMPAORÉ : C'était de vrais ou de faux militaires ?

Martine CHABERT : De faux militaires ? C'est possible. Je ne les ai pas vus. Je sais que sa jeune femme n'était pas tranquille, elle me disait, j'ai peur. Elle circulait évidemment toutes portières de voiture verrouillées et elle me disait, je me contente de trajet bien défini. Cela dit, je répète ce que j'ai vu, moi je n'ai pas vécu à Kinshasa donc je ne sais pas comment. Là aussi, quand je suis arrivé au Bitche, il y avait une scène d'horreur épouvantable, une foule énorme, le Bitche c'est le bac qui traverse le Zaïre, le fleuve, c'est entre Brazzaville et Kinshasa, c'est énorme, c'est un bras du fleuve et c'est le bateau qui traverse, qui fait la jonction. Là, j'ai vu une scène absolument d'horreur, il y avait un père de famille qui tenait dans ses bras un gamin qui devait avoir, huit dix ans, évanoui et le gosse avait le pied à moitié sectionné et ce petit hurlait. C'était vraiment un choc. Le zaïre, j'y suis restée 48 heures donc je ne peux pas dire Kinshasa c'est...

Delphine COMPAORÉ : Mais il n'était pas en guerre à l'époque ?

Martine. CHABERT : Non, pas du tout. C'était sous le régime de Mobutu, mais j'étais frappée par que là, j'ai sentis tellement de misère avec une détresse si vous voulez et qui explique finalement que après tout cet employé, ait voulu survivre en disant au blanc, donnez-moi l'argent. En parlant de cela, ce n'est pas de la corruption, c'est de la petite corruption, si vous voulez.

Delphine COMPAORÉ : C'est une corruption de survie ?

Martine. CHABERT : Au Zaïre oui, à mon avis c'était ça. Par contre moi au Gabon, j'ai eu affaire à des policiers qui étaient... Ils m'ont arrêté en voiture, pour me demander évidemment mes papiers. Il fallait toujours être en règle, il y avait le contrôle des phares, le contrôle technique. J'avais toujours une liasse de papier obligatoirement, s'il m'en manquait toujours un ou je n'avais pas le tampon adéquat, j'avais une amande.

Delphine COMPAORÉ : Pourquoi, c'était difficile d'obtenir ces papiers ?

Martine CHABERT : c'était très long. La carte grise. J'ai mis à peu près trois mois à l'obtenir. J'allais régulièrement voir la dame qui était chargée de me remettre la carte grise et qui me disait, le tampon, il n'est pas là. (Rires). Donc pendant trois mois calmement, et finalement on

avait fini toutes les deux à sympathisé, elle me reconnaissait ? Sans me faire de sourire mais j'ai mis trois mois et pendant ces trois mois, j'ai été régulièrement contrôlé, j'ai beau dire que ma carte grise était en préparation etc. Non, ça n'allait pas.

Delphine COMPAORÉ : *Il n'y avait pas un petit quelque chose prouvant que la carte grise était en préparation?*

Martine CHABERT : *alors, en fonction du policier, de mon état d'énervement, ou de l'amabilité avec laquelle etc. l'amende variait.*

Delphine COMPAORÉ : *Et ça variait de combien à combien ?*

Martine CHABERT : *Oh, ça pouvait aller de 2000 à 5000 CFA. C'est de la petite, c'est de la débrouille si vous voulez. Parce qu'après tout, quand on réfléchit avec le recul, notamment au Zaïre, on se dit, que la misère qu'il y avait là-bas, ou qu'il y a peut-être toujours hein, on peut aussi comprendre que voilà. Avec le recul, on peut relativiser aussi. Pour en revenir à ce que vous me disiez des Afriques.*

Delphine COMPAORÉ : *Je les ai listées, en effet vous avez levé un petit voile, sur quelques Afriques mais il en reste d'autres : prenons par exemple l'Afrique des avions et des aéroports, des conflits et des guerres, les employés de maison vous nous en avez dit un petit bout, des conflits et des guerres vous en avez vécus ?*

Martine CHABERT : *J'en ai vécu mais de façon interposée. C'est vrai qu'au moment où nous étions au Gabon, il y avait la guerre Libye-Tchad. Là, évidemment, moi j'ai suivi ça de très loin, mon mari allait évidemment à N'Djamena. Quand il partait en urgence, je ne savais pas quand il allait revenir. Il partait des fois plus d'un mois, nous avions là-bas un correspondant tchadien Aldom TITO, que j'ai rencontré parce que je suis allée à N'Djamena une fois que la guerre, enfin les événements ont été finis. C'était, un type absolument remarquable, très gentil avec lequel je correspondais par télex parce que très souvent, mon mari était dans le nord, il n'était pas à N'Djamena et par télex je correspondais avec Aldom, et nous avons sympathisé, il me rassurait. C'était un type absolument génial et quand je suis allé passer deux ou trois jours à N'Djamena, je l'ai rencontré. C'était un grand type, du nord, donc grand élané, et qui malheureusement je l'ai appris est mort. Il était franchement adorable, et quand je l'ai vu, nous avons eu tellement par télex interposé vraiment beaucoup d'amitié, que quand je l'ai vu, Aldom, c'est comme si je l'avais toujours connu. Mon Mari allait souvent en Angola à Louanda, là aussi évidemment, c'était*

problématique, je ne pouvais pas y aller, mais j'étais en contact avec la correspondante locale, avec laquelle j'avais noué des contacts aussi par télex. Elle est d'origine portugaise, c'était une fille absolument, Manuela Texera je me souviens. Je ne l'avais jamais vu mais j'avais des contacts absolument extraordinaires. Elle avait une fille de 15 ans, elle me disait, est-ce que tu ne peux pas dire à ton mari qu'il m'apporte des piles, des CD. Louanda à l'époque était en guerre et la situation était assez épouvantable là-bas, sur le plan vie. Les conflits, moi je les ai vécus mais de façon interposée. Je suis resté à Libreville et ça ne se ressentait pas à Libreville pas du tout. Ça se ressentait uniquement au niveau de la vie privée, parce qu'il partait et que je ne savais absolument pas quand est-ce qu'il revenait.

Delphine COMPAORÉ : *Et l'Afrique des avions et des aéroports, c'était quand même quelque chose ?*

Martine CHABERT : *Ah oui là, alors, c'était assez surprenant. Quand je suis arrivé, l'aéroport de Libreville est un aéroport que je qualifierais entre guillemets d'africain ce qui n'a rien de péjoratif mais qui était quand même assez exotique c'est-à-dire, il n'y avait pas la climatisation, il y avait les ventilateurs etc. Moi, j'ai des souvenirs par exemple de l'avion de Luanda : le vendredi soir l'avion de Luanda arrivait. Évidemment j'allais attendre mon mari, ou quelques journalistes qui rentraient, ou que je devais ramener au centre-ville etc. J'ai souvenir en effet de ces soirées passées comme ça dans cet aéroport. Sur la terrasse, on pouvait boire du Fanta, on pouvait fumer, ou à moitié éclairé etc. Je me souviens la fois où l'avion devait arriver à 23 heures. 23 heures arrivent et, pas d'avion de Luanda. On était quelques-uns à attendre et puis brusquement plus d'avion etc. Alors impossible d'avoir une information et il y a quelqu'un, je ne sais plus comment, qui a dit, il y a un problème, soit l'avion a scratcher, soit... L'Angola était quand même en guère. Quand je suis rentrée à la villa, j'ai téléphoné à l'adjoint qui était chez lui, je lui ai expliqué, je lui ai dit, voilà l'avion n'a pas atterri, on ne sait pas, impossible de savoir où il est, est-ce qu'il a pu décoller, est-ce qu'il s'est scratcher en plein vol. Il m'a répondu, la piste d'atterrissage a dû être bombardée, il y a eu sûrement un problème. Enfin, c'était angoissant et puis finalement le retard de l'avion s'est expliqué. En fait le départ a été annulé tout simplement parce que la piste de l'aéroport de Luanda, la piste d'atterrissage avait été entre guillemets réquisitionnée parce que le président Dos Santos atterrissait donc on avait annulé tous les vols*

en direction de Libreville. Là, c'était un moment d'angoisse parce qu'on n'avait pas le moyen de savoir ce qui s'était passé.

Delphine COMPAORÉ : *Et les éternels problèmes de papiers, les formalités ?*

Martine CHABERT : *Ah: oui, oui, les formalités c'est souvent compliqué, mais on y 'arrive toujours, en ne perdant pas patience. Plus on s'énerve moins ça marche et ça il y a des gens qui ne le comprennent pas.*

Delphine COMPAORÉ : *Il y a aussi parfois peut être à travers ces conflits, certains problèmes ethniques. Avez- vous ressenti ces problèmes sur place ?*

Martine CHABERT : *Non, au Gabon non, pas vraiment au Gabon. Cela dit, c'est vrai que par exemple un Miéné ne ressemble pas à un Fang physiquement. Déjà il y a une différence physique, un Fang a un visage plutôt allongé, et un Miéné un visage plutôt rond. Cela dit non. J'ai souvent entendu dire, c'est un Miéné, ce n'est pas un Fang avec un air plus ou moins méprisant mais un conflit dans ce sens non.*

Delphine COMPAORÉ : *Il vous est quand même arrivé de voir, d'assister à quelques départs précipités de vos journalistes ou de vos compatriotes ou même à des expulsions, comment ça se passait?*

Martine CHABERT : *Des expulsions au Gabon, il y en a pas eu, je n'en ai pas eu connaissance, par contre, moi je sais que nous avons reçu un journaliste qui, avant le bureau de l'AFP, se trouvait à Yaoundé. Le journaliste en question qui était sûrement un très bon journaliste mais qui avait déplu aux autorités camerounaises.*

Delphine COMPAORÉ : *Et pour quels motifs ?*

Martine CHABERT : *Je pense de par son attitude et puis de sa vie privée qui ne regarde que lui finalement. Il était très mal vu, il fréquentait beaucoup de boîte de nuit, ça c'est son problème si vous voulez mais enfin, on l'appelait M. boîte de nuit. Donc on a fait quelques misères à ce journaliste, on voulait l'expulser du Cameroun. Je me souviens que l'AFP à ce moment-là, la direction était allée à Yaoundé*

Delphine COMPAORÉ : *Tout juste à cause de cette vie privée ?*

Martine CHABERT : *Mais il avait fait des papiers, sûrement des dépêches. Qui déplaisaient. Donc on avait dit, on ferme les bureaux de Yaoundé carrément puisque vous voulez l'expulser, vous êtes libres de l'expulser, mais on ferme le bureau de Yaoundé. Nous avons hérité donc de ce*

journaliste qui évidemment avait une réputation un peu sulfureuse sur plein de choses mais qui connaissaient finalement bien l'Afrique, qui n'a pas trop posé de problèmes au Gabon. Je crois que lorsque, il était en déplacement au Tchad, il s'est fait expulser du Tchad simplement pour des raisons privées, ce n'était pas pour des raisons professionnelles.

D.COMPAORÉ : *En dehors de cela, vous avez connu cette Afrique pleine de gaieté, de joie ?*

M.CHABERT : *Oui, oui oui, et c'est ce qui est paradoxal c'est que les Zairois avec toute la misère m'ont paru des gens extrêmement gais. Déjà dans leurs démarches, c'est une démarche un peu chaloupée ce sont des gens. Le Gabonais je ne peux pas dire, non, il est plutôt fermé, peu souriant au premier contact.*

D.COMPAORÉ : *Et les coups d'État, vous n'en avez pas vécus ?*

M.CHABERT : *Le Gabon était un pays assez stable. Le Tchad était en guerre, le Cameroun je ne sais pas, je ne peux répéter que ce que j'ai entendu, c'est que Paul Biya n'étais pas très aimé, on l'appelait Paulette ce qui pour les africains étaient un peu, assez péjoratif, c'est les camerounais qui l'appelaient paulette. Paul Biya est toujours en place. Mobutu, bon... Le Gabon était un pays stable, stable.*

D.COMPAORÉ : *Finalement vous êtes arrivée, vous avez trouvé un monde de coopérants, d'expatriés etc. Quelles ont été vos impressions ?*

M.CHABERT : *C'est vrai que, au Gabon comme je vous l'ai dit il y avait une très grosse communauté française avec le pétrole, il y a Elf. Je ne vais pas dire que c'est un monde à part, moi de par mes fonctions, et de par les fonctions de mon mari, je devais côtoyer aussi bien les Gabonais, que les Français au quotidien. Très honnêtement, je n'ai pas eu de... particulières pour les Français que j'ai côtoyé là-bas. En gros c'était des gens qui m'ont paru, à quelques exceptions près peu intéressants. Ils étaient là pour l'essentiel pour faire de l'argent. J'en ai connu, qui eux vivaient au Gabon depuis des années, qui n'avait plus aucune attache en France, plus de famille, le Gabon était devenu leur seule patrie. Je pense que ceux-là, je ne sais pas, s'ils étaient intégrés vraiment, si quelque part ils ne restaient pas blancs. Mais c'était des gens qui à mon avis étaient attachés au Gabon, sinon les autres n'avaient que très peu d'intérêt. Le seul avec lequel j'ai un peu accroché, ce sont les coopérants, les enseignants, les professeurs parce que ceux-là, c'était déjà des gens qui avaient beaucoup voyagé, qui venaient au Gabon dans le cadre de leurs fonctions etc., s'ils trouvaient leurs comptes sur le plan salaire, c'était possible mais enfin c'était des gens qui étaient ouverts, ils n'étaient pas là pour faire essentiellement de l'argent. J'avais lié d'amitié avec un professeur : avant, il était en Iran. C'était des gens ouverts qui n'étaient pas venus pour faire uniquement de l'argent. Après, la majorité des Français à mon avis étaient des gens là-bas connus. Non, dans l'ensemble peu intéressant.*

D.COMPAORÉ : *Et au niveau du contact avec les africains sur place ?*

M.CHABERT : *Ils avaient des contacts, ils étaient obligés si vous voulez, je veux dire moi, ceux que j 'ai connu. Ils travaillaient dans une société, ils avaient des patrons gabonais. Alors, c'était des relations assez particulières, je pense qu'il y avait, je le dis, quand même une grande part de mépris mais que d'un autre côté ils étaient obligés de passer par là. Cela dit aussi il y avait beaucoup de Français qui arrivaient peut-être avec de bonnes intentions, qui étaient là pour une durée déterminée mais qui n'accrochaient pas à la mentalité africaine mais qui arrivaient avec leur moule mental occidental et qui n'arrivaient pas à s'en débarrasser justement. Je pense que là, c'est quelque chose qu'on a ou qu'on n'a pas, c'est quelque chose d'inné, ça passe ou ça casse. Moi j'avais une amie française qui finalement été plutôt intelligente une fille intelligente mais qui n'arrivait pas à se débarrasser de ce moule mental: « mais pourquoi font-il ça, mais pourquoi agissent-ils comme ça » etc. au lieu de dire ils sont comme ça, je les prends comme ça et donc obligatoirement elle se trouvait toujours face à un mur, toujours face à des complications.*

D.COMPAORÉ : *Finalement vous avez fini votre mission, et je crois que 15 ans après c'est le retour définitif sur Paris ?*

M.CHABERT : *Non, quatre ou cinq ans. Je suis resté quatre ou cinq ans au Gabon. Je suis revenu avant 1990. Puisque là, après il y a eu je crois des problèmes au Gabon, des crises un peu plus poussée. Je n'ai pas la mémoire des dates. Je crois que j'y suis retournée en 2000 ,2002 ou 2005 mais dans un cadre tout à fait précis, touristique. Et là je suis allé au sud du Gabon, à la frontière.*

D.COMPAORÉ : *ça c'était le retour vers l'Afrique ? Et comment vous avez trouvé l'Afrique quatre ans après. Partir d'Afrique, retour définitif sur Paris, quelle sensation, on éprouve « après avoir laissé définitivement l'Afrique derrière soi » ? Quelle a été votre vie par la suite, est-ce qu'il y a eu un effort de réadaptation etc. ?*

M.CHABERT : *J'ai passé quatre ou cinq ans. Il y a eu un effort de réadaptation, sur certains plans. Ce qui était le plus marquant, c'est ma fille. Pour ma fille ça été très difficile la réadaptation. Je vous l'ai dit, elle était plus africaine, plus gabonaise que française et quand elle est revenue, la rentrée dans son lycée français, en seconde, elle a éprouvé un malaise extraordinaire.*

Elle n'était pas bien, elle ne se sentait pas bien avec les Français. Et elle se mettait à l'arrière () L'Afrique est terriblement attachante, c'est vrai qu'on y reste quelque part. Cela dit, lorsqu'on y revient, les conditions sont différentes, les choses ont évolué ou pas évoluer et puis on peut avoir un regard différent. C'est tout un problème. Moi je souhaite que l'Afrique décolle, s'en sorte. Quand je suis revenue au Gabon, je suis restée quelque temps à Libreville, les choses avaient un petit peu changées mais je vais dire de ce que j'ai vu, avais changé, il y avait eu des problèmes au Gabon, des problèmes économiques, il y avait certaines choses qui avaient disparues, d'autres avaient été brûlé par des manifestants. Un hôtel qui avait brûlé, histoire du cinéma dont je vous parlais avais disparu, brûlé etc. Je ne sais pas, je ne peux pas vous dire... Je pense que malheureusement, je ne sais pas si les choses avaient changées ? Je ne le crois pas.

D.COMPAORÉ : *Vous ne pensez pas qu'il y ait eu vraiment des évolutions ?*

M.CHABERT : *Une évolution, je ne sais pas.*

D.COMPAORÉ : *Actualité oblige, je vais vous poser la question, de votre regard sur 50 ans d'indépendance des pays africains en tant qu'observatrice et surtout des pays que vous avez mieux connus ? Quel regard sur cinquante ans d'indépendance ? Vous vous posez la question de savoir s'il Ya eu une évolution. J'y reviens parce que vous êtes repartie au Gabon, ensuite à Zanzibar etc. Sur le plan humain etc. la vie au quotidien etc.*

M.CHABERT : *sur le plan politique je ne peux pas parler. Zanzibar n'a rien à voir parce que c'est anglophone, c'est très touristique et puis franchement en tant que touriste, c'est toujours la même chose on n'arrive pas à pénétrer un pays, il faut quand même y rester. Même moi, après quatre ans de Gabon est-ce que finalement je connais les gabonais, parce que je n'ai pas assez pénétré finalement ce monde, je surfais, voilà. Je pense que ce serait très prétentieux de penser qu'au bout de quatre ans je connais la mentalité gabonaise, je ne me permettrai pas de dire ça. Cela dit, je sais que, moi j'ai connu le président Bongo par exemple, je l'ai vu deux fois. La dernière fois c'était en 2005.*

D.COMPAORÉ : *Quelle impression il vous a fait ?*

M.CHABERT : *très bien, très bien. Je veux dire que c'était un homme intelligent qui avait un sens politique presque à fleur de peau et qui avait, comment dirais-je, qui savait... quand il avait confiance à quelqu'un, c'était un chèque en blanc, il lui donnait un chèque en blanc. Et c'est comme ça à mon avis qu'il s'est fait rouler plusieurs fois.*

À partir du moment où il aimait quelqu'un. Un sens aigu de l'amitié, oui de l'amitié et un sens politique aussi. Pourquoi il a maintenu finalement la cohésion du Gabon, parce qu'il distribuait. Là je me permets de dire quelque chose mais c'est bon, il distribuait. Par exemple il y a un opposant, il le ralliait à sa cause en lui donnant. C'était un pays relativement stable.

D.COMPAORÉ : C'était sa façon à lui de redistribuer les richesses ?

M.CHABERT : De redistribuer les richesses, de placer à des postes, à telle ou telle poste des ethnies etc. Le problème, c'est que Bongo a toujours souffert d'une image absolument épouvantable en France de par son phrasé etc. Moi par exemple je le sais, parce que, je ne l'ai pas vu mais, j'étais là à ce moment-là par exemple. Il y avait tous les hommes politiques de tous bords qui venaient trouver Bongo, pour récolter de l'argent pour des campagnes électorales etc. même Le Pen y est allé et je sais que ça avait choqué énormément les gabonais. Même Le Pen y est allé. Franchement je ne l'ai jamais connu de près, j'ai l'ai vu, le problème c'est son image de marque en France absolument épouvantable, qui était attachée à sa personne. Défendre Bongo c'était presque une mission impossible, on pensait que nous étions obligatoirement achetés par Bongo et c'était impossible de redresser la mauvaise image qu'il avait. On avait beau dire, moi je l'ai approché, on sait que c'est un homme accessible, et que si tu lui dis ça il peut revenir sur ce qu'il a dit etc. c'était vraiment...

D.COMPAORÉ : Comment vous, vous ressentez les relations franco-africaines vues d'ici et de là-bas ?

M.CHABERT : maintenant, alors, Ali le fils a repris les rênes, je pense que ça se passe bien etc. Moi ce que je pense c'est que, c'est logique et c'est compréhensible. Ça je le sais par recoupement, je ne le sais pas par source directe, je pense que quand même parmi les gabonais, parmi les jeunes gabonais, il y a une exaspération, envers les Français, pas envers la France mais envers les Français.

D.COMPAORÉ : Et ça peut être dû à quoi ?

M.CHABERT : La présence française, depuis des années, beaucoup de Français. Il y avait peut-être un sentiment franco-français mais bon.

D.COMPAORÉ : *Sur quoi l'Afrique peut s'appuyer véritablement, pour avancer ?*

M.CHABERT : *Je pense que l'Afrique c'est un potentiel, un énorme potentiel humain et naturel. Il y a des élites africaines, ils sont absolument remarquables, ça je rentre dans des considérations politiques qui me dépassent ce n'est pas de ma compétence, mais c'est ce que je pense. Le problème, je pense que l'Afrique n'intéresse plus grand monde sauf évidemment, elle intéresse pour leurs propres intérêts. Par exemple, maintenant la France, je ne sais pas, si elle est toujours aussi présente, c'est la Chine maintenant qui est présente, et la Chine qui ne travaille que pour elle, qui n'a strictement aucun intérêt réel pour le Gabon ou pour l'Afrique, mais qui travaille pour elle.*

D.COMPAORÉ : *Nous sommes presque au bout de l'entretien, je vais vous demander vos plus beaux souvenirs d'Afrique mais aussi les plus mauvais, et votre mot de la fin.*

M.CHABERT : *les plus beaux souvenirs, ça peut être aussi les plus tragiques et les plus tragiques, les plus émouvants, il y a tout, l'Afrique c'est ça. Les souvenirs les plus magnifiques, c'est le ciel africain, les jours d'orage, par exemple, ça peut être aussi cet employé que j'ai rencontré au moment où j'allais chercher mon permis de conduire gabonais. Il fallait que les photos d'identité soit en noire et blanc et qui, très intelligemment et très malicieusement a pris tout son temps pour regarder dans ses fichiers ou était mon dossier, En disant, tous les blancs se ressemblent alors qu'il savait pertinemment qu'un blanc disait toujours tous les noirs se ressemblent. Il m'a ressorti la même chose et ça c'était extraordinaire pour moi (rires). J'ai souris, je ne me suis pas fâchée mais il m'a renvoyé si vous voulez en disant tous les blancs se ressemblent. Ça, ça fait partie de mes souvenirs les plus... Après il y a, les souvenirs comme Edwige, il y a eu Marcel en prison que j'ai cherché partout un certain matin, alors que j'attendais un journaliste qui devait venir de Kinshasa. Marcel comme je vous l'ai dit étais toujours ponctuel, toujours impeccable etc. et un matin et bien, Marcel n'était pas là.*

J'étais d'autant embêtée, il avait les clés de la villa il pourrait arriver quand il voulait, mais j'étais d'autant plus embêtée que je devais aller ce jour-là chercher un journaliste qui arrivait de Kinshasa et donc je devais être impérativement à l'aéroport et Marcel n'étais pas là. Au moment de partir, j'ai reçu un coup de fil de son petit frère qui m'a dit madame, Marcel est en prison. J'ai dit mon Dieu qu'est-ce qui s'est passé parce que Marcel était un homme extrêmement doux, extrêmement calme qui ne posait jamais de problème. Il me dit madame, hier soir, je ne sais pas,

il a rencontré certaines personnes, il est dans une prison et je ne sais pas où. J'ai dit bon, je vais essayer de faire quelque chose. Je suis allée d'abord chercher ce journaliste de Kinshasa qui lui, était entre-deux Guillemets, c'était un français mais qui était africain, on disait, l'africain. Dès que je l'ai récupéré je lui ai dit, je suis très embarrassé, je te récupère je t'amène dans ton hôtel mais après il faut que je me préoccupe de Marcel, mon boy, je ne sais pas dans quelle prison ni pourquoi etc. il me dit écoute, lui venant de Kinshasa peut-être la situation est différente dans les prisons de Kinshasa. Il m'a dit une prison africaine, on s'en occupe toute suite. Il n'a même pas posé ses valises dans l'entrée qu'il a dit on s'en occupe toute suite. On a fait toutes les prisons de Libreville, tous les commissariats en disant voilà Marcel etc. et on disait non, il n'est pas là etc. et puis finalement je dis qu'est-ce que je peux faire, je ne sais pas. Le soir je vois Marcel qui arrive, toujours pas rasé et qui me dit : ah ! Mme. Je dis : Marcel qu'est-ce qui vous est arrivé, et il me dit : hier soir j'étais dans un bar, j'ai bousculé sans le faire exprès deux hommes qui me cherchaient querelle et en fait c'était des policiers en civil. Et donc ils l'avaient amené dans une prison, ils l'ont relâché le soir et j'avais remarqué qu'il avait une petite bosse. Alors est-ce qu'il s'était battu etc. je ne sais pas.

D.COMPAORÉ : *Et les autres souvenirs tragiques, émouvants ?*

M.CHABERT : *ça fait partie de ça, il y a plein, c'est des touches mais enfin ça fait 25 ans donc évidemment les souvenirs s'effacent un petit peu.*

D.COMPAORÉ : *Votre mot de la fin ?*

M.CHABERT : *le mot de la fin, c'est que je ne savais rien de l'Afrique. J'ai passé quatre ans, je ne prétends pas connaître l'Afrique, je ne prétends pas connaître les africains, je connais une certaine Afrique, certains Africains. J'ai été très attachée à ce Gabon. J'en suis repartie en France avec beaucoup de regrets, cela dit il y a 25 ans. Maintenant est-ce que je serai capable de revenir et d'y vivre avec la même patience, avec la même... Je ne sais pas. Vingt-cinq ans ont passées.*

D.COMPAORÉ : *Et vous n'envisagez pas d'aller revoir le Gabon tel qu'il se présente maintenant ?*

M. CHABERT : *oui, mais ça, ce serait sur un plan personnel mais je veux dire que Libreville telle que je l'ai connu, n'existe plus, mon boy n'est plus là, il a pris sa retraite est partie à Oyem,*

je le sais parce qu'il m'a écrit, il m'écrit. Je veux dire que le Gabon tel que je l'ai connu n'existe plus.

D.COMPAORÉ : *Il est toujours avec sa Bernadette ?*

M.CHABERT : *(rires) mais je sais qu'il a eu plusieurs enfants, et je sais qu'il a appelé une de ses filles Audrey du nom de ma fille. Je sais qu'on s'entendait bien, c'est à peu près tout ce que je peux vous dire.*

D.COMPAORÉ : *Je vous remercie Mme Martine Chabert pour votre coopération.*

3. Entretien avec Monsieur Michel Deronzier

Biographie succincte :

1963-1965 : Mouyouunzi au Congo Brazzaville - Professeur EPS - ÉCOLE Normale de Jeunes Filles

1965-197 : Pointe Noire Congo, Professeur d'EPS

1970-1973 : Pointe Noire Congo, Inspection pédagogique

1974-1986 : Haute Volta Ouagadougou- Direction des études de l'INJEPS, et inspection pédagogique

1986-1988 : Centrafrique -Bangui- Conseiller Technique du Ministre de la Jeunesse et des sports

1988-1998 : Sénégal Dakar Conseiller Sport du Secrétaire Général de la CONFEJES

2000-2010 : Consultant sport des Jeux de la Francophonie

Je suis arrivé en 1963 au Congo Brazzaville pour finir à Dakar en 1998 en passant par Ouagadougou et Bangui, totalisant ainsi 35 ans de service en Afrique. Les dix années du Congo furent des années merveilleuses, ou l'objectif, la mission était de former son successeur, ce que l'on appelle une coopération de "substitution". L'Afrique manquait de cadres, d'enseignants, d'entraîneurs. Donc après ma période de professeur (car des enseignants congolais sont sortis des écoles) j'ai glissé sur l'inspection pédagogique qu'il a fallu créer. Il y avait à cette époque des techniciens (entraîneurs de Basketball, Handball, et surtout Athlétisme.) pour former les équipes nationales. Ils étaient tous à Brazzaville et ils ont été les techniciens des premiers jeux africains. Pour moi c'est différent, j'ai été aux premiers jeux pour amener mon savoir-faire pour l'événement, mais je n'ai pas pu de pointe noire participer au travail essentiel préparatoire. Grande compétition, grand enthousiasme de tous les participants. Cinq ans après les "indépendances", les états se confrontaient, les états formaient leur "unité nationale", leur identité par le sport. Formidable ce levier qu'est le sport ! Cette première étape de la coopération pour moi était une étape logique après les indépendances, la coopération devait durer une dizaine d'année. Du personnel coopérant à la demande des pays, d'autres moyens comme les infrastructures sportives, les instituts, facultés, des bourses de formation dans tous les domaines (universités, mais aussi douanes, police, médecine, ...) Il faut bien souligner que les états identifiaient leurs besoins et qu'une "conférence" de recrutement avait lieu tous les ans

pour essayer de satisfaire les demandes. Il est aussi certain que certains pays, soit par leur niveau de développement soit par les liens entretenus par la France étaient plus pourvus que d'autres. Après ces dix années, l'objectif a été modifié : Fini la substitution car la relève devait être en partie assurée, et place à la "formation de formateurs". Dans notre secteur, cela correspond à la construction ou création des instituts régionaux (Dakar, Abidjan, Yaoundé), mais très vite les pays francophones ont "exigé" des instituts nationaux pour tenir compte de la spécificité nationale de leurs besoins en formation. Après Dakar, Abidjan, Yaoundé (les régionaux), ce furent les instituts de Ndjamena, Cotonou, Ouagadougou...qui virent le jour. En 1974, lors de mon arrivée en Haute Volta, l'institut n'était pas encore construit (appel d'offre)- Donc j'ai fait les programmes, les concours d'entrée... et en 1975 première rentrée provisoire avec une promotion de vingt élèves mais en externat, dans les locaux du PMK (école militaire). L'INJEPS n'étant pas terminé. 3 ans de formation sur un recrutement BEPC minimum, pour aboutir à un diplôme de maitres d'EPS intégré dans la fonction publique à un indice équivalent d'un enseignant de collège. La formation était une formation par niveau 1, 2 et 3. Le 3è niveau était l'équivalent d'un 2è degré fédéral pour toutes les disciplines, pédagogie pratique dans les écoles durant les trois ans. Très bons résultats, les élèves en plus de leur formation d'enseignants étaient aptes en fin de formation pour être entraîneur civil dans un club grâce à l'équivalence technique fédérale. Pour revenir au thème un, cette première étape Congo-Haute Volta a été très enrichissante. Si le Congo m'a appris à connaître l'"Afrique", tout du moins comprendre, être proche des problèmes et des objectifs, la Haute Volta m'a permis d'œuvrer avec les préoccupations nationales. Il n'y a jamais eu pour moi des ordres, des orientations très marquées dictés par le Ministre de la coopération. J'ai toujours suivi et été suivi par le Ministre Jeunesse et Sport du pays. Une grande confiance et un champ d'action beaucoup plus étendu qu'en France période de création ou le "professeur de gym" est uniquement un enseignant avec ses classes et le sport en France. En Afrique, nous avons essayé de faire en sorte que l'école et le Sport civil se rejoignent. C'est ma conviction mais c'est aussi l'objectif d'un ministre des sports qui veut une pratique sportive pour la jeunesse scolarisée ou non, et surtout une REPRÉSENTATION sportive nationale pour s'identifier, pour une cohésion nationale par les compétitions régionales et si possible continentales. À Bangui où la scolarisation était faible, en tant que conseiller du Ministre, mon action a été très axée sur le sport civil. Passionnant de faire l'inventaire des fédérations qui marchent et surtout d'identifier les aptitudes nationales qui

étaient surtout Basketball et Boxe. Les missions de coopérations avaient de bons budgets et un projet cohérent, éducatif, permettant des prolongements sur la mobilisation des jeunes avec toutes les chances de trouver un financement. Je parle du Basketball et de Boxe mais l'Athlétisme a toujours été la discipline prioritaire pour moi mais dans ce domaine mon action était d'avoir des financements pour organiser des stages de formation des enseignants et entraîneurs de clubs par des missions de techniciens fédéraux qui venaient de France deux fois par année. Cette formation personnelle m'a énormément servi lorsque j'ai été élu à la CONFEJES comme conseiller sport du Secrétaire Général. Monter des projets régionaux alors que tous les pays ont des préoccupations spécifiques nationales nécessite une connaissance de ces pays, de leurs potentialités, de leurs cadres, ... Les moyens étaient importants, suffisants (ce qui n'est plus le cas 15 ans après) pour proposer une quarantaine de projets de formation, des regroupements, des bourses de perfectionnement...pour une année. Une représentation sportive a toujours été une préoccupation des Ministres, que dirions-nous d'une représentation internationale d'où l'idée de créer des bourses pour conduire les espoirs à l'élite. (Fond Francophone de Préparation Olympique) et ensuite de créer des "Centres de Haut Niveau" dans certaines disciplines individuelles (Athlétisme, judo, Boxe, lutte) avec l'apport financier de la Fédération Internationale et des programmes du CIO, Solidarité Olympique. Très bons résultats mais les centres Judo et Boxe n'ont pu être maintenus (instabilité du pays d'accueil, ou malversation, ou...) après 2004 environ. Deux subsistent : Athlétisme et lutte. Pour résumer ma carrière en Afrique, je me suis épanoui dans mon métier, par son évolution : d'enseignant et formateur d'enseignants et cadres sportifs, je suis passé progressivement en concepteur de politique sportive pour les différents pays pour lesquels j'ai travaillé. Le sport et la pratique sportive ont toujours été pour moi le point de départ de toute action en faveur de la jeunesse; que ce soit pour la mobilisation des jeunes, l'identification des jeunes dans un groupe, une nation, que ce soit donc pour une reconnaissance nationale d'un pays. Le sport est le meilleur "rassembleur" des jeunes, et toute politique a besoin de rassembler. Il n'est pas pour la majorité des cas une fin en lui-même, mais il est indispensable pour la mobilisation, l'insertion, l'identification d'une jeunesse qui représente depuis très longtemps plus de 50% de la population. Les trois thèmes se tiennent et beaucoup d'interférences, mais ici abordons surtout l'évolution en 35 ans de la coopération et de l'évolution sportive dans les pays indépendants. Dans notre secteur, même si la France avait des raisons diverses (politiques, économiques...) il faut bien savoir que le bureau

Jeunesse et Sport du Ministère de la coopération répondait aux demandes des pays. Donc le coopérant répondait à une lettre de mission défini par le Ministre demandeur. De 1960 à 1980 il y avait beaucoup de coopérants enseignants et techniciens, mais peu de moyens mis en place auprès des Missions de coopération. L'argent de la France était surtout orienté vers le secteur économique, la coopération médicale, coopération militaire. Petit à petit le nombre de poste a diminué pour mettre fin à cette coopération de substitution, l'Afrique ayant eu le temps nécessaire pour former ses propres enseignants et formateurs. Le profil du coopérant s'est orienté vers des cadres de conception de projet de développement en faveur du pays d'accueil. Ces projets chiffrés étaient, après agrément, accompagnés de financement que le coopérant gérait lui-même avec l'accord des autorités nationales des pays. À Ouagadougou, j'ai eu des financements pour des équipements à l'INJEPS, pour faire venir des cadres des fédérations pour faire passer le 2^e degré fédéral des élèves en dernière année, pour payer des déplacements à l'inspection pédagogique pour évaluer le produit fini (les élèves en poste dans les différentes régions de la république) A Bangui pour relancer le sport scolaire... Cette coopération a été pour ma part très appréciée : Coopération par Projets. Le Ministère Français de la coopération avait des projets de développement jusqu'en 1998 environ, après la gestion est passée "Affaires Étrangères" et ces dirigeants nouveaux plus préoccupés par l'Europe n'ont plus eu cette politique. Cette évolution s'est accompagnée par le retrait progressif des coopérants (Ils ne sont actuellement que cinq ou six pour l'ensemble des pays au lieu de 300 à une certaine période). Cette cure d'amaigrissement progressive a été mal vécue par les coopérants et par les pays, mais par contre elle a permis aux pays de se prendre en main car il faut bien reconnaître que les ministres africains ne faisaient pas beaucoup d'effort pour donner à des cadres nationaux les responsabilités couvertes par le coopérants qui avait des crédits pour ses actions, qu'ils interviennent dans le sport scolaire, le sport de masse (animation quartiers villages), la politique sportive, la pratique sportive orientée et spécialisée, le renforcement des fédérations sportives.

Le coopérant coordonnateur qui était en général coopté par l'ensemble du personnel avait une tâche d'agent de liaison entre le Ministère de la coopération et les collègues, (car tous les ans, pendant les vacances nous faisons au cours d'un stage le point sur les objectifs.) entre les collègues et l'ambassade et entre l'ambassade et les institutions nationales. Tâche importante mais non lourde car elle s'inscrit dans une démarche de cohérence. Pour la CONFEJES, il y a des pages à écrire et il faudra que tu me téléphones. Donc si il est exact que la France, le

Canada, la CFB étaient les trois pays décideurs car bailleurs de fonds, il faut mentionner que jusqu'à nos jours la France a toujours été le bailleur le plus important. La France a été le seul intervenant en sport car les canadiens, ne donnaient rien dans ce secteur, l'ACDI qui avait les crédits sports ne participait pas à la CONFEJES et les affaires étrangères canadiennes n'avaient que des projets Jeunesse et des bourses pour les universités francophones. Donc pas de rivalités dans ce domaine, enfin chacun son domaine pour estomper les rivalités d'influences. Pour les bourses : oui, dans les aides à la formation on fait les actions directes dans les pays (Instituts de formation, stages nationaux et régionaux de sportifs ou d'administratifs, venue ponctuelle de formateurs spécialisés...). La France a privilégié la formation de cadres dits d'exécution car il manquait du travail sur le terrain, il manquait et il manque encore d'animateurs, d'entraîneurs, d'encadreurs aussi bien en sport qu'en jeunesse. Nous avons et cette remarque est encore d'actualité un système de bourse non adapté aux besoins impératifs des pays, dans notre spécialité. Comme le Canada, nous avons des bourses, même avant eux, mais pour des médecins, des universitaires, des ingénieurs directement par les ambassades. Les bourses sportives sont venues plus tard que les canadiens au sein de la CONFEJES car nous constatons qu'il était inutile de former des PHD en Andragogie ou encore en Biologie de l'effort pour ramener ces cadres dans des pays où ils ne pouvaient pas utiliser leurs capacités. D'ailleurs 50% des boursiers restaient expatriés, 40% changeaient de ministère et 10 % et je suis large, rentraient pour se mettre à la disposition du ministère jeunesse et sport. Nous sommes rentrés dans le système des bourses pour la formation de spécialistes ou les fonctions correspondaient à des besoins identifiés. La Haute Volta puis le Burkina a été un pays exemplaire pour la Pratique sportive, la vie dans les clubs. J'ai encore des anciens élèves qui se consacrent au terrain (surtout vers Bobo sans chercher à être fonctionnaire au ministère), nous en parlerons si tu veux.

Évolution en 50 ans et perspectives après 2010. Voir ma courbe pour la pratique sportive généralisée spécialisée, la compétence de l'encadrement, la vie des clubs (à part le football certainement). Des exemples : comme en France le sport scolaire est moribond(en 1964, les finales des championnats scolaires étaient présidées par le président de la république avec la fanfare nationale). Monsieur Lamine Diack, Président de la fédération internationale d'Athlétisme (IAAF) a l'habitude de dire qu'à son époque (vers 1954) plus de 80 % des athlètes nationaux étaient issus du sport scolaire. Actuellement aucun. Dans les pays que je connais, les budgets des Ministères Jeunesse et sports sont absorbés par le fonctionnement et le maintien

d'une équipe nationale de Football représentative de la Nation. Handball, Basketball, Volleyball sont au plus bas, la lutte s'en sort un peu car c'est une pratique traditionnelle dans les campagnes. Il y a des individualités qui s'exportent mais elles n'auraient pas pu éclore dans leur cadre car il y a partout d'excellentes qualités physiques, mais le sport comme l'éducation coûte cher et les pays n'ont pas ou ne se donnent pas les moyens. Corolairement les entraîneurs n'évoluent pas. En parler aussi si tu veux. Le sport féminin est l'avenir de l'Afrique. Les sportives africaines sont très déterminées, dures à l'entraînement, volontaires, combattantes...mais la société dans laquelle elles vivent n'a pas encore pris cette dimension. Je crois beaucoup au sport féminin mais il y a beaucoup de chose à faire : combien d'entraîneurs féminins dans toutes les spécialités ? Quel Ministre donne des crédits pour des stages, des déplacements d'équipes féminines ? La CONFESJES travaille avec beaucoup de bonheur sur ces thèmes et fait beaucoup d'action en faveur de l'éclosion d'une élite féminine dans ses programmes. J'avais demandé le football féminin pour les Jeux de la Francophonie en 2013 car on n'apporte rien au football masculin saturé de compétition contrairement au football féminin et nous aurions eu l'élite. Je n'ai pas été suivi par la Direction !

Jusqu'en 1998, date de mon départ d'Afrique je n'ai jamais eu de conflit avec d'autres coopérants. J'ai travaillé avec des Russes dans les années 1970. Excellents rapports entre techniciens, les américains jamais vus, les chinois faisaient et font encore et très bien des stades et des salles de sport, ce que nous n'avons pas fait. (Heureusement que l'Afrique a eu les chinois qui ont construit 90% des grandes infrastructures sportives), Anglais inconnus dans mon parcours. Mes meilleurs "ennemis" étaient les canadiens qui ne parlaient que de jeunesse et nous qui parlions jeunesse par le sport.

Il est certain que lorsque l'on soumet à un pays bailleur de fonds différents projets, il va financer, les projets, qui correspondent à sa politique, à ses objectifs. Mais, je dois dire que de 1973 à 1998, les projets que je présentais étaient tous établis en liaison avec le Ministère qui m'employait et c'était le cas des collègues dans les autres pays. Les pays savaient où demander : pour le sport c'est la France, pour la jeunesse le Canada, pour les infrastructures les chinois... donc il y a une influence indirecte. Ces crédits projets étaient très sérieusement contrôlés, suivis par les ambassades et ensuite par la cour des comptes à la CONFESJES. Beaucoup plus de flou avec les ONG, je ne parle pas de malversations mais les ONG ont des frais de fonctionnement

excessifs, engagent des actions qui ne sont pas intégrées dans une politique ciblée et surtout n'ont pas toujours dans notre domaine, les compétences que pouvaient avoir un corps de coopérants spécialisés.

Je ne sais pas s'il y a beaucoup d'acteurs de coopérations. Ce que je crois c'est qu'il y a de plus en plus de pays intéressés par l'Afrique qui représente un gros marché potentiel. Là, nous ne sommes plus dans le même domaine ce sont des négociations pour un sous-sol riche, pour l'exportation de produits manufacturés, c'est l'économie mondiale. Il est certain que certains dirigeants vendent leur pays mais je n'ai aucune donnée sur ce thème. Par contre, dans le domaine du sport, les contrats préservent de plus en plus les sportifs et c'est la même chose en Europe surtout pour le football. En athlétisme actuellement un athlète est obligé de s'expatrier pour atteindre le haut niveau, tous les athlètes pas seulement africains. Nous pouvons en parler. Mais l'agent indélicat est en voie de disparition. Cela devient une caricature Même au temps de mon affectation nous avons fait des contrats types et des réunions avec les fédérations nationales, les ministères pour donner des armes. Par contre dans toutes les disciplines c'est par cette expatriation que de nombreux athlètes ont réussi sur le plan sportif social et surtout économique. L'Afrique va à son rythme, la croissance est bonne d'après les économistes mais elle profite à une toute petite frange de la population. Est-ce un passage obligé avant la révolution !!? Que de travail fait en Côte d'Ivoire. Que va-t-il rester ? Tout cela me dépasse.

Delphine je n'ai pas eu beaucoup de temps et des petits morceaux de temps. Si tu le désires pose-moi les questions au téléphone sur des points précis que tu veux éclaircir car je ne suis peut-être pas toujours cohérent en reprenant de temps en temps ton dossier.

4. Entretien avec Monsieur Charles DUMONT : Conseiller technique de la CONFEJES en septembre 1997-2002 réalisé le 4 Novembre 2010 à l'INSEP de Paris

Biographie succincte

Chargé de la candidature des jeux d'hiver 2018 à Annecy

Sportif de haut niveau

Champion de France de boxe

Directeur Technique National de la fédération de lutte

Entraîneur national de la fédération française de boxe

Directeur adjoint du CREPS de Pointe-à-Pitre dans les Antilles françaises, chargé essentiellement des formations

Directeur du développement du sport de haut niveau sur l'ensemble du continent africain et de l'Océan indien

Delphine COMPAORÉ : Bonjour Monsieur DUMONT, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et de sport. Vous avez été sportif, Ex conseiller technique de la CONFEJES professeur à l'INSEP de Paris et actuellement chargé de l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2018 à Annecy. M Charles DUMONT, parlez-nous de votre parcours sportif et professionnel de votre expérience en coopération et à la CONFEJES, des rôles que vous y avez joués et des actions que vous avez menées, de L'INSEP où sont passés de nombreux sportifs étrangers dont des cadres et sportifs africains, et enfin quelques mots sur ces jeux d'hiver 2018.

Charles DUMONT : Vaste sujet à aborder (rires) pour un homme qui a une longue carrière derrière lui. Sportif de Haut Niveau dans le domaine de la boxe, champion de France international, ce qui m'a amené très rapidement à m'occuper sur le plan professionnel de l'équipe de France. J'étais entraîneur national de la fédération française de boxe, puis directeur technique nationale pendant sept années. Aux termes de cette première étape professionnelle, j'ai ensuite occupé la fonction de directeur adjoint du CREPS de Pointe-à-Pitre dans les Antilles françaises, chargé essentiellement des formations. Peu de temps après, au bout de neuf mois le ministère de la coopération m'a sollicité pour diriger le développement du sport de Haut Niveau sur l'ensemble du continent africain et de l'Océan indien. Ce que j'ai fait pendant un an avant

d'être nommé conseiller technique de la CONFEJES en septembre 1997, spécialisé dans le domaine du sport essentiellement puisque c'est sur ce domaine que les Ministères Jeunesse et Sports et Affaire Étrangère nomment les experts français auprès de cette institution intergouvernementale, sachant que la partie canadienne nomme un expert dans le cadre de la jeunesse et la communauté française de Belgique un expert dans la partie administration et gestion. C'est donc trois experts qui sont mis à la disposition du secrétariat général pour aider les directeurs de chacun des départements et le secrétaire général à conduire leur mission. Depuis 1997 jusqu'en 2002 j'ai eu à intervenir au côté du secrétaire général de l'époque qui s'appelait M. Victor KOUASSI qui était d'origine ivoirienne et qui a donc exercé sa mission pendant deux mandats. Nous avons mis en place un certain nombre de dossiers un peu novateurs à l'époque car il était question d'une grande réforme du sport international dans le domaine de la francophonie dont la CONFEJES devait être le pilote. Cette réforme portait essentiellement sur trois axes en ce qui nous concernait : d'abord revoir les relations avec les États pour soutenir essentiellement les politiques nationales développées par chacun des États, donc faire une politique d'intervention plus ciblée. Deuxième domaine sur lequel nous intervenons, l'évaluation qui était sur le moment pas nécessairement structuré qu'il a fallu mettre en place pour qu'elle soit très précise et porteuse de réajustement, par rapport aux attentes des pays et par rapport aux attentes aussi de la conférence des ministres . Le troisième, portait de manière plus spécifique sur la conduite du programme du FFPO pour en ce qui me concernait, qui de Fond Français de Préparation Olympique est devenu Fond Francophone de Préparation Olympique avec un élargissement à d'autres bailleurs de fonds que la France. Donc c'était un vaste sujet, passionnant bien évidemment qui a donné lieu je dirais à un travail collégial de tout le secrétariat général de la CONFEJES qui nous a permis avec ces pays de mettre en place les politiques nationales et de renforcer les FFPO qui aujourd'hui est encore un des programmes majeurs de la CONFEJES dans le domaine du sport. Parallèlement à ça, nous avons d'abord renforcé le positionnement du CIJF (Comité d'Organisation des jeux de la francophonie pilotée par la CONFEJES, bien sûr sur le plan politique mais qui s'est constitué avec un secrétariat propre pour la mise en place des actions et nous avons préparé tranquillement sa bascule vers l'Organisation Internationale de la Francophonie. C'est une opération qui s'est mise en place avec un travail structurel, politique et administratif avant que les choses ne deviennent opérationnelles. Que vous dire d'autre sur cette période : c'est une période riche sur le plan

humain parce que quand on est Conseiller Technique de la CONFEJES, on est en relais permanent d'abord avec les ministères de tutelle, pour la partie décisionnelle et avec le Secrétaire Général de la CONFEJES qui est un homme puissant puisqu'il représente à l'époque 27 ministres francophones, aujourd'hui beaucoup plus. Et puis c'est surtout un contact quasi quotidien avec l'ensemble des ministres, de la francophonie, les directeurs du sport et puis les acteurs du terrain que sont parfois les présidents de fédération que nous soutenions. Donc des actions de coopération multilatérales passionnantes auxquelles se sont associées jusqu'à 1999 des actions de coopération bilatérales conduites par la France vers les différents pays africains francophones, ces actions transitant par la CONFEJES pour la réalisation. L'opérateur technique en matière de coopération en sport était la CONFEJES. Le Ministère français des Affaires Étrangères utilisait cet opérateur pour des actions bilatérales. Il y a des exemples : le tournoi de la solidarité d'athlétisme par exemple, vous devez connaître ça au Burkina Faso, ça eu lieu, financé par la coopération française à l'époque et l'opérateur était la CONFEJES avec la fédération d'athlétisme du Burkina, le ministère burkinabé et le comité national olympique burkinabé. Tout ça était un moyen de suivre concrètement ce qui se faisait sur place pour la France. En 1999 le ministère de la coopération française a disparu, il a été absorbé par le ministère des affaires étrangères donc le positionnement d'une coopération active sportive financière était remis en cause temporairement gelée sur certaines actions, et donc la CONFEJES a repris de manière prioritaire son rôle d'opérateur multilatéral, international et multilatéral. Voilà un petit peu le parcours jusqu'à aujourd'hui.

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous des actions qui ont été concrètement menées sur ces trois niveaux d'interventions que vous venez d'évoquer tout à l'heure à savoir au niveau des états, au niveau de l'évaluation et au niveau du fond de préparation Olympique (FPO) , à quels types de sportifs s'adressait ce fond etc.*

Charles DUMONT : *Tout d'abord pour répondre à votre interrogation sur les politiques nationales, sur le premier point d'interrogation, il faut savoir qu'avant 1997 la CONFEJES faisait un appel à projet tous les ans, auprès des pays qui présentaient des projets dans différents domaines, le sport, l'éducation, l'insertion sociale et économique également et en fonction de ce que les ministres réunis en plénière et leurs experts décidaient, accordait ou non des subventions pour conduire des projets concrètement sur le terrain. À partir de 1997 on s'est interrogé en disant, qu'il serait intéressant que les pays aient une réelle politique sportive de développement*

structuré et la CONFEJES n'interviendrait qu'en support à la mise en place de ces politiques structurées et non comme un bailleur de fonds ponctuel sur des actions ciblées mais qui ne s'inscrivent pas dans un cadre de développement durable pour les pays. C'est donc un changement philosophique qui s'est opéré à ce moment-là, parce qu'il a fallu que les États réfléchissent différemment, fassent des propositions internes d'abord, qu'il y ait des plates-formes de concertation qui se sont mis en place entre la partie institutionnelle dans chacun des pays et puis le mouvement sportif qui sont les acteurs réels d'une politique sportive. Ces plates-formes de concertation se sont mises en place progressivement, puis se sont dégagées des politiques nationales qui ont fait apparaître des réalités, également des étapes de mise en place et en accord avec la CONFEJES, il y a eu à ce moment-là, une politique d'intervention de la CONFEJES en soutien à ces politiques nationales. Donc on s'est écarté assez rapidement du cadre général ou la CONFEJES dictait en gros ce qu'elle attendait, ce qu'elle voulait voir produire, pour une politique de réponse à des demandes précises et pleinement justifiées. Tout cela mis en cohérence avec le deuxième point de la démarche que suivait la CONFEJES de faire une évaluation. Du moment où on avait un critère de départ qui était la politique nationale du pays, qu'il y avait des demandes plus ciblées par rapport à des réalités, on a pu très facilement mettre en place un certain nombre d'indicateurs qui nous ont permis de voir si l'intervention de la CONFEJES était justifiée, si elle était porteuse d'impact durable et comment pouvait se développer autour de ça d'autres activités. Tout ça s'est construit en partenariat avec chacun des pays, c'est tout l'intérêt. Le deuxième intérêt c'est que l'approche de la CONFEJES en matière de sport s'est totalement intégrée d'abord à l'approche nationale de chacun des pays mais aussi à leur approche en matière de développement de la jeunesse, puisque le public reste un public essentiellement jeune. Elle peut intervenir en soutien de la construction des politiques sportives dans les différents pays sur plusieurs plans, sportifs, structurel, jeunesse et tout ça avait de la cohérence. Pour venir au FFPO, ce fond francophone a la particularité d'être composé de trois sous programmes : un programme de bourses individuelles pour les élites qui sont détectées dans certains sports. Cela a varié dans le temps entre la boxe, le football, le cyclisme, l'athlétisme bien sûr en priorité, le judo ; pour aujourd'hui se restreindre je crois à quelques activités dont la lutte fait partie évidemment et l'athlétisme prioritairement. Pourquoi la lutte et pourquoi l'athlétisme, parce que ce sont des sports fondamentaux en Afrique, la lutte ayant, et là je prends ma casquette de directeur de développement de la fédération internationale de lutte : la lutte ayant au-delà du

sport un impact social, politique, culturel extraordinaire. La lutte a existé sur le continent africain bien avant qu'on nous parle de sport. Sans remonter à l'Antiquité ou à la préhistoire, on sait que dans le tissu social africain, le lutteur à une place essentielle, c'est le porteur du clan, c'est le porteur du groupe, c'est en fait la référence et le modèle social sur lequel s'appuient beaucoup de sociétés et de clans africains. La lutte a un fondement social et culturel qui l'amène à être plus qu'un sport. À ce titre on développe, on recense en terme de lutte traditionnelle dans le monde entier plus 1200 formes de pratiques différentes avec des codifications différentes propres à chaque groupe ethnique alors qu'en lutte olympique on est sur trois cibles. C'est pour vous situer la différence d'approche entre ces pratiques culturelles qui sont fondamentales et la pratique sportive pure qui est quand même beaucoup plus restreinte mais qui, elle est là aussi, plus universelle, parce qu'on a recensé aussi à la pratique olympique plus de 3000 pratiquants ce qui n'est pas rien. Sur le plan du FFPO (Fond Francophone de Préparation Olympique), ces bourses concernent les élites qui bénéficient d'une bourse mensuelle pour s'entraîner, soit dans des centres internationaux mis en place par la fédération internationale, soit pour rester au pays et s'entraîner dans des conditions qui sont appréciées comme étant de grande qualité. Le deuxième programme du fond francophone de préparation olympique concerne les appuis techniques nationaux. Ce sont de petites bourses qui ne sont pas très élevées en termes de coûts, elles sont de vingt mille francs (20000) FR. CFA pour permettre aux athlètes identifiés par les fédérations puis ciblées par les ministères, de venir quotidiennement à l'entraînement, de prendre un car pour rejoindre le lieu d'entraînement, s'acheter une paire de chaussures, avoir un survêtement bref. De petites bourses qui permettent d'abord de toucher un public très large, beaucoup plus large que les bourses de préparation olympique qui elles sont beaucoup plus importantes mais beaucoup moins nombreuses. Les appuis techniques nationaux touchent beaucoup de gens dans les pays et ont un impact immédiat sur le développement même d'une pratique sportive nationale, donc ce sont des apports très importants. Le troisième programme du Fond Francophone Olympique concerne les clubs de la CONFEJES. Ce sont des regroupements de jeunes talents autour desquelles on détecte des forces potentielles et on les réunit régulièrement deux à trois fois l'année selon le sport considéré, justement pour une confrontation internationale, pour des échanges entre les jeunes dans une formation spécifique.

Delphine COMPAORÉ : Est-ce que ça concerne les champions des jeux de la francophonie par exemple ?

Charles DUMONT : les champions des jeux de la francophonie dans les sports ciblés font partis des gens qui sont particulièrement suivis et donc bénéficient de ce Fond Francophone de Préparation Olympique. Toute la difficulté d'un programme comme celui-ci, bien qu'il soit excessivement intéressant, c'est de bien cibler sur les athlètes de talent et d'éviter que des athlètes non identifiés bénéficient de ces programmes et ne soient pas des plus talentueux alors que les plus talentueux ne sont pas reconnus. Chaque État est chargé de faire la police sur le sujet et la CONFEJES veille en terme de résultat notamment lors des jeux de la francophonie ou de la participation aux grands tournois internationaux à vérifier que les jeunes soutenus sont bien ceux qui le méritent.

Delphine COMPAORÉ : Quelques mots sur votre action à L'INSEP ?

Charles DUMONT : à l'INSEP, j'étais entraîneur national. Je n'ai pas terminé sur mon parcours parce qu'il est compliqué après la CONFEJES (rires) et un peu atypique il faut le reconnaître. Après la CONFEJES en 2002, je suis rentré en France et j'ai occupé la fonction de Directeur Technique de la fédération française de lutte jusqu'en octobre 2006 où j'ai été recruté pour m'occuper de la préparation olympique au sens large, tous sports confondus. J'étais le directeur adjoint de la préparation olympique basée à L'INSEP sous l'autorité de Fabien CANU qui en était le directeur, ceci jusqu'en 2009 où le ministre a souhaité que j'assure l'intérim de la préparation des sports de glace puisqu'il n'y avait pas de directeur technique national à l'époque. Jusqu'aux Jeux de Vancouver j'ai assuré l'intérim, ce qui m'a amené un petit peu après les jeux, puisqu'il y avait une élection présidentielle au sein de cette fédération et dès le mois de septembre j'ai rejoint la candidature des jeux de 2018. Vous voyez, le parcours est un peu atypique pour un boxeur (rires) jusqu'aujourd'hui aux sports d'hiver après ce long parcours africain. Néanmoins, c'est passionnant !

Delphine COMPAORÉ : Au vu du déroulé de votre parcours, vous avez été au plus près des politiques de coopération et partant de celles en matière de sport, un petit résumé de l'histoire de cette coopération française qui commence quand même avant 1960 qui se formalise à peu près autour de 1961 et pour la coopération en matière de sport dans les années 1970 je crois et qui se poursuit de nos jours. Dites-nous concrètement comment ça se passait sur le terrain dès le début

? Les objectifs, et les caractéristiques de cette coopération, les programmes qui étaient mis en place au début, les modalités, les moyens que vous aviez, les acteurs, de quelle stratégie vous usiez pour mettre en place un programme et les conduire jusqu'au bout ?

Charles DUMONT : *Tout d'abord, le programme des opérations concernait essentiellement les actions bilatérales. La France au lendemain des indépendances avait pour objectif, de continuer à apporter un soutien aux pays dans leur structuration post indépendance. C'était un choix, un choix de stratégie politique. Cette coopération portait dans le domaine du sport en particulier sur la mise en place d'abord de formateurs parce que les hommes étant le nerf de la guerre, ce sont eux les plus importants. Donc la première action était de former des cadres, d'aider à former des cadres dans le domaine du sport et donc la coopération apportait son expertise en la matière. La deuxième mission de cette coopération, c'était d'aider à ce que des événements puissent s'organiser sur le territoire africain, sachant qu'à l'époque il n'y avait pas de cohésion entre les pays, chacun cherchait sa voix. La mise en place de compétition a permis à travers le sport, de réunir des gens différents, de différentes nationalités, de différents pays, pour leur permettre d'échanger, de se construire eux-mêmes. Le troisième axe sur lequel était établie la coopération, c'était le soutien aux élites sportives comme aux élites intellectuelles d'ailleurs, de bénéficier de soutiens financiers pour pouvoir réussir, souvent sous forme de bourses souvent sous forme aussi de soutien programme financier. Certains venaient préparer des diplômes dans le cadre de leur formation professionnelle, notamment les inspecteurs jeunesse et sports des pays sont venus très longtemps à l'INSEP avant que ne se construisent via la CONFEJES, les centres de formations régionaux dont Yaoundé et Dakar sont des centres modèles. Cette construction s'est faite progressivement dans le temps et ça permis à de nombreux champions africains d'émerger sur la scène internationale, de faire valoir leurs qualités. Et ça servit à un moment donné de socle au développement des politiques nationales. Il n'y a pas eu de rupture brutale entre la période de la colonisation et la période des indépendances dans le domaine notamment du sport. Il y a eu un accompagnement, une présence à la fois humaine et financière de la France aux côtés de ces pays amis de l'Afrique, c'était un accompagnement. Alors, pour ou contre, l'histoire dira si c'était nécessaire, si c'était bien ou pas mais je pense que l'intention était au départ très très louable. Voilà le cheminement, le cheminement historique. Il y a eu la nécessité de créer en 1969 la CONFEJES. Je reviens sur cet organisme multilatéral qui pour moi est central parce qu'il répond justement à une vision du monde qui est un monde de solidarité et de*

partage. La CONFEJES c'est en fait le soutien des pays riches aux pays en voie de développement pour que demain, ils deviennent également des pays riches. Ça c'est une philosophie de vie, qu'ont toujours développé les secrétariats généraux de la CONFEJES, qu'ont toujours voulue les ministres de la francophonie. Je pense que les ministres anglophones ne partagent pas cette vision des choses. Je crois que c'est là, l'énorme différence entre aujourd'hui la CONFEJES et ce que fait le Commonwealth par exemple. Cet organisme multilatéral s'est créé dans les années 1969 au Niger pour justement mettre en partage toutes les expériences, les compétences et les moyens financiers, pour que se mettent en place des politiques africaines spécifiques à chacun des pays mais aussi communes. Il y a eu pendant de nombreuses années, des réunions des présidents de confédérations africaines à l'initiative de la CONFEJES pour bâtir des politiques communes, des politiques africaines. Le rôle joué par la CONFEJES dans le développement du sport en Afrique est colossal, c'est un opérateur vraiment important et la France dans le domaine du sport à apporter un soutien quasi total à la mise en place de cet outil au service des pays. Par les chiffres, je pense que pour un pourcentage on peut mettre la France dans le domaine du sport à la CONFEJES, finançait à l'époque 99 % des départements, les autres bailleurs n'intervenant que sur les pourcentages restants. Ceci a changé en 1999 puisque le fond est devenu un fond francophone et non plus français et donc de nombreux pays ont également participé à travers leurs cotisations et leur adhésion à certains projets ou financement

Delphine COMPAORÉ : La participation était-elle à part égale à partir de 1999?

Charles DUMONT : Non jamais, la France reste là encore sur ce dossier, le principal bailleur de fond. Je n'ai pas aujourd'hui les pourcentages mais ils doivent se situer autour de 70 % du budget global du sport donc c'est quand même un investissement important, une volonté politique de la France d'être un soutien des pays africains mais dans un cadre aujourd'hui qui a basculé davantage vers le multilatéral que dans le bilatéral. Ce qui est logique en soi si on estime que dans l'histoire il y a eu les périodes des indépendances et postindépendances, qu'il y avait un accompagnement nécessaire à la structuration humaine et administrative des pays, et qu'une fois ces pays ayant atteint la maturité nécessaire pour pouvoir être totalement indépendants, il était normal que l'aide passe davantage dans le cadre multilatéral sur des projets dans lesquels les pays eux-mêmes auraient fait leur propre choix et non plus leur grand frère français qui est resté aux commandes, au pilotage d'un certain nombre d'actions. Donc c'était une logique de l'évolution de la coopération et surtout de partenariat. Aujourd'hui on ne parle plus de

coopération, on parle réellement de partenariats internationaux dont la France est un partenaire comme les autres sans plus.

Delphine COMPAORÉ : *Parlant toujours de coopération, quelle est la part de responsabilité des pays africains, leur part d'investissement, leur part d'intervention, humaine matérielle financière etc.*

Charles DUMONT : *variable en fonction des pays, en fonction des choix politiques, en fonction des hommes. Il y a des priorités en Afrique que vous connaissez aussi bien que moi qui sont d'abord structurelles et puis qui sont vitales : c'est-à-dire la santé, l'éducation, la nourriture. Ce sont des problèmes de fond sur lesquels chacune des sociétés est confrontée et donc ces problèmes sont prioritaires. Le sport intervient en général dans la deuxième intention, davantage comme un facteur de cohésion sociale, de mobilisation. On le retrouve souvent en : sport-culture, ça réuni beaucoup de monde. L'identification aussi et à une culture. Ce n'est pas inintéressant aussi d'avoir cette notion, mais très souvent ce n'est pas prioritaire parce que la priorité c'est la vie de la société, la société c'est l'économie. Cette structuration de coopération s'est bâtie de manière différente d'un pays à l'autre. On ne peut pas parler d'un développement identique et équitable. Certains pays ont pris en main le développement de leur domaine de sport, souvent calquant l'organisation sur l'administration qui avait été mise en place à l'époque coloniale. Ce n'était pas nécessairement la meilleure voie, certains pays ont fait une révolution totale du genre : « nous on met en place une organisation différente, on organise », je pense au Burkina qui doit avoir cette vision-là « on met en place notre organisation, on sait faire, on va apprendre, on va utiliser les compétences nationales extérieures y compris la France mais d'autres partenaires et on va bâtir notre politique ». Chaque pays, et fort heureusement, a construit sa propre vision de son univers sport. Je pense que c'est ça aussi la richesse. Cette variété des approches qui a pris en partie ce qui s'était fait dans le temps près des années 1960 et qui a porté aussi sa vision des choses, sa conception, son organisation sociale. Tout ça est une construction qui aujourd'hui arrive je pense à maturité, qui peut très bien se débrouiller tout seul sans nécessairement s'appuyer sur une coopération lourde où il y aurait un partenaire qui viendrait et qui apporterait des soutiens permanents dans des domaines tels que les infrastructures le matériel et les équipements, la formation des cadres etc. En revanche, il est vrai que n'étant pas prioritaire, ce secteur a besoin de moyens financiers dont il faut que chaque État arrive à dégager suffisamment pour que ces actions sportives soient reconnues et valorisées.*

Delphine COMPAORÉ : On va parler justement de certains choix de la CONFEJES, à un moment donné, la CONFEJES a eu à opérer des choix dans les trois domaines traditionnels, le sport, la jeunesse et l'éducation physique, soit en privilégiant le sport, en délaissant légèrement l'éducation physique, la jeunesse etc. Qu'est-ce qui a dicté ces choix-là à un moment donné ?

Charles DUMONT : c'est difficile à dire, parce qu'il n'y a pas un point précis qui indique un changement. Dans tous les cas, il y a une évolution des mentalités liée en fait aux soutiens financiers de deux secteurs qui se côtoyaient, jeunesse et sports et dont les approches étaient différentes. La jeunesse d'une part est un secteur large qui touche aussi l'économie. Le sport, secteur plus spécifique mais qui a un sens en Afrique, parce que c'est aussi un moyen de faire rêver la population, rêver la jeunesse bien sûr et puis l'éducation physique qui s'inscrivait dans une démarche très institutionnelle à l'école, comment développer le sport à l'école, comment faire du sport un élément moteur de la construction de l'homme. C'était une réflexion que conduisaient beaucoup de ministres et puis au moment où cette réflexion s'établissait sur les trois domaines d'intervention, il y a eu des choix à faire par des partenaires internationaux notamment par la France qui était sur le sport le plus gros bailleur de fonds. En interne en France par les propres ministères parce que les financements qui étaient versés à la CONFEJES venaient bien sûr du ministère des affaires étrangères services d'investissement et aurait pu venir aussi de l'éducation nationale. Sauf que, en France, l'éducation nationale en réalité à l'époque est un secteur très très à part, bastion de notre organisation politique et donc comme il y a eu, je ne dirai pas une adhésion totale sur ce projet éducation physique à la CONFEJES, un peu une chasse gardée des responsables à l'époque du ministère. Je sais que la CONFEJES avait travaillé à l'édition d'un certain nombre de documents de base : comment développer le sport à l'école dans des conditions qui ne sont pas celles de l'Europe, propres aux conditions africaines, comment rendre accessible une éducation physique de base au plus grand nombre sans avoir beaucoup de moyens à disposition. Comment adapter la pratique de l'éducation physique pour qu'elle s'oriente à la fois sur des spécificités du développement humain, mais aussi le développement sportif. Comment orienter les jeunes vers des activités qui soient à la fois éducatives et sportives. Ces documents étaient des documents de fond, de réflexion, surtout d'utilisation très pratique. Ils ont été produits par la CONFEJES ; mais les ministres de l'éducation se sont réunis aussi à l'époque en conférence ministérielle, la CONFEMEN et ont décrété que ce champ d'intervention relevait de leur domaine et que la CONFEJES devait davantage s'orienter vers le secteur de la jeunesse et

du sport plutôt que vers celui de l'éducation qui leur était réservé. C'est ainsi que les choses ne se sont pas faites mais je pense plutôt que c'était plutôt un concours de circonstances lié à ce qu'à ce moment-là, peut-être les responsables politiques n'ont pas défendu le dossier bec et ongles pour dire en gros, c'est stupide de saucissonner !

Delphine COMPAORÉ : *En Afrique c'est parfois assez compliqué parce qu'on retrouve parfois le sport, la jeunesse ensemble et l'éducation physique ailleurs ou alors les trois à travers plusieurs combinaisons, ensembles ou séparément, ou avec d'autres composantes.*

Charles DUMONT : *regardez la complexité même en France : sport et santé, est-ce qu'il y a du sens ? Oui Il y a du sens. La santé est un facteur important dans les populations à la fois jeunes mais aussi plus vieillissantes et le sport est une activité qui permet de préserver la santé des gens. Après, effectivement chaque pays a son approche du sujet donc il est difficile de mettre tout ça en cohérence et les pays bailleurs de fonds avaient la leur à l'époque. Là aussi, il était difficile d'être en cohérence avec ce que proposait la CONFEJES, qui était en gros l'interlocuteur de terrain. Pour tout le monde c'était la CONFEJES, sauf que de la CONFEJES a été circonscrit ensuite la CONFEMEN qui a voulu être aussi un acteur de terrain, un opérateur reconnu et donc qui a défini le champ de son intervention, qui aujourd'hui reste encore essentiellement des interventions thématiques, conceptuelles mais très peu pratiques*

Delphine COMPAORÉ : *Il n'y a pas de connexion entre les deux institutions?*

Charles DUMONT : *Il y a des relations, facilitées par le fait que les dossiers se trouvent à Dakar. Les relations, il y en a, mais concrètement la mise en place d'un programme de coopération dépend des ministres, la CONFEJES ne fait que mettre en application ce que les ministres décident et au niveau ministériel il n'y a pas eu d'accord de fond sur le sujet. Accord de principe par les deux secrétariats généraux pour travailler ensemble oui mais faut-il encore que, un accord politique au plus haut niveau et des moyens soient dégagés pour que sur des domaines communs ils puissent se réunir sur un certain nombre d'actions, ça n'a pas été le cas.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de formation de cadres et dans ce domaine, les instituts nationaux, les instituts à vocation régionale, les centres de formations etc. constituent un point d'appui important au niveau de la CONFEJES. Est-ce que vous pouvez nous en parler ?*

Charles DUMONT : *Les collègues de la CONFEJES qui s'occupaient des secteurs jeunesse seraient plus à même d'en parler, Aimé OUELLET pourrait vous faire un discours de plusieurs heures sur le sujet bien mieux que moi (rires), mais dans tous les cas, c'était une volonté affirmée*

notamment des pays bailleurs de fonds à l'époque de consolider le développement de toutes les politiques par la formation de cadres compétents qui auraient occupé des postes à responsabilité dans différents ministères ou au sein du mouvement sportif national. C'est une excellente logique, je pense qu'il faut toujours avoir à l'esprit que les meilleurs systèmes, les meilleurs projets ne peuvent se réaliser que si les hommes ont envie de le faire et s'ils ont les compétences pour le faire. Donc ce qui a été retenu comme idée de base c'est qu'il fallait s'appuyer sur l'humain pour construire l'avenir d'où la naissance des différents centres dans chacun des pays, à l'initiative d'ailleurs des pays qui étaient aussi fortement engagés. Votre pays le Burkina, le Sénégal, le Cameroun etc.

Delphine COMPAORÉ : *Ce n'était pas un choix par exemple délibéré de la CONFESJES de mettre en place tel ou tel autre centre dans tel ou tel autre pays?*

Charles DUMONT : *de soutenir oui mais sous la volonté des pays. Il faut que chaque pays veuille vraiment, sinon c'aurait été une ingérence que de décider de construire un centre national pour un pays. Non, ce n'était pas du tout cela, mais par contre les pays avaient envie de se structurer, avaient envie de mettre en valeur les compétences de leurs ressortissants et donc, de solliciter l'appui des bailleurs de fonds pour les infrastructures qui existaient déjà bien souvent qu'il fallait mettre à niveau et des programmes d'action pour que ces gens puissent être reconnus et soutenus. Donc la démarche à l'initiative était nationale et puis après lorsque les instituts nationaux ont commencé à très bien fonctionner, il a semblé utile sur certains domaines, de créer des instituts régionaux. La formation notamment d'inspecteurs sur Dakar ou sur Yaoundé est la plus opérationnelle encore aujourd'hui. Et puis il y a eu des liaisons qui se sont mises en place avec des pays bailleurs de fonds comme le Canada, l'institut de Laval ou L'INSEP sur Paris et c'est là que le lien francophone a de la valeur. Un partenaire qui détient un savoir supérieur à l'autre, il y a un échange de connaissances. De la partie très conceptuelle que l'on peut trouver au Canada, en Europe ou en France, on a aussi la partie très pratique de la réalité du terrain que nous renvoient les partenaires africains, en disant mais oui ça, ça ne marche pas, ça, ça va. Ça permet de faire évoluer l'ensemble de la réflexion, on ne peut pas se passer l'un de l'autre. Le maillage francophone, le maillage opéré par la CONFESJES a cette richesse-là, de mettre en relation tout le monde qui est une part de la vérité. On ne détient pas la vérité, c'est une toute petite partie de la vérité et contribue à ce que les autres aussi progressent et c'est là que la CONFESJES le fait merveilleusement bien dans ces différents domaines d'intervention. La CONFESJES, c'est une*

petite structure, ce n'est pas un gros mammoth qui attend 50 ans avant de pouvoir bouger une oreille. Non c'est une structure opérationnelle, elle est sur le terrain, au contact du terrain, au contact des institutions dans chacun des pays mais aussi au contact des acteurs de terrain, des sportifs, des entraîneurs, des leaders dans les associations, elle forme des jeunes au leadership. Cette proximité lui permet d'avoir une vision de la réalité mais aussi une vision de la partie conceptuelle des choses, elle est au carrefour de toutes les informations. Petite cellule donc très réactive sur le terrain qui, avec peu de moyens fait beaucoup de choses, c'est toute sa force. Les risques étaient à un moment donné abordés dans ce qu'on a présenté les périodes d'évolution des politiques conduites par la CONFEJES, c'était d'ailleurs de n'être plus qu'une conférence thématique un peu à l'image de la CONFEMEN, ce qu'a su éviter la CONFEJES, elle n'est pas partie vers cette orientation-là qui aurait été à mon avis sa fin. La deuxième inquiétude c'était l'ouverture des programmes CONFEJES, à l'ensemble des pays de la francophonie. On sait que la francophonie s'est ouverte à des pays d'Europe de l'Est, Macédoine, Albanie, Pologne, Bulgarie. Ces pays au même titre que tous les autres pays peuvent prétendre au programme de la CONFEJES sauf que, notre principale cible, la principale cible de la CONFEJES, c'est les pays d'Afrique et de l'océan Indien. Le gâteau n'étant pas extensible à souhait, c'était ça les risques. Je pense que, un des exercices les plus difficiles pour le secrétariat général aujourd'hui, c'est de préserver justement cette priorité aux pays d'Afrique qui ont besoin aujourd'hui encore de pouvoir bénéficier d'une aide, une attention particulière sur leurs problématiques, parce que les problématiques peuvent être les mêmes sur les pays d'Europe bien évidemment sauf que les moyens sont différents, donc au titre de l'équité, il serait dommage que ceux qui aujourd'hui ont le plus besoin d'être accompagnés dans leur politique nationale ne le soient pas.

Delphine COMPAORÉ : *Par rapport à ces formations cependant, il y avait une préoccupation qui existait dans certains pays. C'est la formation des cadres dits de haut niveau ou de deuxième et troisième cycles. À l'époque par rapport aux instituts à vocation régionale, il était question que seuls les ressortissants dont sont implantées ces structures régionales puissent former leurs membres au plus haut niveau. Certains pays qui n'avaient que des instituts nationaux étaient déjà confrontés au coût des formations à l'extérieur et se sont retrouvés privés de ce type de cadres d'où souvent de nombreuses difficultés au niveau de la conception des politiques nationales etc. Je sais que le Burkina Faso est dans ce cas-là. Est-ce vous pouvez nous en parler un tout petit*

peu ? Quels étaient les critères par rapport aux choix des instituts à vocation régionale et comment se passait justement le choix de ces gens-là pour ces formations ?

Charles DUMONT : sur ce dossier-là, je ne m'en suis pas prioritairement occupé à la CONFEJES. J'ai participé parce que j'étais en connaissance de ce qui se passait, mais OUELLET vous donnerait davantage de précisions. Je crois que c'est un dossier qu'il avait à gérer lui en particulier néanmoins on part toujours de la réflexion de base c'est-à-dire que rien n'est imposé à la CONFEJES, la CONFEJES vient en plus aux politiques nationales. L'initiative de créer un institut national dépend d'abord du pays. Si le pays dans sa politique d'organisation définit cette création comme l'une de ses priorités, la CONFEJES l'aidera en priorité dans l'accompagnement de cette infrastructure qui se conçoit en termes à la fois d'infrastructure de base, il faut des locaux, il faut des salles de réunion, il faut du personnel mais aussi l'accompagnement humain c'est-à-dire comment former les gens. La priorité reste au pays et la CONFEJES intervient en soutien aux pays. Ensuite lorsque plusieurs pays se mobilisent sur le dossier de formation de leurs cadres, et qu'il y a des besoins qui naissent pour que des cadres atteignent des responsabilités supérieures, il y avait deux options : soit d'envoyer ces cadres en Europe, en France prioritairement à l'INSEP poursuivre des formations supérieures, soit les envoyés au Canada poursuivre des formations universitaires. Et puis il est né dans l'esprit des ministres l'obligation de créer sur le continent africain les outils pour que l'Afrique se développe. On ne peut pas laisser un continent de manière permanente en attente de l'aide des autres continents ! Donc l'idée de créer des instituts régionaux, c'était un moyen de structurer la formation des cadres en Afrique. Et ça pris vraiment du sens même si en parallèle cette formation peut s'accompagner de stage à l'étranger, parce que l'échange est possible, riche, pour se confronter à d'autres approches culturelles, sociales, systématiques, ça du sens pour bâtir sa propre vision du monde. Je reviendrai sur cette anecdote qui vous situe aussi mon intervention dans le cadre de la fédération internationale de lutte. Nous avons bâti en Afrique, le premier centre international de lutte olympique il y a de cela quatre ans à Thiès au Sénégal avec l'accord sénégalais. J'étais la semaine dernière au Sénégal pour signer un accord de siège avec l'État sénégalais. Aujourd'hui nous allons avoir 21 athlètes qui vont intégrer ce centre. Ils viennent de tous les pays d'Afrique, y compris l'océan Indien. L'encadrement technique de plus haut niveau de ce centre international d'excellence va être assuré par deux cadres, l'un du Nigéria pays anglophone qui envoie un de ses spécialistes, entraîneur national de l'équipe nigériane et l'autre

qui est français mais d'origine camerounaise, ancien boursier de la CONFEJES qui aujourd'hui retournent auprès de ses compatriotes. Un Camerounais, un acte politique, le centre avec un accord avec le pays d'accueil le Sénégal, des cadres formés, africains prennent la direction et pour une première vingt athlètes. Ils sont là en permanence. Ils ne seront pas formés en Europe, en Amérique, ils seront formés en Afrique. Après, qu'est-ce qu'on fait d'eux, il faut mettre un réseau de compétition en place pour qu'ils puissent aussi se confronter, progresser, évaluer leur niveau du moment par rapport au plus haut niveau international. Tout ça se construit et la démarche en fait est la même pour les formations. Je reviens sur les formations : créons des outils de développement en Afrique pour les africains ! Sachant que les compétences que détiennent les cadres africains sont exceptionnelles. Ils ne détiennent peut-être pas les compétences des plus hauts (et encore) des plus hauts niveaux conceptuels qu'on peut trouver en Amérique du nord ou en Europe de par l'évolution industrielle et autre, mais ils ont des compétences dans d'autres domaines dans le sens de la logique et aussi technologique parce que on ne peut pas dire aujourd'hui qu'en Afrique il n'y a pas de haute technologie. Elles existent de par la communication mondiale qu'on a, de par les outils de l'information. Aujourd'hui rien n'est obstacle à ce qui se développe en Afrique des instituts de très haut niveau.

Delphine COMPAORÉ : *C'est donc tout simplement de par la volonté de ces pays que les instituts régionaux se créaient, cependant, au cours de nos recherches il est apparu que pour certains acteurs c'était plutôt un choix de la CONFEJES et apparemment les autres instituts n'avaient pas le droit, de passer à ce statut-là ?*

Charles DUMONT : *non, les instituts nationaux étaient dans les pays d'abord l'émanation d'une volonté, de politique nationale, de moyens que dégagait le pays pour se structurer et après pour être reconnu aussi sur la scène internationale, sollicitant un statut d'organismes régionaux avec le soutiens bien sûr, qui peuvent les accompagner mais aussi la reconnaissance comme un centre de ressources pour un continent. Ce n'est pas anodin aujourd'hui d'être un centre, un institut régional, celui de Yaoundé où celui de Dakar font référence sur le plan de la scène internationale. Ça veut dire que les pays, lorsqu'ils ont des gens à former les envoient prioritairement vers les organismes, vers ces instituts. Les bailleurs de fond soutiennent ces organismes. Les boursiers de ces organismes-là sont aussi ceux qui de retour dans leur pays retrouvent plus facilement de l'emploi, parce qu'ils ont une validation de compétences reconnues*

à l'international. Il y a tout un dispositif qui se met en place, pour mettre en valeur bien sûr l'initiative nationale au départ et puis la nécessité de créer un organisme commun qui mutualise les compétences, les formations pour un continent.

Delphine COMPAORÉ : Quels sont les acteurs qui interviennent concrètement, dans cette coopération, dans ces actions au niveau du secteur jeunesse et sport en général en Afrique En dehors des acteurs bilatéraux comme la France ou d'autres pays, quels sont les autres acteurs, je veux parler d'organisations internationales par exemple, de groupes privés ou des O.N.G. etc. ?

Charles DUMONT : c'est variable d'un sport à un autre. En revanche sur le plan institutionnel on retrouve sur le continent africain les acteurs suivants : la CONFEJES pour les pays francophones on vient de l'évoquer, la solidarité olympique du comité international olympique qui a des programmes de soutien aux pays, aux comités nationaux olympiques, des programmes de soutien au comité continentaux olympiques, c'est aussi important c'est le deuxième acteur institutionnel. Le troisième acteur institutionnel reste le CSSA qui s'est transformé depuis peu mais qui était l'opérateur politique des jeux africains donc c'est un acteur institutionnel fort puisque c'était les ministres qui se réunissaient et mettaient en place une politique continentale. C'était original parce que je n'ai pas connaissance d'autres continents fonctionnant ainsi. Donc c'était cette vision politique de développement qui intéressait le sport africain. Ensuite comme autres acteurs, cette fois-ci du mouvement sportif, il y en a deux : l'ACNOA (association des comités nationaux olympiques africains) qui se sont réunis dans une seule association qui va fêter ses 30 ans à Lomé au Togo au mois de juin de l'année prochaine. C'est encore je dirais une structure récente qui caractérisait cette volonté de mutualiser les compétences, les moyens. Le deuxième acteur c'est l'UCA (Union des Confédérations Sportives Africaines) qui bien sûr est un élément coordinateur des acteurs sportifs. Les confédérations africaines ont du poids dans ce sens qu'elles sont réunies dans cette union. Voilà les partenaires. Après il y a des partenaires privés, qui interviennent notamment dans les domaines nationaux, c'est-à-dire dans un pays partenaires, il y a souvent des entreprises locales qui soutiennent les équipes nationales ou alors en deuxième axe, celui des partenaires privés qui interviennent dans l'organisation des compétitions, et là c'est variable en fonction de la localisation géographique de la compétition et puis des habitudes culturelles. L'organisation à Johannesburg des championnats d'Afrique par exemple dans une discipline va amener davantage de partenaires anglophones pour soutenir

l'organisation financière de la manifestation. Quand on se trouve dans un univers plus francophone, il est vrai que des entreprises francophones soient mobilisées. Et au-dessus de tout ça il y a toute la partie médiatique et télévisée qui a aussi un rôle à jouer aujourd'hui puisque de réelles télévisions africaines on n'en connaît pas. Elles sont en train de se structurer. Les réseaux francophones, il y a CFI, mais une réelle télévision qui couvrirait l'ensemble de l'Afrique et spécifiquement l'Afrique ça n'existe pas encore. Il y a des projets, il y a des gens qui ont envie de faire émerger un certain nombre de chose. Quelque chose qui va émerger rapidement je pense et qui a un intérêt énorme, il y a de la qualité humaine, il y a d'abord des jeunes comme on dit souvent en Afrique, des jeunes en pagaille, il y a une masse de jeunes qui frappent à la porte de la reconnaissance internationale et qui a besoin à travers le sport de s'exprimer, d'être reconnu. Il y a une réelle demande, il y a des richesses qu'on ne peut pas négliger, le continent africain est riche et certain pays prennent un peu le leadership aujourd'hui. Je parle des pays du Maghreb notamment, le Maroc qui prend le pôle pilotage de ce qui se fait, l'Afrique du Sud, le Nigéria, de l'Égypte qui compte dans les pays francophones, le Sénégal. Tous ces pays ont envie de jouer un rôle majeur et donc se mobilisent pour drainer autour des événements qu'ils organisent, des partenaires médiatiques, des partenaires privés et avoir la caution des autorités institutionnelles.

Delphine COMPAORÉ : *On voit qu'ils sont nombreux ces acteurs, comment se passe généralement ces échanges avec les acteurs africains. Peut-on parler de liberté de choix des programmes, peut-on parler réellement de partenariat. Vous avez parlé de partenariat tout à l'heure, moi je parle de coopération tout en me disant de toutes les façons que de part et d'autre les acteurs sont prêts à s'influencer mutuellement. Alors est-ce que réellement dans ces échanges coopératifs il y a une réelle liberté "d'aller et de venir" pour les acteurs africains ?*

Charles DUMONT : *après les réels acteurs, on parle d'acteurs internationaux, c'est ce qu'on évoquait à l'instant. Les réels acteurs ce sont les pays, ce sont eux qui font, qui construisent leur politique nationale et leur politique à l'international. Si eux ils veulent situer le sport comme une priorité, ils le définissent, ils donnent des moyens, ils vont solliciter des acteurs internationaux pour les accompagner dans ces projets-là. J'ai dit pour les accompagner, pas pour les diriger. Il a été fréquent de constater que les acteurs nationaux définissaient leurs priorités en fonction de ce qu'ils étaient à peu près sûrs d'obtenir de la part des acteurs internationaux, donc ça orientait leur choix. C'est de moins en moins le cas parce que d'abord chacun des pays prend de la*

maturité, chacun des pays se structure et aujourd'hui, pour prendre le cas des pays cités à l'instant, ils sont capables de prendre eux-mêmes la direction, la gouvernance, de leur propre politique et de leurs propres actions. Quand le Sénégal va organiser le championnat d'Afrique de lutte dans un an, c'est le Sénégal qui organise. Il demande certes un soutien international mais c'est le Sénégal qui organise intégralement, l'accueil, hébergement, la sécurité... Il fait ses choix. Il fait ses choix des lieux, des installations, il propose. Bien sûr c'est validé en fonction de normes internationales qui sont clairement définies mais valables pour tous les pays du monde, mais c'est le Sénégal qui organise. Il à toute l'initiative, c'est lui qui s'est porté candidat, il n'a pas été forcé de le faire et je crois que c'est comme ça pour tous les pays. Il y a de la concurrence, aujourd'hui, ce qui donne aussi quelque chose de différent, une certaine liberté, une certaine autonomie vis-à-vis des anciens pays coopérants. Pardonnez-moi, là où il y a de la concurrence à la fois financière, structurelle, le choix se fait sur des normes qualitatives et non pas sur des soutiens affectifs. L'intérêt prioritaire étant que l'opération se fasse dans les meilleures conditions possibles pour l'ensemble des partenaires.

Delphine COMPAORÉ : Nous allons abordés une autre préoccupation également, c'est le cas de ces jeunes sportifs qui bien évidemment viennent d'Afrique pour vendre leurs talents et se retrouvent parfois dans certaines situations difficiles avec des agents assez indélicats. Au football c'est fréquent, et ça qui constitue une préoccupation pour les pays africains, qu'en pense l'acteur et l'observateur que vous êtes et que faire ?

Charles DUMONT : écoutez ça c'est une des dérives contre lesquelles l'ensemble des ministres africains membres de la CONFEJES et le secrétariat général de la CONFEJES ont lutté dès les années 1998-1999 notamment dans le football. Il ne faut pas se voiler la face, c'est bien le sport et puisque c'est le sport qui génère des moyens financiers énormes, on a vu s'implanter des clubs dits de formation qui se sont installés dans la plupart des pays d'Afrique pour détecter très tôt de très jeunes talents, pour offrir des contrats colossaux aux familles afin que des gamins de 11 à 13 ans quittent leur famille, viennent s'installer en Europe et ensuite de clubs en club soient revendus. On a assimilé ça pendant très longtemps à de l'esclavage de jeunes sportifs et donc les ministres d'abord se sont réunis sur le sujet, ont travaillé et ont élaboré une charte pour lutter contre ces pratiques. Ils ont demandé aux fédérations des pays européens de mettre en place une réglementation très stricte sur le transfert de ces jeunes joueurs, et qu'ils soient identifiés.

L'obligation d'abord qu'ils soient identifiés, qu'ils ne quittent leur pays d'origine qu'avec l'accord des fédérations de tutelle d'origine de manière à ce qu'il y ait une traçabilité des gamins, qu'un gamin de 13 ans ne se retrouve pas en Europe et du jour au lendemain on ne sache plus où il est, qu'il disparaisse du circuit. C'est un problème de société au-delà des problèmes sportifs. Le sport génère de l'argent, l'argent intéresse les familles qui n'ont pas beaucoup de revenus sur le continent africain, qui laissent partir leurs gamins parce qu'ils vont avoir un contrat de 10 millions de francs CFA pour cela, et puis le gamin représente une charge en moins tant qu'il n'est plus à la maison. Tous ces critères économiques sont sournois parce qu'ils cachent le vrai problème, parce qu'il faut aider à ce que la structuration se fasse sur le continent. Il est anormal, que des enfants pour devenir des champions n'aient qu'une idée en tête, qu'un rêve, c'est de partir et que des familles inconsciemment acceptent cela, et que les politiques ne fassent rien. C'est pour ça qu'il faut commencer par les politiques. Il faut changer votre vision des choses et votre réflexion. Organisez-vous sur le continent pour que vous puissiez développer le continent africain, vos compétences, les infrastructures d'accueil pour les jeunes, des formations pour les jeunes, que les cadres compétents soient formés et que vous puissiez mettre en place un championnat d'Afrique. Aujourd'hui la CAN, championnat d'Afrique des Nations prend de plus en plus de l'ampleur, ça devient de plus en plus important. Que le continent africain organise la coupe du monde, ça du sens, ce n'est pas par hasard. On est en train d'assister à la construction de tous ces phénomènes qui veut que l'accompagnement, n'est plus de la coopération, c'est du réel partenariat. Aider l'Afrique à se construire pour demain, qu'elle n'est plus besoin de personne et qu'elle fasse rêver. C'est ce que je vous ai expliqué dans le domaine de la lutte. La lutte se structure en Afrique et les compétences sont là. Les championnats du monde se font en Afrique, c'est important et on verra des échanges avec des partenaires européens, sud-américains ou asiatiques qui se feront en Afrique.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que la CONFEJES ou le sport francophone d'une manière générale appuie ou peut appuyer justement ces pays africains dans la régulation de ces problèmes ?*

Charles DUMONT : *c'est une des obligations, ça se fait. L'initiative de créer une commission sur le sujet s'est faite à l'initiative de la CONFEJES, je n'ai plus la date en tête mais je pense que c'est dans les années 2000-2001. L'initiative a été lancée par la CONFEJES en conférence*

ministérielle. Depuis il y a eu des réunions régulières des ministres responsables de ces dossiers qui ont abouti à la mise en place d'une réglementation qui a été imposée à chacune des fédérations de chacun des continents pour que justement les choses soient canalisées, qu'elles ne se fassent pas de manière anarchique, qu'il n'y ait pas d'excès. La CONFEJES sur les pays francophones reste un élément moteur important. C'est aussi son rôle, que de rappeler à l'ordre les ministres, parce que les ministres sont chauvins en Afrique on a aussi cette problématique, souvent au gré de l'équipe de football et de ses résultats (rires) malheureusement. Donc le rôle de la CONFEJES c'est de rappeler en permanence aux ministres, mais aussi aux chefs d'État lors du sommet de la francophonie que le sport a un rôle majeur sur la société, sur la jeunesse et que, on doit être vigilant pour éviter que ces genres d'excès ne soient qu'exceptionnels, voir disparaissent à jamais des pratiques. Mais c'est vrai que nulle aujourd'hui ne peut garantir que c'est le cas. Il y a l'intention, après il y a la réalisation et les moyens pour réaliser ça. Toutes les activités des autres autorités de régulation ne sont pas conceptuelles, ce n'est pas du virtuel, il faut aussi qu'on ait un contrôle de terrain, des inspections dans les clubs, de formation sur le continent africain et puis que les contrats soient des contrats qui sont visés par les instances sportives et politiques, les deux.

Delphine COMPAORÉ : *On va justement parler de sport et de politique. Je pars du fait que sport et les relations internationales, le sport et la politique pour être plus précis sont assez liés. Ils ont des rapports pas toujours faciles mais ils cheminent très souvent ensemble. Pour vous, comment organiser justement leur espace commun pour une plus grande efficacité étant entendu qu'ils sont tout de même difficilement dissociables ?*

Charles DUMONT : *le sport est un phénomène social, on ne peut pas l'occulter, et forcément impliqué dans la vie de toutes les sociétés à des degrés divers, selon l'importance que leur accordent les hommes. C'est toujours pareil, on revient à la même thématique de base, ce sont les hommes qui sont les plus importants. Après, le sport peut être organisé comme un système, c'est le cas des anciens pays de l'Est, de l'Europe de l'Est qui faisaient du sport un vecteur politique de communication et de promotion de la jeunesse. On sait que dans les pays d'Afrique, le sport est un moyen de mobiliser les jeunes, un moyen d'éduquer les jeunes, c'est un moyen d'identifier ces jeunes au drapeau, ce qu'ils représentent, parfois la culture du clan. Du drapeau national au clan, on représente une ethnie, on représente le clan dans le cas des sports de combat, on est*

vraiment le porteur des valeurs, de la tradition de ce clan, donc c'est indissociable, le sport, il fait partie prenante de la vie sociale. Les politiques l'utilisent plus ou moins adroitement. Je viens du Sénégal, je peux vous dire que le ministre des sports a été interpellé par les députés à l'assemblée nationale sur les problématiques internes à la lutte. On n'a pas parlé d'économie, on n'a pas parlé de stratégie, d'investissement, on a parlé de lutte. Ça a une portée politique énorme dans un pays où ce sport est roi. Ça, c'est un cas spécifique mais c'est le cas de beaucoup d'autres sports. Le football aujourd'hui fait et défait des politiques. Lorsqu'une équipe échoue au premier tour de la coupe d'Afrique des nations, très souvent le ministre est limogé par le président de la république, très souvent il y a des incidents parce que la population s'échauffe et leurs équipes nationales perdant, c'est considéré comme un affront national. Il y a plein d'éléments qui font qu'on ne peut pas considérer aujourd'hui le sport en dehors de la vie publique, de la vie sociale. Maintenant le contrôle et la gestion de cela dépend d'abord de la volonté politique au plus haut niveau de l'État et après de l'organisation administrative mise en place pour gérer le sport.

Delphine COMPAORÉ : Oui mais peut-être que en Afrique, le poids se ressent beaucoup d'autant plus que l'autonomie financière des structures sportives, se pose et que les institutions de l'État montent chaque fois au créneau pour permettre aux activités sportives de se dérouler normalement, d'où le droit de regard revendiqué par celui-ci?

Charles DUMONT : tout à fait. Si le mouvement sportif est relativement indépendant dans son organisation, et il doit l'être, c'est ce que souhaite le Comité International Olympique tout au moins pour les activités olympiques. Force est de constater que c'est l'État qui finance aujourd'hui le sport dans chacun des pays d'Afrique et donc le politique a un regard d'abord sur les activités elles-mêmes, mais aussi sur les cadres qui sont nommés. Les cadres sont des agents de l'État très souvent payés par le ministère des sports, ou le ministère de la jeunesse et des sports qui peut à tout moment intervenir dans les choix qui sont opérés. À la suite chacun des pays fait des choix en fonction des activités qu'il veut soutenir en priorité. Le football bien évidemment dans tous les pays d'Afrique est en priorité soutenu mais au Sénégal pratiquement c'est la lutte, au Niger également, mais en fait, pas d'autres activités que celles-là. Beaucoup de sport sont délaissés faute de moyens et faute de choix politiques.

Delphine COMPAORÉ : *Ça pose effectivement le problème du financement du sport en Afrique. Vous qui avez pratiquement vécu le sport en direct, comment est-ce que ces institutions sportives africaines pourraient mieux s'en sortir avec des financements privés par exemple, ça dépend des pays mais d'une manière générale.*

Charles DUMONT : *il est évident, que toute ressource privée viendra renforcer la mise en place d'un dispositif quel qu'il soit. Mais après pour que ce dispositif reste durable il faut qu'il y ait une volonté politique.*

Delphine COMPAORÉ : *C'est l'accès à ce financement privé qui pose problème !*

Charles DUMONT : *Là, il n'y a pas de règle. L'État ne peut pas l'imposer. Il faut donc que les privés trouvent un intérêt particulier à soutenir les actions en Afrique. Ce que nous sommes en train de faire en ce moment dans le cadre de la lutte c'est dans ce sens-là. La fédération internationale a décidé de s'impliquer personnellement dans le développement des fédérations africaines de lutte, sachant qu'il y a une base de pratiquants qui est là. Il y a un potentiel à la fois humain, sportif et de cadres, il y a une volonté politique mais ça manque de moyens et d'organisation. Donc on apporte les moyens à travers les outils avec les centres internationaux et les mises en place des stages de détection continentaux, telles que les bourses délivrées, tels que la formation des cadres assurée et puis la dynamique mise en place fait que dans chacun des pays, les politiques disent : tient il y a intérêt à soutenir la lutte, donc nous allons organiser une politique nationale en faveur de la lutte, sachant que la fédération internationale va nous appuyer pendant un temps pour que les choses se mettent en place. Et puis les partenaires télévisés et médiatiques qui suivent, se disent : tiens il y a des choses intéressantes qui se passent, tiens on va faire des reportages, tient là on va mobiliser, se faire un événement en un mot je veux l'organisation des championnats d'Afrique l'année prochaine, avoir la télé permanente, on va avoir 5 heures de direct tous les jours ! C'est exceptionnel 5 heures de direct mais en Afrique 5 heures de direct c'est normal, au Sénégal 5 heures de direct c'est le minimum qu'ils ont tous les dimanches. Quand on dit ça à une télévision du Nord, elle se demande si 5 heures de direct c'est possible. On peut avoir des partenaires qui peuvent intervenir 5heures en directe sur les plages publicitaire. Les choses se construisent, il faut qu'il y ait une volonté. Qu'elle vienne des pays, des fédérations internationales ou des ministères, il faut que tout ça émerge et ce sont les hommes qui feront que ça émergera ou pas.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que dans le domaine de la paix il y a des actions à ce niveau conjuguant sport et paix, utilisant le sport par exemple pour la recherche de la paix.*

Charles DUMONT : *vous qui êtes africaine, vous osez me poser cette question ? (Rires) sachant combien le sport est un facteur éventuellement déclenchant de guerres ou de rapprochement. Vous savez combien certains matchs de football ont été déterminants dans des conflits frontaliers et vous savez comment ça peut apaiser aussi, si jamais on a des clans ethniques qui se retrouvent. La composition de l'équipe de foot du Cameroun est forcément lié à un mixage ethnique et linguistiques et j'allais dire religieux aussi, il faut en tenir compte. On ne peut pas ne pas tenir compte de ces éléments, qu'on ne connaît pas en Europe, mais que l'on connaît en Afrique parce que c'est la réalité, et c'est là l'articulation intelligente de tous ces facteurs qui fait que ça fonctionne, et c'est ça la paix, la paix sociale elle est là. Quand vous composez l'équipe de football du Cameroun, vous contribuez à la paix sociale parce que selon les postes que vous allez choisir et les représentants linguistiques, claniques que vous mettez en place dans votre sélection fait l'union nationale ou pas.*

Delphine COMPAORÉ : *Il y a quelques zones conflictuelles en Afrique, je me suis dit que les sportifs de renommée pouvaient apporter ce message de tolérance et de paix à travers le sport.*

Charles DUMONT : *bien sûr, les sportifs sont les ambassadeurs de la paix en général parce que vous les retrouvez dans différentes organisations internationales aux côtés des uns et des autres sans qu'il y ait de position particulière.*

Delphine COMPAORÉ : *On s'achemine vers la fin de l'entretien, et actualité oblige, je vais vous poser une question sur le bilan de 50 ans coopération et d'indépendance. Pour vous que peut-on dire de bilans de 50 ans de coopération et d'indépendance, parlant de l'Afrique d'une manière générale et surtout de pays que vous avez connu de façon spécifique ?*

Charles DUMONT : *la coopération bilatérale en ce qui concerne la France s'est interrompue progressivement. Même si elle reste encore très ponctuelle, elle n'est plus ce qu'elle était, ce qui signifie qu'un certain nombre d'États ont acquis la maturité nécessaire pour fonctionner en totale indépendance et là, nous sommes dans une phase d'indépendance. Je pense que, l'histoire est en marche bien évidemment mais on est passé par des étapes successives pour arriver aujourd'hui à une liberté de fonctionnement et une prise de conscience des États africains qui disposent*

aujourd'hui non pas d'un partenaire privilégié comme c'était le cas de la patrie colonisatrice souvent mais d'une multitude de partenaires pour les accompagner. Ces états disposent de richesses internes, de compétences internes et de leur propre vision de ce que doit être l'organisation future, ils savent où ils veulent aller. Ce sont les hommes, les pays qui décident de la politique sportive qu'ils veulent conduire. Ils ont autour d'eux aujourd'hui des partenaires institutionnels clairement identifiés et, prêts à les accompagner. On passe à une autre étape, à partir de ces années très proches qui sont l'étape du choix des pays, de leurs partenaires, on ne leur impose plus de partenaires, parce que ces partenaires ont perçu que dans l'équilibre géopolitique mondial, l'Afrique a un rôle à jouer et donc ce rôle est important. Juste une anecdote sur les votes à l'internationale sur le choix des candidatures : sur 111 membres votants du CIO, 18 viennent de l'Afrique, ce qui est excessivement important. Si un certain temps ils ont été négligés, aujourd'hui ils sont courtisés et s'ils sont courtisés, ils ont aussi la possibilité de faire soutenir leur politique par les gens qui les sollicitent et c'est de bonne guerre. Ils ont un rôle majeur à jouer sur le plan politique. Moi je pense que demain le continent africain va être un continent plus que courtisé, qui va être craint. Excusez-moi encore une fois mais c'est à la limite mais c'est symptomatique de l'évolution : autrefois tous les africains portaient, les cadres, les entraîneurs. Aujourd'hui on échange sur le continent africain, ils se structurent et progressent, il commence à pointer le bout de leur nez au plus haut niveau international et aujourd'hui on se dit, qui sont ces gens-là, d'où ils sortent, comment ça se fait qu'ils soient aussi bon et demain ils seront meilleurs que les autres. Ce qu'il ne faut pas c'est que cette crainte qui apparaît aujourd'hui freine le développement. C'est pour ça qu'il ne faut pas qu'il y ait un acteur international, il faut qu'il y'en ait plusieurs de manière à ce qu'il n'y ait pas un lien de dépendance vers un seul opérateur qui soutiendrait mais plusieurs opérateurs qui tous vont y trouver de l'intérêt.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il y a d'autres points spécifiques qui montrent de manière concrète, qui traduisent de manière concrète cette évolution au-delà de l'autonomie ?*

Charles DUMONT : *l'autonomie, elle l'est par ce qui se passe, deuxièmement les résultats sportifs traduisent cette autonomie dans toutes les disciplines, on retrouve un niveau d'ensemble qui s'élève. Les africains se placent de mieux en mieux dans les compétitions internationales toutes disciplines confondues. Les organisations se multiplient sur le continent je pense que ça*

c'est des éléments très concrets que l'on peut évaluer et qui aujourd'hui sont des indicateurs très précis de ce qui est en train de se mettre en place. On n'est pas sur un produit fini, on est sur quelque chose qui se construit et qui va évoluer longtemps, il va falloir encore peut-être 50 ans pour que les choses arrivent à pleine maturité mais en tout cas c'est en route.

Delphine COMPAORÉ : *Dans la formation des sportifs de haut niveau et des cadres de haut niveau, je crois que vous avez vu passer quelques-uns, un certain nombre au niveau de l'INSEP de Paris. Est-ce que vous avez eu des difficultés particulières dans l'accès de ces sportifs et de ses cadres aux diplômes qui leur permettraient généralement de s'insérer plus tard professionnellement ?*

Charles DUMONT : *difficile à dire parce que chaque cas est différent. Il n'y a pas d'harmonisation sur les diplômes par exemple internationaux. Hormis ceux que met en place chaque fédération internationale, il faut, il faudrait qu'il y ait une harmonisation pour que dans chaque sport celui qui vient dans les instituts de formation en Afrique ou en Europe puisse avoir le même type de diplômes. La fédération internationale d'escrime le fait, il y a des centres régionaux de développement qui sont chargés essentiellement de délivrer des diplômes à toute personne qui vient s'y former en Afrique et à Dakar notamment. Ce diplôme donne un niveau de qualification reconnue et donc permet à n'importe quel entraîneur ou cadre qui gagne ce diplôme de se présenter devant la commission internationale et faire valoir son diplôme comme une reconnaissance internationale donnant droit à un salaire mis en place en corrélation avec une grille salariale. C'est propre à cette discipline sportive et ce n'est pas généralisé, pas encore.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que dans le domaine de la lutte du judo, de sports de glisse il vous est arrivé de recevoir des athlètes qui ne pouvaient pas en dehors des entraînements suivre, une formation pour leur future insertion professionnelle parce que leur niveau de départ posait problème. Si oui Comment êtes-vous arrivez à résoudre ce problème ?*

Charles DUMONT : *bien sûr, actuellement sur le centre de Thiès au Sénégal, on accueille des lutteurs qui viennent de tous les horizons linguistiques, religieux et géographique du continent. On a des athlètes qui sont en étude d'architecture par exemple. Il y a des athlètes qui ne savent ni lire ni écrire donc il faut faire avec, sachant qu'on se trouve au Sénégal dont il faut qu'on ait un partenariat avec les ministères de l'éducation du Sénégal pour qu'une formation puisse être mis*

en place pour ceux qui en ont besoin, une formation basique et pour les plus titrés qu'ils puissent intégrer l'école de formation des universités de la place pour avoir des équivalences de diplômes, mais ce n'est pas évident parce que les diplômés ne sont pas les mêmes. On a une jeune camerounaise qui est en étude d'architecture et qui est en troisième année et qui dit, je viens mais je suis obligé d'arrêter mes études. Ça c'est la partie difficile à résoudre parce qu'elle n'est qu'individuelle mais il faut résoudre des situations très personnelles. Après il y a la partie de base. Pour les athlètes, il faut qu'ils sortent au terme de deux ans de formation dans les murs avec un diplôme fédéral, des compétences reconnues pour pouvoir retourner dans leur pays et dire voilà j'ai les capacités d'entraîner, parce que j'ai appris les méthodes pédagogiques, les fondamentaux techniques et je sais aujourd'hui comment on peut gérer une équipe. Il faut qu'ils aient au moins ceci, ce qui peut être à caractère général, l'accès Internet, comment on utilise Internet, comment on se forme, l'accès aux langues français et anglais. Au niveau africain, ça du sens, l'accès aux langues, pour des gens qui ne savent pas écrire ça nécessite des liens avec les instituts français, les instituts américains qui sont sur place pour que l'accès à la langue puisse être possible. La construction aujourd'hui en place, elle ne peut pas rentrer dans une logique systématique si ce n'est celle de dire oui, il faut mettre en place une formation à la fois générale spécifique pour chaque individu qui rentre dans un dispositif international.

Delphine COMPAORÉ : *Avant de vous demander votre mot de la fin, de manière concrète sur quoi le continent africain d'une manière générale, et sportivement en particulier peut s'appuyer pour se prendre durablement en charge ?*

Charles DUMONT : *il y a plusieurs points, il n'y a pas qu'un : c'est tout une mise au point important d'abord des hommes et des femmes qui composent ce continent dont plus de 80 % est jeune. La jeunesse de ce continent, son appétit, ses curiosités et son envie de reconnaissance. Ça aussi, ce sont des éléments très forts. Les jeunes aujourd'hui en Afrique sont curieux de tout pour des raisons surement de survie mais ils s'intéressent à tout et cette curiosité permanente développe une forme d'intelligence très spécifique et ils se débrouillent. Avec rien on construit en Afrique, ils sont ingénieux. J'ai toujours en mémoire ce que m'a dit un jour le directeur de cabinet de Samarach : l'Afrique est une école d'ingéniosité parce qu'avec rien on produit et un européen qui arrive à 48 heure de l'organisation, il te dit mais ce n'est pas organisé, ça ne peut pas marcher et pourtant ça marche. Comment on explique ça, c'est de la magie ! (Rires) et ça*

marche. Cette puissance des hommes et des femmes et leur appétit de découvrir, de manger le monde, ça c'est la force de l'Afrique. L'autre force de l'Afrique, ce sont ses sociétés essentiellement matriarcales contrairement à ce qu'on croit. Ce ne sont pas les hommes qui sont à la base de l'Afrique, ce sont les femmes. L'accès des femmes aux pratiques sportives ça du sens, ça se structure aussi, ça de la cohésion. L'Afrique en matière de sport, c'est encore un territoire vierge, au sens où il n'y a pas encore de télévision, de grosses télévisions africaines, pas de gros partenaires économiques qui sont là, donc il y a tout à faire alors que sur les autres continents tout est saturé. Ça va représenter le marché de demain, le marché de l'Afrique, et nos amis asiatiques ont bien compris. La Chine est le premier partenaire d'une coopération multilatérale et bilatérale aujourd'hui loin devant les autres pays du monde. Ils ont envahi l'Afrique, parce qu'ils ont bien compris que c'était là qu'il y avait les ressources humaines et à travers le sport aussi les ressources géopolitiques et puis économiques et le continent regorge de richesses minérales notamment et quand on a le sport, on a aussi des cas de figures de développement et les activités sportives renforcent le développement des ports, et de port en Afrique, ça du sens. Tout est lié, la politique l'économie, donc moi je dis que ce continent a tout pour réussir, après il faut qu'il y ait des leaders. Ils sont en train d'émerger on a parlé du Maroc, on parlait du Nigéria, on parlait de l'Afrique du Sud, du Sénégal et ces leaders sont en train d'émerger parce que ces leaders vont booster aussi les autres et de quelques pays. J'ai quitté Casablanca la semaine dernière ou nous avons eu une réunion de la confédération africaine, union arabe de lutte et la Turquie s'est associée à nous et à dit : moi je veux développer un partenariat bilatéral avec tous les pays d'Afrique, je peux mettre des cadres à disposition, je peux mettre des tapis à disposition, je peux aider dans des actions, je peux accueillir si vous voulez. Quelque part les pays perçoivent qu'il y a là des compétences intéressantes, qu'il y a des moyens et, être les premiers à signer un partenariat avec un pays africain c'est se positionner pour l'avenir.

Delphine COMPAORÉ : *Et si par exemple vous devriez comparer la francophonie et le Commonwealth, deux systèmes de coopération, deux dispositifs de coopération?*

Charles DUMONT : *la coopération est totalement différente. Différente au sens ou la francophonie c'est avant tout un concept philosophique. C'est une philosophie basée sur la différence, l'acceptation de cette différence, de partage, le partage de valeurs, des moyens et la solidarité. Voici les trois points qui caractérisent la francophonie aujourd'hui. Alors elle n'est*

parfois pas toujours performante parce que les différences c'est quand on n'est pas toujours d'accord les uns avec les autres et dans tous les cas c'est un espace d'échange culturel qui est fantastique. Le Commonwealth, ce n'est pas la même chose, l'organisation sportive ne vit que sur les jeux en dehors de ça, il n'y a plus de politique de coopération multilatérale, très peu. Parfois il y a une coopération bilatérale très ponctuelle, très ciblée c'est surtout un support à l'organisation des grands événements et des jeux du Commonwealth qui sont d'ailleurs des jeux sportifs de valeurs, il faut le reconnaître. Donc je pense que c'est difficilement comparable.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il y a des échanges entre les deux, je veux parler des jeux de la francophonie et ceux du Commonwealth.*

Charles DUMONT : *c'est difficile aujourd'hui, ça le sera peut-être à l'avenir. Je pense que la francophonie aujourd'hui est ouverte. Le président Abdou Diouf l'a rappelé encore à Montreux au sommet de la francophonie, on n'est pas sur une francophonie figée et repliée sur elle-même, elle s'inscrit dans le monde et le monde aujourd'hui c'est un monde par exemple pour l'Afrique qui côtoie les anglophones, les lusophones, les arabophones et donc tous les groupes ethniques qui ont leur propre culture, leur langage. C'est cette diversité-là qui fait sa richesse et cette ouverture sur le monde qui fait sa richesse. Donc je pense qu'il n'y a pas de blocage à un partenariat demain avec le Commonwealth. Les intérêts ne sont pas les mêmes, les préoccupations ne sont pas les mêmes. Les préoccupations francophones sont prioritairement philosophiques économiques bien sûres, géopolitiques évidemment mais les préoccupations anglophones sont nécessairement pragmatistes stratégiques et économiques. Je ne détiens pas non plus la vérité hein, c'est ma vision des choses (Rires) mon collègue aura peut-être une vision totalement différente.*

Delphine COMPAORÉ : *M. Dumont votre mot de la fin et si vous avez autre chose à ajouter.*

Charles DUMONT : *En conclusion, je vais dire simplement que ce continent est un continent passionnant parce qu'il nous renvoie aussi aux vraies valeurs humaines, on s'aperçoit aussi que ce sont les hommes qui font aujourd'hui ce que l'on est et que le potentiel qu'il y a actuellement en Afrique est extraordinaire, est unique. Il n'y a pas un autre continent qui dispose d'un tel potentiel humain aujourd'hui pour réussir dans le domaine du sport, après il faut qu'il y ait de bons leaders, et que les leaders à un moment donné se positionnent comme tels et s'associent*

parce qu'un pays ne peut pas être porteur d'un continent. Il peut en être ponctuellement le porte-parole mais c'est surtout l'union de ces leaders, et la CONFEJES contribue à cela, c'est ça La réussite de l'Afrique. Moi je suis très optimiste, le chemin n'est pas encore fini, il y a encore un bon bout de route à faire mais tout ce qui s'est construit sur les 50 dernières années que vous évoqué, dans le bon sens, de maturité de prise en charge des pays africains de leurs leaders, le sport a un rôle majeur à jouer. Grand optimisme pour l'avenir. (Rires)

Delphine COMPAORÉ : *Merci Monsieur Dumont*

5. Entretien avec le colonel Richard FEESER, réalisé le 19 septembre 2010 à Paris

Biographie succincte

Colonel de l'Armée de l'Air, pilote de Chasse: 4500 heures de vol-aviation de combat et de transport aérien-65 pays dans le monde-Plus de 20 en Afrique

Études Secondaires et supérieures: École Militaire préparatoire technique du Mans et Prytanée militaire de la Flèche

Ingénieur de l'École de l'Air (aéronautique) - 1968 Salon en Provence- Promotion René Bigand. Breveté Para

Formation de pilote de chasse à Tours et Cazaux (T33-Mystère IV)

Pilote sur F100 Super Sabre – 11e Escadre de chasse à Toul

Pilote à la 33e Escadre de reconnaissance à Strasbourg sur Mirage III R-RD

Carrière de pilote de chasse et de reconnaissance dans l'Armée de l'Air (tous niveaux de responsabilités-chef de patrouille)- 4600 heures de vol (30 types d'avions différents). À ce titre il participa à de nombreuses opérations (Mauritanie, Tchad, Centrafrique, Congo...)

Commandant d'Escadron de défense Aérienne, 2/10 « Seine », Cercle de chasse de Paris, Creil, Mirage III C

Derniers chef des opérations de la 10è escadre de chasse (Mirage III et Mirage FIC) dissoute en 1985.

Commandant de la Division des vols de l'école de l'Air sur Fouga-Magister, chargé de la formation des sous lieutenants de l'armée de l'air, des enseignes de vaisseaux de l'Aéronautique Navale, ainsi que de nombreux élèves officiers étrangers en majorité africains.

Breveté de l'École supérieure de guerre aérienne en 1987

Commandant de la Base aérienne 181, Roland Garros, Saint Denis de la Réunion (1992-1994) et Commandant des forces aériennes dans la zone sud de l'Océan Indien (qualifié transport et hélico: C160 Transall, Fennec)

Commandant des forces françaises au Tchad (COMELEF 1996-1997)

Importantes fonctions à l'état-major central, à la direction du personnel militaire de l'Armée de l'Air, au Collège interarmées de défense, représentant la France dans des groupes de travail à l'Otan.

Retraité après 32 ans de service actif, écrivain, il est membre de plusieurs associations comme celle des Écrivains combattants, passionné d'histoire, administrateur de l'Aérobibliothèque médaillé de l'Aéronautique et de décorations françaises et étrangères.

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour colonel FEESER, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la Coopération, et du Sport. Militaire, aviateur et brillant pilote de chasse de l'Armée de l'air française vous totalisé trente ans de service actif au service de votre pays la France. Je m'adresse donc au militaire et au diplomate ayant représenté son pays à des moments stratégiques de la coopération internationale à travers plus de soixante-cinq pays dans le monde dont plusieurs pays africains .Je veux parler de: l'Égypte, du Maroc, de la Mauritanie, de Madagascar, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Tchad, de Djibouti, de la Centrafrique, du Gabon, du Cameroun, du Kenya, de la Tanzanie, du Zimbabwe, des Comores, de l'Iles Maurice , de la Réunion, de la Tunisie, de Zanzibar, du Malawi, de Mayotte...*

Colonel Richard FEESER, parlez-nous de ce long parcours personnel et professionnel pleinement rempli, de vos nombreuses responsabilités à la fois en France et à l'étranger dont quelques années consacrées à l'Afrique et aux africains. Enfin de votre passion pour l'aviation de chasse et l'histoire, enfin de votre vie de retraité et d'écrivain.

Colonel Richard FEESER : *C'est un tableau très exhaustif. J'ai été effectivement aviateur, passionné d'aviation. J'ai été aussi Officier dans l'armée de l'air, et j'ai eu à ce titre pas mal de responsabilités, de deux ordres, de commandement mais aussi de formation. J'ai eu la charge, de transmettre cette expérience aux plus jeunes et parmi eux, beaucoup d'élèves africains. D'abord à l'École de l'Air, quand j'étais cadre et où j'apprenais aux plus jeunes à piloter. Là j'ai pu apprécier le savoir-faire, les capacités d'adaptation de nos camarades africains, qui arrivaient de leurs lointains pays, et qui venaient croquer leurs premières heures de vol sur Fouga Magister. Et puis j'ai pu les voir plus tard aussi, lorsqu'officiers supérieurs ils venaient compléter leurs connaissances, leur capacités à diriger, à l'école de guerre, où j'étais professeur et cadre. J'ai essayé de leur donner certaines règles, certaines techniques, une certaine manière*

de bien commander leurs armées et plus tard gouverner leurs pays, parce que bizarrement, beaucoup d'entre eux ont eu un destin politique. Puisque, finalement, si on regarde bien les choses, les seuls qui reviennent au pays sont les militaires, qui ont été formés ailleurs que dans leur pays. Les autres ont plutôt tendance à rester sur place, là où ils ont acquis des niveaux et des diplômes. Les militaires eux retournent au pays, et d'ailleurs j'ai eu l'occasion dans ma carrière, ayant formé de jeunes officiers, de les retrouver sur le terrain, à des postes de hautes responsabilités, très heureux d'ailleurs de retrouver leur cher colonel. Voilà, donc un parcours de pilote qui m'a permis évidemment de sillonner le monde, et d'être à chaque fois bien accueilli par les populations africaines. Je me souviendrai toujours de mes débuts à Madagascar en 1969 où j'ai découvert que l'Afrique était passionnante, même si elle avait évidemment quelques défauts, on en parlera peut être, (rires) mais je pense que c'est vraiment un endroit formidable et qui vaut le détour. Je comprends aussi pourquoi l'Afrique toute entière s'est jetée dans nos bras frénétiquement, dans les années 1860 (humour), alors qu'on s'intéressait à elle autrement que pour en faire des esclaves, et qu'on commençait réciproquement à les intéresser. Voilà ce que je pouvais vous dire en introduction.

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez commencé votre parcours d'aviateur où exactement ?*

Col Richard FEESER : *J'ai fait l'École de l'Air de Salon de Provence, en 1968, dans la promotion René BIGAND. René BIGAND, était un célèbre pilote d'essais, mort aux commandes d'un avion de chasse de chez Dassault, un Mirage F1. Donc, voilà, chaque promotion est baptisée, et la nôtre du nom de René BIGAND.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous spécifiquement de votre parcours africain*

Col Richard FEESER : *Euh, le début de la dramaturgie, c'est les premiers pieds (rires) que je mets à Madagascar, même si avant j'étais allé un peu au Sénégal aussi, à la fin des années 1960, à Saint Louis, Dakar, et puis plus au sud, mais là je suis resté très peu de temps. Par contre à Madagascar j'étais resté plus longtemps, mais j'avais été déçu, en fait, de mes premiers pas. Parce qu'en descendant de l'avion, la première personne que j'ai vu, c'était un père blanc, qui était venu nous accueillir. Moi je voulais être accueilli par quelqu'un de bien noir, un africain, donc un Malgache en l'occurrence, et pas par un père blanc. J'ai compris à quel point ces gens avaient façonné les esprits des Africains et quelles influences ils avaient eues, pas forcément*

néglatives, mais pas forcément positives non plus. Et donc en 1969, ils étaient encore très présents. Voilà, ça c'est un petit début de l'aventure et de la dramaturgie à trois personnes, hein : le militaire que j'étais, le père blanc, ecclésiastique, en général jésuite, et puis évidemment l'Africain, qu'on considérait un peu comme un être inférieur à l'époque. C'était le début des indépendances, on avait encore certains de nos compatriotes qui tenaient des postes clé dans ces pays qu'on ne voulait pas abandonner à leur propre sort trop rapidement. Il y avait encore tous les éléments du drame passé, culturel, militaire et je dirais social, qui étaient là pour m'éclairer initialement sur ce que je devais penser de l'Afrique. Après, j'ai eu tout le temps de me faire ma propre opinion et de fréquenter l'Afrique durant toute ma carrière, soit pour secourir, soit pour intervenir militairement. J'ai eu l'occasion de voir et de revoir tous ces pays sous toutes les coutures, de fréquenter les gens jusqu'au plus haut niveau, et de me rendre compte jusqu'à quel point, ils pouvaient être désopilants et attachants.

Delphine COMPAORÉ : *Nous y reviendrons un peu plus tard, on va continuer avec les autres questions. Alors militaire et aviateur, je le disais tantôt, brillant pilote de chasse et commandant de forces françaises aussi bien en France qu'en Afrique. Le brillant pilote que vous avez été, le brillant commandant de forces, que vous avez été, peut-il nous parler de quelques aspects de la Guerre Froide. Parce qu'après tout la chasse c'est aussi tout un symbole de la Guerre Froide.*

Col Richard FEESER : *La Guerre Froide ? En début de carrière je l'ai passée à Strasbourg, où on était évidemment dans un contexte de Guerre Froide et où l'Europe était couverte de casernes, d'établissements militaires où les armes brillaient. Et nous, les aviateurs comme les autres, on s'apprêtait à mener je ne sais quel combat contre les armées rouges qui seraient venus nous chatouiller. On s'est donc observé, adossé au feu nucléaire quand même, hein, et on l'a fait si longtemps avec tant d'application, que finalement la troisième guerre mondiale qu'on craignait n'a pas eu lieu. Elle eut lieu partout ailleurs dans le monde. Elle a eu lieu en Afrique, par exemple en Angola, et partout où les Russes ou plutôt les Soviétiques essayaient de prendre pied, surtout au moment des décolonisations, des indépendances, pour influencer les nouveaux régimes politiques en place. On l'a vu avec Sékou Touré en Guinée, on l'a vu à Madagascar aussi avec euh... pas avec Tsiranana, mais avec sa succession, qui a évidemment revendiqué, sous prétexte d'indépendance idéologique, d'être plus ou moins proche d'un soviétisme ou d'un communisme éclairé. Donc voilà, il y a eu cette Guerre Froide. Finalement en Europe, ça a été*

calme, disons-le. Le résultat a été que, finalement, il y a eu beaucoup de conflits périphériques ailleurs, le plus célèbre étant celui du Viêtnam, hein, et bien d'autres, en Afrique en particulier. Bizarrement, quand tout ça s'est écroulé, et que la Guerre Froide a été terminée et qu'on l'a gagné, le régime soviétique et ses avatars ont disparu subitement. On a vu un retrait généralisé des Soviétiques ou de leurs alliés comme les Cubains. Ils se servaient beaucoup des Cubains pour être présents en Afrique. Donc, retour au pays et abandon sur place de tout ce qui avait été militairement intéressant. Quand je suis retourné à Madagascar en 1992, j'ai vu des parcs à ferrailles où se trouvaient les restes de la puissance soviétique passée : MIG 21 rouillés etc.....Antonov en lambeaux. Toutes ces armes dont on avait eu si peur, non seulement s'étaient écroulées en Europe mais aussi partout dans le monde où elles avaient été installées, prêtées, vendues, etc. Donc, la Guerre Froide, finalement, on l'a gagnée sur tous les plans, on peut le dire, en Europe mais aussi dans les pays où le communiste avait essayé d'avoir de l'influence. Puisque finalement tous leurs rêves de dominer le monde ont capoté. Et voilà c'est ça la Guerre Froide. C'est des guerres périphériques terribles, anti-communistes, comme le Viêt-Nam notamment où les Américains n'ont pas gagné. Mais nous n'avions pas gagné non plus avant eux. On les avait prévenus d'ailleurs. Le général de Gaulle, dans son fameux discours de Phnom Pen en 1966, avait dit qu'il n'y avait pas de solution militaire à ce conflit. La Guerre Froide, ça m'a beaucoup occupé pendant une dizaine d'années, je dirais au début de ma carrière de pilote, après je suis allé ailleurs qu'en Europe, j'ai regardé le reste du monde.

Delphine COMPAORÉ : *Et votre regard justement posé sur le reste du monde, que dit-il ?*

Col Richard FEESER : *Ceux qui avaient pris la main des soviétiques pour avoir un destin politique hors norme, promettant à leur peuple de grandes satisfactions, la richesse, et bien sûr du riz dans chaque bol, ont été un peu déçus, hein. Ils se sont retrouvés un peu seuls. C'est pourquoi ils ont été en difficultés pour rebondir, même maintenant. Je pense que ça peut être l'une des raisons expliquant leurs difficultés. Certes, il n'y a pas que ça, mais ça peut être l'une des raisons, car ils ont cru benoîtement à des régimes, à des systèmes qui, de toutes manières, menaient à la faillite. C'est l'une des conséquences de la Guerre Froide que nous avons gagnée et qu'ils ont perdue, on peut le dire.*

Bon, le coup d'œil sur le reste du monde, c'est à dire l'Afrique, c'est de ça dont on doit parler ? (rires). Là, c'est vraiment une catastrophe, hein. Autant on a essayé d'accompagner l'Afrique

par la coopération, et en organisant une transition subtile lors des indépendances, en maintenant à des postes de responsabilité, le temps qu'il fallait, des personnes qualifiées, en formant les élites, en essayant d'installer dans les esprits, une certaine morale politique, des principes de bonne gouvernance, autant on se rend compte aujourd'hui que tout ça a capoté, et que malheureusement les dirigeants de ces nouveaux États ne semblent pas toujours à la hauteur de leurs responsabilités. Certains ont hélas pris toute la mesure de leurs fonctions en se remplissant gentiment les poches ou en se servant, malheureusement, de leur peuple miséreux pour obtenir subventions, subsides et autres aides, qui évidemment ne rejoignent pas nécessairement leurs destinations mais sont purement et simplement détournées. Un seul exemple pour illustrer ça, c'est les petites sœurs de Tuléar, à Madagascar qui tiennent un orphelinat que j'allais voir de temps en temps, pour prendre un peu de leurs nouvelles et leur amener des lits, des matelas, des choses comme ça, dont elles avaient grand besoin. Tous les jeunes qui étaient dans cet orphelinat étaient parrainés par des français qui donnaient chaque année l'équivalent de cent cinquante euros par enfant. C'est une somme, quand même, assez respectable. Quand je demandais aux sœurs ce qu'elles touchaient réellement des cent cinquante euros, elles me disaient : on n'en reçoit même pas dix. C'est dire que cent quarante, à cent quarante-cinq euros, allaient ailleurs qu'à l'orphelinat pour lequel ils étaient donnés. Je leur disais : plaignez-vous, faites quelque chose ! Et elles me disaient : si on dit quelque chose, on n'aura plus rien. Donc, il y a là, dans ce petit exemple comme dans beaucoup d'autres cas, je crois, une certaine résignation des peuples africains par rapport à la corruption généralisée dont ils souffrent. Une résignation, comme une fatalité, un certain renoncement aussi à vouloir que les choses changent vraiment. Parce qu'il y a souvent dans la tête de l'africain l'idée que peut-être un jour c'est lui qui sera au pouvoir, c'est lui qui aura les manettes, et que c'est lui qui pourra enfin se remplir les poches. Un rêve ? Donc, il y a cet espoir secret, qui peut être aussi compris comme un réflexe de survie dans la dureté de la vie africaine, hein (rires). Il ne faut pas forcément le voir autrement. Ce qui fait que, finalement, on n'est pas prêt à se sacrifier pour son pays. On peut bien se sacrifier pour sa famille, dans l'idée de la famille élargie africaine, mais se sacrifier pour son pays sûrement pas. Et ça c'est difficile. En Afrique, évidemment, tout s'aggrave du fait que les richesses naturelles sont en grand nombre et que les États européens et d'autres viennent y faire leur marché tranquillement, hein, en reversant quelques subsides aux dirigeants qui accordent les agréments, pour tirer pétrole, diamant, coltan, uranium, et tout ce qu'on veut. Mais de ça, le peuple n'en voit

pas toujours la couleur. Bizarrement d'ailleurs, c'est les Nations qui ont le plus de matières premières qui restent les plus pauvres. Expliquez-moi ? Il y a là quelque chose, qui est quand même gravissime et je ne sais pas si un jour on pourra en sortir. On peut espérer. On a cru qu'en formant les cadres et en aidant un peu sur place, en créant des écoles etc. On y croit toujours d'ailleurs, un petit peu, qu'avec les moyens européens et autres, on allait pouvoir aider l'Afrique à démarrer, mais, on se rend compte que ce n'est pas ça. Et maintenant, en plus, il y a l'exploitation des terres agricoles qui sont vendues à des étrangers pour cultiver du riz, du machin et des trucs, qui ne vont évidemment pas alimenter le marché local, mais être exportés aussitôt. Tout ça avec la bénédiction des dirigeants locaux. C'est vraiment...il y a vraiment comment dire, un désamour du dirigeant pour le peuple dans ces nations africaines et je pense que ça c'est le problème numéro un.

Delphine COMPAORÉ : *Vous nous parliez tantôt du choix des régimes ou systèmes politiques pendant la Guerre Froide par certains dirigeants africains qui peut justement expliquer l'état actuel du continent africain. Est-ce à dire que ceux qui ont choisi des systèmes autres que soviétiques sont plus nantis ? Parce que quand on jette un coup d'œil, ils sont presque tous au même niveau.*

Col Richard FEESER : *Mais ça, c'est l'effet égalisateur du comportement des dirigeants africains. En fait, les régimes quels qu'ils soient, de droite, de gauche, communistes, capitalistes ou autres, sont remis à la sauce africaine. C'est à dire que moi, je suis le chef, le pays c'est un butin. On l'a vu, on l'a vu dans les pays où... Il faut quand même réfléchir sur le fait qu'il y a quatre-vingt pour cent des chefs d'États qui sont arrivés par la violence ! Des coups d'États en n'en plus finir etc. C'est normal que quand ils arrivent au pouvoir par la force et qu'on les a aidé à être là, qu'ils servent un peu leurs guerriers, leurs familles, leurs clans, leurs groupes etc. Il y a un effet de groupe qui est énorme dans ces coins-là. Il faut le savoir. Cet effet de groupe a un gros défaut, car souvent il empêche le chef, le Président, de quitter ses fonctions. Puisque le jour où le Président s'en va, tout le groupe qui est autour de lui, qui est agrégé autour de lui, perd ses privilèges ses avantages, son pouvoir, dans une logique de tout ou rien. C'est pour ça qu'on a tant de mal à organiser des élections, à faire que la démocratie passe. C'est vrai que pour les dirigeants africains, le peuple est souvent un faire-valoir, le pays un trophée de guerre et que bon, ils comptent profiter de la situation au maximum par peur que ça cesse rapidement, quitte*

même à se moquer du choléra, de la peste et de la famine des gens, comme on l'a vue récemment au Zimbabwe avec Robert Mugabe. On le voit maintenant et d'une autre manière, à l'occasion des élections guinéennes. Ça semblait bien parti, et on est en train de se foutre sur la tête au deuxième tour parce (rires) qu'on voit arriver le pot, le pot plein de richesse et d'avantages, et on se dit que finalement, il faut qu'on s'en occupe vraiment pour l'avoir. Enfin bon, je veux dire que c'est déprimant de voir ça. C'est déprimant de voir à quel point la redistribution des richesses est mal organisée en Afrique. On l'a vu au Zaïre quand Mobutu est mort. Il avait une fortune équivalente à la dette énorme de son pays, tout ça placé en Suisse. Au bout du compte, tout ça, fait une économie assez originale, qui nous revient à nous en grande partie, Européens, Américains et pays riches. Parce que finalement ces dirigeants, qui ne peuvent rien acheter dans leur pays, viennent acheter des kilomètres carrés d'immeubles à Paris ou à New York et ailleurs, et des voitures de luxes etc. Donc, ils font indirectement le bonheur de ceux qui les ont parfois aidés à être là et avec lesquels ils ont souvent été reconnaissants en aidant leurs partis.

Delphine COMPAORÉ : Et selon vous, comment pourrait-on procéder pour la redistribution des richesses, pour que tout le monde arrive à s'en tirer à bon compte.

Col Richard FEESER : Il faut que les sacs de riz qu'amène la Croix Rouge, ou je ne sais qui, ne soient pas revendus dix minutes après sur le marché local. Ces sacs de riz ils sont, bien entendu, gratuits. Pourtant, il y a un tel problème de survie que chacun essaie de se débrouiller comme il peut. On peut comprendre cette corruption qui s'installe. Parfois, soit on est corrompu, soit on meurt de faim ! C'est terrible ! Et là, comment faire pour inverser la vapeur ? Je n'en sais rien (soupir), il y a des révolutions, il y a... je ne sais pas. Il faut y réfléchir, mais c'est très difficile. Surtout que ça ne fait que croître et embellir ! Hein, quand on voit qu'on cite certains pays en référence, le Ghana, et je ne sais qui, soit disant...enfin, stop, arrêtons un peu de rêver de tout ça. La corruption c'est partout un cancer. Moi, j'ai connu le Zimbabwe, qui était un magnifique jardin verdoyant, que l'on survolait les yeux grands ouverts, en admiration devant ses beautés naturelles. Maintenant, c'est un désert où on crève la dalle et du choléra parce que les dirigeants sont indignes. Donc, je n'ai pas de solution miracle. Malheureusement, ça fait des années qu'on essaye de trouver une solution. Contrôler les finances que l'on donne c'est difficile, parce que les dirigeants prendraient mal qu'on leur dise : écoutez, on vous donne un peu d'argent et on veut voir ce que vous allez en faire, bon ! Aucun programme des Nations Unies pour le

développement, aucun n'arrive à terme, depuis que le PNUD existe. Il faut quand même le faire ! C'est catastrophique, voilà ! (rires) Il faut avoir un esprit de sacrifice, quand on dirige un pays. Il faut penser avant tout au bonheur de son peuple, et là je pense que ce n'est quand même pas dans les mentalités africaines.

Delphine COMPAORÉ : Vous venez de parler du cas du Zimbabwe justement. Dites-nous un peu plus sur le Zimbabwe parce qu'il y a d'autres exemples qui ressemblent un tout petit peu au cas du Zimbabwe. Robert Mugabe, est-il est le seul responsable, le seul coupable dans cette situation ?

Col Richard FEESER : Moi j'ai connu le Zimbabwe au début de Mugabe. C'était un endroit merveilleux et Mugabe était présenté comme l'homme providentiel. On sortait du micro règne de Yan Smith, qui était un pseudo premier ministre qui avait fait sécession avec l'anglais au moment de l'indépendance de la Rhodésie, enfin bon. Les blancs étaient encore là, les grandes propriétés existaient encore, il y avait une dynamique maraichère, agricole, de l'élevage etc. qui étaient bien faites, et tout le monde y trouvait son compte. Il y avait beaucoup de blancs dans les armées zimbabwéennes et partout. Quand j'allais là-bas, on se posait et on était reçu une fois par un blanc, une fois par un noir. Je veux dire, qu'il y avait encore un partage des responsabilités, qui faisait que le pays tenait encore debout sur ses racines passées. Mais quand les blancs ont été virés, surtout dès qu'on a commencé à donner des terres à des gens qui n'étaient même pas agriculteurs, ça été la panique. Donc voilà, c'est ça. Tout simplement pour des raisons électoralistes.

Delphine COMPAORÉ : Il fallait quand même qu'il fasse quelque chose, puisqu'au niveau de la propriété des terres, il y avait un déséquilibre ? Qu'est-ce qu'il fallait qu'il fasse ?

Col Richard FEESER : La réforme agraire si c'est bien venu, ça peut être une bonne chose ! En général la réforme agraire sert à agrandir les parcelles, pour que les parcelles soient cultivables, et qu'on puisse faire un peu de culture intensive. Je dirais que là, les parcelles étaient déjà immenses. La réforme agraire de Mugabe, ce n'est pas une réforme agraire, c'est une spoliation. Spoliation des terres des blancs par les noirs, voilà. C'est ça, en gros, ce qui s'est passé. On a redistribué les terres à des gens qui ne savaient quoi en faire. Ils ne pouvaient pas prendre d'ouvriers agricoles parce que les ouvriers agricoles précédents, qui cultivaient ces terres,

étaient payés par les blancs, et donc traitres à la cause. Quand les noirs ont pris le pouvoir, il n'y avait plus cette ressource, donc un crash.

Delphine COMPAORÉ : *Et que fallait-il faire pour corriger le déséquilibre ?*

Col Richard FEESER : *Il fallait laisser les choses telles qu'elles étaient et faire que progressivement ça évolue. Mais on voit, ce n'est pas facile ! De toute façon il n'y a pas de consignes à donner ! Il n'y a qu'à observer, par exemple, l'Afrique du sud. Comment ça s'est passé en Afrique du Sud ? Ce sont des hommes qui ont donné leur vie, qui ont sacrifié leur vie, pour mener l'Afrique du Sud là où elle est ! Le jour où Mandela meurt, que deviendra ce pays ? Je crains qu'il ne tombe. L'Afrique du Sud c'est ça. Il faut des exemples. Il faut qu'il y est des gens qui se sacrifient pour que les choses politiquement aillent mieux, pour qu'il y ait de meilleures répartitions des richesses, pour que le système politique soit viable etc. Les personnes, les égoïsmes l'empêchent. Et surtout, on est dans une telle situation de pauvreté par endroit, sans boulot, sans ressources, qu'on est bien obligé de magouiller, de bricoler, le marché noir ou je ne sais quoi d'encore moins honnête, pour faire vivre sa famille. Il faut le comprendre, sans pour autant cautionner.*

Delphine COMPAORÉ : *Mais il n'a peut-être pas eu, ou du moins les responsables politiques zimbabwéens n'ont peut-être pas eu les moyens nécessaires pour mener les réformes, la réforme agraire jusqu'au bout ?*

Col Richard FEESER : *Il y a eu des mensonges. C'est à dire qu'il a promis des choses qu'il n'a pas tenues et donc les Nations qui aidaient, en particulier les Britanniques, sont revenus sur leur position de départ, c'est ça en fait, c'est ça qui s'est passé. Donc effectivement on peut dire que les relations entre les ex-puissances coloniales et l'Afrique n'ont pas toujours été idéales. Elles n'ont pas tenu toutes leurs promesses.*

Delphine COMPAORÉ : *Nous sommes en 2010, ça fait cinquante ans que l'Afrique, les pays africains sont indépendants, quelles lignes de lectures faites-vous du continent africain après cinquante ans d'indépendance.*

Col Richard FEESER : *Le bilan n'est pas bon, le système de santé n'est pas bon. Les États sont défaillants et les fonctionnaires pas ou mal payés. Ce qui laisse la place à tout ce qui peut*

remplacer l'État, c'est à dire les ONG, les organisations non gouvernementales qui amènent un petit peu, aident, essayent de s'investir pour les pays. Le système de santé en Afrique est catastrophique. On peut encore mourir de la grippe, d'un abcès dentaire ou de je ne sais quoi, si on n'a pas les moyens de s'acheter le cachet d'aspirine qui va bien. C'est vraiment une catastrophe. Les systèmes éducatifs pareils, les écoles etc. J'ai vu par exemple au Tchad où les profs, les instits, ne veulent pas aller dans le nord. Voilà, parce que c'est comme ça, c'est très dur là-haut, et du coup les gosses du nord n'ont pas d'enseignants. De plus, l'école est payante dans certains pays. Ceux qui n'ont pas l'argent pour la payer ne peuvent pas faire instruire leurs gosses. Et puis il y a aussi le poids des traditions, les filles qu'on laisse de côté parce qu'elles sont filles et qu'elles n'ont pas droit à l'école. C'est le mauvais côté des indépendances. Tout ce qui est confort de vie, santé, éducation, a régressé par rapport à la période coloniale. L'indépendance a été chère payée, on le voit. On le voit par exemple en Algérie, comme partout où il y a un peu de richesse, comme du pétrole qui ne profite vraiment qu'à la nomenklatura. Les gens qui ont connu l'Algérie du temps de la France disent tous qu'il y a eu une régression terrible et que l'indépendance n'a pas amené un plus grand bonheur aux gens. Ailleurs, je me souviens que quand je me posais en avion Transall à Mohéli - c'est une petite île des Comores. J'allais souvent là-bas - on montait le drapeau français au sommet du mat et on me demandait : mon colonel quand est-ce que vous revenez ? Parce que, ils, les dirigeants ont tout mangé. Il ne nous reste même pas la carcasse du poulet ! Ça confirme ce que je disais tout à l'heure : c'est une paupérisation à l'échelle d'un continent, et je ne vois pas de solution.

Delphine COMPAORÉ : *Aujourd'hui on parle de cinquante ans d'indépendance, mais on peut parler également de cinquante ans de coopération internationale avec les pays indépendants d'Afrique. Votre pays, la France, a eu des relations de coopération avec certains dont ceux notamment francophones. Parlez-nous de cette coopération internationale avec les pays africains.*

Col Richard FEESER : *La coopération a été naturelle dès que l'indépendance a été obtenue ou donnée en fonction de, enfin on analysera ça comme on veut. On a aidé les pays, et un certain nombre de nos cadres sont restés sur place dans les écoles, et au plan militaire à la tête des unités. On a continué à commander, le temps que les futurs chefs soient formés. Souvent, on l'a vu, c'est d'anciens sous-officiers qui étaient dans l'armée française, qui ont été promus*

commandants, même jusqu'à chef d'États major, du jour au lendemain. C'était très difficile pour eux, et on les a aidés à prendre leurs responsabilités. Ça a continué longtemps, au début comme une coopération de transition puis comme une assistance demandée par les États eux-mêmes. On continue encore aujourd'hui à aider et former, soit en Europe dans nos écoles, soit sur le continent africain. On vient par exemple de créer une école régionale pour former des mécaniciens et des pilotes à Garoua, au Cameroun. On prépare les gens à piloter les ULM qu'ils vont trouver dans les unités, et en même temps on sélectionne les futurs élèves qui iront à l'École de l'air, à Salon de Provence, pour avoir une formation d'officier. On continue en accord et à la demande des pays. En particulier au plan militaire, puisque finalement, je le disais tout à l'heure, les militaires reviennent au pays et ce n'est pas une formation galvaudée. On continue à coopérer d'une manière active, je dirais heureuse, puisque finalement, quand on voit ce que deviennent les jeunes officiers qu'on a formés, c'est encourageant. Le plus souvent, ils font de belles carrières jusqu'aux plus hauts postes et servent leurs pays d'une manière tout à fait remarquable, quand on leur en donne la possibilité, et ce qui n'est pas toujours le cas. Voilà. La coopération est bien vécue. Je crois qu'elle se développe harmonieusement, on peut le dire. Est-ce qu'il y a des difficultés, des failles ? On évolue en ouvrant d'avantage nos écoles à des pays qui n'étaient pas traditionnellement proche de nous, comme les pays anglophones ou de l'Est. Je crois que c'est une bonne chose aussi. On n'est pas exclusivement braqué sur l'Afrique de l'Ouest, car l'Afrique de l'Est aussi nous intéresse aussi. Voilà donc ce que je pense de la coopération. Ça m'avait beaucoup étonné, quand j'étais allé à Madagascar les premières fois. J'étais allé à Antsirabe dans une école d'enfants de troupes et, à ma grande surprise, tous les cadres étaient français. Ils portaient l'uniforme malgache, mais c'était des Français. C'était en 1969, il y avait très peu de cadres malgaches à l'époque. Pendant longtemps, et encore aujourd'hui si besoin, on a des conseillers, des formateurs sur place, une assistance technique. Au niveau civil, je sais qu'il y a beaucoup d'étudiants dans nos facultés qui sont censés revenir au pays. Je sais qu'ils ont tendance, malheureusement, à ne pas revenir pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'ils ne sont pas forcément attendus dans leur pays. Leurs niveaux, leurs acquis professionnels ou leurs niveaux de diplômes font qu'ils vont déranger le système quand ils reviennent. Donc, ils ne sont pas forcément attendus. Ça, c'est le premier point. Le deuxième problème c'est que souvent, notamment dans le domaine médical, on les garde, car on a besoin de médecins chez nous. On les garde ici d'autant plus facilement qu'on les paie souvent moins

bien que leurs collègues français. On les a à bon compte, je dirais. Dans d'autres domaines, je crois qu'ils ont peur de rentrer, car au pays, ils sont souvent surqualifiés et moins bien payés qu'en Europe. En plus, le peu gagné doit être partagé avec la famille et ce n'est pas forcément rêver, hein (rires). On voit que les footballeurs ne se précipitent pas pour rentrer au pays. Parce qu'ils savent qu'ils devront arroser toute la famille bien élargie. Sinon ça peut aller jusqu'à perdre la vie! Il faut le savoir. Donc il y a des coopérations tous azimuts.

Delphine COMPAORÉ : *Par exemple en matière de défense.*

Col .Richard FEESER : *En matière de défense ?*

Delphine COMPAORÉ : *De défense et de Sécurité.*

Col Richard FEESER : *On coopère beaucoup, en particulier au plan logistique. Quand il y a des opérations militaires, on aide, on transporte, on renseigne, on paie parfois les soldes et les frais de déplacement. On n'est pas en première ligne, car ce sont les combattants africains qui portent les fusils. On les aide dans le cadre des accords de défense et plus, selon la situation.*

Delphine COMPAORÉ : *Justement on va parler des évolutions de cette coopération, qu'on a connu dans les années 1960 jusqu'à nos jours. Il y a quand même des évolutions d'une manière générale et aussi en matière de défense. À quel niveau se situe cette évolution ?*

Col Richard FEESER : *Les évolutions se situent par le fait qu'on est en train de diminuer notre présence militaire en Afrique. On l'a vu. On vient de fermer Dakar ou pas loin. On garde le Gabon parce qu'on y est bien installé et que le Gabon est stratégique, disons de mon point de vue. On garde nos forces au Tchad, puisque c'est un point central, il y a toujours dans ce coin-là, je dirais des échauffourées (rires) et qu'il faut bien stabiliser la zone. Et puis, on reste à Djibouti comme toujours, car Djibouti a été le dernier pays qui a obtenu l'indépendance, dans les années soixante-dix je crois, 1977 même, et que c'est un grand port où nous souhaitons rester. On diminue nos implantations, Dakar, la Côte d'Ivoire, etc. On ne va garder que trois stationnements en Afrique.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce à dire que les intérêts de la France diminuent en Afrique ou alors ?*

Col Richard EESER : *La mobilité des forces fait qu'on n'a pas besoin de s'installer partout pour intervenir, c'est avant tout pour protéger nos ressortissants. De plus, les accords de défense ont été revus dans le sens où il n'y a plus d'exigence par rapport à la protection du Président, du gouvernement en place, qui nécessitait d'avoir des éléments militaires positionnés et prêts à intervenir directement. On peut dire que la coopération a changé de style. On est moins dans l'action, plus en soutien, en préparation, en formation.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez dit tout à l'heure que la coopération se développait presque de manière harmonieuse etc. Il y a quand même des failles non ?*

Col Richard FEESER : *Des failles de quoi ?*

Delphine COMPAORÉ : *Dans cette coopération, puisque malgré tous les efforts l'Afrique reste quand même d'un niveau de développement assez moyen.*

Col. Richard FEESER : *Mais ce n'est pas de la faute des pays qui aident, c'est de la faute des Africains eux-mêmes. Il faut le dire et le répéter. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure, quand je faisais la critique des régimes africains. Dans la coopération, on a eu des Caisses françaises de développement qui ont essayé d'aider un peu les pays sur le plan financier. Mais on voit que ça n'a pas servi à grand-chose. Les ajustements structurels, pudiquement appelés comme ça. Ça n'a pas servi à grand-chose malheureusement. Je crois qu'aujourd'hui ça a changé. Et il y a toujours des aides directs sur des projets bien ciblés, avec des contenus physiques. C'est mieux ciblé qu'avant. Je crois que là on progresse, parce qu'on finit par construire des routes, des barrages, des pompes etc. Mais enfin il y a encore des difficultés, hein ! Je vois par exemple à Douala, les trous dans la chaussée en ville. Tous les ans, je ne sais pas combien de millions d'euros sont donnés au Maire de la ville pour boucher les trous ? À ma connaissance, il y a toujours autant de trous à Douala. Donc, vous voyez. La coopération, le détournement, alors, enfin, bref, Tout ça a des limites, même si les bonnes volontés sont là du côté des Européens et parfois des Africains.*

Delphine COMPAORÉ : *Quand on parle de coopération internationale, à côté du modèle français, du dispositif français de coopération dans tous les domaines, on constate qu'ils y a d'autres acteurs qui proposent également leurs aides. On peut parler des Américains, des*

Allemands, Canadiens, des Anglais, Chinois, des Japonais, des Suisses etc. Pour vous en quoi ce modèle, ce dispositif diffère-t-il de celui de ces exemples cités ?

Col. Richard FEESER : *Non, il ne diffère pas, le seul avantage de la France, c'est la langue. Puisque les pays parlaient français, ils se sont naturellement tournés vers la France ou le Canada pour former leurs cadres, ou pour coopérer tout simplement. De plus il y a le passé colonial et on n'oublie pas que vous vous êtes jetés dans nos bras (humour) en 1870 et qu'on vous doit toujours beaucoup de sollicitude et de considération pour des raisons historiques.*

Delphine COMPAORÉ : *(rires) ou alors que vous êtes venus nous chercher. Vous êtes venus nous chercher non ?*

Col. Richard FEESER : *C'est sûr que la relation franco-africaine dépasse largement les intérêts particuliers ou nationaux. Il y a quelque chose de plus profond, d'historiquement avéré. C'est l'héritage commun et là, évidemment, on assume.*

Delphine COMPAORÉ : *Ou alors c'est la manière de faire, de coopérer qui diffère. Je ne sais pas entre les Américains, les Français, les Chinois, les Canadiens, il y a quand même une différence ? Non ?*

Col. Richard FEESER : *Au Tchad, quand j'y étais, on donnait beaucoup, beaucoup de choses. Je me souviens que le budget de nos forces était quasiment le budget de l'État Tchadien avec des retombées économiques non nulles. Les Américains donnaient quatre ballons de football par an et en parlaient pendant quinze ans. Les chinois déguisaient la musique présidentielle avec des costumes ridicules et allaient planter du riz dans le sud, discrétos. Non, je crois que là, il faut être sérieux. Pour le niveau de coopération, la France est l'un des pays qui physiquement et financièrement coopère le plus avec les pays africains. Il ne faut pas rêver. Les autres c'est vraiment, c'est sans commune mesure, sans vouloir en dire beaucoup plus. Et il y a des pays qui ont été complètement abandonnés par leur ex puissance coloniale. L'Angleterre, à ce que je sache, ne fait plus grand chose pour ses anciennes colonies, à part le Commonwealth. Alors que nous, nous sommes toujours très proches des Africains.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous pensez que l'Angleterre s'est désengagée complètement ?*

Col .Richard FEESER : *Ah oui, oui, bien sûr, il y a des pays comme le Zimbabwe par exemple, ou elle s'est complètement désengagée, hein!*

Delphine COMPAORÉ : *Plus aucun regard ?*

Col Richard FEESER : *Sauf qu'elle pleure tous les matins en regardant le tableau des morts à Hararé. À part ça non, ils ne font plus grand chose. Donc, je crois que la France a été très généreuse et qu'elle l'est encore avec ses ex colonies africaines. Même si elle le fait avec parfois une certaine maladresse! On n'est pas toujours exemplaire mais on essaye de faire au mieux.*

Delphine COMPAORÉ : *On a parlé tantôt des failles etc., des quelques leçons à tirer depuis cinquante ans. Pour vous que faut-il faire pour les cinquante années avenir ?*

Col .Richard FEESER : *Mais il faut que les africains se prennent en main. Ce n'est pas évident, hein ! On ne les laisse pas toujours faire. Il y a tellement d'enjeux, évidemment. Et puis je pense qu'il faut essayer pas à pas de découvrir un mode de fonctionnement qui soit conforme aux mentalités. Car on n'en parle pas beaucoup mais, la tradition africaine de la famille élargie, toutes ces choses-là qui sont le culte du chef, toutes ces idées sont bien implantées dans les esprits, et il faut trouver un système politique qui convienne au mieux. J'ai observé au Kenya, par exemple, qu'Arap Moi, qui est un type extrêmement décidé, percutant et autoritaire, tenait le Kenya jusqu'en 2002, en jouant sur les rivalités ethniques. Et ce n'était pas mieux après lui. Ça a failli mener au désastre, à la catastrophe, un bain de sang. Il y a très peu de temps, on a été obligé, on a réécrit la constitution au Kenya, pour calmer le jeu, et sagement essayer de tourner la page. Donc, l'évolution africaine doit tenir compte de ses paramètres existentiels, traditionnels, des mentalités, sans être bloquée sur un système, même si l'Africain veut être guidé, car il a le culte du chef. Il y a une superposition qui est essayée parfois entre modernité et tradition, dans l'organisation territoriale. Je le vois par exemple au Tchad. Dans la même ville d'Abéché vous avez le Préfet, le Sultan local, le Maire etc. La chefferie traditionnelle a un rôle, parce que souvent elle possède les terres et qu'elle a une puissance morale reconnue. Elle arbitre et souvent dit le droit. C'est une valeur venue de loin qui échappe aussi, dans l'esprit des gens, à l'influence des anciens colonialistes ou aux anciennes puissances coloniales, et où chacun peut trouver une certaine forme d'identité, d'originalité. Je crois qu'il faut savoir faire avec ça. On le voit dans les pays ou les grands royaumes sont encore présents : l'importance du Moro Naba*

n'est-ce pas, qui est quand même une valeur sûre, hein ! En plus les Mossis font quand même la moitié du pays burkinabè. Donc quand il dit quelque chose, on l'écoute ! Pareil pour le Derdei des Toubous : un sage ! Donc voilà, je pense qu'il faut savoir retourner aussi aux sources, essayer de faire fonctionner tout ça, sans que les rivalités puissent trop s'exprimer et on va trouver un semblant d'ordre, de méthode où les gens vont être prêts à se sacrifier, ne pas être trop égoïstes pour penser un peu plus qu'à leur famille ou à leur clan. C'est facile à dire ! Nous on a fait quand même presque trois révolutions, dont une très sanguinolente avec un certain Robespierre. Et pourtant les idées prérévolutionnaires étaient extrêmement généreuses : les grands philosophes avaient dicté un certain nombre de grands principes, les droits de l'homme etc. On s'est étripé, comme ce n'est pas possible, jusque très tard dans notre histoire, jusqu'à récemment encore. Donc, je crois que les nations africaines sont des nations jeunes et qu'il faut les aider et leur laisser le temps. Les Anglais se sont retirés si vite de leurs colonies. Je pense qu'ils ont eu tort. Nous les Français, on essaye par notre présence, nos conseils, la francophonie, l'OIF, enfin toutes ces choses-là, d'aider, un peu avec des gants de velours. On essaye de conseiller, tout en continuant à former. Je crois que tous ces jeunes pays, ces jeunes républiques qui se cherchent encore ne doivent pas être livrées à elles-mêmes, tout en ne perdant pas de vue, qu'elles sont à la recherche d'une identité, d'un mode de fonctionnement, d'un système, qui puissent échapper à la tragédie actuelle, qui est une grande tragédie vivrière, égoïste, amoral et donc, ça ne pourra pas durer éternellement. Il y aura des révolutions, forcément. Et si ces révolutions pouvaient amener à des systèmes plus égalitaires, ce serait quand même une bonne chose.

Delphine COMPAORÉ : *Et que dites-vous alors à ceux qui perçoivent cette présence comme une influence permanente à l'endroit de ces anciennes colonies ?*

Col Richard FEESER : *Non ce n'est pas une présence permanente. D'ailleurs les présidents africains sont contents de venir à Paris, pour visiter, prendre contact avec nos administrations et nos dirigeants. Ils ont souvent écrit et choisi leurs organisations administratives calquées sur la nôtre, enfin etc. ils ont quand même eu le choix, je pense, de copier certaines de nos bonnes idées !*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'ils avaient vraiment le choix à l'époque ? Parce qu'en fait, vu qu'il n'y avait pas suffisamment de cadres à l'époque... et ont-ils encore le choix aujourd'hui, vu qu'ils ne sont toujours pas économiquement indépendants ?*

Col Richard FEESER : *Ils ont le choix hein, ils peuvent changer. Le Kenya vient de changer de constitution. On voit en permanence les batailles pour abroger tel ou tel article etc. Je pense que là, au niveau purement administratif et disons même constitutionnel, ils ont quand même une grande liberté de choix. On les conseille, on les aide avec notre expérience, mais c'est tout. Ce n'est pas forcément je ne sais quel conseiller politique parisien qui rédige tel ou tel arrêté, telle ou telle loi. Non ! Au contraire, dans la dialectique ou dans l'esprit africain de palabre, il y a un certain savoir-faire, il y a un certain génie politique. Comme les brillantissimes que nous connaissons, les élites africaines sont tout à fait remarquables ! Je les ai tous fréquentés et oui ! Ils ont cette malice. Ils savent écrire, faire, penser, et ils savent ce qu'il faut faire et ne le font pas. Ça c'est autre chose.*

Delphine COMPAORÉ : *Pourquoi ?*

Col Richard FEESER : *Pour des questions d'intérêts, d'argent dont je parlais tout à l'heure, par peur aussi. Mais c'est vrai qu'il y a une véritable malice au niveau des élites africaines qui sont tout à fait capables de concevoir des systèmes, des politiques remarquables, originales, je crois. Donc, il ne faut pas désespérer du savoir-faire des politiques. Pour l'instant le désespoir des hommes c'est des égoïsmes triomphants et la corruption galopante, voilà. Mais pour le reste, je dirai qu'autant dans les esprits que dans les potentialités, tout y est ! Donc, ils ont tout ce qu'il faut pour réussir et faire manger tout le monde. Mais, bon, ce n'est pas évident !*

Delphine COMPAORÉ : *C'est vrai que vous avez parlé d'une certaine liberté d'agir des dirigeants africains, mais on voit que ça n'a pas toujours été le cas dans le passé avec les autres pays du monde, Il ne s'agit pas uniquement de la France ! Il y avait aussi les autres et de nos jours les ONG agissent par délégation au compte de ces États. Certaines font un travail louable et remarquable, mais pour les autres ce n'est pas du tout gagné. Qu'en dites-vous ?*

Col .Richard FEESER : *On parle des ONG là ?*

Delphine COMPAORÉ : *Oui on parle des ONG.*

Col Richard FEESER: *Les ONG font ce qu'elles font, de toutes manières. Je me souviens toujours de l'exemple d'un grand cyclone à Tamatave. J'étais allé secourir les populations, et les ONG, qui étaient arrivées un tout petit peu avant nous, s'étaient installées dans le seul hôtel qui tenait encore debout à Tamatave. Tamatave c'est à Madagascar, sur la côte Est. Elles ne faisaient pas grand choses hein ! Elles venaient se montrer, justifier la subvention qu'on leur avait donné, mais pas grand-chose. Il y a des limites hein ! Les ONG : la première année on a une idée, la deuxième année on la met en place, la troisième année on part avec la caisse. En gros c'est ça dans 60 % des cas et comme on s'est installé dans le pays grâce à l'aide de certains dirigeants qui ont vu ça d'un bon œil au début (rires), on y reste parce que les dirigeants en question ont reçu de petites choses, de petites aides, qui leur ferment les yeux et la bouche. Tout ça c'est une dynamique corruptive hein ! Mais il y a des ONG qui font du bon boulot ! Tous ceux qui luttent contre la faim etc. Il y a des ONG qui sont percutantes et qui permettent au plus démunis de survivre, donc il ne faut pas, non plus, trop diminuer l'intérêt des ONG. Même s'il y a des limites. Il y a des pays où il y a des milliers d'ONG, on en virerait les trois quart que ce serait aussi bien ! Mais enfin bon. Lesquelles et comment ? De toutes façons les gens savent, celles qui sont utiles et celles qui sont inutiles ! Ils font la part des choses. Donc les petites ONG à deux balles, avec des gens qui traînent en Jeans crapette et qui roulent en moto machin, ah non, celles-là... Il ne faut pas quand même perdre de vue que même dans ces ONG, là, 80% des gens qui y travaillent et sont payés, sont des travailleurs locaux. Donc ceux-là ne veulent pas que les ONG partent, c'est normal.*

Delphine COMPAORÉ : *On a parlé tantôt de la gouvernance où certains articles des constitutions africaines, notamment ceux faisant cas de la limitation des mandats présidentiels, font l'objet souvent de batailles rangées entre pouvoir, opposition et autres. Qu'en dites-vous ?*

Col Richard FEESER : *C'est souvent un problème interne au pays, moi je ne peux pas m'immiscer là-dedans.*

Delphine COMPAORÉ : *Qu'en pensez-vous, que faire ?*

Col Richard FEESER: *Les constitutions ont été rédigées au départ, autant les respecter. C'est comme les frontières africaines dont on a dit Gnan gnan gnan, gnan gnan gnan, les ethnies ça et*

là, on n'a pas respecté. Les chefs africains sont contents des frontières actuelles, ils ne veulent surtout pas les remettre en cause.

Delphine COMPAORÉ : *Peut-être que c'est parce que c'est compliqué, de les remettre en cause non?*

Col Richard FEESER: *Ce serait très compliqué de les remettre en cause. Ceci dit, les constitutions, telles quelles, prévoyaient l'alternance, la démocratie. C'est un rêve ! Est-ce que laisser un président qui a quelques vertus au pouvoir un peu plus longtemps que deux mandats, c'est forcément critiquable ? Moi je n'en suis pas si sûr ! Il vaut mieux avoir un type bien câblé au poste que de prendre le risque, par des élections cafouilleuses, de mettre quelqu'un d'autre à sa place qui ne rendra pas les mêmes services. Moi je n'en sais rien, là c'est aux peuples africains de décider eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire, étant entendu que les élections sont surveillées par des observateurs étrangers, même si on peut dire tranquillement qu'elles ne sont pas totalement transparentes ! Mais enfin, je crois que là, ça rejoint le génie politique des Africains. Il faut qu'ils s'en servent autrement que pour critiquer ou pour manigancer, je ne sais quelles combinaisons ! Il faut qu'ils le fassent aussi, tout simplement en démocratisant petit à petit, et en trouvant un système qui convienne à leurs pays, avec les particularismes, les croyances etc. Ce n'est pas évident !*

Delphine COMPAORÉ : *On a parlé des destins politiques des militaires etc. Bons soldats ils repartent dans leurs pays après les formations et ont toujours été aux commandes de telle ou telle institution africaine. Un élément d'actualités datant de quelques semaines sur la nomination d'un militaire diplomate à la tête d'une des représentations diplomatique française en Afrique fait polémiques surtout dans votre pays. Qu'est-ce que vous en pensez?*

Col Richard FEESER : *Vous ne nommez jamais d'anciens colonels, d'anciens militaires comme ambassadeurs ?*

Delphine COMPAORÉ : *Justement si. Mais les commentaires les plus durs ne viennent pas toujours de l'Afrique, ils font partis depuis longtemps du décor diplomatique et politique africain !*

Col Richard FEESER: *Mais ce n'est pas un handicap de mettre un général comme ambassadeur au Burkina, ce n'est pas un handicap. Il connaît parfaitement l'Afrique et a été chef de la force Licorne en Côte d'Ivoire, donc, ce sont des pays qui sont proches. Il a un vécu, une expérience. En plus c'est un homme sage qui est bien formé. Il a terminé sa carrière militaire. Il peut rendre encore service à notre pays, qu'il le fasse. Moi ça ne me gêne pas. Et puis quand il a présenté ses lettres de créances le président du Burkina a accepté qu'il soit ambassadeur, parce qu'il pouvait toujours le refuser. L'ambassadeur est là parce que le président du pays veut bien qu'il soit là. Nous, en France, nous sommes d'accord pour qu'il soit là, puisqu'on l'a nommé. Après, ce n'est pas la peine de lire tout ce qui est écrit dans les journaux hein ! Voilà, mais nous on est d'accord, moi Français, moi, en tant qu'ancien militaire, je trouve que c'est très bien.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de coopération et de paix. Quand on prend votre parcours africain, on voit qu'au nombre des pays parcourus, vous en totalisé un certain nombre dans les zones de conflits. Parlez-nous justement de ces conflits à répétitions et dites-nous comment l'Afrique peut s'en sortir.*

Col Richard FEESER: *J'ai participé plusieurs fois, évidemment. C'est souvent des conflits territoriaux. Par exemple en Mauritanie, avec l'ex Sahara espagnol, comment il s'appelle déjà, le front Polisario. Ils sont toujours là. Il y a eu au moment de l'indépendance l'Espagne qui était là. Il y a eu des contestations de frontières, des revendications territoriales, et plus. Ça chauffé, et on a aidé un tout petit peu les Marocains, au début. Disons que ce furent des affaires territoriales d'après indépendance, qui ne sont toujours pas réglées d'ailleurs. Enfin, on s'en est mêlé parce que le sang commençait à couler et qu'on nous a appelés au secours. On a pu, d'une certaine manière, calmer le Polisario, et imposer la table des négociations. Bon, pour les autres conflits, en Centrafrique, ça toujours été un endroit chaud. Le pays cherche toujours sa maturité. On peut dire qu'il y a toujours eu une instabilité latente, de par la grande pauvreté du pays. Et puis, il y a des intérêts locaux qui sont plus ou moins définis, mais enfin, il y a des pays qui n'ont pas la taille de ce qu'ils auraient voulu être. On se souvient des rêves de grandeur de l'empereur Bokassa premier que Giscard d'Estaing avait aidé à sacrer. On n'a pas toujours été malin dans notre politique africaine, hein, en voilà un exemple ! La Centrafrique, oui, on y va régulièrement. Soit nous, soit des forces africaines qu'on aide, qu'on transporte, etc. C'était le cas quand j'y étais en 1996. Pour ce qui est du Congo, j'ai participé aussi à la transition entre Lissouba et le*

président actuel Sassou qui est revenu un peu en force. Là aussi, c'est des conflits politiques internes qui mènent à la guerre civile et on aide à calmer le jeu, en pensant aux civils et à nos ressortissants. En fait, on fait messieurs bons offices, on n'est pas là pour soutenir, l'un ou l'autre. On est là pour que les gens puissent aller acheter leur baguette de pain tranquillement, chez le boulanger du coin, c'est tout. On a pas à soutenir Sassou N'Guessou beaucoup plus que d'autres. Il y a un véritable déterminisme des peuples africains à gérer eux-mêmes leurs propres affaires et quand on intervient, c'est souvent pour éviter que les conflits d'intérêt ne deviennent des guerres, des guerres civiles, qui durent, qui sont inutiles et dommageables pour tout le monde. Et on ne peut pas dire que ce soit pour sauver ou aider je ne sais quelle grande multinationale, parce qu'en Centrafrique, il n'y a pas grand-chose. Bon Évidemment ? Au Congo, Pointe Noire, il y a le pétrole etc., C'est vrai que déstabiliser ce coin là, ce n'est pas forcément une bonne idée. Donc, on peut effectivement avoir cette arrière-pensée. Le Tchad, ça c'est à répétition, hein ! Dès qu'un Tchadien n'est pas content, il prend le cap du grand nord avec un téléphone satellitaire, pour que toute la terre entende ses revendications. Il commence à dire que le Président est ceci, est cela. C'est des affaires de famille, au Tchad. Les frères Erdimis sont les neveux d'Idriss Deby. C'est de petites fratries qui se rebellent contre tonton, parce que tonton ne donne pas assez d'argent ou est installé depuis trop longtemps au pouvoir, ça pète, et le Soudan voisin en profite pour etc. Donc c'est de petites quenalleries, de petites rivalités de personnes qui sont mises en musique et qui se transforment; l'un succédant à l'autre rarement dans la douceur. Hissène Habré, lui est parti avec la banque, et on cherche toujours à le juger. Maloum a tué le premier président Tombalbaye. Maloum, qui était général, est resté deux ans au pouvoir. Après c'était un autre. Goukouni faisait croire qu'il était copain avec les Libyens pour faire son malin dans le nord. Il fut président aussi. Le Tchad je dirais que c'est sans fin. C'est pour ça que maintenant qu'on a Idriss Deby, qui est là...Il n'est pas si mal, hein ! On l'a aidé quelque fois à sauver sa peau. Le Tchad est un point central qui doit être stabilisé absolument, et on s'y emploie.

Delphine COMPAORÉ : *Et vous pensez que tous ces conflits finiront un jour ?*

Col Richard FEESER: *Dans la nature africaine, il y a toujours eu des lions et des antilopes. Les lions ont toujours couru après les antilopes et ça ne s'arrêtera pas.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de relations internationales et de sport. Vous avez été sportif de haut niveau, champion d'Escrime à l'Épée. Parlez-nous de relations entre sport et politique.*

Col .Richard FEESER : *Ah le sport est un porte-drapeau. C'est un porte-drapeau, et encore plus pour les pays africains. On voit maintenant à quel point le sport est utilisé par les États pour faire valoir leur grandeur, leur savoir-faire, la qualité de leurs athlètes, de leur préparation etc. Le sport c'est un moyen de diplomatie subtile pour régler parfois des rivalités qui sinon seraient réglées par les armes. Je pense que c'est effectivement un moyen très astucieux, très intéressant de promouvoir son pays à l'échelle mondiale et de manière, finalement, assez facile. Dans un grand stade, on met ses athlètes en musique, on dresse son drapeau et c'est parti : on existe. C'est une manière d'exister, même pour les pays les plus pauvres. Je crois que c'est ça, le sport, c'est une manière d'exister et ça se voit. Par exemple la CAN de foot en Afrique, c'est extraordinaire, les rivalités, le Cameroun contre je ne sais quel autre pays etc. C'est un exutoire qui permet à la cocote minute africaine de faire chuter sa pression. Quand il y a des tiraillements entre les pays, le sport, les rencontres sportives avec arbitrages permettent de calmer le jeu. Et puis c'est aussi un moyen de se rencontrer en tout bien, tout honneur. Les dirigeants sportifs sont aussi des politiciens, souvent des militaires. En Afrique c'est souvent d'anciens militaires ou même des militaires en activité qui dirigent. C'est une diplomatie parallèle, officielle en plus, qui est extrêmement puissante et très importante.*

Delphine COMPAORÉ : *Que pouvez-vous dire du sport et des sportifs africains à travers le monde. Toutes disciplines confondues.*

Col Richard FEESER: *Qu'est-ce qu'on peut dire d'eux ? Bien, je pense qu'ils tirent leur épingle du jeu. Qu'ils savent utiliser leurs capacités physiques. Les athlètes africains sont tout à fait remarquables pour mener une brillante carrière assez personnelle au bout du compte. Il y en a quelques-uns qui reviennent après pour créer des instituts de sport, aider les clubs. On le voit, mais c'est assez rare. Finalement ils ont un parcours très personnel, c'est le défaut que je vois. Sauf exception, ils ne sont pas pressés de retourner au pays, une fois qu'ils se sont échappés de la misère locale et qu'ils roulent en BM ou en je ne sais quoi. Je dirai que tant qu'ils sont au pays, ils portent les couleurs de leurs pays, après ils portent leurs propres couleurs. Ils tournent casaque et échappent très rapidement à la politique dont on parlait tout à l'heure.*

Delphine COMPAORÉ : *On tire pratiquement vers la fin de l'entretien, Comment se porte l'Afrique francophone ? Et la Francophonie ?*

Col Richard FEESER: *Je connais deux Afriques : l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone. En Afrique anglophone lorsque le gars sort de sa case traditionnelle et va au travail le matin, il est clean avec son costume croisé cravate et sa petite mallette en cuir. Le gars qui va au travail à l'ouest, est plus cool. En deux doigts il roule sans casque, et fonce comme une balle vers sa destinée. On voit à quel point les deux Afriques sont différentes. En Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, on n'a pas la même mentalité. En Afrique de l'Est les restaurants sont sages, souvent tristes. En Afrique de l'Ouest on rit, on s'amuse. C'est une Afrique festive. Je crois qu'on a mieux réussi la décolonisation que les Anglais. Mais ça, on le savait déjà qu'on était supérieur aux anglais ! (rires). Au niveau de la méthode et de l'ordre on ne peut pas dire non plus que les Anglais ont forcément réussi leur décolonisation. Puisque, à que je sache, toutes les grandes crises en Afrique de l'Est viennent de pays qui ont été colonisés par les Anglais. Est-ce que pour autant que nous avons échappé à cette fatalité de crise ?hum ! Je dirais que ça se règle plus rapidement, mais d'un autre côté, en Côte d'Ivoire, il y a quand même de gros soucis. Et puis on ne peut pas trop idéaliser l'ex présence française.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous pensez qu'en Côte d'Ivoire, ça finira bientôt ?*

Col Richard FEESER : *La Côte d'Ivoire c'est un pays qui a toujours été coupé en deux. Depuis sa création, il y a toujours eu le Nord et le Sud. Le Nord, qui est aussi proche du Burkina est plutôt musulman et le Sud catholique. Enfin, dans la tradition, tous animistes. Du coup, ça fait une séparation, qui même si on n'en parle pas trop, existe.*

Delphine COMPAORÉ : *Mais le conflit, n'est ni religieux, ni ethnique non ?*

Col Richard FEESER: *Mais on l'a transformé en un conflit ethnique avec l'invention de "l'Ivoirité", car dorénavant on est ivoirien ou on ne l'est pas, en fonction de subtiles critères. Là, il y a quelque chose de nouveau qui a compliqué le jeu. Ceci dit, c'est en réalité une rivalité entre trois personnes, président, ancien premier ministre et président de l'Assemblée, presque aussi brillantes les unes que les autres, qui veulent le pouvoir pour succéder au grand sage Houphouët Boigny. Est-ce qu'ils arriveront à se mettre d'accord ? On n'en sait rien ! Espérons que les*

élections présidentielles du 31 novembre 2010 seront réussies ! En tout cas pour le moment ce n'est pas gagné.

Delphine COMPAORÉ : *Et la Francophonie, qu'est-ce que vous en pensez?*

Col Richard FEESER : *Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer. C'est la première chose à dire. Ensuite c'est un lieu d'échange, je crois que c'est une utilité non pas par ce qu'elle va produire, mais par les retombées qui sont dues à sa simple existence. Je crois que c'est ça. Parce que finalement il y a les fameux jeux de la francophonie, c'est pas mal. Ça se monte ici et là, ça permet aux athlètes qui ne sont pas tout à fait d'un grand niveau, de se rencontrer. Il y a aussi les sommets de la francophonie qui permettent au chef d'États africains et autres d'ailleurs de se voir, parce que maintenant ça dépasse le cadre nord-sud. C'est une tribune supplémentaire qui est donné aux pays et de ce point de vue, je crois que c'est très intéressant.*

Delphine COMPAORÉ : *Je vais vous reposer une question que j'ai déjà quelque peu évoquée, d'une manière plus explicite. Sur quoi l'Afrique peut-elle s'appuyer pour se prendre véritablement en charge.*

Col Richard FEESER: *Je l'ai dit tout à l'heure hein. Il y a les richesses naturelles qui sont là. Il faut les exploiter, le mieux possible et faire en sorte que les bénéfices engendrés soient distribués dans le pays et puis c'est tout. Il y a rien d'autre à faire. Il faut absolument que les dirigeants africains changent.*

Delphine COMPAORÉ : *Nous sommes presque à la fin, donnez-nous quelques anecdotes et souvenirs poignants de vos nombreux passages africains.*

Col Richard FEESER: *Moi je n'ai pas de mauvais souvenir en Afrique, je n'ai que de bons souvenirs, de vols et survols de territoires magnifiques, des rencontres de tous ordres. Non je n'ai pas beaucoup vu des gens se plaindre, souffrir, oui, beaucoup. J'ai beaucoup eu l'occasion de secourir des gens qui étaient en train de capoter, de mourir etc. Tout ça c'est marquant. Et puis ce fatalisme. Je me souviens d'un gosse qui avait été brûlé par le fameux braséro par terre où vous faites cuire vos casseroles d'aliments. Le gosse est tombé à plat ventre sur le truc. Évidemment brûler profond. Je l'avais récupéré dans une antenne médicale que j'avais au Tchad, et ce gosse a été abandonné du jour au lendemain par sa mère. Ça m'a vraiment*

beaucoup étonné. On l'a soigné, petit à petit, et ce gosse est revenu à la vie. On l'a greffé. Son père était un militaire de l'armée tchadienne. Il venait voir son fils. Lui n'avait pas coupé les ponts avec son fils. Mais du jour où il a vraiment été sauvé, sa mère est réapparue, car elle avait décidé que maintenant son fils pouvait vivre. Et elle s'est de nouveau occupée de lui. C'est quelque chose qu'il faut méditer. Deuxième petit souvenir aussi : la cruauté des africains entre eux est quelque chose de terrible. Est-ce qu'on est plus tendre ? Je n'en sais rien ! Mais souvent j'ai récupéré des types qui étaient dans un état épouvantable et à qui on donnait encore des coups. J'ai vu des choses ! C'est la violence. La violence aussi dans certaines prisons où les types, un homosexuel qui avait été détecté je ne sais comment. Il s'est retrouvé, on l'a bastonné, on l'a laissé crevé de soif et de faim en plein soleil. Et les autres prisonniers n'avaient pas intérêt à s'approcher de lui, sinon ils se faisaient flinguer. Aussi la violence : une femme qui crevait de faim avait volé une pomme ou je ne sais quoi au marché, on l'a abattu sur place comme ça, alors qu'on avait décidé de faire la chasse aux voleurs. Ce sont ces excès de violence qui passent parfois dans la population pour presque normaux. Donc ça c'est la violence de l'Afrique. Après il y a les fêtes. Moi j'ai vu des choses extraordinaires, en particulier quand Idriss Deby a fêté son élection présidentielle, son intronisation. C'était absolument fabuleux. C'était en quatre-vingt-seize, un merveilleux moment : cavaliers chamarrés par centaines, méharistes superbes, des danseuses, une cérémonie, un banquet. Des fêtes comme ça, colorées, vives, avec tout le gratin du pays et d'ailleurs. Tout le monde était là, c'était étonnant. Et mêmes les États africains dont les présidents n'étaient pas toujours d'accord avec Idriss Deby, sont venus l'embrasser, le fêter etc. Quitte à refaire la guerre le lendemain matin. C'est ça aussi qui est étonnant, de voir à quel point on peut se faire la guerre ou se réconcilier très rapidement entre pays mais aussi dans les familles. Les Présidents se téléphonent tous entre eux, hein. Deby téléphone à Patassé qui téléphone à Biya au Cameroun etc. Ils se parlent tous les jours ces messieurs par des lignes satellitaires. Ce n'est pas pour ça qu'ils se serrent forcément les coudes, mais disons qu'il y a une espèce de... comment dire de confrérie des présidents africains, qui existe. Ils doivent se raconter comment mieux... Je ne sais pas ! Des trucs marrants. Savoir si l'ambassadeur de France à Bangui a bien signé le chèque de fin de mois (rires). Ou qui est le nouveau directeur des douanes à N'Djamena, qui change tous les six mois. Il y a toute une organisation comme ça qui est assez courante. Plus sombres les questions de fausse monnaie, de drogue, de trafic d'armes. L'Afrique est une plaque tournante grave ! Et alors aussi, quelque

chose d'assez drôle, c'est le paraître, le bien paraître. Quand on est invité chez les Africains, c'est toujours une fête ; on est très bien reçu, le repas, le cadre. On met les petits plats dans les grands pour vous. C'en est presque gênant, mais le paraître est important. On est prêt à s'endetter pour une journée et se serrer la ceinture tout le reste du mois. Voilà des petits exemples à méditer ! Je crois que l'Afrique est attachante, et qu'elle a du potentiel et de vraies richesses ; tout ce qu'il faut pour réussir. Et pourtant, je désespère parfois de la voir dans cet état-là. Un jour je me dis qu'il n'y a pas de solution, et le lendemain je me dis qu'il y en aura une un jour, entre optimisme et pessimisme. Et cessons de dire que tout ça est de la faute des blancs...

Les États africains sont très jeunes et méritent notre sollicitude et notre patience. Il faut leur pardonner leurs péchés de jeunesse. Comme disait le général Gueye, hélas éphémère Président en Côte d'Ivoire : Nous sommes un peu vos enfants, nous faisons des erreurs et vous nous taper sur les doigts, mais surtout n'oubliez jamais de nous aimer. Je crois que ce sera le mot de la fin.

Delphine COMPAORÉ : *Bien d'accord, mais je me disais que vous avez pu vivre quelques coups d'États sur votre parcours africains, Non. À l'époque c'était monnaie courante ? (rires)*

Col Richard FEESER : *Oui j'en ai vu, mais enfin bon, qu'importe, tournons-nous vers l'avenir !*

Delphine COMPAORÉ : *Merci Colonel Richard FEESER !*

6. Entretien avec Mme Loraine GEOFFRION

Entretien réalisé en juillet 2010 depuis Dakar

Sociologue, recherche et enseignement universitaire, Canada

Conseillère technique auprès du Secrétaire général de la CONFEJES.

*Gestionnaire de projets ACDI (Agence canadienne de développement international),
gouvernement du Canada*

Spécialiste du secteur du travail et en bonne gouvernance

*Expert en réadaptation (formation et réintégration sociale et professionnelle) et en ressources
humaines*

En remplacement de M. Aimé Ouellet, en fin de mandat

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Mme Geoffrion et merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre Thèse où il est question des relations internationales de l'Afrique de la Coopération et de Sport.*

Sociologue, agente de développement de projets de l'Agence canadienne de développement international du gouvernement du Canada, spécialiste de ressources humaines vous avez remplacé Monsieur aimé Ouellet au poste de conseillère technique auprès du secrétaire général de la CONFEJES au compte du Canada.

Parlez-nous de ce parcours personnel et professionnel, de la CONFEJES du rôle que vous y jouez, des activités menées, de votre pays le Canada, de ses relations avec l'Afrique.

Loraine GEOFFRION : *Après mes études universitaires, j'ai principalement occupé, entre 1986 et 1997, divers postes de gestionnaire de programmes pour le Gouvernement du Québec, d'agente de recherche pour le doyen des études de premier cycle de l'Université du Québec en Outaouais et de conseillère en ressources humaines. Le fil conducteur de ces emplois était la relation entre les études et le marché du travail (insertion professionnelle et besoins du marché du travail).*

En 1997, j'ai été recrutée par l'ACDI à la suite de ma participation à un concours d'entrée à la fonction publique en vue de former des cadres supérieurs. J'ai travaillé pendant 18 mois à la

Direction des ressources humaines de l'ACDI, dont 12 mois au sein de la direction de l'apprentissage continu et 6 mois à celle de la Planification stratégique des ressources humaines.

J'ai poursuivi, pendant 18 mois, avec la gestion d'une équipe de 4 personnes sur le nouveau programme des conférences internationales de l'ACDI, pour ensuite aller travailler 1 an au Secrétariat du Conseil du Trésor, à la Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur, en tant qu'agente de recherche. À mon retour à l'ACDI, en 2001, j'ai accepté un poste d'agente de développement sur le programme de la Francophonie internationale. Je suis restée dans ce poste jusqu'à mon départ pour la CONFEJES, en 2008.

Le dossier de la CONFEJES était l'un des dossiers dont j'avais la responsabilité (avec celui de l'AIMF et du programme du Programme spécial de développement (PSD) de l'OIF). C'est ainsi que j'ai découvert la CONFEJES et approfondi ma connaissance du secteur de la jeunesse. À l'ACDI, j'étais devenu une des personnes ressources à ce niveau. J'ai pu me familiariser au mandat de la CONFEJES et à ses actions, particulièrement lorsque j'ai monté un dossier de financement exceptionnel pour la tenue de la conférence de Kigali qui portait sur les créneaux porteurs. Le Canada a pu jouer, lors de cette rencontre, un rôle actif en proposant le concept qui a été retenu depuis, concernant le financement dégressif et un appui aux jeunes promoteurs d'une durée de 3 ans plutôt que d'une seule année. Ma connaissance du marché du travail et des programmes de formations ont été un atout dans la gestion de ce dossier.

À la fin du mandat du conseiller technique jeunesse et formation des cadres, la CONFEJES a tenu une compétition internationale en vue de son remplacement. C'est ainsi que j'ai été retenue pour occuper cette fonction. Vis-à-vis l'ACDI, j'ai demandé un congé sans traitement que l'on m'a accordé. Il faut savoir que depuis 2005, la contribution du Canada répond aux principes de la Déclaration de Paris de l'OCDE. De ce fait, la contribution est entièrement déliée et une partie est discrétionnaire afin de permettre au Secrétaire général de la CONFEJES de s'adjoindre, s'il le juge utile, les services d'un conseiller technique. Je ne suis pas mise à disposition par le Canada, mais sous contrat avec la CONFEJES. Je signale que ce poste aurait pu être comblé par un non Canadien.

En matière de sport, l'implication du Canada est la suivante : En fonction des missions des ministères du gouvernement du Canada, plusieurs ministères peuvent allouer un financement à

une organisation de la Francophonie. En ce qui concerne la CONFEJES, le ministère des Affaires étrangères verse la contribution statutaire, Patrimoine canadien verse la contribution aux actions du programme sport (du fait que Sport Canada est une composante de ce ministère) et l'ACDI contribue aux actions de développement, donc les actions en gouvernance et en jeunesse. Le financement canadien provient donc de trois sources différentes, mais les 3 ministères travaillent en partenariat lorsqu'il s'agit d'établir la position canadienne. Le Canada participe au financement de la CONFEJES depuis sa création en 1969.

Delphine COMPAORÉ : *Votre expériences au sein de l'Agence canadienne de développement international et des années passées en Afrique fait de vous un observateur privilégié des relations internationales et notamment africaines. Quelle analyse faites-vous de l'Afrique des années 1960 et de celle de 2010 ? (politique, économique, sportif, culturel...) Quelles évolutions enregistrées sur cinquante ans de coopération? Parler nous spécifiquement des pays africains dans lesquels vous avez consacré vos années de service en coopération, dans le cadre de la l'agence canadienne de développement et de la CONFEJES. Quelles évolutions sportives en 50 ans de coopération et d'indépendance ?*

Loraine GEOFFRION : *Je ne me considère pas comme une experte des relations internationales et africaines et je ne peux de ce fait me prononcer sur l'évolution de la coopération en Afrique.*

Ma compréhension de l'évolution de l'aide canadien et ça n'engage que moi, se résume de la façon suivante : la coopération internationale telle qu'on la connaît aujourd'hui, est un domaine relativement nouveau. Jusqu'au début, première moitié des années 1970, la coopération canadienne se faisait essentiellement par le biais d'organisations caritatives, principalement religieuses. L'ACDI a ensuite été créée. La nature des interventions se faisait selon l'approche observée au sein des organisations déjà impliquées dans le milieu, à savoir, une aide ponctuelle dans un environnement assez restreint (au cas par cas). Insatisfait des résultats, le Canada a choisi d'appuyer des projets spécifiques d'ampleur plus importante qui visaient davantage le renforcement des gouvernements en insistant sur la gouvernance et/ou sur de l'aide sectorielle. Le travail portait davantage sur une coopération élargie (macro) en vue d'habiliter les pays à mieux se prendre en mains en fonction des impératifs du monde moderne. La philosophie appliquée alors portait sur une approche « par le haut » afin que les résultats rejaillissent sur la

population, au lieu de limiter le travail sur des petits groupes ciblés avec une portée limitée. Il faut préciser que la tendance observée jusqu'au début des années 1990 se caractérisait par le « faire », c'est-à-dire que les experts canadiens exécutaient les mandats qui correspondaient à leur compréhension des besoins aux problèmes observés.

Un changement dans l'approche d'aide s'est effectué dans la première moitié des années 1990. Le partenariat et l'identification des priorités par les acteurs du Sud et des moyens retenus à être mis en œuvre par eux pour améliorer la situation a remplacé les façons de faire précédentes. C'est alors que le financement canadien a misé sur les études de besoins, l'appui à l'élaboration de plans stratégiques par et pour les pays du Sud et l'appui sectoriel en tenant compte de l'expertise canadienne. L'aide canadienne devient l'expression d'un consentement et d'un dialogue commun entre les responsables nationaux et l'ACDI. À ma connaissance, cette approche est toujours en cours.

À cette situation, du fait des ressources financières limitées, le Canada a opté pour une aide qui s'inscrit à l'intérieur de priorités définies afin de mieux cibler son appui et éviter les dispersements dans ses interventions et faciliter l'identification des résultats. Je précise que l'ACDI rend compte à tous les ans des résultats atteints et de l'utilisation des dépenses publiques à sa population. Une analyse des dépenses et des mécanismes comptables est régulièrement effectuée par le bureau du Vérificateur général du Canada. Cet organisme a pour mandat d'évaluer la performance des agences et ministères du gouvernement canadien. Il est autonome et dépose son rapport annuel au Parlement.

En 2002, le Canada a fortement appuyé le plan du NEPAD proposé par les pays africains, dans lequel ces pays s'engageaient à établir et à suivre leur plan de développement et à produire des évaluations par les pairs. N'étant plus à l'ACDI, je ne sais pas quelles sont les avancées dans ce dossier.

L'appui au continent africain a été, depuis la création de l'ACDI, une priorité pour le Canada et a reçu une part importante du budget d'aide au développement. Afin d'éviter le dispersement de l'aide et afin de travailler avec les pays qui font la démonstration d'une meilleure gouvernance, certains pays ont été choisis pour recevoir une aide accrue et sectorielle, selon les secteurs d'intervention convenus avec le pays.

Delphine COMPAORÉ : *De l'Agence canadienne de développement international à la CONFEJES vous avez été au plus près des politiques de coopération et partant de celle en matière de sport, contez nous l'histoire de cette coopération canadienne avec les pays africains, qu'est-ce qui a motivé sa mise en place et comment concrètement sur le terrain elle se déploie, de quels moyens disposait-elle ? Parlez-nous spécifiquement de celles sportives et dites comment ça fonctionne et quel rôle joue le Canada au sein de cette institution multilatérale francophone de la CONFEJES. Quels sont les caractéristiques du dispositif canadien de coopération, ses moyens, ses modalités de mise en œuvre? , comment situer vous la coopération sportive canadienne dans l'ensemble?*

Loraine GEOFFRION : *Le Canada ne dispose pas d'une politique de développement du sport sur la scène internationale. Toutefois, avec la mondialisation, l'ensemble des ministères peuvent être amenés à gérer des programmes ponctuels de collaboration sur la scène internationale (avec des pays du Nord ou du Sud). Toutefois, seule l'ACDI a le mandat de faire du développement international.*

L'appui canadien à la CONFEJES en matière de sport ne provient pas de l'ACDI. Il provient de Sport Canada qui est intégré au sein du ministère du Patrimoine canadien. Parmi les priorités de ce ministère sur la scène internationale traitent entre autre de la lutte contre le dopage, du renforcement des capacités, particulièrement celles des cadres sportifs féminins, de l'inclusion de tous les membres de la société par l'accès des personnes handicapées aux facilités sportives. Bien que la contribution de ce ministère ne soit pas ciblée et que la CONFEJES répartit les contributions volontaires aux programmes à la réalisation des actions qu'elle souhaite, la répartition se fait en respectant les intérêts exprimés par les pays. Ainsi, la contribution canadienne est utilisée à financer les actions qui rejoignent les valeurs du Canada.

Delphine COMPAORÉ : *Quelles évolutions de cette coopération canadienne en direction de l'Afrique sur 20-30-40-50 ans?*

Loraine GEOFFRION : *À part ce que j'ai mentionné sous le thème 2, je ne suis pas habilitée à présenter la position canadienne en matière de développement au cours des prochaines années.*

Delphine COMPAORÉ : *Le Canada s'est particulièrement engagé dans la formation élitistes des cadres africains jeunesse et sport dans les années 1980: parlez-nous de cette coopération en matière de formation de cadres africains, programmes, les moyens les modalités, les acteurs.*

L'octroi des bourses pour des formations au Canada ou en France constitue l'un des éléments important de cette coopération: Parlez-nous de ces bourses Canadiennes et Françaises ou autres au sein de la CONFEJES., la répartition entre les pays membres ...

Loraine GEOFFRION : *Le Canada appuie, depuis 1974, le renforcement des capacités des cadres des ministères de Jeunesse et de Sports. Le programme canadien de bourses, maintenant intitulé « programme de bourses CONFEJES» a été créé dans ce but. En parallèle, la France a mis l'accent sur la formation d'une élite sportive avec le Fonds francophone de préparation olympique (FFPO), anciennement appelé le Fonds français de préparation olympique.*

Le programme de bourses CONFEJES le renforcement de la société en général par l'attribution de bourses s'adressant au perfectionnement des enseignants et des cadres des ministères de Jeunesse et de Sports. Ce programme de bourse a pour résultat escompté le renforcement des instituts de formation et des ministères. Au départ, les boursiers pouvaient aller étudier au Canada ou en Europe, dans une université francophone. Maintenant que les instituts se sont renforcés et la formation initiale est maintenant disponible en Afrique francophone, les jeunes africains peuvent étudier sur le continent. De plus, deux instituts INSEPS de Dakar et INJEPS de Porto-Novo, offrent le master en STAPS. Enfin, l'Université d'Abomey-Calavi du Bénin offre maintenant le doctorat en STAPS. Les bourses de la CONFEJES sont allouées pour des études de 2^e et de 3^e cycle universitaire ou pour le DESS. Maintenant que certaines formations sont dispensées en Afrique, seules les formations non disponibles en Afrique pourront recevoir des bourses pour étudier à l'extérieur du continent. Ainsi, il est possible d'appuyer un plus grand nombre de boursiers, du fait que les coûts sont moins élevés pour étudier en Afrique.

Les critères de sélection des boursiers sont sensiblement les mêmes depuis la création de ce fonds. Il faut que la demande soit recommandée par le Ministre, que l'admission dans un institut francophone soit jointe à la demande, que le ratio homme-femme soit observé, que les critères d'âges soient respectés, et que le pays soit en règle au niveau du paiement de ses contributions statutaires.

Une priorité est donnée au perfectionnement des enseignants afin que ceux-ci puissent poursuivre le travail d'universitarisation amorcé dans leur institut et qu'ils obtiennent leur reconnaissance en tant que professeur, par le CAMES. À moyen terme, c'est l'ensemble de la société qui bénéficiera de l'appui dispensé.

Ce qui a caractérisé l'approche appliquée par le Canada au cours des ans se résume de la façon suivante : pour que le développement soit pérenne l'appui doit pouvoir être démultiplicateur et doit être observé par un changement des structures.

C'est pourquoi il était logique d'appuyer le renforcement des instituts. C'est ce qui a justifié les actions qui ont été menées dans la révision et l'harmonisation des programmes de formation des instituts de jeunesse et de sports par la CONFEJES. On observe actuellement un mouvement international d'implantation de l'universitarisation (le système Licence-Master-Doctorat) et de l'application de l'approche par compétences (APC). Le Canada possède une grande expertise en matière d'APC. Il va donc de soi que la CONFEJES fasse appel à l'expertise canadienne dans ce domaine. En ce qui concerne le Programme FFPO, tout ce que je peux dire c'est que les bourses s'adressent à des athlètes de talent qui vont parfaire leur entraînement en France. Le conseiller technique sport, mis à disposition par le France gère le programme.

Delphine COMPAORÉ : *Le niveau et le nombre des cadres conditionnent plus ou moins le niveau de développement du secteur jeunesse et sport des pays membre de la CONFEJES: Parlez-nous des membres africains, des disparités existantes entre eux en matière jeunesse et sports et des actions de la CONFEJES à ce sujet.*

Éclairiez-nous sur le cas particulier du Burkina Faso.

Lorraine GEOFFRION : *Il y a une corrélation entre le développement d'un pays et le ratio de sa population scolarisée. Si on applique cela à la situation des ministères on peut avancer qu'un ministère disposant de ressources humaines qualifiées aura tendance à élaborer des stratégies d'action mieux ficelées, à effectuer des analyses plus justes et à monter des programmes bien élaborés. Du moins, cela s'applique au niveau de la gestion du ministère. Toutefois, l'orientation d'un ministère est toujours tributaire de la volonté politique. De plus, il faut reconnaître que les changements de Ministres sont fréquents dans certains pays. Chaque changement implique un ralentissement dans la gestion du ministère et peut signifier des*

modifications des orientations du ministère. C'est une donnée qui est difficile à prévoir et peut expliquer que certains pays disposent de ressources humaines de qualité, mais que les résultats soient mitigés.

Le Programme de bourses CONFÉJES a toujours compté des boursiers provenant du Burkina Faso. De nombreux cadres des ministères de la Jeunesse et des Sports ont profité de bourses CONFÉJES. Au cours de la période 2005-2010, 7 Burkinabè ont bénéficiés de bourses d'études supérieures.

Delphine COMPAORÉ : *Malgré près de 50 ans de coopération et d'indépendance, la situation difficile du continent africain est souligné fortement par de nombreux observateurs, les plus pessimistes n'hésitent plus à parler d'un continent en dérive ou de non développement. Quelle analyse faites-vous, quelles sont les raisons qui permettent d'expliquer cette situation difficile et que faire?*

M Lorraine GEOFFRION : *Je me perçois comme un acteur du développement et non comme une théoricienne de l'Afrique. Certains jours je me lève et je me dis que la tâche est trop grande, qu'on y arrivera pas, alors que d'autres matin je me dis qu'il y a de plus en plus de personnes responsables au sein de la société civile et qui travaillent au changement dans leur domaine. Je pense qu'il ne faut pas perdre espoir dans la personne et il ne faut pas, non plus, se limiter à ce que disent les politiciens. Même s'ils pèsent pour beaucoup dans le devenir d'un pays, le peuple apprend un peu plus à tous les jours à faire respecter ses droits.*

Delphine COMPAORÉ : *Les pays africains accèdent à l'indépendance en 1960 et en 1969 la CONFÉJES voie le jour : quelles sont les raisons qui ont motivé la création de cette institution.*

Lorraine GEOFFRION : *La création de la CONFÉJES, en 1969, est la résultante d'un processus qui a duré 9 ans puisque c'est en 1960 que les Ministres de la Jeunesse et des Sports décident de se réunir une fois par an pour discuter de dossiers communs. La création de la CONFÉJES est la matérialisation d'une structure qui officialise ce groupe de Ministres. Depuis, l'organisation poursuit son travail d'identification des projets et des solutions communes en matière de Jeunesse et de Sports.*

Delphine COMPAORÉ : Elle a un fonctionnement tri voir quadra- céphalique (France, Canada, Belgique principaux bailleurs de fonds et les autres), parlez-nous de cette institution, du partage des responsabilités entre les membres prépondérants, de leurs dualités et de la position des autres acteurs notamment africains.

Loraine GEOFFRION : Malgré le fait qu'il y a deux bailleurs principaux La France et le Canada), deux bailleurs intermédiaires (le Canada-Québec, et la Communauté française de Belgique) et 39 États et gouvernements dont l'apport financier est limité, chaque pays a sa voix dans le fonctionnement de la CONFEJES. Autrement dit, le Canada n'a qu'une voix lorsqu'il vote, au même titre que les autres membres. De plus, la Francophonie est reconnue par sa capacité de rallier et de trouver le consensus entre ses membres. De plus, il a toujours été reconnu que la CONFEJES était un outil des pays du Sud et je crois, c'est mon impression, que c'est ce qui explique le fait qu'aucun candidat du Nord ne se soit proposé au poste de Secrétaire général. Enfin, compte tenu du fait que l'élaboration de la programmation a toujours insisté pour traduire les besoins exprimés par ses membres et de leur proposer des pistes de solutions adéquates, on ne peut parler de dualité, ni de membres prépondérants.

Delphine COMPAORÉ : Dans la formation des cadres, la CONFEJES a un moment donné a opéré des choix qui l'on conduit à se recentrer certaines actions plutôt que sur d'autre: (entre Sport, EPS, Jeunesse..) qu'est-ce qui a dicté ces choix.

Loraine GEOFFRION : Le recentrage est issu de la volonté des Ministres (de même que l'obligation de rendre des comptes et d'implanter la gestion axée sur les résultats). La CONFEJES est à l'écoute de ses membres et nous devons répondre à leurs décisions. Une lecture des rapports des conférences ministérielles et des bureaux constituent nos guides d'actions. Avant la présentation des programmations quadriennales, il y a des rencontres avec les représentants des pays siégeant au bureau pour une présentation et une analyse de la programmation suggérée. Elle est ensuite amendée telle que souhaitée avant de présenter la programmation finale aux Ministres en session ministérielle.

Delphine COMPAORÉ : Comme dans celui du sport ou de la jeunesse les disparités entre les pays membres sont importants, qu'est ce qui est à l'origine de cette situation et comment y remédier

Lorraine GEOFFRION : La CONFEJES en tant qu'institution intergouvernementale n'a pas à s'immiscer dans le fonctionnement des pays membres. Chaque pays est souverain. Les disparités entre les pays sont beaucoup reliées aux décisions nationales. Au niveau des appuis offerts par la CONFEJES, une règle arrêtée par les Ministres et maintes fois renouvelée porte sur l'obligation d'être en règle avec ses contributions statutaires pour avoir droit aux services de la CONFEJES. Les modalités d'application de cette règle sont bien expliquées dans les textes fondamentaux de la CONFEJES

Delphine COMPAORÉ : Parlez-nous du programme jeunesse et de celui de femme et sport, quelles sont les actions de la CONFEJES à ce niveau?

Lorraine GEOFFRION : La programmation quadriennale est divisée en 3 programmes qui se divisent en 4 sous-programmes chacun et d'un axe transversal : égalité entre les femmes et les hommes. Pour chacun des programmes les sous-programmes représentent un objectif stratégique avec des résultats à atteindre et des actions qui composent le cheminement logique pour y arriver.

L'objectif global du programme Jeunesse est :

<p>2. Axe Jeunesse</p> <p>Valoriser le potentiel Jeunesse au sein des processus de développement des États et gouvernements membres de la CONFEJES.</p>	<p>2. Axe Jeunesse</p> <p>Les États et gouvernements membres valorisent le potentiel Jeunesse par des actions de développement auxquelles participent les jeunes</p>
--	---

Cet objectif se décline de la façon suivante :

Objectifs	Résultats attendus	Actions stratégiques
2.1 Favoriser l'insertion professionnelle et économique des jeunes dans les États et gouvernements membres et notamment dans les États fragiles et/ou en sortie de crise	2.1 Des dispositifs (Fonds FIJ et autres) sont mis en œuvre pour l'insertion professionnelle et économique des jeunes dans les États et gouvernements membres et notamment dans les États fragiles et/ou en sortie de crise	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à l'approbation et à la mise en œuvre des projets (FIJ et autres) • Encadrement des bénéficiaires du FIJ (coordonnateurs et encadreurs) • Mise en place de mesures d'accompagnement (salons, etc.).
2.2 Accroître les capacités des associations et des centres de jeunes en matière de gestion des infrastructures, de prévention des comportements déviants et de promotion de la citoyenneté et de gestion des conflits.	2.2 Les associations et les centres de jeunes ont accru leurs capacités en matière de gestion des infrastructures, de prévention des comportements déviants et de promotion de la citoyenneté et de la paix.	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des cadres des associations et des centres de jeunes. • Appuis aux projets des associations et des centres (organisation d'événements, etc.)
2.3 Mobiliser des ressources pour la promotion de la paix, de démocratie et des droits humains.	2.3 Les partenaires mobilisent des ressources pour la promotion de la paix, de démocratie et des droits humains.	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux pays pour la mise en œuvre de projets PDDH. • Appui à la réalisation d'activités de promotion PDDH.
2.4 Identifier des jeunes leaders, appuyer la création de réseaux et renforcer leurs capacités de leadership.	2.4 Des jeunes leaders sont identifiés, sont organisés en réseaux et leurs capacités de leadership sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> • Identification de jeunes leaders (G+F) dans les pays. Appuis aux réseaux thématiques. Formations des jeunes leaders.

En ce qui concerne l'axe transversal en matière de genre, il se traduit, comme cela le sous-entend, par des actions intégrées dans les 3 programmes de la programmation. Il s'agit essentiellement d'activités de renforcement des cadres féminins dans divers secteurs. Cela dit, la CONFEJES s'est donné 2 résultats à atteindre en matière d'égalité entre les femmes et les hommes :

<p>4. Axe transversal Égalité femmes/hommes</p> <p>Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines de compétences.</p>	<p>4. Axe transversal Égalité femmes/hommes</p> <p>La CONFEJES et les États et gouvernements membres ont mis en œuvre des stratégies favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines de JSL.</p>
--	---

Cela se traduit de façon spécifique par :

1. La participation des femmes aux activités de la CONFEJES s'élève à 50% en 2012 ;
2. Le suivi annuel permet d'évaluer l'évolution de ce ratio.

Le nombre de cadres féminins dans les ministères de Jeunesse et de Sport augmente de 10% d'ici 2012.

Une étude a été produite en 2009 afin de connaître la situation « plancher » et le suivi annuel permet d'en saisir l'évolution.

Le Groupe de travail CONFEJES sur la promotion de la participation des femmes et des jeunes filles aux activités de jeunesse et de sports (GTCTF) est l'organe de réflexion qui a pour mandat d'appuyer la CONFEJES dans ce domaine. Il se rencontre sur une base annuelle.

Delphine COMPAORÉ : L'observateur que vous êtes peut-il nous parler des conditions de la femme et de la sportive africaine? Quelle évolution?

Lorraine GEOFFRION : Un cadre juridique est toujours utile pour assoir et légitimer une pratique. La CONFEJES essaie d'appuyer les femmes grâce à l'offre d'outils ou de formation de renforcement des capacités reliées à leur travail.

Dans le domaine de la reconnaissance des droits des femmes cela prend du temps et ça demeure toujours fragile. En parallèle, un travail à la base doit se faire au quotidien afin de sensibiliser

et d'informer les femmes et les jeunes filles. Tout travail de changements des comportements et des valeurs demande des décennies de travail.

Une meilleure diffusion de la connaissance, avec l'accès aux TICs, peut accentuer le rythme du changement. De plus, il commence à y avoir de plus en plus de femmes qui obtiennent des succès dans leur domaine (sportif ou autres). Petit à petit elle sert d'exemple aux autres femmes et aide à faire avancer la cause des femmes

Delphine COMPAORÉ : *Le Canada acteur de la coopération internationale africaine avec Français, Américain, Anglais, Chinois, Russes... Comment se passe la cohabitation entre tous ces acteurs (positionnement les uns par rapport aux autres, motivations, alliance possibles, concurrences ou rivalités, les influences entre vous et à l'endroit des acteurs africains).*

Loraine GEOFFRION : *Je ne peux pas me prononcer à ce sujet. Il est certain qu'il existe des priorités nationales en matière de coopération et de développement, ainsi que des expertises qui se distinguent d'un pays à l'autre. Il est de plus en plus convenu sur la scène internationale de l'importance d'harmoniser l'aide au développement et il est fréquent de voir des projets qui sont multi-bailleurs.*

Delphine COMPAORÉ : *Comment sont régulés les conflits sur le terrain entre les acteurs entre eux et ceux d'avec les acteurs africains.*

Loraine GEOFFRION : *Je ne saurais dire.*

Delphine COMPAORÉ : *La coopération internationale en direction de l'Afrique se fait de plus en plus par délégation à travers les ONG et les institutions internationales et pour certains les États en déléguant leurs pouvoirs ont légué du même coup leurs vellétés d'influences et ils parlent d'instrumentalisation de ces acteurs. Qu'en dites-vous? Peut-on parler d'indépendance dans les échanges coopératifs de ce point de vue?*

Loraine GEOFFRION : *Cette question est beaucoup trop vaste pour que je puisse y répondre. De plus, du fait que je n'ai jamais travaillé sur un programme bilatéral, du temps où j'étais à l'ACDI, et que je n'ai jamais été en poste dans une ambassade, je ne sais comment ça se passe à ce niveau avec les autres bailleurs.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlant des acteurs de coopérations dans leur ensemble (Individus, États, ONG, groupes privés) l'on remarque qu'ils sont de plus en plus nombreux dans l'espace africain, à quoi est dû cette situation et quelles en sont les conséquences.*

Loraine GEOFFRION : *D'abord, je ne sais pas s'ils sont plus nombreux qu'avant. Il est certain que les pays d'Afrique expriment davantage leurs besoins d'aide. À cela s'ajoute les retards observés dans le cadre d'études menées par la Banque Mondiale, de l'OCDE et autre organisation multilatérale. Ces écarts risquent d'entraîner une instabilité plus grande dans certains pays. Ces instabilités ont des répercussions partout dans le monde, à divers niveaux, ce qui peut expliquer le choix d'accorder une priorité au développement en Afrique*

Delphine COMPAORÉ : *La difficile régulation et non-respect de la réglementation sociopolitique et économique (démocratie et gouvernance notamment) place certains pays africains dans de mauvaise passe. Au niveau du sport cet état de fait jette des générations de jeunes sportifs dans la nature et compromettant dangereusement leur vie sociale et sportive (cas des jeunes sportifs africains aux mains d'agents indécents et peu scrupuleux) qu'en pense l'observateur que vous êtes et quelles sont les actions au niveau de la CONFEJES face à cet état de fait.*

Loraine GEOFFRION : *Le Conseiller sport serait mieux placé que moi pour répondre à cette question. Ce que je peux dire c'est que concernant le FFPO il y a des ententes avec le pays qui reçoit les boursiers. La France est obligée d'assurer l'instruction du jeune athlète qu'elle reçoit afin d'éviter les abus. Une fois que le jeune athlète est adulte, l'individu est en droit de mener sa vie comme il l'entend. Il y a tout même des efforts de sensibilisation des entraîneurs et des jeunes avant qu'ils quittent le pays.*

Delphine COMPAORÉ : *Partant du fait que sport et relations internationales, sport et politique sont intimement liés et difficilement dissociables, comment organiser leur espace commun pour une plus grande efficacité en Afrique?*

Loraine GEOFFRION : *Je crois que c'est la responsabilité des fédérations internationales du sport d'encadrer et d'harmoniser la pratique sportive. Ensuite, c'est au pays de se doter des infrastructures sportives qu'il veut ou peut se donner.*

Delphine COMPAORÉ : *La paix par le sport est de nos jours soutenue par de nombreux acteurs (ONU, OU, OI, ONG...) Comment utiliser la renommée du sport et des sportifs africains pour porter le message de tolérance et de paix dans les espaces conflictuels de l'Afrique?*

Lorraine GEOFFRION : *Depuis 2008, à la demande des Ministres, la CONFEJES a monté un programme d'appui au pays en sortie de crise qui utilise l'insertion économique des jeunes et le sport comme outil fédérateur et comme vecteur de réconciliation entre les groupes. Notre approche est de former des formateurs en sport et en démarrage d'entreprise, puis de mettre en pratique in situ avec les jeunes les apprentissages montrés. Cela favorise l'appropriation des connaissances transmises. Lors du travail avec les jeunes on insiste sur le parallèle entre les règles du sport et les règles sociales. Il est beaucoup plus facile d'accepter les règles d'un sport. Lorsqu'on explique que leur bien-fondé repose sur la même logique que les règles émises par une société, les jeunes reconnaissent plus facilement leurs bienfaits. Notre approche se caractérise sur l'utilisation de la pédagogie en tant que fondement de la pratique.*

Lorsque ce fut possible, dans les pays où nous sommes intervenus, nous avons travaillé avec le ministère des sports pour qu'il invite des sportifs à nos événements de manière à produire un mouvement d'entraînement basé sur « un modèle à suivre ».

Delphine COMPAORÉ : *Lorsque qu'on parle du continent africain, les avis sont partagés. Les uns soulignent une situation difficile et parlent néanmoins d'un continent qui évolue à son rythme. Les autres pessimistes parlent de non développement. Pour vous quelles sont les causes profondes de cette situation et sur quoi l'Afrique peut-elle s'appuyer pour s'élever et se prendre durablement en charge (politique, économie, sportif) ? Quelles perspectives pour l'Afrique de l'après 2010?*

Lorraine GEOFFRION : *Je vous renvoie à ma réponse de la dernière question du Thème 2.*

7. Entretien avec Lassina GNANOU, réalisé le 24 juillet 2010, à la Direction des sports de la commune de Ouagadougou /stade municipal

Biographie succincte

Directeur des sports de la Mairie de Ouagadougou

Sportif, professeur d'EPS, issu de la première promotion du cursus Universitaire STAPS de l'INJS d'Abidjan en Côte d'Ivoire

Ex Directeur des études de l'INJEPS de Ouagadougou

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour M. Gnanou, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales de la coopération et du sport. Sportif et professeur d'EPS, ancien directeur des études de l'INJEPS, vous êtes l'actuel directeur des sports de la Mairie centrale de Ouagadougou. Mr Gnanou Lassina, parlez-nous de votre parcours sportif et professionnel et faites nous connaître les activités de votre institution actuelle.*

Lassina GNANOU : *Merci, effectivement, j'ai été sportif. Mon parcours sportif commence depuis le lycée ou j'étais déjà en équipe nationale et c'est ce qui m'a amené à aller vers l'enseignement de l'EPS après le Bac. En réalité, les parents ne savaient pas que j'allais virer pour l'enseignement de l'EPS. J'étais venu faire de l'économie. Arrivé à Abidjan pour le professorat, puisque c'est là-bas qu'il fallait aller pour faire le cursus universitaire, de 1979 à 1983 on a fait la formation, précisément, à l'école Normale supérieure. En 1983 je suis rentré au pays et ça coïncidé avec la révolution. Mon premier poste, c'était l'enseignement de l'EPS au Lycée technique de Ouagadougou. À ma deuxième année, on m'a amené au Lycée Philippe Zinda Kaboré, comme enseignant toujours coordonnateur. De là- bas, et à l'issue de la dissolution des structures fédérales pendant la révolution, on a pris des individus pour gérer le sport en lieu et place des fédérations et c'est là que j'ai été nommé directeur national du volleyball. Nous avons essayé de faire ce qu'on pouvait, puisque la révolution mettait l'accent sur le sport. À ce moment, il faut vraiment reconnaître que le sport était bien respecté parce toutes les couches sociales étaient concernées, aussi bien le sport corporatif que le sport de masse, partout dans les services ou il y avait des terrains de volleyball. Le sport de compétition était là, et on nous encourageait à faire de petites catégories, le féminin et le masculin étaient bien développés. Il y a eu des matchs à chaque anniversaire ou on faisait venir des équipes des pays voisins. C'était la bonne période*

pour nous pour pouvoir développer notre sport. Suite à ça, j'ai quitté le pays, pour aller faire un stage en Allemagne, précisément à Bayreuth dans la Bavière, d'avril 1988 à fin août 1989. C'était un stage de perfectionnement en science du sport. À mon retour, j'ai encore un peu joué non plus en équipe nationale mais plutôt en club et j'ai mis l'accent sur l'encadrement à l'Étoile Filante de Ouagadougou. Mon encadrement a continué encore jusqu'à la fédération puisque j'étais directeur technique de la fédération. À ce niveau en tant que membre fédéral, on a essayé de faire ce qu'on pouvait pour développer notre volleyball qu'on aime bien. On a fait un mandat fédéral, au deuxième mandat, on a été évincé. Il y a eu une nouvelle équipe qui est venue. Suite aux différentes discussions compliquées, il fallait abandonner, laisser le terrain pour les autres, si bien qu'on se limitait à l'entraînement de club. C'est là que je suis allé à l'AS Sonabel, j'ai créé un club de la section volleyball de l'AS Sonabel et c'est en 1995 qu'on a créé l'AS Sonabel omnisports. Par la suite avec mes occupations professionnelles, je ne pouvais plus continuer l'encadrement et c'est là que j'ai mis fin à ma carrière de sportif, joueur-entraîneur. Sur le plan professionnel, comme j'ai dit, après avoir quitté, le côté responsable national de volleyball, je suis allé à l'INJEPS ou j'y étais depuis 1986 en fait comme professeur. J'ai continué l'enseignement jusqu'en janvier 1991 ou on m'a nommé comme directeur des études. J'ai quitté l'INJEPS en fin mai 2000 pour rejoindre la mairie de Ouagadougou et m'occuper de la promotion du sport et des activités culturelles. On est là, on essaye de faire ce qu'on peut, je suis venu trouver une équipe de football qui était en deuxième division, on m'a exigé de la monter en première division. On a pu le faire. En 2003-2004, on a réussi à être champion de D 2 et on est monté en première division. 2004-2005 on était quatrième du championnat et en 2005-2006, on était champion de la première division. On a commencé avec les compétitions internationales, mais manque de pot on a été éliminé dès le premier tour. On a été à Dakar joué contre l'AS Douanes ou on a fait un match nul mais on a été battu à domicile par 3 à 2. Donc ça mis fin au parcours de l'équipe. La même année on a été classé quatrième du championnat national mais vu le coût pour une équipe de première division, c'est des dizaines de millions, moi je fonctionnais avec trente millions et aussi avec la réticence des anciens clubs qui existaient à Ouagadougou comme l'ASFA, l'USO, l'EFO qui se disent eux aussi des équipes de la commune, ils se disent pourquoi la mairie va entretenir une équipe de première division. C'est donc pour ne pas trop jouer sur l'impact politique que le maire a préféré se retirer de l'équipe. On a voulu dissoudre l'équipe mais après il y a eu des interventions pour que quelqu'un d'autre la prenne. L'équipe

est gérée par une autre personne mais il est évident que ce n'est pas ça, elle est retournée en deuxième division. J'ai arrêté avec le sport de compétition en football au niveau de la ville de Ouagadougou dans le domaine participation au championnat. Actuellement je suis en relation avec mes différents chefs de service de sport des arrondissements, pour la politique sportive qu'on a pu rédiger et qui a été adoptée en juillet 2009. Dans sa mise en œuvre, je suis autorisée à créer des sélections dans l'arrondissement pour pouvoir faire la promotion au niveau du sport de compétition mais au niveau des jeunes. C'est ainsi que nous sommes en train de mettre en place au niveau de chaque arrondissement une équipe de football d'abord des moins de 17 ans. En relation avec la fédération de volleyball aussi, j'ai demandé qu'on puisse faire la même chose pour le volleyball. En fait, toute fédération qui est disponible, on est prêt à l'accompagner, puisqu'on a eu, grâce aux engagements nationaux des plateaux omnisports à travers la ville. Il faudra donc qu'on puisse les utiliser pour promouvoir la relève dans toutes les disciplines sportives. Mais il est évident que si les fédérations qui ont les cadres qu'il faut n'arrivent pas à les soutenir, moi avec mon petit personnel, on n'arrivera pas à le faire, parce que j'ai sept enseignants d'EPS, et il y a un qui est décédé. Il y a donc six, plus un collègue qui est venu du ministère des sports pour m'appuyer. Il faut reconnaître qu'un maître d'EPS est beaucoup plus décidé à enseigner l'EPS qu'à entraîner, maintenant il faut qu'ils aient été des sportifs auparavant pour pouvoir le faire. Parmi eux ce n'est pas certain qu'ils soient en mesure d'être sur le terrain pour encadrer la discipline mais ils peuvent faire l'initiation. Comme je parle de promotion de sport de compétition à la base, il faut vraiment des gens qui ont une bonne notion de l'entraînement dans ces différentes disciplines sportives, donc il faut forcément que les clubs et les fédérations puissent m'appuyer en me donnant du personnel pour qu'on puisse ensemble occuper les jeunes dans les différentes disciplines pour qu'au moins à tout moment on puisse avoir des équipes dans chaque arrondissement. Ouagadougou est divisé en cinq arrondissements, mais d'ici 2011, on va passer à 12 arrondissements. Le découpage va changer. C'est dire en fait que dans chaque entité géographique de la commune, il faut qu'on puisse avoir des gens qu'on va suivre régulièrement. C'est ça l'objectif, qui va aboutir à une sélection pour avoir une équipe de jeunes au niveau de la commune. On va essayer de les entraîner jusqu'à ce que les clubs viennent en prendre pour continuer le travail. Le maire est prêt pour permettre des sorties pour faire des matchs avec les pays voisins, des pays avec qui, on a des jumelages. On a des jumelages avec Kumasi au Ghana, on a en avec certains autres pays comme le Benin et

d'autres, on verra. En attendant, on est là-dessus, il faut donc commencer par le football ou il y a beaucoup de gens qui sont volontaires pour l'encadrement. Je compte d'ici peu aller avec le volleyball, le basketball, le handball et même l'athlétisme pourquoi pas. Logiquement, on voulait en fin de compte pouvoir avoir la possibilité d'offrir à chaque enfant, l'occasion de faire le sport de son choix, c'est ça l'objectif final en fait, maintenant, il faut qu'on ait les moyens. C'est souvent difficile d'avoir les moyens, il y a la volonté mais aussi il faut que le matériel suive. Quand on vous donne des missions, il faut que les moyens suivent pour que vous puissiez aboutir. Nous sommes là-dessus et on essaye de voir comment faire pour y aboutir.

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez effectué votre formation de professeur d'EPS à l'INJS d'Abidjan en Côte d'Ivoire. Vous avez également été directeur des études de l'INJEPS de Ouagadougou. Vous avez très bien connu ces deux institutions, parlez-nous d'elles, des formations, des acteurs etc.*

Lassina GNANOU : *Moi je suis allé directement avec le baccalauréat c'était le cursus, des cadres supérieurs du sport. Arrivé à Abidjan, nous avons commencé avec l'introduction du cursus universitaire, le deug et la licence STAPS. On suivait les matières universitaires à l'université. Au niveau des matières physiques, on avait beaucoup de coopérants à Abidjan, pour, le judo, la boxe, l'athlétisme, le football, la natation, la gymnastique... Il y avait une promotion au judo qui était tenu par un noir sinon pour tout le reste, c'était des coopérants. Je crois que la formation en Côte d'Ivoire, en son temps, j'ai trouvé qu'il y avait le personnel qu'il fallait mais après j'ai compris qu'il avait été décidé que Abidjan soit un institut à vocation régionale ou en fait il y a cet avantage par rapport aux autres instituts. Quand je suis revenu à Ouagadougou, il y avait toujours des coopérants, mais à Ouagadougou c'était le niveau maître d'EPS. J'ai commencé à l'INJEPS de Ouagadougou avec l'introduction du professorat adjoint, d'EPS. Il y avait des coopérants qui étaient là, moi je les appréciais, mais après il y a eu, leur départ, et je pense que c'était très tôt. On a mis des collègues mais je pense que c'était difficile. Quand j'étais directeur des études, j'ai tenu compte de ça, il ne s'agissait pas d'avoir les diplômes pour enseigner mais il fallait quand même prouver qu'on domine la matière qui va être enseignée. Ça fait un peu de conflit pour certains mais moi je pense que c'était l'objectif qu'on visait. Les collègues qu'on formait, c'étaient de futurs collègues, il fallait qu'ils aient le maximum de connaissances et qu'ils soient aptes à remplir les fonctions d'enseignant qu'on voulait. Je sais*

que même à Abidjan, le volume horaire ça change avec le temps, quand nous on a commencé, comme c'était la première promotion, on nous a bombardé avec beaucoup de matières. M. Griffé qui était chargé de diriger cette promotion et quand on n'a pas pu continuer pour la maîtrise, lui-même il était découragé, parce qu'il a trouvé qu'on avait fait le maximum. Après, ils ont commencé à diminuer certaines matières, à supprimer certaines matières côté session parce que les mécaniques n'étaient plus des matières qui pouvaient amener quelqu'un en session, la sociologie n'était plus enseignée pendant deux ans, on a essayé donc de recadrer. C'est la même chose qui est venu à l'INJEPS de Ouagadougou parce que je me rends compte que, pour la formation, les gens se plaignent parce qu'ils trouvent que, les enseignants d'EPS n'ont plus tellement de pratique sur le terrain et les volumes horaires des cours sont pratiquement réduits. Je ne sais pas, je ne suis plus là-bas, parce que même en vacation, je ne donne plus de cours là-bas, donc je ne peux pas trop m'aventurer.

Delphine COMPAORÉ : Et à votre temps, quand vous y étiez ?

Lassina GNANOU : Là c'est clair, j'essayais au maximum de faire ce qu'il fallait, puisque j'ai introduit beaucoup de matières, au départ les gens étaient contre mais après ils ont accepté. Même ceux qui étaient contre moi, après sont devenus mes amis parce qu'ils ont vu quand même que c'était utile. On ne peut pas comprendre qu'un enseignant d'EPS ait des lacunes en anatomie. Donc on a introduit l'anatomie et j'ai trouvé ça normal parce que depuis que l'Institut existe on n'avait jamais mis l'anatomie en professorat adjoint.

Delphine COMPAORÉ : Mais au niveau de la maîtrise, il y avait de l'anatomie.

Lassina GNANOU : Il y avait de l'anatomie. Mais en fait quand on a vu au niveau des concours que les gens confondaient les os des membres supérieurs avec ceux des membres inférieurs, ça veut dire qu'il y a vraiment des problèmes. Effectivement, il y en a qui ont reconnu qu'il y avait des lacunes dans la formation. Tout de même je me dis que c'était bien parce que là ce n'était plus de l'anatomie pure, mais c'était de l'anatomie fonctionnelle qu'on avait introduit en P.A (professorat adjoint). De toute façon il faut que à tout moment on puisse avoir cette notion, puisqu'on fait du sport, on agit sur le corps en mouvement donc forcément il faut qu'on sache la fonction de chaque muscle, comment les segments se déplacent. Je pense que c'était nécessaire. En tout cas les premiers qui se plaignaient, ont reconnu après que c'était bon, parce qu'ils sont

allé à Abidjan pour faire le professorat et il y en a qui ont reconnu que c'était utile. Mon problème c'était en fait qu'un enseignant d'EPS n'ait pas de complexe devant un enseignant de français ou d'anglais. Nous sommes tous des enseignants et chacun a une action à mener pour le bien être de l'enfant que nous avons à former. Je crois qu'à ce niveau-là, je n'aurais pas aimé voir un collègue complexé parce que lui il est sur le terrain, parce que les gens pensent que sa matière n'est pas bonne. Si, il y a une matière qui est complète pour l'enfant qu'on forme, c'est bel et bien l'EPS.

Delphine COMPAORÉ : *A l'INJS d'Abidjan, aussi bien qu'à l'INJEPS de Ouagadougou, vous avez donc connu ces coopérants quels étaient leurs profils, leur provenance et les relations qui les unissaient aux locaux. Comment vous arriviez à gérer tout ce monde ? En tant qu'étudiant d'abord, ensuite professeurs et responsable administratif.*

Lassina GNANOU : *waouh ! en tant qu'étudiant à Abidjan, j'étais en bon terme avec tous mes professeurs, même plus facilement en bon terme avec les professeurs coopérants. Il y a M. Palaké Jean Louis qui était mon professeur de volleyball, il y a M. Dieu, je ne sais pas s'il vit toujours, il faisait le judo, il y a M. qui faisait la boxe, M Drion qui faisait la natation, Il y a Inass qui faisait le basketball, M. Griffé lui c'était l'Histoire des APS, M. Deges c'était l'entraînement, lui m'a tenu tout juste vers la fin. C'était vraiment M. Palaké qui était surtout mon professeur de volleyball. En athlétisme c'était M. Fodin Guy, le Rugby c'était M. Castagne, il y avait un qui était au handball M. Imeel qui est parti et qui s'est fait remplacer par un autre dont je ne vois plus le nom. C'étaient tous des coopérants français. Il faut reconnaître qu'en professorat, on était beaucoup plus enseigné par des coopérants que par des nationaux. Les nationaux venaient en tant que assistants surtout en football, mais c'étaient les élèves de quatrième années en fait et ça c'était en 1980-1983. On a fait le tronc commun jusqu'en deug mais en licence, on a fait les options. Moi j'étais en volleyball et en athlétisme. Il y avait la gymnastique, mais c'était toujours des coopérants. Dans mes options c'étaient des coopérants, en athlétisme c'était M. Fodin Guy. Vraiment, je n'ai pas eu trop de nationaux dans les cours pratiques mais dans les cours théoriques, j'ai eu des professeurs assistants. Comme professeurs, c'était en sociologie, mécanique c'était un blanc. En sociologie c'était un noir M. Kouamé Krou. En sociologie Générale, c'était aussi un ivoirien mais c'était un professeur. En sociologie sociale, c'était un noir M. Koné mais lui il était assistant je crois. En anatomie, c'était M. Kébé, c'était un*

professeur et c'était le doyen de la faculté de médecine. En physio Mme Dosso qui était professeur et il y avait aussi un assistant qui nous enseignait lorsqu'ils n'étaient pas là, c'est surtout M. Kébé qui avait des assistants. Mme Dosso a toujours fait ses cours avec nous du début jusqu'à la fin.

Delphine COMPAORÉ : *Et à l'INJEPS de Ouagadougou ?*

Lassina GNANOU : *à l'Institut ici, quand j'étais professeur, j'ai vu quand même qu'il y en avait. Il on avait un qui était très bon, M. Alain Smail en physiologie. On avait des collègues nationaux qui les accompagnaient, mais j'ai trouvé qu'il y avait une petite concurrence des fois avec les collègues. C'était un esprit qui n'était pas bon, il fallait voir en fait, même à valeur égale, un coopérant a beaucoup plus d'avantage qu'un national, parce que lui, il peut toujours se former, mais nous nous venons avec notre bagage de formation initiale, il n'y a plus de recherche. On n'arrive pas toujours à se mettre à jour et là, c'est difficile. J'ai trouvé que c'est ça qui était toujours dommage pour nous, ça fait que nous avons perdu trop vite les coopérants par rapport à d'autres pays, parce qu'on n'a pas encouragé la venue de ces gens-là. En plus du fait qu'ils sont ouverts, aux autres parties du monde, à l'Europe et autres, ils ont encore des possibilités pour jouer sur la pédagogie. Ils arrivent à faire un travail comparatif parce qu'ils en voient ailleurs. Les moyens, ils en trouvent pour pouvoir améliorer la formation mais nos nationaux, ont toujours été pressés pour être devant. Moi je l'ai toujours déploré. Parce que si ce n'était pas ça, M. Degès allait être au Burkina et je pense que on allait être bien parti au niveau du volleyball parce que lui c'était un instructeur de la FIVB, il allait beaucoup nous aider mais croyant déjà pouvoir, parce que lui il est professeur, nous nous sommes aussi professeurs, on peut déjà le remplacer ce n'est pas bon. Je trouve que ça c'était un problème que moi j'ai toujours regretté au niveau de notre comportement envers les coopérants. Mais c'est vrai, il y avait des coopérants qui n'étaient pas à la hauteur. J'en ai connu mais enfin, est-ce qu'il y en avait aussi de mieux sur place, ça aussi, il faut voir ! Sinon, il y avait plus de bons que de mauvais, ça, il faut le reconnaître, en tout cas, moi j'ai vu qu'il y avait plus de bon parmi les coopérants que de mauvais. Bien sûr, il y a aussi le fait peut être qu'on leur permettait pas de travailler. Lorsqu'on leur met des bâtons dans les roues, il est évident qu'on va toujours créer un climat qui ne leur permet pas d'être à l'aise, sinon, ils ont toujours travaillé avec bonne volonté. Que ce soit en handball, au basket. En physio par exemple, M. Alain Smail en fait, il allait au-*

delà de l'enseignement théorique. Il y a du matériel qu'il utilisait pour la mesure de la VO2 Max en fait sur le plan chimique, mais jusqu'à présent en fait je n'ai vu aucun professeur le faire ! Pourtant, les gens pensent qu'on est professeur, on peut, on ne peut pas ! Comment on va faire, en tout cas, moi je pense qu'il faut avoir cette ouverture, surtout que notre institut a souffert du fait qu'il n'y a pas eu de cadre supérieurs, après le professorat, il serait bon qu'on ait des coopérants pour compenser ce vide en attendant d'avoir des gens qui fassent le troisième cycle.

Delphine COMPAORÉ : *Justement, j'allais vous poser la question dans ce sens parce que, effectivement, l'offre de formation à l'institut de Ouagadougou s'est limitée pendant longtemps au professorat adjoint, et au professorat pour la formation l'extérieur. Parlez-nous de cette période-là, parce que ça été, et c'est toujours un frein pour l'institut de Ouagadougou, qui manque énormément de cadre de ce type.*

Lassina GNANOU : *l'institut des sports de Ouagadougou en fait, c'est vrai il faut mettre l'orgueil de côté. Ayant fait l'institut d'Abidjan, et ayant vu ce que les ivoiriens ont prévu pour leurs cadres, c'était quand même pour moi désolant lorsque je suis arrivé ici. Bien qu'étant les meilleurs de la promotion, notre pays n'a pas voulu laisser les gens continuer parce qu'il trouvait que c'était inutile. J'ai trouvé que c'était en fait des gens qui avaient des connaissances un peu limitées en matière de sport. Nos dirigeants qui étaient déjà là, avaient des connaissances un peu limitées en matière de sport parce qu'eux-mêmes en réalité n'avaient pas des formations assez élevées. Ils n'ont pas eu à faire le cursus universitaire, donc ils n'ont vu en fait que le poste. Responsables, ils ont eu peur qu'ils y aient des gens qui viennent avec un diplôme supérieur, qui seront au-dessus d'eux, alors qu'il fallait voir l'intérêt du pays au lieu de voir l'intérêt individuel. C'est ça qui nous a mis en retard et qui continue de nous mettre en retard. Jusqu'à présent, je vois, qu'on n'a jamais décidé d'envoyer quelqu'un faire une formation avec une bourse nationale. Jusqu'à présent, on attend des bourses, même pour le professorat, toute formation hors du Burkina Faso, se fait sur une bourse étrangère. Ce n'est pas normal en matière de sport. Même si les bourses viennent, on priorise encore les autres matières que le sport. Ça veut dire en fait que même au niveau national, il y a toujours des décideurs qui en réalité ne connaissent pas l'importance du sport pour la population. Ils ne connaissent pas l'importance du sport. À un moment donné, il y a eu des bourses canadiennes, des bourses de la francophonie pour aller au Canada, mais j'ai vu qu'à son temps, il y a eu un ministre qui a*

préféré donner ça aux autres matières qu'au sport. Pourtant, au Canada en fait, l'enseignement post universitaire, déjà le 3è cycle est très développé en matière de sport, mais on a en pas. Je crois que, il fallait qu'au niveau de la coopération, eux aussi, ils essayent de nous guider à ce niveau-là pour dire, qu'il y a des bourses, mais c'est pour le troisième cycle et là, ils allaient comprendre, même s'ils ne voulaient pas, ils allaient envoyer. Mais comme justement, nous on ne forme pas nos cadres suivant un programme, mais suivant le rythme des bourses étrangères qu'on donne, ça fait qu'en fait on ne maîtrise pas notre politique de formation de cadre en matière de sport au Burkina. C'est dommage, mais je me dis qu'on ne va jamais devenir autonome en matière de sport tant qu'on ne va pas vouloir se donner un programme, un plan de formation des cadres en matière de sport. On se limite à former, l'institut est là on continue à former mais il faut reconnaître qu'à un moment donné il y a eu une fermeture, on avait même fermé, on n'avait pas donné de l'importance, après on a repris. Maintenant, c'est BAC plus deux pour être professeur de CEG et deux plus trois ans pour être professeurs certifié. Tout ça, je me dis qu'en réalité, on n'a pas encore compris. Avant de quitter, on a lutté pour qu'il y ait un département STAPS à l'Université, pour que au moins, il y ait cela avec les professeurs d'Université qui avec le temps allaient pouvoir s'adapter pour qu'on ait des enseignants de profil sport pour pouvoir faire la formation après.

Delphine COMPAORÉ : *Mais, qu'est-ce qui coince ?*

Lassina GNANOU : *C'est dommage, comme maintenant, on a fini l'atelier sur le plan de cette formation. J'ai été affecté à la Mairie depuis descendre 1999, j'ai tenu à ce que ça soit fini avant que je parte. Quand on a fini, on n'a déposé avant de partir mais, il n'y a pas eu de suite. Maintenant, je ne sais pas qu'est-ce qu'on va faire. Le MESSRS forme certains cadres à Koudougou, le Ministère des sports forme aussi ces cadres à Ouagadougou. Maintenant je ne sais pas si cette façon de faire permet d'avoir des cadres de qualité pour notre sport. Peut-être, il faudrait attendre de voir, faire une évaluation après pour voir si c'est le bon chemin ou s'il faut encore modifier.*

D.COMPAORÉ : *Est-ce qu'à l'époque où vous étiez à l'INJS d'Abidjan, il a été question d'envoyer les voltaïques ou les burkinabè, les voltaïques de l'époque qui faisaient partis des cinq meilleurs au Canada, puisque c'était la formule à Abidjan, si oui est-ce qu'ils ont rencontré un refus des autorités voltaïques à l'époque.*

Lassina GNANOU : Çà, je me souviens, et je vais vous le dire. On nous a rassemblés pour nous dire, que maintenant, ce n'est plus comme avant, c'est un cursus universitaire. Il fallait d'abord s'inscrire à l'université, faire un deug, deug 1, deug 2 et une licence et choisir de faire la maîtrise ou le CAPEPS. En Côte d'Ivoire, eux ils ont choisi d'envoyer les cinq meilleurs au Canada et heureusement pour nous aussi, au mois de décembre je crois, il y a eu nos responsables qui sont venus à Abidjan pour nous voir et j'ai eu à poser le problème.

Delphine COMPAORÉ : Qui étaient ces responsables ?

Lassina GNANOU : Lompo Eugène, il est décédé, Ouédraogo Christophe est décédé, Coulibaly Daniel est décédé. C'était les trois qui étaient venus. Ils sont venus, et moi j'ai demandé ce qu'ils pensent faire pour nous qui sommes voltaïques, qui ne sommes pas ivoiriens. La Côte d'Ivoire prévoit d'envoyer ses cinq meilleurs au Canada, pour continuer la formation, mais au niveau de la Haute Volta, qu'est-ce qu'on a prévu. Je pense que ma question a été trop choquante pour M. Lompo Eugène parce que j'ai senti qu'il était énervé. Il m'a demandé d'où je venais. Je lui ai dit de la Haute Volta. Il me dit, d'où précisément. Je lui dis je viens de Bobo. Il me dit, on vous a envoyé pour quatre ans, au bout de quatre ans, on vous rappelle. Donc c'est pour dire en fait, qu'ils savaient bien qu'il y a une formation universitaire après qu'on peut suivre jusqu'au troisième cycle, depuis 1979, mais, c'est quelque chose, qu'ils ne voulaient pas entendre. Alors, quand on n'est revenu, il faut reconnaître, je voulais aller faire mon économie, mais, au niveau de la direction de l'orientation, on m'a dit qu'il fallait que je les rappelle. Sinon, je ne voulais pas continuer parce que j'ai senti qu'honnêtement, ce n'est pas un endroit où je pouvais m'en sortir. J'ai vu que c'est des gens qui ne savent pas ce qu'était le sport en fait. Ils prennent leurs postes comme des privilèges, et non des postes qu'on leur a confiés pour l'intérêt du pays, parce que, nous sommes trop en retard. Quand on regarde à Abidjan, les premiers docteurs, sont de notre promotion. Je sais que, il y a un camarade qui a continué à réclamer ça, mais quand il est venu, on lui a dit vis à vis : 'de toute façon même si tu grouille, tu vas comment comment, tu reviens, tu ne vas pas te transformer en poussière !' Ça, c'est monsieur Zio Antonin qui a dit ça à Nacoulma Francis. Vous voyez, ça veut dire en réalité que, ils ne veulent pas ça du tout. J'ai dit à Zio, tu es parti faire l'inspection, qui étaient tes professeurs, il m'a donné les noms, je lui ai dit, c'est mes promotionnaires et il dit qu'il sait mais lui il n'a rien appris. Je lui ai dit, en attendant, si ce n'est pas eux, personne ne pouvait te faire la formation pour valider ton diplôme.

C'est pour dire en réalité, ici, nos responsables, nos premiers responsables n'ont pas vu leurs postes comme étant une mission mais plutôt comme des avantages, des privilèges, donc, il ne fallait pas qu'ils les perdent jusqu'à ce qu'ils aillent à la retraite. C'est comme ça, ça même joué sur le départ des gens pour l'inspection tout et tout, puisqu'il fallait choisir qui doit continuer pour faire l'inspection et son poste peut être occupé par ceux qui vont venir. C'était généralement comme ça, mais je crois qu'il va falloir que la nouvelle génération essaye de gérer ça. Il faut qu'on essaye de changer ça, pour qu'au moins, on puisse laisser l'ouverture à tout le monde. Maintenant que les enseignants d'EPS sont orientés vers le MESSRS, je pense que là-bas au moins ils pourront avoir la chance sauf si par exemple d'autres personnes essayent de contredire encore le bien-fondé de cette possibilité.

Delphine COMPAORÉ : *Ces formations étaient financées par quelles institutions, est-ce que c'était les ivoiriens ou alors c'était la CONFEJES etc.*

Lassina GNANOU : *Je ne peux rien affirmer mais ça ne m'étonnerait pas que ce soit la CONFEJES qui finance parce que la Côte d'Ivoire avait un avantage particulier par rapport au Burkina Faso, à partir du moment où en fait ils étaient seuls autorisés en Afrique de l'Ouest à envoyer, à avoir des bourses pour des formations de troisième cycle. C'était les seuls qui étaient autorisés, autorisés par la CONFEJES. La CONFEJES, j'ai compris quand j'étais à l'INJEPS de Ouagadougou, qu'ils avaient décidé de faire de Dakar, Abidjan et le Cameroun comme les seuls instituts à vocation régionale et dont les pays étaient autorisés à envoyer des étudiants faire des formations universitaires jusqu'au doctorat parce que selon eux, ces gens pourront venir former les autres cadres, mais ils ont oublié le fait qu'il y avait d'autres instituts. Je pense que j'ai fait la bagarre avec M. Ouellet à Dakar une fois quand je suis allé. J'ai dit, si vous savez que vous allez faire comme ça, il ne fallait pas ouvrir des instituts dans les autres pays. Puisque vous avez ouvert des instituts qui forment aussi des cadres, ça crée des problèmes et vous ne donnez pas assez de bourses. Il faut donc maintenant orienter les gens pour que ça puisse continuer, sinon c'est comme si en fait, on a envoyé des gens à la boucherie. On est ensemble dans la même classe, on doit prendre les meilleurs mais on ne peut pas partir parce qu'on n'est pas ivoirien. Là c'est de la ségrégation depuis la CONFEJES et là, ce n'est pas bon. Il y a des collègues eux-mêmes qui savent qui ne sont pas les meilleurs mais comme leur pays c'était la Côte d'Ivoire, ils pouvaient continuer. Alors qu'au Burkina Faso, il y a encore d'autres filières ou les gens*

continuent jusqu'au doctorat, ça veut dire qu'en sport on doit toujours rester à un bas niveau, parce que le sport ne mérite pas d'être au même niveau que les autres disciplines intellectuelles et là, la CONFEJES a contribué à créer cette situation-là ! Peut-être que c'est de façon inconsciente, mais ce n'est pas bon. Parce que pour illustrer l'exemple, vous êtes au lycée, vous avez le BAC ensemble, vous allez à l'Université, maintenant il y a un qui ne peut pas aller au-delà, parce que le sport ne peut pas aller au-delà en Haute Volta, parce que un cadre de sport doit se limiter au CAPEPS et maintenant dans les autres matières, ça continue et c'est la même francophonie qui continue à donner les bourses aussi pour ça, c'est dire donc que ce n'est pas important. Ça, il faut voir, c'est ça le problème.

Delphine COMPAORÉ : *Vous êtes un des membres de la fédération de football, évidemment, vous avez été également plusieurs fois membre de la fédération de volleyball, directeur technique etc. alors, parlez-nous justement du sport burkinabè avec des exemples bien appuyés sur le football et le volleyball, de son évolution sur pratiquement une cinquantaine d'années.*

Lassina GNANOU : *moi j'ai tout juste au-dessus de la cinquantaine, donc ça va être difficile de parler des choses de plus de trente ans, mais depuis que j'ai été conscient, et fait du sport, je peux quand même dire, qu'au Burkina Faso, on a un problème. Il va falloir que les autorités s'engagent effectivement à soutenir le sport. Ils veulent le résultat, mais ils ne veulent pas mettre les moyens. On a donc des résultats en dent de scie parce qu'en réalité, on n'a pas une bonne politique de la relève. Le sport à l'école primaire n'est pas pris au sérieux, le sport au secondaire n'est pas pris au sérieux, c'est maintenant que ça recommence sinon, on avait mis fin à l'USSUBF. L'USSUBF a repris maintenant il faut aussi qu'on mette l'accent sur les AS, sur les entraînements dans les lycées. Si par exemple, l'enseignant qui doit faire un cours d'EPS, il a peut-être deux ou trois ballons, s'il doit faire l'AS, il faut qu'il ait beaucoup plus de matériel pour travailler. Généralement il n'a pas assez de matériel pour travailler, donc techniquement il y a toujours un manque à gagner au niveau de l'entraînement. Ensuite, les meilleurs, ils vont aller où ? Les clubs n'arrivent pas à prendre en charge la relève parce que ça coûte cher. Au Burkina Faso, il faut reconnaître que le sport n'a pas de sponsors, sauf quand on dit qu'il y a la coupe d'un député, là à ce moment c'est les politiciens qui en bénéficient à ce moment pour faire leurs activités. En fait, on veut avoir dans quatre ans une équipe cadette qui soit très bien, mais on ne commence pas cette année ! Il faut commencer depuis que l'enfant est au primaire pour*

qu'il ait de bonnes bases et maintenant à ce niveau mettre une bonne politique de formation des cadres parce qu'en fait pour les entraîneurs, la formation n'est pas suivie. Aujourd'hui, on dit il y a un stage, il y a un de la FIFA qui vient ou bien un de la FIVB qui vient, donc, il faut amener les gens pour former. On les forme mais après il faut qu'ils aient les moyens pour pouvoir continuer à mettre ça en pratique. Leur produit, il faut qu'ils puissent s'évaluer en faisant des compétitions pour voir si leur travail est rentable ou pas. Les enfants qui sont un peu bons, pour qu'on puisse les regrouper pour leur permettre de continuer à apprendre afin qu'on ait toujours de l'excellence mais il n'y a pas ça. Dans les clubs c'est difficile. Moi quand j'étais, parlant de mon CFO, j'avais cet avantage-là que souvent il y avait la mairie. Dans les arrondissements, il y avait la coupe du maire, donc je faisais participer les meilleures équipes comme l'équipe du CFO. Par exemple en minime, je prends l'équipe championne, mais tout ça, en fait, il y en a qui n'arrive pas à le faire. Quand on prend une équipe minime pour une compétition, il faut une assurance, il faut l'équiper, les cadres, les maillots. C'est difficile, maintenant personne ne veut aller à l'entraînement régulièrement, on ne peut pas se limiter à deux entraînement par semaine pour pouvoir faire une compétition. Ce moment est révolu. Maintenant les gens parlent des tous petits, de poussin de minime etc. et si nous on ne se met pas au sérieux, on sera dépassé à ce niveau-là. Nous avons donc maintenant compris, j'ai vu qu'au niveau du ministère on essaye de mettre l'accent sur ça. Il y a eu des cadets qui ont eu des compétitions, ils sont allés au Maroc d'abord faire des matchs amicaux, les juniors sont allés d'abord en France, après on les a amenés en Allemagne, et après en Espagne. C'est bien, maintenant il faut que avant qu'ils soient juniors, pour participer à ces compétitions-là, il faut qu'ils aient des séances d'entraînements sérieux, avec des encadreurs sérieux, des compétitions qui puissent les amener à s'aguerrir et pouvoir toujours chercher à se surpasser. On se limite à nos matches amicaux entre nous ici et lorsque l'entraîneur lui-même n'est pas assez formé pour savoir que, à partir de tel moment il faut que l'enfant bénéficie de telle chose pour que demain il puisse l'utiliser pour faire telle autre chose, c'est de l'animation, et c'est difficile. C'est tout un ensemble qu'il faut essayer de voir. Il faut d'abord qu'on puisse savoir, qui doit encadrer les jeunes, est-ce qu'il est apte à le faire pour maintenant lui donner les bagages nécessaires pour le faire, lui donner les moyens, donc, mettre un système en place pour que ces jeunes formés ne soient pas du gâchis, qu'on récupère les bons, qu'on les suive maintenant pour qu'ils deviennent performants. À partir de ce moment, on peut toujours avoir une assurance qu'on aura de la relève à tout moment. Mais si on

attend, pour dire maintenant on veut des cadets, voyez ou on peut avoir les meilleurs, c'est comme si on va en brousse, on cherche des condiments, on trie les feuilles qui peuvent servir à faire la sauce, mais là, ce n'est pas bon. Ça peut marcher mais pas toujours. Je pense que notre problème est à ce niveau, mais tout ça appelle des moyens parce que effectivement pour mon passage à la Fédération de volleyball, j'ai vu que ça coûte cher, ça coûte cher, maintenant est-ce que notre pays peut faire bien et ne veut pas faire. Ça maintenant il faut être à ce niveau pour savoir la vraie raison, mais en tout cas, je sais qu'il faut qu'on essaye de suivre la logique de la science du sport pour avoir de bonnes équipes dans nos différentes disciplines sportives.

Delphine COMPAORÉ : *La fédération de football, comme toutes les fédérations sportives du Burkina Faso, se retrouve souvent face à des problèmes de financement, puisque le sponsoring comme vous l'avez dit tantôt n'existe pratiquement pas, comment vous vous débrouillez pour financer vos activités et qu'est-ce qu'il faut faire ?*

Lassina GNANOU : *Il faut reconnaître, c'est vrai qu'on dit que le football prend tout l'argent, parce que c'est le budget national qui finance tout. Le championnat est financé par le budget national et même en football, il y a toujours des problèmes. Le ministère fait tout, il lutte pour avoir l'argent au niveau du budget national, mais ça ne suffit pas. Les équipes sont obligées d'être pris en charge pour tous les déplacements pour les matchs. Notre championnat a vingt-six journées, pour toutes les équipes qui se déplacent, on donne un minimum, maintenant à eux de pouvoir compléter pour mettre leurs joueurs dans les conditions. Il y a même des équipes qui ne vivent que de ça, donc, ça fait que c'est difficile. Le championnat coûte cher. Avant, c'était excellence la marque de cigarette qui sponsorisait mais avec la décision de mettre les sponsorings des cigarettes hors des stades, on a plus de sponsoring et là, c'est difficile. A la fédération, on est en train de chercher par une agence IPSA Sports pour nous accompagner, mais ce n'est qu'un début. Pour le moment, nous n'avons pas encore vu les fruits d'abord. Le tissu économique est faible, partout, c'est les mêmes qui sont sollicités. Quelqu'un qui veut faire un truc, que ce soit culturel ou social, on va vers eux. Ça fait que les mêmes ne peuvent pas toujours prendre tout en charge, on va les étouffer, donc on va tuer notre tissu économique. Il faut peut-être qu'on essaye de trouver d'autres moyens pour pouvoir équiper les gens.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous pensez à quels autres moyens ?*

Lassina GNANOU : il faut qu'on essaye de voir, je sais qu'ailleurs, les téléphonies mobiles en fait interviennent beaucoup, au Mali, en Côte d'Ivoire, mais ici, pour le moment ils ne sont pas dans le sport. Maintenant il faut voir, si ailleurs ils sont dans le sport, quels sont les sociétés qui sont dans le social, on ne sait pas. Peut être ici, ils sont orientés vers autres choses, on ne sait pas. Moi je ne peux pas affirmer parce que je n'ai pas de connaissance là-dessus, mais nous voyons par exemple au Mali, il y a des équipes par exemple, les premières divisions, ont au moins trente millions pour démarrer le championnat. Mais ici, on donne deux millions pour démarrer le championnat, vous voyez déjà l'écart. En Côte Ivoire c'est la même chose, ce n'est pas moins de trente millions, les premières divisions n'ont pas moins de trente millions pour pouvoir commencer le championnat, mais ici la subvention, c'est deux millions et ça c'est le budget national. Tout est financé par le budget national, donc ça fait que c'est difficile et maintenant, comme il n'y a pas de résultat, ça fait un problème parce que ça décourage les gens. Cette année, on a pu avoir une lueur, d'espoir avec nos séniors qui ont essayé de faire les éliminatoires de la CAN, vraiment la première phase a été avec succès, sans défaite, on pouvait avoir de l'espoir mais quand on est parti à la CAN, on a été éliminé, déjà ça décourage. Maintenant, on est avec les cadets, on va voir. Je me dis, qu'en continuant avec ce système, il faut aussi déjà commencer en bas. L'USSUBF a eu cette méthode, ils ont mis des comités de sélection régionaux pour suivre les finales USSUBF afin de pouvoir détecter les meilleurs. Pour eux, ils voient, ils pourraient donner des bourses à ces individus, peut-être, ça pourrait les aider à pouvoir mieux faire le sport, mais est-ce qu'ils seront bien encadrés, parce là, ils veulent que les fédérations, prennent le relais, donc il faut que les clubs les reprennent. Par exemple ici dans notre championnat, on a un problème, au football, ils ne sont pas nombreux à être nationaux, je sais qu'ils ne sont pas nombreux à être du Burkina.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que c'est la solution ?*

Lassina GNANOU : ah ! Le problème c'est quoi ? Il faut avoir un entraîneur de haut niveau et c'est difficile à avoir. Puisque là, on a des gens qui ont des bagages, mais il y en a qui ne vont pas sur le terrain. Parmi nos collègues, il y en a qui ont des diplômes, qui ont fait des stages, mais, ils n'ont pas eu un club à gérer. Qui va accepter de laisser son équipe à quelqu'un qui va faire ses apprentissages. Mais s'il y avait ces équipes de jeunes, ils allaient faire leurs apprentissages en même temps et c'était bon. Ils n'ont pas l'occasion. L'ASFA est géré par un

Malien, l'EFO c'est un ivoirien, l'USO c'est un étranger, même la deuxième division compris. À Ouahigouya, je pense que c'est la même chose, je crois. C'est à Koupela que c'est un national, à Banfora aussi, au niveau de Bobo il y a l'ancien entraîneur qu'on a amené du Racing. Le championnat n'a pas un bon niveau, la preuve les équipes sont qualifiées mais n'arrivent pas à aller loin, parce qu'en réalité, il n'y a pas de bon produit parce que la formation est insuffisante. Il faut qu'on forme beaucoup pour qu'au moins, on ait le choix. Mais si maintenant le choix est limité, là c'est difficile.

Delphine COMPAORÉ : *On va revenir sur la période où il y a eu la dissolution des structures fédératives avec en remplacement la mise en place d'une autre organisation, pour gérer le sport national. Vous avez été un des responsables nationaux, le responsable national au niveau du volleyball. Parlez-nous justement de cette période, comment c'était organisé, et qu'est-ce qui a un moment donné a fait que finalement cette organisation est tombée en désuétude.*

Lassina GNANOU : *En fait il faut reconnaître que c'était illégal, c'était des décisions révolutionnaires, en réalité, vis à vis des structures nationales, parce la fédération internationale de football ne sais pas avec qui, il faut correspondre. La fédération internationale veut avoir des fédérations sportives élues avec qui elle peut correspondre, des répondants élus, pas des gens qu'on impose. Au volleyball c'est la même chose, mais comme c'était temporaire, pour qu'on puisse mettre de l'ordre. Au bout de deux ans, on a mis les textes en place et on a remis en place ces fédérations. Je pense que ça a commencé de 1987 à 1989.*

Delphine COMPAORÉ : *Quel était le problème pour qu'on en arrive à cette dissolution ? Est-ce qu'il y avait un reproche quelconque à l'endroit de ces institutions sportives.*

Lassina GNANOU : *honnêtement, je ne peux pas trop m'aventurer parce que je n'étais pas là. Je n'étais pas là à ce moment. Moi je suis rentré avec la révolution, j'ai fini ma formation, je suis rentré avec la révolution. En ce moment je sais qu'on a joué, j'ai joué pendant deux ans avec une fédération. Je pense qu'il y avait trop de problèmes. Ailleurs, on amenait les gens à démissionner pour renouveler mais avec la révolution, on a imposé carrément la dissolution.*

Delphine COMPAORÉ : *On va revenir sur la coopération dans le sport. On constate qu'au niveau de la mairie ou des différentes mairies à travers le pays, il y a ce qu'on appelle la*

coopération décentralisée. Est-ce qu'au niveau du sport à la mairie centrale de Ouagadougou, vous avez des partenariats à l'image des autres domaines avec les acteurs internationaux ?

Lassina GNANOU : *honnêtement, il y a beaucoup de coopération dans la ville de Ouagadougou. La ville de Ouagadougou a beaucoup de relations avec des pays en Europe, comme les américains, puisqu'on est en relation avec le Canada, même avec la chine de Taipei. Le maire a envoyé des gens là-bas. En tout cas on a beaucoup de jumelages, beaucoup de coopération mais beaucoup plus orienté vers d'autres domaines que le sport. Il fut un moment ou moi-même j'ai demandé, qu'au moins quand ils sortent, qu'on puisse penser au sport, essayer de voir qu'est-ce qu'on peut avoir, qu'est-ce qu'on peut initier au niveau du sport. On dit toujours on va voir mais rien n'a été fait, ça n'a jamais été fait. La seule coopération ou j'ai entendu parler de sport, c'était à Kumasi à côté, mais qu'on n'a pas pu mettre en œuvre. C'est ça, j'ai envie de faire cette année avec le cinquantenaire, j'ai envie de demander que ça démarre. C'est à dire, des échanges entre les sportifs des deux villes. Sinon, la coopération, elle s'est souvent limitée au stade René Monory, ou en fait on a fait des infrastructures. Ça c'est une coopération avec M. René Monory. Ils ont réussi à nous donner ce terrain.*

Delphine COMPAORÉ : *Et avec l'ambassade de France, le Canada, la Chine, l'Amérique, Allemagne etc. ?*

Lassina GNANOU : *les relations avec le Canada, c'est essentiellement administratif. Sur le côté administratif, ils nous ont aidés surtout au niveau de l'administration à faire les plans de formations, comment gérer le budget, la planification en fait. Au niveau de la Chine, moi je ne sais pas, je ne suis pas trop au parfum, on a un camarade qui est chargé de cette coopération donc lui il pourra vous donner ses impressions après. C'est toujours des domaines spécialisés, par exemple Grenoble c'est la culture, alors que Lyon, c'est l'éclairage de la ville, c'est la propreté de la ville avec les machines. Avec Grenoble on a pu avoir par exemple REMDOGO qui a coûté moins cher et ils sont prêts à nous aider avec d'autres Remdogo, vous voyez ça, c'est vraiment culture. C'est surtout Lyon qui nous donne beaucoup de choses, chaque fois ils nous envoient des bus, les bus c'est Lyon, les Ben casseuses, les feux tricolores c'est Lyon. En fait vraiment Lyon c'est le plus grand coopérant et j'ai dit, puisque eux aussi ils ont une équipe de football, pourquoi ne pas essayer de créer cette coopération. On a eu un coopérant qui est venu ici dans le cadre des quartiers périphériques, on a eu un gros financement avec l'AFD pour*

s'occuper des quartiers périphériques. Il y a eu un coopérant qui était venu du nom de M. Frédéric Benoit, il est rentré, il a même envoyé un message pour dire qu'il est arrivé. Il est venu pendant trois ans, j'ai essayé de discuter avec lui pour savoir s'il ne pouvait pas intervenir comme ça. Il dit, que c'est difficile, en fait l'équipe de Lyon, la Mairie ne s'en occupe pas comme ça. Il faut reconnaître que le sport n'est pas, on n'utilise pas le sport pour atteindre des objectifs, on ne prend pas le sport comme un moyen d'éducation à temps plein parce que c'était bon, qu'ils puissent prendre ces enfants-là, pour les mettre dans les conditions. Sinon, il y a beaucoup d'association, quand ils se lèvent, ils viennent encore, pour demander de l'argent pour le développement du sport. En ce moment il n'y a pas un plus. Si par exemple quelqu'un vient dire qu'il veut faire du cyclisme pour l'école primaire, il va au MEBA pour demander des cahiers et des livres, il vient à la mairie pour demander à ce qu'on lui donne des policiers à prix réduit et qu'on le soutienne pour ça. Quand il va là-bas, c'est toujours le même budget de l'État, il va et il veut qu'on lui donne pour qu'il évolue dans son association, ça sert à quoi ? À ce moment, ce n'est plus un plus. Il y a des professionnels qui sont là, qui sont bien préparés pour ça, autant leur laisser les moyens, plutôt que de prendre dans la même caisse pour donner à des gens qui ne sont pas, des professionnels parce qu'ils sont dans des associations ! À la mairie, je vois que le maire reçoit trop de demande de soutien, c'est pourquoi, c'est pour organiser un marakana. Cette année on le fait, l'année prochaine on ne le fait pas. Il faut que chaque année, il y ait au moins des activités régulières, sinon en fait, ça devient de la démobilisation. C'est ça qui fait que au moins je dis que c'est comme des moyens d'ascendance politique qui est beaucoup plus vu ici que les actions pour la promotion du sport en tant que tel. Quand un monsieur essaye de dire qu'il organise, il met en jeu une coupe, il faut faire attention, d'ici deux, trois ans il sera candidat quelque part. Enfin de compte ce n'est pas ce qu'on cherche, c'est parce qu'il veut devenir quelqu'un. Si encore, ils s'entendaient avec les techniciens. Dans les régions tu veux être député c'est bien, tu as les moyens pour faire un tournoi, c'est bien, maintenant vient voir les techniciens en disant selon vous si je prends tel ou tel catégorie, ça vous arrange ! Je vous donne les moyens, vous organisez, parce qu'il faut que tout le monde puisse gagner. Si en mettant un tournoi au niveau des jeunes nous on trouve que, mieux vaut faire ça au niveau des jeunes et lui aussi il est d'accord, les techniciens font le travail. Si on a ça, c'est bon. Mais si on va mettre le maximum de sou dans la communication, dans la réception, pour donner des miettes aux acteurs, en fin de compte, c'est un problème, mais c'est souvent fréquent. Quand on regarde en fait, on a donné le

premier prix, la coupe plus cinquante mille francs, ou bien la coupe plus soixante-quinze mille francs sur le maximum qu'on a prévu et il y a des prix de cinq mille franc, ce n'est pas bien. Il faut quand même qu'on puisse donner de la valeur aux acteurs sportifs, aux pratiquants.

Delphine COMPAORÉ : *Actualité oblige, je vais vous poser, la question sur cinquante ans d'indépendance, cinquante de coopération, cinquante ans de sports? Votre avis ?*

Lassina GNANOU : *je ne peux voir que ce qui est là. Il est certain, qu'à un certain moment donné...*

Delphine COMPAORÉ : *On a évolué en cinquante ans ?*

Lassina GNANOU : *je ne peux pas trop dire parce en fait à ce niveau je sais que, quand nous on jouait, on disait qu'on jouait bien. Maintenant ceux qui jouent disent aussi qu'ils jouent bien. De toute façon, le Burkina Faso n'a jamais remporté la CAN. On n'a jamais eu une CAN en football, on n'a jamais été champion d'Afrique, je ne sais même pas si il y a une discipline ou on a déjà été champion d'Afrique, on a peut-être, il y a déjà eu des médailles de bronze, des médailles d'argent en athlétisme et dans les disciplines individuelles mais en collectifs je ne vois pas. Au judo, au niveau de la sous-région, on gagnait les voisins, mais puisqu'on a les mêmes méthodes de travail. La Côte d'Ivoire est déjà au-dessus de nous. En volleyball, ils sont venus dernièrement nous battre, avant non, même quand tu étais en Côte d'Ivoire, tu as vu qu'on était une référence en matière de volleyball, mais ils nous ont dépassé pourquoi, parce que tout simplement eux ils prenaient tout au sérieux, ils arrivent à mettre tous les moyens qu'il faut. Ici, il faut reconnaître qu'il y a le colonel Major Diendéré qui essaye de soutenir le volleyball aussi. Vous voyez, si lui aussi il dit qu'il ne peut plus, c'est fini, le volleyball va tomber. S'il n'avait pas aidé le président actuel de Handball qui est au niveau de la LONAB, ce serait difficile. Je sais que le Karaté, ils se débrouillent, il faut qu'ils fassent des quêtes. C'est bien, mais si les organisateurs, les dirigeants eux-mêmes étaient nantis, c'est vrai qu'ils pourraient avoir les moyens, mais ils n'ont pas les moyens. Le niveau est très faible, on progresse difficilement, si bien que cinquante ans d'indépendance, cinquante ans de sport, il y en a aussi qui viennent de naître dans beaucoup de disciplines. La fédération de gymnastique a été créée il n'y a pas longtemps, la natation, il n'y a pas encore longtemps, il y en a même qui ne sont pas encore nés. Ce ne sont pas des disciplines de chez nous, ce sont des disciplines importées grâce aussi à la colonisation. On a maintenant*

des gens qui font de l'escrime. Mais, il faut reconnaître qu'on progresse difficilement, on n'arrive pas à avoir les moyens. En cinquante ans, on a toujours les mêmes terrains de sport. Un terrain de sport de main ici, c'est toujours le même béton. On va faire un terrain en béton, et on dit maintenant c'est bon. Pourtant, depuis notre enfance, on a commencé à jouer sur du béton, comment voulez-vous qu'on puisse se comparer aux autres. En fait, il faut qu'on change. Il y a beaucoup à faire, même d'avantage. Il commence à avoir, plus de pratiquants et presque l'ensemble du pays est couvert par l'ensemble des disciplines sportives aussi qui existent au pays. C'est déjà bon mais en même temps, ça rend cher la gestion aussi. Il faut prendre tout ça en compte. En tout cas, je sais que les gens font l'effort de former. Les enseignants d'EPS, partout où ils sont, ils entraînent, et les établissements sont partout. On a augmenté le taux de scolarisation, donc il y a beaucoup d'enfants qui vont à l'école, et c'est dans les lycées qu'on profite pour initier les gens aux différentes disciplines sportives. On crée des ligues partout, même si il y a des gens qui n'ont pas encore de ligues parce qu'il n'y pas de clubs, bien formés, il y a pas assez de clubs. Il faut au moins deux clubs pour former un district dans la même ville ou bien il faut deux clubs dans la région, pour avoir une ligue. Ce qui est certain, il n'y a pas une région qui peut dire qu'il manque telle discipline. Même le baseball est là, le rugby aussi s'est installé. Chacun essaye. En fait, nous les sportifs, on essaye, mais peut être qu'un jour, on verra, si on a les moyens. Même si au moins on ne va pas avoir des victoires, peut-être qu'on pourra avoir des acteurs individuels qui pourront au moins s'épanouir. Déjà, en football on commence à en avoir qui, même si l'équipe nationale n'arrive pas à avoir la coupe d'Afrique, au moins, on a des vedettes qui arrivent à jouer dans les grands clubs en Europe. C'est déjà un avantage, mais, on va espérer toujours, pourvu que nous on ne baisse pas les bras en tant que techniciens du sport. Il faut qu'on continue à se battre, avec le temps, peut-être que les choses vont changer.

Delphine COMPAORÉ : *On s'achemine vers la fin de l'entretien, parlez-nous de vos plus beaux souvenirs sportifs, professionnels, et également votre mot de la fin.*

Lassina GNANOU : *mon bon souvenir dans mon parcours professionnel, c'est surtout au moment où on a eu, c'est vrai c'était une période d'exception. C'est à ce moment où j'ai senti que l'autorité donnait de la valeur au sport et à ce moment on a vu que le sport était vraiment, on était fier de dire qu'on était un cadre de sport. C'était donc la période de la révolution, jusqu'au moment du front populaire en fait, donc avant 1992. Voilà, mais après ça, on est devenu état de*

droit, c'est difficile, on ne peut plus imposer en fait. Tout le monde n'aime pas le sport et comme la révolution aime le sport parce qu'en fait, la jeunesse est mobilisée, c'est bon. Maintenant, en tant que pratiquant, je me dis que mes meilleurs moments, c'est quand j'étais à Abidjan, parce que là-bas, j'ai compris que c'était intéressant parce qu'à tout moment, il y avait de la compétition et le niveau était haut et le sport en côte d'Ivoire avait vraiment sa place. Ici, vous pouvez jouer devant trente ou quarante personnes, c'est comme si en réalité ça n'intéressait personne. Mais en côte d'Ivoire, j'ai compris que le sport avait de la valeur. On était content, on a tissé de bonnes relations avec les gens et ça m'a même encouragé à continuer à faire du sport.

Delphine COMPAORÉ : *Votre mot de la fin ?*

Lassina GNANOU : *moi je pense que, c'était une bonne occasion, pour moi de dire qu'au niveau de la formation des cadres, il faut qu'on puisse permettre à tous les cadres, d'aller chercher parce que en fait demain, on sera obligé d'aller chercher d'autres personnes qui ne seront pas du Burkina pour donc des expertises. Tant qu'on va continuer à limiter le parcours, universitaire des gens, ça va toujours amener le pays à être derrière parce que les autres pays voisins continuent à le faire. En parlant du Niger à Côté, on a encouragé les gens, même si, ils n'avaient pas le profil, on les a encouragé à continuer parce qu'on sait que le pays en a besoin pour son développement sportif, mais ici en fait, c'est l'inverse, mais ce que tu es en train de faire c'est bon si tu peux avoir le courage de continuer ce serait bien. Ce serait au moins un exemple qui pourrait être suivi un jour par d'autres personnes. Merci.*

Delphine COMPAORÉ : *Je vous remercie M. GNANOU.*

8. Entretien avec Basile Laetard Guissou réalisé le 11/12/2010 à Paris

Biographie succincte

Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Burkina Faso et de L'Institut National des Sciences Sociales

Ex Ministre des relations extérieures et de la coopération, consignataire des nouveaux accords de coopération Franco-Burkinabè de 198

Ex Ministre de l'environnement et du Tourisme

Ex Ministre de l'Information

Ex Directeur de l'Institut des sciences de Sociétés.

Docteur d'État de la Sorbonne, chercheur en sociologie politique, professeur associé à l'Université, de Ouagadougou, Directeur, Délégué général du CNRST.

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour professeur GUISSOU, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique des relations internationales de la coopération et du sport. Homme politiques burkinabé, vous avez occupé plusieurs portefeuilles ministériels de 1983 à 1987. Il s'agit du ministère de l'environnement et du tourisme, celui des relations extérieures et de la coopération ainsi que celui de l'information. Docteur d'État et directeur de recherche en sociologie politique, professeur titulaire associé à l'université de Ouagadougou, vous êtes l'actuel directeur du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Burkina Faso. Professeur Basile Leatare GUISSOU, Faites-nous partager les nombreuses expériences de votre parcours politique et professionnel au service de votre pays le Burkina Faso. Parlez-nous du CNRST que vous dirigez en ce moment et dont vous êtes l'actuel délégué général, ses grands axes en matière de recherche scientifique et technologique, des ambitions que vous nourrissez pour cette institution, des évolutions significatives de cette institution depuis sa création, quelques aspects des difficultés que rencontrent les chercheurs burkinabé d'une manière générale et également celles que vous rencontrez au quotidien dans cette institution. Enfin, parlez-nous des relations internationales du CNRST et situez-nous sur l'existence de la recherche en sciences du sport dans votre institution.*

Basile Laetare GUISSOU : Je commence par répondre pour ce qui me concerne que, c'est avec beaucoup de plaisir que je me suis replongé dans mon métier après quatre années passées au gouvernement et quatre mois de prison il faut l'ajouter. J'ai embrassé la carrière de chercheur parce que j'aime la recherche, j'aime la sociologie, je m'y épanouis parfaitement. Dans le cadre de l'institut des sciences de sociétés que j'ai dirigée, presque 10 années durant avant de me retrouver aujourd'hui, à la tête de la plus grosse structure de recherche du Burkina qui est le centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) qui regroupe quatre instituts s'occupant respectivement d'agriculture et d'élevage, de sciences et technologies appliquées, des sciences de la santé et des sciences de société. Les quatre instituts, c'est un ensemble de 900 personnes à peu près qui y travaille avec à peu près 250 à 300 chercheurs. La mission première du CNRST, c'est de faire de la recherche pour le développement, donc c'est la recherche scientifique au service du développement du Burkina Faso. Selon les quatre axes stratégiques que l'État, le gouvernement ont tracé et qui correspondent aux quatre instituts. L'INERA est l'institut chargé des recherches en agronomie, en écologie, et en élevage. L'INRSS qui est l'institut des recherches en sciences de la santé qui travaille sur les plantes médicinales et les systèmes de santé. L'IRSAT qui est l'institut de recherche en sciences et Technologies appliquées chargé de trouver les réponses à la nécessité de transformations de nos produits alimentaires par exemple ou d'inventer des machines capables de mieux travailler la terre, de mieux traiter le sol que les dabas etc., que nous avons. Ils travaillent aussi l'énergie Enfin le quatrième Institut qui est l'Institut des sciences de sociétés, qui est mon institut d'origine, chargé des études linguistiques, des langues au Burkina, des études historiques, sociologiques, il y a un département en sciences des populations, un département sciences de l'éducation. C'est cet ensemble qui est chargé de conduire les programmes et les projets en vue de lever ce qu'on peut identifier comme obstacle au développement de notre pays. Ce sont les grands axes comme ça et je pense que depuis sa création en 1981 à 1982, le CNRST a fait la preuve de son efficacité en répondant largement aux missions qui lui ont été assignées. Ainsi, je peux dire que concernant l'agriculture, le CNRST a pu produire des variétés améliorées de semences dans presque toutes les spéculations que les paysans du Burkina Faso ont la tradition de cultiver. Je parle du mil, du sorgho, du maïs, du niébé, du manioc. Dans toutes ces spéculations, des variétés ont été mises au point par la recherche scientifique et qui sont aujourd'hui à la disposition des producteurs du Burkina et qui expliquent en grande partie, que d'année en année, la production agricole du

Burkina Faso, accuse des excédents. Nous ne sommes pas loin des 400 000 tonnes d'excédents cette année. C'est à cause de la semence parce que la variété augmente la productivité de 40 % à peu près. Donc dans toutes les spéculations nous avons des résultats. Si je prends les sciences des sociétés, beaucoup d'études ont été faites, concernant les structures sociales, le Burkina précolonial, colonial et postcolonial, un livre a été publié rien que l'année dernière, parlant de royaumes et chefferies au Burkina, un travail collectif des chercheurs du CNRST, ont publié les Guinness des sciences et sociétés et mis sur le marché, un livre qui explique comment les sociétés pré coloniales du Burkina Faso était organisées et comment le pouvoir était géré jusqu'à nos jours. Concernant les sciences et technologies appliquées, nous avons à notre actif, la première machine à décortiquer le fonio. Vous savez que c'est un travail très pénible pour les femmes et au niveau de IRSAT ils ont mis au point, une nettoyeuse de fonio, qui sort le fonio, prêt à cuire. Au-delà de ça, nous encadrons les femmes qui sont des formatrices. Que ce soit pour faire le dolo qui est la bière de mil, ou pour faire des gâteaux, des biscuits, des farines alimentaires pour les nourrissons avec bien sûr la possibilité de les enrichir à la vitamine. Nous formons le groupement de femmes, de productrices pour ça. Si je passe à l'institut national des sciences de la santé, le 3 juin dernier, le premier ministre a donné aux CNRST, l'autorisation de mise en vente, du premier produit, du premier médicament connu au monde, pour soigner la drépanocytose. Vous savez que c'est une maladie de déformation des globules rouges, très pénible pour les enfants et qui frappe principalement les noirs. Donc ce médicament existe, comme produit de la recherche scientifique du Burkina Faso. C'est une contribution de mon point de vue à la lutte contre la maladie au plan planétaire parce que, les noirs il y en a partout, ce n'est pas seulement en Afrique, sur tous les continents il y en a. Il y a des noirs, susceptibles d'être atteint par cette maladie qui jusqu'ici n'avait aucun médicament. C'était juste des calmants qu'on avait. Voici rapidement brossé, voilà un peu ce que je peux dire, sur ce que nous avons engrangé comme résultats des travaux de recherche des chercheurs du Burkina Faso et qui contribuent à lever les obstacles au développement. Les relations internationales du CNRST il y en a, heureusement d'ailleurs, nous avons beaucoup de relations avec d'autres centres et instituts de recherche. Nous participons par exemple au niveau ouest africain et même continental à tous les réseaux de recherche qui existent notamment par rapport SNRA, les systèmes nationaux de recherche agronomique. Nous participons, il y a des cadres de concertation, il y a des programmes communs. Vous savez par exemple qu'il y a le centre du riz, africain, le centre

africain du riz à Cotonou actuellement, qui était à Bouaké, il s'est déplacé, ou des chercheurs burkinabé ont participé aux recherches qui ont conduit au New Rice Africa (nouveau riz pour l'Afrique). Nous avons un chercheur burkinabè, SIE Moussa qui fait partie de cette équipe qui a près de sept variétés de riz qu'il a créées qui a été primé du prix mondial de riz du Japon 2006. C'est quand un indice du niveau auquel aujourd'hui la recherche scientifique du Burkina Faso se positionne. Non seulement en tant que membre de réseaux, mais apportant quelque chose de nouveau comme résultat à ces réseaux-là. Si je prends la contribution des chercheurs, aussi au niveau pédagogique, les interventions dans les universités que ce soit au Burkina, au Togo, au Bénin etc. des chercheurs donnent des cours donc appuient, les autres pays à la formation universitaire. Je crois, à l'extérieur, nous avons des relations avec le CNRS en France, nous sommes en train de monter un laboratoire virtuel pluridisciplinaire avec le CNRS France, Marseille, Paris, Dakar, Bamako et Ouagadougou, pour étudier les conséquences de la pollution dans les villes, conséquences sur la santé avec bien sûr des médecins, les chimistes, des sociologues, des hydrogéologues, des climatologues etc. C'est vraiment une grosse machine qu'on est en train de mettre en place pour montrer que les changements climatiques à venir doivent être étudiés avec toutes les disciplines parce que les conséquences sont multiples et il faut mettre ensembles des équipes pluridisciplinaires et éviter de fractionner parce qu'on a que des résultats partiels et absolument fragmentés et qui ne sont pas interprétables pour donner des projections et des solutions à long terme. Aujourd'hui, c'est un fait établi pour tous les chercheurs qu'aucun problème n'a de frontière. L'humanité est confrontée à des problèmes planétaires et il faut des réponses planétaires, non seulement planétaires, mais pluridisciplinaires en même temps. Donc c'est avec le CNRS France, nous sommes en train de mettre en place cette machine là et nous pensons que ça va être l'une des premières réussites d'une coopération Nord-Sud à cette échelle là et à cette dimension. La dernière question, là je suis complètement désarmé, parce que la recherche en sciences du sport, nous n'avons pas encore exploré ce terrain-là, mais je le souhaite ardemment.

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les difficultés que rencontrez, que les chercheurs burkinabè rencontrent au quotidien d'une manière générale ainsi qu'au niveau cette institution ?*

Basile Laetard GUISSOU : *c'est classique, c'est partout dans le monde, aujourd'hui, les chercheurs déplorent partout le manque de financement de la recherche parce que effectivement,*

on est rentré dans un cycle de restriction budgétaire au niveau des États africains et la recherche a été une des victimes de ces restrictions-là. C'est pareil pour les universités africaines, les budgets ont été réduits, les marges de manœuvres sont réduites, les capacités aussi d'embrasser tous les domaines de la recherche tels que nous le souhaiterions, nous ne pouvons pas le faire. Mais l'un dans l'autre, cela ne nous empêche pas de travailler. Le deuxième problème c'est au niveau individuel, au niveau des départements, des instituts et tout, il y a une question de masse critique aussi parce que nous vivons aussi cette question de fuite des cerveaux. Qu'on le veuille ou pas, l'absence de financements suffisants pour la recherche pousse des chercheurs à aller vers d'autres horizons, là où les conditions sont meilleurs et où ils peuvent s'épanouir. Cela prive les équipes de compétences et on recrute de moins en moins des chercheurs, donc la relève pose problèmes.

Delphine COMPAORÉ : *Tout à l'heure vous avez parlé de la production agricole et de la transformation des produits alimentaires. On remarque, aussi qu'il y a un petit souci par rapport aux techniques d'exploitation. Avec la daba c'est assez compliqué et on assiste à une timide avancée vers...*

Basile Laetard GUISSOU : *ce n'est pas une timide avancée, il y a vraiment de l'avancée. C'est une modernisation des modes de production de mode de transformation progressive. Passé de la daba à la houe Manga c'est d'abord quelque chose, après avec la traction asine, le tracteur on n'est pas encore, on n'a pas généralisé l'utilisation du tracteur, mais déjà le système d'avoir des tracteurs à louer par des paysans. Des propriétaires de tracteurs privés louent leurs tracteurs à des paysans privés pour une heure, deux heures pour deux, trois hectares, cinq hectares et ça contribue à accroître les surfaces cultivées, exploitées et à augmenter la production agricole, l'idéal étant que l'ensemble des paysans puisse accéder individuellement à ces moyens, mais le tracteur franchement, il ne faut pas en rêver, ça ne peut pas être demain la veille mais on y tend.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que les chercheurs ont exploré cette piste-là, il y a tracteurs made in Burkina ?*

Basile Laetard GUISSOU : *il y a des tracteurs déjà transformés, pas fabriqués mais on les transforme pour les adapter à certaines cultures. Il s'agit de la structure même, les pièces on les fabrique sur place, on ajoute quelque chose pour adapter ça au terrain et aux besoins des*

paysans, des producteurs. Quand vous regardez le maïs par exemple en Europe, ils ne dépassent pas 1,50m à 2m, chez nous, nous avons des épis plus grands, donc il faut que le tracteur soit au-dessus des épis et que les pieds, les grattoirs puissent passer entre les tiges. Il faut adapter tout ça à la machine. Vous prenez, un cotonnier américain n'a rien à voir avec un cotonnier burkinabè, si vous voulez que le tracteur passe dans un chant de coton au Burkina, il faut que la hauteur du tracteur du sol soit différent de ce qu'elle est ailleurs, aux États Unis ou en France, ou en Europe. Donc, il y a des adaptations. On adapte la technologie au terrain. Ça, c'est le travail de l'Institut des sciences appliquées et des technologies, on le fait.

Delphine COMPAORÉ : *Dans le cas des semences, on sait que les paysans ont traditionnellement leurs semences, est-ce qu'ils arrivent à utiliser les semences que vous mettez à leur disposition enfin z, vous proposez sur le marché ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Écoutez, il y a deux problèmes là-dedans : parce que bien sûr quand vous produisez une semence à la station de recherche, elle revient quatre à cinq fois plus chère que les semences que vous payez en vrac au marché, donc automatiquement ça revient un peu plus cher aux paysans. Toutes les fois où l'État a accepté de subventionner, chaque fois que l'État a accepté de prendre sur lui la différence et que les paysans ont pu accéder à la semence, la production s'en est ressentie. Pour le maïs, je vous donne un exemple que je connais bien, d'une tonne cinquante à l'hectare, vous pouvez passer à sept tonnes à l'hectare avec la semence, donc là, il c'est évident que le gain est là et le paysan est pragmatique, il sait ce que lui profite. Mais il faut reconnaître qu'au prix non subventionné, très peu de paysans peuvent avoir les moyens d'accéder à la semence.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous êtes passés très très rapidement (rires) sur votre parcours politique et professionnel, est-ce que vous pouvez y revenir. Sinon je continue et on y reviendra plus tard ?*

Basile Laetard GUISSOU : *je n'en ai même pas parlé, il y a pas de problème tu peux y aller*

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous de votre parcours politique et professionnel. Je sais qu'il a commencé ici-même à Paris dans les mouvements étudiantin, jusqu'à Ouagadougou.*

BL. GUISSOU : Écoutez, disons que j'ai été militants de l'association des étudiants voltaïques de Ouagadougou d'abord, j'ai été secrétaire général avant d'arriver à Paris en 1973 ou j'ai occupé la vice-présidence aux affaires sociales de l'association des étudiants voltaïques en France, après j'ai été vice-président aux relations extérieures de la fédération des étudiants d'Afrique noire en France. Pendant au moins six ans, j'ai occupé ce poste, en même temps que je préparais mon doctorat de troisième cycle que j'ai soutenu le 18 juin 1978 à Paris, avant de rentrer en 1979 pour commencer comme chercheur au centre voltaïque de recherche scientifique, à l'époque (CVRS) qui est devenu le CNRST aujourd'hui. En 1983, au moment où j'allais au gouvernement après le 4 août 1983, j'étais le directeur de l'institut des sciences sociales. J'ai passé quatre ans au gouvernement comme Ministre de l'environnement et du Tourisme sur un an, deux ans comme Ministre des relations extérieures et de la coopération, à ce titre j'ai bien sûr signé des accords de coopération avec différents pays, j'ai fait des missions à l'ONU, j'ai présidé le conseil de sécurité, j'ai fait beaucoup de choses pendant deux ans et en 1987 j'étais Ministre de l'information jusqu'en août 1987 ou j'ai quitté le gouvernement de mon propre gré. Donc après, je suis revenu, comme je vous l'ai dit, j'ai quitté le gouvernement, mais ça ne m'a pas empêché de faire un détour à la prison, j'ai passé quatre mois à la gendarmerie de Ouagadougou, prison politique qui m'a appris quelque chose quand même, même si ce n'est pas une expérience qu'il faut acheter au prix unique, mais ça apporte quelque chose, ça vous apprend à regarder le monde autrement, par en haut et par en bas.

Delphine COMPAORÉ : Vous avez été donc, Ministre des relations extérieures et de la coopération de 1984 à 1986, vous avez été donc au cœur des politiques de coopération au Burkina Faso, professeur Guissou, parlez-nous de la coopération internationale d'une manière générale en Afrique et situez nous sur l'état de cette coopération internationale au Burkina Faso entre 1960 et 2010 à peu près.

Basile Laetard GUISSOU : écoutez, pour la coopération internationale concernant l'Afrique d'une manière générale, j'ai mon point de vue là-dessus. **Je crois**, les résultats et conclusions contenus dans mon doctorat d'État qui portait sur l'État en Afrique, l'état au Burkina Faso et en Afrique de façon générale, je montre qu'il faut un repositionnement du continent africain par rapport au reste du monde et je crois que ce repositionnement est en cours. Je pense, le gouvernement auquel j'ai participé, nous y avons travaillé, apprendre à nous faire regarder

autrement que la main tendue, comptant sur l'aide internationale, sur les réflexions et idées des autres pour nous développer. Je crois que, le temps faisant son œuvre, de plus en plus, les États africains comprennent que c'est de leurs propres réflexions que les solutions peuvent être trouvées à leurs problèmes et que en se soumettant aux propositions, aux idées du dehors, des autres, ce sont les autres qu'on sert. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Je crois que, aujourd'hui, l'Afrique se repositionne dans une coopération internationale qui sort de l'assistanat. Nous commençons à devenir des partenaires avec les autres continents, que ce soit l'Europe, l'Asie, l'Amérique, l'Amérique Latine et autres, il faut que l'Afrique se positionne comme une actrice à part entière dans les relations internationales pour avoir une coopération qui puisse être mutuellement bénéfique. Je pense que nous avons conçu et mis en œuvre en tout cas les rapports de coopération du Burkina avec les autres pays sur cette base, de respect mutuel, de bénéfice mutuel et sur un pied d'égalité. Donc nous ne sommes pas demandeurs mendiants, convaincus que nous sommes capables de générer nous-mêmes et de la ressource et des idées, capable d'être partagées par les autres, avec lesquels nous coopérons.

Delphine COMPAORÉ : *Parlant justement de cette coopération internationale africaine et burkinabè, quelles sont par exemple les spécificités qui marquent celle franco- africaine, celle franco-burkinabè ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Je me flatte d'avoir été celui qui a signé en tant que Ministre des relations extérieures et la coopération les nouveaux accords France- Burkina Faso le 4 février 1984. Quand vous prenez les textes de ces accords-là qui ont été âprement discutés, vous vous rendez compte que c'est un esprit nouveau par rapport aux textes de 1960. C'est vraiment la réaffirmation de la volonté de notre pays à ne plus être sous-traité, parce que jusqu'en 1980-1983, tout le monde sait que c'est Houphouët Boigny qui faisait la diplomatie de l'Afrique de l'Ouest, des pays membres du conseil de l'entente. Si vous voulez parler à Paris, il fallait aller à Abidjan demander qu'Abidjan soumette votre dossier à Paris. Nous, nous avons décidé à travers ces accords-là que Paris et Ouagadougou traitent d'égal à égal sans passer par une tierce personne et que si Paris a besoin de Ouagadougou, il s'adresse à Ouagadougou et non pas à Yamoussoukro ou à Abidjan et si Ouagadougou a besoin aussi de Paris il s'adresse directement à Paris. Je crois que ça, ça été une rupture, qui a été difficilement accepté par la partie française d'ailleurs, parce que c'est pratiquement au forcing. Il y avait le sommet sur l'arbre et la forêt à*

la Sorbonne le 6 et 7 février 1984 et que le Président Mitterrand voulait coûte que coûte que SANKARA, le président Thomas SANKARA puisse être là et le président Thomas SANKARA lui a dit que tant qu'il n'y a pas d'accord de coopération, il ne peut pas venir parce qu'il n'y a pas de lien, il faut que ces accords-là soient signés pour que lui dans ce cadre-là, il puisse se déplacer dans un pays ami. Et le 4 février, presque qu'au forceps, Christian NUCCI ET Basile GUISSOU ont signé les nouveaux accords de coopération France-Burkina.

Delphine COMPAORÉ : *Avant cette date il n'existait pas d'accords de coopération ?*

Basile Laetard GUISSOU : *on avait suspendu les accords puisqu'on était en négociation, nous on avait dénoncé les accords de 1960 mais il n'y avait pas de nouveaux accords, donc il y avait un vide juridique et il a fallu ce sommet de l'arbre et de la forêt là pour accélérer, qu'on puisse signer le 4 février afin que le président Thomas SANKARA puisse venir sur Paris et invité de François Mitterrand à la Sorbonne pour l'ouverture du sommet sur l'arbre et la forêt qu'on a appelé sommet SILVA. Voilà, c'est ça l'histoire.*

Delphine COMPAORÉ : *Ce qui a guidé fondamentalement cette révision ces accords c'est...*

Basile Laetard GUISSOU : *C'était, recentrer, rééquilibrer les relations sur un pied d'égalité et ne pas continuer avec les rapports de demandeur à donneur. Nous pensons que nous devons être tous les deux demandeurs, la France et le Burkina demandeurs de coopération et bénéficiaires de coopération, sur un pied d'égalité. C'est comme ça que les accords ont été écrits et mis en œuvre. Je vous donne un exemple précis, c'est le principe de la réciprocité : dans nos accords, il est dit que si la France prend une position qui lèse les intérêts du Burkina sans que le Burkina n'ait été associé, la réciprocité s'impose automatiquement. Ainsi, quand la France a décidé d'imposer le visa à tous les africains qui veulent venir en France, j'ai dit sur RFI en tant que Ministre des relations extérieures qu'à partir de ce jour-là, les français n'ont qu'à savoir que tout français qui vient au Burkina doit avoir un visa et que c'est contenu dans les accords de coopération signés entre nous. C'est un exemple concret et ça se passe comme ça jusqu'à nos jours. Si une décision est prise de façon unilatérale, l'autre partie l'applique.*

Delphine COMPAORÉ : *Si on revenait par exemple sur les accords originaux de 1960 à ceux de 1984 en dehors de ce que vous nous avez dit sur l'autonomie, qu'est-ce qui change fondamentalement ?*

Basile Laetard GUISSOU : *l'exemple est là, rien que l'esprit que je vous parle change. Je prends un autre exemple, dans les anciens accords, c'est le Burkina qui est demandeur d'aide et de coopération, qui demande à la France d'intervenir, de faire ceci pour son développement. Non, nous nous disons, le Burkina et la France pour leur développement mutuel ont besoin de coopérer dans tel, tel domaine. Deuxièmement, dans les anciens accords, quand un français qui commettait un crime, qui était jugé au Burkina, emprisonné au Burkina, si la France voulait, elle obtenait automatiquement le transfert, l'extradition sur la France et une fois sur le territoire français, c'est la justice française seul qui tranche du sort de ce criminel. On a mis fin à ça. C'est des exemples comme ça. Un autre exemple est qu'automatiquement, l'ambassadeur de France était le doyen du corps diplomatique, automatiquement. Ça c'est fini. C'est le plus ancien des diplomates. Pendant longtemps, ça été l'ambassadeur d'Algérie, après l'ambassadeur du Ghana etc. Il y a beaucoup de choses, je n'ai pas les textes sous les yeux, mais dans beaucoup de domaines quand vous comparez, si vous prenez les deux textes, c'est propre, ça saute aux yeux que c'est un esprit nouveau qui a été introduit dans les relations de coopération entre la France et le Burkina à partir de 1984. D'ailleurs si vous prenez le discours du président Mitterrand à Ouagadougou, vous vous rendrez compte qu'il a senti le changement.*

Delphine COMPAORÉ : *Justement, dans l'esprit des discours, des actions et des faits et gestes de cette coopération franco-africaine et franco-Burkinabè, si on voulait lister les changements de façon concrète, significative, que peut-on dire, au niveau africain et burkinabè ? C'est toujours la même question.*

Basile Laetard GUISSOU : *Non, Je pense qu'il y a une évolution mondiale, une évolution de la géopolitique mondiale qui rend même impossible, la continuation des anciennes méthodes. Du côté de la France comme du côté de l'Afrique, ces changements-là sont devenus incontournables. Vous ne pouvez pas traiter les questions des relations franco-africaines de la même façon aujourd'hui qu'au temps du général De Gaulle. Vous n'avez plus affaire à des sergents de l'armée française devenue président ! La qualité du personnel politique a changé, aussi bien en France qu'en Afrique, donc, la qualité des relations change. Je dirai que c'est la dynamique même des relations internationales qui l'impose. Au-delà de ça, il y a que les pays africains ne peuvent pas continuer à n'être que des exportateurs de matières premières et des demandeurs d'aide au développement qui les ramènent toujours derrière. Une aide qui ne vous aide pas, vous*

vous en débarrassez ! Pour qu'elle ne vous tue pas ! Voilà un peu le type de changement que la réalité impose ! Ce n'étaient des choix forcément voulus, c'est la réalité, c'est l'évolution du monde même qui nous l'impose. On ne peut plus être comme avant, on ne peut plus être dans les mêmes rapports qu'avant, dans les années soixante. Il faut inventer, il faut trouver d'autres formules, d'autres types de coopération, d'autres domaines, parce que les esprits ont changés, parce que les sociétés aussi ont changées.

Delphine COMPAORÉ : *Dans ce même ordre d'idées, les aspects qui sont souvent indexés par rapport à ces comportements coopératifs des acteurs internationaux vis à vis de ceux africains, c'est souvent les influences, le manque d'autonomie, le manque souvent de marges de manœuvre des acteurs africains vis à vis des acteurs internationaux. Pour vous est-ce que les acteurs africains d'une manière générale et spécifiquement burkinabè ont le choix des actions à mener dans le cadre de la coopération et du développement vis à vis des acteurs bilatéraux, multilatéraux, ONG, privés etc. ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Écoutez, on se donne les moyens. La marge de manœuvre, on se la crée. C'est comme je dis, il faut arrêter de penser la coopération internationale comme étant unilatérale. Si les bailleurs de fond internationaux ont des fonds à mettre en Afrique, c'est qu'il y a des intérêts en jeux en Afrique, eux aussi ils gagnent quelque chose. De ce point de vue-là, il n'y a pas de complexe à se faire, c'est gagnant-gagnant ! S'ils n'avaient rien à gagner dedans, ce n'est pas la croix rouge, ce n'est pas l'armée du salut, ils ne viennent pas par humanitarisme, ce n'est pas vrai ! C'est qu'ils y ont intérêts d'une façon ou d'une autre, donc, de ce point de vue-là, la discussion doit se faire d'égal à égal. À la limite, je pense que les pays africains sont libres de refuser une forme d'aide ou de coopération qui les ruinent. S'ils estiment que leur pays n'a pas intérêts à accepter tel type de fonds, ils refusent, ils n'en mourront pas. Il y a des pays qui ont été privés d'aide pendant des années mais ils n'ont pas disparus, donc je pense que c'est cinquante pour cent, cinquante pour cent. Ceux qui viennent ont intérêts à venir et ceux qui les reçoivent ont intérêt à les recevoir. Sinon ils se séparent et puis chacun se prend en charge.*

Delphine COMPAORÉ : *En principe c'est ce qui devrait se faire mais...*

Basile Laetard GUISSOU : *moi je pense que de plus en plus, c'est ce qui va se faire. C'est ce qui va se faire de plus en plus.*

Delphine COMPAORÉ : *En attendant, la réalité peut être tout autre, je n'en sais rien ... (rires)*

Basile Laetard GUISSOU : *je ne crois pas que la réalité soit différente, ni dans sa dynamique d'aujourd'hui, c'est vers là où on tend. Même la coopération dite décentralisée c'est ça. Les localités décentralisées, ne reçoivent que ce qu'elles veulent recevoir, on ne leur parachute pas des chasses neiges au sahel. Voilà, alors qu'avant, on n'a vu ça ! Donc les populations ne reçoivent que ce qu'elles estiment utile à leur épanouissement. Ce n'est pas du dehors qu'on pense leur bonheur, qu'on vient le faire pour eux. Cet esprit est en train de changer.*

Delphine COMPAORÉ : *Donc pour répondre aux velléités d'influences, on peut dire que ce n'est plus comme par le passé ?*

Basile Laetard GUISSOU : *elles s'estompent. Elles s'estompent d'elles-mêmes d'abord, deuxièmement parce que de part et d'autres, les prédispositions d'esprits ne sont plus les mêmes. De plus en plus, l'Afrique, les pays africains individuellement pris commencent à repenser leurs rapports au reste du monde, en terme de partenaires, d'acteurs conscients et responsables, capables aussi d'intervenir sur le marché mondial en tant que consommateurs mais aussi vendeurs. La facilité est finie.*

Delphine COMPAORÉ : *On constate quand même que l'Afrique est inexistante quand on prend par exemple l'économie mondiale ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Vous tenez un discours vraiment extrémiste que je ne partage pas du tout. L'Afrique n'est pas inexistante, l'Afrique n'a pas encore déployé tout son potentiel, je vous le concède, mais son potentiel est énorme, ça c'est d'un. Deuxièmement ce n'est pas parce que vous intervenez à 1% ou à 2% dans le commerce mondial que vous n'existez pas. L'essentiel étant que vous créez votre propre marché et que vous le maîtrisez d'abord. Il y a dix ans quinze ans, la Chine n'existait pas dans le marché mondial, elle n'existait pas. Aujourd'hui, c'est la deuxième puissance économique du monde. La chine n'était pas dans l'OMC, n'empêche que la chine se construisait et quand elle s'est sentie de taille, elle est sur le terrain aujourd'hui et elle est numéro deux. Donc, je pense que c'est le même processus qui est en train de se faire sur le continent africain. L'Afrique ne pèse pas parce que l'Afrique n'a pas autre chose que les matières premières brutes, pétrole, bois, diamant, or etc. à mettre sur le marché mais bientôt, l'Afrique aura autre chose que les matières premières à mettre sur le marché.*

Delphine COMPAORÉ : *Je ne suis pas extrémiste, j'ai tenu ce discours parce tout simplement parce qu'elle est immensément riche, riche de ses hommes, de ses ressources naturelles et je me dis que économiquement, on devrait pouvoir faire mieux ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Le potentiel, il est énorme, mais je crois qu'il y a beaucoup de handicaps dont on ne tient pas suffisamment compte qui font que depuis longtemps l'Afrique n'a pas pu peser et je pense que son existence en cinquante-trois pièces détachées qu'on appelle États souverains est l'un des premiers obstacles, le premier handicap, c'est le fractionnement, l'éparpillement, l'éclatement de l'Afrique en cinquante-trois pièces détachées. Je ne les appelle pas des États, j'appelle ça des pièces détachées. Tant qu'on ne reconstitue pas le puzzle pour en faire une puissance, c'est une puissance qui dort. C'est comme ça que je vois le problème. De plus en plus que ce soit dans les sous régions, dans les régions, que ce soit au niveau continentale avec l'Union Africaine, on sent le géant se réveiller et je sais que demain sera meilleur.*

Delphine COMPAORÉ : *La consolidation de l'Union africaine rentre dans ce cadre, elle fait son évolution normale certes mais force est de reconnaître que depuis 1963...*

Basile Laetard GUISSOU : *je vous rappelle que l'Union Européenne date des années cinquante et ce n'est pas encore fait, donc ne demandez pas à l'Afrique de faire un bond, l'Afrique a son rythme. On dit qu'on est lent, on ne tient pas compte du temps, mais l'Afrique à son rythme et son temps est arrivé, son temps est en train d'arriver. L'Afrique aujourd'hui c'est 30,3 millions de kilomètres carrés et 1 milliard d'Habitants. À cette échelle-là, c'est une puissance qui va de plus en plus peser dans les affaires du monde, quel que soit la volonté des uns et des autres de ne pas se mouvoir dans la bonne direction. Je crois que le rapport de force va dans le sens d'obliger l'Afrique à agir comme un acteur collectif. Parce que je ne vois pas la marge de manœuvre...*

Delphine COMPAORÉ : *Elle va pouvoir surmonter les frontières, les problèmes de frontières ?*

Basile Laetard GUISSOU : *On est dedans, nous sommes dedans. Il n'y a pas un jour que dieu fait ou le problème de frontières, les problèmes de difficultés d'échanges et de circulation, de relations n'est pas posé. Il n'y en a pas. Tous les jours que dieu fait. Que ce soit aux frontières, dans les mers, dans les ports, dans les aéroports, c'est des questions qui sont discutées, qui trouvent des solutions parfois partiales, partielles, parfois globales, que ce soit au niveau de la*

CEDEAO, au niveau de l'UMOA, de l'Union Africaine. Ces questions-là sont débattues chaque jour et je pense que, on n'est pas loin de déboucher sur des solutions durables.

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les autres handicaps selon vous en dehors du fractionnement.*

Basile Laetard GUISSOU : *pour moi c'est l'éclatement en cinquante-trois États qui empêchent la vision à une échelle continentale et la structuration, parce qu'il y a des investissements structurants, de grands aéroports, des autoroutes, des fleuves à aménager et tant que la vision ne sera pas au-dessus des territoires, on ne peut pas engager les grands travaux qui structurent, qui crée un marché africain. Le deuxième problème c'est ça, une fois qu'on a dépassé ce problème, la vision nationaliste étriquée territorialiste, on peut concevoir des infrastructures à une échelle sous régionales, régionales et continentale et ce n'est qu'à ces échelles-là que tout devient rentable. Si vous faite une autoroute, du cap au Caire, et je ne sais pas moi, d'Alger à Addis-Abeba, oui vous avez des infrastructures structurantes. C'est parce que jusqu'à présent on n'arrive pas à ça qu'on s'épuise à trouver de petites solutions à de grands problèmes. Il faut de grandes solutions pour les grands problèmes parce que l'Afrique est grande, l'Afrique pose de grands problèmes et il nous faut de grandes solutions, et ces grandes solutions nécessitent qu'on dépasse les cadres étriqués dans lesquels les cinquante-trois gouvernements s'excitent et se croient importants. À l'échelle mondiale c'est du théâtre et une voix de ces états ne représente rien du tout pris individuellement. J'ai bien aimé la phrase du Président Wade du Sénégal qui disait qu'il préférerait mille fois être gouverneur d'un Sénégal dans une Afrique unifiée plutôt que président d'un pays qui n'a même pas le Budget d'une grosse boite américaine.*

Delphine COMPAORÉ : *De nos jours, la coopération, ou le partenariat puisqu'on parle de plus en plus de partenariat, cette coopération d'égal à égal. Alors de la coopération bilatérale à celle multilatérale, existent, dites-nous qu'elle est la tendance la plus forte de nos jours en Afrique et au Burkina et également une appréciation sur les acteurs et leurs stratégies respectives. Je veux parler des partenaires classiques d'abord comme la France, l'Angleterre les partenaires historiques*

Basile Laetard GUISSOU : *Les partenaires européens, les ex colonisateurs.*

Delphine COMPAORÉ : (rires) historiques et puis les autres, ceux qui sont venus après, la chine par exemple qu'on l'a découverte plus entreprenante, le Japon, les américains, les canadiens etc. les pays émergents.

Basile Laetard GUISSOU : Écoutez, je crois que, la coopération à son histoire hein, même l'esclavage était un type de coopération, la colonisation était un type de coopération et la période postcoloniale a connu plusieurs phases avec plusieurs types de coopération, il y a eu l'assistanat, les assistants techniques par milliers dans les pays africains, après il y a eu l'africanisation des cadres, après il y a eu des formes de coopération qui ont évoluées jusqu'à aujourd'hui. On en est à la coopération décentralisée et avec les ONG plutôt qu'avec l'État, avec les communautés à la base plutôt qu'avec les institutions étatiques. Donc je pense que, avec cette évolution-là, des deux côtés, on a appris quelque chose, on a tiré les leçons de succès si il y en a et des échecs qui me semble être les plus nombreux. Aujourd'hui, de part et d'autres, il y a de la réflexion et a beaucoup d'égard, les choses évoluent positivement et je pense que les stratégies qui sont en train de s'élaborer, de se mettre en œuvre n'ont plus rien à voir avec les statuts de 1960, ça au moins c'est évident. L'Afrique ne peut plus, la politique de la main tendue et l'Europe par exemple puisque vous parlez des partenaires classiques, l'Europe est aussi fatiguée de vouloir remplir un trou qui n'a pas de fond. Donc c'est de l'argent qui est jeté et qui n'a pas de retour à la hauteur des espoirs qu'on a investis. Donc aujourd'hui, je pense que, il y a un type de coopération qui est jeté aux oubliettes parce que ça ne satisfait personne.

Delphine COMPAORÉ : Mais concrètement en quoi, la stratégie a vraiment changée que ce soit au niveau des acteurs classique, africains ou les nouveaux, qu'est-ce qui a fondamentalement changé (comportements, stratégies, moyens mis en œuvres etc.).

Basile Laetard GUISSOU : je prends par exemple, depuis 1991 vous savez très bien que pratiquement en ce qui concerne l'Europe, ils n'interviennent pas sans la banque mondiale, le fond monétaire. Ce n'était pas le cas avant. On se rappelle de la lettre de Balladur disant au président de Côte d'Ivoire, que dorénavant, tant qu'il ne signe pas l'ajustement avec la Banque Mondiale, ils ne mettront pas un centime, on se rappelle de la dévaluation du Franc CFA, comment ça s'est passé à Dakar. C'est ça qui a changé !

Delphine COMPAORÉ : La forme multilatérale prend le pas sur le bilatéral ?

Basile .Laetard GUISSOU : *bien sûr sur le bilatéral. C'est évident, c'est évident qu'aujourd'hui, les cadres du multilatéralisme qui prédominent nettement, sans avoir réussi encore à éliminer les secteurs où le bilatéral continue à opérer. Maintenant, pour parler de ce que vous appelez les pays émergents ou les nouveaux acteurs, moi je crois qu'en vérité c'est le monde, on parle de la mondialisation, c'est ça, les effets de la mondialisation. Du fait qu'on globalise, les marchés sont ouverts, tous les pays sont ouverts et l'Afrique aussi, elle est obligée de s'ouvrir. On ne peut plus rester prisonnier des schémas de 1960. Ça ne marche plus, ça ne fonctionne pas. Même nos partenaires savent que ça ne marche pas, quand vous regardez leurs propres comportements, ils courent tous en Chine, donc les enjeux sont là. C'est donc tout à fait normal que l'Afrique aussi cherche son positionnement.*

Delphine COMPAORÉ : *Il y a parfois du souci lorsqu'on considère ces acteurs, multilatéraux, les organisations internationales etc., surtout au niveau des ONG. Ils sont de plus en plus nombreux, ils interviennent d'une manière très très large et souvent l'Afrique a quelques difficultés de régulation, qu'est-ce que vous pouvez nous dire là-dessus ?*

Basile Laetard GUISSOU : *non, je crois que ça dépend de la volonté des États. Moi, quand j'étais Ministre de la coopération, nous avons mis les ONG au pas. Il y avait 450 ONG qui intervenaient au Burkina. On les a mis au pas, ils ont créé le SPONG qui était une coordination de toutes les ONG et je prends un domaine bien précis en matière de construction d'école par exemple, c'est l'État qui identifie, les points et les villages où les écoles doivent se construire pour ne pas avoir deux écoles à un kilomètre l'une de l'autre, alors que quinze kilomètres plus loin, il y a un besoin d'école mais il n'y a pas d'école. Deuxièmement, nous avons imposé le type de construction, c'est le même modèle pour tout le monde. Voilà là où la responsabilité de l'État est engagée. Si un État se montre incapable de réguler les interventions dans son pays des bailleurs et des partenaires, ça veut dire qu'il est défaillant et puis c'est tout !*

Delphine COMPAORÉ : *Parlons de sport et de politique, avec un point d'arrêt sur le Burkina Faso. La politique en tant que gestion des affaires de la cité dont le sport fait partie. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire là-dessus ?*

Basile Laetard GUISSOU : *rien de particulier à part que les deux se tiennent. C'est la vision qu'a la politique du sport qui lui permet aussi d'utiliser le sport pour renforcer l'image du*

pouvoir au sein de la société. Quand vous prenez un sport comme le football, tout le monde sait aujourd'hui que c'est un sport qui est passionnément suivi par les foules, donc que l'équipe nationale gagne la coupe d'Afrique ou la coupe du monde, la classe politique, le pouvoir politique en bénéficie par ricochet. Donc les deux se tiennent, c'est ce que je peux constater, ce n'est pas spécifique à l'Afrique. Vous avez vu ce qui s'est passé en France, l'équipe nationale française à la dernière coupe du monde, donc ce lien là, au Burkina Faso, il est pareil. Nous on vient de se qualifier pour la CAN des moins de 17 ans, ça, ne vous inquiétez pas, c'est une cerise sur le gâteau au niveau du pouvoir aussi, qui sort d'une élection présidentielle, donc les deux se tiennent.

Delphine COMPAORÉ : *Actualité oblige, 2010 marque le cinquantenaire des indépendances africaines et cinquante de coopération avec des pays souverains dont le Burkina Faso. Je me rappelle quelque part dans vos interview vous avez dit, je vous cite : « il n'existe pas deux ex colonies françaises qui soient identiques ?*

Basile Laetard GUISSOU : *c'est dans un article que j'ai publié sur le cinquantenaire des indépendances dans le journal, le Pays. Et c'est vrai, je le crois, je le pense, à partir de mon expérience, ma pratique de la diplomatie en tant que ministre des relations extérieures et de la coopération, j'ai fréquenté des pays africains et la France, et je pense que, il n'y a pas deux ex colonies qui soient identiques. Quand vous allez à Libreville au Gabon ou à Yaoundé au Cameroun ou à Abidjan en Côte d'Ivoire ou à Lomé, c'est des réalités politiques différentes. Parce que, les classes dirigeantes, les classes politiques ne sont pas identiques et leurs relations, leurs rapports avec la France ne sont pas identiques. Ils sont régulés par des valeurs et des enjeux différents. Le poids du Burkina Faso par rapport à la France ne peut pas être comparé au poids de la côte d'ivoire, du Cameroun ou du Gabon, chacun comprends pourquoi, voilà ! Donc, je crois qu'il n'y a pas deux pays, deux ex colonies françaises qui sont identiques, et en comparaison l'une à l'autre et en comparaison de ses relations avec la France, l'ancienne puissance coloniale, non, l'ancien pays colonisateur, puisque moi je ne crois pas à cette puissance.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlons du Burkina Faso, parlez quelles sont les particularités de ce pays, historiques, sociales, politiques, économiques etc. Je me rappelle aussi que vous avez parlez de la partition et de la reconstitution par exemple comme élément important à la*

compréhension de ce pays? Ensuite il y a l'évolution politique, l'indépendance Vous avez parlé des hauts et des bas d'un pays, de l'état de droit, de non droit, de révolution etc. etc. C'est des aspects de la vie politique que vous avez vécu, est-ce que vous pouvez nous en parler ?

Basile Laetard GUISSOU : *La dislocation et la reconstitution, 1932-1947. Je pense que le Burkina a eu un parcours atypique qui a eu l'avantage de lui forger une identité particulière et au niveau de l'élite, de créer un sentiment d'appartenance nationale qui est assez fort et qui transcende très nettement, les clivages linguistiques, ethniques, tribales à l'évidence. Je pense que ça c'est un socle, c'est un gain qui est spécifique et qui gagnerait à être mieux exploité dans le sens d'accélérer le développement, amener à constituer une masse critique de volonté qui ambitionne de solutionner des problèmes à portée de main. Je prends des exemples, éradiquer l'analphabétisme, on peut obtenir de la communauté internationale, un effort particulier. Scolariser à 100% tous les enfants du Burkina, filles comme garçons bien sûr, 100% au lieu de passer le temps à chercher à spécifier 40%, 45% des filles, 55 % des... non que tous les enfants en âge d'aller à l'école puisse y aller, que l'offre éducative, couvre l'ensemble des enfants du Burkina. Je pense que ces des objectifs qu'on peut se fixer et les atteindre vraiment dans un délai très proche. Je pense que ça peut faire un bond à n'importe quel pays, à n'importe quelle communauté. Et je pense que le Burkina a les ressources pour le faire, a les atouts pour le réussir. Maintenant c'est comment y arriver, comment le mettre en œuvre. Si on sait comment le mettre en œuvre, on y arrivera.*

Delphine COMPAORÉ : *Je ne sais pas me il me semble que comme la majeure partie de la population vit avec beaucoup moins de richesse journalière, c'est assez compliqué ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Non, ça ce n'est pas un obstacle. Des pays plus pauvre que le Burkina ont réussi des prouesses, en matière de formation sans rien. Il faut une mobilisation de la volonté d'abord. Si la volonté populaire est là, la mise en commun des petits, petits rien, des 10 f, des 25 f, ça donne du gros. Les français ont une Chanson : « l'argent n'est rien pour un soldat français... », C'est la nation d'abord, c'est le pays et ça ça n'a pas de prix. Je pense qu'il faut mettre cette volonté avant la ressource. Les Américains disent : " where is a will there is a wheel" partout où vous créez, là où il y a la volonté, il y a le chemin. C'est la volonté qui fraie le chemin, ce n'est pas les autres.*

Delphine COMPAORÉ : *Pourriez-vous revenir sur le démentiellement et la reconstitution de la haute Volta qui me semble un pan de l'histoire du Burkina qui est assez méconnu ?, un pays qui a disparu entre temps de la carte du monde avant de réapparaître par la suite pour se reconstruire ?*

Basile Laetard GUISSOU : *démantelé et reparti entre trois pays. Mais il faut lire dialectiquement l'histoire parce d'une mauvaise chose, on peut en tirer une bonne et je pense que cette dislocation, répartition, éclatement, morcellement si vous voulez, a servi à consolider le sentiment national chez les burkinabè, au sein de la population. Je le dis souvent, dans un pays comme la côte d'Ivoire, on appelle comme Mossi tout burkinabè, qu'il soit Dafing, Samo, Kirpa, Dioula ou Peul, on l'appelle Mossi. Ce qui peut apparaître comme un sobriquet injurieux contribue en même temps aussi à rassembler, à unifier à créer un sentiment d'appartenance à une terre commune. Ce qui a permis le combat pour obtenir la reconstitution du territoire. C'est à dire que des individus se sont identifiés à cette terre là, au point de refuser qu'on les sépare. Ils ont pu au bout de 15 ans, 1932-1947 c'est 15 ans, 15 ans de luttes multiformes, ils ont pu obtenir la reconstitution du territoire, mais depuis ce temps, nul part on a entendu des revendications de scission ou de partition du pays. Ce sentiment national là, il a été renforcé par ces vellétés de nous faire disparaître. En ce sens, ça servit à quelque chose*

Delphine COMPAORÉ : *Si on vous demandait de façon ramassé de lire l'évolution politique de notre pays depuis que nous sommes souverains, jusqu'à nos jours que diriez-vous, comment vous qualifieriez cette marche, cette avancée, cette évolution, vers 2010 ? De l'indépendance dont l'étudiant que vous étiez ensuite militant de parti a largement contribué, au professionnel politique.*

Basile Laetard GUISSOU : *non, ce sont mes pères qui ont fait ça, à l'indépendance j'avais à peine 12 ans.*

Delphine COMPAORÉ : *Je rappelle que votre père Henri Guissou était député à l'Assemblée nationale française.*

Basile Laetard GUISSOU : *c'est lui qui a présenté le projet de loi reconstituant la Haute volta, le 4 septembre 1947 en tant que conseiller de la république française, Henri Guissou. Cela dit, nous c'est beaucoup plus au-delà de l'indépendance qu'on a commencé à être des acteurs dans*

les années 1970-1980. Je pense que l'un dans l'autre, je n'ai pas à rougir de l'évolution politique de mon pays. Je pense que le Burkina a joué sa partition et plutôt bien joué que mal parce que, pour ceux qui font des recherches comme moi, qui savent comment ce pays était en 1960, ce qu'il est aujourd'hui et qui ont eu la chance aussi de participer à la décision politique comme moi pendant quatre ans sous la révolution populaire, je sais d'où nous venons et je ne rougis pas du tout, bien au contraire, je pense qu'on peut être fier de ce que le Burkina a pu réaliser, avec le statut qu'on lui connaît, pays enclavé, pauvre, avec 40% de sa population qui n'a pas un revenu de plus d'un dollars par jour, qui a vécu longtemps de l'aide alimentaire mondiale, qu'on dit ne présenter aucune ressource stratégique à prendre en considération pour avoir des recettes budgétaires importantes, mais qui l'un dans l'autre existe, se bat, nourrit sa population de plus en plus, avec des excédents, se structure, se dote d'infrastructure, et de structures de gestion administratives et politique, décentralisation, communalisation intégrale, communes rurales, conseils municipaux etc. dont une gouvernance par le bas qui acquiert chaque jours un peu plus d'expérience, par les élections, par le renouvellement du personnel politique à tous les niveaux, à tous les échelons et on vient de sortir d'une élection présidentielle et je crois que les institutions se consolident et l'essentiel comme le dirait un grand sociologue français que vous connaissez qui disait : « au début c'est les hommes qui font les institutions et dans la durée, les institutions produisent leurs hommes ». Je crois que le Burkina est dans cette dynamique-là, qui est d'arriver à mettre, à enraciner dans son tissu institutionnel et politiques, des structures qui dans la durée vont générer des hommes qui les font marcher.

Delphine COMPAORÉ : *Justement dans cette partition que les tous les voltaïques aux burkinabè ont joué ensemble, qu'est-ce qui a moins bien réussi et quels sont les atouts pour l'avenir. Est-ce qu'on a pêcher quelque part etc.*

Basile Laetard GUISSOU : *là c'est vraiment compliqué dans ma tête. Ce qui n'a pas marché, c'est sûr qu'on a péché, tout n'a pas marché, on a péché parfois par précipitation. Pour ce qui me concerne, je pense que les années 1983-1987, beaucoup de problèmes auraient pu trouver des solutions plus rapide et plus efficace sans la précipitation et l'euphorie, qui est aussi le propre d'un régime composé de jeunes de 35 ans. Donc je pense que si il y a eu des erreurs, c'était inévitable. C'est des erreurs de jeunesse qui vous aide à grandir. C'est Château Briand qui disait « qu'il ne faut pas pleurer des maux qui vous rende meilleurs », voilà c'est tout.*

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les arguments du Burkina pour le futur ?*

Basile Laetard GUISSOU : *Le premiers arguments, c'est d'avoir 65% de la population qui a moins de 25 ans. C'est la jeunesse de sa population et qui dit la jeunesse dit l'avenir. C'est pour ça que tantôt, je mettais l'accent sur l'éducation, l'alphabétisation de la population. Si le savoir rentre dans ces cerveaux-là, des bonds insoupçonnés seront faits, c'est ma conviction.*

Delphine COMPAORÉ : *Nous sommes presque à la fin de l'entretiens, quels ont été les meilleurs souvenirs, les plus mauvais aussi de votre parcours politique et professionnel et votre mot de la fin.*

Basile Laetard GUISSOU : *J'avoue que me retrouver à trente-cinq en train de présider le conseil de sécurité de l'ONU, c'est un souvenir qui me remplit de fierté. Bien sûr me retrouvé pendant quatre mois incarcéré dans une prison politique à la gendarmerie de Ouagadougou, et torturé, il faut le dire, torturé tous les soirs selon moi sans raison, parce que rien ne m'a été reproché, jusqu'à nos jours d'ailleurs, donc ce n'est un souvenir agréable. Je donne ces deux images. Enfin mon mot de la fin, je suis pressé d'avoir, une nouvelle collègue, le plus tôt sera le mieux parce que je pense que le Burkina manque de sociologue de bon niveau, capable d'exploiter le capital dont recèlent nos sociétés en matière de contribution, de l'héritage de nos ancêtres, de nos parents devant la construction de vouloir vivre ensemble et ça c'est la sociologie, elle et elle seule qui est la science qui peut accélérer la consolidation du tissu national chez nous. Ce n'est pas une question d'ethnologue, des études en micro, mais d'étude en macro, en sous régionale, et en régionale et en continentale. En tout cas j'ai hâte de voir surgir une nouvelle génération de chercheurs en sociologie, qui se positionnent à la dimension du territoire, de la sous-région et du continent.*

Delphine COMPAORÉ : *Je vous remercie professeur GUISSOU*

9. Entretien avec le Colonel David KABRÉ, réalisé le 27 juillet 2010, au Camp militaire Guillaume Ouèdraogo, à Ouagadougou au Burkina Faso.

Biographie succinct

Colonel de l'Armée de Terre

Inspecteur Jeunesse et sport (Formation-INJS Abidjan, INJEPS Dakar)

Professeur D'EPS (Formation-INJEPS Niamey Niger)

Actuel Président de la Fédération de Volleyball

Ancien sportif de Haut Niveau

Delphine COMPAORÉ : Bonjour colonel David KABRÉ et merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Sportif, militaire, professeur de sport, inspecteur jeunesse et sport, président de la fédération burkinabè de volleyball, vous êtes l'actuel directeur des sports des armées Colonel David KABRÉ parlez-nous de votre parcours sportif, professionnel et de vos activités actuelles.

Colonel David KABRÉ: Merci. Vous avez déjà dit l'essentiel, j'ai été d'abord pratiquant de volleyball, j'ai joué sur les catégories minimes, cadets, juniors, Seniors, j'ai joué au championnat national, et j'ai eu le privilège pendant ma formation de joué dans le championnat au Niger, en Côte d'Ivoire également quand j'y étais. Voilà au niveau sportif : j'ai joué au niveau national et également dans d'autres pays voisins. S'agissant maintenant du parcours professionnel, j'ai fait le professorat d'EPS à l'INJEPS de Niamey, ensuite je suis venu appliquer avant d'aller faire l'inspection jeunesse et sport. J'ai d'abord été en Côte d'Ivoire, ça été interrompu et puis je suis reparti à Dakar reprendre les deux années de formation. Au plan professionnel, je suis employé au niveau de la direction des sports des armées. J'ai été chef de service sport, directeur par intérim. Je travaille maintenant depuis vingt ans au niveau de ce service-là. C'est un service qui comporte une association sportive qui a au total sept disciplines que nous animons en marge du sport militaire. Donc à l'intérieur de ces sept disciplines il y a bien sûr ma discipline logique qui est le volleyball et j'assume actuellement la présidence du club cumulativement. Ça m'a permis d'avoir une opportunité de devenir président de la fédération burkinabè de volleyball. Voici un peu ce que je peux dire de mon parcours. Note de coopération au niveau militaire, nous avons le

conseil supérieur du sport militaire pour lequel je suis également délégué du Burkina dans cette institution. Elle organise les compétitions entre armées au niveau africain et au niveau mondial. Voilà ce que je peux dire de mon parcours et de ma situation professionnelle.

Delphine COMPAORÉ : *Sur votre parcours sportif et professionnel, je note la formation de professeurs d'EPS et d'Inspecteur Jeunesse et sport à l'INJS d'Abidjan et de Dakar, parlez-nous de ces formations et dites-nous Comment ça s'est passé concrètement.*

Colonel David KABRÉ : *Au niveau du Niger, il faut dire que c'est un pays qui, par rapport à cette formation a eu du retard à ouvrir cette filière et nous étions la première promotion. Connaissant un peu la situation économique de nos pays, ils avaient voulu que ce soit effectivement en Sciences et Techniques des activités physiques et sportives. C'est selon cette note-là que nous sommes partis là-bas, mais lorsque nous sommes arrivés finalement ils n'avaient pas pu monter le projet donc on est resté à une formation de... bon les diplômes qui ont été délivré c'est des CAPEPS, c'est finalement un diplôme professionnel qui nous a été délivré. Il faut dire justement que par rapport à cette formation, ce n'était pas facile, c'était le début, il y a des enseignants qui venaient du Benin qui a beaucoup plus de ressources humaines dans ce domaine-là et qui intervenaient dans la formation et compte tenu aussi de la situation économique, ils n'avaient pas toujours les moyens pour faire venir ces intervenants. Ce qui fait que personnellement j'ai travaillé à me former et à compléter certains domaines ou en tout cas les intervenants n'étaient pas assidus ou bien le contenu n'était pas au niveau de nos attentes, quoiqu'on fût au début de carrière dans cette filière EPS. C'était en 1993 et puis j'ai soutenu en décembre 1997.*

Delphine COMPAORÉ : *Et la Formation en Côte d'Ivoire ?*

Col. David KABRÉ : *Il faut dire que déjà ce qui était bien au Niger c'était le mémoire de fin de cycle qui nous a permis de fouiller un peu la revue de littérature, d'apprendre la méthodologie. J'ai bien apprécié l'existence d'un mémoire de fin de cycle au Niger qui m'a permis en tout cas d'ouvrir la méthodologie de la recherche. Au niveau de la Côte d'Ivoire quand je suis arrivé, j'avais vu qu'il y avait comme une autre manière de faire et leur méthode était inspiré j'allais dire de celle du Canada. C'est à dire qu'il y avait beaucoup de cadres qui étaient formé au Canada et même la méthodologie qui était enseigné c'est celle qui était utilisée au Canada. J'ai*

remarqué également beaucoup plus de rigueur dans la mise en œuvre des enseignements. Bon les contenus étaient beaucoup plus consistant, les intervenants avaient vraiment de bons profils, et en tout cas j'ai vu une grande rigueur dans la mise en œuvre des enseignements au niveau de l'INJS d'Abidjan notamment en ce qui concerne les mémoires. On avait une méthodologie qui passait par une première appréciation qui va vers la validation de votre thème. Vous présentez la problématique et il y a une petite commission qui valide votre thème, qui apprécie et voit si effectivement il y a une problématique et puis après on vous laisse continuer. Si vous finissez, de faire les instruments d'enquêtes il y a une validation qui se fait avec deux ou trois enseignants, ce qui vous permet après d'administrer vos instruments d'enquêtes, votre questionnaire, vos guides d'entretien, sur en tout cas la population qui a été ciblée. J'ai bien apprécié cette rigueur là, dans les contenus, dans la mise en œuvre des différents enseignements. S'agissant de Dakar, il faut dire que c'est une école qui était déjà affiliée à l'Université Cheick Anta Diop et de ce fait ils avaient déjà le STAPS se faisait en quatre ans et après ils continuaient l'inspection qui était au-dessus. Il faut dire qu'à ce niveau comme c'était affilié à l'Université Anta Diop et le Sénégal regorgeant de beaucoup de ressources, humaines, de cadres dans ce domaine, ça aurait dû être une formation de très haut niveau. Bon mais j'avoue que par rapport à mes attentes, j'ai trouvé que c'était assez moyen. Il y a certains intervenants qui étaient à la hauteur et tout, il y avait d'autres qui avaient le profil mais qui ne faisaient pas l'effort de donner vraiment tous les contenus dont moi en tant qu'étudiant j'attendais mais j'ai découvert d'autres domaines, notamment le domaine de jeunesse, les institutions de jeunesse et tout, mais s'agissant du côté sport, je suis resté sur ma faim à Dakar. Comme il y avait aussi un mémoire à rédiger, ça m'a permis de travailler et d'apprendre aussi. Voilà ce que je pouvais dire à propos des trois formations.

Delphine COMPAORÉ : En fait la formation à Abidjan c'était sur l'inspection jeunesse et sport et finalement vous êtes reparti sur Dakar pour la même formation ?

Col.David KABRÉ : Finalement, j'ai eu des contraintes compte tenu de la crise ivoirienne et de mon statut de militaire. C'était assez délicat pour moi de continuer, surtout que les conditions d'hébergement étaient assez précaires, ce n'était pas sécurisé, on sentait qu'il y avait beaucoup de tension, tout pouvait arriver c'est pourquoi nous nous sommes repliés dans le pays et nous avons eu l'accord de Dakar pour aller terminer la formation en fait la deuxième année, mais

arrivés sur place on nous a dit qu'on devait reprendre à zéro, sinon ce n'est pas possible, donc on a repris la première année.

Delphine COMPAORÉ : *Vous étiez seul à l'époque ?*

Col.David KABRÉ : *Il y avait un nigérien qui n'était pas militaire mais qui a décidé de basculer à Dakar. On était deux à aller à Dakar.*

Delphine COMPAORÉ : *Dites-nous quelques mots sur votre carrière de sportif au sein de votre club je crois que c'est l'USFA, Union Sportive des Forces Armées?*

Col.David KABRÉ : *En tant que sportif au niveau de l'USFA, et bien il faut dire qu'à un moment donné l'armée avait supprimé les disciplines sportives et c'est nous qui les avons repris. C'est à dire qu'à un moment donné bien sûr il y a eu des changements au niveau militaire, au niveau de l'armée et puis on n'avait supprimé les sports de compétition. Nous sommes revenus avec ces disciplines dans les années 1980 et en tant qu'officier, ma présence avait été déterminante bien sûr pour remonter cette équipe-là dans laquelle j'ai pu évoluer, souvent dans le six majeur et parfois sur le banc de touche. Ça nous a permis d'avoir à l'époque de bonnes performances. Il y avait beaucoup de rivalités mais notre club s'inscrivait en tout cas en haut du tableau du championnat de volleyball surtout que notre volleyball même s'inscrivait au niveau sous régional en haut du tableau au niveau de l'Afrique de l'Ouest. Si ce n'était pas le Nigéria, on jouait pratiquement les premiers rôles aussi bien en hommes qu'en dames C'est une discipline que j'aimais et j'étais vraiment assidu ce qui nous a permis en tout cas de faire des performances.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous êtes l'actuel président du club 'USFA (l'Union Sportive des Forces Armées) en volleyball, président de la fédération burkinabè de volleyball, colonel KABRÉ, parlez-nous du sport burkinabè et particulièrement du volleyball.*

Col.David KABRÉ : *Le sport burkinabè, qu'est-ce qu'il faut dire ? On a un sport qui est bien animé par des athlètes qui sont d'un bon niveau, mais cela ne suffit pas toujours. Il faut dire que c'est les moyens qui vont déterminer enfin les performances en tout cas de ces sportifs, parce que une chose est de pouvoir... Le sportif c'est l'entraînement, c'est la compétition et si effectivement il n'y a pas les moyens de pouvoir assurer tout, bien sûr le talent ne peut pas être aiguisé. Le Burkina je pense que c'est un pays qui a brillé au plan sportif pratiquement dans tous les*

domaines, surtout au niveau sous régional, au volleyball, en cyclisme, on est encore en tête , au volleyball on est pas comme avant mais on est présent, au handball également on a participé au championnat africain et on a accueilli dernièrement un championnat africain, on s'est qualifié plusieurs fois à la CAN donc moi je crois, je dirais que le sport burkinabè se porte globalement bien mais c'est surtout un problème de moyens financiers qui limitent les performances du Burkina Faso. C'est ce que je peux dire globalement du sport burkinabè.

Delphine COMPAORÉ : Je fais un léger retour en arrière, c'était peut être la première question qu'il fallait poser (rires) Quels sont les difficultés du sport et du volleyball au Burkina Faso ?

Col.David KABRÉ : D'accord, s'agissant des difficultés, il faut dire que, comme j'avais déjà noté, les difficultés c'est les moyens financiers mais ce n'est pas seulement la seule difficulté. Nous avons des problèmes au en voie de résolution je pense, puisque nous n'avons même pas de politique nationale du sport en tant que tel en sport et nous avons eu cette politique grâce à la bonne volonté du ministre actuel qui a travaillé à ça. On ne peut pas dire qu'on ne savait pas où on aller, mais ce n'était pas très clair pour tout le monde. Donc ce cadre institutionnel là a beaucoup manqué. Il faut dire également que nous avons des problèmes au niveau des infrastructures, les infrastructures ne sont pas très complètes, quelques soient les disciplines et s'agissant particulièrement du volleyball nous n'avons pas un terrain de compétition en tant que tel. On vient d'avoir la salle mais tout le monde continue de jouer dehors, parce que la salle coute chère et on ne peut pas y jouer. En dehors de la salle, même dehors on n'avait pas de terrain. Quand on joue le championnat, c'est sur le terrain d'un club, et je pense que c'est valable pour toutes les disciplines des sports de mains, volleyball, handball, basketball. Il n'y a pas de terrain comme ça ou on peut dire voilà c'est un terrain pour les sports de mains et je pense que actuellement aucune des disciplines n'est capable de jouer à l'intérieur de la salle. Le problème des infrastructures va plus loin. Il faut qu'au niveau régional nous puissions avoir des infrastructures en adéquation avec ces sports. Si vous n'avez pas de plateaux et puis surtout en handball, au Basketball ou il faut dribbler de temps en temps, vraiment sur la terre battue ou au sol c'est difficile et ces infrastructures-là manquent cruellement. Quand ils existent, les équipements ne sont pas renouvelés et ça c'est un gros problème que rencontre le sport burkinabè. C'est même valable pour le football ou de plus en plus, c'était Ouaga et Bobo qui avaient des stades gazonnés. C'est avec l'organisation tournante du 11 décembre qu'on a

commencé à équiper les autres grandes villes d'infrastructures adéquates pour la pratique de ces sports. Après le problème des infrastructures nous avons le problème des ressources humaines. Le problème des ressources humaines est un problème qui s'oppose à l'émergence des talents dans notre sport. Parce que les entraîneurs, déjà au niveau des dirigeants ce n'est pas souvent des gens qui sont avertis en matière de management du sport en matière des associations, ils viennent parce qu'ils aiment. Ils ont les moyens mais au plan du management, il y a des difficultés alors qu'on sait que ces difficultés freinent le fonctionnement de ces institutions-là, de ces associations. Au niveau même du personnel technique, des ressources techniques nous n'avons pas suffisamment d'entraîneurs outillés pour notre sport. Les gens se sont formés dans le tas à des formations qualifiantes de une ou deux semaines, entraîneur de premier niveau, on donne des rudiments, et avec ça on ne peut pas conduire une équipe vraiment suivant les théories de l'entraînement et réaliser une bonne performance, donc c'est souvent accompagné de moyens de maraboutage pour pouvoir être..., encore que je ne crois pas à ça, mais il y en a qui y croit tellement qu'ils s'adonnent à ça pour compléter les théories de l'entraînement et arriver à des résultats, bon qui sont appréciables. Donc je dirai qu'au niveau de notre ministère des sports... euh je pense qu'en matière de ressources humaines, nous n'avons pas de cadres de haut niveau, moi je dirai que nous n'avons pas de cadres de conception. Je suis concerné par ça, ce n'est pas une critique que je porte aux autres, nous avons des cadres vraiment moyens, je ne dirai pas de réalisation. Si déjà au niveau de la conception au niveau du ministère des sports il y a un problème de ressources humaines il va sans dire que ça va se répercuter dans l'organisation du sport, dans la communication, des gestions avec les associations et partant miner le développement de la pratique du sport au Burkina Faso. Je pense que ce que vous êtes en train de faire, beaucoup n'ont l'on pas fait, je ne sais pas si quelqu'un l'a déjà fait. Je pense que c'est une très bonne chose, il y a des pays qui disposent d'une cinquantaine d'une centaine, si nous nous n'avons même pas un ! Vous voyez, les textes au niveau de notre ministère ont pris des coûts, le statut du personnel ainsi de suite, c'est assez difficile à gérer, donc ce n'est vraiment pas facile. Je parlais des ressources humaines, particulièrement au volleyball, ce n'est pas méchant de dire que c'est la même chose, c'est vrai que nous avons deux qui sont des instructeurs de la fédération internationale de volleyball, peut-être pas confirmés mais ils sont dans la liste des instructeurs de la FIVB. Il y a Monsieur Touré qui avait été retenu, il y a Monsieur Digamma également qui a été retenu. En tout cas ils ont leurs noms sur la liste. En

dehors de ça il y a quelques-uns, il y a deux ou trois qui ont bénéficié de stage à l'INSEP de six mois ce qui est bien, mais globalement comme ce que je disais, aujourd'hui l'entraînement ce n'est pas seulement ça, il faut être un cadre d'un certain niveau et pouvoir faire la formation à l'entraînement pour que quand on vous demande de faire un programme d'entraînement vous le faites en tenant compte vraiment de tous les facteurs de l'environnement et tout. Mais là si on vous dit de faire le programme, vous dites on se regroupe et une semaine après vous mettez les séances d'entraînement, c'est assez difficile. Quand on demande aux entraîneurs de le faire c'est un peu comme ça qu'ils font. Moi je suis également dans le domaine du sport et dans la fédération en tant qu'administrateur et quand je lis je ne suis pas satisfait. C'est difficile pour moi de remettre en cause ce que les techniciens ont proposé c'est à dire que c'est aller en dehors du domaine. Mon rôle c'est peut-être de voir pour renforcer les capacités de ce personnel technique là pour qu'ils puissent répondre aux attentes au sein des joueurs de l'équipe et de la fédération. Ce que je pourrais dire c'est la faiblesse aussi des structures, la structuration, je veux parler des ligues, des clubs, des districts. Il faut dire qu'à ce niveau également le ministère fait l'effort tout le temps de le dire, même à la dernière mise en place des structures, on a exigé au club d'avoir des récépissés, il y a des clubs qui ont soixante ans d'existence et qui n'ont pas de précipices. Une fois que vous n'avez pas ça, votre bureau n'est pas formel, n'est pas formalisé. C'est le président, c'est le trésorier peut être qui cumulent même tous les rôles, mais en structurant, ça permet une répartition des rôles, une nouvelle gestion des structures. C'est le travail que nous sommes en train de faire au niveau du volleyball et nous voulons que tous les clubs en D1 soient en conformité. Nous avons tenu une AG ou nous avons donné comme information la structuration des clubs, on va relancer la filiation pour tout le monde. On attend les récépissés pour les filiations sinon ils ne seront plus comptabilisés dans les effectifs des clubs. Nous pensons en fait comme les inciter à s'organiser et nous permettre d'avoir du répondant, sinon, vous travailler, vous pédalez dans le vide. C'est la même chose pour les ligues. Nous avons finalement deux districts et une ligue au Burkina alors que nous avons treize régions administratives, nous devrions en avoir treize. Donc comment peut-on développer... Quand nous voulons déployer, mettre en œuvre notre programme, on s'appuie sur le directeur régional auquel nous ne pouvons pas ... qui est un partenaire bien sûr et c'est sur leur bonne volonté que nous comptons pour mettre en œuvre notre politique de sport à jour alors que nous aurions pu avoir treize ligues qui allaient répondre à notre action et nous permettre de mettre en œuvre

notre programme que nous avons élaboré pour quatre ans. Voilà ce que je peux dire par rapport aux difficultés du sport au Burkina.

Delphine COMPAORÉ : De quoi dispose concrètement un club ou une association fédérative pour mener à bien ses activités ? Comment concrètement un club ou une fédération arrivent à financer ces activités ?

Col.David KABRÉ : Il y a une grande disparité à ce niveau, il faut dire que pour les clubs par exemple, nous nous sommes un club militaire donc nous bénéficions de conditions favorables parce que nous sommes quand même soutenus par une institution et nous avons les cotisations des membres, de tous les militaires ce qui nous permet de pourvoir aux équipements, et les infrastructures sont là, nous avons de bonnes infrastructures.

Delphine COMPAORÉ : C'est peut-être le seul club qui dispose de ces bonnes conditions ?
(rires)

Col.David KABRÉ : Nous avons un plateau ici, un pour le handball, un pour le volleyball et c'est bien fait. Avec les cotisations nous pouvons équiper permanemment nos clubs et également avoir un soutien financier pour les joueurs. Quand je prends par exemple l'exemple de l'ASA ou c'est Yves qui est le président, je ne sais pas comment il fait. Yves Henri qui est le président, il se débrouille tout seul avec des amis ou avec des sponsors, bon c'est assez délicat et souvent ce n'est pas toujours facile d'honorer certains ...d'être président dans certains matchs ou les équipements ne sont pas honoré. Par rapport aux fédérations sportives, bien sûr que le ministère de tutelle, le ministère des sports et des loisirs nous octroie une subvention pour nos activités qui ont été retenues mais cela est vraiment insuffisant. Parlant du volleyball l'an passé il y a eu quatre millions de francs CFA, cette année c'est le même montant alors que les phases finales de notre championnat seulement nous coûtent plus de quatre millions, sans compter les phases éliminatoires et les championnats des petites catégories que nous avons organisé cette année au niveau régional et au niveau national et nous sommes dans la perspective de la deuxième division. Le weekend end prochain a lieu l'assemblée générale. Nous pensons que c'est important de redonner vraiment de la vie au volleyball, mais il faut dire que si nous devrions compter sur la subvention du ministère nous ne pouvons pas tenir le championnat national. Nous comptons avec l'appui, disons le sponsoring, c'est de l'amitié, c'est souvent des gens que vous

connaissez qui vous donnent un peu d'argent, vraiment ce n'est pas significatif. Au volleyball, nous avons un parrain, le colonel major Gilbert Diendéré qui a accepté d'être le parrain de la zone III de volleyball. C'est une discipline qu'il aime, il a joué au volleyball il soutient vraiment la fédération nationale pour le regroupement des joueurs de l'équipe nationale, les équipements de l'équipe Nationale et puis les déplacements pour les compétitions ou il apporte son soutien vraiment et c'est ce qui permet au volleyball d'avoir de l'oxygène. Nous avons eu du soutien de la Solidarité Olympique par le biais du Comité National Olympique et des sports Burkinabè et cela nous a permis vraiment de relancer les petites catégories. Il y a des partenaires aussi qui nous ont promis des équipements et des ballons, donc nous attendons ces ballons là pour relancer nos écoles l'année prochaine. Ceux qui sont venus et qui doivent passer cadets on va les faire passer et puis on va continuer avec une nouvelle génération de minime, et on va faire la compétition sur ces deux catégories là. Voilà comment nous arrivons à résoudre nos problèmes mais vraiment c'est insuffisant, aujourd'hui je ne peux pas vous dire que je vais tenir une activité parce que je n'ai aucune promesse, on navigue à vue.

Delphine COMPAORÉ : *Donc déjà on ne peut pas parler de sponsoring, pourquoi c'est si difficile d'avoir ce sponsoring-là?*

Col.David KABRÉ : *Il faut dire que moi vraiment je ne comprends pas parce que je pensais que le sponsoring répondait à une certaine logique, vous avez un produit qui se vend et quelqu'un vient et puis il trouve que c'est bien, il s'adosse également pour se faire voir. Mais j'ai compris que ce n'était pas comme ça parce que nous avons par exemple le Handball qui a un sponsor et ça marche bien. La LONAB. Ils sont là à côté du Handball, ils accompagnent le Handball.*

Delphine COMPAORÉ : *C'est peut-être parce que quelques responsables de la LONAB ont été sportifs dans cette discipline-là ?*

Col.David KABRÉ : *Je pense que ça doit être un atout, le président est un cadre là-bas. Je pense que c'est une bonne situation que de prôner la pratique de la discipline. Je dirais que le Handball bénéficie de conditions favorables: ils ont un sponsor officiel, ils font leur finales en direct. Nous quand nous pensons au prix du direct ! C'est vrai que c'est le sponsor aussi qui veut sa visibilité, comme notre télé est sur le satellite, il y a un coût, il y a un impact aussi, ça peut se comprendre mais pour nous les petites fédérations on a besoin de faire le championnat des*

petites catégories, ça nous est très cher et moi je pense à ça. Je pense que dans la nouvelle approche de financement joint par le fond national du sport, il faudrait vraiment qu'on essaye de voir pour que chaque fédération ait un petit sponsor. Même si c'est un peu je pense que ça va être bien. Quand vous n'avez même pas le minimum pour fonctionner c'est difficile. Lorsque nous sommes arrivés, nous, nous avons trouvé que la fédération n'avait pas de siège, pas de téléphone, pas d'ordinateur. Vous voyez, comment on peut fonctionner ainsi ? Alors que si on avait un sponsor on pouvait stabiliser, si on avait un siège c'est déjà quelque chose, si on avait un petit matériel, un équipement et puis une secrétaire, ça va changer les choses, déjà la manière de fonctionner. Nous avons pu finalement avoir un siège et tout mais c'est difficile, on n'a pas pu trouver une secrétaire qu'on paie, on était en train de vouloir chercher un cadre permanent au ministère pour pouvoir nous aider, le détachement d'un cadre, c'est à ça on réfléchissait. Mais vraiment, ce n'est pas facile, il faut qu'on réfléchisse à ça rapidement. Parce que si la situation est bonne c'est important, mais souvent les gens pensent qu'il faut aussi avoir l'argent, même si on a l'argent et on n'est pas bien structuré ça ne peut pas très bien marcher. Je ne sais ça si la question c'était ça ?

Delphine COMPAORÉ : *Oui c'est ça ! Est-ce que le statut de bénévolat du sport et du volleyball n'y est pas pour beaucoup dans les difficultés que ces sports connaissent. Parce qu'en dehors du football, les entraîneurs et autres cadres sont pratiquement des bénévoles ou alors très très peu rémunérés ?*

Col.David KABRÉ : *oui, ça pose un problème parce qu'effectivement actuellement les joueurs jouent vraiment pour rien! Nous on a sept disciplines. Quand le joueur est élu comme meilleur joueur, il n'a rien dans son club, alors qu'il est pratiquement le meilleur handballeur ou le meilleur volleyeur du Burkina et à la fin du mois il n'a rien. Ça c'est un grand problème parce que ça ne permet pas de discipliner les joueurs. Quand un joueur dépense de l'énergie, il doit pouvoir compenser ça un tant soit peu. Ce n'est pas parce qu'il aime seulement, ce n'est pas seulement la motivation intrinsèque que connaît le joueur. Ça ce n'est pas une motivation qui va permettre de réaliser une bonne performance s'il n'a pas les moyens de se prendre en charge, de s'alimenter, pour venir à l'entraînement, ça va être limité. Cette motivation sera en tout cas limitée par ces problèmes. Au niveau des structures de la fédération, on dit que c'est du bénévolat mais si vous n'avez pas de temps en temps du carburant pour donner aux membres, ils*

ne vont pas venir aux réunions parce que les gens vont commencer à faire des spéculations, ce n'est même pas des spéculations, ils vont être réalistes parce que si tu as une opération qui devait te rapporter deux milles et on te demande d'aller à une réunion qui ne va rien te rapporter , je crois que la tendance est d'aller là où tu gagneras au moins quelque chose .Donc voilà un peu, le fait qu'il n' y est pas en tout cas un minimum de moyens ça se répercute de façon très importante, ça un impact très important sur le développement des disciplines.

Delphine COMPAORÉ : *Vous gérez combien de club en totalité et comment c'est reparti ?*

Col.David KABRÉ : *Au niveau de la fédération il faut dire qu'en première division nous avons dix-huit club et puis en deuxième division entre vingt et vingt-cinq. Les clubs au niveau de la première division sont repartis entre Banfora, Bobo et Ouaga. À Banfora on a deux, à Bobo on doit avoir quatre et le reste à Ouaga.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de coopération, de coopération internationale. Avez-vous au niveau de votre club l'USFA ou de la fédération de volleyball des partenaires de coopération au niveau international, qui vous viennent en aide ?*

Col.David KABRÉ : *Au niveau du club ça n'existe presque pas. Il y a peut-être des opportunités avec le conseil international du sport militaire qui a un programme de solidarité qui pourrait en tout cas subventionner, apporter un appui à notre club puisque nous participons à des compétitions justement du conseil international du sport militaire, mais jusque-là on a pas bénéficié d'un appui. Mais ce programme-là appui des pays membres, donc c'est peut être une opportunité qui existe. Au niveau de la fédération, il faut dire que c'est la fédération internationale qui nous envoie de temps en temps des ballons et des filets. Comme j'avais le programme des jeunes, j'ai écrit particulièrement pour demander au directeur technique de la fédération internationale de volleyball M. ELGER de nous appuyer. Il m'a donné des filets. En tout cas il a été gentil, il m'a envoyé quinze filets. Dans le programme général de la fédération internationale de volleyball ils avaient décidé d'envoyer cinquante ballons aux fédérations nationales, donc on a également reçu ces cinquante ballons. Chaque année la FIVB a un programme de coopération et ils octroient une formation dans un stage choisi par les fédérations nationales. L'an passé nous avons choisi un stage d'entraîneur et cette année un stage d'arbitre et à l'occasion on nous a envoyé des ballons, quarante ballons.*

Delphine COMPAORÉ : *Le stage d'entraîneur était de quel niveau ?*

Col.David KABRÉ : *On a vraiment le choix, si on peut justifier le besoin d'un stage de niveau deux en présentant des candidats qui sont déjà sur le terrain et qui ont le niveau un. Pour le moment, généralement c'est le niveau un qu'on fait parce que après il y a des déperditions et on ne peut pas réunir les gens mais on a quand même fait il y a ___20 ans un niveau deux ici.*

Delphine COMPAORÉ : *Donc en dehors de la fédération internationale, vous n'avez pas des partenariats avec ce qu'on appelle des groupes privés, je parle de la fédération, par exemple des associations, des ONG etc. Est-ce que ces groupes privés s'intéressent à ces disciplines-là.*

Col.David KABRÉ : *Il se pourrait que... ça pourrait les intéresser, je ne sais pas comment ça fonctionne mais peut-être qu'ils ne sont pas souvent au courant de nos difficultés. Bon, on n'a pas les contacts, on n'a pas les opportunités. Sinon actuellement j'ai un ami qui a parlé à ses amis aussi, ils sont dans la firme Kappa en Italie et c'est eux qui ont promis de nous octroyer 500 ballons et ça c'est vraiment ce qu'on n'a jamais reçu. Nous comptons sur ça vraiment pour relancer la pratique du volleyball à la base. Vraiment cinq cent ballons c'est beaucoup, ils trouvent que ce n'est rien mais ça représente beaucoup. Il faut dire que quelques part on n'a pas les opportunités de faire connaître nos problèmes, les gens ne sont pas au courant. Sinon souvent on manque de ballon! Lorsqu'on a pris la tête de la fédération, on manquait de balle pour jouer le championnat, on avait même pas dix ballons! Et ça c'est quand même difficile. Il peut exister des possibilités mais nous n'avons pas peut-être pas suffisamment prospecté.*

Delphine COMPAORÉ : *Par exemple le genre de partenaire qui met en place les centres de formations un peu partout en Afrique pour essayer de monter et de former les joueurs ?*

Col.David KABRÉ : *C'est au football que l'on voit, au volleyball apparemment, on n'a pas encore eu. Si il n'y a pas de besoin et tout...Peut être que eux ils ont besoin mais ils n'ont pas de structures sur place, ils n'ont pas de répondant. Les gens, les personnes ici aussi s'ils ne sont pas organisés à créer ce type d'école là. Je pense que C'est plus fort quand c'est une initiative au niveau national. Par exemple si nous, nous prenons l'initiative de créer une école, on peut prospecter pour voir s'il n'y a pas de gens qui sont intéressés dans les pays du nord. Si déjà on ne vous reconnaît même pas comme un pays de volleyball, on ne sait pas comment c'est pratiqué ici, ce sera hasardeux pour eux, mais s'il y a déjà une initiative locale qui permet déjà de créer*

la structure maintenant qui demande les moyens, qui présente des initiatives qui permettent de produire des sportifs de haut niveau qui vont être absorbés. Peut-être que ces partenaires vont s'intéresser et ça va être vraiment bien. Sinon nous nous pensions que si on avait un sponsor on allait créer un centre de développement de volleyball et puis faire fédérer les pays de la sous-région.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que vous avez pu prospector du côté de la CONFEJES qui arrive à ouvrir un peu partout des centres de développement dans d'autres disciplines, je veux parler de l'athlétisme à Dakar, au Maroc je ne sais pas le judo etc.*

Col.David KABRÉ : *Nous n'avons pas encore prospecté, mais ce que je sais c'est que j'en ai déjà parlé à la confédération de volleyball africaine, il y avait un centre en Afrique qui était situé là où il y avait les membres du comité exécutif de la confédération, c'est des centres qui sont apparemment difficile à délocaliser et compte tenu de la répartition géographique il n'est pas possible aussi de doubler les centres dans les mêmes zones, donc voilà un peu les difficultés. Mais s'il y avait d'autres partenaires qui créaient... On crée par exemple le centre dans un pays et puis le centre ne vit pas...le centre est à Dakar mais il n'y a aucun rayonnement, mais si nous on l'avait on pouvait peut être mieux le développer. S'il y a d'autres partenaires qui nous permettent de mettre ce centre en place, certainement, la confédération va venir nous regarder. La preuve est que avec le sponsoring du colonel major Diendéré, nous avons deux compétitions sous régionale chaque année, la coupe des clubs champion et le tournoi de la solidarité et de l'intégration qui sont en tout cas beaucoup financé par le colonel major. Ça fait que nous nous retrouvons entre présidents de fédération et cela finalement intéresse beaucoup la confédération. Nous avons une assemblée de président de fédération chaque année et ça devient le pôle le plus dynamique même si le niveau de compétition n'est pas le plus haut, c'est en tout cas la zone la plus dynamique de la confédération africaine de volleyball.*

Delphine COMPAORÉ : *L'équipe Nationale du Burkina arrive-t-elle à participer aux compétitions organisées par cette confédération et partant d'une manière générale en Afrique ?*

Col.David KABRÉ :: *De manière générale en Afrique, je pense que nous on n'a pratiquement pas participé aux compétitions de la confédération et ce que nous pensons faire...euh parce que...euh bon bien sûr parce que nous n'avons pratiquement pas eu d'opportunités, mais*

actuellement on a une élite, qui n'est pas à un niveau de performance qui nous permet de demander au ministère ou à d'autres sponsors de pouvoir participer à une compétition d'un niveau de ce genre. Ce que nous comptons faire avec la salle, c'est demander à organiser une compétition de jeunes parce que nous sommes en train de relancer la pratique au niveau des jeunes, par exemple une compétition des cadets ou à la limite des juniors en attendant des lendemains meilleurs. Voilà un peu, c'est au niveau sous régional sinon au niveau international, on n'a pas participé

Delphine COMPAORÉ : *Quelles sont les difficultés que vous avez pour avoir justement accès à cette salle couverte du palais des sports de Ouaga 2000 ?*

Col.David KABRÉ : *La location journalière du palais des sports est à un million deux cents par jour et les frais d'électricité sont dans le même ordre. Un million deux cent mille CFA.*

Delphine COMPAORÉ : *Gérer par le Ministère des sports ?*

Col.David KABRÉ : *C'est l'office national des infrastructures sportives qui gère ça actuellement. Donc un million deux cents et vous avez peut-être un autre million deux cent pour l'électricité, ça va vous faire deux million quatre cent par jour. Donc si vous prenez pour deux jours pour jouer vos finales et demi-finales, enfin si vous avez deux jours vous pouvez jouer votre championnat. Si vous jouez en continu et vous serez à deux millions quatre cents. Je crois que la dernière facture "proformat" qui aurait été donné au Handball, ce qu'on m'aurait dit, c'était quatre million pour jouer la phase finale. Même si finalement on nous donnait l'argent pour aller jouer là-bas, moi j'allais réfléchir : parce que qu'est-ce que je vais donner après comme prix, est-ce que je pourrais organiser le championnat des jeunes et tout ? Le coût de la salle est égal à ce qu'on nous donne chaque année comme subvention pour toutes nos activités.*

D.COMPAORÉ : *Il n'y a pas une autre possibilité pour permettre à vos équipes nationales de disposer ne serait-ce qu'une fois par semaine par roulement de cette salle-là gratuitement puisque finalement ça été construit pour ça. C'est tout de même difficile de ne jouer que les phases finales des compétitions uniquement ?*

Col.David KABRÉ : *Nous pensons que ça été construit justement pour ça et nous pensons que le ministère est conscient de ce problème qui préoccupe monsieur le ministre et certainement il est*

en train de chercher des solutions pour que nous puissions jouer dedans gratuitement, parce que c'est ça qu'il faut faire, même si c'est un nombre limité de fois , ne serait-ce que nos phases finales, ou bien quand l'équipe nationale est regroupé, qu'on nous donne deux ou trois séances . Il faut qu'on arrive à ce que quelqu'un paye pour que nous puissions jouer gratuitement et je pense que c'est la préoccupation, cela préoccupe. Quand vous êtes au niveau du ministre des sports et le volleyball joue sa finale dehors, le handball joue sa finale dehors, le basketball joue sa finale dehors, alors qu'on a une salle, finalement même si le spectacle marche je pense que c'est un peu gênant. Donc nous espérons que dans les années à venir nous pourrions jouer dans cette salle.

Delphine COMPAORÉ : *Nous allons prendre le sport sur une longue période, même si nous n'étions pas dans les années soixante ou légèrement avant, c'est à dire à partir de 1960 jusqu'à nos jours. C'est une date indicative. Que pouvez-vous dire de l'évolution sur cinquante années du sport ? De la Haute Volta au Burkina.*

Col.David KABRÉ : *Bon cinquante ans de sport de la Haute Volta au Burkina (rires) ? Les évolutions. Je... Je...je, J'ai déjà dit que c'est des évolutions, c'est progressif, mais c'est en dent de scie aussi, parce que nos équipes ont brillé en football à un moment donné, après c'était difficile. Au volleyball, je me dis, je ne sais pas si on a commencé plus tôt que les autres mais on était très bien, maintenant on redescend un peu. Entre temps le Basket avait disparu, alors qu'à un moment c'était fort. Le handball a été je pense plus constant et bien sûr il y a d'autre disciplines, le cyclisme on est resté. Je dis que ça été progressif même si c'était en dents de scie pour un certain nombre de discipline. Aujourd'hui, le bilan c'est que, on a de plus en plus de conditions favorables notamment les infrastructures qui sont en train d'être complétées, on a accueilli la CAN, en tout cas c'était une bonne opportunité, on a eu des infrastructures de ce fait là. Il y a des clubs qui disposent de terrain d'entraînement avec gazon notamment comme l'USFA, c'est grâce à la coupe d'Afrique des Nations et nous avons une salle omnisport. Nous sommes maintenant au même niveau sinon devant bon nombre de pays. Il y en a qui n'ont pas encore de salle, donc je pense qu'il y a de plus en plus de conditions favorables pour la pratique du sport de haut niveau, nous avons organisé la CAJA, ça donné des équipement de pointe à la fédération d'athlétisme et nos cadres ont été également outillés, formés, c'est des opportunités et ça fait des avancées significatives. On a le cadre institutionnel qui a été complété, il y a un cadre*

d'action qui existe, donc je pense que tout ça c'est important pour la pratique et le développement du sport. Je dis qu'on a progressé et bien sûr il reste à faire, par rapport à ce qui est fait, et voir ce qui peut être amélioré pour qu'on avance beaucoup plus vite. On a réfléchi au financement du sport, on ne sent pas que la solution trouvée est la meilleure (rires), même si nous même nous avons bénéficié je pense à deux reprises du soutien de cette structure-là. Nous quand on avait parlé de ça, on pensait qu'on serait réuni, pour qu'on nous dise : voilà ce qu'on a pu collecter cette année pour le développement du sport, nous avons décidé de donner tant à telle fédération, tant à telle autre fédération etc. Peut-être que ce n'est pas la bonne manière de faire mais pour le moment on ne sent pas l'impact de cette solution qui a été trouvée. Justement moi je dis qu'on peut réfléchir pour savoir comment on peut améliorer. Je pense que c'est bien lancé, on a des conditions favorables, on a des dirigeants qui aiment le sport, on a des politiques qui soutiennent fortement la pratique du sport donc c'est des opportunités à prendre en compte pour pouvoir développer le sport au Burkina.

Delphine COMPAORÉ : *Quelles sont justement les solutions préconisées pour le financement du sport ?*

Col. David KABRÉ : *hum...peut être que j'étais absent quand ça s'est passé, mais je sais qu'il y a un fond qui existe et il s'agissait de pouvoir prélever des fonds, des choses qui seraient, c'est fait de façon mécanique comme ça pour que ça tombe dans le fond, et maintenant on collecte ces fonds là et puis on essaie de dispatcher dans les fédérations. Ça s'opposait au fait que les fédérations allaient individuellement demander un soutien, donc ce fond-là devait mettre fin à la mendicité des présidents de fédération et c'est d'autant plus gênant pour certains, en tout cas pour moi d'être en train d'aller demander tout le temps, pour telle ou telle autre activité. Si j'avais un appui du fond j'allais circonscrire mon activité et puis rester dans ce cadre-là.*

Delphine COMPAORÉ : *C'est plus facile de pouvoir planifier ! (rires)*

Col. David KABRÉ : *C'est plus facile si j'avais ça, j'allais mieux planifier. Voilà un peu ce que je sais du fond national de développement du sport*

Delphine COMPAORÉ : *Parlons des relations entre le sport et la politique. Indissociable le plus souvent, certains les opposent plutôt que de les associer. Que peut-on dire du sport et de la politique au Burkina ?*

Col David KABRÉ : bon il faut dire que... (Rires). Le sport et la politique sont indissociables. Il y en a qui les opposent, je pense qu'ils sont indissociables et ce que les associations font c'est de vouloir effectivement les dissocier parce que quand on laisse le sport et la politique, ça peut être compliqué à la fin. C'est pourquoi je pense que les institutions font l'effort de dissocier, mais le débat est ouvert comme l'on disait à propos de l'indépendance du comité olympique, de la FIFA et tout. Par rapport aux sanctions au Togo on donnait l'exemple mais quand on jouait la CAN en Afrique, nous avons eu les sports de mains avec le tournoi du parc animalier, ça nous a donné de la compétition, nous avons même eu la CAN et ça c'est d'un niveau politique, la CAJA, si le politique n'émet pas ce n'est pas les fédérations qui vont accueillir ou organiser. Donc globalement l'action de la politique a été favorable au développement, aujourd'hui nous avons le président de la fédération de football, c'est le DG de la LONAB, je crois qui essaye de faire de sorte que ça marche, sinon on se connaît, on sait à quoi le football fonctionne hein c'est vraiment au super et ça n'attend pas ! Donc je pense que c'est des actions qui ont été réfléchies pour que ça puisse apporter beaucoup d'oxygène et même au niveau des clubs. Il y a des clubs qui ont été soutenus, ça été motivé par le politique et c'est vraiment bien. La LONAB qui soutient aujourd'hui le Handball, c'est différent du volleyball qui n'a pas de sponsor officiel, donc c'est globalement des choses qui ont permis au sport en tout cas de se développer au Burkina quoiqu'il faille qu'on observe la mesure à mettre dans les deux domaines.

Delphine COMPAORÉ : Actualité oblige, nous sommes dans les cinquantenaires des indépendances africaines, quel sens vous donnez à cet événement ? Quel bilan tiré d'une manière générale d'abord et quel bilan au plan sportif, pour l'Afrique et pour le Burkina ?

Col David KABRÉ : Les cinquante ans d'indépendance ? D'une manière générale l'Afrique... Je pense que les Africains ont été indépendants mais jusque-là ils ne sont pas unis. Ça veut dire qu'on leur a donné l'indépendance mais on les a maintenus un peu, ce n'est pas forcément la domination quotidienne, mais toutes les politiques et tous sont souvent orientés, c'est parfois télécommandées. Donc je pense que l'Afrique indépendante devrait être une Afrique unie ou qui tend en tout cas vers les grands regroupements, les grands regroupements régionaux pour pouvoir vraiment se développer. On voit ailleurs comment ça se fait, même en faisant du copier-coller et L'union Européenne, c'est tout autre chose. Nous en Afrique de l'ouest on est assez avancé avec l'UMOA, c'est déjà ça et puis je me dis que les grands ensembles vont aussi se

regrouper. Vraiment après cinquante ans c'est toujours l'adversité, entre deux pays voisins on peut toujours déclencher une guerre, imaginez ce que ça peut donner : beaucoup de tensions même au niveau sous régionale comme entre nos États, on devrait pouvoir dépasser ça. Au niveau du Burkina, moi je pense à la suppression de la Haute Volta et à sa reconstruction. C'était un défi qui a été posé et après on est allé à l'indépendance. Si certainement on avait vu que cette donne là nous permettait d'avancer. Aujourd'hui, nous sommes un pays souverain, par rapport à nos années d'indépendance , on sent en tout cas qu'il y a eu beaucoup de progrès, de développement, on a beaucoup de ressources humaines réputé pour son travail de qualité, le travail bien fait et par rapport à nos voisins, on est pas du tout complexé. Je pense que le Burkina qui été vu comme un territoire à l'époque ne pouvant pas se prendre en charge, aujourd'hui est un pays souverain au même niveau que les pays voisins. Nous avons toutes nos institutions, nous avons une armée qui est dynamique, je pense que on peut avoir des satisfactions pour un tel pays connaissant les ressources des autres pays. On ne sait pas par quels mécanismes mais, si on avait les ressources de tel voisin ou tel autre voisin, on allait être plus loin. Je ne sais pas c'est ce qu'on se dit : « si ». En tout cas on est satisfait globalement. On sait que bien sûr il y a des difficultés, des difficultés, des intempéries, encore ces jours ci, on a vu l'année passée, mais bien sûr les populations se battent également pour leur autosuffisance et tout. Au niveau du Burkina, moi je tire un bilan positif des cinquante ans d'indépendance, et il faut voir comme on l'a dit, le thème, c'est pouvoir et perspectives, en tout cas au niveau de l'armée c'est le thème qui a été retenu. Pour les années à venir, il ne faut pas qu'on s'asseye, il faut qu'on voit maintenant l'horizon des vingt-cinq ans à venir ce que devrait être le Burkina et puis travailler à cela. En ce qui concerne le sport euh...je l'avais un peu dit, nous avons pu mettre un certain nombre de choses en place, des infrastructures qui nous permettent vraiment d'aller vers les compétitions de haut niveau. Et nous avons les infrastructures, nous avons également la volonté politique. Ce qui nous manque beaucoup c'est les ressources humaines c'est ça le grand moteur, c'est le moteur de la chose, et on devrait pouvoir revoir l'INJEPS, je crois qu'il y a déjà un problème qui est posé, parce qu'il y a Koudougou qui a ouvert la formation, aujourd'hui on devrait pouvoir, on voudrait transformer ça en UFR. Il y a un tiraillement, je ne suis pas trop au parfum des choses mais je sais qu'il faut que nous ayons des structures qui vont former vraiment des cadres de haut niveau. Ça va nous libérer vraiment de plein de pesanteurs, de pleins de choses. En tout cas on perd beaucoup de temps à ne pas avoir

des cadres vraiment de haut niveau. Je pense que c'est le grand problème du sport au Burkina. Si ça s'est résolu, maintenant avec une bonne coopération, on peut avoir une prise en charge, on peut avoir des équipements. Si on a les équipements on a les ressources on doit pouvoir développer la pratique du sport au Burkina Faso. Voici un peu ce que je peux dire de mon appréciation sur le bilan de cinquante ans.

Delphine COMPAORÉ : *On s'achemine vers la fin et avant de vous demander de nous parler de vos plus beaux souvenirs sur le plan sportif et professionnel, j'ai omis justement de vous poser la question sur votre rôle au niveau du CISM, en tant que délégué.*

Col.David KABRÉ : *Le conseil supérieur du sport militaire a une assemblée générale, et des pays qui sont affiliés. Actuellement on est à 195... chaque pays a une délégation dont le Burkina. Pour le Burkina, avant c'était le colonel Major Honoré, actuellement il a quitté l'institution. Le Burkina a une délégation et moi je suis le chef de délégation. Après le changement du colonel, ce n'était pas encore formalisé, je suis membre de la délégation, mais je pense que c'est une transition, ça sera régularisé. Le chef de délégation représente le pays auprès de cette organisation et participe aux réunions statutaires, aux compétitions, conduit la délégation du Burkina aux compétitions organisées par le Conseil international du sport militaire et puis également si une compétition est confiée aux pays, c'est lui qui organise les compétitions dans le pays. Voilà un peu le rôle du chef de délégation.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous arrivez à participer à toutes les compétitions du CISM ? L'équipe, l'équipe militaire du Burkina arrive à participer aux compétitions ?*

Col.David KABRÉ : *Il faut dire qu'il y a les championnats ou bien les jeux mondiaux militaires comme on les appelle et il y a plusieurs disciplines, au moins une vingtaine de disciplines qui sont retenues au programme. Nous, nous regardons ou nous avons des athlètes performants. Si c'est le football qui est au top, on s'engage pour le football. Tout ça c'est une question de moyens, comme ça se déroule loin, nous avons participé en Croatie et ça duré un mois avec une équipe de football, donc ce n'est pas facile, nous avons participé au Kenya avec des boxeurs. Voilà un peu, ça tient compte aussi des moyens du pays et également des athlètes qui sont performants. Olivier était sauteur en hauteur, on l'avait inscrit il était allé pratiquement seul, mais nous avons des conditions favorables parce que le colonel qui avait duré dans l'institution*

était membre du comité directeur. De ce fait il avait des opportunités, nous nous avons accueilli toute l'assemblée générale du CISM ici, le comité Directeur, on a accueilli tout le CISM ici.

Delphine COMPAORÉ : *Vos plus beaux souvenirs sportifs et professionnels et votre mot de la fin :*

Col.David KABRÉ : *(rires) Bon souvenirs sportifs et professionnel ?*

Delphine COMPAORÉ : *Les plus beaux et les plus mauvais aussi, parce qu'il y a les deux (rires)*

Col.David KABRÉ : *(rires) les plus beaux c'est peut être quand j'étais en professorat, ou je suis allé compéter, ce n'est pas bien dit mais, j'étais aller au tournoi de la solidarité à Cotonou, ce n'est pas que j'avais fait de grandes performances mais j'avais été retenu comme athlète au Niger. Ce n'était pas ma discipline parce que je voulais apprendre en professorat, donc je faisais pratiquement tout, je suis allé en championnat, on m'a retenu, je suis allé en compétition, j'ai trouvé que c'était vraiment agréable pour moi. Je suis allé pour le poids et le disque, en athlétisme. Au niveau professionnel, qu'est-ce qu'il faut dire ? Au niveau professionnel, je ne sais pas... (Rires) ce qu'il faut dire c'est peut être que, actuellement j'interviens à l'université de Koudougou comme vacataire, dans la formation des enseignants d'EPS et c'est des moments vraiment agréables pour moi quand je vais pour donner ces cours-là à l'Université de Koudougou. Voilà un peu ce que je peux dire. Vraiment je voudrais pour la fin vous remercier, c'est vrai qu'on a eu des difficultés pour avoir cet entretien (rires), mais je pense que c'était important pour moi. Je sais que je suis un personnel privilégié par rapport à vous, mis dans tous les cas même si c'était un entretien informel on allait l'avoir. Ce que je voudrais dire, c'est vraiment une grande joie pour moi, parce que le problème de la formation, le problème des cadres sportifs au Burkina, c'est un problème qui me tient à cœur. J'ai les jeunes qui sont là qui sont sortis, il y a un qui est inscrit en Master, il y a deux qui sont là, il y a un qui est allé en master à Cotonou, il y a deux qui sont en professorat à Abidjan, vraiment ce que je peux faire pour contribuer à ça, c'est ce que je suis en train de faire et votre situation, comme il l'a dit, il est rassuré, je vais travailler à ce qu'ils aillent faire ça. Donc en tout cas le courage que vous avez, la persévérance, en tout cas me réjouit et je voudrais profiter de ça pour vous encourager,*

et vous dire d'avancer. C'est une ouverture, quand on progresse déjà dans un chemin ça constitue une ouverture pour ceux qui vont suivre au nom du sport du Burkina Faso. Voilà, tous mes encouragements et on attend d'aller assister à la soutenance. (Rires)

Delphine COMPAORÉ : *Vous serez invité (rires). Je vous remercie beaucoup*

10. Entretien avec Monsieur KINI Daba, réalisé le mardi 22 juillet 2010 à la Radio Nationale du Burkina Faso.

Biographie succincte

Sportif et professeur d'EPS (spécialiste de judo, Basketball, handball)

Journaliste sportif

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour monsieur KINI Daba, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique de relations internationales de la coopération et du sport. Monsieur KINI Daba, vous êtes sportif, professeur d'éducation physique et vous êtes journaliste sportif. Faites-nous partager ce parcours personnel, professionnel, sportif.*

KINI Daba : *Merci, je m'appelle donc KINI Daba, je suis comme vous le dites enseignant d'éducation physique et sportive. J'ai été plus ou moins attiré dans ce métier par des aînés que j'ai connus quand on était au lycée. Ils sont venus au Cours Normal de Koudougou pour un match amical ou j'ai vu des gens qui étaient en survêtement, qui étaient très athlétiques. Déjà nous, au niveau de l'USSUBF (l'union des sports scolaires et universitaires du Burkina Faso), on évoluait dans des équipes comme le handball et le basket-ball au niveau de notre établissement. J'avoue que ça m'a beaucoup impressionné c'est ça qui m'a poussé à aller vers ce métier. C'est ainsi qu'après la troisième puisqu'il fallait avoir le niveau du BEPC pour prétendre faire le concours, je l'ai fait et j'ai été reçu. On était autour de cinq à quatre du cours normal de Koudougou et on est arrivé à l'INJEPS de Ouagadougou pour trois ans, on était en 1977. On a fait les trois ans et nous sommes sortis en 1980. Au départ l'INJEPS, les premiers pas, la première année de formation c'était au Prytanée militaire du Kadiogo (PMK), ils suivaient les cours là-bas. Nous sommes arrivés et avec la première promotion, on a inauguré après les premiers bâtiments de l'établissement situé à Gounghin à côté du stade du 4 août. Ensemble on a dû faire, en ce qui nous concerne, nos trois années sanctionnées par le CAMEPS, (Le certificat d'aptitude à la maîtrise de l'éducation physique et sportive), ce qui nous a valu conformément aux textes de la fonction publique, une affectation. Moi je suis allé du côté de l'ouest du Burkina au collège moderne privé de Toussiana. J'étais le premier enseignant, si vous voulez même le premier fonctionnaire de l'État affecté dans cet établissement qui est un collège privé qui était géré uniquement par des frères catholiques. Je suis arrivé, et j'ai remplacé difficilement celui qui*

s'occupait du sport. C'est là-bas que j'ai fait mes premiers pas d'enseignant et je pense qu'à ce niveau j'ai appris beaucoup de choses. Comme je n'étais pas très bon footballeur, j'ai dû convaincre le frère directeur de faire une nouvelle orientation du sport dans l'établissement. C'est ainsi que nous avons fait plus ou moins ensemble difficilement, je vais le dire, une option vers le handball parce qu'au départ on se présentait au football, on arrivait malgré tout à battre Banfora mais j'avoue que quand on arrivait à Bobo, c'était le score fleuve, on nous battait largement. J'ai dit au frère directeur, qu'il y a des disciplines qui sont adaptées notamment le handball qui doit être un peu adapté au village que nous sommes puisque, nous sommes à 55 km de Bobo Dioulasso et 30 km de Banfora, donc on est tout juste au milieu. Je lui ai dit, que comme moi j'étais basketteur, parce qu'avant d'aller à Toussiana, en troisième année de maîtrise à l'INJEPS, je jouais en première division en basket-ball dans l'YCO (Yennega Club de Ouagadougou). Dans le temps c'était le Yénnega club de Ouagadougou aujourd'hui ASFAY (association sportive Yennega). Dans notre équipe il y avait plus ou moins les meilleurs basketteurs du pays et notamment les Nikiéma Laurent dit l'abbé, Edmond, Lawal Ouédraogo, Édouard etc. Ils étaient un certain nombre. Finalement on a fait cette initiation et pour toutes les promotions qui passaient, quand ils arrivaient en sixième, ils étaient obligés de faire l'initiation en basketball et pour moi c'était une phase transitoire pour aller vers le handball. Il y a une petite ressemblance au niveau des réceptions au niveau des dribbles mêmes si les ballons n'ont pas la même taille, au niveau même des passes et autres je crois qu'il y a des similitudes. Après cette initiation massive au niveau du basketball, j'ai dit au frère directeur, que nous pouvons retirer notre petit terrain de football qui était affecté à l'école primaire du collège pour commencer le handball. Il m'a dit que j'allais me planter et j'ai répondu qu'il faut croire, je sais ce que je fais, je sais où je vais et il ne va pas être déçu. Il m'a dit OK, tu es le premier responsable tu prends donc la décision qui s'impose. On a dû appeler le directeur de l'école primaire pour lui dire qu'à compter de la semaine prochaine nous récupérons notre terrain. Je ne m'intéressais pas vraiment au troisième, parce que pour eux c'était fini. Ils partaient après l'année scolaire mais pour les quatrièmes, cinquièmes et sixièmes c'était le basket ou rien. On est venu au handball avec les quatrièmes, on a passé toute une année d'entraînement et de matchs amicaux parce qu'à l'époque effectivement, à Banfora il y avait un certain dynamisme au niveau de cette discipline de handball au il y avait bien sûrement mon promotionnaire, Touré Salif, il y avait Kaboré Lassané Alfred, Kéré Lémidé Assita Mme Yaméogo Aujourd'hui. On avait de très

bonnes relations, nous étions tous promotionnaires, on venait de sortir on avait cette fougue de bien faire. Avec ces eux, j'arrivais à obtenir des matchs amicaux surtout avec mon ami Touré et on était ensemble presque tous les week-ends puisque les Week-ends j'allais à Banfora. C'est ainsi que, aux fêtes saint Jean-Baptiste de la salle, célébrées tous les 15 mai, tout Banfora se déplaçait à Toussiana, c'est-à-dire, le lycée les professeurs les gars des GMB et de la SOSUCO. Ce jour-là, à Toussiana à partir de 7 heures, il y a du football entre les professeurs de Banfora et les enseignants du collège de Toussiana. À partir de 8 heures, nous jouions un match amical de handball et l'après-midi un match de football ou vice versa. C'est ainsi qu'on a réussi à faire cette animation et j'avoue que on a beaucoup profité puisque, la première année déjà, j'avais vu que je pouvais engager mes élèves au niveau de l'USSUBF. Dès qu'on est arrivé en deuxième année, j'ai dit au frère directeur, cette année, on va s'engager au niveau de cette discipline, le handball. Il a dit, avec tout ce que je vois, je pense que tu vas faire de bons résultats. J'ai dit, il n'y a pas de problème. On s'est engagé, on est allé jusqu'en demi-finale, on a été battu cette année-là par le collègue Charles Louanga de Nouna qui était un établissement effectivement aussi qui pratiquait le handball. Je lui ai dit que ce n'était pas très grave, qu'on avait la dernière année 1984-1985 pour encore essayer. C'est ainsi que l'année qui a suivie, on s'est engagé, on est allé jusqu'en finale et les finales se sont disputées à Koudougou dans le centre ouest. On a battu en finale le PMK qui était devenue l'école des cadets de la révolution, par 19 à 15, je me rappelle encore de ce résultat. J'avoue que ce jour-là c'est comme si je rêvais parce que mes enfants sont arrivés nu-pieds, ils n'avaient rien contre des élèves qui avaient des survêtements, des trainings. Je leur ai dit qu'on va aller s'échauffer derrière le bâtiment. C'était pour qu'ils ne les voient pas. Dès qu'on a engagé, les gars ont menés 3 à 0 et j'ai dit à mes éléments, ne vous laissez pas impressionner. Il y avait un latéral qui était puissant, les deux latéraux d'ailleurs. Je leur ai dit, ne vous laisser pas impressionner, vous pouvez battre ces garçons. Idrissa, si tu arrives au niveau des 9m, tu montes en suspension et tu vas voir ce qui va se passer. Dès qu'il est monté, il a marqué le premier but. L'autre est monté, il a marqué le deuxième, on a réussi ainsi à égaliser et puis finalement, on les a battus. Voilà ensuite comment ça s'est passé. Comme il fallait poursuivre la carrière, j'ai dû faire le concours professionnel, je suis revenu à l'INJEPS, j'ai fait trois ans et je suis sorti professeur adjoint d'Éducation Physique et Sportive avec le diplôme le CAPAEPS (Certificat d'Aptitude au Professorat Adjoint d'Éducation Physique et Sportive) J'ai été affecté dans un premier temps au centre de Formation Féminine et Artisanale

de Gounghin et là-bas encore, je pense que quand je quittais, la directrice est venue se plaindre qu'au niveau de la direction régionale. Là-bas c'était uniquement des filles et avec les filles le handball est un peu plus difficile à cause de la virilité même de la discipline et j'ai dit, qu'on va faire du basketball. C'est ainsi qu'on a commencé et en deuxième année, j'ai engagé les juniors, parce qu'elles étaient un peu avancées en âge. On a pris la coupe au plan national au niveau de l'USSUBF. De là je suis allé au collège protestant. On n'était deux à y être affectés en même temps et j'ai dit à Pacéré, que nous sommes acquis à la même cause, il va falloir qu'on donne un autre souffle au sport, au niveau du collège protestant. J'intervenais déjà à la radio comme auditeur libre, collaborateur. J'ai dit à Pacéré qui a fait de l'athlétisme comme option, de s'occuper de l'athlétisme, parce qu'il nous faut des champions, moi je vais prendre le handball. C'est ainsi que le plateau qui était un plateau de football est devenu un plateau de handball et j'ai fait confectionner des poteaux. J'ai commencé l'initiation et la première année je les ai engagés et on nous a battus en demi-finale. En deuxième année je suis allé en finale. Je suis allé trois fois en finale avec les garçons du collège protestant, des enfants que j'ai dû retirer quelque peu du football que j'ai ramené avec moi. C'était généralement des enfants de mes classes et avec le respect qu'ils avaient pour moi, ils étaient obligés de venir. On n'a malheureusement pas gagné de coupe parce que chaque année on jouait contre Toussiana, donc c'était en fait les grands frères et les petits frères, mais j'avoue que quand je partais le directeur m'a appelé pour me dire, vraiment merci pour tout ce que j'ai fait. Ensuite je suis allé au lycée Zinda et puis j'ai estimé que j'étais avancé en âge parce que j'avais commencé à avoir des problèmes de gorge, le médecin m'avait conseillé de ne plus entraîner, parce que tout ce que je dis au niveau des cours c'est déjà suffisant. Si je devais aller à l'AS encore, ça allait être pénible pour moi. C'est ainsi que j'ai arrêté. En 2007 j'ai eu mon détachement, ce qu'on appelle communément la mise à disposition au niveau du Ministère de l'information ou j'ai été affecté à la radio en 2007. Et là, j'ai entamé une nouvelle carrière de journaliste sportif, j'ai beaucoup appris.

Delphine COMPAORÉ : *Qu'est-ce qui vous a poussé à choisir le journalisme sportif ?*

Kini DABA : *Dans un premier temps, c'est des gars que j'aimais écouter. Quand on était élève, on écoutait les commentaires des journalistes sportifs de l'époque, Joseph Tankoano qui était aussi un enseignant d'EPS que je n'ai pas très bien connu. Quand tu écoutais des gars comme Tall Issaka, Issaka Ouédraogo, Gabriel Barrois, je pense que c'est des gars qui m'ont attirés et*

je me suis demandé si je ne pourrais pas faire comme eux, mais je ne savais pas qu'il y avait une ouverture. En fait c'est Dieu qui m'a aidé, puisque moi déjà, à l'INJEPS et pour les matchs inter promotions, j'avais ce qu'on appelait le mégaphone, et je commentais les matchs. C'est ainsi, qu'au niveau du mini jamborée de basketball que Guillard organisait à l'époque, j'animais la finale, et les gars de la radio sont arrivés, c'était Francis Kaboré et son équipe. J'avais le micro, je parlais et il a dit tiens, monsieur Kini, est-ce qu'on peut se permettre de vous donner notre micro, tout ce que vous dites, va passer à la radio. J'étais étonné et il a dit, vous retransmettez pour nous. C'est ainsi que j'ai retransmis le match et le lendemain, il a été convoqué par son directeur de l'époque, j'ai oublié un peu son nom, c'est Ilboudo, je crois et on lui a demandé où il m'avait trouvé. Il a expliqué que je faisais de l'animation et il lui on dit de me contacté pour que je vienne. J'ai hésité un peu et une semaine après, il sont passé par un de mes frères Dao Abdoulaye qui était déjà à la télévision et qui est venu me voir. Ils ont trouvé un autre topo à savoir qu'ils étaient en train d'asseoir une équipe de volleyball, si je pouvais venir les entrainer. C'était derrière le bâtiment de la radio, le terrain était là-bas. Je suis venu une ou deux fois, on s'est entrainé deux semaines et il y avait un match contre les officiers, c'était à kamboisin, on est allé jouer et c'est ainsi que j'ai intégré le groupe. Comme j'étais en fin de troisième année, j'ai fini ma formation et heureusement, je suis sorti major de ma promotion, on m'a demandé ou est-ce que je voulais aller, j'ai dit que je voulais aller à Bobo, parce que c'est quand même mon domaine de définition et j'avais mes amis à Bobo. J'ai informé Dao, il m'a dit d'aller rectifier parce que les gens veulent me prendre à la radio. C'est ainsi que le Ministre de l'information a écrit au Ministre des sports. C'est de Ministre à Ministre, demandant à ce qu'on me garde à Ouagadougou parce qu'ils ont besoin de moi, en attendant de voir comment la mise à disposition va se faire. Je suis donc resté à Ouagadougou et j'ai fait la collaboration de 1988 à 2007, avant d'être mise à la disposition. J'ai tenté plusieurs fois, ça échoué et j'avoue que le temps pour rentrer ici c'était très difficile, heureusement que je suis arrivé, c'est ce qui est important. Je suis rentré, ça m'a permis d'apprendre un autre métier. Le début était difficile mais je crois qu'à l'arrivée, je me débrouille, il n'y a pas de problème. On m'a confié à un moment donné, la responsabilité de rédacteur en chef adjoint. On ne parlait plus de sport uniquement mais de tout ce qui était reportage et tout parce qu'on a estimé que j'étais un garçon travailleur, sérieux, capable d'organiser un groupe. Voici un peu mon parcours. Aujourd'hui je suis le rédacteur en chef adjoint au niveau du sport.

Delphine COMPAORÉ : *En quoi se résume votre activité au niveau de ce service ?*

Kini DABA : *l'activité au niveau du service des sports, c'est de faire connaître en tout cas le sport dans son ensemble, toutes les disciplines à travers commentaires et interviews, retransmissions, analyses et pourquoi pas des enquêtes parce que le sport ne se limite pas seulement au terrain. Il y a beaucoup de choses à faire, à fabriqué des champions. C'est ça le rôle d'un journaliste sportif.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous êtes de la promotion 1977-1980. C'est pratiquement la deuxième promotion de l'INJEPS et vous avez donc connu cette époque de la coopération avec les coopérants comme professeurs. Parlez-nous justement de cette époque et des formations que vous avez suivies ?*

Kini. DABA. : *J'avoue que ce n'était pas facile, quand on rentrait à l'INJEPS. Je me rappelle un peu de cette phrase de mon papa qui me dit : « tu vas aller mourir là-bas, courir mourir » C'est vrai que ce qui se faisait avant et ce qui se fait maintenant, ce n'est pas la même chose. Le concours d'entrée à l'INJEPS, c'était en deux phases, il y avait l'écrit, et il y avait la pratique et dans la pratique, il y avait la partie option. J'estime, pour moi que c'était la meilleure formule, parce qu'on ne peut pas rentrer quand même dans une école de sport sans une option, ce n'est pas possible. Comme en son temps la coopération avait son mot à dire, il y avait la partie option. Vous faites le sport dans son ensemble dans la partie pratique et maintenant dans la partie option, vous choisissez ou le football, le volleyball, le handball, le basketball ou l'athlétisme dans son ensemble et vous êtes notés et ça c'était le coefficient 4. Ça nous a beaucoup aidé et nous sommes rentrés, on a trouvé une équipe dynamique. Tout d'abord au niveau de la direction, c'était M. Hado Traoré qui était le directeur, mais l'entourage, tous ceux qui l'entouraient, tous ceux qui faisaient le corps professoral étaient à 90 sinon 100% de la coopération.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous vous rappelez de quelques noms ?*

Kini DABA : *Bien sûr je me rappelle de Nicolas qu'on appelait grouillât, il était professeur de football, il était professeur de handball, professeur plus ou moins de basketball. Il a fait presque tout. C'est vrai que c'était l'époque, c'était la belle époque et c'est avec eux que nous, nous avons appris les fondamentaux de certaines disciplines. Au niveau de l'athlétisme, on avait, celui que nous appelions communément la fureur, la terreur, et c'était monsieur, son nom m'échappe*

un peu, ça va venir. Il s'occupait de l'athlétisme, je vais trouver le nom. On avait monsieur Hortin qui s'occupait du judo, du volleyball et là j'avoue que c'étaient des enseignants parfaits. On avait monsieur Ouellet qui s'occupait de la natation, il y avait aussi M. Allard qui s'occupait aussi du judo, tous les deux sont canadiens. Après eux, il y a eu les M. Piney, il y a eu etc. Mais dans l'enseignement, il y avait un peu plus de sérieux dans ce qui se faisait à l'INJEPS. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de travail de fait aujourd'hui mais il faut reconnaître qu'à l'époque, il y avait du répondant. Les gens qui étaient venus pour donner du savoir, je crois qu'ils ont su le faire avec un gars comme Deronzier qui était directeur des études. Le professeur d'athlétisme c'est monsieur Clariss. Avec Clariss, à un moment donné, j'avoue que la deuxième semaine de la rentrée, je suis allé, j'ai acheté une feuille de demande pour rendre ma démission parce que je ne tenais plus. On courrait, on courrait, et un jour je n'en pouvais plu. Quand je suis arrivé, j'ai craché et c'était du sang. J'ai dit à Bado, à Bagombo et Alassane, plus un gars qu'on appelait pantalon Kaboré Idrissa. On était arrivé du Cours Normal, ensemble, et j'ai dit mes chers amis, je vous abandonne, sinon je vais mourir, je dis mon vieux m'avait prévenu. Ils m'ont dit que ça ne marche pas et que si je dois mourir on mourrait ensemble et qu'il faut qu'on tienne bon sinon ça va être la honte. C'est eux qui m'ont poussé sinon j'étais prêt à partir. C'est ainsi que je suis resté. Sinon, au niveau de la coopération, on avait de très bons coopérants, très consciencieux, au niveau du travail. Je sais qu'il y en a eu beaucoup d'autres, monsieur Guignard au niveau du basketball, en tout cas ils étaient très nombreux, on ne peut pas les citer, M. Piney, ils ont beaucoup fait pour l'INJEPS surtout pour les premières promotions. Quand vous regardez aujourd'hui, il y a un fossé entre les premières promotions, jusqu'aux cinq promotions qui ont suivies et les promotions actuelles. Vous allez dans un établissement, vous demandez à un enseignant son option, il est incapable de vous le dire. Il ne sait jouer ni au volleyball, ni au football, ni au handball, n'en parlons pas d'une discipline au niveau de l'athlétisme. Là c'est compliqué, c'est compliqué ! C'est un peu ça. Au niveau de la coopération, ce sont les français d'ailleurs qui ont fourni le maximum, il y avait comme vous le dites les canadiens, et je crois qu'à l'époque c'était la vraie, la belle époque. On remportait pas mal de compétitions et quand il y avait une compétition d'athlétisme, les cross par exemple étaient obligatoire pour tout le monde sauf les malades. C'était l'internat, c'est vrai que ça facilitait tout. On était bien logé, bien nourri et soigné, donc vraiment il n'y avait pas de problème, on a regretté certains promotionnaires. Notre promotion en a perdu deux. Yaro Henriette qui est décédée, les gens ont

parlé de surmenage physique mais je ne sais pas trop, je ne suis pas médecin, je ne peux pas m'aventurer. Ensuite il y a eu un deuxième, Samboisé Seni, un nigérien qui est mort aussi. J'avoue que ça nous a donné la trouille. On était que deux promotions là-bas, il y avait une troisième promotion, la promotion des Barnabé Zagré mais il y avait la peur, chacun voulait partir parce que, on s'est dit, le travail là c'est trop, on risque de mourir comme ces derniers mais finalement ça s'est bien passé.

Delphine COMPAORÉ : *La formation se faisait en trois ans ?*

Kini DABA : *la formation oui, ça se faisait en trois ans. Il y avait deux années de tronc commun. Vous faites deux ans de tronc communs ou vous êtes obligés de faire tout, toutes les disciplines. En troisième année, il y avait ce qu'on appelait l'option, vous optez pour une discipline donnée ou vous êtes noté, avec un coefficient un peu plus élevé. Je crois que c'était un coefficient 4. Pour les autres disciplines, d'ailleurs il y en avait même ou on ne partait pas du tout, c'était un peu comme ça.*

Delphine COMPAORÉ : *C'était les premières années de maîtrise mais quand vous êtes revenus pour le professorat adjoint, comment ça se passait ? Est-ce que c'était les mêmes programmes, les mêmes enseignements etc.*

Kini DABA. : *C'est vrai que quand on est revenu, c'était plus ou moins les mêmes enseignants, c'était en 1985-1988. Quand on est revenu, il n'y avait plus ces coopérants, j'avoue que nous autres on a peut-être trouvé sur place Piney, le professeur d'athlétisme, il y avait Guignard, le professeur de basketball, mais dans son ensemble c'est plus ou moins ce qu'on a appris en Maîtrise. C'était du perfectionnement, en fait on nous poussait plus vers l'entraînement, la physiologie etc. Là où, la différence était faite, c'était au niveau de la physiologie de l'effort et dans l'entraînement, comment il faut prendre un athlète et puis l'amener jusqu'au sommet et tout. Donc je pense qu'à ce niveau, il n'y avait pas de problème, il y avait bien sûr toujours le système d'option ou l'accent était mis sur l'option de l'étudiant, on lui confiait par exemple les AS, les associations sportives et c'est lui qui s'occupait de tous les optionnaires. L'INJEPS avait un club. Donc il fallait animer le club, le professeur est assis, il vous regarde faire et à la fin de la séance, il fait ses critiques. C'était comme ça que c'était mené au niveau du judo et je pense que pour les autres options ça se faisait de la même manière. On vous poussait également à aller*

vers les clubs sportifs pour acquérir de l'expérience, c'est ainsi que, beaucoup en troisième année était dans les clubs comme entraîneurs adjoints et même titulaire quelque fois. Je sais que Alfred entraînait déjà au niveau de l'ASFAY. Les athlètes, il y en a qui étaient dans leurs clubs et qui faisaient beaucoup. On avait des gars comme Bako Édouard, paix à son âme qui était déjà dans le civil, il jouait à l'ASFAY et ainsi de suite.

Delphine COMPAORÉ : *À cette époque-là, la coopération était effectivement basée sur la formation des enseignants et sportifs mais je crois que par la suite il y a eu un léger réaménagement, parce qu'il n'y avait plus de coopérants au niveau de l'INJEPS, en tout cas en ce qui concerne la coopération française. Ils se retrouvaient au niveau plutôt du ministère des sports, comment ça se passait.*

Kini DABA. : *Il faut le dire, nous tous on a tous regretté le départ des coopérants au niveau de l'INJEPS, parce qu'ils étaient d'un apport appréciable. Vous savez que ceux qui les ont remplacé, les élèves, les promotions se plaignaient. Je ne vais pas donner le nom de quelqu'un, je sais que, on nous a donné un professeur de physiologie à notre P.A (Professorat Adjoint), qui vient et qui nous parle de lui, de la dent. Ce n'était pas adapté. J'étais le chef de classe. Après deux, trois cours, on lui a dit qu'on ne voulait plus le voir. C'est ainsi qu'on nous a trouvé un autre professeur, qui était Mr..., le professeur de physio, il est au centre de Dakar Alain Smail. C'est lui qui nous a pris en physiologie et j'avoue qu'avec lui on a appris beaucoup de choses. On a tout maîtrisé avec lui et j'avoue qu'il n'y avait pas de problème. Mais aujourd'hui, quand les autres sont venus ce n'était plus dynamique. C'est vrai qu'ils sont partis petit à petit les coopérants, je ne sais pas si aujourd'hui, il y en a, même au ministère. Je ne sais pas trop. Quand vous parlez du ministère, je sais que quand ils sont partis, ils sont rentrés pour la plupart. Je crois que c'est ce qu'on peut dire.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que pouvez nous dire quelque mots sur l'histoire du sport en général, de la Haute Volta au Burkina Faso puisque vous avez connu la période de création des clubs comme l'YCO, l'actuel ASFA ainsi que d'autres clubs également.*

Kini DABA. : *C'est vrai que depuis les indépendances, moi je suis né en 1958, j'imagine, je pense que le sport se pratiquait. Je peux vous parler de sport à partir de mon secondaire. C'est à partir du secondaire qu'on a beaucoup appris, surtout quand on vient du village, d'un village*

comme Boromo. En 1971-1972 j'étais arrivé en sixième au CEG de Ouagadougou, c'était l'ancienne École Normale. J'ai vu des gens qui jouaient un ballon comme ça dans un filet, j'ai demandé et on m'a dit que c'était du handball. Beaucoup de choses se passaient, les gens jouaient déjà des disciplines, c'est grâce à la coopération parce qu'on n'est pas né avec ces disciplines dans notre sport traditionnel. Il y avait la lutte, il y avait des jeux, mais le football n'était pas connu comme ça. Je crois que c'est ceux qui ont vécu de l'autre côté qui ont amené ça ici. Je pense que le sport se pratiquait mais l'évolution du sport au Burkina, j'allais dire, c'est progressif. Ça été progressif, parce que je me rappelle un peu du Basketball, j'ai connu des anciens, j'ai échangé avec eux, le grand chancelier qui a créé par exemple le club de l'USFA (l'Union Sportive des Forces armées), qui a créé le club, c'est un des anciens basketteurs. Eux ils étaient les anciens militaires de l'armée française, donc je pense que le sport militaire leur a permis d'apprendre pas mal de chose et le football naturellement, vous savez que c'est un phénomène mondial. Dans les villages les plus reculés, les gens jouent au football. C'est vrai qu'il y a eu en son temps des résultats. Quand moi je me rappelle ces deux formations, le Kadiogo et les silures de Bobo. Le Kadiogo rassemblait les meilleurs joueurs de la zone du centre, Ouagadougou et tous ceux qui entourent Ouagadougou et puis les silures c'était les joueurs de l'ouest. J'avoue que c'était deux grands clubs qui représentaient valablement le Burkina Faso au niveau du football et qui sont allé même très loin. Je me rappelle un peu, le Kadiogo qui était allé dans un tournoi et qui a dû jouer les demi-finales, je crois et ça c'était très intéressant. Les silures avec des joueurs comme Laurent, Sidiki Diarra, Bado Alfonse etc. C'était vraiment un football qui méritait d'être soutenu. Donc le politique également soutenait, il fallait développer, il y a beaucoup de disciplines qui ont pris leur envol à partir même du football. Ensuite il y a eu le volleyball. Je ne peux pas connaître les premiers volleyeurs mais j'avoue que cette discipline, je l'ai connu à Boromo car il y avait les instituteurs qui jouaient un peu au volleyball. J'étais ramasseur de balle, quand la balle vient je tape dedans. Ensuite, je suis allé au cours normal de Koudougou, j'ai regardé un peu joué et c'est quand je suis venu à l'INJEPS, que j'ai bien appris cette discipline. Mais enfin, il y a eu des gens qui se sont donné au volleyball et qui ont formé, je veux parler des gens comme les Gnanou Dramane, Bakary Sanou, il y a eu des gens qui ont joué et qui méritent aujourd'hui d'être cités. Quand vous prenez à l'époque, la maison des jeunes et de la culture, c'est là-bas que nous tous on allait jouer quand bien même on était dans une école de sport. Moi j'allais avec le regretté Lompo Apollinaire pour m'entraîner et

j'ai beaucoup appris au niveau de cette équipe là parce qu'il y avait plein de talents. À l'opposé, il y avait une équipe comme l'ASRAN. Il y avait également de grands joueurs comme les Alfred Dipama, Tankoano Vincent, Yoda Hamadou, Gnanou Lassina. Donc vraiment quand on vivait un match de volleyball, on était content aussi bien chez les dames que chez les hommes. Les dames, il y avait les Nikiéma Lucie, Berthe Nabyouré, waré Maria, il y avait les Bobolaises, Mai Traoré, Guénéba Barro, Pampané Rosalie, Guiré. C'était la belle époque même de cette discipline, vraiment c'était l'éclosion, ça permis à beaucoup de pratiquants de venir. Quand vous voyez à l'époque une finale par exemple de D1 d'un championnat, j'avoue que vous étiez satisfaits. Donc je pense que cette discipline a également pris son envol. Il y a le handball, on a suivi un peu l'évolution du handball, c'est vrai qu'on a eu de grands joueurs, on était très percutant à ce niveau et le handball a fait aussi son petit bonhomme de chemin. Le basketball a eu de grands joueurs, ils ont même disputé des championnats d'Afrique. Je pense que là-bas aussi cette discipline a aussi fait son chemin. Pour les autres disciplines, il faut parler de l'athlétisme, ça c'est plus ou moins naturel chez l'homme. Je pense que le Burkina a connu des athlètes. Quand vous prenez André Bicaba le regretté, prenez des dames comme Bonzi Madeleine qui a arraché une médaille de bronze au championnat d'Afrique, je ne sais plus si c'est les jeux africains. La discipline a évolué, les Passago, Bagondo, et les gens ont suivi jusqu'aujourd'hui, je pense que l'athlétisme fait la fierté du Burkina Faso et cela s'est vérifié avec la tenue ici des championnats juniors d'athlétisme. Ce jour, le président du Faso est allé au stade et nos filles, nos juniors ont pris la première place au niveau du 4X100m. C'est vous dire également que cette discipline est là. Maintenant pour les sports de combats, c'est petit à petit aussi. C'est vrai qu'au départ, c'était le judo avec les militaires, ça pris également du terrain avec d'autres combattants qui sont venus, il y en a eu tellement, karatés, Taekwondo. Aujourd'hui on a presque toutes les disciplines, donc je pense qu'on est dans le temps et en cinquante ans, le Burkina Faso aura fait du sport avec bien sûr des titres qui méritent d'être cités.

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous du niveau actuel du sport burkinabè, avec une petite comparaison par rapport à l'Afrique en général ?*

Kini DABA. : *Au niveau du sport, si on prend le football, on est pas mal classé et le football burkinabè quand même est beaucoup respecté. Parce que quand vous prenez ces derniers temps au niveau des éliminatoires, et on va prendre comme référence la CAN, c'est ce qui nous réunit,*

les éliminatoires de la dernière fois pour 2008, je pense qu'on a terminé en tête de notre groupe avec à la clé le meilleur buteur qui était Moumouni Dagano avec 16 buts. C'est vous dire que le football burkinabè a vraiment progressé et ça c'est tout simplement parce que les gens ont compris que le football pouvait nourrir son homme. À l'époque, il y a eu de grands joueurs, mais il n'y avait cette possibilité d'ouverture sur l'extérieur.

Delphine COMPAORÉ : *Parlant d'ouverture vers l'extérieur, il me semble qu'il y a quelques difficultés justement pour permettre à ces joueurs qui veulent monnayer leurs talents d'aller le faire de façon plus sereine ?*

Kini DABA : *Oui, ça s'explique. C'est très simple, quand tu parles des progrès réalisés par les footballeurs burkinabè, je crois qu'il faut citer les acteurs de ce développement du football. C'est un peu les centres de formation qui se sont créés, précisément planète champion. Planète champion a donné du sang neuf au football burkinabè et je crois que M. Iseri qui avait créé ce centre, avait pour objectifs, non seulement de faire des footballeurs burkinabè de grands footballeurs, mais aussi de pouvoir les placer à l'extérieur pour pouvoir rentrer dans ses fonds. Finalement je crois qu'il a été confronté à un certain nombre de difficultés au niveau national, parce qu'on ne lui a pas permis de disputer la première division. Dans un premier temps, on lui a dit : il faut disputer la D2, à l'issue de la D2, si vous êtes champions, vous montez en D1. Ils ont disputé leur D2, ils devaient monter et ils se sont réunis pour dire que planète champion ne doit pas prendre part à la D1. Du coup les clubs sont venus prendre les joueurs et ils les ont placés dans leurs clubs et ensuite, comme il faut aller à l'extérieur, c'est les clubs qui donnent des certificats de sortie et donc finalement c'est les clubs qui récoltent les fruits de la formation d'Iseri. Il a dit, je ne peux plus continuer ce que je fais, parce que je ne rentre pas dans mes fonds. Les clubs les prennent et les vendent de l'autre côté, moi finalement je ne gagne pas puisque on m'a dit que si on n'est pas en D2 on ne peut pas vendre un joueur. C'était un peu ça le problème. Donc c'est ce genre de difficultés, qui aujourd'hui sont vécus par la plupart des joueurs. C'est vrai que il y en a qui ont été formés dans des clubs donnés, maintenant, s'ils veulent partir et le club n'est pas d'accord, il ne signera pas le certificat d'autorisation de sortie, parce que sans ça ce n'est pas possible.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que, après planète champion, il y a eu d'autres centres qui se sont implantés ?*

Kini DABA. : *Oui, je crois qu'après planète champion, il y a eu beaucoup de centres qui se sont ouverts. À la limite même on a peur. On peut se demander si ces centres-là fonctionnent en respectant ce que nous, nous appelons le minimum de ce qui devrait être fait. Sinon, on a eu le centre de Bobo, là-bas c'est Famoso. Le centre de planète champion était occupé par le regretté Jacques Yaméogo et Piouri Yeboanga. Au niveau de Bobo heureusement, c'est un footballeur qui est un enseignant d'EPS de surcroît. Je pense qu'il y a un travail intéressant qui est fait. Il a même un joueur qui a disputé la coupe du monde des cadets qui a été désigné meilleur joueur du tournoi, il s'appelle Traoré quelque chose, l'enfant de Issaie Traoré. Donc c'est bien, il y a le centre Naba Kango de Noufou Ouédraogo, j'avoue également qu'il fait du bon boulot en équipe cadet ou junior. Il y a d'autres centres, je ne sais pas s'il faut appeler ça centre. Il y a le centre de Koudougou David Yaméogo, votre petit Patrick Dipama est passé par là-bas puisqu'on se rencontrait pour prendre nos enfants. Donc c'est un centre. Il y a un certain nombre de centre. Là, où il y a des enseignants, là où il y a des formateurs, il n'y a pas de problème mais si c'est les petits trucs de quartier c'est là où on a peur. Sinon aujourd'hui je pense que si ces centres-là travaillent normalement en trois ou quatre ans, on ne devrait plus avoir des problèmes dans les petites catégories.*

Delphine COMPAORÉ : *Il existe combien de club aujourd'hui au niveau du football ?*

Kini DABA : *Il y en a beaucoup, déjà en première division, il y a quatorze et en D2, il faut compter autour d'une dizaine.*

Delphine COMPAORÉ : *Je veux en venir au financement du sport. Comment est-ce que le sport est financé ici au Burkina, puisque apparemment il y a des moments où on se retrouve avec des clubs qui ne sont pas financés et qui vivent difficilement ?*

Kini DABA. : *Des clubs qui vivent. C'est vrai, c'est un point très important, le financement du sport. Je pense que, il n'y a pas à tergiverser, c'est le ministère des sports qui s'occupe de façon générale du financement de la plupart des fédérations. Les clubs sont plus ou moins autonomes et se gèrent mais quand on parle de club, je prends toujours l'exemple du football. Aujourd'hui, le football est géré par la fédération de football, et les sous, viennent pour la plupart du Ministère des sports qui a, à sa charge, plus de vingt fédérations, et c'est lui qui doit donner de l'argent à ces vingt fédérations. Donc pour ces financements, à un moment donné, le ministère est débordé,*

il n'y a plus de sous, mais je crois qu'à l'époque, on avait encouragé les uns et les autres à aller vers les sponsors. Le sponsoring aussi, existe pour certains, pour d'autres ça n'existe pas. Quand vous voyez sur le boulevard Charles De Gaulle, au niveau du cyclisme la coupe ONATEL, ça veut dire quand même que c'est un sponsor qui est là chaque année, qui organise une compétition, c'est un acquis pour la fédération. Quand vous prenez la coupe ASECNA au niveau du cyclisme, c'est un sponsor qui est là, donc tout ça c'est déjà bien. Ça, c'est au niveau du cyclisme. Au niveau du football, c'est dommage, à l'époque, on avait la coupe Craven, la coupe des leaders qui étaient sponsorisé par la marque de cigarette mais comme aujourd'hui on ne veut plus entendre parler de tabac dans le sport, ces sponsors sont partis. Du coup, il n'y a plus de coupe comme ça, hors mis la coupe du Faso, il n'y a plus un sponsor officiel au niveau du football, donc, ça fait un problème. Pour le championnat, les clubs ont souvent des difficultés pour faire le déplacement. Quand vous prenez un club comme le Sama sporting de Boromo qui est monté en première division cette année et du coup redescend parce qu'ils n'ont pas de sponsor. Ils n'ont pas d'appuis, ils n'ont qu'un seul jet de maillot, ils n'ont que deux balles pour s'entraîner et les joueurs mangent à peine. S'ils doivent quitter Boromo pour aller à Koupéla, ou à Ouahigouya, c'est des centaines de kilomètres. La ligue nationale de football a des difficultés et la fédération a des problèmes pour leur donner de l'argent, il y a des problèmes. Aujourd'hui, il y a plein de problèmes, de difficultés. Ça d'ailleurs amené cette année, la ligue nationale de football, à suspendre le championnat de football une semaine. Les journalistes se sont levés, il y a eu des écrits, on a parlé et la semaine qui a suivie, on a dû trouver les sous et le championnat a repris. C'est un problème. Ça veut dire que le sponsoring, n'existe pas non plus réellement au niveau de cette discipline fard qu'est le football. Maintenant, dans les autres disciplines, les gens se débrouillent. Quand vous prenez le judo par exemple, il n'y a pas de sponsor, il n'y a que des partenaires, des gens qui connaissent peuvent être le président de votre fédération, et quand il y a une compétition en plus des un ou deux millions de CFA que le ministère donne chaque année pour organiser le championnat, ils viennent à l'aide au président qui est leur ami avec 500 mille CFA par exemple. Donc c'est de petits partenaires, des partenaires qui apportent ponctuellement. Demain si ce n'est plus vous Delphine, et bien c'est terminé, vous ne pouvez plus avoir cinq francs avec ces derniers, donc voici un problème qui se pose et c'est un handicap.

Delphine COMPAORÉ : *En dehors de ces centres de formations et de ces écoles il y a parfois d'autres acteurs qui rentrent en ligne de compte. Est-ce que vous pouvez nous parler de ces acteurs?*

Kini DABA. : *Au niveau des sponsors, en dehors de tous ceux ponctuels que j'ai cités, le ministère des sports, je crois qu'aujourd'hui, les fédérations, les disciplines doivent leur salut honnêtement aux solidarités olympiques. Solidarité Olympique qui aujourd'hui par le biais, l'entremise du comité national olympique apporte beaucoup de chose pour ces fédérations notamment au niveau de la formation des entraîneurs, des arbitres, des athlètes eux-mêmes et même des journalistes. Je pense qu'il y a beaucoup de choses, et là je crois qu'il faut tirer le chapeau au comité international olympique qui permet à nos pays pauvres de pouvoir organiser ces genres de formations et pourquoi pas de séminaires. Moi je suis au niveau du comité national Olympique, je sais que, chaque année on a au moins quatre formations pour des disciplines données et l'année qui suit, il y a encore quatre autres disciplines, ou fédérations. Les athlètes ont des bourses, il y en a qui ont des bourses, et ils sont placés à l'extérieur.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez combien d'athlètes à l'extérieur, au centre de Dakar, au Maroc ou ailleurs.*

Kini DABA. : *Je sais que ça prend fin avec les jeux olympiques. La dernière fois, on avait deux, si je ne me trompe pas, c'était Ouelgo Anatou du judo, sa bourse a pris fin avec les jeux de Pékin. Il y avait Idrissa Sanou, je pense que chez lui aussi ça pris fin, non pas Idrissa, la fille de Banfora qui fait les haies, Aissata Soulama. Je pense qu'on a renouvelé, on a demandé et je pense qu'aujourd'hui il y a une, celle qui a fait les 100 mètres, le relais, elle doit être vers Cuba si je ne me trompe pas. Je n'ai pas la situation exacte, toujours est-il que il y en a qui parte, même à l'INSEP de Paris pour ce qui est des encadrateurs, des formateurs et ainsi de suite.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que vous pouvez nous donner votre avis sur cinquante ans d'évolution au niveau sportif. 1960-2010?*

Kini DABA. : *Pour apprécier l'évolution, je crois que c'est encourageant dans l'ensemble. Je pense que le Burkina dans son ensemble a été représenté, presque à toutes les compétitions internationales. On est régulier, plus ou moins à la coupe d'Afrique des nations de football, c'est dire que depuis il y a un travail intéressant qui est fait. Au niveau des plus grands rendez-vous du*

continent, je veux parler des jeux africains, nous arrivons à nous classer. Je crois que la dernière fois on n'a pas été ridicule. C'était du côté du Liban si je ne me trompe pas, et on a quand même eu quelques médailles. Au niveau mondial, aux jeux Olympiques, depuis 2000 en ce qui me concerne, on participe régulièrement aux jeux Olympiques alors qu'il y a eu des participations avant, c'est vous dire que quand même, le Burkina Faso a travaillé, depuis les indépendances pour pouvoir être au rendez-vous sportifs, aussi bien au niveau du continent qu'au niveau mondial. En cinquante ans, il faut se féliciter, il y a du travail qui est fait, il y a du travail qui a été fait et qui sera fait à mon avis et ça c'est à l'honneur de tous ceux qui s'investissent, les acteurs, les intervenants, les athlètes eux-mêmes et pourquoi pas le politique parce qu'aujourd'hui, on ne peut pas dissocier sport et politique, ça va ensemble. Si vous n'avez pas quelqu'un pour vous accompagner, si aujourd'hui le Burkina dit qu'il suspend la participation de son équipe aux compétitions internationales, c'est vrai qu'on va être sanctionné, mais en attendant, c'est le Burkina, donc le fait même d'accepter d'aller avec les structures internationales, genre la FIFA, les Fédérations internationales, de signer, d'accepter cette façon de vivre, je pense que c'est une très bonne chose. Dans certains pays on l'a vu, et à un moment donné ici, je pense qu'on nous avait suspendu des compétitions. C'est vrai que c'était un régime d'exception mais en son temps, Sankara avait dit, c'est fini, on va se reposer sur quatre ans, on va reculer pour mieux sauter. Il avait dit qu'il fallait mieux organiser le sport. Je crois qu'aujourd'hui, il faut saluer cela, il faut saluer le premier responsable même du pays Blaise COMPAORÉ parce qu'aujourd'hui, il est très attaché au sport. Quand vous parlez de sport et notamment du Football, il s'investi, il fait tout pour que les footballeurs soient à l'aise. Ce n'était pas évident pour un pays pauvre comme le Burkina d'organiser la coupe d'Afrique des Nation en 1998. Malgré cette pauvreté, le Burkina a su relever donc le défi au niveau de l'organisation et même au niveau de la production de l'ensemble de son équipe. On a terminé quatrième et on n'a pas été ridicule. Quand vous prenez les infrastructures, aujourd'hui le palais de sport a été construit, je pense que c'est prêt, on a eu à jouer le championnat d'Afrique des clubs dans ce palais, c'est à mettre à l'actif d'un homme qui aime le sport. Donc c'est tout à fait normal d'espérer, de rêver, il faut toujours rêver. Au Burkina, un jour, on aura, pourquoi pas de grands champions.

Delphine COMPAORÉ : *Justement, parlant de sport et de politique, on constate qu'il y a des investissements, est-ce que vous pouvez nous en parler ?*

Kini DABA. : *Je pense qu'il faut faire la part des choses. Moi je parle des investissements au niveau des infrastructures et même des investissements financiers des premiers responsables. Maintenant ce qui est des investissements par exemple des députés à travers leur organisation de coupe de députés, de coupes de maires et tout, je pense que c'est une très bonne chose. Ça crée de l'animation, ça peut permettre de découvrir des talents c'est vrai, mais j'estime pour ma part qu'on disperse nos forces. C'est de façon j'allais dire isolé, il vaut mieux organiser ça beaucoup plus. C'est des fonds qui partent, si on donnait ça et qu'on organisait un peu plus, je crois que ça allais porter. Sinon je pense que le ministère à un moment donné a dit qu'il fallait mettre fin à ces coupes de députés, de maires, afin de permettre de passer par les fédérations pour mieux organiser. Le ministère n'a pas réussi, on assiste toujours ça et là à l'organisation de ces compétitions en dehors de ce cadre.*

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les points sur lesquels le sport burkinabè peut réellement s'appuyer pour faire mieux ? Pour aller à l'excellence, les points forts, les atouts ? Parce que même s'il y a de l'évolution, même s'il y a quelques résultats, il reste quand même beaucoup à faire ?*

Kini DABA : *Il reste beaucoup à faire, quand on parle de l'organisation du sport, moi je parlerai plutôt de l'encadrement d'abord. Il faut un encadrement de qualité, parce que ne peut pas être entraîneur qui veut. Ce n'est pas parce que j'ai joué au football que je vais être entraîneur, ce n'est pas parce que j'ai joué au volleyball que je vais être entraîneur. Il faut des entraîneurs qualifiés pour le Burkina Faso. Aujourd'hui par ci par là, on dit, un tel est entraîneur. J'avoue que si par exemple vous vous levez, vous allez à l'étoile filante, vous demandez à l'entraîneur de vous donner sa programmation annuelle, ça va être difficile. Donc, on ne peut pas réussir, si on tâtonne, si on fait de l'amateurisme. Il faut des entraîneurs qualifiés, pour moi ça c'est le premier point. Si on veut réussir, il faut qu'on aille plus loin dans l'entraînement. Il faut envoyer les entraîneurs se former. Aujourd'hui, même les joueurs qui ont joué en Europe, en France et qui veulent entraîner, généralement il passe par l'INSEP, ils font des centres, on ne peut pas contourner cela, ce n'est pas parce que je suis judoka que je vais pouvoir forcément entraîner. C'est un des premiers points. Ensuite, pour qu'on puisse évoluer, il faut à un moment donné que le politique enlève sa main de la gestion technique de l'équipe. Dans la plupart de nos états en Afrique, et même un peu ailleurs, le politique veut plus ou moins*

donner les noms des joueurs qui peuvent être classés dans un match de football ou de rugby. Ça, ça ne manque pas et c'est un frein au développement du sport. Aujourd'hui, au Burkina Faso, on a beaucoup de problème par rapport au classement même des étalons. On estime qu'il faut mettre un tel et il ne faut pas mettre tel autre, non, et quelque fois, quand ça vient de politique, ce n'est pas bien. Malheureusement, c'est ce qui se passe et c'est un frein au développement du sport, c'est le deuxième point. Le troisième point, je pense qu'il faut des ressources financières qu'il faut mieux utilisées. Je suis responsable de sport, sur 100 francs si moi je veux empocher 75 francs et puis donner 25 francs aux athlètes, ça ne peut pas marcher. Et c'est ça un peu le problème dans nos pays pauvres. On va donner un million pour la préparation d'une équipe, finalement, vous vous rendez compte que les joueurs eux-mêmes, n'ont pas eu de motivation. En matière de sport, la motivation est fondamentale, elle est très déterminante, pour la réussite dans la discipline, pour la performance. Pour une performance, il faut de la motivation, il faut motiver au maximum les athlètes, au lieu de se motiver soi-même. Ensuite, il y a un autre point qui est déterminant pour la performance. Je crois qu'on commence à comprendre, il faut des infrastructures de haut niveau si on veut faire du haut niveau. On ne peut pas demander à un volleyeur de jouer à la maison de jeune et ensuite d'aller disputer un championnat d'Afrique qui va se jouer au palis de sport d'Abidjan ou du Benin. Heureusement qu'on a eu le palais et je dis vraiment bravo à nos responsables. C'est très important. Ensuite, pour les équipements, aujourd'hui, les choses ont évoluées, on ne peut plus travailler avec les mêmes équipements et vouloir les mêmes performances que ceux qui sont avancés. Ça progresse, il faut qu'on progresse avec, donc ça c'est très important. S'il y a des pointes qu'il faut acheter, il faut les acheter. Si on doit jouer sur du gazon synthétique, les chaussures sont adaptées, il faut les acheter, il ne faut pas demander aux joueurs de sortir, ce qu'ils ne peuvent pas sortir. C'est de ça je voulais parler, je pense que le reste ça va.

Delphine COMPAORÉ : *De 1977 à 2010, ça fait pratiquement 30 ans. J'allais dire trente ans de sport, 30 ans d'enseignement, de journalisme. M. KINI Daba, Vos plus beaux souvenirs, les mauvais aussi ?*

Kini DABA. : *Beau souvenir, j'avoue que je ne peux pas oublier cette carrière d'enseignant, c'est mon domaine de définition. S'il y a de plus beaux souvenirs, c'est à ce niveau. Il n'y a rien de plus beau pour un enseignant que de remporter une coupe au plan national. J'avoue que le*

jour où j'ai gagné la coupe, c'était la première coupe de ma carrière avec mes élèves de Toussiana, j'étais très heureux, j'étais aux anges. Je ne sais pas ce qui m'était arrivé, ils sont venus me soulever, ils m'ont mis dans le véhicule, c'étaient les plus beaux moments de ma carrière. Ensuite l'autre coupe a suivie avec le CFFA (Centre de Formation Féminine Artisanale), les performances relevées également du côté du collège protestant, pour ma part, je garde un très beau souvenir de ce que j'ai fait en matière d'enseignement. Aujourd'hui, quand je vais pour retransmettre un match de handball, je trouve ceux à qui j'ai appris à jouer au handball, à faire leurs premiers pas au handball qui sont en équipe nationale, Francis Nikiéma, Lompo Jean, Emmanuel etc. Ils viennent et ils disent à leurs camarades, c'est lui qui nous a appris à jouer au handball, je suis très content. Je pense que, c'est les meilleurs moments. Pour ce qui est de la radio, c'est une autre aventure, je suis content d'être là, j'ai appris beaucoup de choses, ça se limite là mais ça ne peut pas en tout cas dépasser ce que j'ai vécu de l'autre côté.

Delphine COMPAORÉ : *Votre mot de la fin ?*

Kini DABA. : *Le mot de la fin, je pense que pour qu'on parle de sport comme je le disais tantôt, il y a beaucoup de chose à faire. Il faut qu'on revoie un peu, nous sommes issus de la même école et aujourd'hui, c'est avec regrets quelque fois que, quand je passe à l'INJEPS, je vois ce qui se passe, je vois les élèves, j'ai le sentiment que rien n'est fait dans cette école. J'ai le sentiment que rien n'est fait parce que quand je regarde les élèves, on a l'impression que ce n'est pas de futurs professeurs d'EPS, et là c'est un problème. Il faut revoir un peu la façon de recruter ces futurs enseignants d'EPS. Ça me tient beaucoup à cœur. Pour tous ceux qui aiment beaucoup le sport, il faut revoir au niveau de la formation, repenser le recrutement parce que nous, nous sommes en train d'aller vers la sortie, parce qu'on estime que notre espoir est fondé sur cette jeunesse et s'ils ne peuvent pas faire plus que ce que nous on a fait, ça va être un grand dommage, je crois qu'il faut revoir ça. Ensuite, en tant que enseignant d'EPS, parce c'est à ce titre aussi je parle, il faut ouvrir cette école. Il faut l'ouvrir et l'ouvrir c'est quoi, il faut créer plusieurs filières. Il ne faut pas qu'on forme seulement des enseignants d'EPS. Il y a la possibilité, pourquoi pas avec le ministère des enseignements secondaire de créer un truc de journaliste sportif, c'est possible. Il faut créer une filière anglaise. Aujourd'hui, tout est basé sur l'anglais. Il faut que les gens puissent se former normalement sinon après c'est un handicap. Nous sortons, moi j'ai forcé pour venir à la radio, mais c'est une filière qu'on pouvait créer à l'école, beaucoup serait passé par*

là. Comme mot de la fin, je vous encourage, je suis très content du courage que vous avez eu d'aller chercher parce que ce n'était pas très évident. Nous sommes dans le milieu, il y a beaucoup de difficultés, quand on doit aller se former avec les moyens qui ne suivent pas, je pense qu'il faut être animé d'un courage de fer, vous l'avez eu, je pense que c'est tout à votre honneur et je ne peux que vous féliciter. Pour les autres enseignants, nous qui sommes restés ici, je pense qu'ils doivent prendre exemple sur vous surtout les dames, même les hommes parce que si je ne me trompe pas, vous êtes quand même la première à oser aller faire une thèse en sport. C'est très important, vous ouvrez une voix, il ne faudrait pas que cette voie se ferme rapidement. Donc, j'invite les autres enseignants, je sais que tout le monde n'est pas capable mais je sais qu'il y a des gens qui peuvent prendre le pas, suivre vos pas et je les invite donc à essayer.

Delphine COMPAORÉ : Merci Monsieur KINI Daba !

11. Entretien avec Mme Gislaine Quintillan, réalisé le 9 juillet 2010 à l'INSEP de Paris

Biographie succincte :

Deuxième promotion des Sportifs de Haut Niveau de l'INSEP, Internationale de volleyball

Diplômes des études supérieures de l'INSEP

Chercheuse au laboratoire de communication

Adjointe au chef de département formation, et responsable de la division formation professionnelle continue.

Chef de service des relations internationales de l'INSEP

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Madame Quintillan. Merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse, il est question de l'Afrique des relations internationales de la coopération et du sport. Sportive de Haut Niveau et professeur vous êtes l'actuelle directrice des relations internationales de l'INSEP de Paris. Mme Ghislaine QUINTILLAN parlez-nous de votre parcours personnel, sportif et professionnel, de l'INSEP, des relations internationales que vous avez dirigées et que vous dirigez toujours, institution par laquelle sont passés de nombreux sportifs étrangers dont des cadres et sportifs africains.*

Gislaine QUINTILLAN: *Bonjour Delphine. Je suis donc Ghislaine QUINTILLAN. Je suis à l'origine professeur d'éducation physique. J'ai parallèlement mené un cursus universitaire qui a abouti à une thèse de doctorat sur la communication non verbale de l'entraîneur en situation d'entraînement. J'ai également le diplôme de l'INSEP, diplôme d'étude supérieur de l'INSEP, et depuis 1990 je suis en poste à l'INSEP. Je suis entrée à l'INSEP, à la mission recherche, où j'étais chercheuse au laboratoire de la communication. Je suis ensuite devenue adjointe au chef du département de la formation de l'INSEP et responsable de la division de la formation professionnelle continue pour les cadres supérieurs du sport et ensuite, chef du service des relations internationales de l'INSEP. L'INSEP ayant changé de statut depuis le 25 novembre 2009, une réorganisation interne a été faite et depuis le 15 avril 2010 le service des relations*

internationales est désormais rattaché à une Direction de la communication, des relations internationales et du développement (DIRCRID). Ça c'est mon parcours professionnel.

Pour mon parcours sportif : j'ai été spécialiste de volleyball et internationale en équipe de France de volleyball. C'est à ce titre de sportive de Haut Niveau que j'ai pu entrer à l'INSEP dès 1973. C'était le tout début du système actuel, j'étais de la deuxième promotion. À l'époque avec les deux promotions nous étions vingt-deux sportifs et sportives de Haut Niveau. Aujourd'hui il y a, à l'INSEP six cent trente sportif(ve)s de Haut Niveau. Ça donne une idée de l'évolution en volume, et de la fréquentation du dispositif mis en place pour les sportif (ve)s de Haut Niveau à l'INSEP. Voilà ce qui est de mes cursus. Après, vous souhaitez que je vous parle des relations internationales que j'ai développées notamment dans le cadre de l'Afrique ? Bien avant ma prise de poste aux relations internationales, il y a toujours eu de longue date, des relations évidemment avec l'Afrique. Ça c'est l'histoire, l'histoire positive ou négative, il y a rien à rajouter, je n'en dirai rien là, mais il y a toujours eu l'accueil de cadres sportifs africains à l'INSEP. Le nombre a diminué pour différentes raisons liées aux deux parties je dirais. C'est à dire qu'à une époque, les cadres africains qui venaient à l'INSEP continuaient de toucher, de ce que je sais, leur plein salaire pendant le temps de formation. Il semblerait qu'à partir des années 1990 ça n'a plus été le cas, ce qui a rendu plus difficile la mise en disponibilité, sans salaire. Au niveau de l'organisation française, dès lors qu'il n'y a plus eu de ministère spécialement dédié à la coopération, là aussi les actions ont été moins importantes. Il y a eu une stratégie différente mise en place qui a été de détacher des conseiller techniques sportifs français sur place pour former, organiser des formations sur place plutôt que de déplacer les cadres africains en métropole. Ces deux orientations ont fait qu'il y a eu un nombre moins important de cadres sportifs africains venant se former en France. Je ne veux pas dire qu'il y a eu moins de cadres formés au total mais venant se former en France il y en a eu moins. Un troisième facteur pour aussi expliquer le nombre moins important de cadres sportifs africains accueillis à l'INSEP pour y suivre une formation, c'est l'évolution de l'INSEP. L'INSEP au départ était orienté vers la formation de professeurs d'Éducation Physique et la formation initiale d'entraîneurs. Depuis 1977, l'INSEP s'est progressivement orienté vers le sport de Haut Niveau. Aujourd'hui, les missions de l'INSEP sont totalement dédiées au sport de Haut Niveau. On a abandonné les formations pour professeurs d'EPS qui se font à l'Université. Les formations initiales de cadres étrangers, ont été abandonnées également. L'établissement s'est complètement orienté vers la

formation continue de cadres sportifs étrangers en charge d'athlètes ou d'équipes de haut niveau, ce qui réduit le nombre aussi. Lorsque j'ai pris mon poste de chef du service des relations internationales, j'ai mis en place des relations avec le C.I.O (Comité International Olympique), notamment dans le cadre de son programme de Solidarité Internationale Olympique) et aussi avec la CONFEJES et le Ministère des Affaires Étrangères, dans deux directions. D'une part en direction des entraîneurs. En m'appuyant sur les missions de l'INSEP en matière de formation de cadres sportifs de haut niveau, j'ai établi des contacts avec le CIO, avec la CONFEJES, et avec le Ministère des affaires Étrangères pour que ces institutions mettent en place des programmes de bourse. L'INSEP n'a pas de supports budgétaires pour financer des programmes de bourse, pour les athlètes et cadres sportifs français, comme pour les athlètes et cadres sportifs étrangers. Les bourses en France viennent du Ministère des Affaires Étrangères, de l'Éducation Nationale etc. Il était donc essentiel dans un premier temps de trouver des supports financiers. Dans un deuxième temps, j'ai travaillé à mettre en place, avec l'accord des directions successives de l'INSEP, de nouvelles formations qui répondent en même temps aux nouvelles orientations de l'INSEP et aux besoins des cadres sportifs des pays étrangers. Plusieurs options de formation ont ainsi été ouvertes : formation d'entraîneurs sur trois mois ou six mois, formation de documentalistes, formation au management des organisations sportives, une formation particulière pour ceux qui avaient déjà un diplôme de kinésithérapeute, formation à la gestion et à la maintenance des installations sportives. L'INSEP est par ailleurs un centre d'accueil de sportifs étrangers qui préparent les Jeux olympiques d'été. Tous les deux ans avant les Jeux olympiques d'été, le CIO par le biais de son programme SIO (Solidarité Internationale Olympique) offre des bourses à des athlètes qui ont un potentiel olympique mais qui n'ont pas de structures et d'encadrement suffisants sur place pour préparer les Jeux Olympiques. Donc deux ans avant les JO d'été, l'INSEP accueille des sportifs boursiers qui viennent s'entraîner au sein des groupes d'entraînement français avec les entraîneurs français.

En plus de ces deux grands axes, l'INSEP développe actuellement un programme avec la CONFEJES pour aider les Instituts nationaux d'éducation physique et sportive de cinq pays : le Sénégal, le Cameroun, le Benin, le Mali, la Côte d'Ivoire, avec pour objectif de créer un « Portail francophone du sport ». C'est une plateforme Internet. Chaque institut a un site internet pour y mettre des informations sur le sport en français. Ces informations ont vocation à pouvoir être consultées et partagées par des personnes autorisées par les Instituts: étudiants, professeurs,

entraîneurs, mouvement sportif etc. Des sessions de formation ont été organisées pour ceux désignés par les 5 directeurs d'institut pour être administrateur des plateformes. L'objectif étant que chaque Institut devienne autonome dans la gestion de son site.

Delphine COMPAORÉ : Comment se passe l'accueil des sportifs de Haut Niveau et ces formations que vous organisez? Avez-vous des difficultés, des problèmes particuliers?

Gislaine QUINTILLAN: *Concernant les formations de cadres, l'une des difficultés au début de la mise en place de ces nouvelles formations, a été de faire en sorte que les deux parties comprennent bien de quels niveaux et de quels types de cadres il s'agissait. Il ne s'agissait plus d'Éducation Physique. Restait collée à l'INSEP cette étiquette d'école de formation de professeurs d'EPS. Donc il a fallu un moment pour que nos anciens partenaires, qu'ils soient africains ou d'autres parties du monde d'ailleurs, comprennent que nous n'étions plus sur ce registre et qu'il fallait dorénavant s'orienter vers les UFR STAPS. C'était une première difficulté. Une deuxième difficulté a été de bien faire comprendre que nos programmes s'adressaient à des entraîneurs de sportifs de haut niveau dans leur pays. L'actualisation des connaissances scientifiques est liée à la performance sportive de haut niveau et les cadres en formation travaillent avec les entraîneurs des centres d'entraînements de Haut Niveau de l'INSEP. Nous ne sommes plus dans « l'éducation physique » et nous ne nous adressons pas aux entraîneurs débutants. Les premiers temps, le profil des stagiaires ne correspondait pas à la formation. Au bout de deux ou trois ans ça s'est recadré, facilité par le fait que j'avais souvent les mêmes pays interlocuteurs, comme par exemple avec le Burkina Faso pays avec lequel nous avons, et avons toujours, d'excellentes relations.*

Une autre difficulté était liée au fait que nous étions soucieux que cette formation s'inscrive dans un parcours professionnel, c'est à dire que normalement cette formation devait permettre au cadre d'évoluer dans sa carrière une fois de retour dans son pays. Mais là, nous ne maîtrisons rien. Aussi avons-nous essayé de travailler en amont de la formation par un questionnement des institutions concernées, pour savoir qui était le cadre sportif concerné, s'il ou elle entraînait déjà réellement, si le fait d'être six mois absent n'allait pas le pénaliser à son retour, et si l'intéressé allait retrouver au moins son poste d'origine et au mieux c'était l'objectif, un travail dans le sport considéré. Ça c'était un souci. Je pense qu'avec certains pays, ces contacts et ces

formations ont réellement amené un plus dans la carrière de certains des cadres, pas de tous mais de certains.

Au niveau des sportifs, la très grosse difficulté que nous avons eue, et que nous n'avons jamais rencontrée avec les cadres, a été le retour au pays. Les sportifs ont une bourse pour deux ans. Ils sont jeunes. Ils sont déracinés de leur pays. Après les deux ans, ils ne retournent pas dans leurs pays ils restent en France ou ailleurs. Pourtant, on leur expliquait bien que c'était un projet qui durait deux ans, qu'après ils retournaient dans leur pays. On était en contact avec leur Comité Olympique etc. et malgré cela, on sait très bien que la majorité restait en France. Un certain nombre d'entre eux se sont retrouvés dans des situations de grande précarité ! Et là nous on n'y pouvait plus rien. On a essayé d'aider, d'aider, d'aider, Quelques-uns s'en sont bien sortis. Je continue à en voir, qui ne sont plus du tout boursiers depuis près de huit ans. Il y en a même qui sont entraîneurs à l'INSEP par exemple, c'est fabuleux ! Malheureusement il y en a d'autres pour lesquels on sait que c'est difficile. J'ai signalé cette tendance à Solidarité Olympique Internationale.

Après les Jeux de Pékin j'ai fait un bilan avec solidarité Olympique. J'ai proposé de procéder de la même manière qu'avec les cadres en faisant en sorte que les sportifs aient un projet d'étude, d'insertion professionnelle déjà dans leur pays avant de venir à l'INSEP. Mais ça ce n'est pas facile à mettre en place et pour l'instant je ne sais pas où nous en sommes parce que le projet Londres 2012 n'est pas encore en route.

Delphine COMPAORÉ : Parallèlement à la formation sportive, la formation scolaire et professionnelle des sportifs et de Haut Niveau a pour objectif de permettre plus tard leur insertion ou reconversion professionnelle. Comment se passe l'insertion des cadres et sportifs africains au sein des filières existantes au vu de leur niveau de départ. Quelles difficultés vous rencontrez à ce niveau ?

Gislaine QUINTILLAN : *Au départ ils intègrent l'INSEP, comme les sportifs français, en tant que sportifs. Les sportifs français sont déjà dans les cursus français, ce n'est pas très compliqué de les maintenir dans ces cursus. Par contre avec les sportifs africains, on n'a pas beaucoup de repères. On leur permet quand même pendant les deux ans où ils sont là, de suivre des formations dont la durée n'excède pas celle de la bourse. Ainsi, pendant ces deux ans ils peuvent*

suivre une formation pour être entraîneur après dans leur pays, en ayant des attestations. On a essayé d'en préparer au baccalauréat, puisqu'on avait quand même des jeunes. Ils peuvent suivre des cours de français, se former à l'informatique etc. On essaye mais c'est assez difficile quand même, parce qu'ils ne voient pas forcément, comment ça va pouvoir se raccrocher avec quelque chose dans leur pays. Il faut signaler aussi une grande difficulté qui est que, autant les institutions, les ministères de l'éducation, suivent et encadrent leurs professeurs etc. autant les comités Nationaux olympiques, les fédérations sportives nationales, une fois leurs sportifs à l'INSEP, ne s'en occupent plus du tout. Par exemple, les fédérations sportives doivent engager leurs sportifs quand il y a une compétition à l'étranger en les inscrivant. C'est à la fédération d'inscrire son sportif à la compétition. C'est à elle de réserver l'hôtel. C'est à elle de s'en occuper. Eh bien, très souvent, c'est nous qui signalons aux fédérations sportives « attention, en septembre il y a une compétition importante, il faut que vous inscrivez vos sportifs... ». Ce signalement reste souvent lettre morte, on n'a pas de réponse, on n'a rien et donc souvent en catastrophe qu'on fait tout, on se débrouille avec les cadres des fédérations françaises qui participent à la même compétition et qui font le travail de la fédération sportive du sportif boursier. Ils sont complètement coupés de leurs institutions sportives. Ce qui les incite quelque part à se dire « je suis abandonné par mon pays ». Il y a vraiment un souci avec les sportifs. Pas pour tous, heureusement. Je l'ai déjà dit, il y en a qui ont très bien réussi. Certains font des études, les réussissent et voudraient retourner dans leur pays pour lui faire bénéficier de leur expérience, de leurs compétences. Ne trouvant aucune attention et aucun débouché dans leur pays, ils finissent par demander la nationalité française.

Delphine COMPAORÉ : *Pour ceux qui ont réussi c'est très bien, il y en a malheureusement qui se retrouvent livrés à eux-mêmes ?*

Gislaine QUINTILLAN : *Dès lors que les sportifs ne sont plus à l'INSEP, réglementairement, nous ne pouvons pas faire qu'ils restent assurés sociaux, faire qu'ils aient une assurance, des visas en conformité. Nous ne pouvons plus leur délivrer d'attestations. Dès que la bourse cesse, dès lors que le sportif n'est plus officiellement à l'INSEP, le directeur de l'établissement n'a plus le droit de signer d'attestation officielle.*

Delphine COMPAORÉ : *Y a-t-il certains sportifs qui se retrouvent entre les mains d'agents indélicats comme on en rencontre le plus souvent au football ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Non ! Les sports concernés ici sont essentiellement, la lutte, le judo, l'athlétisme. Ces sports ne sont pas concernés, en principe, par ce phénomène. En athlétisme j'ai appris lors d'entretiens individuels que j'ai menés avec des sportifs boursiers en athlétisme que certains avaient des agents. Le rôle de ces agents est de les inscrire aux meetings, d'arriver à les placer dans certaines compétitions pour lesquelles les sportifs sont rémunérés. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de situations comme celles rencontrées dans le football parce qu'il n'y a pas assez d'argent à gagner en athlétisme pour des agents, pour l'instant.*

Delphine COMPAORÉ : *Quel bilan peut-on faire du côté sportif par exemple sur 50 ans de ces actions. Prenons plus large depuis 1960 à nos jours?*

Gislaine QUINTILLAN: *Si vous remontez jusque-là, je ne peux rien dire parce que je n'ai pas connu les années 1960. Je peux parler à partir de la période 1990 si vous voulez, et au plan sportif, je suis assez mitigée. Autant au plan formation de cadre, je dis que c'est positif, au plan sportif... D'un autre côté s'ils ne venaient pas ici à l'INSEP? Il y a bien d'autres centres au monde mais l'INSEP est le centre francophone. Si ces sportifs ne venaient pas ici, je pense qu'effectivement ils ne développeraient pas leurs potentiels comme ils le font. Françoise Bongo a gagné sa première médaille d'or au triple saut aux Jeux Olympiques d'Athènes en 2004 après deux années passées à l'INSEP avec une bourse de Solidarité Olympique. Après Françoise s'est parfaitement débrouillée toute seule puisqu'elle a gagné sa deuxième médaille d'or à Pékin en 2008 sans que nous la voyions à l'INSEP. Je ne sais pas où elle s'est entraînée. En attendant elle a gagné sa médaille d'or ! Moi je dis franchement chapeau, bravo ! Ces sportifs grâce à leur bourse, ont la possibilité de développer, d'exprimer leur potentiel et de se valoriser.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'au sein de l'INSEP, vous développez par exemple les formations à distance, pour justement les instituts nationaux d'Afrique ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Non pour l'instant on n'a pas de partenariats avec des instituts nationaux étrangers quels qu'ils soient. Les formations à distance c'est assez compliqué. Il y a six cent trente sportifs à l'INSEP. La formation à distance, suppose une individualisation de l'enseignement. Ça commence à fonctionner au niveau de l'INSEP. Il faut des tuteurs. IL faut que les professeurs sachent formater leurs cours pour qu'ils soient mis en ligne. Ce n'est pas taper son cours comme ça et le mettre en ligne, pas du tout il faut le découper, le formater, il faut*

suivre, il faut aussi être disponible à distance. Ce n'est pas que de l'informatique. Mais c'est une piste intéressante.

Delphine COMPAORÉ : *Il s'agit justement de la formation de ces professeurs.*

Gislaine QUINTILLAN : *Il faut avoir tout en même temps, l'outil support, et la formation pour l'utiliser. Ça peut faire l'objet d'un projet. Si les sportifs n'ont pas dans leur pays de projet de carrière professionnelle, quels cours peut-on leur dispenser ? À l'INSEP, les sportifs ont un entretien d'évaluation à leur arrivée, qui débouche sur une orientation qui se traduit par un parcours de formation. À partir de ce parcours de formation, les outils adéquats sont définis. Il faudrait donc que soit établi un parcours de formation par rapport à un métier que le sportif boursier voudrait faire de retour dans son pays. Après cette étape, il sera possible de dire: eh bien oui la formation à distance est un outil. Il faudrait partir du métier qu'il veut faire et du parcours de formation.*

Delphine COMPAORÉ : *Je vais parler de la coopération internationale au niveau sportif ou on rencontre un certain nombre d'acteurs. (Individus, États, ONG, groupes privés etc.) Parlez-nous des acteurs qui s'investissent dans le domaine sportif.*

Gislaine QUINTILLAN : *Il y a des ONG et il y a aussi des fédérations sportives. Certaines fédérations sportives françaises qui ont des pôles d'entraînement à l'INSEP, ont des partenaires d'entraînement étrangers, et organisent des actions à destination de leurs homologues étrangères. Elles sont très attachées à aider les pays africains à développer leur sport. Par exemple en lutte, en judo, en handball, en taekwondo, en athlétisme, en basketball. Il y a des actions de parrainage entre clubs. Les fédérations missionnent des entraîneurs et des techniciens pour encadrer des formations continues pour les fédérations internationales, pour la CONFEJES. Les principaux acteurs que je connais, ce sont les fédérations sportives elles-mêmes.*

Delphine COMPAORÉ : *Et au niveau du volleyball?*

Gislaine QUINTILLAN : *La situation actuelle de la fédération française de volleyball est difficile notamment d'un point de vue financier. Nous avons eu par le passé un bon partenariat avec cette fédération pour organiser des formations à destination de cadres sportifs africains.*

Avec la fédération française de handball on a monté régulièrement des programmes en commun et cela a toujours très bien marché. Avec la fédération de basket aussi. Avec celles de lutte, de judo, de taekwondo, d'athlétisme également. Donc oui il y a vraiment des actions. Par exemple au judo, il y a des clubs qui sont jumelés avec le Burkina Faso ou le Bénin. Il y a des aides en matériel aussi. Oui il y a vraiment des actions de partenariat et de soutien.

Delphine COMPAORÉ : *Sport et de relations internationales. Parlons-en. Ou si vous préférez, sport et politique (liens, accords, désaccords etc.)*

Gislaine QUINTILLAN : *Sport et relations internationales ? Là c'est assez complexe comme question. Sport et Politique internationale alors? L'INSEP est un opérateur du Ministère chargé des sports, qui lui-même est un ministère technique du Ministère des affaires étrangères. Donc quelque part l'INSEP est l'un des opérateurs de la diplomatie française. Le sport, est l'un des vecteurs de l'action diplomatique au niveau international. Il y avait et il a aussi le vecteur de la culture. De plus en plus le sport est, à part entière un point d'appui, un vecteur important dans la diplomatie de notre gouvernement. Ça c'est important. Le sport est présent et on s'y appuie à chaque fois qu'il y a besoin. Dans le cadre de nouvelles relations qui s'établissent, par exemple, il y a une vingtaine d'année, au moment de l'éclatement de l'URSS, la France a établi des relations diplomatiques avec la Russie et on a demandé au mouvement sportif de proposer des actions. Il a été demandé à l'INSEP d'accueillir un séminaire avec des chercheurs russes du sport de Haut Niveau, pour essayer d'établir des relations durables. C'est un exemple d'utilisation du sport comme vecteur de la politique internationale française. Dernièrement la Ministre Mme Rama Yade, a demandé au directeur de l'INSEP de l'accompagner à Haïti. Suite à ce déplacement, nous avons reçu le ministre des sports d'Haïti qui nous a demandé de mettre en place des actions pour contribuer à la reconstruction du pays. J'observe que le sport est de plus en plus, un point d'appui, un vecteur important dans les diplomaties internationales. On a vu que souvent des relations qui étaient gelées entre deux pays reprenaient « mine de rien », à l'occasion de l'organisation d'un match de football ou un match de tennis de table. Des représentants étatiques de chaque pays étaient là et se remettaient à se parler. Le sport en lui-même est un vecteur de relations par lequel on peut passer sans perdre la face pour se reparler. Il y a eu des matchs de football entre palestiniens et Israéliens par exemple.*

Par ailleurs, le sport a aujourd'hui une dimension économique de plus en plus importante. On le voit avec la coupe du monde de football. Le choix du pays où va se dérouler la coupe du monde de football, les jeux olympiques etc. est devenu un acte politique à dimension économique. Le poids économique pris par le sport, en fait un élément incontournable dans les politiques générales des États.

Delphine COMPAORÉ : *Dans ce cas vous pouvez situer l'Afrique en général dans le contexte international sportif.*

Gislaine QUINTILLAN: *Je pense qu'il y a de plus en plus au niveau africain, une professionnalisation. C'est à dire que les mouvements sportifs des pays africains deviennent de plus en plus professionnels. Même si j'ai émis des réserves sur les comités nationaux olympiques et leur fonctionnement, je pense qu'il y a petit à petit une professionnalisation. On ne peut pas généraliser. Je pense qu'il est difficile de parler de l'Afrique en général. L'Afrique est vraiment une mosaïque de pays. On ne peut pas généraliser le fonctionnement et l'organisation du sport en Afrique du sud aux autres pays africains par exemple.*

Delphine COMPAORÉ : *Je prends le cas des pays qui sont directement en partenariat avec vous par exemple.*

Gislaine QUINTILLAN: *L'INSEP accueille régulièrement des cadres et des sportifs du Sénégal, du Cameroun, du Burkina Faso. Par exemple au Burkina Faso il y a l'organisation du tour cycliste du Burkina Faso. Il y a une structuration, une capacité à être professionnel. Il y a une évolution positive qui se fait. Je ne sais pas si les gouvernements ont pris la parfaite mesure de ce que le sport peut apporter, du fait que le sport peut être un point d'appui pour eux. Je sais aussi qu'il y a des difficultés propres aux pays et que ces difficultés ne sont pas toujours discernables par ceux qui sont extérieurs au pays. À ce sujet, j'ai une anecdote : au début des années quatre-vingt-dix, j'ai été amenée à encadrer un stage « management communication » à Dakar, à l'INJEPS de Dakar pour une quinzaine d'inspecteurs Jeunesse et Sport africains qui venaient de différents pays francophones. Lorsque que je leur ai fait faire, un exercice classique où je leur demandais de me dire quelles étaient les grandes tendances ayant une influence sur le développement du sport dans leur pays en ce début d'année quatre-vingt-dix, la principale tendance recensée a été les programmes de vaccination ! Moi je n'y aurais jamais pensé. Je ne*

pouvais pas y penser et c'était effectivement une tendance lourde. Si vous avez effectivement des gens, une partie importante de la population qui est menacée par la maladie, les épidémies, et que vous voulez développer le sport ? C'est le sport ou la santé, ça va souvent avec. Vous voyez c'est quand même compliqué. La réalité est souvent autre. On dit oui ça n'avance pas. Mais moi je dis à mes collègues occidentaux, « mais attendez, il faut voir quelle est la réalité ». Donc je pense qu'il y a sans doute beaucoup de choses de fait avec des résultats qui ne sont peut-être pas très très visibles parce qu'il y a d'autres leviers qui sont plus importants, moins visibles, dont dépend aussi le développement du sport.

Delphine COMPAORÉ : *Quand on parle de bilan il y a ceux qui disent que c'est négatif et les autres qui disent que c'est positif en ajoutant un mais. Pour vous qu'est-ce qu'on peut dire de ce bilan en parlant de cinquante ans de coopération. Déjà qu'est-ce que coopérer pour vous ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Je ne me place qu'au niveau de l'INSEP. C'est donc un point de vue quand même « micro » ! J'obligeais les stagiaires dans leur formation, à avoir une formation audiovisuelle, et plus tard une formation à l'informatique et à l'Internet. En quatre-vingt-dix l'Internet n'avait pas la place qu'il a aujourd'hui, mais chaque fois qu'il y avait une évolution, j'obligeais à l'intégrer dans les programmes de formation. Des collègues à l'INSEP me disaient « ça ne sert à rien, ils ne pourront jamais s'en servir dans leur pays ! ».*

Delphine COMPAORÉ : *(Rires), Moi je confirme que ça m'a servi, je peux témoigner que ça m'a grandement servi !*

Gislaine QUINTILLAN: *Je disais, « ça ne fait rien ! Peut-être qu'aujourd'hui ils ne peuvent pas s'en servir, mais le jour où ils seront responsables dans leur pays et qu'ils auront un budget à gérer, ils pourront dire : une partie de mon budget je la met dans l'équipement audio-visuel parce que je sais ce que c'est, je sais à quoi ça peut servir etc.». Aujourd'hui je peux dire, et vous, vous pouvez en témoigner aussi. Je suis très émue quand j'ai d'anciens stagiaires qui m'envoient des emails. On parle de fracture numérique entre les personnes qui peuvent avoir l'Internet et celles qui n'y ont pas accès. Je pense que pour l'Afrique, pour les pays qui ne peuvent pas se connecter, ou qui ont des difficultés de connexion, je dis que c'est une vraie fracture et qu'il faut absolument la combler. Le projet de « Portail francophone du sport », c'est un peu ça aussi. Je suis allée au Benin pour participer à la formation des cadres. Je suis allée à*

Dakar l'année dernière aussi. Nous sommes allés sur place faire les formations pour être dans les conditions réelles de fonctionnement et d'utilisations des outils informatiques et Internet. Ce n'était pas la peine de faire les formations à l'INSEP où tout marche, où il y a le haut débit et de se dire ça y est les stagiaires sont prêts. Nous avons fait les formations sur place pour nous rendre compte. Il y avait des coupures d'électricité, il y avait donc un groupe électrogène qui avait été loué pour l'occasion et qui coûtait une fortune. La réalité c'est ça. J'ai trouvé des collègues africains qui étaient très au fait des technologies de l'Internet, très, très très au fait. Ils sont professeurs, il faut qu'ils aillent dans un cybercafé pour nourrir leur Portail. Nous nous sommes ici à l'INSEP et on pense que c'est évident. Et après on dit, « ça ne va pas vite, ça ne va pas vite ». Non non, moi je dis que si on veut établir de vraies coopérations on doit prendre en compte et respecter la vraie dimension locale. Il ne faut pas mettre en cause les individus. Il faut prendre en compte les situations locales et je pense que de mon point de vue en ce qui concerne les relations qu'on a eu entre l'INSEP et ces pays, ces collègues africains, oui on a fait de grands pas. Je considère que les collègues africains qui ont suivi ces formations à l'INSEP, ont maintenant la capacité d'être eux-mêmes des vecteurs de développement dans leur pays. Ça c'est important aussi, c'est important vous voyez?

Delphine COMPAORÉ : *Au niveau sportif sur quoi franchement, sur quelles aptitudes, sur quelles capacités le continent africain peut-il s'appuyer pour être au top au niveau international ? Sportivement parlant.*

Gislaine QUINTILLAN : *Ce que j'ai vécu des relations à distance avec les fédérations sportives surtout m'amène à dire que le mouvement sportif n'est peut-être pas encore suffisamment solide et pérenne, parce qu'il y a des changements en fonction des changements politiques etc. Chez nous il y a un peu ça aussi mais pas avec des strates aussi profondes que chez vous. Donc il y a besoin d'une certaine stabilité, d'une certaine professionnalisation au niveau du mouvement sportif, puisque les sportifs de talent vous les avez. Il y a énormément de talents, il y a énormément de talents !*

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez quand même passé un certain nombre d'années avec les sportifs et cadres africains, est-ce qu'il vous est resté quelques souvenirs bons ou mauvais ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Je n'ai aucun souvenir personnellement. J'ai simplement des, des, des des...des fois c'est un sentiment d'impuissance par rapport aux sportifs ! Sentiment d'impuissance, malgré toutes les précautions que l'on peut prendre de voir qu'ils partent parfois dans des situations précaires. J'ai quelques fois le sentiment qu'au niveau de la détection sur place, et surtout l'information sur place, que la préparation au pays d'origine n'est pas suffisamment bien faite. Il y a un choc culturel. Je vois par exemple, un cas très très triste. C'était une jeune camerounaise en judo, qui est arrivée à l'INSEP. Vous voyez déjà arriver à l'INSEP et n'être jamais sortie de son pays. De la campagne, elle arrive à l'INSEP. On voyait bien qu'elle ne s'intégrait pas. Elle prenait du poids et au judo vous êtes dans une catégorie de poids. Elle prenait du poids et on n'arrivait pas vraiment à la faire parler. Petit à petit on a appris que chez elle, elle vivait avec sa mère dans une ferme camerounaise où elle tenait un petit restaurant et qu'elle avait une fille. Donc elle avait un boulot, elle gagnait sa vie. Sa fédération parce qu'elle avait un potentiel en judo, l'envoie: poum ! La déracine complètement pour l'envoyer ici. Vous voyez, vous arrivez de votre ferme au Cameroun, vous arrivez ici, vous laissez un gagne-pain et tout. Nous l'avons appris petit à petit. Je pose la question, pourquoi on envoie cette fille ici ? Qui est-ce qui investit dans le judo ? Est-ce que c'est vraiment elle qui s'investie dans une carrière en judo ou bien est-ce sa fédération qui investit dans le judo ? Qu'est-ce qu'on lui donne comme compensation ? Elle est rentrée à l'INSEP en septembre, en février il y a eu le tournoi de Paris de judo. Je voyais que ça n'allait pas du tout. Elle prenait du poids, elle ne mangeait plus, et puis un jour on ne l'a plus vue. J'ai dû aller au commissariat de police déclarer sa disparition. Plus aucune nouvelle. Ses camarades, savaient tous, mais personne ne disait rien en fait ! Je l'ai appelée sur son portable pour lui dire, « si tu ne veux plus rester ici, il n'y a aucun problème mais dit nous si tu vas bien et si tu vis bien », parce qu'on imagine le pire. C'est finalement l'un de ses camarades qui nous a donné l'information. Elle était enceinte et elle était partie avec son copain, en Belgique. Elle était en pleine illégalité, et peut être en pleine précarité.*

Delphine COMPAORÉ : *Le choix de la fédération était mauvais ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Je n'en sais rien. Mais est-ce qu'elle a vraiment choisi ? Il y a eu un autre exemple d'un jeune d'un autre pays, qui lui ne voulait pas venir. Il voulait finir ses études et sa fédération avait investi sur lui parce qu'il était bon, et l'a fait venir ici en lui disant qu'il*

finirait ses études ici. Quand il est arrivé ici nous avons étudié toutes les possibilités de poursuite de ses études. Ce n'était pas possible il n'y avait pas ces études-là ici.

Delphine COMPAORÉ : *Il n'avait pas le niveau ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Non c'était une branche qu'on n'avait pas. Donc son CNO l'avait leurré en disant qu'il pourrait finir son cursus pour qu'il vienne et lui après il ne voulait plus rester ici, il voulait repartir et son CNO l'a obligé à rester.*

Delphine COMPAORÉ : *Donc il a perdu deux ans ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Oui et en plus il ne s'est pas qualifié pour les jeux ! Donc voilà, la question c'était les mauvais souvenirs, moi, les mauvais sont de cette nature-là.*

Delphine COMPAORÉ : *Et quand une telle situation arrive comme celle-ci, vous, vous n'avez pas la possibilité de réorienter l'intéressé pour qu'il ne perde pas deux ans par exemple? Parce que généralement les cursus au niveau africain ressemblent souvent à ceux d'ici?*

Gislaine QUINTILLAN: *Mais nous ici à l'INSEP on ne peut pas tout faire. Avec le réseau qu'on a on ne peut pas tout faire non plus et puis après il y a des questions de niveau aussi. On essaie de remettre à niveau à l'écrit, parce qu'il y a l'écrit, en France ce qu'on essaye c'est de remettre à niveau et pour certains cas ce n'est pas possible. Après les bons souvenirs oui, la majorité est assez épanouie, ils réussissent dans les sports et ils arrivent à leurs objectifs, pour certains d'aller aux Jeux Olympiques. C'est fabuleux !*

Delphine COMPAORÉ : *Une question sur le sport et la paix. Est-ce que ici vous menez des actions par rapport à la paix ? Le sport et à la paix.*

Gislaine QUINTILLAN: *Non, non*

Delphine COMPAORÉ : *Par exemple des sportifs qui mèneraient des actions dans ce sens ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Non, si les sportifs le font c'est via leur fédération ou personnellement. Je crois qu'ils y a des sportifs de Haut Niveau qui sont engagés comme Lillian Thuram etc. et qui ne sont pas ici.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que vous auriez des chiffres par rapport aux sportifs ou cadres africains qui sont passés par là.*

Gislaine QUINTILLAN: *Il faut faire des recherches, mais si ça vous intéresse, je peux les faire rechercher.*

Delphine COMPAORÉ : *Votre mot de la fin madame QUINTILLAN.*

Gislaine QUINTILLAN: *Écoutez si vous n'avez pas épuisé toutes vos questions, on a encore un peu de temps, on peut déborder un tout petit peu, il n'y a pas de problème.*

Delphine COMPAORÉ : *Merci. Parlez-nous des partenariats entre l'INSEP, les fédérations sportives sur place là-bas le CIO, la CONFEJES, Solidarité Olympique etc. Comment ça se passe concrètement, il y a des accords de coopération ?*

Gislaine QUINTILLAN: *C'est le CIO qui nous sollicite. Quand le CIO établit, prépare son programme de bourse, il donne une bourse à tel et tel sportif et une sélection est faite. Le CIO nous sollicite alors en nous disant voilà est-ce que vous voudriez, vous pourriez accepter ces sportifs.*

Delphine COMPAORÉ : *C'est ponctuel ou alors c'est institutionnalisé, c'est à dire que chaque année le CIO sait par exemple qu'il y a tant de boursiers ou de cadres qui viennent à l'INSEP.*

Gislaine QUINTILLAN: *Avec le CIO c'est tous les deux ans pour les sportifs et il y a une convention qui est signée sportif par sportif entre le CIO, le sportif, son comité national olympique et l'INSEP. En septembre 2010 il va y avoir les bourses de Londres 2012, c'est sur deux ans, donc de 2010 jusqu'au Jeux Olympiques. Si on accueille des sportifs, il y aura un contrat signé sportif par sportif. Avec la CONFEJES c'était pareil, il n'y a pas de convention à priori je dirais. C'est toujours les structures qui nous sollicitent. Pour les sportifs, nous on ne propose pas. On travaille avec les fédérations françaises, les structures étrangères qui nous sollicitent, qui nous demandent de mettre en place tel ou tel programme. À ce moment-là on conventionne au cas par cas.*

Delphine COMPAORÉ : *Les programmes sont faits en fonctions du profil des sportifs ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Pour les sportifs oui*

Delphine COMPAORÉ : *Et pour les cadres ?*

Gislaine QUINTILLAN: *Pour les cadres, avant que je prenne les relations internationales, j'étais responsable des formations continues au département de la formation. Mon collègue qui était chargé des relations internationales me sollicitait en disant : tiens il y a trois cadres qui viennent du Cameroun, ils veulent se perfectionner en Basket est-ce que tu peux leur faire un programme. Quelques temps après, c'était « tiens dans cinq semaines il y a deux cadres qui viennent est-ce que tu peux leur faire un programme ». C'était au coup par coup, comme ça et ce n'était pas possible. Quand j'ai pris les relations internationales, j'ai dit stop ! Maintenant nous allons faire une offre. Donc, on a établi des programmes bien calibrés et sur des périodes données. Il y a une formation entraîneur trois mois dans lequel il y avait une formation et l'actualisation des connaissances scientifiques pour la performance, des stages, l'audiovisuel, l'informatique, assistantat d'entraîneur en club, observation d'entraînement. Ça, c'était calibré, des formations de six mois, de documentaliste etc. On faisait une plaquette qu'on envoyait partout dans les CNO des pays francophones, pas seulement africains, dans les ministères, les ministères des affaires étrangères etc. À partir de là on avait des sollicitations des ministères. Nous on ne répond pas à des sollicitations individuelles, même pour le public français. On traite d'institution à institution. Nos interlocuteurs pour la formation des cadres c'étaient les ministères, si les cadres venaient avec une bourse du CIO, on traitait avec le CIO, le ministère du pays concerné et si c'était la CONFEJES c'est la même chose avec le ministère qui détachait son cadre et puis la CONFEJES, on conventionnait comme ça. Une convention au cas par cas.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que les programmes de formation mis en place depuis 1990 ont évolué? Y a-t-il des formations que vous avez abandonnées parce qu'elles ne convenaient plus ou alors que vous avez rajoutées?*

Gislaine QUINTILLAN: *On en a rajouté. On n'a pas enlevé. Par exemple la formation management est une formation particulière qui ne s'adressait pas à un groupe. Il fallait que la personne vienne avec un projet déjà. Par exemple on a eu un cadre du Niger qui a été amené à travailler dans le cadre des Jeux de la Francophonie qui avaient lieu au Niger et qui ne savait pas trop comment s'y prendre. Donc il est venu ici trois semaines tout seul. Si vous voulez je vais rechercher le nom. Il était "tutoré" par des collègues de l'unité management qui l'ont aidé à réfléchir et à faire évoluer son projet. Ça c'est un type de formation aussi. Donc vous voyez ce*

n'est pas que des formations magistrales classiques. C'est vraiment une formation individuelle. On a développé ça au cas par cas, à la demande et on a en a rajouté une à plusieurs reprise sur « gestion et maintenance des installations sportives ». On a eu dernièrement deux cadres Tchadiens. Ce n'est pas de grands nombres. Ce sont souvent des cadres qui ont des responsabilités. Les deux cadres tchadiens par exemple sont venus avec une bourse des affaires étrangères françaises. C'est un autre canal à Ndjamena qui a octroyé ces bourses à ces deux cadres tchadiens pour venir ici. Donc il y a eu une convention entre l'INSEP et le ministère des affaires étrangères et sans doute le ministère des affaires étrangères sur place et les ministères auxquels sont rattachés ces deux cadres.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il vous est déjà arrivé de recevoir des cadres dont le niveau ne cadrerait pas avec le niveau de formation?*

Gislaine QUINTILLAN: *Ce n'était pas tant le niveau qui ne correspondait pas quelques fois avec l'objectif du stage que l'objectif du cadre. On a vu des cadres venir pour une formation d'entraîneur et en fait c'étaient des cadres qui étaient déjà des directeurs techniques dans leur fédération et qui n'étaient pas du tout intéressés par la préparation mentale ou par la préparation physique ou ceci cela. Les contenus étaient vraiment faits pour un perfectionnement d'entraîneurs. Et donc quand vous êtes trois mois quelques part et le programme ne vous convient pas, ce n'est pas le programme qui est à côté de la plaque, c'est vous qui êtes à côté de la plaque. Pourtant on avait mis en place un questionnaire préalable, la rédaction d'une lettre de motivation, pour essayer de détecter les écarts, entre la motivation et la formation. Nous avons dit à certains « attention, ce n'est pas une formation d'entraîneur », « mais oui oui oui, je suis aussi entraîneur » et puis quand ils sont venus, là voilà... ! Ça été quelquefois comme ça mais au bout de trois quatre ans de mise en place de ces formations on a réussi à poser les bonnes questions, à revenir vers les gens avec les questionnaires. Si on n'avait pas le retour des questionnaires de toute façon on ne les prenait pas.*

Delphine COMPAORÉ : *On voit qu'en 2010 l'INSEP change quand même d'orientation, est-ce qu'au niveau des relations internationales vous avez d'autres ambitions ? Quelles sont déjà ces ambitions et parmi celles-ci existe-t-il un projet cellule de recherche relations internationales ?*

Gislaine QUINTILLAN: *L'INSEP ne change pas vraiment d'orientation. L'INSEP affirme son orientation Sport de Haut Niveau qui affirme l'ambition française. C'est à dire que, l'INSEP a intégré une structure qui était en dehors de l'INSEP qui s'appelait la Préparation Olympique et Paralympique, et cette structure est dans l'organigramme de l'INSEP. Il y a maintenant une direction générale des politiques sportives avec une mission expertise et une mission accompagnement des projets des fédérations sportives qui n'existaient vraiment pas au départ à l'INSEP. Je vous donnerai l'organigramme. L'objectif français pour les Jeux Olympiques, c'est un scoop vous pouvez le vendre. Avant on disait : on vise 35 médailles, quarante médailles, et il se trouve qu'à Pékin on a eu quarante une médailles ce qui est énorme. Ça nous aurait placé au quatrième rang, on est au onzième rang parce qu'on n'a pas eu beaucoup de médailles d'or. Maintenant l'objectif, ce n'est plus quarante médailles mais le double de médailles d'or qu'on a obtenues à Pékin. Je crois qu'on en a eu sept donc ça fera quatorze médailles d'or. Après si on a vingt médailles en plus ce n'est pas grave mais nous on veut le double de médailles d'or par rapport à Pékin. Le ministère concentre une grande partie de ses forces, de ses ressources sur l'INSEP. Des CREPS ont été supprimés. L'INSEP est maintenant l'animateur du réseau national et de ses ressources pour le sport de Haut Niveau. Ce n'est pas l'INSEP qui affiche ses ambitions mais c'est le ministère français, la gouvernance française qui affiche ses ambitions au travers de l'INSEP, en ayant vraiment un plan de développement très important à l'INSEP. La création d'une cellule recherche « relations internationales », je ne pense pas, franchement. De plus en plus tous les moyens sont concentrés pour la performance olympique. Vous verrez dans l'organigramme que je vous remettrai. Tous les anciens départements : département de la recherche, département médical, département du Haut Niveau, tous deviennent des services, au service de la mission de l'expertise et de la mission accompagnement des projets, donc vous voyez ?*

Delphine COMPAORÉ : *Votre mot de la fin*

Gislaine QUINTILLAN *Mon mot de la fin ? J'ai été ravie de vous retrouver. Je souhaite que vos travaux aboutissent et contribuent fortement, mais je n'en doute pas, au développement des connaissances sur tout ce qui concerne le champ du sport et des relations internationales et notamment appliqué à l'Afrique. Si jamais vous avez des questions que vous pensez avoir oubliées, si vous pensez qu'on n'a pas abordé certains points, vous pouvez me reposer des*

questions on peut se revoir, il n'y a pas de problème. Moi je vais prendre ma retraite au mois de novembre, donc le mot de la fin sera aussi le mot de ma fin. C'est surtout avec beaucoup de plaisir, que j'ai porté ces formations et ces actualisations de formation de cadres notamment africains. Je porte encore ce projet de Portail francophone du sport, je le porterai jusqu'au dernier jour de mes fonctions. Ce n'est pas toujours évident. C'est une mission de l'INSEP, mais dans le quotidien de mes collègues, on est capté par la performance sportive, la performance olympique. Il faut produire des connaissances et des actions directement opérationnelles pour le sport de haut niveau. Du coup ça laisse parfois de côté, tout au moins ça rend plus difficile les disponibilités pour des missions qui sont pour moi très importantes comme celle de contribuer, d'apporter aussi, d'avoir ces relations ces échanges et de répondre à des demandes, à l'étranger et particulièrement au niveau des collègues d'Afrique.

Delphine COMPAORÉ : *Je vous remercie madame QUINTILLAN.*

12. Entretien avec Monsieur Ablassé OUÉDRAOGO, réalisé le 26 juillet 2010 à Zodo International, à Ouagadougou Burkina Faso

Biographie Succincte

Ministre des Affaires Étrangères, 1994-1999

Directeur général adjoint de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), 1999-2002

Enseignant à l'Université de Ouagadougou

Conseiller Spécial pour les négociations commerciales de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO)- dans les accords de partenariat économique (APE) – Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) et l'Union Européenne (UE)

Conseiller Spécial du président de la Banque Africaine de Développement (BOAD)- Afrique

Fonctionnaire international de l'ONU (PNUD)

Fonctionnaire international de la Francophonie (convention sur la diversité culturelle)

Membre du groupe de négociation (paix au Darfour et relations Tchad- Soudan)

Envoyé spécial de l'Union Africaine pour les négociations de paix à Madagascar

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour M. OUÉDRAOGO, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et de sport. Vous avez été ministre des Affaires Étrangères du Burkina Faso, directeur général adjoint de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Conseiller Spécial pour les négociations commerciales de la CEDEAO-ACP-UE, Conseiller Spécial du président de la BOAD (Banque Africaine de Développement). Monsieur Ablassé OUÉDRAOGO faites-nous partager ce parcours riche d'expérience et parlez-nous de vos activités actuelles.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Je pense que j'ai eu beaucoup de chance, quand je regarde d'où je suis parti. Fils de cultivateur né au village, à l'époque c'était l'école à trois classes et si vous ratiez la bonne année de recrutement scolaire et vous n'avez pas les sept ans requis, vous étiez éliminés de l'école pour toute la vie. Avec l'aide de Dieu j'ai réussi à faire des études et faire un doctorat de sciences économiques à l'université de Nice sur les questions de développement. Après une année d'enseignement à l'université de Ouagadougou, je suis entré dans la vie*

internationale comme fonctionnaire et j'ai servi les Nations Unies notamment le PNUD sur 12 ans 13 ans à des postes sur le terrain. Mon dernier poste c'était Nairobi. Je suis rentré par la suite au gouvernement du Burkina Faso où j'ai occupé pendant cinq ans le poste de Ministre des Affaires Étrangères avant de rejoindre l'OMC où j'ai été le premier Africain à occuper le poste de directeur général adjoint de 1999 à 2002. J'ai ensuite travaillé pour l'Organisation Internationale de la Francophonie sur les questions de diversités culturelles notamment avec la préparation et l'adoption de cette convention à l'UNESCO. C'était un sujet de fierté parce qu'on a réussi à obtenir l'adhésion de tout le monde à cette convention sur la diversité culturelle. J'ai fait aussi la Banque Africaine de Développement comme conseiller du président pour tous les pays de la région Afrique. Pour le compte de la CEDEAO j'ai occupé la fonction de conseiller spécial pour les négociations commerciales et plus précisément les négociations pour l'APE (Accord de Partenariat Économique pays ACP- Union Européenne). J'ai eu naturellement la chance dans le cas des activités diplomatiques en tant que président de la commission sur le partage des richesses de participer aux négociations pour la paix au Darfour qui ont abouti à la signature d'un accord de paix le 5 mai 2006 à Abuja au Nigéria. C'est d'ailleurs sur cet accord que les travaux se poursuivent aujourd'hui. Toujours dans le domaine de la diplomatie avec le président, l'ancien président Pierre Buyoya du Burundi, j'ai assumé pour le compte de l'Union Africaine des missions sur les relations entre le Tchad et le Soudan. Depuis mars dernier, le président de la commission de l'UA Jean PING m'a fait l'honneur de me désigner comme son envoyé spécial pour la crise de Madagascar. Mais en plus de tout cela, j'ai mis en place un cabinet de lobbyings, c'est-à-dire un cabinet conseil en relation et stratégie internationale qui est basée à Ouagadougou. L'objectif est d'aider à la création de partenariats. On donne des conseils, on peut faire aussi de la représentation, de la formation, des activités qui contribuent au rapprochement des hommes pour l'amélioration de leurs conditions. Voilà ce dans quoi je suis engagé et j'ai un autre projet qui est important pour moi, et qui est de mettre en place pour la région de l'Afrique de l'Ouest, un institut régional de formation et d'éducation routière parce que tout simplement quand vous regardez la situation du transport dans la région c'est catastrophique. Quand vous sortez dans toutes les villes de la région, Ouagadougou par exemple vous ne pouvez pas aller en ville et rentrez chez vous sans voir un ou plusieurs accidents ; il y a donc quelque chose à faire au niveau de la formation des utilisateurs de la route. Voilà ce que je suis en train de faire et on espère qu'on va aboutir.

Delphine COMPAORÉ : *Ministre des Affaires étrangères, vous avez été au cœur des relations internationales, parlez-nous de leur évolution et situez l'Afrique dans ce contexte international notamment entre 1960 et 2010. Quelle évolution en 50 ans ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Ce que j'ai retenu, c'est qu'en matière de relations internationales, il y a au moins une constante : les pays n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts. Pour ce qui est de l'évolution, il faut comprendre que maintenant avec l'accélération de la mondialisation, c'est-à-dire l'ouverture tous azimuts, le développement de la communication rend maintenant la diplomatie un peu plus complexe. Avant on prenait du temps pour partager les informations, maintenant les informations se connaissent à la seconde près. Ce que j'ai pu constater, c'est que les intérêts des pays avant, se conjuguait de la façon la plus complémentaire possible et je m'explique : quand on regardait les relations entre les anciens colonisateurs et les pays colonisés, il y avait comme un paternalisme dans la gestion même des rapports. Aujourd'hui, l'école aidant, la formation aidant, les relations sont devenues beaucoup plus des relations qui tendent vers l'égalité. Ce n'est pas encore parfait dans tous les domaines, mais des efforts sont faits pour que ceux par exemple qui bénéficient d'une assistance ou d'un appui soit les maîtres à bord. Et parlant d'évolution, on a quitté la colonisation, après les indépendances on était dans les programmes d'assistance technique, qui ont évolué en coopération technique. Aujourd'hui on se retrouve dans ce qu'on appelle le partenariat. Aujourd'hui quand vous entendez parler de relations entre des pays on parle de partenariat. C'est cette notion d'égalité dans les rôles mais ne soyons pas dupe, dans une relation c'est un rapport de force et naturellement, de temps en temps, il y a des soubresauts de l'ancien format qui apparaissent en tenant compte des intérêts bien compris à défendre. Si vous voulez parler d'évolution, moi je dis que la constante c'est les intérêts qui priment ou qui orientent les relations qu'un pays peut avoir avec un autre. Le changement c'est qu'on a évolué de l'assistance au partenariat.*

Delphine COMPAORÉ : *Et si l'on veut prendre le cas du Burkina Faso ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Ça s'applique également au Burkina Faso. Quand on regarde dans les années des indépendances, 1960-1970, on parlait d'assistance technique et vous aviez dans les lycées ceux qu'on appelle les coopérants et qui sont de jeunes Français qui sortaient des études et qui venaient faire leur service militaire dans l'enseignement, l'éducation et même dans la santé. Aujourd'hui vous ne voyez plus ce genre d'assistance parce qu'il y a une relève qui assure*

ce relais au niveau de l'enseignement. Maintenant la coopération se fait sous forme de partenariat, et ça veut dire que la France peut avec le Burkina se mettre d'accord sur un domaine à développer mais la conduite des affaires, c'est le Burkina Faso qui en a la charge, la France devient donc un accompagnateur. C'est là où on parle d'appropriation. Dans le domaine de développement concerné, dans le temps, c'est celui qui amenait l'argent qui disait ce qu'il fallait faire et comment il fallait le faire. Maintenant avec l'appropriation, le bénéficiaire est le maître à bord et celui qui donne l'assistance devient comme le passager, le bénéficiaire étant le chauffeur de la voiture.

Delphine COMPAORÉ : *Parlant de la coopération internationale, quel sens donnez-vous à cette coopération en direction de l'Afrique. Et encore, quelles évolutions en 50 ans ?*

Ablassé OUEÛDRAOGO : *Il est clair que le monde est global et il n'y aura pas de monde possible s'il n'y a pas de régulation, s'il n'y a pas de coopération, si, il n'y a pas d'interrelations entre les pays, entre les hommes. Si cette hypothèse est acceptée, ce qui est une vérité d'ailleurs ce n'est même pas une hypothèse, si cette réalité est acceptée, j'allais dire, on comprend pourquoi la coopération internationale ne peut pas disparaître. D'ailleurs aujourd'hui, et ça aussi c'est un changement, on parle de plus en plus de communauté internationale. La notion de communauté internationale, qui, à mon sens, est un fourre-tout parce qu'il n'y a rien de précis, permet à l'ensemble des acteurs de la scène internationale de pouvoir se cacher en attribuant la responsabilité de ce qui est fait ou n'est pas fait à la communauté. Dans la réalité, c'est l'hypocrisie du monde et la fuite des responsabilités, parce qu'au lieu de dire que c'est la communauté internationale, on désigne des responsables par rapport aux secteurs ou à la question posée, on peut faire un suivi et savoir qui a fait quoi et qui n'a pas assumé ! Quand on parle de la communauté internationale, on apporte beaucoup plus de confusion. C'est moi qui le dis, c'est un fourre-tout qui ne fait qu'apporter la confusion et beaucoup d'exemples illustratifs existent sur la question. Tout le monde se réclame de la communauté internationale. Prenez par exemple la lutte contre le terrorisme, tout le monde se cache derrière ça mais on ne sait pas, qui doit faire quoi, et comment. Voilà comment c'est aujourd'hui, un monde global.*

Delphine COMPAORÉ : *Pour vous, coopérer c'est quoi ? Parce que quand on parle de coopération ou même de partenariat en direction de l'Afrique, ils y en a qui se refusent à parler*

de partenariat parce que l'équilibre n'est pas toujours respecté. Alors, pour vous coopérer en direction de l'Afrique ça signifie quoi ?

Ablassé OUÉDRAOGO : *C'est très simple, quand vous dites que vous coopérez, ça veut dire que vous vous entendez pour faire quelque chose ensemble, et chacun apporte quelque chose. C'est ça la coopération. On a un objectif commun, on le fait ensemble, en utilisant des moyens qui peuvent différer selon les sources. Pour l'équilibre, il n'y aura jamais un monde d'équilibre, ça n'existera jamais. Il n'y a qu'à regarder même les cinq doigts de la main, c'est Dieu qui l'a fait, et le monde sera toujours un monde de déséquilibre. Au niveau des relations internationales, il s'agit de rapports, et de rapports de forces. C'est ce qui fait qu'il n'y aura jamais d'équilibre. Maintenant, quand on parle de partenariat, on essaie d'atténuer la domination et on veut que les gens qui vont coopérer, les gens qui vont travailler ensemble, aient chacun le même niveau de responsabilité, le même niveau de compréhension de ce qu'il faut faire, le même niveau de contribution. Naturellement, le monde étant fait d'un rapport de forces, on tombe très vite dans le déséquilibre mais au cours de l'action, on essaie de corriger.*

Delphine COMPAORÉ : *Dans ces rapports de forces, l'un ou l'autre des acteurs possède suffisamment d'atouts pour peser dans un sens ou dans l'autre dans la balance. Est-ce que l'Afrique dans le contexte international actuel possède suffisamment d'atouts pour peser dans la balance et essayer de ramener un tant soit peu d'équilibre dans ses négociations avec les autres ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Dans l'homme par essence il y a des rapports de forces qui existent. Prenez une famille : la famille est unie mais quand vous rentrez dans sa composition, surtout en Afrique il y a le chef de famille, ça c'est déjà un déséquilibre, et tout le monde à cette démarche. Aujourd'hui on se bat pour qu'il y ait un équilibre avec l'élévation du niveau de responsabilité des femmes. Quand bien même les femmes assument leurs responsabilités, il y a cette domination féodale des hommes, et ça c'est à nous maintenant de régler. Ce que nous disons au niveau des individus, on le développe au niveau des villages, au niveau des États, au niveau des continents, et l'Afrique ne peut pas être tout le temps dans la situation de dominée. Il y a quand même des domaines où l'Afrique peut faire entendre sa voix. Je prends le cas simple des Nations Unies. Sur les 192 membres, 53 viennent d'Afrique. Quand une décision doit être prise, ce grand nombre permet de faire la différence. Si vous voulez que les 53 pays votent pour vous, il faut leur donner*

une compensation. Voilà comment les relations se bâtissent. Moi je vous donne ceci et je prends ça. C'est ça qui constitue la vie de la société, même au niveau du village, c'est comme ça que ça se passe. Vous avez des gens qui ont leur champ, qu'ils n'arrivent pas à cultiver. Ils peuvent solliciter ou louer la force de travail. Ils peuvent même aller négocier en disant, venez m'aider à cultiver, et le jour J, ils préparent à manger pour ceux qui sont venus dépenser leur force de travail. Le monde est ainsi fait, c'est la nature humaine qui est faite de contradictions, qui est faite d'une volonté de forces.

Delphine COMPAORÉ : *Les acteurs internationaux sont nombreux, comment est-ce que les acteurs africains arrivent à coordonner tout cela, pour conserver un tant soit peu leur liberté et gérer tout ce monde.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *C'est très simple. Le monde est fait de règles, les États vivent sur des lois et des règles. Si vous voulez tisser des relations avec les uns et les autres, vous mettez en application les accords, les conventions qui ont été signés, et c'est comme ça qu'on évolue. De temps en temps, périodiquement on fait des révisions ou on fait même de nouveaux accords. Il appartient à chaque pays de gérer ses conventions qui ont été négociées au niveau international en fonction de ses intérêts. Naturellement quand vous, vous accueillez les O.N.G. c'est à vous d'indiquer à ces O.N.G. ce que vous entendez de leur travail. Mais si vous les accueillez sans préciser leur cadre d'intervention, vous vous trouverez très rapidement dans une situation d'anarchie qui ne permettra ni aux O.N.G. de travailler sereinement, ni à vous de les accueillir sereinement. C'est très important de se baser sur les règles internationales, sur les conventions qui ont été signées, sur les accords qui existent et de développer donc les relations de partenariat.*

En matière de coordination, il appartient à chaque gouvernement, de gérer tous les partenariats qu'il crée. Cela veut dire que dans chaque gouvernement, on doit désigner un ministère, qui est le répondant de tous les intervenants extérieurs. Naturellement il faut donner aussi à ces intervenants extérieurs la possibilité d'avoir un organe qui peut permettre aussi de contrôler les agissements de l'État. Et ça, en général, ça peut se faire par le ministère de l'économie qui est l'interface des intervenants, et le ministère des affaires étrangères serait le garant des applications des conventions et des accords. Ça rassure non seulement les intervenants, mais au niveau du gouvernement, ça aide à éviter les abus.

Delphine COMPAORÉ : *Le plus souvent ce n'est pas le cas, la réglementation n'est pas toujours respectée et on constate, un peu partout le problème que posent certains acteurs internationaux. On n'oubliera pas de sitôt l'exemple qui a eu lieu au Tchad avec une des ONG françaises.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Tout cela est arrivé simplement parce qu'il n'y a pas eu de suivi. Si l'organisme qui est le répondant avait fait ce qu'on appelle un suivi direct, c'est-à-dire qu'à l'étape de la mise en œuvre d'un projet, il y a une présence, pas simplement pour contrôler, mais aussi pour apprendre ce qui se passe afin d'assurer la pérennisation d'une intervention. Si c'était le cas, on n'aurait pas eu ce constat malheureux de quelques années d'existence de cette O.N.G. qui en fait je pense faisait du trafic d'enfants. Ce qui est important dans un gouvernement, tous les accords qui sont signés doivent être mis en œuvre mais vraiment de façon suivie. Pour la mise en œuvre, je me répète mais c'est ce qu'il faut dire, il n'y a jamais de fatigue avec la mise en œuvre. On ne peut pas laisser les intervenants se comporter comme s'ils étaient dans un endroit qui n'est pas structuré. Malheureusement la faiblesse de certains gouvernements, ou même la corruption de certains éléments dans le gouvernement, font que certains intervenants arrivent à faire des abus et c'est regrettable. Parce que tôt ou tard on le retrouve, l'histoire n'a jamais menti.*

Delphine COMPAORÉ : *Pouvez nous parler des difficultés qui se posent aux acteurs africains dans le domaine de coopération avec les ONG ?*

A. OUÉDRAOGO : *Vous savez, quand vous montez une O.N.G., c'est quelque chose qui a un caractère social en général, et vous bénéficiez des financements pour des actions sociales de développement. Ce sont donc des entités caritatives et en tant que telles, elles apportent une contribution importante. Là où les États n'arrivent pas à intervenir, elles viennent boucher les trous. L'exécution de leur programme d'activités dépend de leurs capacités : capacité financière, capacité en matière de ressources humaines, ainsi de suite. Si vous parlez des O.N.G. qui ont un caractère national, la difficulté vient du fait que les financements doivent venir de l'extérieur, donc chaque O.N.G. doit mobiliser ses ressources. En la matière, il n'y a que le dynamisme de l'O.N.G. qui peut faire la différence. Vous avez des relations, vous arrivez à vendre vos idées, vous êtes servis, mais si vous avez une direction qui n'a pas de contact qui n'a pas de ressources, l'O.N.G. peut avoir des difficultés à mettre en œuvre son programme d'activités. Comme vous le savez dans un pays comme le Burkina, les O.N.G. sont très très nombreuses. Il y en a qui*

réussissent, mais il n'y en a aussi qui ne réussissent pas. Mais comme aucune œuvre humaine n'est parfaite, les O.N.G. ont leur place dans le paysage du développement en Afrique.

Delphine COMPAORÉ : *Le nombre pose tout de même un problème ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Non je ne pense pas parce que quand vous créez une O.N.G. vous êtes enregistré au ministère de l'administration territoriale, et si vous faites doublon avec une autre O.N.G., il ne vous donne pas le récépissé. Si on continue d'en créer c'est que le besoin existe.*

Delphine COMPAORÉ : *Justement certains pensent que ces associations et ces O.N.G. sont souvent instrumentalisées et arrivent à influencer sur l'avis des responsables africains.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Ce n'est pas faux, mais la seule chose qui est fondamentale, ce sont les objectifs que chaque O.N.G. se donne. Maintenant nous sommes des hommes, nous sommes des êtres humains, nous avons des faiblesses, et nous avons des forces. Malheureusement le contact des hommes de temps en temps amène des situations comme celle que vous décrivez. Mais là ce n'est pas de la seule faute de l'O.N.G. Vous pouvez même être dans une situation supérieure à celle d'une O.N.G. et avoir le même comportement. Vous savez, nous les hommes nous sommes gourmands, nous sommes insatiables, et c'est ainsi que la corruption pour ne pas la mentionner devient une affaire galopante. Au départ toutes les intentions sont bonnes, sont louables, c'est dans la pratique que le problème se pose. C'est pour cela que je dis que le succès de ces intervenants dépend du suivi mis en place par les autorités des pays récipiendaires.*

Delphine COMPAORÉ : *Quelle appréciation faites-vous de la coopération ou du partenariat entre l'Afrique et les partenaires historiques ou classiques et les autres, les nouveaux, les pays émergents ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *C'est très simple la mondialisation est une réalité. Ceux qui étaient les plus puissants, aujourd'hui acceptent de reconnaître qu'il y a d'autres personnes ou d'autres entités qui sont maintenant sur la scène. Vous prenez par exemple la Chine : la Chine a adhéré à l'OMC en 2001 et à partir de cet instant on constate que de par l'ouverture des marchés qu'impose l'OMC, la Chine est devenue un rouleau compresseur difficile à contrôler. Il en est de même pour l'Inde ou des pays comme la Malaisie, et c'est une réalité. Le monde évolue et naturellement les puissants d'antan, ceux qui se sont imposés après la deuxième guerre mondiale*

ont en face d'eux, des concurrents sérieux, ceux qu'on appelle les pays émergents. Il ne pouvait pas en être autrement quand on pense que notre société, notre planète a besoin de se développer. Il faut bien que le développement aille partout. C'est pour cela que nous, en tant que citoyens africains, nous considérons que l'Afrique aura son tour parce qu'on ne peut pas continuer toujours à vivre dans la misère. Il viendra un jour où nous aussi nous allons nous mettre au diapason. Si on commence à prendre de l'espace, ça veut dire que les puissants, les puissances d'antan perdent du terrain, et c'est ça la compétition au niveau de la mondialisation. C'est ce qui fait que le monde actuel est un monde où si vous n'avez pas un niveau de productivité conséquent, vous disparaîsez dans les relations internationales. Et c'est ça tous les défis. Tous les défis de l'Afrique, c'est amener son économie à un niveau qui lui permette d'être compétitive par rapport à ses partenaires dans les relations d'échange.

Delphine COMPAORÉ : *Existe-t-il une différence d'approche entre ces deux groupes d'acteurs c'est-à-dire les classiques ou historiques et les autres ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *L'objectif commun, je le répète c'est une constante, ce sont les intérêts. Regardez la Chine aujourd'hui : tous les marchés que les Européens occupaient en Afrique sont maintenant grignotés progressivement par la Chine. Prenons simplement au niveau des constructions. Aujourd'hui, plein d'Africains vont acheter leurs matériaux de construction, carrelages, fournitures de maison, portes, tout ce qu'il y a à vendre en Chine, et ils ramènent. Avant, c'étaient les compagnies françaises et européennes qui livraient. Aujourd'hui, vous allez sur le marché du Burkina Faso, il y a une diversité d'origine de ces matériaux.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlons du cas spécifique des relations entre l'Afrique et l'un de ses partenaires historiques la France. Quelle lecture faites-vous du bilan de 50 ans de coopération avec ce partenaire ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Je crois qu'il faut être honnête, 50 ans ont apporté quelque chose de positif et si vous regardez le chemin parcouru par les États, par les pays africains je crois qu'on a mieux fait si on fait une comparaison avec les autres continents. C'est-à-dire que nous ne nous n'avons pas pris trop de temps pour apprendre et c'est d'ailleurs pour cela qu'aujourd'hui, on essaie de traiter d'égal à égal. Certes, il y a des côtés qui n'ont pas suivi, négatif, disons même le terme, mais quand on met tout dans la balance, moi je crois qu'on peut être fier de ce qui a été*

réalisé en 50 ans. Tout simplement quand vous regarder un pays comme le Burkina Faso qui n'a rien, nous avons fait du chemin. Notre faiblesse demeure l'éducation, la formation c'est vrai, mais une fois qu'on arrive à identifier les points de faiblesse on peut prendre une mesure corrective pour justement restaurer la situation dans un équilibre normal. À mon avis, il y a encore beaucoup à faire mais ce qui a été fait en 50 ans, c'est important. Moi je suis un produit du cinquantenaire, les 50 ans d'indépendance. J'ai commencé l'école en 1959 c'était au moment des indépendances, aujourd'hui je n'ai besoin d'un assistant venu de nulle part. Je suis moi-même un cadre supérieur qui raisonne normalement. Et si vous regardez, c'est vrai que quelque part on peut dire que dans certains domaines on a fait du mimétisme, le style de vie par exemple mais si c'est le style de vie qui est dans le domaine international la mesure à atteindre pourquoi pas. Regardez l'informatique, le téléphone, tout est à la portée de tout le monde. Vous allez dans les villages les gens qui appellent et vous disent à combien vous achetez la chèvre à Ouagadougou, des choses comme ça. Ça fait un bilan de 50 ans, pourvu que les 50 prochaines années soient plus dynamiques.

Delphine COMPAORÉ : *Justement sur quelles bases fondées les relations de coopération de l'Afrique sur les 50 années à venir.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *C'est très simple, l'Afrique a atteint un certain niveau de développement qui n'est pas complet. Il faut maintenant préparer le prochain cinquantenaire en fonction des priorités essentielles qui devraient permettre à l'Afrique de devenir plus qu'un continent émergeant, un continent développé.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlons des économies africaines : l'Afrique a été le continent où on a beaucoup réformé, beaucoup privatisé, où en sommes-nous avec ces réformes ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *La privatisation est une politique qui est venue certes de l'extérieur, notamment des institutions de Bretton-Woods (Banque Mondiale et FMI). C'est tout simplement parce que la gestion de ces structures ne répondait pas aux normes de profitabilité. Il y a eu des privatisations qui ont été des succès, et il y a aussi des privatisations qui ont été des échecs. On a même vu des structures comme des compagnies d'électricité, des compagnies d'eau qui ont été privatisées et qui ont dû être ramenées dans le secteur public. Donc, cela dépend aussi des pays et de la volonté politique, parce que des secteurs sensibles comme l'électricité et l'eau, on ne peut*

pas les gérer selon les normes du secteur privé d'un pays en développement, parce que tout simplement si on veut appliquer les critères de rentabilité ils ne seront pas atteints. Dès lors il faut fermer, et si vous fermez vous privez toute la population de ces services. Ce qui amène des remue-ménages, des troubles donc une déstabilisation. C'est pourquoi, je dis, que suivant les domaines, suivant la volonté politique du pays, vous avez des privatisations qui avaient des raisons d'être, vous avez également des privatisations qui n'avaient pas de raison d'être. Vous avez des privatisations qui ont réussi, vous avez des privatisations aussi qui ont été des échecs. Nous avançons dans la mondialisation et probablement le monde sera de plus en plus privatisé.

Delphine COMPAORÉ : *Sur quoi l'Afrique peut s'appuyer pour se prendre durablement en charge.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Sur ses hommes. Il faut former les hommes et tout homme qui est formé n'a pas besoin d'assistance. Le monsieur développe ses initiatives en fonction de ses capacités. Tous les pays qui se sont développés, ont été faits par les hommes qui les ont faits. Donc si l'Afrique continue à renforcer les ressources humaines, nous avons des chances de succès. Si c'est seulement se baser sur leurs ressources naturelles, elles sont épuisables mais les ressources humaines se reconstituent, et voilà ce qui peut faire la différence.*

Delphine COMPAORÉ : *Et le Burkina Faso d'une manière spécifique ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Encore plus qu'ailleurs, le Burkina Faso qui ne disposent pas de ressources naturelles, on n'a pas de mer, on n'a pas de pétrole, on n'a rien, ce sont nos hommes qui constituent notre richesse, et le Burkina doit être un pays de service. Le service est fait par les hommes pour les hommes, et le service pour un pays comme le Burkina où on reconnaît que l'homme burkinabé est un homme travailleur et intègre, c'est une forme de développement sur laquelle il faut se baser. Comme nous avons des faiblesses au niveau de la formation et de l'éducation, les efforts du gouvernement devraient se concentrer donc sur la formation de sa jeunesse, pour avoir une économie solide dans les prochaines 50 années.*

Delphine COMPAORÉ : *Dans la coopération entre l'Union Européenne et l'Afrique, les négociations se menaient d'une manière globale, et à un certain moment il y a eu quelques blocages. Qu'est-ce qui a provoqué justement ces blocages ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Ça va au-delà de l'Afrique. J'ai été conseillé à la CDEAO pour ces négociations. Ce sont les accords de partenariat économique entre les pays ACP et l'Union Européenne, donc, il y avait sept pays européens et les 78 Pays ACP. Malheureusement dans cette négociation, les choses ne semblaient pas aller comme on l'aurait souhaité pour des raisons multiples. C'est à cause de la nécessité de conformité avec les règles de l'OMC que ces négociations ont été imposées. On devait signer ces accords le 31 décembre 2007. Et malheureusement dans la négociation, même la méthodologie a une faiblesse. Les ACP ont été divisés en six groupes de négociations et l'Union Européenne est restée seule. Déjà, on ne peut pas parler d'accords ACP Union Européenne. Il faut parler d'accord Union Européenne Afrique de l'Ouest, Union Européenne Afrique centrale et ainsi de suite. L'accord avait deux piliers : La libéralisation des échanges et puis le développement. Le contexte actuellement ne s'y prête pas, parce que quand on parle de développement il faut des investissements, et les pays européens actuellement n'ont pas d'argent frais pour mettre sur des projets en Afrique, donc c'est une négociation qui est vouée à l'échec. Avec la crise financière, la crise économique de ces dernières années, on a vu que les pays se recroquevillaient sur eux-mêmes. Pourquoi alors on va demander aux pays des ACP de s'ouvrir. Voilà un certain nombre de blocages qui font que jusqu'aujourd'hui il n'y a pas de conclusions. Et puis, on peut se poser la question de savoir si ces négociations sont pertinentes et utiles pour deux raisons fondamentales. D'abord, pour être conforme aux règles de l'OMC, il aurait fallu d'abord attendre que le cycle de Doha soit conclu, ce n'est pas fait. Ces négociations ne sont pas pertinentes pour preuve, on avait fixé le 31 décembre 2007 comme date butoir. Au jour d'aujourd'hui, on n'a pas eu de nouveaux accords, mais les rapports entre l'Europe, l'Afrique et les ACP n'en souffrent pas. Il y a certains accords qui ne sont pas utiles, qui ne sont pas pertinents, et il faut savoir les trier. Je pense que le groupe européen et le groupe des ACP sont en train de faire une expérience qui va nous édifier pour les prochaines années. C'est-à-dire qu'on ne peut plus prendre, il ne faut plus imposer quoi que ce soit, ce qui n'est pas mal.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous de votre rôle à l'OMC ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *J'étais le tout premier Africain à l'OMC. Quand je suis arrivé, il n'y avait pas plus de neuf fonctionnaires à l'OMC. C'était une position difficile mais ce que j'ai pu faire pour le continent africain, j'ai amené l'OMC en Afrique parce que les gens ne connaissaient*

pas. Ils ont signé mais personne n'était capable d'expliquer ce que c'était que cette institution-là. J'ai amené l'Afrique à l'OMC. Quand j'allais aux réunions de l'OMC, la représentation africaine était vraiment faible, je me sentais gêné, embarrassé. Il m'a fallu donc entamer une campagne de sensibilisation des chefs d'État pour les amener à ouvrir des missions permanentes à Genève. Et Dieu merci, grâce à la compréhension de tous, vous allez aujourd'hui à Genève et presque tous les pays africains ont une mission diplomatique permanente. Cela est aussi aidé par le fait que dans les statuts de l'OMC, dans l'accord du siège, ce sont les Suisses qui doivent au paiement l'espace de bureau. C'est-à-dire qu'on vous donne une enveloppe qui permet de Louer vos bureaux. C'est déjà quelque chose d'important, il ne reste qu'à louer maintenant les appartements et les maisons pour les membres du personnel. Voilà ce que moi j'ai fait à l'OMC. Amener l'Afrique dans cette institution. Aujourd'hui vous avez des Africains qui occupent des postes de directeur, ça n'existait pas avant et en Afrique on comprend maintenant ce que c'est que l'OMC.

Delphine COMPAORÉ : *L'Afrique est présente à l'OMC mais c'est quand même une position difficile, non pour un continent qui est immensément riche, mais pratiquement invisible dans le commerce mondial ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Ça s'explique. Les échanges entre les pays africains est très faible. Au niveau mondial on ne fait même pas 2 % du commerce mondial. Il faut donc continuer à travailler beaucoup plus sur les capacités de production que les capacités de commercer mais l'OMC est utile à l'Afrique, parce que s'il n'y avait pas les règles du commerce international nous serions dans une situation de jungle, et les plus grands perdants seraient les plus faibles à savoir les pays africains. Je crois que l'OMC, quoi que très spécifique, très très complexe dans son fonctionnement, parce que c'est un conseil de sécurité a 153 membres aujourd'hui où l'Afrique peut faire valoir son point de vue, et comme je le dis c'est le lieu où on négocie les règles du commerce international. Donc il faut être présent et en cela les Africains ont compris, et commencent à prendre toute leur place dans les négociations.*

Delphine COMPAORÉ : *Nous allons parler de négociations et de paix et de vos activités au niveau de l'Union Africaine.*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Au niveau du Burkina déjà en 1994, le problème des rebelles Touaregs a été réglé dans mon ministère par moi-même, je m'en souviens comme si c'était hier. On a réglé*

cette question-là en une nuit. Il y a eu les questions du Libéria de Sierra Leone, aujourd'hui vous avez la Côte d'Ivoire, vous avez le Togo, la Guinée, la Guinée-Bissau. Partout où il y a une crise on a besoin de médiation. La médiation, c'est quelqu'un qui va aider les deux protagonistes à se retrouver à se mettre d'accord. Naturellement avec la constitution des entités sous régionales continentales et mondiales avec l'ONU, c'est de leur responsabilité d'accompagner les États dans le maintien, la stabilité, la paix et la sécurité. C'est pour cela que vous voyez des interventions de certains chefs d'État ou de certains individus ou de certaines personnalités, l'objectif étant d'aider les protagonistes à se rapprocher. Pour faire de la médiation le premier critère c'est la confiance des protagonistes sur le médiateur. Si vous n'avez pas la confiance vous ne pouvez pas être médiateur. Vous ne pouvez pas les aider. C'est ça qui est très très important. Autre chose qui est important : une fois que vous êtes acceptés par les protagonistes, il faut savoir les écouter, il faut comprendre leur langage, et il ne faut rien chercher à imposer. Parce que si vous imposez des solutions, la mise en œuvre devient impossible. C'est pour cela que les médiations peuvent prendre beaucoup de temps, l'essentiel étant surtout d'amener les protagonistes sur un même terrain d'entente.

Delphine COMPAORÉ : *Depuis un certain temps, plus d'une dizaine d'années, disons que le Burkina Faso est engagé dans les médiations des conflits. Quelles satisfactions vous tirez de ces négociations. ?*

Ablassé OUÉDRAOGO : *Il faut considérer deux niveaux. Si vous prenez au niveau du gouvernement burkinabé, au niveau national, quand vous négociez, votre pays a une image, une crédibilité à l'extérieur et je pense qu'un chef d'État qui négocie, se donne en même temps une veste de respectabilité à l'extérieur, et les retombées pour le pays peuvent être positives. Si vous prenez les individus qui négocient au nom des d'institutions, si vous réussissez c'est le pays qui gagne.*

Delphine COMPAORÉ : *Merci Monsieur OUÉDRAOGO*

13. Entretien Monsieur Djibril OUÉDRAOGO réalisé le 2010

Biographie succincte

Sportif et enseignant d'EPS,

Ex professeur de judo à l'INJEPS de Ouagadougou Burkina Faso

Ex président de fédération de sport Handicap Burkina Faso,

Président des Jeux de l'avenir des personnes handicapées d'Afrique (JAPHAP).

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour, Monsieur Djibril OUÉDRAOGO, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Sportif, professeur d'EPS, vous êtes le Président du CI JAPHA, (ONG) Association de sport pour handicapés. Monsieur Djibril OUÉDRAOGO, parlez-nous de votre parcours personnel, sportif et professionnel à la fois au Burkina Faso, en France ou ailleurs et de vos activités actuelles.*

Djibril OUÉDRAOGO : *Comme vous l'avez dit tout à l'heure, je m'appelle Djibril OUÉDRAOGO, je suis l'actuel président du comité International, des jeux de l'avenir pour personnes handicapées d'Afrique CI JAPHA. Mon parcours, est assez atypique, puisque à l'origine, je suis professeur d'EPS, issu de l'Institut National de la Jeunesse de l'Éducation physique et des Sports de Ouagadougou. Après la formation de la maîtrise en Éducation Physique et Sportive, j'ai été sur le terrain pendant cinq ans, et après je suis revenu faire une formation complémentaire de professorat adjoint d'EPS, toujours à l'Institut National, de la Jeunesse, et des Sports de Ouagadougou. Après ce parcours, j'ai cumulativement avec ma fonction de professeur dans les lycées et collèges de Ouagadougou, crée une association, qui s'occupe du sport pour personnes handicapées. Par rapport à mon parcours de professeur d'EPS, j'ai travaillé une partie du temps en tant qu'animateur sportif dans les écoles primaires aussi. Je faisais de l'animation. J'étais conseillé en animation sportive auprès des circonscriptions scolaires de la ville de Ouagadougou. Après, j'ai été affecté au collège Saint Jean Baptiste de la Salle, puis au Lycée Technique de Ouagadougou, et plus tard au Lycée*

Ouëzzin Coulibaly de Bobo Dioulasso. Au niveau de la vie associative, j'ai créé l'Association Burkinabè de sport pour les handicapés et inadaptés sociaux. C'est à partir de cette association que nous avons travaillé, à mettre en place la fédération nationale de sport pour personnes handicapées du Burkina Faso. À partir de cette association également, nous avons obtenu, des financements de la coopération française pour créer ce qu'on appelle aujourd'hui, les jeux de l'avenir des personnes handicapées d'Afrique. C'est une structure qui regroupe seize pays d'Afriques francophones, autour d'activités multiples et multi-handicaps. Ce sont des jeux qui se déroulent tous les deux ans dans un pays différent, de manière à faire la promotion du sport et des activités physiques et sportives pour les personnes handicapées. Actuellement, je suis en France depuis dix ans et je travaille dans une maison d'accueil spécialisée pour accueillir les adultes autistes. Je suis référence courante de cet établissement et je suis chargé, de programmer les activités et de les encadrer, dans cette maison d'accueil spécialisée. Voilà en gros ce que je fais, ce que j'ai fait et ce que je fais en ce moment.

Delphine COMPAORÉ : *Vous avez été par deux fois à l'INJEPS de Ouagadougou en tant qu'étudiant, et puis vous y êtes revenu par la suite comme professeur de Judo. Parlez-nous de cet établissement qui a finalement été créé par l'apport de la coopération française dans les années 1976, et qui de nos jours continue son rôle de formateur. Parlez-nous de cette époque.*

Djibril OUÉDRAOGO : *Bien. En fait, l'INJEPS de Ouagadougou est un établissement, administratif qui relève du ministère de la jeunesse et des sports et qui s'occupe de la formation des cadres. Au départ, cet établissement était destiné à la formation aussi bien des cadres en sport qu'en jeunesse. Mais le volet jeunesse, n'a pu voir le jour, réduisant ainsi les activités de cet établissement qui s'est consacré particulièrement à la formation des cadres de sport. L'objectif de cet établissement était de doter le ministère de cadres compétents pour assurer aussi bien l'animation au niveau des fédérations sportives, que l'Éducation Physique et Sportive dans les établissements scolaires. Moi, j'étais chargé, à un moment donné, des cours de judo dans cet institut, tout simplement parce que j'avais une spécialisation, qui me permettait de prendre en charge les étudiants en première et deuxième année de formation, pour leur donner justement les connaissances que j'avais dans cette discipline sportive.*

Delphine COMPAORÉ : *Je disais tantôt justement que cet institut où vous avez enseigné le judo, après avoir été vous-même étudiant, a été créé par la coopération française. Parlez-nous des formations et des formateurs de l'époque.*

Djibril OUÉDRAOGO : *J'ai vécu les deux étapes. J'ai été formé dans cet institut par des coopérants qui étaient issus de la coopération française et canadienne. Ils venaient assurer l'encadrement, je crois dans le cadre de la coopération, avec le Burkina Faso et avec les instituts d'Afrique. À cette époque-là, la formation était complète disons puisque les conditions étaient plutôt favorables, pour que les étudiants soient disponibles, pour recevoir cet enseignement. Pour les cours théoriques et la partie physique, les étudiants étaient tellement sollicités qu'il fallait qu'ils aient une bonne hygiène de vie, une bonne nutrition pour pouvoir répondre aux besoins de la formation. Ils avaient aussi besoin de matériel qui était assuré dans le cadre de la coopération. On a vu progressivement ce soutien de la coopération française se dégrader au fil des années au point que de l'internat, qui était assuré par l'institut, les étudiants soient amenés aujourd'hui à vivre à l'externat, et à subir un certain nombre de dégradation tout simplement de leurs conditions d'existence qui font que la formation en pâtie. Après, le personnel expatrié est parti, et sur place les personnes qui sont chargées des cours n'ont pas suffisamment de formations continues pour réactualiser leurs connaissances, si bien qu'au bout d'un moment, on tourne en rond, c'est des redites, c'est une transmission directe de leur propre vécu, mais sans aucune innovation possible. Ce qui fait qu'au niveau des progrès réalisés dans le domaine du sport, cet institut a besoin d'être restructuré pour assurer la formation des formateurs de manière à ce que le contenu des programmes soient beaucoup plus élaborés, ce qui n'est pas gagné.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que vous vous rappelez de comment s'organisait la vie à l'institut à l'époque, les formations, ce que vous avez reçu comme formation ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *En tant qu'étudiant, la formation était théorique et pratique. Au niveau de la pratique, la première année était un tronc commun. À partir de la deuxième année, les étudiants faisaient des options dans les différents sports. Soit une option principale et une option secondaire où ils axaient leurs recherches et leurs efforts sur ces disciplines. Après, la finalité était de sortir de l'institut avec le diplôme, le diplôme d'état, ou un brevet fédéral de deuxième degré, qui permet d'encadrer des équipes de première ou de deuxième division. Ensuite c'était la*

vie à l'internat qui permettait aux étudiants d'avoir une bonne qualité de vie, un suivi médical, un repos qui était assez structuré, des équipements sportifs, comme je disais tantôt, on avait une dotation en matériel sportif pour toute l'année. C'était beaucoup plus agréable d'être étudiant à cette époque-là. Avec le départ des expatriés, je crois que les budgets n'ont pas suivi et la formation s'est poursuivie avec l'encadrement des nationaux. Certainement que les formateurs avaient les compétences nécessaires, mais pas dans toutes les disciplines, puisqu'il a fallu limiter le nombre d'intervenants, et certains professeurs étaient amenés à dispenser des cours dans des disciplines sportives où ils n'étaient pas forcément très qualifiés. À partir de ce moment-là, je ne vais pas donner de jugement de valeur, mais forcément, ça a joué sur la qualité de l'encadrement et de l'enseignement. Ensuite, je disais que l'internat a fermé, il n'y avait plus de dotation en matériel, il y avait juste un suivi médical dans le cadre des cours, mais pas totalement comme ça se faisait à l'internat. Les étudiants étaient obligés de se prendre en charge au niveau du transport, au niveau des repas, au niveau des équipements, et j'imagine la dégradation qu'il y a eu.

Delphine COMPAORÉ : Est-ce que vous vous rappelez de quelques-uns de vos formateurs à l'époque ?

Djibril OUÉDRAOGO : Oui je me rappelle, de Michel Deronzier qui était notre Directeur des études, il y avait Berat qui était professeur de handball, il y avait Hortin professeur de judo, il y avait Péret qui était le professeur d'athlétisme, il y avait M. Piney qui était professeur d'athlétisme aussi, il y avait M. Smail qui était professeur de physiologie et Madame Lucile Traoré qui était notre professeur de psychopédagogie. Il y avait quelques nationaux qui étaient spécialistes dans certains domaines : il y avait Belemsigri, il y avait monsieur Kiemtoré Lassané.

Delphine COMPAORÉ : Après cette vie d'étudiant, bien des années plus tard vous êtes revenus dans cet établissement en tant que professeur. ConteZ-nous cette période, raconteZ nous ce vécu de professeur dans cet établissement de sport qui à l'époque étaient des sportifs de haut niveau ?

Djibril OUÉDRAOGO : Le profil en fait des étudiants n'avait pas beaucoup changé. C'est les conditions qui étaient beaucoup plus pénibles pour les étudiants, parce que le contenu du programme était le même et les étudiants devaient subir ce programme dans des conditions différentes. Mon passage en tant que professeur à l'institut a été pour moi personnellement riche

à tous les points de vue. Ça m'a permis de faire un parallèle avec mon passage en tant qu'étudiant mais aussi en tant que professeur chargé du cours de judo, et de donner le meilleur de moi-même pour faire en sorte que ce que, en tant qu'étudiant je m'attendais à recevoir, puisse en tout cas être transmis à ces étudiants. C'était au niveau du judo que j'assurais les cours. C'était un tronc commun, donc j'avais la chance d'avoir la totalité des étudiants qui rentraient en première année et en deuxième année déjà. J'avais à peu près la moitié puisque c'était soit les options 1 ou les options 2 qui pratiquaient cette discipline. Ça permettait d'approfondir leurs connaissances parce que pour la plupart, des étudiants de première année, le judo est une nouvelle discipline sportive qu'ils découvrent pour la première fois. En deuxième année c'est des étudiants qui ont plus ou moins des capacités à pratiquer et à transmettre cette discipline qu'ils prennent en option et dans laquelle ils évoluent aussi en club parallèlement à leur cursus.

Pour la première année, c'est des connaissances de base qu'on donne sur la discipline et puis il y a une partie théorique qui consiste justement à leur donner toutes les démarches pédagogiques nécessaires à l'enseignement au niveau des établissements scolaires, mais aussi c'est basé sur des principes de sport de combat. Que ce soit pour le judo ou que ce soit pour la lutte africaine, c'est la même chose, c'est le même principe. Après au niveau de la pratique, ils sont obligés de satisfaire à un certain nombre de performances qui sont notées pour leur contrôle continu.

Delphine COMPAORÉ : On va parler de sport, de sport handicapé, et de judo en Afrique et au Burkina Faso : je veux parler des difficultés, les acteurs qui gèrent ce sport, les financements etc.

Djibril OUÉDRAOGO : le sport en général en Afrique ? De ma place, j'ai vécu, toutes les étapes. Parallèlement à ce que je faisais à l'institut, avant de faire le sport pour les personnes handicapées, j'étais secrétaire général de la fédération de judo. C'est une partie de mon parcours qui a été très riche. Je me suis engagé dans ce profil, pour essayer de faire évoluer les choses, mais j'ai constaté que, déjà à l'époque ce n'était pas simple. Les fédérations telles que celle de judo n'arrivaient pas à mobiliser les fonds complémentaires aux subventions de l'État pour assurer le fonctionnement fédéral. Ce qui fait que les activités fédérales étaient réduites au championnat national. Il y avait quelques entreprises qui organisaient des coupes mais ça ne permet pas d'avoir un certain nombre de compétitions nécessaires pour évoluer dans le concert international. Le judo au niveau du Burkina au regard des résultats sous régionaux, on peut penser que c'est une discipline qui se porte bien, mais quand on dépasse les frontières de

l'Afrique de l'Ouest, nous n'avons pas de résultats assez intéressants. Tout relève bien sûr des financements, parce les subventions fédérales allouées par l'État ne suffisent pas pour accomplir le programme fédéral et pour la plupart des fédérations sportives, j'imagine que c'est pareil, que ce soit pour l'athlétisme ou pour le handball, c'est les mêmes difficultés. Au niveau des sponsors, c'est très très difficile puisque tout dépend de la médiatisation qui est donnée à l'évènement. Il faut faire le lien entre le sport et la communication, ce que les médias en font, parce que les différents sponsors, qui contribuent au développement du sport, veulent à travers leur contribution, faire la promotion de leurs produits. Au niveau des financements. Les promoteurs essayent de financer des activités qui puissent faire percevoir l'intérêt de leurs entreprises afin de pouvoir vendre des produits, mais le judo n'étant pas assez médiatisé, on n'avait pas beaucoup de financements.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'on peut vraiment parler de sponsors et de sponsoring ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *On ne peut pas parler de sponsoring mais c'était des aides, c'était des actions ponctuelles que les entreprises donnaient. Ce n'était pas grand-chose mais ça permettait d'organiser des coupes au profit des différentes disciplines au niveau des sports pour les personnes handicapées, qu'on a créé dans les années 1989. Après, cette nouvelle activité était bien perçue de tous, sauf que, il y avait amalgame entre l'action sociale et le sport parce que les gens à travers le sport pour les personnes handicapées, ne voyaient pas le sport mais voyaient plutôt le handicap. Donc, nous avons travaillé en sorte que, les esprits évoluent pour que les personnes handicapées qui pratiquent du sport ne soient pas perçues comme des personnes handicapées mais qu'ils soient perçus comme des sportifs tout court. La démonstration qu'on en fait souvent c'est que quand une personne handicapée qui joue au basket en fauteuil roulant marque un panier, on comptabilise deux points, mais on n'ajoute pas un point supplémentaire parce que cette personne est en fauteuil roulant. On compte le nombre de point marqués, sans se soucier de la situation de déficience de la personne. C'est le sport qu'il faut plutôt regarder, ce sont les exploits sportifs qu'il faut regarder, au lieu de voir le handicap. Partant de là nous avons été très bien accueillis par la population qui voyait dans cette action, une démarche positive. Au départ, on avait été soutenu par les institutions internationales, telles que les ambassades, la mission française de coopération, l'ambassade du Canada, de la Belgique, et aussi par des organismes internationaux comme handicap international et quelques sponsors aussi de la place.*

Ça nous a permis de démarrer les activités, de pouvoir au cours de l'année faire un développement assez intéressant, et créer des ligues, dans les différents découpages administratifs du ministère de la jeunesse et des sports. Nous avons réussi à créer un certain nombre de ligues et à avoir des équipes qui tournent bien dans ces ligues. Ça nous a permis de faire des démarches auprès du ministère en vue d'une reconnaissance du sport pour les personnes handicapées, en fédération sportive, comme étant de la vie associative et fédérale nationale. Ce qui s'est fait rapidement. Ça nous a permis de créer la fédération et de bénéficier des mêmes avantages que les autres fédérations. L'État qui participait aussi au financement de nos sorties au niveau international prenait en compte les résultats des personnes handicapées dans le décompte des points de l'année. Les sportifs handicapés ont été reconnus, au même titre que les sportifs valides. Ça c'est la partie nationale. Au niveau international, on avait au Burkina Faso, une fédération assez dynamique, avec un fonctionnement plus ou moins normal, ce qui nous a permis nous, d'accueillir des fédérations d'autres pays, pour créer ce qu'on a appelé le comité international des jeux de l'avenir des personnes handicapées. C'est une sorte de compétition internationale, de multisports et de multi-handicaps.

Delphine COMPAORÉ : *C'est à dire ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *Multisports, c'est-à-dire que nous sommes calqués sur pratiquement toutes les disciplines sportives qui sont reconnues par le comité international paralympique. Donc on organise ces disciplines, c'est de l'athlétisme, c'est le tennis de table, le football etc. Et multi-handicaps parce que nous regroupons toutes les catégories de handicapées. On a les aveugles et malvoyants, on a les handicapés mentaux, on a les handicapés physiques et on a les déficients intellectuels. On a évolué de façon croissante. Au départ les jeux ont regroupé six pays : la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Mali, le Niger, le Togo le Burkina Faso. Après, sont venus le Sénégal, la Gambie, le Cap-Vert et certains pays d'Afrique centrale comme le Cameroun, le Congo, le Tchad etc. Ces jeux ont permis de créer une certaine dynamique, au niveau des pays africains, qui étaient absents aux jeux paralympiques de Barcelone, parce que le Burkina Faso était le seul pays qui représentait la zone au sud du Sahara en Afrique. Nous avons réussi à mobiliser en tout cas toutes les énergies nécessaires, pour que les pays adhèrent au comité international paralympique et participent maintenant régulièrement aux jeux qui sont organisés dans le cadre des activités de cette institution.*

Delphine COMPAORÉ : Parlez-nous justement des différentes éditions des jeux de la JAPHA.

Djibril OUÉDRAOGO : Nous sommes en train de préparer la 10^e édition. Les jeux ont commencé en 1994, et se sont déroulés régulièrement tous les deux ans, jusqu'en 2000. À partir de 2000, nous avons décidé de redéfinir les objectifs et de décaler l'année, de passer d'années paires en années impaires pour éviter à une compétition sur deux de tomber sur l'année olympique. Ce calendrier faisait en sorte que nos subventions étaient diminuées puisque l'effort de l'État était orienté sur le sport valide. Donc pour ne pas faire d'impasse nous avons préféré décaler d'une année. Ce qui a fait qu'on a fait la cinquième édition en 2000, et la sixième en 2001. Ce qui n'a pas été simple puisque, organiser les jeux deux années de suite, nécessite des efforts supplémentaires de la part des organisateurs, mais nous avons réussi à passer ce cap et les jeux ont lieu régulièrement. Nous attendons la 10^e édition qui va se dérouler en 2011. Pour l'instant il y a des candidatures qui sont attendues, mais dans notre esprit, notre souhait est d'organiser les jeux en Afrique centrale, c'est possible que ce soit au Cameroun.

Delphine COMPAORÉ : Qu'est-ce qui a provoqué cette redéfinition des objectifs et quelles sont vos difficultés dans ce type d'organisation internationale ?

Djibril OUÉDRAOGO : Ce qui a nécessité la redéfinition des objectifs, c'est que nous nous sommes rendu compte que, au niveau géographique, les pays d'Afrique de l'Ouest et les pays d'Afrique centrale, qui participent à nos jeux, n'étaient pas seulement francophones. Il y avait des pays lusophones, des pays anglophones qui souhaitaient participer. C'est vrai que l'association est partie en tant que francophone mais il fallait pouvoir résoudre cette question. C'était donc pour un besoin plutôt linguistique qui au fond était lié aussi au financement de l'institution. Quand on faisait les démarches auprès des institutions internationales, on n'avait que le soutien des organismes qui étaient francophones. On avait des fédérations internationales qui nous rappelaient que leur soutien ne peut pas s'adresser qu'à un certain nombre de pays, et que nous devrions faire des efforts pour nous ouvrir vers des pays autres que francophones. Donc c'était une réalité financière mais aussi géographique, parce que compte tenu des sollicitations de ces pays qui n'avaient pas de compétition et qui souhaitaient faire les compétitions avec nous, on a trouvé cette requête valable et nous avons fait des efforts pour nous doter de traducteurs pour que les textes soient en plusieurs langues. Ça n'a pas posé de problème puisque les éditions précédentes avaient accueilli le Cap-Vert qui était lusophone, et puis il y avait aussi la Gambie,

nous n'avons aucune réticence par rapport à ça. Il y avait aussi le fait que, c'était une confédération sous régionale, et nous avons accueilli aussi des pays qui venaient du Maghreb, élargissant ainsi notre champ d'action et notre audience auprès des pays africains. Les jeux, actuellement sont ouverts à toute l'Afrique et se déroulent toutes les années impaires, une fois tous les deux ans, mais en année impaire.

Delphine COMPAORÉ : *J'imagine que dans ce type d'organisation, il y a quand même des difficultés de fond qui existent. Quand vous êtes réunis par exemple pour une compétition dans un pays donné, il y a forcément quelques difficultés. Parlez-nous des difficultés que vous rencontrez?*

Djibril OUÉDRAOGO : *La première difficulté réside dans le fait que les animateurs de cette fédération, de cette confédération se trouvent dans des pays différents. Le président est du Burkina Faso, le vice-président est du Mali, le secrétaire est du Niger, le trésorier est d'un autre pays etc. L'éparpillement des membres de la structure fait en sorte que la communication n'est pas toujours facile, et n'est pas aussi rapide qu'on pourrait le souhaiter. C'est vrai que tout le monde est doté maintenant d'internet, mais le temps de réaction est plus ou moins long en fonction de tel ou tel pays ou de la position de tel ou tel dirigeant. Ensuite, il y a les problèmes organisationnels qu'on a pendant les compétitions. Nous sommes confrontés tous les deux ans à une réalité différente parce que chaque pays fonctionne différemment et lorsque nous mettons en place nos jeux dans un pays, nous sommes obligés de faire avec les contraintes de chaque pays. Il y a des pays qui sont plus ou moins évolués au niveau de l'organisation des compétitions internationales. En général, il y a deux pays qui se remarquent de ce point de vue, c'est le Burkina Faso et puis c'est le Sénégal. C'est la preuve que ces deux pays ont déjà organisé deux fois les jeux. Il y a des pays qui sont à la traîne, et il y a des efforts à faire. C'est notamment le Niger, la Mauritanie, où ces pays n'ont pas de culture d'organisation de compétitions internationales. Ce qui fait que, une fois dans ces pays-là, tout est à faire, tout. On est obligé de tout supporter alors qu'au Burkina Faso ou au Sénégal on s'adapte et c'est tout. Par exemple en athlétisme, on est obligé de faire faire même jusqu'aux chasubles, les dossards etc. alors que les fédérations des pays qui ont l'habitude d'organiser des compétitions disposent déjà de ce petit matériel pour accompagner la compétition. Après, je disais, que c'est la culture de chaque pays.*

Ce sont des habitudes organisationnelles avec les sollicitations qui sont multiples et qui sont surtout financières, alors que notre budget n'est pas extensible en fonction d'un pays à l'autre.

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les acteurs qui vous aident vraiment à financer le sport handicapé ? J'imagine qu'il y a les O.N.G., les associations etc. ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *Nos différents soutiens, c'est avant tout les États. Au niveau statutaire, ce sont les cotisations des pays membres. Mais au niveau des cotisations des pays membres, la difficulté, c'est que, les pays payent leurs cotisations en retard, ce qui joue beaucoup sur la vie de la structure. Ensuite nous avons sur place dans les différents pays, le soutien des différentes missions diplomatiques des pays qui sont accrédités dans le pays d'accueil. Après nous avons le soutien d'organismes comme la CONFEJES, qui nous accompagnent tous les deux ans, à chaque édition avec la remise à niveau des différents arbitres et classificateurs, les officiels qui encadrent la compétition. Nous avons le soutien financier d'organismes sur place, soit en terme de soutien administratif, d'accompagnement des jeux ou financier, tel que par exemple handicap international, et puis les différents organismes des Nations unies, l'UNICEF, l'OMS etc. Nous avons aussi le soutien de l'IPC, qui nous envoie des techniciens pour telle ou telle discipline sportive, pour faire la promotion et donc pour aider à soutenir le sport pour les aveugles, malvoyants ou pour faire la promotion des paralysés cérébraux etc. Voilà en gros les différents soutiens que nous avons pour la tenue de nos compétitions*

Delphine COMPAORÉ : *Sur 10 éditions, quelles sont celles qui ont été à peu près assez faciles, plus difficiles ou carrément satisfaisantes.*

Djibril OUÉDRAOGO : *Toutes les compétitions ont été difficiles. Les difficultés ne sont jamais les mêmes, mais chaque compétition a sa particularité comme je l'ai dit tantôt et les difficultés sont aussi variées qu'il y a eu de pays qui ont accueilli les jeux. Les difficultés tournent toujours autour des financements. Soit c'est des financements qui sont acquis, soit c'est des finances qui ne sont pas acquis. Les premières éditions ont été plus difficiles à organiser du point de vue découverte pour les pays etc. Mais à faire la comparaison avec les dernières compétitions, j'ai l'impression que ça été les plus réussies. Plus on évolue dans le temps, plus les gens pensent que si les jeux ont lieu régulièrement c'est que nous avons de gros financements, et donc l'idée de l'argent à pris le pas sur l'intérêt de la compétition. Financièrement parlant, c'est de plus en plus*

difficile parce que les gens, les organisateurs, quand je parle des gens c'est les organisateurs, pensent qu'il y a de gros financements et qu'il faut chacun avoir sa part. Je crois que c'est la plus grosse difficulté à laquelle l'Afrique va être confrontée. On n'est plus dans un esprit de bénévolat où on peut apporter sa contribution à l'évolution du sport, on est dans du donnant donnant. J'ai fait une action, même en association, j'ai besoin d'être rémunéré. Même si ce n'est pas dit de cette façon, les attentes des organisateurs, c'est de se faire payer, alors que nous, en tant qu'organisateur, les personnes qui défendent l'activité, et qui allons chercher les financements, nous faisons du bénévolat. Il n'est pas du tout facile de convaincre un financeur de payer les bénévoles. Ce qui fait que forcément sur le terrain, quand nous essayons de faire comprendre aux uns et aux autres que nous n'avons aucun financement pour défrayer leur présence dans l'organisation. Il y en a beaucoup, soit qui nous laisse tomber en cours de route, soit qui passe tout leur temps à râler, ce qui n'est pas un bon climat, favorable à une bonne organisation. De plus en plus, on est confronté à cette situation et je ne sais pas comment le sport africain va s'en sortir.

Delphine COMPAORÉ : *Parlons du sport justement au Burkina Faso. En dehors du problème du financement, il y a quelques autres problèmes, je pense, puisque que malgré quelques efforts, les résultats sont encore moyens.*

Djibril OUÉDRAOGO : *Oui, le sport au Burkina Faso. Maintenant je suis à distance mais je crois que, malgré les efforts qui sont faits, les résultats les plus intéressants qui sont enregistrés, sont réalisés par des sportifs burkinabés vivant à l'étranger. Tout comme si les sportifs nationaux ne peuvent pas atteindre un certain niveau de performance. Quand on fait le point de la situation, on se rend compte que les résultats peuvent être intéressants jusqu'à certaines catégories, jusqu'au niveau des cadets, au niveau des juniors. Passé ce cap-là, il y a un déclin total et on ne peut pas s'attendre à de bons résultats. Moi je pense de ma place, que ces mauvais résultats sont dus au fait qu'il n'y a pas d'hygiène de vie adaptée au sport de haut niveau. C'est-à-dire qu'à partir de juniors, les sportifs se lancent dans des comportements qui ne sont pas toujours favorables à la réalisation de grandes performances. Ils ne dorment pas assez, ils ne mangent pas bien, ne prennent pas un repas complet avec tous les nutriments qu'il faut. Ensuite, au niveau du repos, un sportif a besoin de récupérer pour que l'organisme puisse se faire à la compétition. Maintenant quand on se lance dans des activités nocturnes qui font qu'on ne peut plus respecter*

cette hygiène de vie là, forcément les résultats en dépendent. Donc, à partir de ce stade, on se rend compte que les résultats sont mauvais, est-ce la faute de l'encadrement ? Si on remonte au début de l'interview, on se rend compte qu'il n'y a pas d'actualisation des connaissances des encadreurs. Dans le temps, moi je voyais passer ici à Paris des entraîneurs d'athlétisme, de volleyball, de la lutte, du handball etc. pour des formations continues, mais depuis un certain temps, depuis plus de cinq ans maintenant, je ne vois plus personne venir. Donc moi, je ne sais pas où ils sont orientés. Je pense que ces formations-là n'existent plus, forcément les résultats vont en pâtir. On fait appel à des encadreurs sportifs étrangers, ce qui n'est pas de nature à favoriser l'évolution des sportifs et du sport au niveau national, parce que ça c'est du prêt à porter, c'est quelqu'un qui vient avec ses connaissances.

Delphine COMPAORÉ : *Votre avis sur le bilan de cinquante ans de coopération ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *Le financement s'arrête à partir du moment où le coopérant est en fin de mandat. Les pays africains n'étaient pas préparés à assurer la continuité, parce que tout simplement, les projets, à mon avis, n'étaient pas conçus en accord avec les nationaux. C'est le coopérant qui prépare son projet, qui à son financement, et qui vient réaliser dans le pays. Et une fois qu'il part, puisque c'est son projet, ce n'est pas le projet des nationaux, le projet ne peut que s'arrêter. Alors que si la coopération était perçue de manière croisée, les objectifs allaient être définis d'un commun accord, et ça aurait permis au pays d'assurer la continuité des différents projets, au départ du coopérant. Ça, c'est la première difficulté de la coopération, ensuite, si on parle de coopération ça veut dire qu'il y a plusieurs acteurs. À mon avis, dans le temps, les coopérants étaient perçus comme des gens qui sont venus apporter, et non pour prendre. Il n'y avait pas cet esprit-là de partage, il y avait cette position d'assisté que vivaient les pays africains et il se trouve que cet assistantat ne peut pas continuer, compte-tenu des problèmes économiques qu'on connaît en Occident. Donc, forcément cette coopération va progressivement se dégrader, au point que chaque pays va devoir se prendre en main. Aujourd'hui il y a des grincements de dents du côté de l'Afrique, parce qu'ils n'ont plus tous les soutiens nécessaires. Ils se réfèrent à tout ce qui se faisait avant, mais la réalité est qu'il aurait fallu expliquer aux uns et aux autres que les subventions, qui sont envoyées, sont à la sueur des contribuables des différents pays. Les contribuables belges, français ou canadiens ne peuvent pas continuer à envoyer de l'argent, envoyer des moyens à la réalisation des différentes activités, et que ces moyens soient détournés*

à d'autres fins, notamment politiques ou à l'enrichissement des uns et des autres. On sait comment ça se passe au niveau des différents ministères. À un moment donné la coopération s'est tournée vers les organisations non-gouvernementales qui étaient censées être l'émanation d'une organisation, d'une partie de la population qui a défini un objectif, qui à un programme etc. Mais très vite on se rend compte que ces organisations non-gouvernementales ont aussi donné une image de grosse structure ayant beaucoup de moyens etc. Et là aussi on s'est éloigné, puisque quand on voit venir une O.N.G, au lieu de la percevoir comme une organisation non-gouvernementale, on la perçoit comme l'organisation qui a plus de moyens que les autres. Donc le regard de ceux à qui l'action devait s'adresser, pensent que, c'est le nouveau, c'est la nouvelle coopération. Donc il faut demander deux fois plus aux ONG qu'on ne demandait aux coopérants, parce qu'on ne sait pas quand ça va s'arrêter. Du coup, on est en train de retrouver une situation, et de transposer ce qui ne devrait pas se faire. Maintenant on se retourne vers un autre type de coopération, c'est en entreprise, ce n'est pas plutôt des ONG, mais c'est des entreprises pour pourvoir, par exemple soutenir des femmes d'un village qui fabriquent du beurre de karité. Donc on soutient leur action pour qu'elles puissent avoir les fonds nécessaires à la survie de leurs familles etc. Si on ne fait pas attention, on va encore dévier de cette démarche là pour tomber dans quelque chose qui est complètement ingérable. Moi je pense qu'on est en train d'arriver à une situation, dans un cul-de-sac, qui va faire en sorte que le développement va être très difficile.

Delphine COMPAORÉ : *Donc en gros, le bilan sur 50 ans de coopération...?*

Djibril OUÉDRAOGO : *En tout cas, moi mon bilan, il n'est pas, il est mitigé. Il est très mitigé parce que, c'est vrai que, ça apporté puisque tous les contacts sont sujets à des évolutions mais au regard du résultat, on pouvait s'attendre à mieux. Ce qui fait que là en ce moment, les coopérations s'arrêtent laissant les populations dans la même situation.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlant des O.N.G, justement, on l'a évoqué toute à l'heure, on se rend compte qu'elles sont de plus en plus nombreuses, et qu'elles interviennent partout ensemble. Il y a quand même quelques soucis, non ? Quand elles arrivent et qu'elles interviennent toutes en même temps, ça pose quand même souvent quelques difficultés, et de nos jours certaines d'entre elles ne sont pas toujours..., enfin, ce n'est pas gagné !*

Djibril OUÉDRAOGO : *Ce qui est sûr, les gens recherchent le sujet qui est porteur dans un pays, une ou deux idées, porteuses. Moi j'ai vu créer des associations, des O.N.G. de lutte contre le sida, tout simplement parce qu'il y a des subventions des Nations Unies, et des différents pays de l'Union Européenne etc. Il y a eu une floraison d'associations qui se sont créées pour pouvoir recevoir ces financements. Mais l'objectif premier qui est de lutter contre la propagation de la maladie, passe complètement à la trappe, et ces O.N.G. qui ont de grosses voitures, de grosses cylindrées, qui parcourent toute l'Afrique, ne parcourent pas pour lutter contre le sida mais pour l'intérêt de quelques personnes. Moi je suis désolé. Après, quand ces subventions s'arrêtent eh bien on retrouve les patients toujours avec leur maladie, et encore beaucoup plus dégradés que par le passé. Nous, nous sommes une O.N.G. qui évolue dans différents pays. Nous sommes basés à Ouagadougou, mais nous sommes appelés à intervenir dans différents pays. Dans certains pays quand on arrive par exemple, on me l'a dit un jour au Sénégal : « toi quand tu arrives dans notre pays, il faut nous laisser aussi préparer notre retraite ». Alors que, moi, à mon entendement ce n'est pas de prendre des subventions ici pour aller les distribuer à des gens qui veulent préparer leur retraite. Ce n'est pas l'O.N.G. qui prépare la retraite des gens, c'est le pays qui devrait assurer cette préparation de la retraite, où l'individu lui-même. On ne peut pas profiter d'une activité pour préparer sa retraite. Ça veut dire qu'on va faire du détournement de fonds et vis-à-vis des différents bailleurs de fond, ce n'est pas possible, et on ne peut pas le permettre*

Delphine COMPAORÉ : *Parlant justement d'organisations internationales, nous avons la CONFEJES, au niveau du sport qui a des activités depuis sa date de création en 1969 que vous connaissez certainement. Parlez-nous de cette institution, de ses activités et de son avenir actuel*

Djibril OUÉDRAOGO : *la CONFEJES fait partie des organismes qui nous ont soutenus et qui continue de soutenir l'organisation des JAPHAF. Ce soutien était un soutien ponctuel au départ qui avec le temps, avec les résultats qui sont obtenus sur le terrain, a fini par se définir comme un partenariat où un accompagnement quasi permanent. Donc nous avons depuis cinq, six ans, une convention de partenariat avec la CONFEJES qui s'engage à soutenir et accompagner les jeux par la formation des cadres et des officiels qui interviennent dans ces jeux. Nous, nous avons l'obligation d'organiser régulièrement, de faire venir les cadres, et puis d'animer les différentes disciplines sportives dans les pays. C'est un partenariat sain qui a ses résultats. Par contre, si on rentre, dans le fond, la coopération avec la CONFEJES, tend maintenant à se dégrader par le*

fait peut être des restrictions budgétaires, des problèmes de financement, etc. si bien que les différentes activités qui sont programmées et qui normalement devraient être prises en charge par la CONFJES, se voient réduites en peau de chagrin. Par exemple pour ce qui était prévu pour 2010, sur cinq grosses activités qui étaient prévues, une seule a été organisée et une seule qui n'était pas une action prioritaire, ce qui fait que les différents acteurs se sont élevés contre cette situation.

Delphine COMPAORÉ : *Quelle est l'action qui a été finalement retenue ?*

Djibril OUÉDRAOGO : *L'action qui a été retenue c'est la conception d'un guide pour les instituts de formation. Un guide pour l'enseignement des activités physiques adaptées, c'est le programme des APA dans les instituts. Ce guide avait été proposé par quelques personnes faisant parti d'un collectif de réflexion pour dégager des pistes, pour les programmes de la CONFJES, mais c'était un guide qui devait être fait par des personnes proposées, le Canada, la Belgique etc. Malheureusement, la CONFJES a pris cette action comme prioritaire et a essayé de nous réunir, il y a deux semaines à Dakar pour essayer de la faire. Mais un guide, ça ne se fait pas au cours d'une réunion, c'est des réflexions qui nécessitent du calme, mais on a essayé de faire ce guide, chacun a contribué dans la mesure du possible. Les principales personnes qui avaient structuré l'idée n'étaient pas là parce qu'ils pensaient que les actions prioritaires devaient être destinées aux populations pour lesquelles les financements sont acquis. Mais concernant le guide c'était quelque chose de complémentaire, qui n'était pas prioritaire, donc ils ne voyaient pas tellement l'intérêt de venir. Ça, c'est la version officieuse. La version officielle, c'est que, ils avaient d'autres occupations (rires).*

Delphine COMPAORÉ : *Manifestement il y a quelques difficultés mais quand même la CONFJES a de principaux contributeurs qui sont là, dont la France, le Canada, la Belgique mais aussi les pays africains.*

Djibril OUÉDRAOGO : *En tout cas moi j'ai essayé de savoir quelles étaient les raisons du fait que le programme n'a pas été suivi et on m'a laissé entendre que lors de la réunion du conseil des ministres, les principaux bailleurs avaient demandé à la CONFJES de faire une action à Haïti. Donc les financements qui devaient être destinés aux différents pays et aux différents programmes ont été orientés vers d'autres projets. Le souci, c'est qu'on repart sur de nouveaux*

programmes, sans finir les programmes qui étaient prioritaires en 2010. Au lieu que ces programmes soient reportés en 2011, il y a d'autres programmes qui sont encore proposés pour 2011, donc il y aura un embouteillage de programme et l'issue va être très incertaine, en tout cas pour la plupart des activités. Maintenant, moi je ne sais pas comment ça va se passer, ce qui est sûr c'est que les subventions ne vont pas suivre les programmes qui sont retenus.

Delphine COMPAORÉ : *Nous allons revenir sur vos activités actuelles, la maison d'accueil spécialisée, quelles sont les activités que vous y menées, comment s'est fait la transition entre vos différentes fonctions?*

Djibril OUÉDRAOGO : *Ce qui se passe, c'est que quand je suis arrivé en France, j'ai été confronté comme tout le monde aux problèmes de l'emploi, donc dans un premier temps, j'ai encadré une équipe de basketball en fauteuil roulant, dans la ville de Corbeil. C'était une équipe de deuxième division. J'ai fait ça pendant une année, et après je suis parti encadrer des jeunes dans un quartier difficile de sainte Gèneviève des bois, et après je me suis engagé dans l'encadrement des personnes autistes dans un IME (Institut médico-éducatif). Après, j'ai changé de poste, et je suis parti dans une maison d'accueil spécialisée, et un foyer de vie pour des personnes adultes autistes. Mais la transition s'est fait de façon naturelle. Au départ je suis professeur de sport, et par le biais des formations acquises, des compétences nécessaires à l'encadrement de ce sport, j'ai fait une équivalence de diplôme en France qui fait appel aux programmes des études que j'ai accumulées au Burkina Faso, mais aussi qui a tenu compte des différentes formations et attestations acquises au niveau international. Ce qui fait que je me suis retrouvé avec un diplôme qui est reconnu de niveau deux en France, et qui me permet d'enseigner dans le privé à titre rémunéré, et donc ça me donne plus droit dans les établissements avec personnes handicapées, puisque ma spécialisation, s'est orientée vers les activités physiques et sportives adaptées. Dans la maison spécialisée d'accueil où j'interviens, c'est un certain nombre de personnes, ils sont 44 au total, en internat de façon permanente. C'est ouvert 24 h sur 24 et toute l'année. Donc mon travail consiste à leur concevoir un programme d'activités adapté à leurs besoins, et à leurs difficultés, parce que chacun a ce qu'on appelle chez nous un projet de vie individualisé. Dans le projet de vie individualisé, il y a une reprise de toutes les actions nécessaires à la personne. Ce programme est fait avec la personne ou avec son tuteur, en accord avec les éducateurs qui s'occupent justement de son quotidien. Dans ce programme,*

dans ce projet de vie, le sport a sa place, puisque nous avons à faire à une population, qui a des difficultés à organiser ses activités quotidiennes. On peut retrouver par exemple une personne assise du matin jusqu'au soir. Notre objectif, c'est de lui proposer un programme qui lui permette de bouger pour son bien-être, pour son épanouissement. C'est des activités, soit de randonnée, soit des activités de natation, soit d'escalade, soit toute activité en fonction des réalités de déficience de la personne. Il y en a qui sont inscrit au vélo, il y en a qui font des rollers. Ils sont plus ou moins capables de s'inscrire à telle ou telle activité. Donc c'est d'organiser tout ça pour chacun et essayer d'animer, d'accompagner tout au long de l'année.

Delphine COMPAORÉ : *Nous nous acheminons vers la fin de l'entretien, M. OUÉDRAOGO faites nous partager vos plus beaux souvenirs, un peu partout, puisque vous avez parcouru le monde entier, bon ou mauvais et vous nous donnerez votre mot de la fin.*

Djibril OUÉDRAOGO : *Comme je disais au début, c'est un parcours. Au départ j'avais fait une spécialisation en athlétisme et au foot. J'ai essayé de m'investir au football parce que c'était le sport le plus populaire de mon pays, mais je me suis très vite aperçu que l'influence de l'argent était tellement forte que je n'ai pas trouvé ma place dans cette discipline. Donc j'ai très vite raccroché et je me suis consacré à des disciplines beaucoup plus calmes comme le judo et le sport pour les personnes handicapées. Alors, c'était à une période où le sport pour personnes handicapées était perçu comme une activité de bienfaisance, c'est à dire que c'était au cours des fêtes des lépreux qu'on réunissait un certain nombre de handicapés, on les faisait courir et à la fin on leur distribuait une gamelle de riz ou de maïs. À mon avis, c'était une démarche qui était bonne puisque ça faisait vivre, une journée certaine personne mais à mon sens, ça faisant autant de dégâts que de bien. La personne qui est tout le temps arrêté au coin de la rue, qui n'a jamais fait un effort physique et pour recevoir une gamelle de riz vient se dépenser pouvait faire une chute, une crise cardiaque, ou subir toute sorte de situation par la pratique du sport d'une journée. Donc l'idée d'organiser au quotidien des activités physiques et sportives pour les personnes handicapées est née de là. J'ai essayé avec un certain nombre de personnes de faire une programmation d'encadrement de ces activités pour déboucher justement à des compétitions qui vont être beaucoup plus suivies. La difficulté était de faire comprendre aux dirigeants du sport au niveau national l'intérêt de développer un programme sportif pour les personnes handicapées. Alors je me suis vu plusieurs fois rigoler par des ministres de la jeunesse et des*

sports qui n'avaient pas fini eux de développer ou de régler les problèmes avec le football, et voilà qu'un agent vient leur apporter un truc supplémentaire qui ne va pas arranger les choses. Moi j'ai persisté, j'ai fait en tout cas ce que je pouvais. Tout s'est mis en route, et aujourd'hui les résultats sont là, et ensuite après cette difficulté et ce résultat obtenu dans l'intérêt des personnes handicapées, il y a eu cette vague de personnes qui voulaient aussi intervenir aussi dans le domaine du sport pour les personnes handicapés et qui voyaient dans cette activité, un tremplin pour accéder à des postes politiques. Ces personnes voulaient se servir donc des populations handicapées pour assouvir leurs desseins politiques et du coup, par rapport aux personnes que j'avais formées et moi-même, les divergences sont apparues très rapidement. Eux, ils avaient des appuis politiques, et nous on avait que notre connaissance technique au niveau du sport. Le combat a été très très rude, mais la réalité, c'est que le sport a triomphé parce qu'on ne peut pas continuer à vouloir se servir du malheur des gens comme ça. Voilà, c'est des péripéties assez marquantes, ça c'est sur le plan national. Au niveau international, au fur et à mesure qu'on évolue, on découvre la particularité de chaque pays. C'est très diversifié, au niveau de chaque pays, la façon d'organiser les choses, le protocole. Des fois, on est amené à jouer la comédie pour être ce qu'on devrait être, mais comme on est très modeste, on se trouve ridicule d'être placé à cet endroit-là, alors qu'on aurait pu être utile ailleurs. Mais, c'est la vie qui est comme ça, ça continue et je crois que ce n'est pas près de s'arrêter. On découvre tous les jours.

Delphine COMPAORÉ : Votre mot de la fin ?

Djibril OUÉDRAOGO : Par rapport à mon mot de la fin, je voudrais saluer le travail que tu fais particulièrement et le courage que tu as de vouloir entamer ces études-là. Je pense que ça va être utile, pour ton prestige personnel, mais aussi pour ce que tu représentes en tout cas, parmi les personnes que j'ai connues, et côtoyées au niveau de l'institut national de la jeunesse et des sports, tu fais partie des personnes qui ont envie d'aller jusqu'au bout. Je crois qu'il faut persévérer, ce n'est pas simple, surtout pour la position de femme que tu occupes, de pouvoir faire un retour au pays, et de pouvoir apporter ce qu'on souhaite pour le développement du sport. C'est un chemin qui va être encore certainement long, mais, il faut continuer, il faut persévérer, le succès est au bout.

Delphine COMPAORÉ : Merci M. Djibril OUÉDRAOGO

14. Entretien avec Monsieur Jean François OUÉDRAOGO, réalisé le jeudi 22 juin à Ouagadougou Burkina Faso

Biographie succincte

Sportif de haut niveau : Équipes nationales en volleyball, athlétisme, handball, basketball

Jeux de la communauté franco-africaine 1963 à Dakar

Jeux africains de Brazzaville en 1965

Équipe de France aux jeux universitaire à Cambridge (France- Angleterre) 1965

Entraîneur, éducateur sportif, professeur d'EPS.

Professeur d'EPS : Biologie et biomécanique, athlétisme...

Inspecteur départemental Jeunesse et sport

Directeur de formation au ministère jeunesse et sport

Responsable cellule sport au CNOU (centre national des œuvres universitaires) et responsable de l'organisation des jeux universitaires de l'Afrique de l'Ouest WAUG.1996

Service pédagogique Ministère jeunesse et sport- 1998

Retraite depuis 1998

Service des activités physiques de l'Université privée catholique Thomas d'Aquin de Ouagadougou.

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Monsieur OUÉDRAOGO et merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Monsieur Jean François Ouédraogo vous avez été sportif de Haut Niveau, professeur d'éducation physique et sportive, vous avez occupé de nombreuses responsabilités au ministère de la jeunesse et sports, faites-nous partager votre parcours personnel, sportif, professionnel, et parlez-nous de vos activités actuelles.*

Jean François OUÉDRAOGO: *Bonjour Delphine. Ce n'est pas chose aisée de parler de soi-même. Vous m'auriez demandé de parler d'un athlète de grande classe que je connais dans ce pays j'aurais été plus à l'aise.*

Delphine COMPAORÉ : *De l'athlète de grande classe que vous avez été ! (rires)*

Jean François OUÉDRAOGO: *(rires) De moi-même, c'est beaucoup plus gênant, mais qu'à cela ne tienne. Eh... Mon parcours sportif est très simple, bien que complexe, un peu long je le reconnais, et j'en rends grâce à Dieu. Depuis l'école primaire, évidemment, comme tout petit africain, on commence toujours son sport par le football .On a tous joué dans les équipes scolaires, au niveau de l'OSSU. Ça s'appelait Office des sports scolaires et universitaires à l'époque. À l'école primaire de la mission, puis au Collège de la Salle où on a participé aux compétitions interscolaires, minimes, cadets, juniors, seniors. Au secondaire, déjà, on a participé à pas mal de compétitions en équipe nationale, entre autre en athlétisme, pour le saut en longueur, depuis les années 1959. En volleyball, particulièrement, c'est en 1961 que j'ai eu ma première sélection en équipe nationale, pour faire des matchs internationaux. Ma plus grande rencontre internationale qui m'a marquée jusqu'à présent c'est les jeux de la Communauté franco-africaine de 1963 à Dakar où j'ai été sélectionné dans l'équipe nationale de volleyball. Nous avons eu le malheur d'appartenir à une poule où la France était, et comme il n'y avait qu'une équipe sélectionné par poule, c'est la France qui nous a battus et qui est passée. Mais nous avons déjà gagné deux autres matchs contre le Congo et contre le Mali, c'était le Soudan Français. Voilà, depuis ma foi, je me suis accroché beaucoup plus aux sports collectifs, puisque j'ai fait le centre régional d'éducation physique et sportive de Houlgate, en Normandie, en France, de 1964 à 1966, et fort de certaines de mes prestations en volleyball, j'ai même été sélectionné dans l'équipe de France Universitaire au titre de la Normandie à Caen où j'ai eu l'occasion de faire des rencontres entre des universités françaises et même un match international en tant que ressortissant français, voir en tant que français, contre l'Angleterre. France- Angleterre que nous avons joué à Cambridge, c'était en 1965. Et j'ai eu la surprise de rencontrer une burkinabè qui était à cette université royale de Cambridge, c'était mademoiselle Jeanne Guissou qui était la fille de l'ambassadeur en son temps, l'ambassadeur de Haute Volta en France qui résidait à Paris. La fille d'Henri Guissou. Alors il faut dire qu'entre temps en matière de sports collectifs, en dehors de ces prestations au plan international, au plan national quand je suis rentré, autant j'entraînais l'équipe nationale de volleyball, autant j'avais mes prestations en Handball avec pas mal de copains qui sont là, Boli Moussa, Ouédraogo Ambroise qu'on appelait Zeus, Ouédraogo Laurent, le regretté Lompo Eugène, Valentin Ouédraogo, Jean Baptiste Ilboudo etc. etc. C'est même l'ossature de cette équipe qui a pu représenter la Haute*

Volta aux jeux africains de Brazzaville en 1965, et que j'avais eu la chance de rejoindre d'ailleurs en partant de France. Je suis allé directement à Brazzaville participer aux compétitions et retourner à mes études. En basket j'ai eu la chance de rencontrer quelqu'un qui s'appelait Jean Guigma et qui était l'entraîneur de l'équipe de la JA (Jeanne d'arc). On a fait nos prestations au sein de cette équipe où nous avons eu la chance de faire les jeux, les championnats d'Afrique, les éliminatoires des championnats d'Afrique de basketball à Alger. Jean, c'était déjà un grand dans les années 1969, et monsieur Jean Guigma est encore présent. Je pense qu'il peut vous retracer mieux l'histoire du Basket. Il y avait aussi Dieudonné Ouattara mon collègue et ami, qu'on appelle communément Koro Ouatt. En athlétisme j'ai préparé pas mal de jeunes et j'avais même eu une bourse française au titre de la coopération, et j'étais reparti en France, de 1968 à 1969, en préparation des Jeux Olympiques de Munich. Durant mon séjour cette année-là j'en ai profité pour me préparer, faire quelques formations, quelques spécialisations d'entraîneur, d'éducateur sportif. Donc, je suis éducateur sportif en athlétisme, et j'ai fait les trois diplômes : sauts, courses, lancers. Et le rassemblement de ces trois éléments m'a fait passer un grade d'entraîneur de haut niveau. De retour ici, j'entraînais l'équipe nationale, et j'ai été directeur technique de l'athlétisme dans les années 1970- 1972 avec mon ami, collègue et grand frère Jules Doé, paix à son âme. Ma foi, les sorties sur le Ghana, le Togo, le Benin naguère Dahomey, le Mali sont innombrables, je ne peux même plus les situer dans le temps, mais certain documents peuvent être mis à votre disposition et des photos dans ce sens. Parallèlement à ces activités, au plan du mouvement associatif, je suis un professeur d'EPS de choix, de métier, et d'amour, parce que j'ai choisis d'être enseignant d'EP. Je ne suis pas venu parce que je cherchais du travail, hein ! Non, au contraire, c'est parce que j'aimais bien ce domaine d'activité très enrichissant pour moi. Et je pense avoir pu rendre service à pas mal de jeunes que j'ai eu la chance de rencontrer dans le secteur scolaire ou dans les formations professionnelles. Vous pourrez en développer encore plus que moi dans ce domaine-là. En tant qu'enseignant, j'ai pu participer à l'encadrement de l'INJEPS dès sa création. L'institut national de la jeunesse et des sports se situait dans l'actuel Marien Ngouabi. Les premiers cours d'éducation physique aux enseignants, aux maitres d'EPS qu'on formait sur place, ont commencé là avant qu'on puisse rejoindre le site que vous connaissez, à côté du stade olympique aujourd'hui. Cet établissement a vécu et a formé, c'était un établissement à caractère international, parce qu'on a reçu pas mal de gens qui venaient de partout à travers l'Afrique, et

même au-delà parce qu'on a eu même des Comores, des Seychelles, du Mali de la Côte d'Ivoire, du Niger et même du Togo. Ils avaient d'ailleurs des instituts aussi mais on a reçu. J'ai milité un peu dedans jusqu'à ce que je puisse enseigner entre temps en quelle année, déjà de 1980 à 1987. J'ai eu à faire des prestations par là en athlétisme et pour la biologie, surtout la biomécanique. J'ai eu à enseigner théoriquement dans cet institut. Mais évoluant dans cet axe d'enseignement, en même temps que dans le mouvement associatif, on m'a promu à certains postes de responsabilités. C'est pour cela que j'ai été inspecteur départemental de la jeunesse et des sports, au département du centre, Ouagadougou. Mais le département de Ouagadougou, à cette époque, était très grand, parce qu'il couvrait jusqu'à Tiébélé, jusqu'à Zorgho, Po, Tiébélé au sud Manga, au nord jusqu'à cinquante kilomètres d'ici, derrière Boussé, à l'Ouest vers Kokologo, à l'Est on allait jusqu'à Koupela, Tenkodogo et couvert jusqu'à Zorgho plus exactement. Voilà le département du centre de l'époque, mais j'avais toujours accepté des postes de responsabilité administratives sous condition. Ma condition était que même dans cette responsabilité administrative ou politique, qu'on me permette de continuer l'enseignement. Si on me disait que tel poste était incompatible avec l'enseignement, j'optais systématiquement pour l'enseignement et je laissais le poste de responsabilité, je n'acceptais pas cela. C'est une promotion, mais c'est le genre de promotion que j'ai toujours évitée. C'est pour ça qu'on me trouvait souvent dans un bureau, et en même temps dans un établissement. Et si dans le public on m'a refusé des classes, j'allais dans le privé. C'est dans ce sens que j'ai enseigné plusieurs fois à Kologh Naba, au Collège notre Dame de Kologh Naba, et au Collège de la Salles, où j'étais content de reprendre des cours où moi-même j'avais été enseigné. Et je suis repassé et il y a pas mal de Frères que j'ai revus. C'était vraiment... ce sont de petits agréments qu'on retrouve dans notre vie professionnelle. Dans l'évolution des choses, au ministère de la jeunesse et des sports, j'ai occupé la direction de la formation en tant qu'enseignant. C'était une tâche délicate mais passionnante parce que dans la fonction de directeur de formation, dans les pays africains, nous savons que très peu de pays peuvent assumer, financièrement parlant du moins, les charges de formation. Donc la mission consistait aussi en la recherche de financement de formation que vous programmez. Ce n'était pas tout de se lancer, de chercher à former, mais aussi de se demander sur quelle bases vous allez faire cette formation. La première base est que le besoin est posé, c'est sûr la première raison, elle est pédagogique, elle est fondamentale, d'accord. Vous avez opté pour, mais sur quoi comptez-vous pour assurer cette formation ? On vous demande

votre point de vue dessus, comment vous espérez avoir le financement, et on vous donnait carte blanche. Parcourez les consulats, les ambassades, les institutions économiques, les directions commerciales des maisons de commerce qui acceptaient de sponsoriser. Il y a même des institutions confessionnelles qui envoyaient même des éléments dont ils ont besoin aussi dans leurs activités socioculturelles, dont ils ont besoin comme encadreurs, et elles finançaient la formation des éléments qu'elles envoyaient. Donc la formation n'était pas que de financement public il y avait le privé aussi qui assumait pour le besoin qui leur revient. Dans cet ordre d'idée, le parcours de combattant se réalisait autant entre les maisons de commerce, les institutions confessionnelles, comme au ministère de l'économie et des finances où souvent la budgétisation dans une direction était acceptée en fonction des relations qu'on pouvait avoir dans ces ministères clef là. Si on écrit seulement et on s'assoit, on a très peu de chance d'avoir satisfaction. Mais en allant de vive voix expliquer ses objectifs, ses démarches, ses intentions, les directions dans les services des ministères chargés de l'économie et du budget sont plus sensibilisés et accèdent beaucoup plus facilement à fournir un peu plus dans votre budget de direction, que si vous croisez les bras et vous attendez le retour du document. Bref, tout ça c'est l'axe des occupations que nous avons et que j'ai particulièrement vécu avec passion au niveau de la direction de la formation professionnelle au ministère des sports, jusqu'à l'avènement de la révolution où euh ... Enfin, particulièrement, je n'étais pas spécialement révolutionnaire et la démarche là-bas était beaucoup plus compliquée, je ne sais même pas chanter le Ditanyé, je ne peux pas, même demain matin, le point levé n'était pas de mon goût. Alors, on m'a enlevé du ministère et affecté à l'université qui est le Bastion de la révolution pour être éduqué révolutionnairement par les étudiants révolutionnaires de Ouagadougou. C'est ainsi que j'ai été affecté au CENOU (centre national des œuvres universitaires) où on m'a confié la charge d'organiser les activités sportives à l'université de Ouagadougou, en étant bien encadré des CDR (comité de défense de la révolution) de l'Université et du CENOU. Bon, là-dedans, ça ne me gênait pas. Non seulement on a organisé les différentes activités sportives, essentiellement les sports collectifs : Basket, Hand, Volley, mais il y avait aussi des sports de combat qui étaient particulièrement dirigés par monsieur Traoré Sidiki. Il n'est plus à l'Université en ce moment mais je pense qu'il est encore en activité dans un ministère de la place. Donc on avait à la fois les sports individuels que les quatre sports collectifs et en plus on avait un orchestre, l'orchestre de l'université de Ouagadougou, qu'on appelait l'OUO (Orchestre, Université de Ouagadougou)

qui a même produit des cassettes et disques de renommée sous régionale même, ce n'est pas seulement nationale. Dans toutes nos sorties, de nos rencontres interuniversitaires sportives, l'orchestre avait toujours sa place parce qu'avec les activités sportives, il y avait des activités culturelles. Et l'orchestre animait à chaque fois la fin des compétitions par un bal entre les étudiants etc. Alors, de l'université, je prenais de l'âge comme tout le monde, j'en prends toujours. En 1989 nous avons organisé les W.A.U.G (WEST Africa University Games), qui regroupaient seize universités à Ouagadougou, et l'Université de Ouagadougou est sortie championne. On a eu huit médailles d'or qui nous classaient en tête, et quand vous prenez en compte des pays comme le Nigéria, qui en toute modestie est venu qu'avec quatre universités alors qu'ils auraient pu amener quatre fois plus. L'université du Ghana, Lagon, qui est une université royale, où c'est encore la Reine Élisabeth qui a encore son effigie à la porte et dans les amphithéâtres là-bas. C'est des universités d'expérience dans les compétitions ! Mais particulièrement au football, nous avons quand même battu le Ghana ici, et, croyez-moi, l'arbitrage était assuré par le Nigéria, pays anglophone, donc on ne peut pas critiquer l'arbitrage pour nous attribuer une victoire. Bref, c'est une parenthèse. De l'université j'ai été affecté, j'ai été ramené au ministère de la jeunesse et des sports, au sein du service pédagogique, parce qu'on a estimé que j'étais un des anciens professeurs, un des anciens pédagogues et ma contribution au niveau du suivi pédagogique des enseignants, des futurs enseignants, surtout qui sont en poste dans les différentes provinces et qui ne reçoivent jamais de visites pédagogiques, on a estimé que ma contribution au niveau de cette structure peut être bénéfique. C'est en ...89-90-91 c'est en 1992 non 1994 pardon en 1994 et je suis resté la bas jusqu'à ma retraite en 1998. À l'inspection pédagogique avec monsieur Kabore Athanase, Traoré Ado, Traoré Zoumana. Ma décision de mise à la retraite étant signé en 1998, j'étais remis à mes parents pour emploi. (Rires). Ce que j'ai pris comme année sabbatique comme quelques années, faire un repli sur moi-même en contournant volontairement les différents stades, les structures sportives, les compétitions, les examens ceci-cela, je voulais me recentrer en tant que citoyen dans la cité, et voir comment je pouvais organiser ma retraite. Cela a duré trois quatre années, mais j'ai été surpris de voir le directeur de l'université Saint Thomas d'Aquin, qui par monsieur Toé Pascal a eu recours à moi. L'université Catholique Saint Thomas d'Aquin qui est à Saba, pour organiser un service des activités physiques et sportives au sein de leur établissement. Je m'y suis mis. Les étudiants qui étaient là, la plus part qui demandait à faire des compétitions parlaient Basketball.

L'université n'était pas en mesure d'embaucher un professeur, rien que pour le basket. J'ai dit bon je suis présent, je vais donner ma maigre contribution au lancement de l'équipe de basketball, et en première année on s'est entraîné sans compétitions, en deuxième année nous nous sommes lancés et on est arrivé en finale. On a eu cinq compétitions, on en a gagné quatre, pour perdre finalement face à l'université de Ouagadougou. Cette université qui a à peine trois mille étudiants et qui se confrontait à un établissement de soixante mille étudiants et... ma foi ce n'est pas rien ! En deuxième année les filles aussi ont souhaité mettre la main à la pâte, et on y est allé, c'est l'année passée, et c'est l'université Saint Thomas d'Aquin qui est sortie championne du Burkina Faso. Les finales interuniversitaires avaient eu lieu à Koudougou d'ailleurs, organisé par l'Université de Koudougou. C'est dire que même douze ans après ma retraite, je mets toujours la main à la pâte, et dieu merci. J'en suis heureux. Ce n'est pas seulement pour l'activité physique que je faisais mais aussi pour le contact que j'avais avec cette jeunesse, cette jeunesse que je vois évoluer, et je les vois évoluer surtout dans leur mentalité, soit dit en passant que je déplore, parce que c'est une mentalité n'est pas très propre, comme nous nous l'avons vécue il y a une dizaine d'années. Bon, il faut se dire que ce n'est pas seulement au niveau des structures universitaires que nous déplorons des mauvais comportements ou des choses qui n'évoluent pas comme il se doit, parce que je pense que c'est l'ambiance générale dans ce pays-là. Il y a une récession qui n'est pas seulement économique, la récession est souvent aussi psychologique, morale, et je dirai même physique, alors que contrairement à ce que les autres vivaient avant, matériellement les jeunes sont de plus en plus nantis, ils sont de mieux en mieux dotés. Les établissements et les terrains sont de plus en plus modernes et bien plus praticables. Mais curieusement, plus on met des moyens colossaux à la disposition de cette jeunesse, de ces compétitions sportives pour le Burkina, moins le Burkina réussit au plan international. Alors là il y a un hiatus, c'est pour cela je dis que je déplore la mentalité des gens.

Delphine COMPAORÉ: *Selon vous, où se situe justement le problème ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Le problème se situe dans l'ambiance générale du pays et le monde s'ouvre de plus en plus. L'univers est devenu un village, la communication est tellement ouverte que le style d'éducation que le voltaïque pouvait donner à ses frères, à ses enfants s'est élagué par la présence d'autres éléments qui ont perturbé l'ordre des choses dans notre pays. Nous n'arrivons plus à nous faire comprendre dans nos principes éducationnels. Les repères de*

valeurs que nous avons dans le temps, nos jeunes n'en tiennent pas compte, ne les connaissent même pas et cela pourquoi ? On ne peut pas attribuer les torts qu'aux jeunes ! S'ils ne le savent pas, peut-être qu'on ne leur a pas fait savoir de la meilleure manière. S'ils n'acceptent pas, pourquoi avant ça s'acceptait et maintenant ça ne s'accepte plus ? Moi je dis que c'est l'ouverture... parce que le voltaïque a toujours été d'une mentalité assez spéciale. Le burkinabè ça veut dire ce que ça veut dire, notre pays c'est le Burkina Faso, c'est le pays des hommes intègres, et je constate que l'intégrité de ces citoyens-là était plus vérifié au temps de la Haute Volta que du Burkina Faso, et de bas en haut, ce n'est pas seulement au niveau de la jeunesse. C'est déplorable. Et il faut que nous ayons un regain d'honneur, un regain d'honneur, de dignité, de moralité pour reprendre les bases de l'éducation. Ce n'est pas seulement de l'instruction, mais de l'éducation d'abord, pour avoir une instruction qui permette au citoyen de construire correctement notre pays. Voilà, grosso modo, mon point de vue sur la vie.

Delphine COMPAORÉ: En jetant un coup d'œil sur votre parcours, je me rends compte que vous êtes passé par plusieurs instituts de formations. Si je me trompe, vous me le dites. Il y a le centre de Normandie en France, l'INSEP pour les éducateurs sportifs, conseillers sportifs, l'INJEPS de Ouagadougou, en tant qu'encadreur, INJS d'Abidjan, non. Et puis l'Institut du Sénégal. Est-ce que vous pouvez nous parler de ces instituts, des formations qui y étaient dispensés etc.

Jean François OUÉDRAOGO : Au Sénégal c'était organisé par la CONFESJES. La CONFESJES qui donnait des bourses de formation pour faire des expertises. J'ai fait la formation des experts niveau 1-2 et 3 à Sali au Portugal, à Rufisque et à Dakar et c'était des formations financées par la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française. Justement ça rentrait dans le domaine de la coopération et c'était la CONFESJES qui finançait ces formations-là. Et j'ai beaucoup œuvré, en tant que directeur de la formation, de par les relations avec les professeurs canadiens qui étaient là, j'ai beaucoup œuvré pour qu'on obtienne certaines faveurs en matière de formation. Je prends un cas comme Ouellet, monsieur Ouellet, Allard, mais c'est essentiellement Ouellet. Il y avait une dame aussi Marie, une Québécoise dont j'ai connu la famille d'ailleurs à Québec même, parce qu'il y avait eu le festival de la jeunesse francophone à Québec où on a eu la chance de participer. Et Ouellet. Allard, je l'ai reconnu surtout, c'est à travers les jeux universitaires qui ont eu lieu à Mexico en, si je ne me trompe pas

en 1979. Voilà. Au niveau de la coopération multinationale voilà les contacts que j'ai eus et qui nous ont permis d'avoir certains privilèges en matière de formation de cadres et même de sportifs.

Delphine COMPAORÉ : *En tant que enseignant au niveau de l'institut de Ouagadougou, vous avez côtoyé la coopération française à travers ses coopérants. Est-ce que vous pouvez nous parler un tout petit peu de cette période-là, des coopérants qui y étaient, l'action qu'ils menaient ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *J'ai eu la chance de rencontrer un ami dont j'avais fait la connaissance en 1969, c'est Monsieur Jean Claude Sorge, il était à l'INSEP à ce moment, pendant que j'étais en formation aussi, en tant que conseiller d'éducateur sportif. Je l'ai retrouvé à l'INS et il était venu en tant que professeur, pendant que j'occupais aussi un poste de responsabilité au niveau du ministère. Donc par son truchement, et Monsieur Deronzier étant le responsable en son temps de la coopération en matière de jeunesse et sport, Monsieur Sorge m'a appuyé dans mes différents contacts avec Deronzier qui ont facilité pas mal de choses dans nos recherches de formation et d'équipements. C'est que monsieur Deronzier a beaucoup lutté pour équiper l'INS de Ouagadougou, l'INJEPS même en matériel didactiques tout comme en matériel sportifs pour les élèves et étudiants.*

Delphine COMPAORÉ : *Quel était la composition du corps professoral à l'époque ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *Il n'y a pas eu que des coopérants, dès l'ouverture, Monsieur Deronzier était là. Il a été affecté ici en tant que professeur d'EPS, mais il a œuvré pour l'ouverture de la formation sur place. Donc l'institut s'est ouvert en sa présence pendant qu'on se situait au niveau de l'École Militaire du Prytanée.*

Delphine COMPAORÉ : *Je veux parler des formateurs locaux, comme vous, qui avez intégré plus tard l'équipe pédagogique composée en majorité de coopérants. Comment se passait la collaboration entre locaux et coopérants, comment travailliez-vous ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *C'était une famille, c'était une symbiose parfaite parce que, curieusement, on est sorti du même moule. Les premiers professeurs qui sont sortis sont tous issus de la France. Soit de l'INSEP de Paris, soit des centres régionaux. C'est la formation, c'est*

l'école française, et comme la plupart aussi étaient de bons sportifs, dans les championnats universitaires, on s'était déjà rencontré. Moi, je me rappelle par exemple, en 1966, à Sébastien Charletti c'étaient les finales nationales du sport universitaire. Quand on appelait un certain Kaboré Athanase, j'étais surpris d'entendre les mots Kaboré en plein Paris (rires). Alors j'ai cherché à le voir. Il était venu pour lancer le disque et moi aussi. Ils nous ont conduit à la même loge. et ma foi, vous voyez c'est sympathique. C'est un peu l'ambiance, ce qu'on vit aujourd'hui ici, c'est un peu l'ambiance que les anciens combattants ont vécu avec leurs frères quand ils ont fait leur campagne là-bas avec leurs homologues français. C'était une symbiose, une fraternité conviviale sans distinction. Et quand ces mêmes retournent chez eux et ils ont la chance de rencontrer l'un ou l'autre, c'est le bouquet. Et tout ce que nous souhaitions faire ça se passait avec une compréhension et avec une sincérité, la collaboration la plus parfaite possible. C'est ce qui nous a permis d'avancer parce qu'au niveau matériel c'était vraiment maigre, parce qu'il n'y avait pas un seul ministre ici qui était capable de vous dire : « pour former un maître d'EPS voilà le matériel qu'il faut ». Ça n'existait pas on n'en avait jamais formé. Ceux qui avaient une vision du sport organisé, c'étaient les militaires. Et en ce moment, je suis content de pouvoir citer le grand chancelier actuel, Mamadou Guerma, qui a mis la main à la pâte partout. Il y avait le colonel Dakouré, Combasséré, voici des pionniers en matière de sport militaire, qui nous ont beaucoup appuyés dans la formation en matière de sport pour la jeunesse voltaïque et burkinabè.

Delphine COMPAORÉ: *En dehors de ceux qui ont été formés en France ou ailleurs, la grande partie des enseignants et sportifs voltaïques et Burkinabè plus tard ont été formés à l'Institut national de Ouagadougou, d'Abidjan, de Dakar ou de Yaoundé A cette époque, le niveau de formation à l'institut de Ouagadougou s'arrêtait au professorat adjoint, et il y a eu quand même beaucoup de difficultés pour passer au professorat etc. Les formations de haut niveau, c'est à dire au-delà du professorat, ont été difficilement accessibles aux voltaïques et aux burkinabè. Ets-ce que vous pouvez nous parler un peu de cet épisode qui, en tout cas au cours de nos recherches, a été relevé par beaucoup comme étant source de frustrations ?*

J.F.OUÉDRAOGO: *Bon, au niveau de l'institut, les professeurs qui étaient là ont beaucoup œuvré avec des professeurs de l'Université de Ouagadougou, parce que notre ambition c'était de faire reconnaître l'INJEPS comme une institution capable de former des cadres, des cadres supérieurs, c'est à dire des cadres après le BAC. Mais, à cela, il fallait d'abord former des*

formateurs, et c'est pour cela qu'au niveau de la CONFEJES toujours il y a certaines personnes qui ont pu bénéficier de formations supérieures au niveau du Canada, comme formateurs de formateurs, et ce sont ceux-là qui revenaient en Afrique dans les stages CONFJES pour faire les formateurs de formateurs. Ça se passait des fois en matière d'enseignement, comme ça se passait aussi en matière de sport et de jeunesse. Ça n'a pas été simple, pas simple du tout parce que les gens de l'éducation nationale, et de l'enseignement supérieur n'ont jamais pu penser, n'avaient jamais pensé qu'un professeur d'EPS pouvait former un cadre supérieur qui soit classé comme professeur au niveau du supérieur, parce qu'ils n'ont pas des idées précises sur les cursus de formation des enseignants d'EPS, et encore moins de l'accession au niveau de l'inspection pédagogique. Vous voyez, souvent c'est l'ignorance qui rend l'homme méchant. Ils nous ont fait des blocages parce qu'ils ne savaient pas, mais avec les petits pas que nous avons pu mener, on a pu présenter certains documents, de là où ils viennent là même, des diplômés capables de rivaliser avec ce que eux, ils ont fait. Puisque je connais, nous connaissons des professeurs d'éducation physique, qui sont des biologistes et qui enseignent actuellement à l'université. Ce qu'ils appellent maintenant les sciences de la vie et de la terre et ce sont des biologistes qui enseignent. À partir de ce moment j'ai dit « attention ce ne n'est plus comme avant », ce qu'on avait comme enseignant d'éducation physique c'étaient essentiellement des moniteurs militaires et c'était des pas bloqués, c'est hébertisme, c'est pompé... voilà mais ils ne se sont pas rendu compte qu'il y a eu des évolutions en la matière. Heureusement et je suis content de pouvoir citer des gens comme Kaboré Athanase, Traoré Ado, qui sont les premiers professeurs à sortir et qui ont eu maille à partir avec des patrons de notre ministère de la jeunesse et des sports.

Delphine COMPAORÉ : *Et quelles en étaient les raisons ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *C'est pour des raisons individualistes ! Ces gens, s'ils sont reclassés, vont nous dépasser. C'est maintenant la lutte de postes, et ceci n'a pas facilité l'installation des formations au niveau du supérieur comme on aurait fait. Non seulement il fallait se faire accepter au niveau d'une autre partie, au ministère de l'enseignement, mais dans notre propre ministère même, ce n'était pas aisé. Voilà, ça n'a pas été aisé, et beaucoup de gens y ont laissé leur peau, ça c'est écorché énormément.*

Delphine COMPAORÉ : *Oui mais après le professorat, il y a aussi eu comme une sorte de blocage encore pour passer au troisième cycle, comme dans les autres pays la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Cameroun, Sénégal etc.*

Jean François OUÉDRAOGO : *La préoccupation date même, elle est plus ancienne que ça parce que je connais des gens depuis quinze ans qui auraient voulu faire le cycle supérieur au-delà du professorat là, mais la porte ne leur a pas été ouverte aisément comme ça. Je dis c'est surtout par l'incompréhension ou l'ignorance des gens que... et pourtant ils voient des gens des pays voisins qui reviennent ici en mission et chacun dit : ah un tel je le connais, il est au lycée Zinda mais qu'est-ce qu'il fait encore au lycée, mais moi je suis inspecteur pédagogique, j'ai mon doctorat en ceci, j'ai fait la recherche en ça et ils donnent leurs productions et on constate. Maintenant nos directeurs aussi regardent et ça leur ouvre un peu l'esprit. Mais je crois que dans cet axe-là vous êtes mieux placé que moi pour parler au niveau de cette formation puisque quand je suis parti il y avait pas beaucoup qui avait pu aller faire cette formation-là.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de sport et de politique. En 1977 au centre de sport d'Alger, à la cité Olympique d'Alger, vous avez mené des travaux de recherche, et votre sujet de mémoire était : Revendications politiques dans les olympiades modernes. Alors, justement parler nous du sport et de la politique, d'une manière générale, et spécifiquement au Burkina Faso. Les relations entre les deux, les accords les désaccords ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *Ce n'est même pas compliqué, moi j'ai mis six mois de recherche entre Alger et Paris, et j'ai mis trois mois de rédaction, et si vous voulez que je parle de cela en quinze minute, je vous dirais que ce n'est pas compliqué : c'est seulement impossible ! (rires).*

Delphine COMPAORÉ : *Je veux surtout parler du sport et de la politique actuel, disons de 1960 à nos jours avec un point spécifique sur le Burkina.*

Jean François OUÉDRAOGO : *J'avais étayé mes recherches sur... j'ai fait de petites allusions aux années 44. C'était, si je ne me trompe, les jeux de Berlin, pendant la guerre, en tout cas. Les Jeux Olympiques qui se sont tenus à Berlin devant Hitler et où Jessi Owens a remporté autant en vitesse, en relais, en longueur. Et Hitler n'a pas admis qu'un nègre puisse battre la race arienne, la race blanche, la race pure. Donc il a quitté le stade pour ne pas avoir à remettre la médaille*

d'or à quelqu'un qu'il ne considère pas, parce qu'il a ses préjugés sur les nègres de façon générale. J'ai relevé ça, comme point, et j'ai voulu moderniser un peu plus en nous rapprochant des années des indépendances où Abbé Bikila a prouvé aux Jeux de Rome, en 1960, si ma mémoire est bonne, que le noir n'était pas inférieur à qui que ce soit, dans n'importe quelle discipline que ce soit. C'est ainsi qu'au marathon il est rentré brillamment tout seul dans le stade, sans suivant. Et dans la course, quand il a vu que les pointes, les chaussures même le gênaient, il a arraché ses chaussures, les a jetées, et il est rentré nu-pieds dans le stade, et il battu tous les gens avec les chaussures les plus modernes du monde. Les italiens étaient obligés de reconnaître que le noir n'était pas ce que Mussolini a voulu leur faire croire. Attention, c'est autre chose. Voilà une considération qui vient valoriser la considération des gens entre athlètes. En continuant un peu dans les jeux de Mexico où les athlètes noirs ont gagné la course de vitesse, et terminé le relais en apothéose, les quatre relayeurs étaient tous noirs. Et quand on a sonné l'hymne américain pour qu'ils prennent leurs médailles, ils ont mis des gants noirs, ils ont levé la main, et ils ont baissé la tête pendant qu'on sonnait l'hymne pour dire que non, on ne nous considère pas comme des êtres entiers là-bas. Nous refusons qu'on nous considère comme des Américains ici, alors que là d'où nous venons il y a la ségrégation, on ne pouvait pas monter dans le même car que les autres, on ne pouvait pas monter sur les mêmes terrains que les autres. Ici, maintenant qu'on a gagné, l'hymne américain va sonner avec nous, par nous, à cause de nous ! Vous dites que nous ne sommes pas Américains, nous baissons la tête, nous ne monterons pas la tête devant ce drapeau où on nous a déshonorés. Ça c'est le signe manifeste de leur vie, maintenant, dans l'analyse, dans l'analyse de ce qu'ils ont montré aux yeux du monde, il y a beaucoup à dire. La politique du sport aux États-Unis était quoi ? Ce n'était pas seulement la politique du sport, c'est la politique de façon générale. Eux, ils le disaient sournoisement, mais il y a des pays qui le faisaient ouvertement. Ce n'est pas seulement en Europe ou en Occident seulement, il y avait le cas de l'Afrique du sud où il y avait l'apartheid. Qu'est-ce qu'ils disent, c'est le développement séparé. Le noir ne vaut pas le blanc, le noir ne peut pas s'approcher du blanc, le noir ne peut être que l'esclave du blanc, le serviteur du blanc. Aux États Unis c'était un cas manifeste que j'ai soulevé, avec les combats des Martin Luther King, des Jessi Owens etc. Je vous dis qu'il y a tellement à dire. C'est un document de cent vingt pages et il m'est difficile de le relater.

Delphine COMPAORÉ: Là vous avez touché à l'utilisation du sport comme instrument de la politique ?

Jean François OUÉDRAOGO: Par la politique de façon négative. En ce moment, on utilise toujours le sport à des fins politiques. Vous entendez toujours la coupe du..., la coupe du..., de tel député, à tel endroit, la coupe du maire à tel endroit. Ce député, vous l'avez rencontré quel jours sur quel stade ou aidant quel athlète à se manifesté par le sport, rien que pour le sport à se produire, à se réaliser ? Et nous voyons les coupes des députés, des maires, et des personnalités politiques, dans les différentes régions, et chacun va faire ça dans sa région, parce qu'il veut se faire valoir politiquement dans sa région où il fait un assemblage de jeunes.

Delphine COMPAORÉ: La mobilisation par le sport ?

Jean François OUÉDRAOGO : Oui, Mobilisation par le sport à des fins politiques. C'est pour qu'on me vote demain, ce n'est pas pour le développement de la région.

Delphine COMPAORÉ: Est-ce que vraiment on peut séparer sport et politique ?

Jean François OUÉDRAOGO: Non, le sport est un phénomène social, il ne peut pas se dissocier de la politique. La politique est dans tous les domaines de la vie, il n'y a pas quelqu'un qui ne fait pas de la politique. Même la paire de chaussures que vous avez payé dans le magasin à côté vous avez fait de la politique de ce pays, parce que dans le prix de la paire de chaussure, il y a la TVA, il y a l'impôt que vous payez et cet impôt rentre dans le budget national, et sert le pouvoir du jour, c'est la politique nationale, c'est la politique d'un parti, c'est la politique de celui qui commande aujourd'hui. Que vous le vouliez ou non, vous l'avez soutenu d'une manière ou d'une autre. Donc le sport est absolument indissociable de la politique. Mais quand on dit politique même, c'est un mot que l'on dit facilement mais je vous demande de cerner ce que c'est quand on dit politique, qu'appelle t- on politique ?

Delphine COMPAORÉ: La politique en tant que gestion des affaires de la cité dont le sport fait partie par exemple.

Jean François OUÉDRAOGO: Parfaitement, l'origine du sport même part de la cité. La puissance du sport, sur le plan politique, dès ses origines, même dans les pays en conflits dans

l'antiquité, quand on lançait les Jeux Olympiques toutes les guerres s'arrêtaient de par la puissance du sport, les responsables du moment utilisaient le sport pour calmer...

Delphine COMPAORÉ: *Vous voulez parler de la trêve olympique ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Exactement, c'est bel et bien la trêve olympique. Ça c'est la bonne utilisation de la chose à des fins sociales, de la paix et de la construction de la cité, ça c'est positif.*

Delphine COMPAORÉ: *Le sport d'une manière générale en Afrique, et les difficultés du sport actuel au Burkina.*

Jean François OUÉDRAOGO: *Le sport est très budgétivore, les articles de sport sont hors de portée pour les jeunes qui veulent pratiquer, et les infrastructures sportives sont extrêmement chères parce que vu les performances sportives auxquelles chaque pays peut prétendre, il faut une installation, un matériau qui puisse permettre et favoriser la performance. En volleyball, par exemple aujourd'hui, nous sommes en train de régresser, parce que le volleyball se joue dans des salles. Ils ont des terrains plexiglas, des planchers plexiglas, on peut plonger, glisser et aller relever la balle à trois ou quatre mètres, mais si vous aller sur le terrain omnisport du Lycée Zinda où le terrain est en béton armé, le premier qui plonge pour relever une balle à quatre mètres je crois que c'est la fin de son volleyball. On a beau mettre des coudières, des genouillères des quoi, quoi quoi, ce n'est pas performant. Si vous pouviez, si vous obteniez la salle omnisport à Ouaga 2000, je vous assure qu'en Handball comme en volleyball, nous reprendrions encore les lustres d'avant.*

Delphine COMPAORÉ: *Justement, comment vous, vous voyez l'évolution du temps où vous étiez au sommet de ces sports-là, volleyball, Handball, Basket etc. à nos jours ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *L'évolution ? On avait évolué jusqu'à un certain niveau, moi je parle des sports que je connais le mieux. Vous parlez du volleyball, Handball, Basketball, athlétisme. Le football je n'ai pas exercé en championnat national au football. Le football est un domaine particulier où la politique s'est ancrée dedans, et vous savez qu'aujourd'hui on ne vote pas un président de la fédération de football sans se référer à certaines instances politiques au sommet. Et on a vu qu'il y en a qui ont été votés, et le lendemain on a changé, le monsieur a dit*

qu'il démissionne, mais on sait pourquoi il a démissionné. En politique, je vais écarter la politique de tous mes débats, parce que ça fait belle lurette que ce n'est pas un sport qui a une gestion saine et pure, qui n'a pas une gestion sportive, qui est toujours teintée d'autre chose que je ne maîtrise pas bien, donc je préfère ne pas m'y engager. Au niveau des sports de main, moi je dis que c'est essentiellement les infrastructures qui nous manquent et les équipements, c'est pour ça qu'actuellement que nous ne perçons pas. Je parle au niveau de la sous-région. Si nous pouvions avoir aussi des terrains adaptés, je suis sûr que nos enfants aussi reprendraient les lustres d'antan que nous avons laissés. On est toujours éliminé, et comme disait un grand il y a quelque temps : « On a failli gagner » En football ah, on a toujours failli gagner, oui. On a failli gagner, et chacun dit, ah on n'a pas eu assez de préparation, et il y a un problème de perdiemes qui intervient maintenant. Les gens sont de plus en plus voraces en matière d'argent de poche, de perdiemes et ceci, et cela. Tout cela, aucun ministère ne peut supporter ça à lui tout seul et donner satisfaction à ces enfants qui sont de plus en plus cupides, mais qui sont de moins en moins volontaires. Ils ne savent pas que quand on monte sur un terrain, dans une équipe nationale, c'est le drapeau de son pays qu'on tient, dans la tête, dans la main, dans les jambes, dans le cœur. C'est fondamental ! Dès lors qu'un jeune n'a pas conscience que c'est l'honneur de son pays, la dignité de son pays qui est en jeu et qu'il dit, ah notre perdieme, on nous a donné ça seulement, moi je ne peux pas bien jouer, on n'a même pas de bons perdiemes voilà. Pas de perdiemes et tu ne défends pas ton pays, tu ne veux pas que ton pays brille aux yeux du monde à cause de l'argent de poche. Voilà cette mentalité que nous déplorons, et je dis que les enfants manquent de repères et de dignité en ce moment. C'est la dépravation des mœurs qui conduit à tout ça. Ce n'est pas seulement au niveau du sport mais c'est une ambiance générale. Je parlerai même...

Delphine COMPAORÉ : *Quand même les problèmes de financement du sport sont courants ici, sauf le football hein, je fais une exception pour le football. Je parle des sports de mains où c'est pratiquement, c'est la croix et la bannière pour financer les activités de ces fédérations-là. Qu'est-ce qu'il faut faire justement parce que là ce n'est pas du tout gagné. En dehors du carnet d'adresse qui permet de glaner à droite quelques sous, à gauche quelques autres...*

Jean François OUÉDRAOGO: *N'est-ce pas ! N'est-ce pas ! Et d'un... Exact, Bon qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut développer des initiatives où le sport peut apporter quelque chose et*

quand il y a du beau spectacle les gens viennent regarder, et quand les gens viennent regarder, on fait payer, et ça fait de la recette non seulement pour les sportifs mais aussi pour arranger les équipements. Dans les sports de mains il n'y a aucune infrastructure digne de ce nom ici. On vient d'en avoir. À Ouaga 2000, il y a un palais de sport mais au dernier championnat d'Afrique quand les handballeurs ont voulu y aller, ils n'ont pas eu accès. Ils ont eu seulement accès quand ça été organisé par le colonel DIENDÉRÉ et madame COMPAORÉ. Parce qu'on a mis sous le patronage de madame COMPAORÉ, la salle de Ouaga 2000 a reçu le monde pour faire les championnats d'Afrique de Handball. Le Volleyball est venu deux mois après, on ne leur a pas donné accès. Les basketteurs ont demandé à aller s'entraîner dedans. Ce n'était pas possible. Le président de volleyball qui a demandé pour juste la compétition, on lui a dit de verser un million. Un million de francs CFA, il fallait verser pour qu'on vous autorise l'accès du palais de sport à Ouaga 2000. Ça y est dans les journaux, je peux vous passer les journaux après si vous voulez. Oui oui ce n'est pas un secret, c'est dans les journaux. Ce n'est pas un secret ! Maintenant vous voulez former des gens à la hauteur du niveau des autres équipes comment ? Le terrain est là, vous ne pouvez pas vous entraîner dessus, donc les possibilités de vous faire acquérir par les enfants à la faveur du matériau qui est là n'existent pas...

Delphine COMPAORÉ: *Pourquoi les équipes ne peuvent-elles pas s'entraîner dans cette salle? Ne serait-ce que les équipes nationales, par roulement ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Voilà, pourquoi ! Ah bon ? En attendant c'est niet, voilà. Une seule compétition de sport de main a eu accès à la salle. C'était le Handball, et ils n'ont pas eu droit de s'entraîner avant, ils y sont allés pour la compétition.*

Delphine COMPAORÉ: *Et la raison d'être de cette infrastructure finalement ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *C'est pourquoi j'ai dit qu'il y a un travail de changement de mentalité qu'il faut opérer au niveau des dirigeants, c'est une question de conception des choses. Tant que leurs mentalités sera ancrée que le sport c'est le football uniquement, et bien ils ne peuvent pas voir plus loin. Or, dans un pays qui se voit sportif, on ne développe pas un seul secteur comme ça. Si on ne travaille pas dans un ensemble donné, un seul ne peut pas pousser. Tout le monde admire le football brésilien jusqu'à maintenant. Mais vous savez, le sport le plus populaire ce n'est pas seulement le football, c'est le volleyball. Si le football est hors classe*

même, parce que ça c'est une religion, mais pour tous les sports réunis il y a plus de volleyeurs que dans n'importe quels autres sport. C'est pour cela il y a un ensemble qui monte !

Delphine COMPAORÉ: *Nous allons revenir un tout petit peu à l'histoire du sport. Vous, vous avez commencé autour des années 1960. À cette époque, il existait à peu près combien de club en volleyball, en football, dans les sports que vous connaissiez à l'époque ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *Je peux vous citer les clubs que je connais au niveau de Ouagadougou. Le premier club que je connais au niveau de Ouagadougou, c'est l'équipe de la mission catholique qu'on appelait la Jeanne D'Arc, c'est la JA. Ensuite il y a eu l'Etoile Filante qui a été créée d'ailleurs à Dapoya 2 ici, par Kouanda Oumarou et "Douze heure," c'étaient les membres fondateurs de ce club à Ouagadougou. Il y avait la J.A, il y avait l'Etoile Filante et il y avait les Libanais qui avaient créé un club l'A.C.A.O (Association des commerçants de Ouagadougou). Voilà les trois clubs que je connais des années avant l'indépendance à Ouagadougou. Mais j'ai entendu parler du Racing Club à Bobo et de Bobo Sport. Plus près de nous, le Poulounpoukou Club de Koudougou et ensuite Saint Georges de Tenkodogo. C'est tout ce que je connais.*

Delphine COMPAORÉ: *Et en volleyball ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *En volleyball le premier club que je connais à Ouagadougou, c'est le V.C.O (Volleyball Club de Ouagadougou) parce que j'ai joué dans ce club dans les années 1961-1962 déjà. En étant même élève, j'ai joué au V.C.O qui a évolué en M.J.C.O (Volleyball club de la Maison des jeunes et de la culture de Ouagadougou). Il y avait un autre club à Paspanga et c'est tout. En Basket c'est la même chose : c'est la Jeanne d'Arc (J A), l'Etoile Filante et l'ASMO qui a été créée dans les années 1966-1968. L'ASMO.*

Delphine COMPAORÉ: *Qui était le fondateur de la Jeanne d'Arc ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *La Jeanne d'Arc, si je ne me trompe, c'est l'Abbé Ambroise, il n'est pas mort il est à koupela. L'abbé Ambroise qui est le fondateur de l'équipe de la mission catholique, et il était soutenu par monsieur Maxime OUÉDRAOGO un parent qui est, qui était du moins à Bilbalgo et qui a même été membre du gouvernement. Il a dirigé pas mal de*

structures sportives ici. Il était même un bon sponsor parce que lui-même jouait dans l'équipe de la mission. Donc, quand il s'est positionné au niveau de la société, il a soutenu son club.

Delphine COMPAORÉ: *L'actualité en ce moment c'est les cinquante ans des indépendances, je parle également de cinquante ans de la coopération. Quel est votre avis la dessus ? Quel bilan peut-on faire sur cinquante ans de coopération et d'indépendance ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Bon, mon avis personnel, je n'ai pas vu de coopération, je n'ai pas vu de coopération même, je vois cinquante ans de sujétion ou d'assujettissement. Puisque je n'ai pas le sentiment d'être indépendant, parce que quelqu'un qui se dit indépendant et qui n'a pas à manger, son indépendance est très restreinte, qui ne peut même pas se créer les moyens de se faire à manger je ne sais pas en quoi il est indépendant. Même dans son esprit il n'est pas indépendant parce que ventre creux, on ne réfléchit plus très loin. Nous on cause depuis deux heures de temps, c'est parce que j'ai bien mangé. Si vous étiez venue et que depuis hier soir je n'avais pas mangé, je ne vais pas causer longtemps avec vous. C'est un domaine où vraiment on rentre en pleine politique de ce pays, en fait de l'Afrique. Le seul pays qui a voulu dire qu'il est indépendant, qui a refusé l'assujettissement c'est celui de Sékou Touré, mais mal lui en pris parce que tout l'occident s'est mobilisé pour le faire échouer, et ce n'est pas la Russie sur laquelle il comptait-là qui a pu le sauver, parce que la Russie même se cherchait et au niveau de ces interventions là au plan africain, il y a ce qu'on appelait les prés carrés. Le pré carré c'est des domaines privés réservés à un maître donné. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale c'est le pré carré de la France. La France étant une puissance mondiale, très amie autant de l'Angleterre que des Américains, ils ne pouvaient pas permettre à la Russie de réussir une politique ici, donc, et la Guinée ne pouvait pas s'en sortir. Nous on a une fierté politique, j'allais dire militaire parce que dès que nous avons eu notre indépendance, le Président Maurice Yaméogo a dit que, lui, il ne peut pas se sentir indépendant pendant que derrière lui c'est le soldat du pays voisin qui vient tenir un fusil. Ah là il n'est pas libre de penser comme il veut. S'il est indépendant sa défense doit être organisé par lui-même, et il prend ses responsabilité, il demande à la France de partir. Et l'armée française est partie en massacrant toutes les infrastructures qu'on avait dans les différentes casernes, exprès pour qu'on ne puisse pas survivre. Ils en ont emporté, ils en ont enterré, ils en ont brûlé, ils en ont bousillé. On trouve toujours...bref c'est une parenthèse. Voilà, je peux dire qu'au plan militaire on a levé la tête un*

peu de un et de deux. Dans tout l'Ouest africain la Haute Volta est le premier pays qui a déclaré sa république. Les autres pays c'étaient des chefs d'États qui allaient en visite officielle en France. Un président de la république, le premier président de la république de l'Ouest africain, c'était Maurice Yaméogo, et il a été reçu en tant que tel puisqu'il avait déjà proclamé sa république avant tous les autres voilà, cela dès la loi cadre, et les autres ont attendu un peu.

Delphine COMPAORÉ: *Dans ces conditions, sur quelles bases, puisqu'il faut parler de coopération, sur quelles bases faut-il poser, ancrer les actions pour que les cinquante années à venir soient bénéfiques pour nous ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Moi je pense qu'il faut avoir vraiment le courage de s'asseoir et de se regarder en face. D'où nous venons, qu'est-ce que nous avons fait ? Dans ce que nous avons fait, qu'est-ce qu'il y a de positif, qu'est ce qui a de moins réussi, où voulons nous aller ? À partir de ce moment, quand on a résolu ces différentes questions, ces différents problèmes, on se fixe un objectif, forcément avec des objectifs intermédiaires, vérifiables et quantifiables. Là où nous voulons aller, comment voulons-nous aller et avec quoi ? On cherche les moyens de progressions et on met tout en œuvre pour pouvoir avoir ces moyens afin de pouvoir bouger. Les moyens ne sont pas seulement matériels ! Non, je ne peux même pas parler de moyens matériels, parce que si on attend ça pour démarrer on ne démarrera pas. C'est dans la conception même des choses, des objectifs que nous avons, c'est des moyens moraux. Nous, notre richesse ici, c'est notre courage et notre dignité. La valeur humaine n'a pas de prix, et je ne vois rien de plus valable que l'homme et tout le développement passe par l'homme. Si nous voulons parler de développement dans notre pays, on part de l'homme parce que l'objectif c'est l'homme et l'homme ce n'est pas l'homme individuel, c'est la société dont on a la charge. Quels sont les besoins de cette société-là ? Quel est le problème général dans ce pays-là ? Quand on aura cherché à découvrir les problèmes généraux du pays, on cherchera comment on peut résoudre les problèmes. Quand le problème est bien posé, on trouve la solution. Il n'y a pas de problème sans solution. Si vous posez proprement un problème, vous trouvez forcément la solution. S'il n'y a pas de solution, c'est un faux problème, donc ne vous en occupez même pas. Un problème sans solution, ce n'est pas un problème, et il faut balayer ça d'un revers de main. Tout problème a une solution.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlant souvent de l'Afrique et des autres acteurs internationaux, on avait tendance à parler souvent d'influence ou pour certains de domination. Est-ce que c'est toujours le cas entre ces acteurs internationaux et les acteurs africains ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *C'est la même chose, c'est exactement la même chose de façon pernicieuse, de façon plus voilée. La domination existe mais de façon plus voilée, plus pernicieuse, et exploitée en nous pauvres africains. Qu'est-ce qu'ils développent en nous, les dirigeants ? La cupidité, l'individualisme, comme eux le vivent là-bas. L'Afrique avait sa richesse dans les relations sociales, dans la vie communautaire, tout le monde se supportait réciproquement. Là-bas, ils vivent individuellement clos. Le bien être de tout un chacun c'est l'objectif de sa vie. En Afrique, nous vivions le bien-être général, on partage, on partage tout, le bonheur comme le malheur. Mais maintenant c'est l'individualisme qui apparaît parce qu'on a réussi à convaincre certaines personnes que : « ah prends ça, tu manges seul, parce que si l'autre sait ça ne va ... » et toi aussi tu prends tu te développes tout seul, tu es bien, tu es heureux, tes enfants se développent. Le fils du voisin, il n'a qu'à crever là-bas, ce n'est pas ton problème. Vous voulez aller ou dans cette ambiance-là ? En Afrique ? Notre richesse c'est la vie communautaire, c'est la relation sociale, et nous sommes en train de scier notre richesse, pour calquer ce qu'eux pensent que c'est leurs richesses. Eux-mêmes sont en train de rechercher cette qualité de vie là en Afrique, c'est nous qui ne comprenons pas ! Et c'est dans tous les domaines hein, ce n'est pas seulement le sport. C'est dans tous les domaines !*

Delphine COMPAORÉ: *Nous nous acheminons vraiment vers la fin. Est-ce qu'il vous reste quelques souvenirs, de beaux souvenirs de votre parcours sportif, professionnels, beaux ou mauvais ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Il y en a beaucoup !*

Delphine COMPAORÉ: *Citez nous en quelques-uns !*

Jean François OUÉDRAOGO: *Mon plus beau...En athlétisme, par exemple, c'est le jour où j'ai établi mon record en triple saut à 14m 16, alors qu'il était à 12 m et quelque, détenu par un militaire.*

Delphine COMPAORÉ: *Et c'était en quelle année ?*

J.F.OUÉDRAOGO: *On préparait Munich, c'était à Font-Romeu en 1969, voilà, à la Cité Olympique à Font-Romeu, en présence de Dudal, en athlétisme, ah oui. Mon plus mauvais souvenir : j'étais assis au stade municipal lors d'un match à Ouagadougou où un ami, un grand frère, gardien de but jouait. On a tiré, il a plongé, et il a pris la balle que l'attaquant a botté sur son crâne et ça été fatal. Il est mort, il s'appelait Etienne, il habitait Saint Jean Baptiste, je ne me rappelle plus son nom de famille, il était gardien de but de la Jeanne d'Arc(JA). C'est un souvenir malheureux et triste que je n'aime pas évoquer, mais ça me reviens souvent comme ça, et c'est peut-être une des raisons fondamentales qui a fait que je n'ai pas insisté en football, oui. Je suis allé parce qu'il fallait, puisque j'enseignais dans le secondaire, les cours de football étaient obligatoires. Je l'ai fait et quand j'étais au CEG de Tenkodogo pour lancer le sport à ces petits bissas là, il fallait commencer par le football parce qu'ils n'avaient jamais vu un ballon de basket (rires), ils n'ont pas vu un terrain. Même le terrain de football, j'ai aidé les paysans à cultiver, à récolter, on a installé deux poteaux pour faire le terrain de football. C'était laborieux, mais agréable parce que quand on a des enfants qui veulent jouer, toute la peine qu'on se donne, on le fait avec plaisir. Par contre, j'étais à l'Université avec des moyens modernes, avec des équipements relativement modernes, avec des mesures d'accompagnement comme les perdiemes, des victoires dans les jeux ouest africains, interuniversitaires, mais je ne suis pas sorti gai et heureux autant que je le faisais à Tenkodogo. Les petits enfants n'ont pas remporté de grandes victoires mais je voyais leurs efforts et la volonté de bien faire sans calcul. Les autres faisaient tout avec calcul.*

Delphine COMPAORÉ: *C'est vrai que le sport au temps de la révolution avait pris d'autres aspects, c'était une autre façon de voir le sport, je ne sais pas si vous vous rappelez ce moment assez spécial ?*

Jean François OUÉDRAOGO: *Ils ont voulu faire ça de façon obligatoire, et le sport n'est pas une activité que l'on peut forcer à faire. Bon, ça desserre plus le sport que ça ne le sert. Inciter à faire le sport : c'est une chose. Obliger à faire le sport : c'est une autre.*

Delphine COMPAORÉ: *Votre mot de la fin ?*

Jean François OUÉDRAOGO : *Mon mot de la fin ? J'ai pitié de toi (rires) J'ai pitié de toi parce que je ne sais pas qui a pu t'orienter vers moi, en cherchant quelques choses que tu crois*

utile, qui peut te servir, je ne suis pas convaincu, malheureusement tu es venue mais malheureusement je ne peux pas te chasser parce que tu fais partie de ceux dont je parle avec fierté aujourd'hui, que tu le veuille ou non, en attendant c'est ça aussi. On ne rejette pas ce qu'on a contribué à faire, donc en tant que père de famille, aîné et collègue, je me situe humblement pour te dire merci d'avoir pensé que je peux être quelque chose d'intéressant pour quelqu'un. Et je te souhaite surtout du courage et surtout de l'abnégation parce que je vois vers où tu t'orientes. Tu n'as pas choisi le chemin le plus facile. Tu prends un sujet dont tu n'as aucun élément même, tu n'as aucune maîtrise, et tu vas courir avec une calebasse comme un mendiant pour demander les éléments pour aller construire ta chose. La recherche c'est ça. La recherche dans notre pays c'est vraiment de la mendicité auprès de ceux qui sont détenteurs de ce dont tu as besoin, et trouver ceux qui sont disponibles pour te les livrer facilement ce n'est pas évident. Malheureusement ceux que tu trouves aussi c'est ceux qui ont le moins d'éléments pour toi mais tant pis pour toi (rires) Du courage et bon vent.

Delphine COMPAORÉ: *C'est moi qui vous remercie beaucoup pour la qualité des éléments que vous m'avez apportés.*

15. Entretien Monsieur Aimé OUELLET : Réalisé par guide d'entretien passé via le net en octobre 2011

Biographie succincte

Carrière :

La carrière de Monsieur Ouellet s'est déroulée au Canada-Québec et à l'étranger. Au niveau national : il a exercé en éducation dans l'enseignement secondaire ; Au niveau international, il a œuvré dans la coopération internationale dans les secteurs de la formation, de la jeunesse, de l'EPS/Sport. Il possède des compétences en gestion administrative et une expertise professionnelle en matière de formation, de coordination de programme et de gestion de projet dans un contexte de renforcement des capacités.

Résumé des compétences.

Assister la Direction dans les tâches de gestion, de coordination, de suivi et d'évaluation des activités d'un programme ou projet axé sur les résultats dans ses domaines de compétences ;

Établir et gérer le budget d'un programme d'activités;

Planifier et organiser des événements ponctuels (conférence, séminaire, réunion, groupe de travail) au niveau international pour le compte de l'organisation;

Administrer un Bureau de coopération à l'étranger et assurer la représentation : gérer les ressources humaines et matérielles, la logistique et les partenariats (le personnel, les consultants, les partenaires) et assurer les relations officielles;

Superviser les activités de projet à distance et assurer la communication et la liaison à tous les niveaux ;

Rédiger des rapports, préparer des contrats de service et d'embauche, des Accords de partenariat et des demandes de subventions.

Compétences techniques et atouts professionnels :

*Expertise (20 ans) dans la réalisation de projets de renforcement des capacités : ex : la CONFEJES**

Expertise en développement international et dans la coopération (multilatérale, bilatérale et volontaire) - plus de 30 ans et 25 pays concernés);

Expérience dans l'exercice des fonctions de direction, de conseiller, de chargé de programme et de consultant ;

Expérience en relations internationales et en relations humaines dans un milieu culturel différent ;

Expérience dans la réalisation de projets ayant une dimension « Genre » et Développement ;

Capacité d'analyse et de synthèse des dossiers et à travailler en équipe;

Capacité à produire un plan travail et à le mettre en œuvre ;

Capacité d'adaptation à des situations nouvelles et de compréhension des cultures locales.

Informatique : connaissance des logiciels Word, Excel, et PowerPoint, et de l'utilisation du courrier électronique;

Langues : maîtrise du français parlé et écrit, capacité à rédiger et à s'exprimer devant un public ;

Autonome, ouvert, responsable et polyvalent.

Formation et perfectionnement

Brevet d'enseignement *École Normale Laval (1964)*

Baccalauréat en Pédagogie : *Université Laval, Québec 1971*

Baccalauréat Sp. Ens. (Éducation Physique) : *Université du Québec (TR)*
1976

Maîtrise en Éducation Physique (administration) : *Université d'Ottawa 1983*

Perfectionnement :

1997 : Université Laval, Québec - Élaboration et gestion de la formation continue (6 crédits) ;

2003-2007 : CONFESJES : Participation à des séminaires de formation portant sur l'ingénierie de formation (5), sur de la Gestion axée sur les résultats (4), sur les techniques d'élaboration des politiques nationales de la jeunesse, des sports et des loisirs, et sur les plans d'action (4), sur l'harmonisation des programmes de Licence professionnelle des instituts africains de formation des cadres de la jeunesse, des sports et des loisirs (10).

CONFÉJES : La Conférence de ministres de la jeunesse et des sports des États et gouvernements ayant le français en partage est une institution intégrée à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui regroupe 42 pays à travers des programmes (4) liés aux secteurs jeunesse, sport et loisir et à l'égalité homme-femme. Elle est dirigée par un Secrétaire général et son Siège est abrité par le Sénégal.

Expérience professionnelle

2009 - Consultant en développement international

Sénégal: Employeur CONFÉJES : Appui technique en évaluation et programmation

Contribution technique et participation active à la réunion internationale de bilan de la programmation 2005-2008 et à la réunion internationale sur les orientations stratégiques de la programmation 2009-2012 ;

Canada: Employeur Oxfam-Québec (Montréal)

Élaboration d'un projet de Convention de Partenariat entre OXFAM-QUEBEC et la CONFÉJES ;

2008 - Sénégal : Employeur CONFÉJES: réalisation d'études préparatoires au bilan de la programmation

Études de bilan portant sur l'identification des résultats de la programmation quadriennale 2005-2008 relatives à la mise en œuvre :

Des politiques nationales de jeunesse et de sport au sein des pays membres (20 pays);

Du Groupe de Travail CONFÉJES sur la promotion des Femmes et des jeunes filles (GTFCF) dans les activités programmées (10 pays);

Des actions (30) du Programme CONFÉJES de formation des cadres de jeunesse, de sport et du loisir (20 pays et 5 partenaires institutionnels);

Étude de diagnostic sur la situation du loisir en Afrique francophone (10 pays) préparatoire à la contribution de la CONFÉJES au Xème Congrès Mondial du Loisir (Québec 2008).

1998-2007 : Sénégal : Employeur CONFÉJES : Conseiller Technique auprès du Secrétaire général :

Assister le Secrétaire général dans les tâches d'élaboration, d'exécution, de suivi et d'évaluation des programmes : les résultats

Fournir un appui conseil et technique au Secrétaire général : procéder à des analyses de dossiers, de documents et des contextes politiques nationaux ; préparer des notes techniques, des avis et recommandations ; participer à la planification du programme de missions du SG et préparer les dossiers à traiter; participer au processus de recrutement et d'évaluation du personnel ; participer au processus de planification de la programmation générale, de suivi et d'évaluation; préparer des contrats de consultants et des projets d'accord de partenariat; rédiger des discours, des demandes de financement, des rapports techniques et financiers; assurer l'intérim et effectuer des activités de représentation auprès des pays membres;

Assister le Secrétaire général dans la préparation de la Conférence ministérielle, de la réunion du Bureau et des Experts : en collaboration avec les différents services : superviser la préparation des documents techniques ; participer à l'élaboration du programme des travaux ; coordonner le secrétariat technique et les ressources humaines et matérielles; effectuer des présentations sur Powerpoint ; rédiger le relevé des décisions ; assurer le suivi des décisions ministérielles. Au total, participation à 9 réunions des experts et 9 réunions ministérielles.

Appui technique à la programmation quadriennale: Les résultats

Supervision du programme « jeunesse » de la CONFEJES

Participer à la définition des orientations stratégiques de la programmation annuelle, à la définition du budget et à la répartition des financements ;

Superviser l'exécution des activités et assurer le suivi ;

Contribution à la mise en place des Conseils Nationaux de la Jeunesse et à la formation des dirigeants ;

Production d'une option loisir dans les programmes de formation des cadres de jeunesse des instituts et d'un module de formation en entrepreneuriat ;

Assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques nationales de jeunesse des pays membres et procéder à des analyses ;

Participer aux activités de bilan/évaluation de la CONFEJES.

Appui à la mise en place des politiques nationales de jeunesse, sport et loisir

Organiser des séminaires de formation sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques nationales de jeunesse et de sport: Publication du Guide

Publication d'un guide d'élaboration d'une politique nationale des loisirs ;

Assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques nationales et, en particulier, sur les effets produits quant à la promotion des femmes et des jeunes filles ;

Fournir un appui technique aux pays membres ;

Participer aux activités de bilan/évaluation de la CONFEJES;

La formation et de perfectionnement des cadres de jeunesse et de sport.

- *Élaboration d'un cadre stratégique décennal en matière de formation des cadres de la jeunesse et des sports : conception et planification du Programme CONFEJES de Formation et de Perfectionnement ;*
- *Mise en œuvre d'une stratégie quadriennale et d'un plan d'action sur l'implantation du système Licence, Maîtrise, Doctorat (LMD) dans les instituts africains de formation des cadres de jeunesse, EPS/ sport et loisir : production de trois (3) programmes de Licence professionnelle en partenariat avec le CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) et le IIF/CESAG (Institut d'Ingénierie de formation du Centre d'Études Supérieures en Gestion (Sénégal) ;*
- *Coordination de l'étude sur « La valorisation des ressources humaines pour un développement durable » préparatoire à la Conférence ministérielle de Praia (Cap Vert) ;*
- *Organisation de la Conférence ministérielle (23 pays) sur la formation et le perfectionnement des cadres (tenue à Praia, Cap-Vert, en 2006) : adoption et publication de la « **Déclaration de Praia** » ;*
- *Mise en place du Réseau des Instituts nationaux de la jeunesse et des sports ;*
- *Formation et perfectionnement des cadres des ministères et des instituts:*

Organisation de séminaires sur l'ingénierie de formation, le plan d'établissement, l'innovation pédagogique générée par l'introduction du système LMD, l'introduction de formations en loisir et en entrepreneuriat jeunesse ;

Mise en place d'un volet bourses d'études de 2^{ème} cycle : production de 75 diplômés ;

Publication d'un guide sur les métiers et petits métiers des secteurs jeunesse et sport;

1997-1998: Québec : *Société SARAL International : Associé chargée du secteur développement des ressources humaines des projets Internationaux : planification et suivi (2 projets) ;*

1991-1996: *employeur OXFAM-QUEBEC : Représentant au Rwanda (3 ans) et en Tunisie (2 ans).*

Programmes orientés sur le renforcement des capacités des associations et des ONG nationales.

Principales réalisations

Administrer le Bureau ; procéder à l'embauche du personnel local ; gérer la logistique, les contrats locaux et les Ententes de partenariat ;

Assurer la communication et les relations entre le Bureau, le siège, les coopérants et les partenaires (ONG, ministères, Croix-Rouge, Ambassade du Canada) ;

Préparer les budgets et les exécuter ;

Recherche de financement local;

Coordonner les activités de 10 à 15 coopérants volontaires affectés auprès de partenaires nationaux;

Mise en œuvre d'un programme d'activités génératrices de revenus destiné aux femmes et jeunes filles (10 à 15 projets selon le pays).

Coordonner le projet canadien « Fonds d'initiatives locales » pour le compte de l'Ambassade du Canada à Tunis) ;

Coordonner le projet d'aide humanitaire « urgence Rwanda » destiné aux personnes déplacées pour cause de guerre) ;

Produire les rapports administratifs et financiers, et institutionnels.

1988-1990: Sénégal : *employeur ACDI: Spécialiste en éducation/formation : Premier Secrétaire à la Coopération Canadienne à l'Ambassade du Canada au Sénégal, chargé du secteur*

développement des ressources humaines des programmes de coopération au Sénégal et en Guinée.

En collaboration avec les équipes de projets,

- Participer à la planification, au suivi et à l'évaluation des projets ;
- Participer à l'identification des besoins nationaux ;
- Établir les termes de référence pour la définition des projets de développement des ressources humaines ;
- Procéder à des analyses de projets, fournir des avis et recommandations et assurer le suivi ;
- Établir les termes de référence pour l'embauche des consultants, analyser les dossiers et fournir des recommandations ;
- Contrôler et valider le travail des consultants locaux pour les activités ci-après :
 - L'intégration de la femme dans le développement ;*
 - L'appui administratif aux institutions canadiennes, entreprises et ONG présentes sur le terrain ;*
 - La mise en œuvre du programme d'orientation-terrain pour les canadiens affectés à l'étranger.*

1978-1988: Sénégal : employeur ACDI : Conseiller technique au Secrétariat technique permanent des Conférences ministérielles de l'éducation (CONFEMEN) et de la jeunesse et des sports (CONFEJES):

Gestionnaire du Programme de Bourses Canadiennes

Principales réalisations :

- Production de 435 diplômés africains formés dans institutions africaines et canadiennes (dont 74 diplômés de 2^{ème} et 3^{ème} cycles formés au Canada ;
- Création et mise en œuvre de la Commission consultative permanente sur la formation des cadres supérieurs :
 - Réalisation d'études sur l'harmonisation des programmes d'enseignement en éducation physique ;*
 - Rencontres de concertation entre les directeurs des instituts ;*

Analyse des besoins de formation en Afrique francophone ;

Produire des avis et recommandations en matière de formation des cadres aux ministères de la jeunesse et des sports et la CONFEJES;

- *Missions de suivi des boursiers dans les institutions de formation partenaires en Afrique (4) et au Canada (3) ;*
- *Développement de la coopération Nord-Sud entre les instituts africains (5) et les universités canadiennes (4) : réalisation d'un projet d'appui pédagogique « professeurs visiteurs » (20 actions) ;*
- *Gestion administrative et financière du programme et production des rapports annuels et d'étapes.*

1974-1978: Burkina Faso: employeur ACDI : Formation des maîtres : professeur à l'Institut National de la Jeunesse, de l'Éducation Physique et Sportive (INJEPS) à Ouagadougou.

1972-1973 : Études à plein temps à l'Université du Québec à Trois-Rivières(UQTR)

1964–1972: Ville de Roberval et de Montmagny : Enseignant au niveau secondaire : matières générales et Éducation Physique

1962-1964 : École Normale Laval de Québec: brevet d'enseignement.

Parcours personnel et professionnel

Je suis né à Tourville (dans une famille de 9 enfants), un village de 1500 habitants, plutôt ouvert et dynamique, situé à 100 km de la Ville de Québec (Canada).

J'ai d'abord exercé le métier d'instituteur mais au fil des ans, mes choix d'études universitaires marqueront définitivement mon parcours professionnel tant au Canada et qu'en Afrique francophone : diplômé de l'Université Laval à Québec en 1971 (pédagogie), de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1974 (Éducation Physique) et de l'Université d'Ottawa en 1984 (Master en administration EP).

Ma carrière débute donc dans l'enseignement secondaire (1964) au Québec puis s'oriente par la suite (1974) vers la coopération internationale (coopérant ACDI). Ma première expérience se fera au Burkina Faso (tout excité) où je suis affecté à la formation des maîtres à l'ouverture de l'INJEPS. Le Directeur, les professeurs et les élèves-maîtres étaient tous impliqués et

enthousiastes. L'EPS était valorisée et les moyens suffisamment disponibles, le succès était permis. Cette expérience m'a conforté dans mon cheminement de carrière dans la coopération internationale et particulièrement, en matière de formation des cadres de jeunesse et de sport où j'ai réalisé l'ampleur des besoins et des attentes.

Dans la foulée (1978-1988), j'ai obtenu une affectation au Sénégal à titre de conseiller technique auprès des Secrétaires généraux des Conférences ministérielles de l'Éducation (CONFEMEN), de la Jeunesse et des Sports des États et gouvernements ayant le français en partage (CONFESJES). Lors de la séparation de ces deux Conférences ministérielles (1983), je suis resté Conseiller technique auprès du Secrétaire général de la CONFESJES. Durant cette période, j'ai eu à fournir une expertise conseil et technique et à concevoir et gérer, entre autres, le Programme des bourses Canadiennes CONFESJES, lequel a produit (entre 1978 et 2008) plusieurs centaines de cadres (environ 525) mis à la disposition des Ministères de la Jeunesse et des Sports et des instituts nationaux de formation des cadres JS (15). Ce fut aussi la période où la CONFESJES a commencé à réunir (responsabiliser) les Directeurs des Instituts dans la perspective de l'harmonisation des programmes d'enseignement et de l'équivalence des diplômes. Ce processus débouchera (2005-2008) sur l'étude de la faisabilité relative à l'intégration (nationale) de l'approche LMD par les instituts. Depuis, les efforts des instituts portent sur cette intégration qui nécessite le partenariat avec une université nationale. Des batailles à mener qui ne sont pas gagnées d'avance !*

De 1988 à 1990, et dans le cadre de la coopération canadienne (ACDI), je suis embauché (contrat de 2 ans) comme spécialiste (éducation/formation/genre) puis détaché à l'Ambassade du Canada au Sénégal à titre de Premier Secrétaire à la coopération chargé des dimensions « Développement des Ressources Humaines (DRH) » et « Genre » dans les projets de la coopération canadienne au Sénégal et en Guinée. Mon expérience administrative et technique au sein de la CONFESJES et une meilleure connaissance du terrain en Afrique s'avèreront des atouts précieux. L'appui à la réalisation de grands projets bilatéraux, les relations internationales et les apprentissages en diplomatie marqueront ce passage.

Après un bref séjour au Québec (1990) où j'ai exercé comme consultant international en DRH dans une société privée, j'ai servi dans la coopération volontaire, à titre de Représentant d'OXFAM-QUEBEC, respectivement au Rwanda en 1991 (rapatrié au Siège en 1994 au moment du génocide) et en Tunisie de 1995 à 1996. Ces deux programmes étaient axés sur les activités génératrices de revenus et ils ciblaient les femmes démunies

De retour au Canada en 1996; j'ai exercé à nouveau le métier de consultant international en DRH pour le compte d'une société privé. Nous avons travaillé sur la formation des cadres (avec une équipe de droit international) pour faciliter l'accès de la Lituanie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

L'année 1998, marquera mon retour à la CONFEJES comme Conseiller technique auprès du Secrétaire général. L'appui conseil et technique, la mise en place des politiques nationales de jeunesse, de sport et des loisirs, et la gestion du Programme CONFEJES de formation et de perfectionnement des Cadres seront mes principales tâches jusqu'en 2007.

À la fin de cette affectation, j'ai continué, comme contractuel, à servir la CONFEJES à titre de spécialiste en suivi / évaluation des programmes de l'institution.

De retour au Canada, en 2009, après plus de 30 ans de coopération internationale, la retraite s'est imposée... avec une certaine nostalgie.

NB : Pour plus de détails, veuillez vous référer au curriculum vitae ci-joint

Contexte des relations internationales et africaines de 1945 à 2010

L'enjeu principal de l'Afrique pour les années d'après-guerre concerne d'abord le retour à l'indépendance politique. Le sentiment d'indépendance n'a cessé de se renforcer surtout après la 2^{ème} guerre mondiale. Il s'est manifesté à travers la conscience des populations africaines et celle de leaders engagés, tels : F.H.Boigny, L.S. Senghor, S.Touré, Bourguiba, etc...d'une part, mais aussi à cause de l'affaiblissement des pays colonisateurs par la guerre 1939-45 en

particulier, l'Angleterre et la France. S'ajoute à ce contexte, la montée en puissance des États-Unis, vainqueur de la seconde guerre mondiale (Europe et Pacifique) : la bombe atomique est utilisée pour la première fois contre le Japon. Une nouvelle puissance venait de naître imposant du coup un nouvel ordre mondial dont le fer de lance sera la liberté, la démocratie, l'expansion économique et politique. Le pendant de cette stratégie internationale visait, entre autres, l'affaiblissement graduel de l'Union Soviétique devenu trop puissant après 1945. La course aux armements et à la conquête de l'espace se produiront par la suite (1960) dans un contexte de tension internationale appelé « Guerre Froide ».

En 2010, après 75 ans, nous observons que les pays africains ont acquis l'indépendance politique et pris une certaine distance vis-à-vis des anciens colonisateurs. Entre temps, le mur de Berlin (1988) est tombé. Ce symbole déchu emportera dans sa chute plusieurs régimes communistes.

L'économie de marché et la mondialisation de l'économie sont des faits accomplis. Plus récemment, on constatera que la Chine est de plus en plus dominante dans le monde (2^{ème} économie en 2011), en particulier en Afrique : elle est passée de l'assistance (coopération dans la construction de stades et de routes) au commerce international, à l'immigration, à l'investissement jusqu'à inonder le continent de ses produits.

Au plan politique, on observe durant cette période que les jeunes indépendances ont subi trop souvent l'instabilité politique caractérisée par l'exercice d'un pouvoir sans partage et le repli sur soi-même. Ce contexte contribuera à freiner la lancée du développement économique, culturel et social (prometteur au début), à affaiblir les nouvelles institutions mises en place et à démobiliser les populations dont la jeunesse.

Les préoccupations pour la sécurité nationale supplantent l'ouverture sur les autres pays et l'intérêt pour le développement national ; dans certains cas, la dictature et la corruption sont érigées en système « durable ». Les États au Sud du Sahara s'appauvrissent et les populations vivent au rythme des programmes d'ajustement structurel (1990) imposés par le FMI et la Banque Mondiale et autres exigences des pays occidentaux. On constate alors que la confiance des pays contributeurs de l'aide au développement envers les dirigeants diminue face aux maigres résultats économiques et démocratiques réalisés. Dans l'ensemble, le rêve d'une

« Éducation pour tous » tarde à se matérialiser tout comme la place de la femme dans les sociétés modernes. La jeunesse, longtemps considérée comme une menace potentielle plutôt qu'une force dynamique de développement, se soulève en 2011 et manifeste sa colère et son exigence de démocratie (Tunisie, Égypte et autres). Les objectifs du millénaire peinent aussi à se réaliser face à l'échéance de 2015.

En revanche, l'Afrique a pu se doter d'institutions régionales en matière financière (BCEAO, BAD), économique (CEDAO, UEMOA), politique (UA) et sportive (CSSA, CONFEJES). Ces regroupements auront permis de renforcer sa présence dans les institutions internationales.

La décennie 2000 marque des avancées démocratiques dans plusieurs pays (ex : Afrique du Sud, Mali, Burkina Faso) mais la démocratisation du pouvoir politique reste fragile (Côte d'Ivoire, Togo, Haïti, etc...) L'Afrique demeure encore peu concurrente en termes de production industrielle et d'échanges économiques bien que l'exemple positif de l'Afrique du Sud ait produit un effet d'entraînement avec Nelson Mandela.

À l'aube du IIIème millénaire, l'Afrique demeure un formidable réservoir de ressources humaines et de matières premières (Guinée, RCI, RDC, Congo, le Sahara, Algérie, Nigéria, etc.) qui ne demande qu'à être exploité. On constate toutefois que les capitaux extérieurs boudent encore le développement de l'Afrique. Cela ne devrait tarder compte tenu des richesses inexploitées. Il nous semble toutefois que l'aide traditionnelle au développement devra céder la place à l'industrialisation, à l'innovation, à l'investissement et au commerce : c'est le cas présentement pour l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, la Chine qui ont misé sur la mondialisation pour accélérer leur développement

Les secteurs de la jeunesse et du sport

La situation décrite ci-haut a sûrement influencé l'évolution des secteurs jeunesse et sport qui sont demeurés des parents pauvres. Historiquement, le colonisateur a laissé à son départ

quelques structures et infrastructures ainsi que quelques cadres formés. Jusqu'à aujourd'hui, la jeunesse et le sport sont restés des secteurs peu soutenus par les budgets des États.

Parmi les causes, on retrouve, entre autres, le manque d'intérêt ou de volonté politique et de moyens matériels et financiers. Les ressources financières disponibles, souvent affectées sur la base de considérations politiques, n'ont pas bénéficié également à l'ensemble des disciplines sportives et à l'éducation physique. Certains allaient jusqu'à qualifier les Ministères de la Jeunesse et des Sport de « ministères du foot » tellement cette discipline drainait les budgets nationaux. Les dirigeants politiques avaient vite compris que le foot s'avérait un atout politique (Cameroun, Nigéria, Sénégal, Égypte, etc.). Le foot confortait le nationalisme et exacerbait la fierté des populations. Il engendrait tout autant des dérapages incontrôlables. L'État et le foot trouvaient leur compte pendant que les secteurs jeunesse et EPS/sport stagnaient.

La « politisation » du foot influença par ailleurs, la durée de vie des ministres en place selon que l'équipe nationale avait des succès ou des déboires. Les fréquents changements de ministres JS entraînent souvent les hauts cadres dans leur chute. Ces pratiques produisaient des effets négatifs, à moyen et à long termes, sur la gestion et l'efficacité des programmes nationaux, et bien évidemment, sur la mise en œuvre des politiques et programmes de la CONFEJES. Ces effets se répercutaient sur la durabilité des actions et la mémoire « étatique » des ministères JS.

S'agissant de la CONFEJES, l'instabilité des ministres JS était une contrainte majeure à la mise en œuvre et à l'efficacité de la programmation. À titre d'exemples, nous avons été témoins, à maintes reprises, de la venue de nouveaux ministres au Secrétariat général (accompagné de leurs nouveaux conseillers) dans le but de « découvrir » la CONFEJES, alors que ces mêmes pays étaient des membres fondateurs (1969) ! Pour d'autres, c'était le report de la tenue de la Conférence ministérielle ou de projets. Au plan de la gestion de l'information et des programmes, que dire du haut fonctionnaire qui part en retraite et qui emporte ou détruit toute la documentation de la CONFEJES ! On peut s'interroger, à savoir: à qui profitait cette gestion « personnalisée » ? Sûrement pas aux bénéficiaires, surtout les jeunes et les femmes !

Ces pratiques dans la gestion publique, constatées du plus petit chef jusqu'au plus grand, permettaient d'user du pouvoir de l'État en toute impunité, de se soustraire aux responsabilités et à la compétence et surtout, de ne pas rendre de comptes aux populations. Cela signifiait aussi l'absence de cadre stratégique, de planification des politiques publiques, d'évaluation et de cohérence et de durabilité des actions. Ces comportements de propriétaire de la chose publique auront coûté beaucoup d'argent aux États Africains sans rapporter de réels bénéfices aux populations.

La formation des cadres, entre autres, a été particulièrement pénalisée par ces pratiques. Les problèmes des instituts relatifs à la qualité de la formation et des enseignants, la reconnaissance des diplômés (Licence), le perfectionnement des formateurs et les possibilités de carrière à travers le système LMD, n'ont jamais été résolus par manque de moyens...disait-on ! Sauf, au Bénin, à Maurice et au Sénégal. Le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger et le Togo ont cependant, réalisé d'énormes progrès

Au niveau de la coopération internationale, bien que l'apport des jeunes au développement soit reconnu (UNESCO), les secteurs jeunesse et EPS/sport ont bénéficié bien peu du financement international. Dans la plupart des cas, ils n'y avaient même pas accès. Après les indépendances africaines, la France a maintenu son aide au sport africain de haut niveau (fédérations et athlètes) et à la formation des cadres en France pendant que le Canada marquait une préférence pour les activités de jeunesse, genre et la formation des cadres en Afrique. Quant à la Chine, elle a beaucoup fait pour les infrastructures sportives.

L'aide internationale n'est pas pour autant désintéressée. Pour les pays contributeurs, en général, l'aide se fera à travers leur capacité de réponse bien sûr, mais aussi en fonction de leur politique internationale (stratégies et priorités). D'où, une influence certaine sur les programmes nationaux et ceux de la CONFEJES et ce, d'hier à aujourd'hui. Comme dit le proverbe « à cheval donné on ne regarde pas la bride ».

S'agissant de la CONFEJES, ses moyens ne permettaient pas satisfaire tous les besoins des pays! Elle aurait pu faire plus mais encore aurait-il fallu une participation plus soutenue par les fonds propres des pays du Sud.

L'exemple des bourses d'études CONFEJES est assez éloquent : les pays du Sud n'avaient pas à déboursier un franc pour soutenir leurs boursiers. Il s'agissait d'une prise en

charge totale par l'institution. Une participation nationale aurait pu permettre de doubler le nombre de diplômés !

Pendant ce temps, d'autres, comme la Tunisie, le Maroc et Maurice, prenaient sur leurs fonds propres la charge les secteurs JS. Dans les deux cas, ces pays s'étaient dotés de politiques publiques JS cohérentes et efficaces pour atteindre des objectifs quantifiés et mesurables. On constatera qu'il n'y a plus de choix : les pays doivent aujourd'hui, suivre la voie des politiques nationales et des plans d'action pour accéder au financement national ou international. Bref, ils doivent planifier et justifier les demandes des fonds.

La CONFEJES et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud

La Conférence des Ministères de la Jeunesse et des Sports (CONFEJES) créée en 1969, a permis de regrouper les ministères JS, d'évaluer leurs besoins, de satisfaire le minimum de ceux-ci à travers la coopération multilatérale. En 2005, elle est intégrée à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) avec la reconnaissance de sa spécificité jeunesse et EPS/Sport. La CONFEJES a pu exister grâce au financement provenant des pays du Nord. Depuis 2000, les pays du Sud contribuent de plus en plus, entre autres, par l'entremise du Fonds Commun. Ce Fonds garanti l'indépendance des actions de la programmation, favorise les politiques multilatérales et l'égalité des chances à tous.

De 1969 à 1999, il est à noter, que l'approche projets (financement à la pièce) favorisait les bailleurs de fonds. Elle permettait d'exercer leurs choix sur l'adoption des projets.

Il faudra attendre l'an 2000 pour que la CONFEJES adopte l'approche programme et introduise une programmation quadriennale. Cette approche permettra de faire évoluer rapidement l'élaboration des politiques nationales JS et des plans d'action y référant. Ce nouveau concept de programmation facilitera l'harmonisation des politiques publiques JS (voire des loisirs) et des programmes à tous les niveaux : national, bilatéral et multilatéral. Ce sera le véritable début d'une coopération multilatérale équilibrée à travers le partenariat et la mobilité de l'expertise Sud-Sud et Nord-Sud. Le programme (III) PCFC, en particulier, a fait de la coopération (2000) un objectif stratégique et opérationnel. Autrement dit, le temps de « faire pour les pays » faisait place au « faire faire » par les pays eux-mêmes.

En 2005, la CONFEJES harmonise ses objectifs stratégiques avec ceux de l'OIF en adoptant le Cadre stratégique décennal de la Francophonie.

Deux autres stratégies viendront conforter la programmation de la CONFEJES, à partir de 2008, et renforcer le processus de gestion. Il s'agit de la Gestion axée sur les résultats (GAR) et l'intégration de l'approche Genre dans les projets.

Pour ma part, j'ai eu à travailler prioritairement sur la mise en œuvre de ces stratégies dans les programmes.

NB : *Voir le site « confejes.org » pour plus de détails concernant les stratégies de coopération mises en œuvre, les programmations adoptées et les Déclarations issues des Conférences thématiques sur le sport, la jeunesse et la formation des cadres (celle de Praia, Cap-Vert).*

Coopération internationale et coopération internationale africaine : Politiques et dispositifs de coopération

La coopération internationale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, débute, en général, après la seconde guerre mondiale puis s'accélère au moment de la décolonisation (1955-1960) de l'Afrique.

La coopération canadienne

La coopération canadienne bilatérale commence avec la seconde guerre mondiale alors que le pays se trouve dans le camp des Alliés. En 1940, après la défaite de la France, l'Angleterre est sérieusement menacée et se retrouve seul face à l'Allemagne. Le Canada se range alors du Côté de l'Angleterre et lui prodigue une aide substantielle : plus de 200 000 soldats et l'approvisionnement en matériel militaire et en nourriture. En contrepartie, l'économie canadienne se développe dans ce contexte troublé et son poids politique augmente (jusqu'alors sous l'emprise anglaise). Le Canada soutiendra aussi militairement les Alliés lors de la guerre de Corée (1953).

La seconde étape de la coopération canadienne est dictée par des choix propres et concerne l'aide aux pays en voie de développement nouvellement indépendants(1960). Elle s'étend à tous les continents sauf, les pays communistes. La troisième étant la contribution aux missions de paix des Nations Unies et à l'aide d'urgence dans les cas de catastrophes alimentaires, séismes, etc.

Au niveau de l'Afrique, cette aide se concrétise (1) par l'envoi de coopérants (1000 à 1500 par année entre 1960 et 1970, (2) l'appui à des projets de développement, (agriculture, pêche, structures & infrastructures, ressources humaines et financières, etc.), (3) et l'aide alimentaire. Pratiquement tous les pays africains ont bénéficié de la coopération canadienne sous une forme ou sur une autre.

Pourquoi cette coopération ? Il semble y avoir, entre autres, deux explications. La première voudrait que la coopération canadienne ait relayé les communautés religieuses actives (entre autres) en Afrique depuis le début du XX^{ème} siècle sous la gouverne de l'Église catholique. En effet, les activités des missionnaires, centrées sur l'éducation, étaient bien connues au Canada à travers les levées de fonds et la propagande religieuse. Ils ont été les premiers à faire connaître l'Afrique au Canada. Il y a lieu de croire que la coopération canadienne soit en quelque sorte le prolongement de la « coopération religieuse »

Face à un monde internationalisé par la guerre 1939-45, la seconde raison aurait été commandée par un besoin d'ouverture sur les autres et de reconnaissance politique à une plus grande échelle. En élargissant ses relations politiques et économiques aux pays nouvellement indépendants, le Canada misait sur l'avenir des pays en voie de développement tout autant que sur le sien.

Les stratégies de coopération:

-La mise à disposition de ressources humaines (coopérants) auprès des pays en développement répondait, au début des années 1960, à une demande de techniciens qualifiés. À l'époque, il s'agissait d'une forme de coopération qui s'apparentait davantage à de la substitution aux ressources locales. Le Canada a vite réalisé que cette assistance massive en RH ne produirait pas nécessairement les impacts durables recherchés.

-L'idée que le « transfert » des savoirs et des savoir-faire génère des effets multiplicateurs qui favorisent davantage l'autonomie et le développement national s'impose (1975) dans les interventions d'aide au développement.

Le principe « aider à s'aider » ; qui s'appuie sur les politiques publiques, la participation des populations et le financement, viendra renforcer par la suite la conception des interventions de la coopération canadienne (1985).

Les stratégies de coopération et d'échanges continueront d'évoluer dans les années 1990. Dorénavant, celles-ci concerneront davantage le concept de « renforcement des capacités nationales » incluant l'approche « genre ». Le spectre des partenaires de la coopération s'agrandit (gouvernement, institutions, sociétés publiques et privées, société civile).

Cette stratégie de coopération sera renforcée durant les années 2000 par la vision d'une coopération plus responsable et plus engagée de part et d'autre, à savoir : le développement du « partenariat » et l'introduction de la gestion de projet axée sur les résultats

Déploiement de la coopération

Historiquement, la coopération canadienne se déploie autour des Ambassades, des Bureaux d'Ambassades, des firmes privées, des ONGI, des partenaires d'affaires et par la représentation du pays dans les institutions internationales ou multinationales.

Déjà au milieu des 1980, le budget de l'ACDI dépassait deux milliard de dollars. La coopération bilatérale s'étendait à la plupart des pays africains du Nord au Sud. Dans les années 1990, un rééquilibrage s'est amorcé entre les différentes formes de coopération : la coopération bilatérale diminuera au profit de la coopération multilatérale et volontaire.

Au niveau bilatéral, elle restera axée sur le partenariat (sociétés privées, institutions et ONG) tout en marquant un retour sur la satisfaction des besoins de base (éducation, genre, société civile).

La coopération multilatérale institutionnelle a pris de l'importance dans le contexte récent de la mondialisation. Cette dernière forme de coopération semble dominer aujourd'hui compte tenu du nombre et de l'évolution des institutions multilatérales et de leur influence au plan politique.

Compte tenu de sa double culture, le Canada est membre de l'OIF, de la CONFEJES et de la CONFEMEN. Au niveau anglophone, il est membre d'institutions similaires au sein du Commonwealth.

Enfin, la coopération volontaire (ONG) et institutionnelle (université et Collèges) demeurent toujours privilégiées. L'une des caractéristiques de la coopération canadienne est la participation de tous les segments de la société en la matière.

De l'INJEPS de Ouagadougou à la CONFEJES

(Il est à noter que j'ai eu deux affectations à la Conféjes : 1978-1988 et 1998-2008)

En 1974, j'ai été retenu par le Canada (Agence canadienne de développement international) pour une affectation en Haute-Volta dans le domaine de l'enseignement. Celle-ci s'est déroulée en deux temps: d'abord, comme professeur au Lycée technique de Ouagadougou puis, à l'INJEPS lors de son ouverture.

C'était la période où le Canada retirait graduellement ses coopérants en Afrique dans le domaine de l'éducation.

Sur le plan humain, j'ai particulièrement apprécié cette expérience nouvelle qui m'a permis d'avoir mon premier contact avec l'Afrique francophone. La population était accueillante et le contact facile. Les relations étaient cordiales et simples. L'économie se développait avec l'agriculture en tête. Le pays étant bien positionné sur le plan géographique, j'ai eu l'avantage de visiter tous les pays limitrophes et de me faire une idée de l'Afrique de l'Ouest.

Sur le plan professionnel à l'INJEPS, j'ai travaillé sous la direction de M. Ado Traoré. Avec son épouse Lucille, ils étaient les seules ressources humaines locales. La majorité des professeurs étaient français ; nous étions deux canadiens. Le fait de participer à l'ouverture d'une nouvelle institution de formation des cadres JS fut un défi exaltant. Il fallait réussir le lancement, intégrer l'institution dans la société et s'assurer de sa pérennité. Nous avions un groupe d'élèves-maîtres motivé et fier. À ma connaissance, la plupart ont réussi par la suite dans le métier d'enseignant, d'autres, ont poursuivi leurs études au niveau du professorat EPS voire au-delà.

Pour ma part, j'ai, entre autres, initié la natation à l'INJEPS. Plusieurs années après, mes anciens élèves se sont souvenus (rencontre en 2005) de cette expérience nouvelle : difficile pour certains et passionnante pour d'autres. Certains ont aussi fait la promotion cette discipline par la suite.

J'ai également expérimenté la « Méthode Sport Facile », conçu par Jacques Dudal, dans deux écoles primaires de quartier. Le projet consistait à valider les principes de fonctionnement et d'organisation des groupes d'élèves et à dégager les principes pédagogiques sous-tendus, tels : la coopération entre les enfants, la participation des enseignants, le développement du leadership, les transferts techniques et pédagogiques aux instituteurs, etc... Cette expérience s'est révélée fort utile par la suite dans mes cours de psychopédagogie.

La coopération sportive canadienne

Le sport n'a jamais été une priorité pour le Canada en Afrique compte tenu des besoins de base à satisfaire. En fait, le sport n'a jamais été financé directement par l'aide publique canadienne. Par contre, l'EPS a reçu un appui compte tenu de sa contribution aux missions de l'éducation et de l'école. Il faut savoir, d'autre part, que le sport au Canada n'est pas de la responsabilité du Gouvernement Fédéral mais plutôt de celle des Gouvernements des provinces et des Fédérations sportives.

Les Fédérations sportives sont décentralisées. Elles coopèrent de manière autonome avec les deux paliers gouvernementaux et l'université. L'action du Gouvernement Fédéral consiste à soutenir la préparation des athlètes de haut niveau et leur participation aux grands événements sportifs internationaux. L'organe technique est « Sport Canada ». Il gère le sport amateur de haut niveau et assume la promotion de l'activité physique de la population dans une perspective de santé publique. Sport Canada soutient occasionnellement la formation des entraîneurs féminins en Afrique.

Quant au sport professionnel (hockey, football (américain), soccer, etc...), il est géré par l'entreprise privé et il est indépendant des gouvernements. De plus, il doit assurer ses propres revenus et s'autofinancer.

Les universités sont de plus en plus des pépinières d'athlètes amateurs (olympiques) et professionnels. Elles sont autonomes et coopèrent avec les fédérations, surtout en matière de recherche et la formation des entraîneurs. Comme on le voit, ce modèle diffère du modèle africain ou français où l'État est plus impliqué dans le sport.

En revanche, la coopération canadienne a soutenu la jeunesse et son encadrement, la formation des cadres et des formateurs, et l'intégration des femmes et des jeunes filles dans le processus de développement. Il faut noter ici que la coopération multilatérale a permis de garder la porte ouverte dans le secteur sport surtout, à travers la formation des cadres au niveau de la CONFEJES.

La CONFEJES

La CONFEJES a été créée, en 1969, au moment il existait dans les pays une grave pénurie de cadres qualifié pour gérer et encadrer les secteurs jeunesse et EPS/Sport. La formation des cadres était perçue comme la principale priorité à l'époque. Sa première mission sera donc le développement accru des ressources humaines en vue de renforcer les secteurs JS.

Pour ce faire, elle a arrêté une stratégie basée sur la coopération, les échanges et la concertation.

Dès le départ, et à la demande des pays du Sud, le Canada a orienté son appui sur la formation des cadres JS et les activités de jeunesse. Quant à la France, elle a fait du sport une priorité en Afrique ; conséquemment, elle s'impliquera davantage dans le secteur sport à la CONFEJES en particulier, dans le sport d'élite. Elle maintient encore aujourd'hui son appui à travers le Fonds Francophone pour la Préparation Olympique (FFPO).

Il est à noter, qu'en 1977, les ministres de la CONFEJES et de la CONFEMEN ont décidé d'opérer la fusion des Secrétariats techniques de chaque institution. Le Canada supportera cette nouvelle entité en mettant à sa disposition un conseiller technique répondant au profil Éducation /formation et EPS. Voilà le contexte de coopération qui m'a mené à Dakar (1978). Cependant, après un mariage qui aura duré cinq ans, les ministres de la CONFEJES considèrent que la fusion des deux Secrétariats est difficilement viable. La culture institutionnelle et de la gestion financière de chaque entité sera souvent une source de différends. La séparation s'opèrera finalement en 1983. Pour ma part, je suis demeuré finalement avec la CONFEJES par la suite.

Le Programme des Bourses Canadiennes (PBC) CONFEJES.

Dès ma prise de fonction (1978) à Dakar, outre l'appui aux fonctions exercées par les Secrétaires généraux, j'ai été chargé de concevoir, de mettre en œuvre et d'assurer le suivi/évaluation du Programme des Bourses Canadiennes (PBC) CONFEJES.

Ce programme de formation des cadres était une réponse canadienne à la demande des pays du Sud qui avaient un urgent besoin de cadres qualifiés après l'indépendance. Jusque-là, les coopérants étrangers comblaient les écarts nationaux en matière de ressources humaines. Le Canada s'était alors engagé à financer le « PBC » et le Secrétariat général était chargé de gérer ce programme.

Au plan stratégique, le Canada répondait à la demande des pays africains qui souhaitaient un développement accru des ressources humaines destinées aux ministères JS et aux instituts nationaux de formation des cadres. Pour ce faire, la formation de cadres JS devait se faire prioritairement en Afrique selon les besoins exprimés par les pays demandeurs. Conséquemment, la CONFEJES a adopté (1975) la stratégie dite de la « régionalisation des instituts » ou des pôles géographiques de formation des cadres JS.

Les bénéficiaires des bourses d'études octroyées par la PBC provenaient des pays du Sud (20) qui (1) ne disposaient pas d'institut de formation ou (2) qui ne dispensaient pas le niveau Professorat EPS ou Conseillât de Jeunesse voire l'inspectorat JS. La formation concernait sans distinction les secteurs de la Jeunesse et de l'EPS/Sport tout comme celui de l'administration (inspecteurs). Le programme était ouvert aux femmes et aux hommes (égalité des sexes).

La CONFEJES réunissait annuellement un comité de sélection, formé de Directeurs d'Instituts, pour opérer la sélection et le placement. Les bénéficiaires étaient accueillis par les Instituts à vocation régionale (IVR) : Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal (l'Institut du Congo/Brazzaville était aussi reconnu IVR mais n'a pas accueilli de boursiers par la suite).

Quant à la formation supérieure, elle était offerte (1983) principalement aux formateurs de formateurs des IVR jusqu'en 1998. Les étudiants des niveaux Master et Doctorat (sélectionnés par les universités partenaires) seront alors formés au Canada (pour la plupart) mais aussi en Belgique et en France (le système LMD existait à ce moment au Canada en Belgique).

De 1978 à 1998, la contribution de la CONFEJES à la formation des cadres africains francophones s'est élevée à 450 dont 75 diplômés pour le Master et le doctorat destinés aux IVR. Ce nombre passera à 525 en 2008. Plus de 20 pays ont été bénéficiaires. Selon l'intérêt manifesté par les pays entre 10 et 30 bourses d'études ont été octroyées à chacun d'eux. Cette disparité s'explique, principalement, par un manque d'intérêt et de continuité de certains pays pour la formation des cadres, l'absence de politique nationale ou d'une stratégie de formation et le manque de volonté politique.

Fort de ces ressources humaines plus qualifiées, les pays les plus motivés ont pu, soit de se doter d'un institut, soit de renforcer l'autonomie de l'institut de formation existant ou de combler les besoins urgents des ministères. Les pays de l'Afrique de l'Ouest se sont montrés davantage intéressés que les autres à ce programme. C'est le lieu de mentionner, qu'en 1980, les nationaux constituaient 10 à 15% du personnel enseignant des IVR mais entre 1988 (IVR) et 1998, ces mêmes instituts avaient conquis une autonomie relative : ce qui faisait dire à un enseignant expatrié (coopérant français en Côte d'Ivoire) à l'époque que « la CONFEJES nous a tous mis dehors » ! Inutile de dire que les relations étaient plutôt tendues avec « nos amis français » qui contrôlaient, jusque-là, la formation des cadres en Afrique francophone.

Pendant la période 1988-1998, j'ai exercé deux ans dans la coopération canadienne (Ambassade du Canada à Dakar), ensuite, j'ai été au service d'OXFAM-QUEBEC (coopération volontaire) pendant six ans (Rwanda, Tunisie et Montréal). Enfin, j'ai pratiqué la consultation le reste du temps. Dans le but de maintenir le fil conducteur avec la coopération à la CONFEJES, il a lieu de se référer au curriculum vitae ci-joint.

Le retour à la CONFEJES en 1998

En 2000, j'ai été chargé de concevoir et de mettre en œuvre le Programme CONFEJES de formation et de perfectionnement des cadres (PCFC) en remplacement du PBC. Cette évolution s'inscrivait dans la foulée de l'approche programme adoptée par l'institution. Pour la première fois, la CONFEJES se dotait d'une programmation quadriennale qui s'appuyait sur des objectifs stratégiques à long terme.

La programmation quadriennale 2000-2004

(Document de référence : Rapport d'activités 2000-2004)

Cette programmation avait comme priorités (1) l'harmonisation des programmes d'enseignement des instituts, (2) la Commission consultative permanente sur la formation des cadres, (3) l'étude des besoins de formation des pays, (4) la faisabilité du système LMD pour les instituts, (5) la définition d'un cadre stratégique pour la formation des cadres et (6) la poursuite de la formation des cadres.

À partir de l'an 2000, la formation supérieure (Master et Doctorat) sera privilégiée et ouverte à tous les instituts en vue de soutenir l'harmonisation des programmes voire éventuellement l'universitarisation projetée de ceux-ci.

*Cette programmation quadriennale marquera le début d'une véritable stratégie de coopération multilatérale qui ne cessera de se renforcer à travers un partenariat institutionnel fécond. Les actions réalisées étant nombreuses, je vous invite à vous référer au **Rapport d'activités 2000-2004** ci-attaché dans le dossier communiqué.*

La programmation quadriennale 2005-2008

(Document de référence : Rapp Étude PIII 05-08)

En 2005, la CONFEJES est intégrée à l'OIF et elle adopte le « Cadre Stratégique Décennal de la Francophonie ». La programmation 2005-2008 marque donc la première étape d'une

programmation échelonnée sur dix ans. À cet effet, voici la présentation du Programme CONFEJES de formation et de Perfectionnement des cadres (PCFC). Vous trouverez dans la documentation transmise les résultats d'une étude préparatoire au bilan de la programmation 2005-2008 (Rapp Étude PIII 05-08).

L'intérêt de cette étude réside, entre autres, au niveau de l'objectif stratégique OS3 portant sur la coopération et le partenariat développés à travers une vingtaine d'instituts et une douzaine de partenaires. Voici la présentation du PCFC :

La mission du Programme III vise à « Contribuer au Développement humain durable à travers le développement (et la valorisation) des ressources humaines » des Ministères de la Jeunesse et/ou des Sports et des Instituts de formation des cadres.

Cette mission repose sur les postulats que les ressources humaines (cadres biens formés) constituent la première richesse des pays et que la gestion du dispositif national de formation doit être adéquate, efficace et productive

Elle se décline en **trois (3) objectifs stratégiques et opérationnels**. Ces objectifs participent de la mise en application du Cadre Stratégique Décennal de la Francophonie par la CONFEJES.

La vision du programme III s'appuie sur le principe d'un développement efficace des ressources humaines (compétence) considérées comme une matière première disponible et accessible par les pays.

L'objectif général opérationnel tend vers l'amélioration de la formation des cadres (JSL) et des capacités de ceux-ci à travers l'appui au développement et la valorisation des ressources humaines dans une perspective durable.

Quant aux orientations stratégiques, elles peuvent se résumer ainsi :

- Mobiliser et engager les États et gouvernements membres du Sud, ainsi que les Instituts, dans une démarche méthodique de production de réponses formation (ingénierie) capables de produire des effets sur le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion de la formation.
- Conforter la place de l'institut et renforcer son rôle dans le dispositif national de formation des cadres (JSL) en accompagnant le développement de ses capacités, l'intégration des besoins nouveaux (programmes) et la mise en place d'une démarche qualité (APC et LMD).

- *Accompagner les efforts des États et gouvernements membres qui souhaitent produire des cadres bien formés capables d'assurer la pérennité et l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques nationales de Jeunesse, de Sport, de Loisir et de Formation des cadres.*

L'intervention

*Le programme III repose sur une approche conceptuelle à la fois **systémique** (interdépendance et cohérence entre les objectifs) et **itérative** (développement continu des actions par des études). Pour ce faire, il dispose de modes d'intervention variés, tels : séminaire, stage, formation courte et longue durée, groupe d'étude, expertise, financement, réseau d'Instituts, conférence ministérielle, Commission consultative permanente sur la formation des cadres, etc...*

Les principales stratégies d'intervention portent sur l'universitarisation des programmes d'enseignement des instituts et sur les bénéfices à tirer (synergie) du partenariat institutionnel (les échanges, la concertation et la coopération) et de l'expertise de haut niveau.

Les résultats produits à l'horizon 2008 sont recensés dans ledit document de référence incluant la Déclaration de Praia.

Les résultats en bref :

Trois programmes de Licence (Jeunesse, Sport et EPS) ont été produits et adoptés par la CONFEJES avec la coopération active des enseignants et Directeurs des Instituts, du CAMES et du CESAG (Dakar). De plus, le CAMES a adopté, en 2008, un CTS pour l'EPS.

Il revient aux instituts non universitaires d'établir maintenant un partenariat avec une Université Nationale pour faire accréditer ces programmes dans le cadre de la mise en œuvre du système LMD.

À notre connaissance, six instituts, dont deux universitaires (Bénin et Sénégal), ont atteint cet objectif (Licence) pour le professorat d'EPS. Le Bénin et le Sénégal dispensent en plus au moins un programme de Master. Une formation doctorale est mise en place au Bénin.

Enfin, il y a lieu de consulter les résultats (site) relatifs à la mise en place des politiques nationales ainsi que les stratégies de la CONFEJES en la matière. On pourra alors y relever les conférences ministérielles thématiques réalisées (différentes des Sessions ministérielles

annuelles) sur des thèmes intéressants chaque secteur et les orientations stratégiques de la programmation.

Analyse

Après 50 ans d'indépendance, la situation demeure difficile sur le continent africain. Les raisons sont plus profondes que les simples constats de faits ou l'interprétation des statistiques.

Au plan historique : facteurs d'influence

Il y a eu de grands empires en Afrique tant au Sud qu'à l'Ouest et de grandes civilisations (l'Égypte). Jusqu'au moyen-âge, le développement s'est fait par l'intérieur du continent. Il ne semble pas que l'Afrique ait été moins développée que les autres parties du monde.

-L'esclavage a affaibli et déstabilisé les populations africaines ; elle a semé la peur, le désarroi et l'affaiblissement des populations. Ce commerce se fera à partir des côtes africaines où émergera plus tard des villes nouvelles.

-La colonisation aura eu une influence culturelle, politique et économique certaine sur les peuples : perte de confiance en soi et d'initiatives, acculturation, division et soumission. Ceux-ci se protégeront en se repliant sur eux-mêmes et en se réfugiant possiblement dans la tradition et la religion. Le commerce ne se développera plus par les routes intérieures (le désert entre autres) mais par l'extérieur, via la mer, et sous l'influence européenne. Un système calqué sur celui de la métropole sera mis en place par le colonisateur.

-L'indépendance

L'indépendance est acquise autour des années 1960 au moment où un vent de liberté souffle (l'après-guerre) sur le monde et l'Afrique. Les grands conflits internationaux affaiblissent les anciens colonisateurs qui éprouvent des difficultés à se relever politiquement et économiquement. Tout devient enfin permis pour les pays nouvellement indépendants.

De l'indépendance à nos jours: les facteurs d'influence

Contexte :

Les pays nouvellement indépendants manquent de repères. Ils ne sont pas préparés à l'autonomie et aux responsabilités de l'État. Ils ne possèdent pas d'expérience politique ni les moyens économiques ni les ressources humaines nécessaires au fonctionnement d'État. Le nouvel État sera souvent trop petit géographiquement et il sera composé généralement de plusieurs peuples ou ethnies issus de traditions différentes. Les jeunes pays héritent aussi des frontières tracées par le colonisateur.

Effets

Cette situation sera propice aux conflits qui s'exprimeront dans l'exercice du pouvoir politique, surtout quand viendra le moment de le partager ! Les pratiques traditionnelles apparaissent bien peu adaptées à la modernité des années 1960. De plus, le colonisateur n'a pas préparé les jeunes États à exercer la gestion du pouvoir et les responsabilités politiques. Dans ce contexte, les pratiques étatiques du colonisateur se sont imposées.

L'avènement des partis uniques et des Chefs militaires constituera un nouvel asservissement des populations. Le pouvoir est concentré sur Chef. Celui-ci devient tout puissant et ne tolère aucune critique ou contestation. Ce comportement a essaimé un peu partout en Afrique. Serait-il d'origine culturelle : ex : la Chefferie traditionnelle ?

La démocratie n'étant pas au rendez-vous, l'enthousiasme du départ fera place graduellement au désenchantement des populations et à la résignation. Ce qui faisait dire à un brave paysan de l'ex Haute-Volta « C'est quand que ça va finir l'Indépendance » ?

Que faire

Bien que mal préparés, depuis les indépendances, il apparaît que l'Afrique s'est retrouvée en déficit démocratique par manque de volonté politique.

La démocratie n'est pas une recette magique mais un plat cuisiné et équilibré. Elle demeure jusqu'à présent le moins mauvais des systèmes... Tout simplement parce qu'elle accepte la liberté comme prémisses et qu'elle s'appuie sur les équilibres nécessaires à l'exercice du pouvoir : le politique, la justice et la presse. Ces ingrédients étant absents, un vent de révolte souffle sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient en 2011.

Toutefois, depuis l'an 2000, on observe que plusieurs pays africains ont fait des progrès sensibles dans la voie démocratique. Ces pays ont généralement bénéficié de la paix en retour qui est un prérequis pour le développement.

La démocratisation ne suffit pas à rendre les peuples heureux. Encore faut-il que la responsabilité et la performance encadrent tous les citoyens dans un projet national où la richesse est redistribuée.

Enfin, un pays ne peut s'isoler des autres aujourd'hui (ex : la Côte d'Ivoire). Chacun doit chercher à s'inscrire dans le contexte de l'interdépendance économique et politique qui caractérise le monde actuel (la coopération et les échanges commerciaux).

Les acteurs de la coopération internationale

Personnellement, nous avons eu l'opportunité de servir tous les Secrétaires généraux de la CONFEJES et d'expérimenter différents types de coopération : bilatérale, multilatérale et volontaire.

On a pu observer, au fil des ans, que la coopération internationale au départ s'est imposée comme une stratégie politique globale basée sur les intérêts réciproques : les uns sont fournisseurs d'aide pendant que les autres en sont les bénéficiaires. Officiellement, cette coopération est validée par des accords de coopération entre les parties. On retrouve la coopération sous toutes les formes : civile, militaire, économique, politique, etc...

Les intérêts sont nombreux :

Dans les années 1970-1990, les pays bailleurs de fonds chercheront à renforcer leurs intérêts nationaux. D'une manière générale, les intérêts politiques et commerciaux servent de motivations dans la coopération. Ex : la France voudra conserver son influence et protéger ses acquis, les russes à promouvoir le régime communiste ou bénéficier des richesses (pêche), la Chine à développer ses relations avec l'Afrique et son commerce, les États-Unis à prôner les valeurs démocratiques et conforter son influence politique, le Canada à renforcer sa présence sur la scène internationale et développer le commerce ultérieurement, etc....

Pour les pays en développement, qui sont en position de demandeur, la coopération signifie la satisfaction (partielle) de leurs immenses besoins afin de sortir de la pauvreté. À ce niveau, on ne peut pas, dans la réalité, parler d'indépendance dans les échanges ni d'autonomie totale dans les choix d'intervention. Si la Chine vous proposait un stade, vous le prenez sans discuter ! Si la France vous proposait de mettre des conseillers techniques dans les ministères jusqu'à la Présidence, vous prenez ! Un autre vous demande votre vote aux Nation-Unis, vous lui donnez. C'est le rendez-vous du donner et du recevoir. Le Canada étant un pays jadis colonisé et non expérimenté en politique internationale, il s'est montré plus respectueux des besoins exprimés par les pays.

On observera plus tard (1990-2010) que l'approche de la coopération a évolué vers le faire faire (par les pays), le partenariat et les prêts, c'est-à-dire, la prise en compte de l'autonomie dans les choix coopératifs.

À partir du moment où vous opérez à l'étranger ou dans un organisme international, il y a forcément une dimension politique rattachée à vos fonctions. C'est le cas de la CONFEJES qui est une Conférence à la fois politique et opérationnelle.

Pour ce qui concerne la CONFEJES et les secteurs de la jeunesse et EPS/Sport, la partie politique est débattue par les ministres tandis que la partie technique est surtout l'affaire des techniciens. Ces deux dimensions ont généralement bien coexisté au sein de l'institution compte tenu que les décisions sont prises par consensus. Au plan pratique, les techniciens se doivent toutefois d'être sensibles aux réalités politiques des pays surtout, s'ils exercent une responsabilité de gestionnaire de programme ou de représentation.

La coopération se porte bien à la CONFEJES depuis, entre autres, l'adoption de l'approche programme (2000). En effet, la définition de la programmation est un processus collectif réalisé en plusieurs étapes avec la participation de pays. Cette approche respecte pleinement l'autonomie des pays membres. D'autre part, l'avènement d'un Fonds Commun a permis la contribution financière de tous. Cet outil de gestion renforce la voix des pays et les initiatives du Secrétariat général au plan de la coopération technique ou de la représentation. C'est un signe de maturité de l'institution.

16. Entretien avec Monsieur Jean PING réalisé le 28 juin 2010 à Paris.

Biographie succincte

DIPLOMES :

Doctorat d'État ès Sciences Économiques : Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.

CARRIÈRE :

1972-1978 : Fonctionnaire international (Unesco)

1978 - 1984 : Diplomate (Ambassadeur du Gabon)

1984 - 1992 : Directeur de Cabinet Du Président De La République et Conseiller Personnel du Président de la République Omar Bongo

1990 – 2007 Membre du Gouvernement Gabonais à de nombreux postes ministériels (Ministre d'État des Affaires Étrangères et de la Coopération...),

AUTRES FONCTIONS :

1993 : Président de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

1996 - 2009: élu puis réélu Député à l'Assemblée Nationale.

1997-1998 : Président du Conseil des Ministres du Groupe des pays "Afrique-Caraïbe-Pacifique" (A.C.P.). (23ème Session)

1997- 1999 : Gouverneur de la Banque Mondiale.

1999 : Président du Conseil des Ministres de l'OUA. (Session du Conseil)

De Sept. 2004 à sept. 2005, Président de la 59ème Session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies. (ONU)

1er Février 2008, Président de la Commission de l'Union Africaine

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Monsieur Jean PING, et merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique naturellement, des relations internationales, de la coopération et du sport. Vous êtes l'actuel président de la Commission de l'Union africaine et cela depuis février 2008. Je m'adresse donc à l'homme politique africain, mais également au diplomate et au fonctionnaire international aux immenses compétences et expériences professionnelles. M. Jean PING faites-nous partager un petit résumé de ce parcours*

au service d'un pays, votre pays le Gabon, d'un continent, et finalement du monde. Vous présidez la Commission de l'Union Africaine, parlez-nous de cette institution panafricaine, de son rôle dans le contexte international actuel, de vos ambitions aussi pour elle et pour l'Afrique.

Jean PING : *À mon avis vous pouvez faire un livre ! (rires). Je dois dire d'abord qu'en ce qui concerne ma carrière, je ne l'ai pas vraiment choisie. Les choses sont allées presque par hasard. Après mes études ici à Paris, une opportunité s'offrait à l'UNESCO et je l'ai saisie en me disant que j'allais y travailler à titre tout à fait temporaire et puis finalement, j'y suis resté. Je me suis plu beaucoup en tant que fonctionnaire international. J'avais envisagé même de faire carrière et d'aller jusqu'à la retraite. Vous voyez que j'ai une maison à Paris, c'était dans ce cadre-là ; et puis le Gabon a demandé à me récupérer. J'ai longtemps hésité et j'ai accepté parce que je voulais rendre service à mon pays. J'étais un peu gêné, de ne pas l'avoir fait encore directement. Je suis rentré donc au Gabon et j'ai été directeur de cabinet du Président. Le reste, vous le savez. J'ai été un peu partout. Et puis, le Président, pour des raisons qui sont les siennes, m'a nommé aux Affaires Étrangères. Je crois, qu'il pensait que ma carrière passée, mes aptitudes se prêtaient bien à cette fonction-là. Je me suis donc retrouvé ministre des Affaires étrangères, et de tous les postes que j'ai eu à occuper au gouvernement, c'est celui qui me plaisait le mieux. C'est pendant cette période que j'ai été élu président de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je suis allé à l'ONU où j'ai occupé pendant un an le poste de Président de l'Assemblée Générale. Je suis tombé sur une année qui était exceptionnelle parce qu'elle correspondait à la réforme des Nations Unies. Évidemment, c'était une chance, un défi, de me retrouver là pendant cette période et je crois qu'on a commencé à me connaître au plan international à partir de cette présidence. Je suis rentré au Gabon et puis le président Konaré avait indiqué qu'il ne se présenterait plus à son poste de président de la commission de l'Union Africaine. On cherchait un candidat. Il y en avait beaucoup d'ailleurs. Des Africains sont venus me voir pour me dire de poser ma candidature, parce que, pour succéder à Konaré, il fallait quelqu'un qui puisse être quand même relativement à la hauteur de la mission nouvelle de l'Union Africaine. Je n'y avais jamais pensé. J'ai hésité et puis j'ai accepté. Voilà comment je me suis retrouvé à la tête de l'Union Africaine. Les gens ne savent peut être pas que l'Union Africaine, c'est une toute jeune institution. Elle a moins de dix ans, et vous voyez le chemin parcouru en moins de dix ans. L'Union Africaine a succédé à l'OUA qui était une organisation beaucoup plus de coopération et qui avait, qui s'était assignée comme mission principale de libérer le continent, notamment l'Afrique australe qui*

était encore sous le régime de la colonisation, avec les Portugais en particulier. Donc voilà, le Mozambique, encore la Guinée Bissau, colonie portugaise mais aussi l'Afrique australe qui était sous le régime de l'apartheid, la Namibie également. Cette mission de l'OUA a été, il faut le reconnaître, couronnée de succès, et puis, la globalisation est arrivée, le monde a changé, radicalement. Nous avons vu à côté de la globalisation se dessiner la régionalisation en particulier avec l'Union Européenne, qui a montré que la globalisation allait de pair avec la multi polarisation ou si vous préférez la régionalisation. On a vu la montée en puissance des régions à côté de la globalisation. La montée en puissance d'abord de l'Union Européenne mais aussi des autres sous-régions, le Mercosur, l'ASEAN, enfin toutes les organisations sous régionales. L'Afrique qui était partie bien avant toutes les autres régions, puisque ça date déjà d'avant la colonisation avec le plus connu des chefs d'états panafricains Kwame Nkrumah. Même avant Nkrumah déjà avec, les Américains, les Afro américains et tous ceux que vous connaissez qui avaient déjà préconisé le panafricanisme. Donc, depuis 1963 date de la création de l'OUA il n'y avait pas d'idées nouvelles, et puis la mondialisation est arrivée et nous avons vu repartir l'idée du panafricanisme, dès les débuts de la mondialisation après 1990.

Delphine COMPAORÉ : *Peut-on parler d'une nouvelle forme de panafricanisme et avec quels enjeux ?*

Jean PING : *Ce n'est peut-être pas une nouvelle forme de panafricanisme, parce que le panafricanisme était toujours là, mais en 1963, lorsque les débats sur la création de l'OUA se sont instaurés, nous pouvons dire que nous avons deux grandes écoles de pensées, peut-être même trois, mais en simplifiant disons deux : ceux qui voulaient comme Nkrumah aller tout de suite vers les États Unis d'Afrique, vers une fédération, une monnaie commune, une banque centrale commune etc. Ceux qui voulaient instaurer ça, et les autres qui disaient « mais non, il ne faut pas sauter les étapes, il faut commencer par une coopération entre des États souverains ». C'est cette tendance-là, qui était celle d'Hailé Sélassié et d'un certain nombre d'autres chefs d'État, qui a prévalu. L'OUA est donc devenue une organisation de coopération où on essayait d'harmoniser les politiques africaines, où on essayait surtout de mettre en place des mécanismes pour lutter contre l'Apartheid.*

En 1999, sous l'impulsion de Kadhaïf, un sommet a eu lieu en 1999 à Syrte. Au cours de ce sommet, Kadhaïf préconisait déjà, un peu comme Nkrumah le passage tout de suite aux États-Unis d'Afrique. Il a rencontré les mêmes objections, les mêmes difficultés et puis nous nous

sommes retrouvés pratiquement avec les mêmes écoles avec des noms différents. À l'époque c'était le groupe de Monrovia, le groupe de Casablanca, et là nous nous sommes retrouvés avec ceux qu'on a appelé les Imédiatistes : ceux qui voulaient y aller tout de suite, et les autres qu'on appelait les Étatistes ; mais c'était un peu les mêmes écoles. Ceux qui disaient: il ne faut pas confondre vitesse et précipitation, il faut aller étape par étape, une maison ne se construit pas par le toit, elle se construit par la base, il faut donc aller à partir des organisations sous régionales, comme la CDEAO en français ECOWAS ou la CEAC ou la SADEC et remonter vers les États Unis d'Afrique.

Tout le monde se met d'accord que l'objectif ultime c'est la création des États-Unis d'Afrique, mais comment aller vers cet objectif ? Doit-on aller étape par étape ou doit-on aller tout de suite, en essayant de brûler les étapes. Kadhafi indiquant qu'il faut aller très vite parce que depuis Nkrumah on traine, et si on continue à trainer comme ça, je le cite : « c'est le jour du jugement dernier qu'on fera les États-Unis d'Afrique. » Je crois qu'entre ces deux écoles là, il y a toujours eu, même sous Nkrumah, une école intermédiaire avec les Senghor, une manière de voir intermédiaire, je simplifie.

Aujourd'hui nous sommes en train de consolider l'Union Africaine et d'aller vers cet objectif ultime commun, mais le grand débat, les grandes difficultés, c'est la vitesse. Quelle vitesse, quelle union, quelle forme? Est-ce que ce sera une confédération, une fédération, qu'est-ce que ce sera ? Évidemment c'est facile de s'accorder sur l'objectif ultime, en disant que l'objectif ultime c'est les États-Unis d'Afrique, mais quand? Tous ceux qui peuvent s'accorder aujourd'hui peuvent aussi dire : « quand ça se fera politiquement, nous ne serons plus là. On sera politiquement mort quand ça va avoir lieu. On peut laisser ça peut être aux générations futures ».

Aujourd'hui l'Union Africaine est une organisation qui est assez poussée. Elle comprend ce qu'on peut appeler un exécutif : c'est à dire la commission. Disons, si vous voulez, une sorte de gouvernement ; ce n'est pas du tout ça mais, un exécutif, un parlement. Nous avons un parlement panafricain qui siège au CAP et nous avons des organisations judiciaires qui siègent en Gambie, la cour des droits de l'homme et des peuples etc. Nous avons même une organisation qui devrait s'occuper des ONG, le COSSOC. Voyez-vous donc, nous avons une structure avec tous les pouvoirs : le législatif, l'exécutif, le judiciaire, mais si ce ne sont pas des pouvoirs complets. Par exemple, le parlement à l'heure actuelle est un parlement à titre consultatif qui ne joue pas vraiment le rôle d'un parlement, qui ne contrôle pas l'exécutif. L'exécutif est contrôlé par les

États membres. Parlant des Cours par exemple, nous n'avons pas de Cour criminelle où on peut juger nos délinquants, nos criminels. Je veux dire les criminels politiques. Nous n'avons pas encore l'approfondissement continu. Il faudrait que cette Cour puisse avoir aussi une cour criminelle, pour que des gens, qui sont accusés aujourd'hui, soient jugés par les Africains eux-mêmes selon le principe de subsidiarité. Le parlement devrait aussi s'approfondir. Actuellement le parlement est composé de députés que les parlements nationaux nomment, pour aller siéger au parlement panafricain, avec une composition, où il faut qu'il y ait des femmes, des hommes. Il faut qu'il y ait des opposants. Voilà, mais ce parlement ne joue pas encore le rôle que joue actuellement par exemple le parlement européen .Euh... l'exécutif ne joue pas un rôle d'exécutif. La commission ne joue pas pleinement le rôle d'un exécutif fort. Nous avons au-dessus de nous, l'organe suprême c'est les chefs d'états. Ce sont eux qui élisent, ce sont eux qui siègent, deux fois par an et qui déterminent la grande politique, les grandes orientations politiques de la commission.

DELPHINE COMPAORÉ : *Mais qu'est-ce qui lui manque à cette commission pour jouer pleinement son rôle ?*

Jean PING : *Les pouvoirs d'un l'exécutif. Le pouvoir d'un exécutif. Par exemple : Les États sont encore des États souverains, quelle part de souveraineté a été cédée à l'exécutif ? En principe pas grand-chose, en réalité quand même énormément par rapport à l'OUA. Je vous donne un exemple : quand il y a un coup d'état dans le monde, en Afrique, au Honduras, au Kurdistan, en Thaïlande, qu'est-ce qu'on fait, on regarde. Or les pouvoirs de la commission sont claires : Dès qu'il y a un coup d'État, moi le Président, je suis tenu de condamner immédiatement le pays. Le Conseil de paix et de sécurité, qui est un organe de quinze membres au sein de l'exécutif, siège immédiatement après et suspend le pays. Ensuite on me demande à moi de négocier un retour à l'ordre constitutionnel, si on n'y arrive pas par sanction. Ça n'existe nulle part ailleurs dans le monde qu'en Afrique !*

DELPHINE COMPAORÉ : *Et comment les autres gèrent de semblables cas à travers le monde ?*

Jean PING : *C'est ce que j'ai dit. Je termine un peu. Là, nous, nous avons le droit de nous immiscer dans les affaires intérieures de ce pays, ce qui n'existe pas ailleurs. Nous nous immisçons et c'est dans l'acte constitutif. Ça veut dire que les États ont quand même accepté de*

déléguer une part de leur souveraineté dans ce cas-là. Un autre cas qui figure dans l'acte constitutif, dans la constitution: Lorsque dans un pays il y a génocide, il y a crime contre l'humanité, il y a crime de guerre, nous devons intervenir automatiquement sans demander l'autorisation à ce pays. Ça n'existe nulle part ailleurs dans le monde qu'en Afrique. Et c'est ce qui nous amène donc... Je citais un exemple souvent : quand je suis allé en Mauritanie, les Mauritaniens sont venus nous dire mais: « qu'est-ce que vous venez faire chez nous ? Nous sommes un pays souverain ! ». J'ai répondu : vous êtes un pays souverain c'est vrai, vous êtes membre de l'Union Africaine, et vous avez signé et ratifié l'acte constitutif qui me demande moi, obligatoirement d'intervenir, donc vous m'avez payé pour intervenir chez vous en fait du coup d'État. Ils étaient obligés de se taire. Mais ça n'existe pas au Honduras, il y a eu un coup d'État au Honduras. En Amérique Latine. Il n'y en a pas. L'Organisation de l'Amérique latine qui me dit.... Moi, je ne peux rien faire si on ne m'appelle pas. Il y a eu un coup d'État au Kurdistan à côté d'ici, rien. Les Russes, les Américains sont en train ... mais quelle est l'organisation en Asie centrale qui s'occupe de ça ? Rien ! En Thaïlande ils n'ont personne, on gère ça encore comme si on était au siècle passé. A Fidji il y a eu cinq coups d'États. Vous voyez comment cela se passe ? Je prends le monde entier, le monde entier !

Ça veut dire que nous avons mis, nous, en place un système qui est quand même assez unique, nous permettant d'intervenir. Ce qui fait que les États ont cédé quand même une partie de leur souveraineté dans ce contexte-là à l'Union.

Euh... vous voyez donc, les missions qui sont assignées aujourd'hui à l'Union africaine ne sont plus une mission de coopération. Je les ai regroupés en quatre piliers fondamentaux, quatre. Le premier pilier c'est assurer la paix et la sécurité en Afrique, ça n'existait pratiquement pas à l'OUA. Ce qui veut dire que lorsque qu'il y a une guerre quelques part nous intervenons et nous intervenons parfois militairement. Nous sommes intervenus aux Comores vous le savez, pour rétablir la démocratie, militairement ! Qui fait cela au niveau des organisations sous régionales ? La Somalie est un pays qui depuis vingt ans est privé d'État et là un petit rappel : La responsabilité première du maintien de la paix dans le monde relève de l'ONU et nous sommes membre de l'ONU, nous payons nos cotisations, nous sommes 53 pays sur 192, plus du quart.

Donc quand il y a des menaces de paix en Somalie, les Nations Unies doivent intervenir. Or le conseil de sécurité tergiverse et n'intervient pas. Donc, nous allons là-bas nous-mêmes, nous prenons nos responsabilités. Nous sommes en Somalie : nos soldats sont tués là-bas, mais nous

ne pouvons pas laisser un pays comme ça. Dix-neuf ans sans État, où tous les terrorismes, tous les trafics s'y déroulent. Et puis récemment ils ont découvert que, ce n'était pas seulement un problème africain avec la piraterie ; ça devient une menace à la paix mondiale. Vous voyez ? Alors on s'intéresse un peu plus ; vous voyez donc nos missions. Je ne vous mentionne que le cas de la Somalie, mais aussi du Soudan. Pour l'Union Africaine, les gens savent que nous sommes là, nous ne bavardons pas, nous sommes là. Nous avons, nous enregistrons des morts, vous voyez ? Ça c'est les missions de paix et de sécurité qui sont connues. J'ai donné ces deux exemples pour illustrer. Le deuxième pilier concerne les valeurs partagées. Ce que nous appelons valeurs partagées, ce sont les valeurs que nous partageons avec le reste du monde. Nos pays ont décidé qu'on va mettre en place la démocratie. J'ai trouvé ça quand je suis arrivé ; qu'on va défendre les droits de l'homme, qu'on va lutter contre la corruption, qu'on va etc. etc. Bien. Ces missions-là sont là et lorsque j'interviens en Mauritanie ou en Guinée ou ailleurs, c'est en fonction des textes qui me demandent de faire comme ça, et ça se sont les valeurs partagées.

Delphine COMPAORÉ : *Vous venez de parler de démocratie, pour vous la démocratie c'est quoi ?*

Jean PING : *Ah ! La démocratie c'est quoi ? Écoutez, je ne vais pas vous donner une définition parce que je pourrais vous la renvoyer, pour vous la démocratie c'est quoi ? (rires)*

DELPHINE COMPAORÉ : *(rires) Je veux parler de la démocratie en Afrique.*

Jean PING : *Bien. Il faut vous dire que la démocratie c'est... Il n'y a pas une démocratie africaine, une démocratie occidentale. La démocratie c'est la démocratie. En allant sur les choses très simples, on nous dit : c'est justement un Montesquieu avec les trois pouvoirs : le pouvoir exécutif ; le parlement contrôle l'exécutif et le judiciaire les lois. En simplifiant, ce sont ces trois pouvoirs, lorsqu'ils sont menés de manière tout à fait claire, qui déterminent la démocratie. Maintenant la démocratie, c'est quelque chose de vivant, vous voyez ? Ce n'est pas quelque chose... Si vous regardez, en France sous De Gaulle, ça n'a rien à voir avec ce qui se passe maintenant. Pour parler de la presse, il y avait le droit de censure, il y avait...La télévision était entre les mains de l'état etc. etc. C'est fini, aujourd'hui on parle de plus de démocratie participative, de démocratie euh... Ce n'est pas figé, mais les principes élémentaires sont quand même là. Il faut d'abord des élections, il faut forcément des élections, et ces élections doivent se dérouler de manière transparente, multipartite, tout ce que vous voulez, mais les élections ne*

suffisent pas, il ne suffit pas d'organiser des élections voyez-vous, il faut l'État de droit, il y a tout une série de choses, pour moi je, je...

Delphine Compaoré : *En Afrique, de nos jours, les débats se polarisent très souvent sur l'organisation des élections. Et quand il y a élection c'est à qui sera le premier à déclarer que l'autre a triché. Que faire ?*

Jean PING : *Ça, ce sont les caractéristiques de nos jeunes démocraties où celui qui a perdu doit nécessairement dire qu'il a gagné, et que c'est l'autre qui a perdu et inversement. C'est un peu triste mais c'est ce que l'on constate. On constate aussi que les élections ne se déroulent pas forcément de manière claire, transparente. Il y a des manquements pour beaucoup d'élections. Ça c'est... Comment peut-on dire... Lorsque vous allez instaurer la démocratie, ça ne peut pas être instantané. Ça se met en place, c'est un processus. Je vais vous rappeler que... La démocratie en Europe date de quand ? Deux siècles et demi maximum. Napoléon n'était pas un démocrate (rires), Ça date à peu près de cette époque-là et ça a évolué. Regardez en France, en Europe, il n'y avait pas de nécessité de l'alternance, ce n'était pas inscrit dans les constitutions. C'est inscrit dans la constitution américaine : « deux mandats pas plus ». Dans les constitutions européennes, ça n'existe pas. C'est l'électorat qui décide d'y mettre fin. Mais en France on vient de l'introduire. Sous la dernière modification on a introduit la transition, deux mandats, et de sept ans on est passé à cinq, etc. La démocratie c'est quelque chose de vivant, on le voit de plus en plus. Depuis cette démocratie qui date, donc, disons de deux à deux siècles et demi, n'oubliez pas qu'entre temps il y a eu Hitler, il y a eu Mussolini, il y a eu Salazar, qu'il y a eu Franco, en Europe hein. Je ne cite qu'en Europe etc. qui sont arrivés démocratiquement au pouvoir, qu'il y a eu Franco. Je ne cite qu'en Europe. Donc la démocratie est quelque chose de très fragile qui se construit tous les jours, qu'il faudrait maintenir constamment en vie. Et donc ne soyez pas trop étonnée qu'en Afrique on enregistre parfois des reculs. À cause des coups d'États, on a dit que la démocratie est en recul en Afrique. Je n'en suis pas si sûr, parce qu'à côté des quatre coups d'États, il y a un peu moins d'une vingtaine de pays qui ont organisé des élections exemplaires avec des alternances etc. Le Ghana par exemple, le Cap vert, le Botswana. Il y en a plein qui ont organisé des élections dans les règles de l'art où le parti au pouvoir comme au Ghana a perdu, vous voyez, sans problème. Donc, ça existe, mais c'est encore fragile, c'est encore j'allais dire même balbutiant. Voyez-vous ? Mais, c'est un processus qui suit son cours.*

Delphine COMPAORÉ: *Je crois que vous venez d'assister à la réunion du G8 et du G20, est-ce que vous pouvez nous parler un petit peu de l'Afrique de ses attentes et du G8, du G20 ?*

Jean PING: *Bien, écoutez nous assistons encore une fois, depuis la fin du bloc soviétique, depuis l'effondrement du bloc soviétique en 1989-1990, nous assistons à des évolutions considérables du monde, la globalisation de plus en plus du monde. Il y a la globalisation comme je vous l'ai dit tout à l'heure, mais il y a les problèmes de gestions des affaires du monde, la gouvernance mondiale. Qu'il s'agisse de gouvernance politique ou qu'il s'agisse de gouvernance économique. Comment gouverner le monde et qui doit gouverner le monde ? Est-ce que le G8 doit gouverner le monde sans tenir compte des autres ? Est-ce que ça marchera ? Ça ne peut pas marcher, il faut une certaine légitimité ! Est-ce que le G8 peut gouverner le monde en n'écoutant même pas ce que les autres pensent ou ce que les autres disent ? Je ne crois pas, ça c'est sur le plan disons politique, qu'il s'agisse du G8 ou qu'il s'agisse du conseil de sécurité de l'ONU. Vous savez qu'on parle de plus en plus de la réforme du conseil de sécurité de l'ONU où les États africains demandent deux membres, deux postes permanents. C'est la gouvernance politique mondiale, c'est la légitimité du monde dans la gouvernance mondiale. Ça ne peut pas se faire avec quelques-uns, ce n'est pas démocratique. Et comme on ne peut pas étendre le gouvernement du monde aux 192 pays qui composent l'ONU, l'efficacité nécessite une certaine restriction, nous, nous disons : l'Afrique doit participer, partout. Nous ne disons pas les 53 pays, mais nous disons en tant que groupe de pays, l'Afrique doit participer.*

Delphine COMPAORÉ: *Est-ce que vous êtes entendus ?*

Jean PING: *Moi, je viens du G20 (rires) et je viens du G8 (rires) Nous allons au G 8 comment : Au G8 c'est les cinq pays qui composaient le NEPAD, plus le président de l'Union Africaine, plus le Président de la commission de l'Union Africaine. Nous sommes sur la même table, G8 d'un côté, et les cinq chefs d'États que je viens de mentionner, plus le président de l'Union, plus moi, plus la commission de l'Union Européenne sur la même table et nous discutons des thèmes qui importent. Par exemple cette fois-ci au G 20, l'un des thèmes c'était la comptabilité, l'un des thèmes important. On leur dit : vous promettez et vous ne mettez pas en œuvre vos promesses, vous recyclez le même argent, vous nous promettez de l'argent et vous ne donnez pas. Donc ouvrons les comptes, faisons l'état des lieux, qu'est-ce que vous avez donné ? Qu'est-ce que vous n'avez pas donné ? Est-ce que vous avez respecté vos engagements ? Voilà un débat qui s'est déroulé au G 8 entre le G8 à proprement parlé et nous. Peu importe si je parle ou pas, peu*

importe si un président ne dit rien, mais nous avons réparti les tâches : toi tu parleras de ça, toi tu parleras de la comptabilité, de la responsabilité redditionnelle, rendre compte.

Nous avons parlé des problèmes par exemple, je ne parle que de deux problèmes hein, parce que ce serait trop long. Nous avons parlé du problème de la drogue, ça fait longtemps que nous commission de l'Union Africaine, nous attirons l'attention de l'Amérique Latine et de l'Europe en disant : les producteurs de drogues sont en Amérique Latine, les consommateurs sont en Europe et nous nous servons de transit. La drogue vient d'Amérique Latine, passe par l'Afrique de l'Ouest et va en Europe. Mais ça cause des dégâts terribles. Le coup d'État en Guinée Bissau, la mort du général tout ça, c'est la drogue. Donc vous ne pouvez pas regarder ça comme ça. Il faut nous aider à résoudre ce problème. Vous la source là les latinos et vous les consommateurs, nous transit. Les Haïtiens et les Jamaïcains qu'on a appelé spécialement pour ça, ont dit la même chose : nous servons de transit pour les États Unis. Il faut régler le problème. On est allé jusqu'à dire, que s'il n'y avait pas de consommation, il n'y aurait pas de producteurs et donc pas de transit. Attention c'est un problème commun. Vous voyez ce sont des questions, je ne vous en mentionne que deux. Ils changent selon les jeux, donc ils ne peuvent pas ne pas nous entendre, parce que c'est leur intérêt ! La consommation c'est en Europe et aux États Unis. Ils ne peuvent pas ne pas nous entendre, c'est un problème commun, et ce problème se mélange avec le terrorisme, toute sorte de trafic. Le Sahara est devenu un boulevard pour tous les trafiquants, les terroristes etc. Mais ils vont en Europe. Même, la cocaïne qui vient d'Afghanistan passe par ici avant de remonter. Donc vous voyez que c'est un problème global qui nous intéresse tous. Quand vous avez dit ça, est-ce qu'ils vous entendent ? Ils ne peuvent pas ne pas nous entendre dans un problème comme ça. Dans d'autres, ils nous entendent, ils nous écoutent, ou ils ne nous entendent pas, ça c'est vrai.

DELPHINE COMPAORÉ : *Par exemple dans le domaine de l'aide ?*

Jean PING : *Oui ! C'est ce que je viens de vous dire lorsqu'on a parlé de la comptabilité, c'est ça : vous dites que vous nous aidez, vous déclarez des sommes, mais vous ne les mettez pas à notre disposition en réalité. C'est pour ça qu'on a dit : ouvrez les comptes, on va regarder ce qui s'est passé. Même en ouvrant les comptes, il y a à boire et à manger dans les comptes qu'ils donnent. Bon, c'est trop compliqué à expliquer. Dans le cadre du G20, le G 20 s'occupe des questions économiques plus particulièrement. Qu'est-ce qui s'est passé ? C'est la crise qui a révélé tout ça au grand jour, a éclaté aux États-Unis, d'abord par une crise des prêts*

immobiliers, les supprime, et puis elle est devenue une crise bancaire, puis une crise financière et puis une crise économique, et même peut-être, dans une certaine mesure, une crise systémique. Au G 20 nous avons dit : vous êtes la cause de la crise, nous, nous subissons les conséquences, vous pensez que vous pouvez chercher des solutions sans nous ? Vous ne pouvez pas. Il faut quand même nous écouter. Qu'est-ce qui s'est passé pendant le premier G20 à Londres. On leur a dit : Écoutez, vous avez tous mis des plans de sauvetage. Les États-Unis pour presque mille milliards de dollars, l'Europe 500 millions, la Chine 500 milliards etc. mais nous qui subissons la crise qui vient de chez vous, qu'est-ce que nous allons faire ?

Alors nous leur avons proposé un plan pour l'Afrique, en disons qui pouvait se chiffrer autour de l'ordre de..., qu'on pouvait estimer aux environs de 50 milliards ? Sous quelle forme ? Nous avons dit : pour soulager nos balances de paiement dans le commerce, il faut que vous nous donniez des droits de tirage spéciaux. Ça été accepté. Bien, C'est très technique, mais c'est juste pour vous dire que nous faisons des revendications. On nous donne partiellement satisfaction, pas totalement, et nous continuons, mais nous demandons surtout l'institutionnalisation de notre participation. Jusque-là c'était au bon plaisir du pays organisateur, qui nous invite .Non, non, on veut être institutionnalisé comme membre de droit du G 20, voilà.

Delphine COMPAORÉ: *On va parler du continent africain. Vous avez été en charge de plusieurs portefeuilles ministériels... dont celui des affaires étrangères. Je vais aller très très vite (RIRES) °Quelles lectures faites-vous des relations internationales de nos jours et comment situez-vous le continent africain justement dans ce contexte-là ?*

Jean PING : *Ce n'est pas une thèse ça, c'est une interview (rires) Ne vous gêner pas, ne tenez pas compte de mes commentaires (rires).*

Moi, moi je pense que ce qui est un peu déplorable, dans les relations internationales, c'est que certains s'arrogent le droit, en plus exclusif, de parler pour nous. Parler à notre place, de nous donner des leçons, de nous dire voilà ce qu'il faut faire, voilà ce qu'il faut faire, et de ne pas nous écouter. Nous disons: comment voulez-vous que les problèmes africains soient réglés sans nous écouter nous-mêmes et que ses solutions viennent de l'extérieur. Nous disons, et nous pensons, que nous ne voulons pas vivre en vase clos, nous avons besoin du reste du monde. Pour résoudre nos propres problèmes, nous avons besoin du reste du monde. D'autant plus que souvent l'argent servant au financement des opérations, que j'ai mentionnées le plus souvent en

Somalie ou ailleurs, vient de chez eux. Donc, nous avons besoin d'eux et nous avons besoin d'eux de plusieurs manières. Ce serait trop long, mais ce que nous déplorons un peu, c'est qu'ils viennent nous dire voilà, yaka, yaka, yaka, et lorsqu'on leur dit : écoutez nous un peu. Ils disent non, non, non, non, on n'est pas obligé de vous écouter, on est pas obligé de... Ça c'est inacceptable. Oui voilà. ! Vous savez, c'est cette tendance là qu'a d'ailleurs, presque... j'allais dire, l'occident a toujours eu. Une tendance en disant que c'est nous qui détenons la vérité, c'est nous qui détenons, les moyens, c'est nous qui...on doit vous dire ce que vous devez faire. Ça c'est désagréable, même si ce n'est pas faux en grande partie, c'est quand même désagréable. Barack OBAMA disait de l'administration précédente je le cite « notre erreur a été de donner des leçons et de ne jamais écouter » Jamais écouté. Vous voyez S'ils avaient écouté un peu, ils n'auraient jamais fait les bêtises faites en Irak, ils n'auraient pas fait cela. S'ils avaient écouté un tant soit peu. Mais bon, ils n'écoutent pas. Nous voyons cela tous les jours. Au Soudan, ailleurs, ils n'écoutent pas ; ils détiennent la vérité ; ils n'écoutent pas.

Voilà un continent entier qui a été colonisé pendant des siècles. On nous a transformé en esclaves ; on nous a déportés aux États-Unis, on nous a donné des coups de pieds au cul, pardonnez-moi mais c'est comme ça, la chicotte, le travail forcé. Nous on ne regarde pas tout ça, c'est passé. Il y a quelques-uns qui veulent aller... Mais nous n'en sommes pas là. Nous, nous disons qu'aujourd'hui les temps ont changé, travaillons ensemble. Il n'y a pas de maître il n'y a pas d'esclave, travaillons ensemble. Les problèmes sont des problèmes communs. Je vais vous donner quelques exemples. Lorsque nous parlons de changement climatique, l'Afrique ne pollue pas, 3, 8% nous ne polluons pas. Nous subissons les conséquences et puis on nous dit aujourd'hui : il faut participer à la recherche de la solution des problèmes de l'environnement. Nous disons, nous sommes d'accord et on parle de responsabilité collective mais différenciée. Nous allons même un peu plus loin. Moi je dis écoutez, nous sommes dans ce même bateau qui s'appelle planète terre, bien, on a fait des petits trous dans le bateau, nous ne sommes pas responsables c'est vrai. Mais si le bateau coule, nous coulerons tous. Ceux qui sont en première classe, qui mangent le caviar et qui dansent et regardent internet, comme nous qui sommes sous cale, nous coulerons tous. Nous devons donc sauver la planète, puisque c'est notre patrimoine commun, et nous sommes prêts à le faire. Maintenant, vous nous dites, passez à l'énergie verte. Nous sommes tout à fait d'accord, nous avons le vent, nous avons tous ce qu'il faut. Ne coupez plus vos forêts, bon nous sommes même d'accord. Dans certains pays lorsque vous dites ne

coupez plus les forêts; c'est comme si on vous disait arrêtez de construire des voitures et des avions qui polluent. C'est presque pareil, évidemment vous ne pouvez pas le faire. Mais nous, nous pouvons le faire.

Delphine Compaoré : *Parce qu'il n'y a pas d'alternative ?*

Jean PING: *Parce que, vous savez ? Bon on ne peut pas le dire. Vous savez dans un pays comme le Gabon, Ali a décidé d'arrêter la coupe d'arbres. Quinze mille employés, c'est Quinze mille! Il a dit: plus d'exportation, la conséquence c'est quinze mille personnes qui ne trouvent plus du travail. Ca ne peut pas se faire en un jour.*

Delphine COMPAORÉ: *Mais dans le cas où la transformation est faite sur place, ces quinze mille employés pourraient peut-être retrouver de l'emploi. ?*

Jean PING: *Vous savez, c'est comme en Europe, ou bien vous dites aux gens fermez les usines de fabrication de voiture et ils vous disent toute suite, donnez-nous trente ans pour changer ça, et c'est ce qu'on fait. Vous voyez, il faut nous laissez construire des voitures qui sont machin, il faut nous donner le temps de...Mais quand vous dites brutalement arrêtez de..., les gens qui sont qu'est-ce qu'on en fait. C'est mon pays, je ne veux pas parler du Gabon.*

DELPHINE COMPAORÉ : *D'accord il n'y a pas de problème. Comment est-ce que l'Afrique pourrait...*

Jean PING: *Je n'ai pas terminé. Vous voyez, l'exemple tout simplement pour vous dire quoi ? Quand nous disons, nous sommes prêts à passer toute de suite à l'énergie verte, arrêter tout ce qui..., Mais ça coûte cher, pourquoi ? Parce qu'il y a d'abord la technologie; nous ne l'avons pas. Pour passer à l'éolienne, au solaire, à tout ce que vous voulez, il faut de l'argent, il faut de la technologie, la technologie est chez vous. Ensuite il faut de l'argent, donnez-nous, aidez-nous. Mais est-ce que c'est de l'aide ou de la solidarité bien comprise ? Qui aide qui au fond à passer à l'énergie verte ? Donc vous voyez, l'aide est un problème complexe. Dans certains cas ça peut ressembler à la charité, dans d'autres cas vraiment c'est de l'intérêt bien compris.*

Delphine COMPAORÉ: *On va parler de coopération et je m'appuie sur votre biographie. Vous avez été Ministre des affaires étrangères et de la francophonie. Parlez des politiques de coopérations, par exemple entre les pays africains et la France, l'Union Européenne, et quelques autres pays. (Chine, Amérique, Canada, pays émergents etc.) Déjà qu'est-ce que vous entendez par coopération?*

Jean PING: *Vous aimez les définitions hein (rires), vous allez regarder dans internet et vous allez trouver ça. Non ce que je veux dire, c'est qu'aujourd'hui avec la globalisation les moyens de développer, de se développer relèvent de trois facteurs clés. Le premier facteur ce sont les investissements. Le deuxième facteur c'est le commerce et le troisième facteur c'est l'aide. Les grands facteurs, ce que les Américains disent. Trade That not aid. Ils disent c'est le commerce, c'est l'un des facteurs importants, l'investissement. La coopération internationale au sens le plus large c'est ça, nous vivons la globalisation, et la globalisation, ce sont les échanges.*

On dit: ouvrez vos frontières, bien .Dans ce contexte-là nous avons besoin d'investissements étrangers. Les investissements viennent d'où ? Ils viennent du Nord. Nous leur disons: venez investir, deuxièmement, développons notre commerce avec vous et troisièmement, il faut nous venir en aide dans certains domaines clefs comme la lutte contre les maladies, le Sida, la tuberculose, la malaria, ou la mortalité infantile, la scolarisation des enfants, l'éducation etc. Il faut venir en aide à l'État. C'est tout ça que je qualifie...c'est pour ça que je vous l'ai située au sens, le plus large possible, avec tous les États du monde, la coopération c'est ça. Mettre en place un cadre qui nous permette d'échanger, commercer, investir etc. dans ce contexte général de la globalisation. Maintenant dans le contexte particulier, nous sommes liés à l'Europe par la géographie, l'histoire et même la culture. Je répète tout le temps, vous trouvez ça partout. Nous ne sommes séparés de l'Europe que par les douze, treize ou quatorze kilomètres du détroit de Gibraltar et par la Méditerranée qui est devenu un grand lac. Nous sommes liés à l'Europe par l'Histoire. Ils nous ont colonisé, la bonne et la mauvaise, en tout cas quelques siècles de vie commune, bonne, moins bonne, C'est pour cela que je ne rentre pas dans les dynamiques de mettre la dynamite en disant, laisser ça aux historiens et aux politologues. Et donc nous avons ces liens qui sont là. Pour partir de l'Afrique, partout, il faut passer par l'Europe. Vous avez très peu de...vous n'avez pas de moyens d'aller en Amérique latine directement etc. En Asie, maintenant ça commence à venir Donc, nous sommes liés à l'Europe par la géographie, l'histoire, la culture également, parce que nous parlons des langues européennes, le français, l'anglais etc. Nous avons des liens, particuliers avec l'Europe qui résultent de tout ce que je viens de vous dire.

Delphine COMPAORÉ: *Est-ce que ces liens ont évolué en cinquante ans?*

Jean PING: *Ces liens doivent nécessairement évoluer, parce que le monde évolue, l'Afrique évolue, l'Europe évolue et on ne peut pas rester là, figé. Ceux qui veulent rester figés ne*

comprennent rien, la nature va nous y amener. Regardez, on nous a dit la globalisation c'est bien, allez y ouvrez les frontières et tout ça. En ouvrant les frontières, quand ils ont vu que les chinois venaient aussi, oh ! (rires) finalement il faut peut-être les entrebâiller pour eux. Ça veut dire que le monde évolue, le monde évolue, et ça ne peut pas rester la même chose. Il faut que ça évolue.

DELPHINE COMPAORÉ : *Justement comment vous voyez les perspectives de cette coopération, d'une part avec les pays européens dont la France, et d'autres part avec les autres pays, je parle de l'Amérique, de la Chine, des pays émergents etc. ?*

Jean PING: *C'est pour ça que je dis que lorsque nous étions des colonies, ils pouvaient dire : « ça c'est chez moi » et nous dicter un certain nombre de choses. Maintenant nous sommes indépendants, ça veut dire que le monde a changé, il continue de changer, il faut en tenir compte. Nous en tenons compte comment ? En nous disant, nous avons avec l'Europe, quand même, des liens particuliers. Ils nous aident dans beaucoup de domaines plus que tout autre, ils ont eux-mêmes, des réseaux qui sont établis depuis très longtemps, des gens là-bas. Nous-mêmes, lorsque nous allons mourir, en traversant les océans, personne ne veut aller en Chine, c'est en Europe. Personne ne veut aller, on ne traverse pas pour aller en pirogue en Amérique du Sud, c'est en Europe, et tout ça c'est le résultat de cette histoire que nous avons, la bonne, la moins bonne, en commun avec l'Europe.*

Delphine COMPAORÉ: *Sur quelles pistes, justement, il faut orienter cette coopération pour qu'elle soit fructueuse ?*

Jean PING : *C'est pour cela, que je suis en train de vous dire, premièrement que le monde évolue. Nous avons une coopération privilégiée avec l'Europe mais elle ne peut pas restée exclusive. Elle ne peut pas restée exclusive. Et c'est pour ça qu'à l'Union Africaine nous avons établi des partenariats avec le Japon, avec la Chine, avec l'Inde, avec la Corée, avec même la Turquie, et nous sommes en train d'en établir avec les États-Unis. Les partenariats doivent évoluer parce que, l'Europe elle-même, elle établit des partenariats avec la Chine, avec tous les autres. Pourquoi voudrait-elle nous interdire d'en faire autant? Ce n'est pas possible, vous voyez ? Je répète : nous avons un partenariat privilégié avec l'Europe pour les raisons que je viens de donner et ce partenariat marche bien, mais nous avons ouvert des partenariats avec les autres. Avec l'Amérique Latine, vous voyez ? L'Amérique du Sud !*

Delphine COMPAORÉ: *C'est prometteur?*

Jean PING : *Bien sûr que c'est prometteur Je pense même moi, si je peux aller plus loin, que ces partenariats profitent à l'Afrique et profiteront à l'Europe s'ils comprennent bien la nature des partenariats. Ils commencent à le comprendre.*

DELPHINE COMPAORÉ : *Vous avez parlé tout à l'heure des réseaux, et sur la scène internationale africaine, ils sont de plus en plus nombreux. En dehors des pays on a les ONG, on a les organisations Internationales etc. Pourquoi finalement sont-ils aussi nombreux, pourquoi ?*

Jean PING : *C'est le monde qui a changé, les relations dans le passé, Il n'y a pas si longtemps, avant 1990, les relations se faisaient d'État à État. La diplomatie était un domaine réservé aux États avec des professionnels du Ministère des Affaires Étrangères. Aujourd'hui ça éclate de partout. Ce n'est plus un monopole des Affaires Étrangères, Ce n'est plus un monopole étatique, c'est devenu à la limite un peu anarchique.*

Delphine COMPAORÉ: *Mais ça engendre quand même quelques problèmes, non?*

Jean PING: *Cela engendre beaucoup de problèmes. Ce que je voulais vous dire c'est de constater que le monde a changé. L'État n'est plus seul au monde, qu'il y a d'autres acteurs très importants, pas seulement les médias (rires). Et tous ces acteurs interviennent partout en même temps, aussi bien en occident que chez nous. Donc le monde a changé.*

Delphine COMPAORÉ : *Justement ça me donne l'occasion d'insister sur un petit point : ils sont nombreux, ils interviennent tous partout en même temps et il y a de ce fait quelques rivalités, souvent beaucoup d'influences à l'endroit des acteurs africains. Qu'en dites-vous?*

Jean PING: *Beaucoup de rivalités, beaucoup de désordres aussi. Oui, parce que si vous prenez les ONG, elles sont devenues des acteurs clef de la globalisation et des relations internationales. Ces acteurs interviennent partout, vous l'avez vu, aux G20, au Canada, comment ils interviennent dans la rue. Partout les altermondialistes etc. Ce sont donc devenus dans le monde d'aujourd'hui des acteurs clefs. Quel est le problème? Le problème c'est la multiplicité des intervenants, le désordre qui caractérise ces interventions, l'absence de coordination et d'harmonisation. Je vais vous donner un exemple : Au Soudan, il y a quelques années, le problème soudanais se serait posé, et il n'y aurait pas eu d'ONG. Ça n'existait pratiquement pas*

au point où...bien. Ça aurait été donc une affaire de gouvernement à traiter. Aujourd'hui les ONG ont pris une part telle, que ces ONG interviennent massivement au Soudan, massivement. Deux petits problèmes: Le premier c'est que ce ne sont pas des ONG africaines. Elles viennent toutes de l'occident ou presque toutes de l'occident. Quelques ONG africaines commencent à se constituer, mais très peu, et celles qui se constituent sont généralement des embryons d'ONG du Nord qui paient pour qu'elles fassent le travail sur place, petit problème.

Deuxième problème: les ONG interviennent en désordre, en désordre, dans tous les domaines en désordre, il n'y a pas de coordination. Qui va coordonner les ONG dans un pays comme le Soudan. En principe, c'est les Nations Unies. C'est le cas, mais ils n'y arrivent pas, en réalité. Vous avez des ONG que l'on peut considérer au niveau humanitaire comme des ONG qui font un travail remarquable, en apportant la nourriture en apportant les médecins, des médicaments etc. Et vous avez d'autres ONG qui prêtent un peu à confusion comme l'ONG du Tchad là, comment elle s'appelait, l'arche de Zoé, qui posent beaucoup d'autres problèmes. Vous avez des ONG dans tous les domaines. Certaines de ces organisations sont à but tout à fait louable, philanthropique mais d'autres, c'est des voyous ! Purement et simplement ! Vous voyez! Alors, entre les voyous, les moins voyous et les non voyous...

Delphine COMPAORÉ: Comment les Africains réagissent, comment ils répondent à ces influences ?

Jean PING: Les Africains, pour le moment, je crois qu'au niveau des peuples, n'ont pas beaucoup d'impact. Les ONG sont des organisations qui ont commencé, qui ont proliféré dans le Nord, qui ont des moyens dans le Nord, avec beaucoup d'entre elles, comme je viens de le dire, qui sont des humanitaires et qui font un travail remarquable et puis d'autres bon..., mais ça c'est la vie, hein !

Delphine COMPAORÉ: Comment se porte l'économie africaine?

Jean PING: Ah, ah! (Rires)

Delphine COMPAORÉ: L'Afrique a beaucoup réformé ; elle a beaucoup privatisé. Après tant d'années de réformes et de privatisation, où en est-elle?

Jean PING : Bien, je crois que là aussi il faut dire la même chose, le monde a évolué et continue d'évoluer beaucoup. Au début de la globalisation, la Banque Mondiale, le Fond Monétaire sont

venus avec des modèles. Des modèles passe-partout. Bien, ces modèles nous les avons acceptés, l'Asie les a refusé, et nous avons vu...

Delphine COMPAORÉ : *Ils ont eu raison de refuser ?*

Jean PING : *Puisqu'ils ont réussi et nous on a échoué. Donc (rires), En réalité ce n'est pas aussi simple. Ce n'est pas aussi simple. Je crois qu'il a fallu pendant un certain temps reformer. Il fallait réformer, il fallait assainir nos finances publiques, le problème de la dette etc. Les organisations internationales se sont penchées sur ces questions, nous ont proposé un modèle. Ce modèle il y avait vraiment à boire et à manger, ce modèle aujourd'hui est abandonné, le consensus de Washington est abandonné !*

Delphine COMPAORÉ: *Est-ce que l'Afrique avait vraiment le choix?*

Jean PING: *Pas du tout, on n'avait pas le choix, puisqu'on vous disait, que si vous ne faites pas on vous coupe la gorge! Donc on n'avait pas le choix. Mais je veux dire que ça n'a pas toujours donné que des résultats négatifs. Dans certains cas, je crois que la nécessité d'assainir était là. Voyez-Vous? Les réformes ont été appliquées, ce n'est pas une mauvaise chose. Les gens qui vous disent que la preuve qu'on a réussi réside dans la montée des taux de croissance à 6% (un peu moins de 6% jusqu'à la crise), on peut dire que quand vous avez atteint le fond du puits, il ne reste plus qu'à remonter. On a atteint le fond du puits et on remontait. Ne dites pas que c'est à cause de vous ? Mais quand même les remèdes préconisés dans certains cas ont joué leur rôle pour assainir la finance publique. On ne pouvait plus continuer comme ça. Les problèmes comme la lutte contre la corruption était une nécessité, la corruption était un véritable fléau.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que la situation a évolué vraiment ?*

Jean PING: *Elle a évolué de beaucoup, sauf que les gens ne veulent pas regarder les choses en face. C'est comme quand on dit la démocratie n'a pas évolué. Croyez-vous vraiment, qu'on est encore comme avant où on pouvait vous arrêter simplement parce que vous aviez manifesté dans la rue ? Vous avez criez la nuit, voleur, et puis on vient vous arrêter et vous pendre. Ça ne peut plus se faire aujourd'hui. Le monde a changé, l'Afrique a évolué énormément. Pas assez peut-être, mais énormément. La lutte contre la corruption est évidemment quelque chose qui est en train de se faire. Regardez au Cameroun, si vous allez au Cameroun, c'est terrible les gens qui sont en prison, les barons qui sont en prison, parce que comment on l'appelle, l'épervier est*

passé. Cette fois-ci c'est à une échelle énorme, parce que s'ils ne faisaient pas ça, c'est dramatique.

Delphine COMPAORÉ: *J'ai encore un peu de temps ou il faut conclure ?*

Jean PING: *Allez-y.*

Delphine COMPAORÉ: *Ici je m'adresse à l'économiste. Sur quoi l'Afrique peut-elle s'appuyer pour se prendre durablement en charge ?*

Jean PING : *Je crois d'abord qu'il faut que nous arrivions nous-mêmes d'abord à nous faire confiance, et nous convaincre que nous pouvons et que nous devons nous prendre en charge. Il n'y a rien à faire. Si vous ne voulez pas vous prendre en charge, vous serez toujours des assistés. Il faut se prendre en charge impérativement !*

Delphine COMPAORÉ: *Comment justement se prendre impérativement en charge? Manifestement, beaucoup de choses ont sans doute évolué, mais on a toujours beaucoup de difficultés.*

Jean PING : *Je crois honnêtement, que les problèmes africains sont souvent...vous avez une bouche avec plusieurs dents et vous ne choisissez que la dent pourrie pour dire voilà l'Afrique. Mais c'est vrai qu'on dit chez nous qu'une dent pourrie fait sentir mauvais toute la bouche, mais quand même il y a des choses. Il y a des pays, au niveau national, il y a des pays qui ont fait, qui ont accompli des résultats considérables. On prend souvent le cas du Ghana. Vous savez le Ghana en 1990, était un pays au temps de d'Akufo. Vous qui êtes voisin du Ghana, c'était un pays impossible, corrompu comme ce n'est pas possible. Le cedi ne marchait pas, le pays s'enfonçait. Aujourd'hui le Ghana fait des progrès considérables. Le Ghana fait vraiment un parcours remarquable, vraiment remarquable, est cité en exemple et les investisseurs s'y orientent. On croit que le Ghana est un pays d'avenir. Mais, il n'y a pas que le Ghana, il y a beaucoup de pays qui viennent de très loin et qui ont fait des résultats considérables. Regardez même votre pays, je ne parle pas de démocratie, mais sur le plan économique, les résultats sont quand même remarquables, pour un pays réputé pauvre. Ils sont assez remarquables, j'imagine que c'est la bonne gestion économique du pays. Vous souriez parce que vous connaissez les choses mieux que moi de l'intérieur?*

Delphine COMPAORÉ: *Parlez-nous des relations internationales et du sport et de la politique.*

Jean PING: *Je pense d'abord que pour nous le fait par exemple que la coupe du monde se déroule en Afrique est un événement exceptionnel. Exceptionnel d'abord parce que personne ne pouvait imaginer qu'une coupe du monde pouvait se dérouler en Afrique, personne. Il n'y avait pas encore si longtemps, et voilà que la démonstration est faite. Oui, on disait que parce que les sud-africains...Il y a la violence, la criminalité. Et voilà ce pays qui a organisé une coupe du monde. Elle n'est pas terminée, c'est vrai mais dans des conditions identiques à celles des autres continents. Ce qui veut dire que nous pouvons aussi faire des choses, et là le sport a bien illustré ça. Nous aussi, nous avons, profité de cette année du sport pour décréter l'année de l'Afrique pour la paix, en se disant que le sport est un véhicule important dans le domaine de la paix, et que le fait que nous ayons eu la même année la CAN, et la coupe du monde de football, peut nous permettre, à travers ces deux événements et d'autres, de faire passer des messages de paix, des messages qui pourraient développer des sentiments d'appartenance à un même peuple. Vous voyez que pour le Ghana qui est resté là, c'est toute l'Afrique qui rythme, l'Afrique du Sud qui rythme des succès du Ghana. Ça veut dire que pour un peuple, ça peut permettre de, non seulement d'avoir un sentiment national ou un sentiment africain, et puis de véhiculer des messages de paix, des messages d'effort. Je pense que, bien que n'étant pas spécialiste de ces questions-là, je crois que le sport est lié à beaucoup d'autres choses. Nous avons voulu d'ailleurs véhiculer à cette occasion beaucoup de messages de paix. Entre nous, la FIFA arrive avec de l'argent.*

Delphine COMPAORÉ: *Monsieur Ping, votre mot de la fin, quelques anecdotes, et surtout vos ambitions pour l'Union Africaine.*

Jean PING *Ce que j'espère réellement c'est que l'Union Africaine puisse de plus en plus être respectée et prise en compte. Aujourd'hui je le vois moi, à travers les multiples invitations que je reçois, que l'Union Africaine est devenue une véritable réalité et que personne peut ne plus en tenir compte. Je viens de vous parler de notre participation au G 20. Comment nous allons faire ?, Quel pays nous allons envoyer au G 20, si nous disons accepter un pays africain ? Lequel ? L'Afrique du Sud ? Nous disons qu'avec l'Union Africaine, toute l'Afrique, peut être représentée là-bas et être entendue. Nous développons entre nous les mécanismes qui font que nos porte-paroles soient les porte-paroles vraiment du continent.*

L'Afrique dans le domaine de la paix, nous nous prenons nous même en charge. Malgré le fait qu'on n'a pas de moyens, nous nous prenons nous-mêmes en charge. En Somalie, c'est nous, au

Darfour nous sommes avec l'ONU. Les 95% des troupes sont africaines, même si l'argent vient d'ailleurs. Un peu partout, nous sommes là pour régler nos propres problèmes en disant : nous avons des problèmes africains, il faut des solutions africaines, sans pour autant écarter la participation étrangère, elle est nécessaire. Je vais vous donner un petit cas : Lorsque nous disons que nous allons mettre Madagascar sous sanction ; Madagascar se considère un peu comme un pays à part et les malgaches nous disent en off, « on n'en souffrira pas ».

Lorsque nous décidons des sanctions, nous mettons en place un groupe international de contact à qui nous disons de nous accompagner dans les sanctions. Les États-Unis ont été les premiers. Madagascar ne s'en sortira pas. C'est des dizaines de milliers de gens au chômage parce qu'ils ont arrêté l'Agoa, c'est l'aide à l'exploitation des produits textiles vers les États Unis. Lorsque nous disons interdiction de voyage, ils s'en fichent ils ne viennent pas en Afrique, ils vont en Europe. Mais si on ne leur donne pas les visas là-bas, ça commence à faire mal.

Lorsque nous disons vos comptes en banque seront gelés. Ils n'ont pas de comptes en banque en Afrique ; ils ont les comptes en banque en Europe. L'effet, le fait de nous faire appuyer dans les décisions que nous prenons par le reste du monde, ce sont vos valeurs que nous avons accepté et que nous défendons. Certains États ne jouent pas le jeu, pas clairement, mais dans l'ensemble ça nous permet d'avancer avec eux.

Delphine COMPAORÉ: *Pour l'Union Africaine, On va y arriver ?*

Jean PING : *Écoutez aujourd'hui la Guinée a voté !*

Delphine COMPAORÉ: *Et L'Afrique brillera de mille feux? (rires)*

Jean PING : *(rires), on est encore en 1999, hein !*

Merci Monsieur Jean PING !

17 Entretien avec Monsieur Alexander SCHISCHLIK réalisé le 22 février 2012 à l'UNESCO à Paris

Biographie succinct pour 30 ans de carrière :

UNESCO, Secteur Sciences sociales et humaines : 18 ans d'expérience

Chef d'équipe sport et anti-dopage

Chef exécutif, chargé des droits de l'homme et lutte contre les discriminations

Chef exécutif de la culture

Responsable au niveau de la Culture : arts, musique, théâtre, danse et les industries culturelles.

ONG Internationales : développement de la musique auprès des jeunes : éducation musicales, aide aux jeunes musiciens.

Monsieur Alexander SCHISCHLIK : Je vais d'abord peut être vous donner mon titre exact. En français, ça s'appelle le chef d'équipe, en Anglais on dira team leader. C'est le titre anglais qu'on donne à notre poste. Team leader, chef d'équipe, anti-dopage et sport, c'est le terme technique de ma fonction. Un Team c'est comme une section, c'est plusieurs agents qui travaillent ensemble. Et nous avons plusieurs équipes dans notre secteur des sciences sociales et humaines, avec des gens, avec différentes origines et différentes connaissances. Ce ne sont pas nécessairement des gens qui connaissent bien le sport : ce sont des gens qui connaissent autres choses, les droits de l'Homme, la question de la bioéthique, la question de la jeunesse, la question de l'inclusion sociale, pour que tous ensemble, ils travaillent sur le sport, ce qui permet de donner au programme du sport cette dimension interdisciplinaire sur le sport. C'est ça l'idée d'une équipe.

Delphine COMPAORÉ : Bonjour Monsieur Schischlik ! Merci de m'accorder cet entretien. C'est donc comme je vous l'avais dit dans le cadre de ma thèse. Je suis en fin de thèse à l'Université Paris sud 11 à Orsay. Il sera question, de coopération, de sport, d'éducation physique, d'Afrique mais aussi du monde. Je rappelle donc que vous êtes le team leader d'antidopage et sport de l'UNESCO. Équipe dans laquelle le CIGEPS (comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport) est une structure en charge de

l'Éducation physique. Monsieur Schischlik, pour commencer, parler nous de vous, disons de votre parcours professionnel, de votre expérience dans d'autres institutions, à l'UNESCO et à travers le monde.

M. Alexander SCHISCHLIK : *En tant que chef d'équipe je suis responsable dans cette structure administrative, et j'ai 18 ans d'expérience à l'UNESCO, et comme dans tous les ministères et dans toutes les administrations, à travers votre parcours, vous travaillez une fois ici et une fois-là. Et j'ai travaillé à l'UNESCO dans le secteur des sciences sociales et humaines où nous sommes actuellement. Avant de m'occuper exclusivement de ce travail sport et éducation physique, j'étais en charge des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations, tout à fait un autre sujet. Et avant de m'occuper de ça, j'étais le chef exécutif, comme le chef de cabinet. Et avant de faire ça, j'ai fait cette même fonction au niveau de la culture, chef de cabinet. Et j'avais fait une longue carrière au niveau de la culture en m'occupant de tout ce qui était notamment les arts, la musique, le théâtre, la danse, et les industries culturelles. Et avant de rentrer à l'Unesco j'avais travaillé pour une ONG internationale qui s'occupait du développement de la musique auprès des jeunes : éducation musicale, aide aux jeunes musiciens. Grosso modo c'est ça mon parcours professionnel qui m'a mené vers l'UNESCO. Je suis originaire d'Autriche, de Vienne, et il était plus ou moins harmonieux dans mon parcours de faire quelque chose lié à la musique, parce que Vienne c'est la capitale de tout ce qui est musique classique dans le monde. Les grands orchestres dans le monde enregistrent à Vienne même si ils ne sont pas viennois. Les grands orchestres, les grands musiciens, tout ce qui est musique, passent tôt ou tard par la capitale Vienne. C'est pourquoi je travaille souvent là-dessus. Et aujourd'hui après une trentaine d'années de carrière, je boucle la boucle en utilisant le savoir-faire que j'ai développé dans la production artistique, dans le travail avec les jeunes musiciens, dans le travail artistique, dans le développement industriel, pour appliquer ça au sport. Et ce qui est très intéressant, c'est que les phénomènes que vous trouvez dans l'éducation physique et le sport sont exactement les mêmes phénomènes que vous trouvez dans l'éducation artistique. Ça vous est tout à fait étrange mais c'est extrêmement intéressant. Quand vous allez dans une école, vous apprenez les mathématiques, écrire, lire, éducation civique, et vous faites aussi un peu de choses artistiques, un peu de dessin, un peu de chant, un peu de danse et un peu d'exercice physique, et dans aucun pays du monde, on trouve que ces deux sujets-là, ni celui de l'exercice physique, sont suffisamment encadrés, structurés pour qu'ils soient une priorité dans*

les programmes scolaires. Dans le meilleur des cas c'est toujours secondaire, tertiaire, et ce qui est phénoménal à constater, c'est comment le savoir-faire que vous acquérez à travers l'éducation physique, l'exercice physique et le sport, et l'exercice d'une discipline artistique, comment ça vous aide dans votre vie comme individu et dans la société aussi. Je suis très content de revenir à la source avec ce savoir-faire et de l'appliquer au sport.

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous ensuite de l'UNESCO, son histoire, ses membres, son objectif, ses ambitions, son évolutions depuis 1978 au moins.*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Le rôle de l'UNESCO je ne vais pas maintenant vous faire un exposé sur l'UNESCO, mais l'UNESCO a été créée après la deuxième guerre mondiale, sur les décombres de cette guerre qui avait détruit absolument tous les systèmes sociaux, culturels, éducatifs en Europe. Il était normal qu'on crée une organisation qui pouvait se dédier à la reconstruction de ces questions au sein du système des Nations Unies. Surtout une organisation pour l'éducation, les sciences et la culture, il était évident qu'elle devait se créer. Elle s'est créée à Paris, et ce qui est important à retenir comme la toute petite devise de ce que veut faire l'Unesco, c'est dans le préambule de notre constitution. Je ne sais pas si vous l'avez lu mais elle est très belle. Elle dit que les guerres ayant pris naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut construire les défenses de la paix, à travers la solidarité morale et intellectuelle. Et ça, c'est très intéressant, parce que ça crée aussi tôt une mouvance via la coopération internationale, mais pas la coopération économique, ni la coopération à travers l'envoi de matériels et autre chose, mais intellectuelle. Et vous ne savez pas l'ignorance dans lequel se trouvait le monde il y a soixante ans. Les gens ne connaissaient pas la culture des autres ; ils ne savaient pas qu'il y avait différentes ethnies, qu'il y avait différentes religions. Les gens étaient tous dans une bulle quelque part, et c'était encore un monde où le colonisateur avait une main mise sur une large partie de la planète. Donc, avec tout cela, on en est plus là pour créer la perception de l'autre, pour savoir comment se développer dans la société. Il faut énormément de savoir, et cette solidarité intellectuelle et morale, vous pouvez trouver ça dans tous les programmes de l'UNESCO. Évidemment dans l'éducation avec l'éducation pour tous, qui est maintenant notre grande bataille, mais dans la culture, si vous regardez le programme comme patrimoine mondial, ce n'était pas créer pour inscrire un site sur une liste, mais ça l'était pour que chaque citoyen du monde puisse le considérer comme le sien. Ce n'est pas parce qu'il*

est au Burkina qu'il n'appartient qu'au Burkinabé, mais il appartient au monde entier. Et si Venise aujourd'hui est inondée, tout le monde entier s'offusque. Ce sont des histoires de la solidarité intellectuelle et morale, et si vous mener ça maintenant vers le sport, il est évident qu'il faut créer des programmes dans lesquels les pays développent des objectifs, s'entraident et où les experts peuvent échanger leurs expériences. Qu'il y ait une vision commune de ce qu'il faut faire, et le CIGEPS est un comité intergouvernemental qui a été instauré par l'UNESCO dans le but de donner une impulsion à ce programme, et conseiller le ou la directrice générale dans la préparation et la mise en œuvre de son programme. C'est un organe intergouvernemental, c'est à dire qu'il est constitué par la conférence générale de l'UNESCO. Ce sont les États qui votent par l'un ou l'autre qui est dans ce comité, et ils se réunissent régulièrement au sein de l'organisation, convoqués par l'organisation qui est le secrétariat. Et ils se déterminent en échanges, en interactions avec le secrétariat. C'est nous, les États membres, qui déterminons les axes des programmes de l'UNESCO. On leur fait des propositions, ils enregistrent, et ensemble on travaille sur des propositions. Est issue de ce travail gouvernemental des experts, par exemple la fameuse charte sur l'éducation physique du sport de 1978. Ont été convoquée des réunions de ministres de l'éducation physique et du sport ; quatre ont déjà eu lieu au plan mondial depuis sa création. Je crois que le premier était dans les années 90 et la prochaine, la cinquième réunion des ministres de sport sera en 2013. Et ils ont toujours déterminé l'agenda, le programme des discussions, sur quoi ils doivent se pencher. Ils se sont par exemple penché à un moment donné sur la question du comment l'accès à l'éducation physique et au sport peut être interprété comme un droit humain. Quel est le rôle du sport traditionnel dans ce cadre, parce qu'on ne peut pas mettre tout le monde à la même échelle ; quel est l'accès des femmes au sport, quel est le rôle du dopage dans le sport et comment on peut combattre ce fléau. Maintenant, dans la prochaine réunion de ministres, que ce comité CIGEPS a voulu lancer, on va s'occuper de trois grandes thématiques. L'une encore une fois, l'accès à l'Éducation physique et sport comme un droit, l'accès surtout pour ceux qui sont les plus vulnérables de la société, notamment les handicapés. Mais ça aussi doit être fait pour les populations les plus pauvres qui n'ont pas l'infrastructure nécessaire, et c'est aussi l'accès des filles au sport. Il y a de grands problèmes à ce sujet. Ça peut être d'autres thématiques qu'il faudrait que les ministres discutent, c'est quels sont les bénéfices sociaux économiques de l'investissement dans le sport. Ce sont des questions très importantes. Tout le monde dit que le sport c'est bien, mais comment on peut le mesurer ça ? Quels sont les

indicateurs qu'on peut poser non seulement pour l'Éducation physique mais aussi pour la simple question, je suis le maire de Lille, je veux créer un gymnase, quels sont les déterminants qui vous disent que ça peut se faire. Et ce n'est pas uniquement parce que je construis un gymnase que ça marche. Il faut tenir compte de beaucoup de déterminants. Ce sont ces questions sur lesquels on doit se pencher. Et la troisième est une question extrêmement importante dans le monde dans lequel nous vivons. C'est l'intégrité dans le sport. L'intégrité, que nous pouvons éventuellement voir dans le fléau du dopage, mais surtout il y a beaucoup de corruption dans le sport. Il y a beaucoup d'arrangements surtout de match de football. Actuellement en Europe. Il y a trois ligues nationales de football qui sont scrutés en Turquie, en Allemagne, en Italie, parce qu'il y avait des arrangements de match. Et il est arrivé maintenant le nouveau phénomène du pari des jeux sur internet. Et les sociétés qui influencent les jeux, ne sont même pas issues de la même Nation où sont influencés ces matchs, mais elles sont quelque part dans un paradis fiscal, et vous payez internet, et eux ils achètent les joueurs pour produire le cinéma. C'est un véritable fléau. Ce sont ces trois points brièvement sur lesquels travaille maintenant ce comité intergouvernemental en interaction avec le secrétariat.

Delphine COMPAORÉ : *Vous venez d'évoquer les différentes structures, je vous propose de les prendre une à une et de développer. Quels sont les acteurs qui interviennent, les actions, les projets passés et actuels, l'état de l'Éducation Physique dans le monde, en Afrique par exemple ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Ca ne se passe pas comme ça Madame, malheureusement, ça ne se passe pas comme ça. Je vais vous dire comment on fonctionne. L'Éducation Physique et le sport est un truc extrêmement complexe. Vous voulez parler maintenant du milieu scolaire ou du milieu associatif sportif ?*

Delphine COMPAORÉ : *Les deux !*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Ce sont deux choses qui se complémentent, et puis vous avez la politique que l'État met en place pour faciliter les choses. Et le sport en général fait face déjà à un problème d'attribution administrative. Est-ce qu'il doit être au Ministère Jeunesse ? Est-ce qu'il doit être au Ministère de l'Éducation ? Est-ce qu'il doit être comme en Allemagne au Ministère de l'intérieur ? Tous les cas de figures sont bons. Ca dépend de la manière, du comment un État vise le sport. Évidemment, dans les Ministères de l'Éducation, vous aurez*

toujours un département, un bureau, responsable pour s'occuper des « curricula » de l'Éducation physique. Pour l'avancé des professeurs, pour voir comment ça se passe, pour voir dans les écoles quels sont les infrastructures qui doivent exister. Ça c'est un plan. Mais l'Éducation Physique et le sport dans les écoles c'est bien. C'est un volet. L'autre volet, c'est l'Éducation physique que vous faites en dehors de l'école, qui n'est pas toujours réglementée souvent. C'est surtout des associations sportives qui captent des éléments et qui font des activités. Et puis vous avez les communes qui font des piscines, qui créent des clubs de football etc. Et puis vous avez l'action gouvernementale qui, quelque part, facilite ceci par des subventions à des associations, par des associations dans les villes, par les différents moyens de permettre que le secteur privé intervienne en tant que sponsor, par la manière dont les médias captent le monde de l'éducation physique, pour en raconter, en donnant accès, aux différentes couches de la société, aux installations, en promouvant dans les ministères de l'égalité, du genre l'accès des femmes et des jeunes filles au sport. Oui, le sport c'est quelque chose de complexe, quels est l'état de l'éducation physique, quelle partie je dois répondre ?

Delphine COMPAORÉ : *Je vais préciser la question. En Afrique, on se retrouve avec une Éducation physique et Sport qui se déplace suivant la politique gouvernementale en place. Soit, au niveau de l'Éducation, des Enseignements ou du Ministère des sports, ou encore du Ministère de la Jeunesse. Je connais à peu près le cas des pays africain ou du Burkina Faso par exemple où l'Éducation physique et le sport se retrouvaient sur plusieurs Ministères ou rassemblés. Ça dépend des moments et des pays concernés. Ma question est la suivante, comment dans ce cadre, la coopération de l'UNESCO avec ces pays-là se passe-t-elle ? Dans le cas, par exemple, où il y a deux ou trois tutelles administratives.*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Avec l'UNESCO, le cas est très particulier, indépendamment de ce que je viens de dire, que c'est le Ministère qui est en charge, si nous voulons intervenir dans un pays donné, nous avons d'abord un interlocuteur qui est unique dans le système des Nations Unies, et qui appartient uniquement à l'UNESCO, c'est ce qu'on appelle, la commission Nationale de l'UNESCO. La Commission Nationale de l'UNESCO est une création nationale, qui dépend d'un Ministère. C'est un groupe interministériel souvent. Il y a un Ministère de tutelle, qui souvent en Afrique sera le Ministère de l'Éducation, mais ça peut être aussi le Ministère de la Culture, s'il existe. Ça peut être le Ministère de L'Extérieur parce que, c'est la*

coopération entre les pays de l'UNESCO. Donc, le fait qu'il ne soit pas placé administrativement fait que c'est un « look lock » national qui rassemble, autour d'une toute petite cellule secrétariale financée par l'État, les forces vives des sociétés civiles, des universitaires, des Ministères pour couvrir tous les thèmes de l'UNESCO. C'est le lien entre l'UNESCO et l'État, dans lequel l'UNESCO intervient. Le premier interlocuteur de l'UNESCO serait déjà cette commission nationale, et puis l'UNESCO, n'intervient plus aujourd'hui d'une manière isolée. Elle intervient dans la plupart des cas, d'une manière concertée avec le système des Nations Unies. Et les différentes agences des Nations Unies viennent avec leurs apports. La FAO va travailler sur la nourriture, la prestation mondiale sur la médecine, OIT sur le droit des travailleurs, et tous ces sujets sont rassemblés dans un groupe des Nations Unies dans le cadre du pays. Et ils développent avec les autorités du pays, sous la tutelle des Nations Unies un cadre d'intervention. C'est très théorique ce que je vous raconte...

Delphine COMPAORÉ: *Comment ça se passe concrètement sur le terrain ?*

M. Alexander SCHISCHLIK *Ils ont des priorités. Ils développent des priorités et ce que vous allez voir dans les priorités du pays, ce n'est pas le sport qu'ils veulent ! Ils voudront construire des hôpitaux, un, ils voudront un accès à l'éducation pour une certaine catégorie de personnes ou un accès numérique, mais ce n'est pas du tout un accès toujours qualitatif. Donc c'est construire des écoles, construire des routes, construire des hôpitaux, voilà, c'est plutôt un besoin d'infrastructures. Et on a beaucoup de mal à convaincre les États de toutes les choses plus soft, les contenus sur lesquels il faut travailler. Donc, dans ce cadre, les agences des Nations Unies, se coordonnent entre elles aussi. Souvent, si ce n'est pas directement avec un ministère bénéficiaire qui conseille le système des Nations Unies, on va s'associer avec les Organisations Non Gouvernementales sur place. Ça peut être des organisations nationales ou des acteurs internationaux non gouvernementaux qui vont mener des actions sur le terrain. Mais si voulez, pour intervenir auprès d'un Ministre, c'est en accord avec la Commission Nationale. Pour changer une loi, par exemple, ça sera quelque chose qu'on va travailler avec le ministère de tutelle, pendant deux, trois ans en envoyant des experts, en recevant, en demandant aux consultants de faire des rapports. Comme tout le monde le fait, sur la politique nationale, on peut intervenir dans ce genre-là.*

Delphine COMPAORÉ : *D'accord, mais quand on sait que sur place, la priorité n'est accordée ni à l'Éducation Physique ni au Sport, comment est-ce que la division qui s'occupe du sport à l'UNESCO s'arrange pour que cette question soit prise en considération par les États Membres ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *On rejoint donc votre question qui est comment ça se passe en réalité. C'est à cause de cette incohérence de la situation, que le CIGEPS, justement, le Comité Intergouvernemental, en regardant la difficulté qu'on avait de faire prévaloir la voie sur l'Éducation Physique et le Sport, a décidé de travailler sur deux sujets, et actuellement nous sommes en train de travailler là-dessus. L'un, c'est de créer des indicateurs de l'éducation physique et du sport dans les écoles, pour savoir comment c'est organiser, pour savoir comment se passe l'éducation physique et le sport dans les écoles et qu'elles sont les besoins de base qu'il faut avoir couverts, et on échelonne cela après. Nous sommes en train de mener une enquête auprès de tous les États membres de l'UNESCO, pour savoir comment c'est organisé, comment ça se passe, comment ça se fait, qui fait quoi, et comment un État considère cela de sa propre vision. Nous croisons ces informations avec les informations qui remontent de la société civile, des Organisations Non Gouvernementales, d'organismes qui s'occupent de groupes d'enseignants d'EPS. Nous croisons ces éléments. Nous travaillons avec une université d'Angleterre pour en filtrer des points communs. Et c'est ces points communs qui vont être validés par le Comité intergouvernemental en disant c'est comme ça... là, en 2012, ils devraient arriver à les valider, pour dire si nous sommes d'accords avec « the needs basics », les besoins de bases. C'est une modélisation, c'est des gens comme vous, c'est des universitaires qui travaillent là-dessus. Ils vont établir certains critères qu'ils doivent avoirs, des indicateurs. Ça c'est un sujet, et une fois qu'on a cela, on peut à la base sur ceci aller dans n'importe quel pays, et dire par rapport à ceci vous êtes ici, vous êtes là, vous vous placer où ? Ça c'est superbe. C'est un travail à partir duquel on peut intervenir. On construit les programmes sur ce modèle-là, on veut le faire valider par le comité intergouvernemental, on veut le faire valider par les Ministres du sport en 2013, et on va demander aux Ministres des sports de 2013 de nous donner sur cette question-là, de développer ensemble un programme d'action. Comment il faut faire pour que le sport ne soit pas toujours mis à l'Écart n'importe comment. Une chose, l'autre chose qu'on fait maintenant aussi, c'est de créer l'argumentaire pour un investissement public dans l'éducation physique et le sport. C'est très banale ce que je dis. Si j'étais autour de la table où on*

négoce le budget, à n'importe quel niveau, je ne crois pas que ce soit à la présidence de la république, mais à un moment donné il y a des argumentaires qui se font. Il faut que celui qui défend l'Éducation Physique et le sport ait tous les arguments en main, pour dire en quoi ça fait du bien à la société. Et pas parce que je suis gentil, ou parce que j'ai des relations plus politiques, qui est sportif. Parce qu'on peut vous prouver que si vous investissez un dollar ou une unité une dans le sport, ça vous fait gagner 4 dans les investissements pour la santé publique. Mais est-ce qu'on peut le prouver ? Nous cherchons les différents éléments selon les recherches et selon les bonnes pratiques existantes dans le pays, de sortir les différentes recherches qui ont été faites, les preuves de cet argumentaire, sur l'impact social, sur l'impact économique, sur les dimensions qu'un jeune apprend et qui l'aide après aussi dans la survie. Il y a aussi plein de projets qui prouvent cela, qui montrent cela, qu'il faut simplement les capter, les documenter, créer un échange de bonnes pratiques pour savoir que ça marche. Ce qu'on veut, c'est avoir d'ici un mois un argumentaire pour poser sur la table d'un ministre en disant, « voilà, c'est pour ces raisons qu'il y a 10-20 points qui prouvent que c'est un bon investissement ». Et ça doit l'aider à ne pas prendre de mauvaise décision. Parce que souvent vous investissez d'une manière erronée. Et je reviens sur mon exemple d'un gymnase dans la ville. Si le responsable, ne sait pas pourquoi il construit le gymnase, et en quoi ce gymnase peut servir la société, c'est de l'argent gaspillé. Ce n'est pas parce qu'il va construire pour cent mille un bâtiment avec le meilleur équipe et pris un crédit auprès de je ne sais qui, la coopération, si après le gymnase ne peut pas vivre dans la société. Donc ce n'est que quand vous connaissez l'impact de l'activité et de l'infrastructure sur la société, comment on peut s'en servir, que vous pouvez savoir pourquoi le gymnase a été construit. Malheureusement on voit souvent des décisions qui sont faites comme ça. En dehors de ce contexte là, ça ne veut pas dire que l'UNESCO, est celle qui a la connaissance, pas du tout. Nous sommes juste ceux qui font ressortir tout ce qui a déjà été dit, étudié, recherché, par des universitaires comme vous, ou par des économistes ou par des gens qui sont impliqués dans cette matière, pour faire ressortir un peu ce qui se rejoint et crée cet argumentaire pour décideurs. Ce sont deux sujets sur lesquels le Comité Intergouvernemental travaille beaucoup, nous leur faisons régulièrement rapport. Nous nous réunissons la prochaine fois en Avril, pour leur faire un rapport intermédiaire, pour leur dire où on en est, et selon les réalités des représentants du Comité intergouvernemental qui viennent de plusieurs régions du

monde, de pays avec différentes réalités. Selon leur réaction on pourra réajuster, retravailler, développer davantage, pour que ça convienne. C'est un travail en cours.

Delphine COMPAORÉ : *Quels étaient les actions avant ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Ça ne se faisait pas, c'était comme on dit en anglais « make chip ». On faisait de bonnes choses mais c'était moins structuré pour vraiment créer des programmes qui permettent de voir le progrès de la part du secrétariat de l'UNESCO d'une part, et la part de l'implication de chacun des États de ce Comité intergouvernemental, pour avancer dans ce travail, main dans la main. C'est une réorientation qui a eu lieu, de ce Comité intergouvernemental, que j'estime extrêmement valable. Le nouveau programme je ne l'ai pas encore vu en fonctionnement, mais je lis les rapports de l'année passée qui sont passionnants. On voit que ce sont des choses qui créent une pensée collective et pas seulement, on va dans une réunion d l'UNESCO, on ne sait pas quoi faire... Il y a tout le monde sur le même rail maintenant.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que par exemple par rapport à l'ensemble des pays membres de l'UNESCO, il y a une disparité de fonctionnement, entre les différentes zones géographiques ?*

M. Alexander Schischlik : *Vous ne pouvez pas dire qu'à l'UNESCO il y a disparité s, tout le monde y consent. Aujourd'hui, il y a des pays développés avec un PIB immense et il y a des pays qui sont des pays en développement, qui n'en ont pas. Mais en fait les problèmes sociaux sont les mêmes partout. C'est l'ampleur, c'est la manière... Il y a dans les pays les plus pauvres du monde, tellement de capacités et de liens sociaux, la capacité de la famille d'intervenir, que d'autres États, notamment les plus industrialisés, ne connaissent même plus. Ils ont abandonné le lien familial. Ils ont tellement individualisé dans leur persécution du lien collectif qu'ils ne connaissent même plus le lien collectif. Ça c'est purement philosophique ce que je dis. Donc, à l'UNESCO, ce que vous avez comme énorme avantage, c'est que vous pouvez apprendre de l'un, intégrer dans la pensée de l'autre, et on est immensément riche quand on travaille ensemble. Donc il n'y a pas ce fossé entre riches et pauvres chez nous, parce que chacun puise dans cette énorme richesse que chacun apporte. Maintenant sur le plan purement du développement, naturellement le développement c'est donner des moyens, des fonds des infrastructures pour que ceux qui n'ont pas accès à ça puissent en profiter. Mais on se rend compte que ce n'est pas*

nécessairement de l'argent qui manque, et ce n'est pas pour l'argent que les pays en développement viennent à l'UNESCO. C'est pour le savoir-faire, c'est pour avoir un transfert de connaissances, un partage de connaissances. Et à nouveau je vous renvoie aux commissions nationales. Il y a beaucoup d'actes de travail entre les commissions nationales de l'UNESCO, en Europe, et les commissions nationales en Afrique, pour développer justement les moyens d'intervention sur comment on doit faire. Donc, ce que nous pouvons faire dans ce cadre, c'est aider à ajuster les lois, aider les commissions des lois dans les parlements à approuver de nouvelles lois pour l'éducation physique par exemple. Ça ce ne coûte pas d'argent. C'est ce genre de chose qu'on peut faire.

Delphine COMPAORÉ : *Néanmoins pour l'éducation physique et le sport en Afrique il y a beaucoup de difficultés, par manque d'infrastructures, d'équipements, de moyens pédagogiques dans les écoles etc.*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Nous ne pouvons pas intervenir à ce niveau là parce que ça dépasse nos capacités. Par contre, ce que nous pouvons faire, si nous avons des fonds extra budgétaires, nous pouvons avec un bailleur de fonds développer des projets sur le terrain ; on peut créer du matériel. Pour ceci nous avons un fond pour l'éducation physique et le sport justement pour soutenir ce type d'activités. Pour des raisons de recherche, de fond structuré, ce fond est actuellement juste en train de revivre. Donc on aura probablement dans deux trois ans beaucoup plus rapporté là-dessus. Ça marche d'ailleurs avec le programme de l'anti-dopage. Un fond pour lutter contre le dopage. Un fond extrabudgétaire et les États mettent de l'argent dans ce fond pour qu'on mette des lois, des infrastructures ou des capacités sur place dans les pays et ça, ça marche très bien, donc ça existe. Sur ce même modèle nous voulons le faire dans le l'Éducation Physique et le Sport. Le problème c'est que le dopage est assez bien délimité. Le champ d'intervention Éducation physique et Sport est très vaste, donc nous sommes un peu moins bien organisé. Mais je vous assure que si vous venez dans un an, je vous assure que je peux vous raconter ça beaucoup mieux sur les rails, mais votre thèse sera déjà terminée.*

Delphine COMPAORÉ : *Je reprends la question sur l'universitarisation des programmes ?*

M. Alexander Schischlik : *L'universitarisation, non. Je vous dis justement c'est un sujet clé parce que tant que l'enseignant n'est pas reconnu comme un autre professionnel, il ne va pas*

gagner suffisamment ; il n'a pas assez de prestige. Ses connaissances ne sont surtout pas acquises d'une manière objectivement parlant mesurable. C'est la bonne volonté de chacun, malheureusement, je reviens à l'Éducation artistique, c'est la même chose. Les gens qui font l'éducation artistique, parce qu'il joue un instrument, parce qu'ils sont sympathiques, mais c'est la même chose avec l'éducateur physique, c'est celui qui est sympathique. Et ça, ça doit s'arrêter. C'est un sujet extrêmement professionnel. Ils ont un rôle essentiel à jouer parce que ce sont ceux qui forment toute cette capacité, de l'esprit d'équipe, l'esprit de se surpasser, l'esprit d'un autre regard sur votre voisin, collègues et autres. Ils forgent, si c'est permis, ils forgent de véritables échanges entre garçons et filles. Ils peuvent le faire s'ils y arrivent, au lieu de faire une équipe uniquement avec des filles ou uniquement avec des garçons, ils peuvent faire les choses éventuellement. Ça c'est le rôle de ces éducateurs physiques. Si c'est juste un bénévole qui fait ça comme ça, ça ne marchera pas. C'est pour ça l'universitarisation est absolument nécessaire pour que ça soit fait au même niveau qu'un professeur de maths.

Delphine COMPAORÉ : *C'est un programme qui est très intéressant à plus d'un titre pour certains pays en Afrique.*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Et votre cas est absolument parlant.*

Delphine COMPAORÉ : *Bien sûr, et c'est pourquoi je pose la question : est-ce qu'il y a des partenariats à ce niveau-là avec d'autres acteurs ?*

M. Alexander Schischlik : *Malheureusement pas. C'est un sujet qui nous fâche, mais c'est un sujet qui va sortir de l'étude sur les indicateurs de l'Éducation Physique et le Sport, parce qu'en ayant des indicateurs, vous allez voir que les enseignants souvent ne sont pas formés pour le métier. Ça va sortir de l'enquête que nous faisons actuellement. Nous avons d'ici un mois, tous les symptômes qu'il faut attaquer. Donc, l'Universitarisation va être un des points des programmes d'actions qui va être certainement être remis sur la table par les ministres. Dans nos pays, nous devons mettre des cursus professionnels pour les enseignants d'Éducation physique, et ça sera une recommandation. Ça va sortir sur la question des indicateurs.*

Delphine COMPAORÉ : *Je pose la question aussi parce que je sais que sur le terrain parfois ça se complique parce qu'on se retrouve souvent avec des instituts sous double tutelle et...*

M. Alexander Schischlik : *On ne va pas trop longtemps parler dessus, c'est un sujet qui va être au cœur du débat. Vous ne pouvez pas avoir une éducation physique qualitative si l'enseignant n'est pas de qualité. Et l'enseignant de qualité ne peut pas être de qualité parce qu'il est gentil ou à de la bonne volonté. C'est un peu très peu. Mais très souvent, ça se passe comme ça et vous le savez très bien, vous êtes la première concernée. On ne peut pas uniquement prendre la passion de l'enseignant pour dire voilà c'est bien ce qu'il fait. Il est là parce qu'il se surpasse, mais ce n'est pas ça. Ce n'est pas correct ça.*

Delphine COMPAORÉ : *Quels sont les projets actuellement de l'UNESCO, le sport et les femmes, le sport et la paix ?*

M. Alexander Schischlik : *Le problème c'est que pour nous à l'UNESCO, on ne fait pas nous-mêmes les projets, on n'a pas les moyens. On essaye de mettre en œuvre des politiques en faveur. Sur sport et paix, il y a énormément d'initiatives qui se font, par contre, nous sommes en train de faire un travail, nous avons lancé maintenant un travail très important sur cette question. Dans le système des Nations Unies, il y a même un conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport et la paix. Eux ont un bureau avec des fonctionnaires qui coordonnent les différentes actions que les différentes agences des Nations Unies payent ; ils ont un bureau à Genève en Suisse. Donc les initiatives en matière de sport et paix c'est extrêmement large. Ça peut être des initiatives entre deux Nations, Israéliens et Palestiniens pour un match de football, etc.*

Delphine COMPAORÉ : *Il n'y a pas un programme pour tous les pays membres.*

M. Alexander Schischlik : *Il n'y a pas de programme général. Et puis il y a des agences sur le terrain, dans l'un ou l'autre pays, qui font des activités extrêmement valables. En disant je vais leur fournir des matériaux, mais à l'occasion je vais faire un match, ou on va faire la sensibilisation pour le grand public de jeunes qui sont impliqués sur les sujets de sociétés, par exemple le SHIV ou le rôle des filles, le développement durable. C'est très commun maintenant, tout le monde travaille là-dessus dans les agences des Nations Unies. Et en travaillant sur ces domaines, ils travaillent avec les ONG. Et nous-mêmes nous avons des accords de partenariats avec les acteurs sur le terrain et l'une même s'appelle sport et paix, « Peace and Sport », et est basée à Monaco. L'autre c'est la réserve Sport and all. Il y a aussi le Comité Olympique qui*

travaille là-dessus sur la trêve Olympique, sur la valeur qu'on transmet. Nous, ce que nous voulons développer dans ce cadre, c'est recenser les activités qui sont porteuses sur le terrain, et créer une base de données de ces activités pour que les gens puissent s'en inspirer et ne pas réinventer la roue tout le temps. Si nous avons la chance, ça va se faire aussi pour la réunion des ministres, pour qu'on connaisse un peu quelles sont les bonnes initiatives qu'on peut prendre. Et ces initiatives, nous ne voulons pas les prendre parce qu'elles sont bonnes, mais parce que nous considérons que la paix c'est le développement social. Les jeunes, à travers le sport, acquièrent des capacités sociales plus originelles, et peut-être aussi les adultes et si on peut y arriver c'est mieux, mais on se concentre surtout sur les jeunes. Dans l'image que vous projetez, vous pouvez utiliser, ça peut être le sport aussi comme un moyen de publicité, de transmetteur de message positif à la population à travers la télévision et autres. Les jeux olympiques sont dans ce cas le meilleur exemple, mais si vous regarder le championnat mondial de football, tel que les Allemands ont vécu le championnat. C'était quand même magnifique de savoir comment toute la société était derrière dans les écrans et donc dans les pays où ils organisent les grands événements, vous voyez comment la société se lit autour de ça. Il y a des phénomènes de ce genre où c'est grâce au sport que ça se passe.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il y a un programme précis pour les femmes et le sport ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Nous sommes en train de mettre en place un premier projet, donc c'est balbutiant, nous avons reçu des fonds par une récolte de fonds. À Nairobi, nous avons trouvé un projet magnifique avec une ONG locale, qui essaye d'autonomiser, les jeunes femmes à travers les activités physiques et le sport. C'est un truc magnifique et c'est sur celui-là qui n'est pas, c'est un projet comme il y a des centaines d'autres mais c'est très important qu'on autonomise les filles à travers le sport.*

Delphine COMPAORÉ : *Donc, c'est en fait des projets ponctuels qui ne sont pas généralisés sur tous les pays membres.*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Ce que nous essayons de faire avec ce savoir-faire, c'est de créer de bonne pratique et de savoir quelles sont les bonnes pratiques, et une des choses concerne justement les femmes et le sport. Nous ne sommes pas au niveau des jeux Olympiques, dans lesquels on dénonce que l'Arabie Saoudite n'a pas d'athlète féminine dans son équipe. Nous ne*

dénonçons pas ça ; nous ne sommes pas à ce niveau. Nous sommes à un autre niveau où on dit qu'est-ce qu'il faut faire pour que les filles puissent pleinement développer de la capacité physique, mentale, en faisant comme n'importe quelle être humain, comme les garçons le font toujours. Et là, il y a énormément de barrières ! Il y a des barrières religieuses ; il y a des barrières sociales ; il y a des barrières simplement de la part de garçons qui les traitent mal. Il y a du « hooliganing », il y a du « bulling », il y a de la brutalité. Il y a l'ambiance auprès d'elle, il y a le « sous-estimé ». Tous les modèles du rôle des garçons, malheureusement vous les trouvez dans le sport à nouveau. Je parle à une jeune, ancienne sportive qui sait à quoi elle fait face. Moi je ne suis pas un expert en la matière, mais si, à travers le sport, on peut y arriver.

Delphine COMPAOÉ : *Dans la partie africaine, ces obstacles sont plus pesants. Lorsque vous vous retrouver sur des projets qui s'avèrent très viables, est-ce que vous généralisez à tous les pays membres ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Oui on veut donner accès à un grand nombre de le faire et c'est justement le rôle de ce comité intergouvernemental de saisir tout ça et de le répartir entre ces collègues.*

Delphine COMPAORÉ : *Qu'est-ce que vous avez comme projet sur le dopage et surtout en direction de l'Afrique et sur les jeux et sports traditionnels ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Sur le dopage, il y a avec le fond qui est financé, qui finance les projets, nous avons dans une vingtaine de pays en Afrique actuellement des interventions avec l'agence anti-dopage. Création de laboratoire, de « Testing Systems » ou créer la législation, créer des programmes d'information, de structures de formation pour les jeunes... Ça va dans tous les sens. On pourrait vous donner une liste de ces projets, si vous voulez. Ça concerne la lutte contre le dopage, concrètement qu'est-ce qui se passe maintenant, quels sont les États qui ont adhéré à la convention ? Vous pouvez le savoir et quels sont les activités en cours actuellement grâce aux financements de notre fond. Je peux vous donner la liste. Pour le jeux et sport traditionnel, ça c'est un véritable problème parce que nous ne faisons pas du tout de différences de la discipline sportive. Par contre, la pression veut que ce soit les sports un peu occidentaux, sur lesquels sont organisés les Jeux Olympiques, qui sont les plus importants. Dans ce cadre, c'est le football le plus impressionnant. Par contre, il y a toujours eu, et il va toujours y*

avoir des sports traditionnels. L'UNESCO est très attaché aux patrimoines traditionnels, aux patrimoines immatériels, et en fait les sports traditionnels sont tout d'abord un sujet qui doit intéresser nos collègues du secteur de la Culture quand ils parlent de patrimoines, patrimoines immatériels. Je ne sais pas si vous avez entendu parler du patrimoine immatériel de l'Humanité..., des différentes manières de cuisiner. Des traditions très belles et les sports traditionnels font partie de ces traditions. Ils sont confinés à une certaine région et ils continuent, ils se renouvellent à travers l'intervention de la communauté qui les encadrent. Ils restent finalement assez confinés à une certaine région, un lieu. Il y a un lien entre population, terre, un peu comme toutes les traditions. À ce titre les sports traditionnels sont extrêmement importants pour ce que nous voulons développer soit sous l'angle sport et paix, développement social. C'est un phénomène essentiel. Nous travaillons avec l'organisation du sport pour tous, l'ISA (international sport for all), justement pour ne pas oublier ce domaine dans le sport. On est actuellement tiré tout le temps dans les Nations Unies, tout le monde va travailler sur le foot plus que tout autre chose, mais jamais sur cette question-là. Ils sont toujours attirés vers les sports qui sont ceux qu'on voit à la télévision, l'athlétisme, le football, et pas du tout dans les sports traditionnels qui en fait, ou pour l'impact sur la société locale, ceux-ci sont les plus importants. Malheureusement je ne suis pas expert en la matière mais il y a des experts magnifiques. C'est comme dans la musique traditionnelle, il y a des gens qui cherchent et qui ne veulent pas que les choses se perdent, que ça soit documenté, que ça soit connu. Nous sommes appelés à le faire, nous n'avons pas les moyens de tout faire et c'est un sujet, c'est un domaine qui est extrêmement important, et je ne veux pas le laisser de côté. Je vous remercie de cette question, parce qu'elle ne concerne pas uniquement l'Afrique, elle est en Écosse, elle est en Autriche, elle est en Namibie. Partout vous avez de magnifiques sports et jeux traditionnels, et qui lient la société beaucoup plus que les autres choses que vous faites plutôt passivement.

Delphine COMPAORÉ : *Je vais vous demander de conclure mais avant, est-ce que vous pouvez me dire quel est le soutien de l'UNESCO ou du CIGEPS à la recherche ? Où est-ce qu'on en ait avec le sport et la féminisation des instances etc. ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Actuellement on ne le fait pas, mais c'est quelque chose qui va sortir probablement de la question de l'inclusion pour les ministres. Nous devons préparer les réunions de ministres dans un an et l'une des questions sera certainement la féminisation des*

institutions de gestion, et ça c'est quelque chose que nous pouvons mener avec le Comité International olympique qui travaille là-dessus. Nous n'avons pas besoin de nous substituer à eux. Eux ils ont les moyens et nous cherchons actuellement pour certaines de ces questions, surtout d'impliquer le Comité International olympique avec lequel nous avons un partenariat. Nous siégeons sur la Commission Éducation et Culture, nous tenons la prochaine réunion du comité intergouvernemental du CIGEPS à Lausanne avec le Comité Olympique. Le Comité Olympique fait partie du Comité Consultatif du CIGEPS.

Delphine COMPAORÉ : *Concrètement comment se passe ce partenariat ?*

M. Alexander Schischlik : *Ça se passe très bien. Il faut voir ce qu'ils font. Ils nous demandent de plus en plus, d'être celui qui intervient sur le terrain, pour tout ce qui concerne justement ce sujet-là. Les femmes, l'éducation, les jeunes, la paix, la recherche. Mais la recherche elle existe déjà, il faut juste payer pour qu'on ait les moyens d'en sortir les bienfaits, et c'est pour ça que nous, nous sommes concentrés maintenant sur certains domaines que je vous ai mentionnés et partout. Sur les femmes on ne va pas faire de recherche actuellement. On ne va pas faire parce qu'on ne peut pas tout faire, mais ils vont entrer dans les questions de l'accès au sport certainement. Mais si nous trouvons, s'il y a un bailleur de fond qui veut soutenir la question, nous pouvons travailler avec des moyens extrabudgétaires et des personnes additionnelles sur cette question, par exemple de la féminisation des instances sportives. Nous pourrions travailler là-dessus.*

Delphine COMPAORÉ : *Je parlais par exemple de la Recherche sur vos thématiques précises...*

M. Alexander Schischlik : *On ne va pas soutenir la recherche comme telle mais, je ne crois pas. On peut être associé avec une autre Université ou un groupe de chercheur, en disant écoutez ce que vous faites, nous sommes très intéressés, est-ce qu'on pourrait publier ce que vous faites en ... ce genre de question pourrait évoluer. Financièrement je le vois assez mal, il y a des priorités mais en principe c'est possible, ce n'est pas impossible mais on ne peut pas tout faire.*

Delphine COMPAORÉ : *Vous pouvez conclure, est-ce que vous avez autre chose à rajouter ?*

M. Alexander SCHISCHLIK : *Je trouve extrêmement valable de me donner l'opportunité de parler, j'espère que je vous ai raconté des choses d'une manière différente. C'est toujours très*

difficile de placer l'action dans le contexte plus large, mais je sais que votre thèse va contribuer. Donc je vous fais confiance, vous devez parler absolument avec mon collègue Marcel Dallis qui connaît absolument la situation sur le terrain

Delphine COMPAORÉ : *Merci Monsieur Schischlik et je vous invite pour la soutenance.*

18. Entretien avec Monsieur Issa SOMA, réalisé le 26 juillet 2010 à Ouagadougou, au Ministère des affaires étrangères du Burkina Faso.

Biographie succinct : M. Issa SOMA : Diplomate à partir de 1984

1990-1994 Diplomate à l'Ambassade du Burkina Faso au Nigeria- Lagos

1994 2000 : Chef de la direction des institutions africaines- Burkina Faso

2001-2002 : Directeur par intérim à la direction du cabinet Burkina Faso

2001-2007 : Conseiller du Burkina à la Havane Cuba

2007 : Directeur du Maintien de la paix et de la Coopération militaire.

Delphine Compaoré : Bonjour M. Soma, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Diplomate de carrière, vous avez été en poste en Afrique et aux Caraïbes principalement. Monsieur Issa SOMA, parlez-nous de votre parcours, de la direction des opérations de maintien de la paix et de la coopération militaire, ses missions, ses objectifs, ses partenaires etc.

Issa SOMA : Merci beaucoup Madame de me donner l'occasion de parler de l'institution dont j'ai la charge actuellement. Disons, que mon parcours est très simple. J'ai commencé à travailler depuis juin 1984, ensuite j'ai fait beaucoup de stages, en Afrique et en Europe. Mon premier poste fut à Lagos au Nigéria de 1990 à 1994. Quand la dévaluation du franc CFA est intervenue en 1994, on a jugé que c'était opportun de dégraisser les ambassades. On a diminué le nombre de personnels, et c'est au cours de cette période que je suis rentré. Quand je suis rentré, j'ai eu droit à des stages encore, et après ces différents stages, j'ai été chef de la direction des institutions africaines et ce de 1994 à 2000. Ensuite j'ai été directeur par intérim d'avril 2001 à septembre 2001 et c'est à la suite de ça que j'ai été nommé comme deuxième conseiller du Burkina Faso à La Havane à Cuba. J'y suis allé en novembre 2001 et je suis revenu en novembre 2007. Lorsque je suis rentré, j'ai travaillé au cabinet avec le Ministre d'État. Là-bas on était chargé de l'étude des dossiers, de faire la synthèse des dossiers, parce que chaque semaine les différents ministères envoient leurs rapports pour le conseil. Le ministre n'a pas le temps de tout lire, on fait une synthèse pour qu'il puisse voir et dégager l'idée directrice avant d'aller se prononcer. À la suite de cela, j'ai été nommé en 2007 directeur du maintien de la paix et de la

coopération militaire et j'ajoute que c'est la première fois que cette direction est créée. Cela faisait suite à une réorganisation du ministère et c'est là qu'on a ajouté le volet opérations et maintien de la paix. Bien, qu'est-ce qui a prévalu à ça. En fait, il s'est avéré que depuis 1993, le Burkina Faso participe aux différentes opérations de maintien de la paix. En commençant par l'Afrique d'abord, nous avons le Libéria ensuite nous avons la République Centrafricaine, nous avons le Togo ou il y a eu des services de médiation. À la suite ça a pris de l'ampleur, par la prestation des burkinabés dans les opérations de maintien de la paix. On a sollicité le Burkina pour envoyer des éléments au Darfour et c'est pour cela qu'on a prévu un bataillon qu'on appelle bataillon Lafi etc. Bref, c'est pour avoir une certaine visibilité dans cet engagement, qu'on a créé la direction des opérations du maintien de la paix. La direction des opérations du maintien de la paix et de coopération militaire au ministère des affaires étrangères est chargée de coordonner et de superviser tout ce qui concerne les opérations de maintien de la paix et la participation du Burkina Faso dans les opérations de maintien de la paix. Le Ministère des Affaires Étrangères travaille avec quatre autres départements ministériels, non trois autres : il y a le ministère de la défense, il y a le ministère de la sécurité et le ministère de la justice pour le moment. C'est ainsi que nous avons beaucoup de mission au Darfour, en République Centrafricaine et au Tchad avec la MINUT qui est devenu MUNISCO EN RDC République Démocratique du Congo. Ensuite nous avons des éléments à Haïti, ça c'est la MUNISTA. Bien évidemment, il y a le Darfour que j'ai signalé entre temps en passant. Voilà un tout petit peu ce que nous faisons comme travail. La direction est chargée de faire ce travail. Pour le moment nous sommes six dont un directeur, deux services : un service de maintien de la paix et du désarmement et un service coopération militaire. C'est Madame Touré qui est en charge du service coopération de maintien de la paix et du désarmement. Ce service est chargé de coordonner tout ce qui se passe en matière de maintien de la paix au niveau du Burkina avec les autres départements ministériels. Nous avons notre mission permanente à New York. Quand le département de maintien de la paix a besoin de quelque chose, il s'adresse à notre mission permanente qui répercute les informations ici, et ça passe par nous avant d'être vulgarisé, avant d'être envoyé aux différents départements techniques. On s'occupe également du désarmement parce que nous avons plusieurs conventions sur les armes chimiques, sur les mines anti-personnel etc. On estimait quand même que ce volet devait être rattaché à la direction du maintien de la paix et de la coopération militaire. Voilà grosso modo ce que fait ce service. Ensuite le service coopération militaire s'occupe des accords

que le Burkina Faso a signés ou signe avec les partenaires opérant dans les opérations de maintien de la paix. Voilà un peu comment s'entend ce service. Pour le moment nous avons deux partenaires avec lesquels nous avons signé des accords d'opérations de maintien de la paix : ce sont les États-Unis d'Amérique où il existe des accords dans ce sens et ensuite le Canada. On avait pensé à la France, mais la France pour des raisons diverses ne pouvait pas nous satisfaire. Nous avons donc décidé dans l'immédiat, de la laisser, de la mettre de côté, au profit d'autres partenaires. Et je dois dire qu'aujourd'hui la France s'étonne un tout petit peu. Elle est un peu dérangée parce qu'elle constate qu'elle aurait pu mettre les moyens pour nous aider, pour aider le Burkina dans ce sens, voilà, un tout petit peu. On a donc deux accords dans ce sens. Ces accords stipulent un certain nombre de comportements à observer par chaque partie, aussi bien le Burkina Faso que les Nations Unies, ou bien le Burkina Faso et les États-Unis d'Amérique. Ils nous donnent le matériel, un matériel tout neuf, ils se chargent de la formation des nouveaux éléments pour qu'ils puissent s'adapter au matériel en question, parce que c'est du matériel de pointe, c'est une technologie de pointe et il faut quand même des gens qui puissent le manipuler. En fonction de ça, il y a une certaine somme qui est payée. Il faut dire que la coopération avec les États-Unis d'Amérique et le Canada ne date pas de maintenant, ça date de depuis longtemps. Ce n'est pas venu suite à la participation du Burkina aux opérations de maintien de la paix.

Delphine COMPAORÉ : *Qu'est-ce qui s'est passé pour que la France ne réponde pas à vos sollicitations dès le départ ?*

Issa SOMA : *En fait le problème est très simple, quand vous devez participer dans une opération de maintien de la paix, on vous demande d'abord si vous avez les moyens, les ressources humaines, le personnel, le matériel en fonction de la nature du conflit, vous-voyez ? Les Nations Unies identifient, font le point sur le matériel à envoyer et vous, vous vous chargez de chercher le matériel en question que les Nations Unies vous remboursent par la suite. Quand vous partez avec ce matériel, en définitive ce matériel-là vous revient. Il s'est avéré qu'on avait sollicité l'intervention de la France en la matière parce que c'est le partenaire privilégié, compte-tenu des temps historiques justement etc. Alors, la France, en fonction d'un certain nombre d'informations que nous avons eues par-ci par-là, la France voulait nous envoyer du matériel de seconde main et nous n'entendions pas ça de cette oreille-là. Il y a eu des tractations. Finalement ça n'a pas abouti et nous avons dit : « bon d'accord nous allons voir d'autres personnes » et c'est ainsi que*

nous avons touché les États-Unis d'Amérique et le Canada et ça a marché correctement. Ils ont dit : « il n'y a pas de problème, le matériel ont le met à votre disposition pour que vous puissiez travailler ». Ça aide, parce que nos éléments qui sortent, non seulement ils ont un contact avec d'autres personnes, ce qui développe bien les relations. Ensuite ils utilisent vraiment du matériel dernier cri, ce qui augmente la connaissance sur le plan militaire et indépendamment de ça, sous un autre angle, il y a la culture générale qui s'agrandit un tout petit peu. En rentrant plus profondément, je dirais que, sur le plan politique, le Burkina Faso gagne pour la simple raison que c'est le rayonnement de son image de marque. Ça c'est sur le plan politique. Sur le plan diplomatique, il y a le champ de ses relations qui s'agrandit. Il y a le plan économique, bien entendu, et l'ancrage d'un certain nombre de choses. Je le disais l'autre jour, tout récemment, lorsque les Nations Unies envoient de l'argent etc., pour le personnel et le matériel, ça passe par nous, et on voit tout. Tout récemment ils ont reçu le remboursement dont je parlais.

Delphine COMPAORÉ : *Comment se passe la coordination entre les partenaires ? Parce que je me rends compte qu'il y a les États-Unis, il y a le Canada, les Nations unies etc. Comment vous arrivez à coordonner tout ça ?*

Issa SOMA : *Tout à fait, tout à fait ! C'est très simple. Lorsqu'il y a une sollicitation des Nations Unies pour la participation dans des opérations de maintien de la paix dans un pays en conflit, les Nations unies saisissent le pays donné à travers sa mission diplomatique à New York, et en même temps les Nations Unies expriment leurs besoins, parce que les Nations Unies n'ont pas d'armée. Ça c'est clair et net. Elles expriment leurs besoins et adressent une correspondance aux pays intéressés, concernés. Le pays dit si oui ou non il va participer à l'opération de maintien de la paix. Quand ça c'est acquis, c'est le pays concerné qui se charge de trouver le matériel parce que les Nations Unies n'ont pas de matériel non plus, à moins qu'elles se procurent le matériel ailleurs pour vous le remettre. Le plus souvent, c'est mieux d'avoir son propre matériel. Donc la coordination entre le pays fournisseur et les Nations Unies c'est à part. Les Nations Unies ne se mêlent pas de ce qui se passe entre le Burkina Faso et les États-Unis d'Amérique ou entre le Burkina Faso et le Canada. Le pays concerné c'est-à-dire le Burkina Faso prend ses responsabilités et s'adresse à des partenaires en disant : « pour là je dois faire ça et j'ai besoin de ça et de ça. Est-ce que vous pouvez me fournir ça ? ». Si le pays est d'accord, il dit : « je peux vous fournir le matériel en question mais c'est payant bien entendu ». C'est comme ça la*

coordination entre les pays, par exemple entre le Burkina et le Canada. Ce qui se passe entre le Burkina et le Canada et ce qui se passe entre le Burkina et les États-Unis est complètement distinct ; c'est différent.

Delphine COMPAORÉ : *Je pensais plutôt à un ménage à trois ou à quatre ?*

Issa SOMA : *C'est totalement distinct. Le Canada, pas exemple, nous a fournis par deux fois du matériel. J'ai été voir ça : tout neuf, hein ! Mais c'est suite à l'accord dont je parlais, un certain nombre d'accords entre nous et ils ont fourni le matériel. Les États-Unis ça ne les intéresse pas. Ça ne les intéresse pas, parce que ça peut ne pas être le même type de matériel. Voilà un tout petit peu... sinon entre les Nations Unies et le Burkina Faso, il y a une fluidité, mais les Nations Unies n'ont rien à voir avec les partenaires du Burkina Faso.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il y ait une jonction par exemple avec l'Union Africaine.*

Issa SOMA : *En fait ce qui se passe, c'est que l'Union africaine n'a pas encore eu à intervenir pour faire quoi que ce soit avec le Burkina Faso. En fait, c'est le pays choisi qui décide d'aller là-bas, ça n'a pas de rapport avec l'Union Africaine. L'Union Africaine demande parfois parce qu'il y a le conseil de paix de l'Union Africaine, qui a un bureau à Addis-Abeba qui travaille de concert avec les Nations unies. Je prends le cas type suivant : la mission des Nations Unies au Darfour qui est une opération Union africaine et Union Européenne. Qu'est-ce qui s'est passé ? À partir du moment où le problème s'est posé, c'est en Afrique c'est vrai mais les Européens, les pays qui ont du matériel, ont dit qu'ils ne pouvaient pas envoyer leur personnel. Ils pouvaient envoyer les techniciens, mais il fallait qu'il y ait une coordination entre l'Union Africaine et les Nations Unies pour essayer d'envoyer du matériel. Il y a quand même une certaine coordination entre l'Union Africaine et les Nations Unies, mais ça dépend du type d'opération de maintien de la paix.*

Delphine COMPAORÉ : *L'Union Africaine, ne se propose pas d'appuyer ou d'aider un tel ou tel autre pays engagé dans des opérations de maintien de la paix ?*

Issa SOMA : *Non, non, ça n'existe pas, pour le moment en tout cas. Il n'y a pas une manière d'intervenir pour appuyer les pays ; ça n'existe pas !*

Delphine COMPAORÉ : Parlez-nous des actions du Burkina Faso dans les opérations de maintien de la paix. Je crois que le Burkina Faso est engagé sur plusieurs terrains. Quelles sont les satisfactions que vous tirez de ces actions.

Issa SOMA : On va faire un tout petit peu d'historique. Je dirai que le Burkina Faso est engagé dans les opérations de maintien de la paix depuis 1993. Qu'est-ce qui a prévalu à cet engagement aussi profond ? C'est dû au fait que le Burkina Faso a eu à faire des opérations de médiation. D'abord, il y a eu la force au Libéria, ensuite il y a eu l'intervention de militaires en Centrafrique, sous la bannière des Nations Unies, pour essayer d'aider à restaurer, comment dirais-je, l'ordre là-bas. Après cela, plus proche de nous, dans la sous-région, le Burkina Faso est intervenu au Togo. Le Burkina Faso est intervenu également au Niger, lors du problème touareg, pour essayer de résoudre ce problème-là. Il y a un certain nombre d'actions. Il y a la Côte d'Ivoire, par exemple, où le Burkina Faso est engagé, et c'est fort de cette expérience très enrichissante qu'il a estimé utile de s'engager davantage. La plus grande opération de maintien de la paix c'est le Darfour. Et compte tenu du fait que ces missions ont toujours réussi, les Nations Unies ont demandé qu'il y ait quelqu'un qui soit nommé dans le problème du Darfour, c'est-à-dire le médiateur adjoint Djibril BASSOLET. Je ne vais pas trop rentrer dans le détail parce que ça risque de prendre beaucoup de temps, mais ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que le Burkina Faso est dans la sous-région très remarqué dans ses opérations, dans ses manières de faire, dans sa politique, non seulement à l'intérieur du pays, mais à l'extérieur également. Le Burkina Faso a une bonne image, et je ne vais pas le cacher, parce que quand vous allez à l'étranger pour rencontrer des gens, ils vous demandent comment se débrouille un petit pays qui n'a pas de ressources. J'ai l'habitude de m'amuser en disant que nous avons notre secret. C'est-à-dire que si nous faisons avec ce que nous avons c'est dû au fait que le Burkinabè est honnête. Il est honnête. Quand il s'agit de travailler, il travaille. Il n'y a rien à faire, il travaille. Alors personnellement, ce que je tire comme satisfactions, comme vous l'avez dit, c'est d'abord l'image de marque du pays, car le pays est très bien vu etc. Il n'y a pas de problème particulier et encore, ce qui est très intéressant dans tout ça, c'est que le Burkina Faso est un pays stable. Dans la sous-région, en tout cas, il fait partie des pays les plus stables et c'est ce qui a favorisé cette médiation, ce qui a favorisé cette intervention dans les opérations de maintien de la paix. Parce que si ce n'était pas un pays stable tout ce qu'on est en train de faire n'allait pas réussir. Ce n'est pas possible ; ça ne peut pas marcher ! En tout cas, moi, je suis très satisfait. Et

ce n'est pas moi seulement, il y a le ministère, le pays, au regard justement de ce que nous engrangeons comme résultats, surtout au plan politique et au plan diplomatique. Voilà un tout petit peu... je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

Delphine COMPAORÉ : *Avec toutes ces actions, même si vous avez eu à vous en tirer à bon compte, je suppose qu'il y a eu des difficultés. Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées sur le terrain lors de ces actions de maintien de la paix ?*

Issa SOMA : *En fait jusqu'à présent hum... Dans les opérations de maintien de la paix nous n'avons pas rencontré de difficultés en tant que telles. Les difficultés que l'on peut rencontrer, bon, c'est peut-être sur place là-bas, les relations entre les éléments qui sont envoyés avec peut-être la population, ou bien, en tout cas, d'autres problèmes avec les pays qui sont là etc. Mais jusqu'à présent, je ne vais pas vous mentir, nous n'avons pas enregistré de difficultés. Peut-être il y a des difficultés de coordination à l'intérieur mais nous les avons toutes réglées. Sinon les difficultés que nous pourrions avoir, nous les avons déjà contournés.*

C'est de pouvoir avoir le matériel et les finances également... Quand c'est comme ça, comme c'est l'État qui s'engage, on fait tout pour que le pays honore ses engagements. Par exemple, le matériel en question, si c'est un don, il n'y a pas de problème. Quand ce n'est pas un don, il y a quand même à acquérir un certain nombre de matériels et là c'est le pays qui paye. Il n'y a rien à faire, tout en sachant que les Nations Unies vont rembourser. Tout ce qui est payé par l'État dans ce cadre, les Nations unies vont rembourser. Il y a des motifs de satisfaction. Difficulté sincèrement pour l'instant, peut-être dans d'autres domaines, peut-être quand vous allez voir le colonel Sawadogo, il va vous en dire plus. Il va rentrer dans un certain domaine. C'est eux qui voient ce qu'il y a sur le terrain, donc je peux dire un certain nombre de choses là-dessus.

Delphine COMPAORÉ : *Qu'est-ce que vous pouvez dire par rapport à l'état actuel des conflits, est-ce qu'on a réussi à éteindre quelques foyers ?*

Issa SOMA : *Disons qu'on a réussi quand même à éteindre certains foyers de tension. Je prends par exemple le cas du Togo. En son temps, quand il y avait les problèmes, le contingent est intervenu et avec la médiation du président du Faso, ça c'est rentré dans l'ordre. Je prends le cas le plus proche également, il y a la Côte d'Ivoire, nous y sommes en tout cas. Le Burkina a fait ce qu'il a pu. Honnêtement il a pu faire ce qu'il pouvait, malheureusement ce qui se passe sur le*

terrain est totalement différent, pour la simple raison qu'il reste aux acteurs de parler, de jouer le jeu. Sinon, le Burkina Faso, en matière de satisfaction, on a eu des résultats très intéressants. Alors le problème touareg du Niger à l'époque, c'est le Burkina qui était intervenu et il avait réussi quand même à calmer les choses. Maintenant, c'est un problème récurrent. Il n'est pas propre au Niger seulement ; il y a plusieurs pays qui sont impliqués dedans. La Guinée Conakry, nous sommes également intervenus là-bas. Ça c'est tout récent également, peut-être que vous avez pu suivre sur la voix des ondes. Là-bas également, le Burkina est intervenu à la demande de l'Union Africaine et de la CEDEAO. On a demandé au Burkina Faso d'intervenir au regard de son expérience et de son expertise en matière de paix. Sincèrement là-bas, également, les choses ont commencé à aller. La réalité est que les élections se sont quand même tenues, quand bien même elles sont critiquées. Il y a eu quand même un pas. Il y a le Burkina qui est intervenu ; il y a également d'autres forces qui sont intervenues ? C'est bien également... Voilà un tout petit peu ce que je peux dire là-dessus.

Delphine COMPAORÉ : *Un mot sur les relations internationales du Burkina, d'une manière générale, notamment sa partie coopération internationale, et également un mot sur la coopération militaire.*

Issa SOMA : *Les relations des partenaires du Burkina Faso avec le monde entier, les partenaires etc., C'est une coopération très vaste et chaque partenaire, chaque partie joue sa partition. Par exemple, moi, ma direction s'occupe des opérations de maintien de la paix, c'est une portion, n'est-ce pas, des relations internationales. Il y a la direction des organisations internationales qui s'occupent de tout ce qui se passe sur le plan multilatéral. Il y a également la direction des relations bilatérales qui s'occupent d'autres choses, la relation entre deux pays etc. Ce que je peux dire, c'est que ce partenariat en matière de relations internationales est très très très important pour un pays, parce que ça ouvre à pas mal de domaines. Et lorsque vous avez une politique étrangère où on rencontre pas mal de visibilité, où on rencontre beaucoup d'actions positives, ça ne peut que augmenter les relations. Le champ des relations ne fait que s'agrandir, est-ce que vous voyez ? Moi à travers ça, j'ai découvert, j'ai fait connaissance de pas mal de personnes. Ça c'est les relations personnelles, mais ça m'a permis également d'établir avec certaines institutions un certain type de relations. Ça fait qu'il y a eu des missions que j'ai effectuées et qui ont été prises en charge par ces institutions. Il y a, par exemple, le centre pour le*

maintien de la paix qui est basé au Canada, à Ottawa principalement. Ensuite il y a le réseau francophone de recherche pour le maintien de la paix, basé à Montréal etc. Il a fallu une négociation avec les deux centres. C'est le pays, quand bien même, c'est moi qui ai fait ça. J'ai négocié, et comme ça cadrerait avec la politique du Canada - les deux institutions sont financées par le gouvernement canadien – donc, comme ça cadrerait avec leur politique, ils ont dit qu'il n'y avait pas de problème. Et il y a eu beaucoup de prise en charge dans les séminaires qui ont été organisés et auxquels on a pris part. Je ne sais pas si je réponds à la question. Pour ce qu'il faut enregistrer sur ce volet : lorsque chacun joue sa partition et qu'ensuite vous vous retrouvez, ça fait que quand même un motif de satisfaction. Voilà ce que je peux dire.

Delphine COMPAORÉ : *Dans ce partenariat on peut distinguer ceux qu'on appelle les partenaires historiques et évidemment les autres. Est-ce que dans la pratique quotidienne, ils ont la même façon de voir les choses, la même façon de faire les choses, ou alors est-ce qu'il y a quand même quelques différences entre ses partenaires historiques et les autres partenaires ? Il y a également les institutions internationales, les O.N.G. et autres privés.*

Issa SOMA : *C'est une très bonne question. Dans la réalité, comme disait le général De Gaulle n'est-ce pas, les pays n'ont pas d'amis, les pays n'ont que des intérêts, c'est comme ça. Autrement dit, avec les opérations de maintien de la paix il y a un nouveau champ de relations qui s'est ouvert au Burkina Faso. C'est clair et net. Sa politique étrangère, ses relations avec le monde extérieur étaient à un certain seuil, mais avec les opérations de paix, en participant aux opérations de maintien de la paix, ce seuil-là est dépassé. Qu'est-ce qui se passe à partir de ce mouvement ? Ça amène le pays à mettre en place une certaine structure qui lui permette d'acquérir, par exemple, de nouveaux partenaires. Nous avons des partenaires historiques, je parlais tantôt de la France. Les Américains sont des partenaires pas très historiques comme ça, mais quand même les relations ont pris une vitesse telle qu'à un moment donné on se demande, partenaires historiques... Il y a des problèmes quoi, et eux ils ne voient pas ça d'un bon œil. Avec le Canada c'est la même chose. Autrement dit, les relations du Burkina avec les États-Unis d'Amérique et le Canada, surtout en matière d'opérations de maintien de la paix, sont plus développées que les relations du Burkina avec la France en la matière. Ça, je ne vais pas mentir. Sinon les relations historiques demeurent, à savoir que la France intervient dans pas mal de domaines sur le plan non seulement politique mais sur le plan matériel, les financements, un*

certain nombre de financements s'opèrent etc. Mais avec les États-Unis d'Amérique, par exemple, c'est autre chose. Ça il faut le dire, hein !

Delphine COMPAORÉ : *Comment se passe la fluidité des approches entre les acteurs, parce qu'on a l'habitude de dire que dans les pays africains la liberté dans les relations internationales n'existe presque pas. Est-ce que vous avez la liberté dans ce que vous faites, dans ce que vous décidez de concert avec les autres, mais quand même la liberté de dire et de faire ce que vous pensez ce que vous comptez faire etc. ?*

Issa SOMA : *Tout à fait, vous avez parfaitement raison. Voilà ce qui se passe en réalité. En matière de relations d'État à État, d'abord. Chaque État doit savoir ce qu'il veut et il doit mettre une politique conséquente en la matière. Il se trouve que le Burkina Faso, pour le moment, est un pays très organisé. Il faut le dire c'est un pays organisé, qui est en train de faire ses pas. Il y a la démocratie c'est vrai. On sent que c'est un pays où pas mal de choses se passent sans qu'il y ait de la répression, comme ça etc. Ça, ça favorise les relations et ça fait appel à beaucoup de partenaires qui se disent que ce pays est hors pair, entre guillemets. Donc, dans ces conditions, c'est bon de coopérer avec lui, surtout qu'il n'a pas beaucoup de ressources naturelles en tant que telles. Je veux dire purement et simplement que les approches sont très très faciles pour la simple raison que nous nous avons notre manière de voir les choses, nous avons notre manière de faire notre politique étrangère qui correspond à celle, j'allais dire aux intentions des partenaires au développement. Donc, ça fait qu'il n'y a pas de problème. Maintenant, avons-nous la liberté, bien entendu ! Moi par exemple, il y a des initiatives que je prends et puis j'informe ma hiérarchie. On va me dire : « c'est très bien mais ajoute ça ou retranche ça ». C'est comme ça que les choses se passent. En tout cas pour le moment, j'ai des initiatives que j'ai pu développer. Par exemple j'ai demandé qu'on construise un local spécial pour les opérations de maintien de la paix. Il y a un pays partenaires au développement qui a pris le projet et qui va l'étudier et voir ce qu'il peut faire.*

Delphine COMPAORÉ : *Je vais ramener la question autrement (rires). Il s'agit de l'influence des partenaires internationaux sur les acteurs africains et leur politique internationale.*

Issa SOMA : *Effectivement eh... Vous savez, je vais vous dire une chose. Lorsque par exemple vous demandez de l'argent à un pays, ce pays vous donne de l'argent, mais il vous impose son*

système ! C'est comme ça, et effectivement il n'y a rien à faire. Même si c'était le Burkina qui était assez riche, qui avait les moyens, et maintenant il veut aider, il va influencer. Mais attention, il y a une chose qui est là, ce que nous enregistrons en ce moment. Il y a des influences mais nous restons fermes sur nos positions. Nous aider, nous sommes parfaitement d'accord, mais ne nous imposez pas votre système, votre manière de faire parce que ce n'est pas la même chose. D'abord ce n'est pas le même pays, deuxièmement ce n'est pas les mêmes hommes, troisièmement nous n'avons pas les mêmes moyens, quatrièmement ...pas mal de points hein, nous ne sommes pas développés de la même manière, et nous n'avons pas la même manière de concevoir la politique étrangère. Je prends un cas simple : la politique étrangère de la France et la politique étrangère du Burkina sont deux. Il y a des points communs mais... Je crois que l'influence il y en a, mais ça se fait sous forme de respect des principes de chaque pays. Voilà un tout petit peu comment les choses se passent, en Afrique, de manière générale, ça se remarque. Ça se remarque, ça il ne faut pas se leurrer. Ça se remarque parce que le partenaire a les moyens. Alors il influence etc. non seulement il te donne mais il te dit de faire ça, ça et .indépendamment de ça, il peut t'envoyer dans un autre pays pour y jouer un rôle. C'est-à-dire essayer de toucher le responsable de ce pays en question pour lui dire voilà il y a ça et ça, est-ce qu'il n'y a pas lieu de faire ça ? Ça c'est une influence également.

Delphine COMPAORÉ : *On sait que dans les échanges en matière de coopération chaque acteur essaie d'influencer l'autre. Est-ce que le Burkina a quelques atouts pour essayer de jouer le contrepoids, dire son mot ? Quelles réponses donne-t-il quand il arrive que l'influence soit assez grande sur le pays ?*

Issa SOMA : *J'ai compris, le Burkina Faso dessous, et très souvent ça nous est arrivé, très souvent en s'appuyant sur sa politique de rigueur etc. et très souvent en s'appuyant sur sa manière de lire les relations internationales, de contraindre les relations internationales, ce qu'elles doivent être. Sinon il n'y a pas un autre moyen ! Ce sont vos principes à vous. Si par exemple vous n'avez pas de principe, on va vous avaler complètement. C'est là où le plus souvent les gens glissent. Ça je ne vais pas vous mentir, les gens glissent dans ça. Mais il faut avoir une politique forte, et quand on a une politique forte, il n'y a pas de problème. Il peut avoir de l'influence, mais pas une influence, comment dirais-je, totale. Totale non ! Comme je l'ai dit, chaque pays a ses principes. Par exemple les États-Unis ont appuyé le Burkina dans les*

opérations de maintien de la paix, mais ils ne peuvent pas nous dire à travers ça de faire ça, ça, et ça ! Ah non, ça ne marche pas ! C'est un volet bien déterminé, c'est un volet bien déterminé, ils ne peuvent pas nous demander, par exemple en Côte d'Ivoire, est-ce que le Burkina ne pourrait pas utiliser un système pour amener la Côte d'Ivoire a adopté tel système politique, le système politique des États-Unis d'Amérique dans tel domaine. Non ! Ça on ne le fait pas parce que chaque pays est souverain, mais, comme je l'ai dit, les gens échangent et, bon, il y a beaucoup de choses qui se disent. En tout cas sur ce plan en Afrique ça fait légion. Ça fait légion. Les influences vont légions mais à chaque pays n'est-ce pas de savoir s'adapter, et à chaque pays d'avoir ses principes, parce que si vous n'avez pas de principes ça ne marche pas, hein ! Ça ne marche pas, on vous prend et c'est fini. Vous ne faites que rentrer dans le gouffre, et il n'y a rien à faire.

Delphine COMPAORÉ : *Actualité oblige, il est question de 50 d'indépendance mais aussi dans une certaine mesure de 50 ans de coopération en tant que pays souverains. Quel bilan faites-vous de 50 de coopération et d'indépendance ? Quel bilan de près de 10 ans de médiation et de maintien de la paix ?*

Issa SOMA: *Je crois que 50 ans d'indépendance est bien, mais il y a lieu de réfléchir sur les concepts. Qu'est-ce qu'on entend par indépendance même, voilà la question de fond, indépendance politique ? Indépendance économique ? Bref. Nous allons partir de là. Très brièvement, quand on dit que quelqu'un est indépendant, ça veut dire qu'il n'a pas besoin de l'appui de qui que ce soit, la personne se suffit à elle-même. Mais il faut le dire honnêtement, l'indépendance telle que je l'entends dans le concept africain, c'est le fait d'être n'est-ce pas autonome, de pouvoir s'auto gérer, de pouvoir prendre ses responsabilités, de pouvoir agir en tant qu'acteur international sur le plan politique. C'est-à-dire, être libre sur le plan politique de pouvoir prendre une décision, de pouvoir s'affirmer, de pouvoir donner ses points de vue par rapport au problème international qui se pose. Sur ce plan je dirais que ce s'est pas encore arrivé, ce n'est pas encore suffisant. Je serai très bref là-dessus. Sur le plan économique, ça dépend de la nature de chaque pays. Il y a des pays qui sont bien, il y a des pays qui ne sont pas bien. Le Burkina par exemple n'a pas de ressources naturelles, le Burkina par exemple n'est pas riche comme un pays comme la Côte d'Ivoire. Donc, sa politique étrangère est totalement différente, elle est totalement différente de celle de la Côte d'Ivoire. Mais sur le plan économique*

le Burkina Faso est en train d'avancer, en ce sens qu'il bénéficie comme tout autre pays de l'aide des partenaires au développement. Par exemple, je prends la France et les États-Unis d'Amérique, le Canada et le royaume du Danemark, qui interviennent beaucoup. Ici, il y a pas mal de pays, par exemple l'Allemagne, la Hollande aussi etc. En tout cas, sur le plan économique, je ne peux pas dire que nous sommes indépendants. Ça ce n'est pas possible, le Burkina, ce n'est pas possible, ce n'est pas possible, c'est difficile. Et puis une chose est là, le pays ne peut pas l'être sur le plan économique. En tout cas, je ne vois pas un pays africain qui peut dire que sur le plan économique, lui est bien assis. C'est dur ! Il faut se dire la vérité, ça n'existe pas !

Delphine COMPAORÉ : *Quelles sont les évolutions qu'on a pu enregistrer sur 50 ans de coopération avec les acteurs internationaux d'une manière générale, et spécifiquement avec l'acteur historique qu'est la France ?*

Issa SOMA : *Il faut dire que la coopération a évolué ; ça a évolué. Depuis les années 60 à nos jours, ça évolue en fonction du développement du Burkina, en fonction du développement de chaque pays, en fonction aussi des acteurs qui sont là et l'aident. Ce qui s'effectuait a pris une certaine ampleur, ce qui traduit le fait que la coopération, par exemple entre le Burkina et la France, se développe très bien, se passe très bien. C'est comme une situation ascendante c'est-à-dire que ça monte, ça ne fait que monter, ça ne décroît pas. La coopération sur le plan politique comme sur le plan économique a beaucoup évolué, et le Burkina a engrangé pas mal de résultats à tous les niveaux. Mais personnellement, je trouve que c'est bien, c'est bien, c'est bien.*

Delphine COMPAORÉ : *La France n'a peut-être plus les moyens de faire ce qu'elle faisait auparavant ?*

Issa SOMA : *Écoutez, nous sommes dans un engrenage où tout le monde est touché sur le plan économique. Sur le plan international et la crise mondiale qui est là etc. Tout le monde est en train de subir, mais, malgré cela, la coopération se soutient toujours pour la simple raison que la France n'a pas laissé tomber ses partenaires historiques. Elle ne les a pas laissés tomber quand bien même l'aide a diminué. En même temps c'est positif, c'est pourquoi on demande que vous puissiez vous. Ça c'est très important ! Je prends par exemple les années 60 jusqu'aux années 70, il n'y avait pas autant de cadres qu'aujourd'hui. Aujourd'hui les gens ont étudié dans pas mal de*

domaines. Ça veut dire qu'ils peuvent développer des initiatives en fonction des connaissances acquises pour pouvoir opérer un développement souhaité ! Voilà un tout petit peu ce que je peux dire.

Delphine COMPAORÉ : Est-ce que dans le domaine de la coopération militaire et du maintien de la paix il y a des pays émergents qui s'investissent ? Je veux parler de l'Inde, de la Chine, du Japon, du Brésil etc.

Issa SOMA : Si je prends le cas de l'Inde, elle s'investit pour la simple raison qu'elle fait partie des toutes les premières opérations de maintien de la paix. Ah oui, en matière de ressources humaines, dans les opérations de maintien de la paix, la langue privilégiée, jusqu'à aujourd'hui en tout cas, c'est l'anglais. C'est ces derniers temps que les pays francophones essayaient de lutter pour ne pas rester en marge. Sinon l'Inde quand même, la Chine aussi intervient etc. Eux ils ont plus de moyens que nous. C'est pourquoi ils sont partout, quand on leur demande telle ou telle chose. Non seulement en ressources humaines ils sont bien, mais techniquement ils sont bien également et ils ont du matériel. Donc, c'est plus facile pour eux d'intervenir qu'un pays comme le Burkina qui est en train de chercher par-ci et par-là.

Delphine COMPAORÉ : Est-ce que dans le domaine du maintien de la paix on fait appel aux actions sportives, pour aider à renouer le dialogue entre des pays en conflit ?

Issa SOMA : Pour le moment on n'a pas vu ça. Peut-être à se réunir bientôt, je n'en sais rien. Mais quelquefois, j'ai vu ça au plan bilatéral où ont fait venir, on fait intervenir les acteurs sportifs pour dire : « écoutez ce problème qui existait entre nous-là, on passe par-dessus, on laisse tomber ». Voilà, les deux pays s'entendent, voilà les jeunes qui sont là, en train de l'exprimer d'une autre manière, culturellement. Sinon, de manière générale, je n'ai pas encore vu ça. On n'a pas encore fait intervenir, à ma connaissance en tout cas, des sportifs pour éteindre des foyers de tension en tant que telle.

Delphine COMPAORÉ : D'une manière générale, on constate que l'Afrique a ses ressources propres. D'ailleurs on a l'habitude de dire que le continent africain est vaste et suffisamment riche etc. Même s'il y a des évolutions, l'Afrique se cherche encore quelque portes de sortie pour mieux s'autonomiser. Alors, pour vous, sur quoi l'Afrique doit-elle s'appuyer réellement pour se

prendre en charge durablement. Je veux parler de sa politique, de son économie, de tous les aspects de la vie quotidienne ? Sur quels aspects, sur quels atouts ? À l'échelle planétaire ?

Issa SOMA : *C'est une bonne question. La solution n'existe pas quelque part, l'Afrique doit s'appuyer sur ces hommes. Ses hommes d'abord, c'est eux les principaux acteurs. Elle doit s'appuyer sur ses hommes d'abord, qui ont déjà reçu des formations etc., qui sont formés. Non seulement il y a les hommes, mais il y a également ses ressources. L'Afrique regorge de pas mal de ressources, il n'y a rien à faire, mais le problème qui se pose c'est la répartition de ces ressources. C'est ça la question de fond. Je prends un cas comme le Nigéria. Il peut fournir toute l'Afrique en pétrole. Il n'y a rien à faire ; il peut le faire. J'ai servi là-bas, et je suis allé visiter les raffineries, je sais ce que c'est. Ils peuvent le faire mais, il y a un mais, des problèmes d'organisation. Donc, l'Afrique doit s'appuyer sur ses hommes, ensuite elle doit savoir s'organiser et faire en sorte qu'il y ait une espèce de coopération Sud, autrement dit entre pays africains. Ça, c'est mon point de vue. Qu'il y ait une coopération entre les pays africains. Le pays qui n'en a pas, qu'on puisse faire de telle sorte que ce pays puisse en avoir. Et c'est de cette façon que nous pourrions nous en sortir. Je prends le cas suivant : au Burkina par exemple. Au Burkina il n'y a pas autre chose à faire, si ce n'est l'agriculture. Donc il faut une agriculture intensive, il n'y a rien à faire. C'est à travers l'agriculture que le Burkina Faso peut se développer, on ne peut pas faire autrement. C'est vrai qu'il y a les aléas climatiques, je suis parfaitement d'accord, mais je sais en tout cas qu'en la matière le Burkina peut se développer. Je prends le cas du Zimbabwe par exemple, c'est un pays agricole et je ne suis pas d'accord avec la politique et Robert Mugabe. Je ne suis pas d'accord avec lui, mais voilà un pays qui est très riche, qui peut nourrir l'Afrique en céréales. Il n'y a rien à faire ! Il y a pas mal de pays, quand on prend les pays de l'Afrique centrale, ils sont bien, ils sont très riches. On prend la RDC, c'est un pays qui est immensément riche. 3 millions de kilomètres carrés immensément riches, mais malheureusement, problème d'abord, ces sommes on ne peut pas compter sur elles. Ensuite il y a un problème d'organisation, il y a, comme je disais déjà, l'implantation de mauvaise politique de développement, c'est ça. Les maux qui frappent l'Afrique, c'est ça. Sans organisation, il n'y a rien à faire. Ensuite on ne met pas l'accent là où il faut. Il ne faut pas oublier une chose, il y a les égoïsmes, les gens sont égoïstes. L'Africain, d'une manière générale, est égoïste. Il est égoïste, donc ça veut dire que ça ne peut pas marcher. Par contre, quand on prend le cas des pays européens, ils se soudent. Ils savent par exemple que tel pays n'a pas les moyens, mais ils font tout pour que ce pays en*

question-là émerge d'une manière ou d'une autre, en s'appuyant sur quelque chose qu'il peut développer. C'est ça, ils le font ! Mais en Afrique, ce n'est pas ça, on dirait que c'est chacun pour soi et Dieu pour tous ! Alors que non, on ne pourra pas faire ça ! Et c'est ça qui fait qu'on échoue aux différentes conférences etc. Nous sommes au XVe de quoi ou à quoi, de l'Union Africaine, mais c'est zéro ! Les gens partent manger, gaspiller, et puis ils repartent, et c'est fini !

Delphine COMPAORÉ : Est-ce à dire qu'il faut absolument travailler dans le sens de l'intégration avant de...

Issa SOMA : Absolument, absolument ! J'allais y venir. Il faut l'intégration politique et économique, il n'y a rien à faire. On ne peut pas faire autrement.

Delphine COMPAORÉ : Et pourtant on piétine depuis, qu'est-ce qui fait que ça n'avance pas ?

Issa SOMA : Ce qui fait que ça n'avance pas, c'est comme je l'ai dit, c'est un problème d'organisation et puis c'est un problème d'hommes. Et puis il y a une question d'intérêt aussi qui est là. C'est ça. Parce que tous ces éléments, lorsqu'ils ne sont pas réunis, lorsqu'ils ne sont pas bien définis à la base, ça ne peut pas marcher. Il n'y a pas de solution miracle, il n'y a pas de solution miracle. Je me répète et je le dis, d'abord l'Afrique doit compter sur ses hommes, il y en a, il y en a qui ont une cervelle. Ensuite, compter sur la compétence de ces hommes, compter n'est-ce pas sur ses propres ressources. Compter sur la coopération Sud Sud, c'est-à-dire l'intégration politique et économique en même temps, voir tous ses aspects. S'il n'y a pas ça, ce n'est pas la peine. On a beau faire venir, injecter des milliards et des milliards, je ne sais pas 400 milliards de dollars en Afrique, si les hommes ne sont pas organisés, ça ne marche pas, ça ne marche pas. Je suis formel là-dessus ça ne marche pas. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

Delphine COMPAORÉ : Oui, c'est parfait. Vous n'êtes pas spécialiste de sport, mais je vais néanmoins vous poser une question sur le sport. Parlez-nous de ce que vous savez sur le sport général est spécifiquement sur le sport burkinabé ? Du sport de la politique et des relations entre les deux.

Issa SOMA : D'une manière générale, j'apprécie déjà le sport, pour la bonne raison que c'est un cadre fédérateur de pas mal de choses dans chaque pays. Non seulement il y a l'aspect développement, mais le sport engrange pas mal de résultats pour chaque pays, pour peu qu'on s'y investisse. C'est ça l'essentiel, il faut s'y investir. Moi j'ai été un sportif déjà depuis le

séminaire. Le football je le pratique, ensuite j'étais athlète, je faisais les 100 m et les 200 m, je faisais le soir longueur, je faisais le grimper, voilà quoi. Et j'ai trouvé que quand on pratique le sport ça rend pas mal de service, et il y a une expression là, dans l'esprit « Saint de corps et d'esprit ». En ce qui concerne le Burkina, je ne sais pas ce qui se passe. Le sport est pratiqué et il y a plusieurs disciplines. C'est tout à fait normal, ça permet des rencontres entre les pratiquants etc., et quand il s'agit de rencontres internationales, quelle que soit la discipline, ça permet de créer un esprit de cohésion entre les différents acteurs qui se retrouvent, et ça cultive les relations également. Et les expériences de part et d'autre également, on se les partage et ça aide. Mais je dirais, au Burkina, là où je suis un peu déçu, j'ai comme l'impression que l'État investit mais que les acteurs même ne s'en sortent pas. C'est toujours le même résultat. Tant qu'on n'aura pas une politique ferme dans le sport, ça ne marchera pas, c'est clair et net. Il y a la préparation, il y a pas mal de choses qui rentrent en ligne de compte que les gens ignorent etc. alors que non. Il faut avoir une politique ferme, il ne faut pas s'amuser parce que c'est le nom du pays, ah oui ! Je prends le cas du football : je ne comprends pas, c'est l'indiscipline totale ! Si les gens ne réussissent pas, c'est de l'indiscipline, ils font n'importe quoi, ils font du n'importe quoi ! Ce n'est pas qu'on n'a pas... J'ai dit à la personne, « vous pouvez aller chercher les meilleurs entraîneurs du monde pour qu'il entraîne vos footballeurs, ça ne va pas marcher tant qu'il n'y a pas, en tout cas, la volonté ». Autrement dit, il faut une certaine volonté. Il faut se dire, voilà, je fais le sport, c'est pour mon pays et par voie de conséquence je dois m'y mettre. Moi on a trouvé que je suis bon dans tel endroit, et donc je dois jouer ce rôle-là de telle sorte que de l'autre côté on puisse également jouer son rôle, et ainsi de suite pour pouvoir réussir, sinon ça ne marche pas. Sur le plan international, je dirais qu'en tout cas le sport est fédérateur de pas mal de choses. En voyant les gens s'exprimer, ça joue aussi sur les pays, ça donne envie, ça donne envie de devenir également comme les autres. Quand les gens voient, ils se disent : « il faut que nous travaillons dur pour atteindre ce niveau ».

Delphine COMPAORÉ : *Que dites-vous alors des relations entre le sport et les relations internationales ? Ou pour être plus précis sport et politique ?*

Issa SOMA : *Il y a commune mesure, le sport et la politique c'est la même chose. Tout va ensemble en ce sens que la pratique même du sport développe les relations internationales. Quand par exemple, une équipe, quelle que soit la discipline, vient jouer ici, et la manière dont*

les gens s'y prennent, ils organisent, ils accueillent etc. et si tout se passe bien, c'est une autre forme des relations internationales. Ça cultive les relations, il y a le partage d'expériences etc. voilà un tout petit peu en commun, je vois ça. Je ne veux pas rentrer trop dans les détails.

Delphine COMPAORÉ : *Nous nous acheminons vers la fin de l'entretien, je veux vous demander de nous faire partager un souvenir professionnel dans la diplomatie et comme sportif.*

Issa SOMA : *Quelques-uns au plan sportif, au football quand on battait une équipe ça me faisait plaisir. En athlétisme, j'étais en seconde ici, c'était l'inter séminaire, moi je faisais le saut en longueur, je me rappelle très bien, j'avais battu un maître d'éducation physique là-bas et j'étais très content, ça c'était un bon souvenir ! Mais on ne m'a pas donné le cadeau (rires), cette année-là le séminaire avait fait des performances terribles aux 100 m, aux 200 m, même aux 5000 m, au lancer de poids. Ce sont de bons souvenirs. Évidemment le reste c'est qu'il y a la satisfaction personnelle. Le mauvais souvenir ? Ça c'est quand on frappe quoi, quand on vous bat, ça ce n'est pas intéressant. Je n'en ai pas tellement comme ça. Je continue à pratiquer le sport, le football, et les gens disent « ah voilà pourquoi tu ne vieillis pas », et pourtant je vieillis, on vieillit toujours, on ne peut pas ne pas vieillir. Mais le sport quand même aide à se maintenir. Ça il faut se dire la vérité. Quand on pratique le sport, ça rend beaucoup de services. Sur le plan de ma carrière en tant que fonctionnaire des affaires étrangères etc., les souvenirs là-bas sont très très très intéressants, pour la simple raison que je suis rentré pas vocation aux affaires étrangères, c'est-à-dire que j'ai aimé le métier. Ce qui m'intéresse c'est la pratique, la manière de travailler, et ça a ouvert mon esprit sur pas mal de choses sur le plan international. Je me suis tissé des relations etc. Un de mes plus beaux souvenirs, c'est en 1992, on avait des compatriotes qui, comme d'habitude, partaient vers le marché au Nigéria. Ma foi, une fois partis, les bandits les ont attaqués à leur retour. Ça a fait un tollé, on avait pris quatre d'entre eux qu'on avait enfermés, et il y a eu la solidarité entre les autres compatriotes qui ont dit que tant que les quatre n'étaient pas libérés on ne rentrerait pas au pays. Ils étaient logés avec nous à l'ambassade etc. et les négociations, pratiquement, c'est moi qui les ais menées. Quand ça a abouti et qu'on les a libérés, ça été un grand ouf pour moi. J'étais très content parce que j'avais réussi une mission. J'avais réussi la mission de faire de telle sorte que les compatriotes soient libérés, et qu'ils puissent rentrer. Ça c'est un des bons souvenirs. Il y a d'autres souvenirs, c'est le fait d'avoir tissé beaucoup de relations, et d'avoir occupé des postes de responsabilité. Ça également c'est des*

souvenirs que je ne peux pas oublier. Ça m'a permis de connaître beaucoup de personnes, je me suis beaucoup déplacé, je ne vais pas vous mentir, l'ouverture vers toute personne, ouverture vers d'autres horizons. Ça me permet de dire que la diplomatie c'est bien. C'est bien pour la simple raison que je suis très content de ce que j'ai eu à faire. Mauvais souvenir, sur le plan professionnel ? Il n'y en a pas tellement, mais ce que je déplore, c'est lorsque vraiment il n'y a pas de vérité quoi. Le mauvais souvenir que j'ai, c'est à mon dernier poste, où j'avais un ambassadeur impossible pour la simple raison que c'est quelqu'un qui n'avait pas de considération pour son personnel. J'ai gardé ça comme souvenir, mais je me suis dit que ce n'est pas quelqu'un de carrière, ce n'est pas un diplomate de carrière. Néanmoins, j'ai pris ça de manière sportive, ce n'est pas la peine de garder ça... Il m'a rendu la vie impossible jusqu'à ce que la centrale même soit au courant. Mais on m'a beaucoup apprécié, on m'a dit tu es très fort, c'est ça aussi la vie. On ne rencontre pas toujours de bonne chose, il y a des moments où c'est bizarre. En tout cas, le mauvais souvenir c'est là-bas, à Cuba, pendant les cinq ans sincèrement... Pour la simple raison que j'ai eu à dire à cet ambassadeur que sa manière de travailler ce n'est pas ça. Ça a fait des problèmes etc., et il y a des jalousies qui sont venues se mêler parce que j'étais apprécié par les ambassadeurs des autres pays, parce que quand il s'agissait de discuter des problèmes sur le plan international, je donnais mon point de vue, et quand ils allaient le trouver ils lui disaient, « votre conseiller, il maîtrise un certain nombre de choses ». Cela lui faisait mal. Alors que si c'était moi, on me dit que mon conseiller est bon, j'aurais dit que c'est très bien. Au contraire j'aurais été content parce que voilà quand même quelqu'un qui peut jouer sa part quelque part si on lui confie une responsabilité. Sinon le mauvais souvenir c'est là-bas, mais je n'ai pas gardé et je n'ai pas oublié non plus. (Rires)

Delphine COMPAORÉ : Votre mot de la fin ?

Issa SOMA : *Je suis très heureux d'avoir eu cet échange avec vous sur, comment dirais-je, sur ma direction, sur le ministère, et d'une manière générale sur les relations internationales. Ça m'a permis de dire un certain nombre de choses que je sais, je ne prétends pas avoir répondu de manière favorable à toutes les questions, ce n'est pas ça du tout. Il y a eu des approches, des tentatives d'approche, des réponses etc. Je souhaite que ce que j'ai dit puisse vous aider. Je suppose que ça va vous aider à faire quelque chose, à rédiger votre thèse, etc. Ça vous aide à comprendre un tout petit peu un autre monde. C'est-à-dire le monde des affaires étrangères etc.,*

Comment le monde évolue. Je ne dis pas que j'ai tout dit sur les affaires étrangères, sinon nous y passerions toute la journée, et je souhaite que ce travail soit réussi, et je souhaite que ça puisse vous profiter, et que vous puissiez atteindre vos objectifs. Ce que vous êtes en train de faire, c'est très bien. Et que, ma foi, je vous accompagne dans vos pas. Encore une fois de plus, moi je suis content de cet échange et comme je le disais tantôt, je ne prétends pas avoir tout dit, mais il y a des points qui permettent de faire le travail que vous êtes en train de faire.

Delphine COMPAORÉ : Je vous remercie monsieur SOMA.

Entretien réalisé le 26 juillet 2010 à Ouagadougou au ministère des affaires étrangères du Burkina Faso.

19. Entretien avec le Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : Gouverneur de la Région administrative du Sud-ouest, entretien réalisé le 24 juillet 2010 à Ouagadougou.

Biographie succincte :

Colonel de l'Armée

Prytanée militaire du Kadiogo sixième en 1969.

Formation d'officiers en Algérie et plus précisément ORAN 1976-1978

Formation d'officier d'administration de 79 à 80 à Montpellier

1980 gestionnaires à l'intendance militaire du Burkina

1982 trésorier de l'ANAD à Abidjan

1984-1987 : chef de l'intendance militaire

Formation d'intendant militaire à Montpellier

1990-1992 : directeur de l'intendance militaire

1990-1992/1994-1996/ 1996-2000 : Président de la fédération d'athlétisme

2001-2004-2005 : Président du Comité National Olympique et des sports burkinabè

Depuis 2003 membre de la confédération africaine athlétisme.

1999-2003 : Directeur de la fonction militaire

2003-2008 : Inspection militaire

2009 : Gouverneur de la Région administrative du Sud-Ouest

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour colonel Komyaba merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Militaire, sportif, plusieurs fois président de la fédération d'athlétisme, président du comité national olympique et des sports burkinabè, vous êtes l'actuel gouverneur de la région du sud-ouest. Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO faites-nous partager ce long parcours et parlez-nous de vos activités de gouverneur, dans l'une des 13 régions administratives du Burkina Faso.*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Bonjour Madame et merci de l'intérêt que vous portez à ma modeste personne. Effectivement, je m'appelle Komyaba Pascal SAWADOGO originaire de KAYA, province du Sanmatenga, région du centre Nord. J'ai très vite embrassé le sport depuis que je suis rentré à l'école militaire, le Prytanée militaire du Kadiogo, en sixième en 1969. Dans les années 1972 j'ai commencé à prendre une option très nette pour l'athlétisme ou j'excelsais beaucoup plus que dans les autres disciplines, telles que le handball et le basket-ball que j'ai également pratiqué. Donc j'ai opté clairement d'évoluer au prytanée dans les disciplines de l'athlétisme. J'ai commencé par le 400 m, ensuite j'ai de nouveau évolué dans une deuxième discipline, le 800 m. À l'époque dans les deux disciplines, au prytanée j'étais le meilleur, j'étais le champion de 1972 jusqu'à ce que je quitte cette école en 1976 après mon baccalauréat série C. Après le baccalauréat, j'ai été sélectionné par l'armée burkinabé pour aller faire une formation d'officier en Algérie, et plus précisément à ORAN, la deuxième ville d'Algérie, du côté marocain. J'ai évolué donc à l'école militaire d'administration pendant deux ans, de 1976 à 1978, et à la fin de ce cycle court, je suis revenu à Ouagadougou. De 78 à 79 j'ai fait une formation d'informatique au "Cenatrin" de l'époque, structure informatique qui n'existe plus maintenant. Après sept années de fonction, j'ai été envoyé à Montpellier pour compléter ma formation d'officier d'administration de 1979 à 1980. À partir de juin 1980, j'ai intégré l'intendance du Burkina Faso où j'ai commencé à travailler comme gestionnaire des établissements de l'intendance du Burkina Faso qui se trouve au camp Guillaume, et c'est cette structure qui stocke les vivres et l'habillement de toutes les forces armées nationales. Quand on parle de l'intendance*

on parle de toutes les subsistances pour l'être humain. On ne parle pas d'armement, on ne parle pas de véhicules, ça c'est le côté matériel. L'intendance gère surtout les finances, l'habillement et l'alimentation. J'ai été de 1981 à 1982 gestionnaires de l'intendance et de 1982 à 1984, j'ai été donc à l'ANAD à Abidjan, c'est-à-dire l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense. J'ai été trésorier dans cette structure qui s'occupait de prévenir les guerres et les conflits armés entre les différents pays concernés, c'étaient notamment les pays de la CEDEAO. J'ai donc évolué à Abidjan de 1982 à 1984, et enfin je suis revenu au Burkina Faso où j'ai été nommé tout de suite chef de l'intendance militaire pour coordonner les différents bureaux de l'intendance militaire, et jusqu'en 1987-1988, j'ai été nommé dans cette structure comme intendant à compétence générale pour commencer à faire les vérifications, les contrôles des différentes caisses, des différents trésoriers. De 1989 à 1990 j'ai été de nouveau à Montpellier pour être formé comme Intendant militaire. Et quand je suis revenu en 1990, j'ai été nommé comme directeur de l'intendance militaire de 1990 à 1992. En août 1992 j'ai été nommé directeur central de l'intendance militaire du Burkina Faso et cela jusqu'en 1999. De 1999 à 2003 j'ai été muté et donc nommé comme directeur de la fonction militaire qui s'occupe donc de recrutement et des aspects sociaux de l'armée. De 2003 à juin 2008, j'ai été affecté à l'inspection des forces armées, et à partir de juin 2008, je suis gouverneur de la région du Sud-ouest dont la capitale est Gaoua qui est une région géographique très stratégique entre donc la Côte d'Ivoire et le Ghana. On partage donc deux frontières très sensibles avec deux pays amis, le Ghana et la Côte d'Ivoire. C'est ce que je peux dire très succinctement sur mon parcours professionnel. Côté sportif, après Montpellier en 1990, j'ai été très vite approché par des amis du monde sportif me sollicitant pour encadrer la fédération burkinabé d'athlétisme. Comme je l'ai pratiqué, je n'ai pas beaucoup résisté quand bien même à l'époque je n'avais pas beaucoup d'expérience. J'étais un jeune officier qui n'a fait que pratiquer le sport sur le terrain, mais c'était différent de gérer des structures avec des relations au niveau national et au niveau international. Mais on dit que quand vous aimez bien quelque chose, vous engager à faire ce que vous pouvez. Donc de 1990 à 1992 j'ai fait mes premières expériences comme président de la fédération burkinabé d'athlétisme. À l'époque il faut dire que tout était pratiquement vide dans les fédérations d'une manière générale et surtout au niveau de l'athlétisme qui n'a pas beaucoup de soutien. Néanmoins cahin-caha avec l'appui de ceux qui m'ont approché comme les Jean Paul SAWADOGO, Missiri SAWADOGO, qui sont quand même les ténors techniques il faut le

reconnaître de l'athlétisme burkinabé. On a quand même fait ce qu'on pouvait, souvent avec nos moyens personnels. De 1992 à 1994 j'ai cédé la place à un certain commandant SERMÉ, paix à son âme, et de 1994 à 1996 je suis revenu sur la brèche toujours sur demande de ces camarades sportifs. À l'époque c'était deux ans de mandat et j'ai donc été rappelé pour conduire de nouveau cette fédération. À partir de 1994 les mandats ont changé et c'était devenu quatre ans et de 1996 à 2000 j'ai continué à diriger cette fédération. De 2000 à 2008 j'ai encore été reconduit jusqu'à ce que je sois nommé, gouverneur du Sud-Ouest, avec pour chef-lieu Gaoua. Compte tenu de la distance et aussi de ce que j'ai fait comme temps j'ai donc cédé sportivement le poste de président à un certain colonel YAMBA Daniel du génie militaire depuis février 2009. Néanmoins, je continue à les appuyer autant que je peux. Au niveau de Gaoua, j'essaye de faire émerger le sport dans tous les domaines notamment en athlétisme. C'est quand même une région qui a beaucoup de potentialités humaines. Ça il faut le reconnaître sur tous les plans, il y a donc un club d'athlétisme qu'on a déjà monté et nous comptons créer un tournoi de marathon entre Gaoua et Loropéni. Vous savez les ruines de l'Oropéni, qui sont au patrimoine mondial de l'Unesco, sont pratiquement à 40 km de Gaoua. Ça peut faire exactement le marathon et nous comptons aussi créer ce marathon Gaoua Lorépeni. Quand on est sportif on doit être chauvin, on doit être sportif complet et au niveau du football, je compte très bientôt, d'ici le mois de septembre, créer le tournoi du gouverneur qui va opposer fraternellement les quatre provinces de ma région. Il y a quatre provinces dans ma région : le Poni chef-lieu Gaoua, la province du Nounbiel, chef-lieu Batié, qui partage deux frontières avec le Ghana et la Côte d'Ivoire, la province de la Bouguiriba, chef-lieu du Dédougou, et le Yoba chef-lieu Dano. Je compte donc au mois de septembre créer le tournoi du gouverneur tout court, non seulement pour essayer de stimuler les jeunes des quatre provinces de la région, renforcer la connaissance et les relations entre eux, mais aussi essayer de créer une équipe au niveau régional qui pourra peut-être jouer les éliminatoires au niveau national soit D3 ou D2. Alors cet aspect étant décrit, il faut dire que, quand j'ai quitté l'intendance en 1999, des amis m'ont approché pour que je sois président du comité national olympique. Il faut signaler que j'avais été approché bien avant que je quitte l'intendance militaire mais j'étais extrêmement chargé, l'intendance militaire d'un pays ce n'est pas simple, et je ne voulais pas prendre de responsabilités de façade alors que je ne pouvais pas être physiquement présent. C'est comme ce que je disais tantôt pour la fédération d'athlétisme, en réalité, jusqu'à ce que je quitte l'intendance militaire en 1999, je dirigeais la fédération

d'athlétisme surtout par des soutiens logistiques, sinon je n'avais pas vraiment le temps de m'en occuper de près et surtout pas de faire les voyages internationaux. La preuve en est que c'est simplement à partir de 1999-2000 que j'ai commencé à faire les voyages internationaux et à connaître mes collègues au niveau international. Suite à ces rencontres en 2003, j'ai été coopté pour être candidat à la confédération africaine d'athlétisme et les élections avaient lieu au Caire. Donc, depuis 2003, je suis membre de la confédération africaine d'athlétisme, jusqu'à ce jour où je suis à mon deuxième mandat qui prend fin en 2011. Si Dieu le veut et si la fédération burkinabé le veut également peut-être que je serai renouvelé pour quatre ans éventuellement. J'ai donc dirigé le comité national olympique et des sports burkinabé de 2001 à 2004 début 2005, mandat à la fin duquel j'ai rendu le tablier à d'autres personnes pour qu'ils puissent jouer aussi leur partition, car disons que ce que j'ai fait était suffisant surtout par rapport à ce que je vivais là-bas donc j'ai préféré me retirer.

Delphine COMPAORÉ : *Nous allons prendre l'une après l'autre les institutions dans lesquelles vous avez exercé des responsabilités, et nous allons essayer de voir les nombreuses activités et actions qui y sont menées. Prenons par exemple, dans la fédération d'athlétisme, les difficultés que vous avez connues. Disons les difficultés du sport burkinabé d'une manière générale et de l'athlétisme en particulier, les actions menées, l'évolution jusqu'à nos jours et les échanges que vous avez eu avec les acteurs internationaux.*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Merci beaucoup Madame pour cette question spécifique sur le rôle à la fédération nationale d'athlétisme. Effectivement comme je vous le disais tantôt succinctement, dans les années 1990, quand je prenais la responsabilité de la fédération d'athlétisme pour la première fois, les choses n'étaient pas aussi bien organisées comme ça l'est aujourd'hui, et comment les choses devaient aller en s'améliorant. D'abord les différents documents et règlements statutaires n'étaient pas tout à fait bien écrits ; ce qui était là était même bien laconique. On est donc passé très vite à l'élaboration de ces documents. Deuxièmement, sur le plan financier, il y avait très peu d'intérêts du côté public de l'État pour la fédération burkinabé d'athlétisme. Et je vous disais tantôt que l'on cotisait même de nos poches pour faire des compétitions. Jean-Paul SAWADOGO et Missiri SAWADOGO peuvent vous donner des preuves, mais quand on aime quelque chose on peut s'engager, on peut se sacrifier. Progressivement, il faut dire que l'État s'est intéressé à la fédération d'athlétisme surtout avec les*

différents résultats qu'on engrangeait. Nous avons commencé à avoir quand même nos premiers résultats de haut niveau dans les années 1992-1993 avec la deuxième place au niveau africain d'Irène Tiendrebéogo en saut en hauteur ou elle a été jusqu'à 1 m 94. Cette deuxième place au niveau africain n'était pas négligeable. Ainsi, nous avons continué cahin-caha, malgré le peu de moyens qu'on avait, à travailler beaucoup sur le terrain avec les techniciens dont je vous ai parlé. Dans les années 2002 jusqu'à 2005 à peu près, nous avons commencé à avoir d'autres champions de niveau continental tel que Sanou Olivier, au triple saut, qui a réussi à avoir la deuxième place en Tunisie. Venait ensuite Soulama Aissata au niveau du 400 m haies. Au niveau sous régional, le Burkina Faso peut s'enorgueillir d'être parmi les meilleures équipes nationales en athlétisme ; je veux parler notamment des pays de l'UEMOA. Présentement, nous sommes assez bien appréciés au niveau régional et continental, et pourquoi pas au niveau international. Nous avons de très bons entraîneurs, nous avons des athlètes de très bonne volonté et très engagés, mais là où le bât blesse c'est dans l'accompagnement. Il faut dire que très souvent, les compétitions que nous menons le sont avec beaucoup de difficultés, mais nous arrivons quand même à faire les championnats nationaux. Quand il y a des compétitions internationales, que ce soit au niveau sous régional, continental et international (j'englobe tout ça), il faut dire que très souvent nous y allons avec beaucoup de peine, le plus souvent avec très peu de certitude, car souvent c'est à l'avant-veille ou à la veille que les différents responsables que nous sommes, y compris les athlètes, sommes assurés que nous allons partir et participer, ce qui n'est pas bon pour le moral. Un bon sportif doit être d'abord bien suivi quotidiennement sur le plan sanitaire, sur le plan physique, sur le plan moral, sur le plan des moyens, pour être efficace sur le terrain au niveau national et international. Ce qui n'est pas le cas. Il faut être honnête. Il faut dire les choses en face. Il est vrai que notre pays étant globalement confrontés au sous-développement, le sport n'est peut-être pas la priorité. Je vais dire qu'en réalité, quand on veut faire bien quelque chose, il faut le faire à temps, au lieu d'attendre le dernier moment. Non seulement on va dépenser, le plus souvent, plus que ce qu'on devait dépenser si on s'y était pris à temps, mais les résultats seront médiocres parce que ni les athlètes ni les dirigeants, d'une manière générale, ne se sont bien préparés. On est toujours sur la hantise jusqu'à la veille du départ. Je préfère noter ça parce que je ne suis plus du milieu, mais je suis un amateur du milieu, je suis un supporter du milieu, et il serait bon que les autorités que nous sommes tous, les autorités au plus haut niveau prennent les dispositions nécessaires pour que nous puissions rentabiliser les moyens que nous

sortons, et qu'on s'y prenne le plus souvent à temps. Au niveau des relations internationales, nous avons essayé de créer une bonne ambiance de travail avec nos collègues de la sous-région, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Niger. Dans les années 1993, avec le ministère des sports j'ai essayé, bien sûr avec ma structure de la fédération, de créer un tournoi de la solidarité. C'était au début entre le Niger et le Burkina. Ensuite le Mali est venue s'ajouter, et aujourd'hui il y a le Bénin et le Togo. Voilà une filière par laquelle nous sommes passés pour vraiment faire monter le niveau de l'athlétisme burkinabé, le tournoi de la solidarité. Jusqu'à ce que je quitte dans les années 2004, nous avons réussi aussi à avoir un meeting d'athlétisme ici à Ouagadougou qui a lieu chaque année. Nous avons réussi aussi en 2007 à organiser un championnat d'Afrique d'athlétisme niveau junior. Ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant au Burkina Faso. On n'avait jamais pu organiser un championnat au niveau continental et je pense que vous, vous étiez là, et tout le monde a vu que c'était un championnat qui a réussi sur tous les plans, niveau technique niveau organisationnel, et je profite de l'occasion pour remercier les autorités du Burkina Faso en commençant par le chef de l'État, le ministère des sports qui nous ont accompagnés pour honorer donc les engagements du Burkina Faso. Au niveau du comité national olympique, comme au niveau de la fédération d'athlétisme, j'ai essayé d'avoir des rapports très sportifs, très amicaux avec les différents responsables, et c'est par ce biais là que j'ai réussi à avoir le car que le comité national olympique utilise aujourd'hui avec beaucoup de satisfaction. Je rappelle que c'est moi qui avais engagé le débat avec le général Palenfo et j'avais obtenu ce car avant de quitter le comité national olympique. Donc, je suis tout à fait satisfait de ce que j'ai pu faire au niveau de la fédération nationale d'athlétisme pendant au moins 5 à 17 ans. Ce qui m'a valu la confiance des autres camarades qui m'ont porté au niveau du comité national olympique pour un mandat et, pour des raisons que je ne vais pas évoquer ici, j'ai préféré quitter en 2005.

Delphine COMPAORÉ : Au niveau du comité olympique vous aviez beaucoup d'actions avec les fédérations nationales, avec le ministère des sports etc. dites-nous comment ça se passait au niveau de ce circuit entre le Comité National Olympique, les fédérations nationales, le ministère des sports etc. Comment se passaient, les relations entre ces différentes institutions ?

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : Bien, vous savez qu'un Comité National Olympique de sport, comme partout ailleurs, c'est des activités faïtières de toutes les fédérations qu'on essaie donc, avec les moyens qui sont octroyés par le Comité International Olympique, de supporter

pratiquement, aussi bien sur le plan financier que sur le plan de la formation technique. Mensuellement, on avait une rencontre, comme il se doit, pour faire le point de la situation, bien sûr comme ça se passe partout ailleurs. On faisait cette rencontre pour suivre l'évolution au niveau des fédérations et aussi l'évolution au niveau de la structure proprement dite. Il faut dire que ce n'est pas une structure qui est très facile à diriger, car souvent les différents éléments qui la composent n'ont pas toujours les mêmes objectifs. Je ne vais pas développer, mais c'est tout à fait normal. J'ai donc essayé, en tant que président, de jouer ma partition pour que le Comité National Olympique et des sports burkinabé garde une place honorable au niveau des comités africains et aussi au niveau du Comité International Olympique. Je disais cela parce que vous savez aujourd'hui, quand on observe bien au niveau des structures, tout le monde ne vient pas pour simplement faire évoluer le sport. Il y en a qui calculent, et avec ces calculs-là c'est souvent très compliqué d'avoir une cohésion totale, dans la mesure où moi, personnellement, je mets l'accent sur les résultats beaucoup plus que sur l'intérêt personnel. Je pense que si on veut être responsable d'une structure d'un certain niveau il faut le faire honnêtement. Il est vrai que l'être humain doit s'occuper d'abord de son propre bonheur avant de pouvoir s'occuper effectivement du bonheur des autres. Avec les fédérations, c'était donc ce travail de coordination et de soutien au niveau financier et au niveau des formations qui était surtout exécuté par les Internationales parce que vous savez que chaque fédération technique à un correspondant, un répondant au niveau international. Par exemple dans le volley-ball, l'athlétisme et le basket, par le biais de ces fédérations internationales et par les moyens octroyés par le CIO (comité international olympique), on arrive à faire des formations soit sur le plan technique, soit sur le plan administratif. Autant cela est valable pour les fédérations techniques, autant cela l'est pour le Comité National Olympique lui-même qui reçoit des soutiens et des formations aussi par le truchement du Comité International Olympique. Voilà ce que je peux dire à ce niveau.

Delphine COMPAORÉ : *Dans le cas des formations, à la fois des sportifs et des cadres, c'est-à-dire les entraîneurs et autres, il y a des conventions entre le Comité International Olympique, les fédérations et les autres comités, via Solidarité Olympique, qui donnent des moyens de formation aux cadres et sportifs africains, soit au niveau de l'INSEP en France ou dans d'autres pays. Parlez-nous de ce partenariat entre le Comité International Olympique via Solidarité Olympique avec les comités nationaux olympiques que vous avez évidemment connus.*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *D'accord, en ce qui concerne cette partie, je peux dire que outre les formations sur place, que les fédérations techniques internationales viennent faire pour chaque fédération, il arrive effectivement que par le truchement de solidarité olympique, il y ait des formations beaucoup plus vastes qui peuvent même rassembler plusieurs responsables, dans des disciplines différentes sur place, ici à Ouagadougou, pour des formations surtout en matière administrative et de gestion. Il arrive aussi qu'elle donne des bourses pour des responsables ou bien des sportifs. Nous avons eu à cette occasion des bourses pour quelques athlètes qui ont séjourné à Dakar, notamment Soulama Aissata qui a eu ce genre de bourse. Il y a eu Sanou Olivier, Sanou Idrissa. Jusqu'à ce que je quitte, c'était surtout ces éléments. De temps en temps, il y a des formations au niveau local et au niveau international où nos responsables ou différents responsables de fédérations participent. Je ne peux pas actuellement détailler singulièrement mais les procédures et les principes sont ceux que je viens d'évoquer.*

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il existe des partenariats entre la coopération française et canadienne dans le cadre des relations internationales que vous évoquées ? Soit dans le cadre de la fédération d'athlétisme, en termes de soutien, ou alors dans le cas du Comité National Olympique ?*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Avec la fédération française d'athlétisme à proprement parler avec ces pays, il n'y a pas de partenariat comme ça, même avec le Canada. Il y a eu des approches timides qui n'ont pas été concrétisées comme je le voulais. Mais il faut reconnaître aussi que l'ambassade de France, à un certain moment, a eu à soutenir la fédération burkinabé d'athlétisme. Sinon entre les fédérations où les autorités canadiennes ou françaises, d'une manière générale ou directement avec les fédérations nationales de ces deux pays-là, on n'a pas eu à concrétiser des actions jusqu'à ce que je quitte mes différentes responsabilités.*

Delphine COMPAORÉ : *Avec l'ambassade de France comment se résumait ce soutien ?*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Il faut le reconnaître, comme je le disais tantôt, dans les années 1990 jusqu'à 1996, il y avait très peu de soutien. À l'époque au niveau national, au niveau du ministère des sports, et chaque fois qu'on avait des compétitions, très souvent on s'adressait à l'ambassade de France, et elle nous venait vraiment ponctuellement en aide.*

Delphine COMPAORÉ : Parlez-nous maintenant de la confédération africaine d'athlétisme à laquelle vous appartenez maintenant depuis 2003, du rôle que vous y jouez, ses objectifs etc.

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : Autant les comités nationaux olympiques sont des structures au niveau national, autant par discipline au niveau africain et au niveau international il y a une structure faïtière. La confédération africaine d'athlétisme, c'est une structure faïtière de toutes les fédérations nationales d'athlétisme. C'est cette structure qui imprime la politique au niveau de tout le continent. Vous savez qu'elle a été dirigée de 1973 jusqu'à pratiquement 2003 soit 30 ans par son excellence Lamine Diack du Sénégal et je profite de cette occasion pour renouveler toutes notre reconnaissance et nos félicitations à ce brillant africain qui défend les couleurs de l'Afrique au niveau international. Car il faut vraiment le faire, diriger une confédération pendant 30 ans et être le président de la fédération d'athlétisme, pour un africain, il faut le faire, et il continue, comme cela se doit, de soutenir la confédération africaine d'athlétisme en tant que président au niveau international. Depuis 2003 c'est le colonel Kalkaba Maloum qui est le président de la confédération africaine d'athlétisme, comme je le disais en 2003 lorsque j'ai été copté au Caire en Égypte lors de ces élections. Comme cela va de soi dans cette structure faïtière, il y a une représentation autant que possible de tous les pays où bien des zones, de manière à ce que chaque membre puisse présenter les difficultés de la discipline de son pays ou bien de sa région, dans la mesure où ce ne sont pas tous les pays qui sont représentés. Par exemple, c'est à travers cela, depuis 2003 que j'ai réussi à faire mettre en place un meeting au Burkina Faso. C'est à partir de ce moment que j'ai réussi aussi à faire inscrire les championnats d'Afrique junior au Burkina Faso. On y est pour contribuer avec l'expérience que nous avons à faire avancer l'athlétisme au niveau du continent, au niveau de la région et au niveau du pays représenté. J'ai fini mon premier mandat en 2007, et je suis dans le deuxième, et nous allons bientôt partir à Nairobi du 25 au 2 août pour le 17^e championnat d'Afrique d'athlétisme, au cours duquel il y aura une rencontre, une réunion du conseil d'abord pour examiner le fonctionnement administratif et financier de la structure, et puis aussi certainement examiner sur le plan technique les compétitions à venir, comment faire pour les financer, comment faire pour les réussir. Voilà à peu près le rôle de la confédération africaine d'athlétisme.

Delphine COMPAORÉ : *Nous allons revenir au gouvernorat du sud-ouest avec pour chef-lieu Gaoua. Dites-nous si vous avez des échanges avec les acteurs internationaux au niveau de votre gouvernorat. Je veux parler du domaine de la coopération décentralisée par exemple, notamment du côté français, canadien ou autres pays en général, et puis ensuite du côté sportif.*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Au gouvernorat de la région du Sud-Ouest, nous avons des relations de coopération, des relations de voisinage surtout avec la Côte d'Ivoire et le Ghana, avec lesquels nous partageons des frontières communes et, comme vous pouvez l'imaginer aisément, je mets l'accent sur les relations de bon voisinage conformément au soubassement de la politique de notre chef de l'État. J'ai commencé à faire des échanges avec deux pays, notamment les régions frontalières que j'ai déjà invitées bien sûr au Sud-ouest. Les deux gouverneurs des régions limitrophes sont venus le 11 décembre 2008, il s'agit au Ghana de la région de l'APPA West et la région de Zan Zan en Côte d'Ivoire. Nous avons approfondi ces relations-là, et j'ai été moi-même invité au Ghana le 6 mars pour le 50e anniversaire des indépendances du Ghana et tout dernièrement, c'est-à-dire exactement le 8 juillet, 2010, nous avons eu une rencontre bilatérale, Ghana-Burkina Faso, région de Appat West et région du sud-ouest pour vraiment embrasser tous les domaines de coopération, de manière à améliorer la qualité des échanges entre les populations des deux régions, au niveau de la sécurité, au niveau des problèmes de transhumance, au niveau du bétail d'une manière générale. Il s'agit en tout cas de rendre plus qualitatives ces relations d'échange au profit de nos populations. Cela a été une grande rencontre qui a bien réussi car nous avons commencé à voir de bons échos de cette rencontre. Du côté de la Côte d'Ivoire, c'est un peu plus timide, pour les raisons que vous connaissez, mais néanmoins, au niveau de la frontière avec la Côte d'Ivoire, il n'y a aucun problème. Nous avons de très bonnes relations avec mon homologue de Côte d'Ivoire et dans les mois à venir je pense qu'on pourra approfondir ces rapports. Au niveau sportif on n'y pense mais on n'a pas encore eu à concrétiser vraiment des activités au niveau des deux régions limitrophes, c'est-à-dire les deux régions frontalières avec le Ghana et la Côte d'Ivoire. Avec la rencontre qu'on a eu le 8 juillet avec le Ghana on n'en a parlé, et cela figure en bonne place dans le communiqué final où nous avons parlé d'échanges en matière culturelle, en matériel sportif, de sports et loisirs etc. Donc, c'est pour dire que très bientôt on va faire des échanges au niveau culturel et sportif, avec la région d'APPA West dont la capitale est Waw au Ghana. Pour les autres pays, dont vous m'avez parlé tantôt, c'est-à-dire le Canada et la France, nous n'avons pas de rapport particulier.*

Delphine COMPAORÉ : Vous nous avez parlé tantôt de l'ANAD, Je ne vais pas rater l'occasion d'aborder les questions de paix, de sport et de paix. Vous avez évolué au sein de cette institution, dont vous avez été l'un des membres dans les années 1982-1984. Parlez-nous de cette institution qui avait pour vocation de régler les conflits et d'instaurer la paix dans la sous-région.

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : L'ANAD, comme je le disais c'est l'accord de non-agression en matière de défense entre les pays de la CEDEAO et le Togo. Voilà comment ça s'appelait exactement. Moi, j'étais d'ailleurs le premier trésorier de cette structure. Ce n'était pas très facile à asseoir, et à l'époque le secrétaire général de L'ANAD s'appelait le général Tabré Da Souza du Sénégal. Il faut reconnaître que c'était une structure qui avait bien sa raison d'être à l'époque mais elle n'a pas eu les moyens politiques et donc, par conséquent, les moyens matériels et financiers pour travailler. Je ne suis pas dans les secrets politiques des plus hautes autorités mais on peut dire qu'à l'époque, quand nous y étions, il faut reconnaître que sur le plan, sur les aspects purement stratégiques et sur les aspects purement techniques on sentait qu'il y avait quelques goulots d'étranglement. Moi j'étais du côté administratif et financier, mais du côté technique et stratégique on sentait quand même quelques goulots d'étranglement, c'est ce que je veux évoquer en parlant du niveau politique. Vous savez que l'ANAD n'existe plus n'est-ce pas, depuis un certain temps ; Elle a été dissoute et il y a d'autres structures qui l'on remplacée. Il faut reconnaître quand même à l'époque, que sa raison d'être s'expliquait sur le terrain, et c'était surtout sur le plan préventif des conflits entre les pays. Comme je le disais tantôt, on n'a pas eu tellement à évoluer jusqu'à ce que dans les années 1988 on a procédé à sa dissolution.

Delphine COMPAORÉ : Quels étaient ces goulots d'étranglement au niveau politique ?... Bon passons. (Pas de réponse).

L'année 2010 constitue 50 ans d'indépendance mais aussi 50 ans de coopération entre l'Afrique et le reste du monde d'une manière générale. Quel regard portez-vous justement sur le bilan de 50 ans de coopération et d'indépendance entre l'Afrique et les autres acteurs internationaux et plus spécifiquement le Burkina Faso ?

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : Sur cette question spécifique concernant donc le cinquantenaire de l'indépendance de notre pays, et de la plupart des pays africains, je voudrais d'emblée dire que c'est une halte après un demi-siècle d'évolution qu'il faut apprécier. Je pense

que d'abord le fait d'avoir une certaine autonomie politique, et d'avoir la possibilité de décider de son avenir, c'est déjà une victoire et c'est pour cela je voulais profiter de l'occasion, encore une fois, comme je le dit dans mes interventions, profitez de votre micro pour remercier nos ancêtres et nos prédécesseurs qui se sont sacrifiés parfois au prix de leur vie pour que nous, aujourd'hui, on est une fierté africaine, une dignité africaine. Il y a eu l'esclavage, il y a eu la colonisation et sur la colonisation nos devanciers sur le plan général en Afrique ont été de braves femmes et de braves hommes. Quand moi j'analyse la situation aujourd'hui, et je fais le recul avec les années 1950-1960, ce n'était pas évident. Donc je pense que nos aînés ont été de braves hommes et de braves femmes pour pouvoir s'engager même à lutter pour la libération de l'Afrique, et tout le monde sait que beaucoup ont péri dans cette lutte là, au prix de leur vie et bien sûr et au prix de toutes les peines. Ça c'est le premier constat. Deuxièmement les responsables africains, depuis les années 60 jusqu'à maintenant, se sont battus autant qu'ils peuvent mais il faut reconnaître que, comme nos économies étaient très précaires à l'époque même jusqu'aujourd'hui, ce n'est pas évident que toujours nos responsables, nos premiers responsables soient toujours libres, aient toujours la liberté d'exprimer et de concrétiser surtout ce qu'ils veulent et ce qu'ils pensent. Mais je pense que, nonobstant bien sûr les difficultés et les faiblesses qu'on a constatées de part et d'autre, je pense que nos responsables se battent autant qu'ils le peuvent. Ce que je voudrais dire simplement, c'est que, il faudrait davantage que les Africains soient beaucoup plus responsables et plus dignes. Dans la mesure où nous avons pris nos indépendances, il faut que nous sachions nous battre pour un développement économique qui soit à l'avantage de nos populations, car le vrai développement se trouve au niveau du niveau de vie des populations. On va constater dans beaucoup de pays africains aujourd'hui, où il y a beaucoup de richesses naturelles, beaucoup de potentialités, que les richesses sont plutôt toujours à la merci de l'extérieur. Je pense qu'à ce niveau il est bon que les responsables changent un peu la manière de gérer les richesses de notre continent, de nos pays, car, depuis l'esclavage jusqu'à la colonisation, je pense que l'extérieur a suffisamment bénéficié de nos richesses. À partir de ce tournant du cinquantenaire, que la plupart des pays vont fêter cette année, je souhaiterais simplement que les différents dirigeants mettent l'accent sur l'économie qui pourrait faire bénéficier les populations, surtout sur le plan du minimum, pour avoir un niveau de vie décent, notamment au niveau de l'autosuffisance alimentaire parce que jusqu'à présent en Afrique il y a toujours des problèmes de famine dans certains pays, et dans beaucoup de pays à

certaines des périodes. Au niveau des désenclavements internes, notamment des pays très riches en Afrique ne peuvent pas évoluer parce que à l'intérieur les régions sont enclavées, il n'y a pas de route, il n'y a pas de moyens de communication entre les différentes régions. Je ne vais pas citer de pays, pour ne pas créer des polémiques, mais je pense que la clé du développement c'est d'investir dans le développement où la plupart des populations vont bénéficier des retombées vers un niveau décent. Je pense que l'indépendance commence par le niveau de vie, la santé l'éducation, et bien sûr tout cela est conditionné par les investissements, au niveau du désenclavement qui à mon sens est un vecteur important pour faire une bonne communication entre les régions, dans un pays et bien sûr entre les pays aussi.

Delphine COMPAORÉ : *Nous sommes presque au bout de l'entretien et avant de vous demander votre mot de la fin, je vais vous poser la question sur vos plus beaux souvenirs et les plus mauvais aussi, à la fois sur votre parcours sportif et professionnel.*

Colonel Pascal Komyaba SAWADOGO : *Mes plus beaux souvenirs où mes difficultés dans mon parcours professionnel et sportif ? Mes plus beaux souvenirs, c'est comme je le disais, c'est surtout quand j'étais au Prytanée militaire du Kadiogo. J'avoue qu'à l'époque j'aimais le sport vraiment et l'athlétisme en particulier. Et puis j'y étais très bon pour ne pas dire que j'excelsais et quand on est très bon dans une discipline, on fait d'abord sa propre fierté, et on fait la fierté de l'établissement qu'on représente. Présentement, je suis tout à fait satisfait, et moralement satisfait d'avoir défendu honorablement les couleurs du Prytanée militaire du Kadiogo, aussi bien sur le plan national que sur le plan international, parce que nous allions concurrencer aussi avec Tamasko Secondary school. Ce sont mes plus beaux souvenirs comme ça, mais après quand j'ai été en Algérie et en France, je ne concurrençais plus, donc je n'ai plus tellement évolué au niveau international, parce que quand j'ai embrassé ma carrière d'officier je n'avais plus le temps de m'entraîner. Au niveau des difficultés, je ne peux pas citer un point crucial comme ça, mais ça ne peut pas manquer parce que, que ce soit sur le plan sportif ou sur le plan professionnel, j'ai rencontré bien sûr parfois des barrages ou des comportements que je ne comprenais pas, mais comme je le disais tantôt, la vie de l'homme est faite d'objectivité et du subjectivisme ; Je mets ça dans ce lot, et comme ça ne m'a pas empêché de continuer ma route, que ce soit sur le plan sportif ou bien sur le plan professionnel, je profite de l'occasion pour remercier Dieu et dire simplement que c'est à la cohésion et à la transparence et à la sincérité de nos activités, en tant*

que responsable, que nous pouvons faire évoluer les différentes disciplines que nous avons pratiquées ou que nous avons dirigées. Sur le plan aussi national ou international c'est au niveau de la transparence et la sincérité des différents responsables que nous sommes, que nous pouvons faire avancer le Burkina Faso et l'Afrique tout entière. Merci beaucoup.

Delphine COMPAORÉ : Merci Colonel Komyaba Pascal SAWADOGO

20. Entretien avec Monsieur Simon TARO réalisé le juillet 2010, à Ouagadougou, Burkina Faso, au Centre de Développement Jeunesse et Sport de la CDEAO – Ouaga 2000.

Biographie succincte

Sportif de Haut Niveau: volleyball et athlétisme, entraîneur, directeur technique de volleyball

Professeur d'EPS

Inspecteur Jeunesse et sport

Responsable national du volleyball, chef de service de volleyball (période révolutionnaire)

Secrétaire général du Secrétariat général de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports CMJS CDEAO

Directeur du Centre de développement Jeunesse et Sport de la CDEAO

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour monsieur TARO Simon et merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Sportif, professeur, inspecteur jeunesse et sport vous êtes le directeur, l'actuel directeur du centre de développement jeunesse et sport de la CDEAO. Monsieur TARO parlez-nous de ce parcours personnel, sportif et professionnel, de l'institution que vous dirigez actuellement, ses activités, ses objectifs, ses ambitions.*

Simon TARO : *OK, merci de me donner l'occasion donc de contribuer à la réussite de votre œuvre. Pour mon parcours sportif, je peux dire qu'il date de mon secondaire, parce que depuis la classe de quatrième, j'encadrais déjà les plus petits, c'est à dire ceux de la sixième et de cinquième, parce qu'en son temps nous n'avions pas de professeur d'EPS. On disait professeur de gym en son temps, dans les années soixante-dix. Ça m'a donné progressivement le goût du sport et j'étais pratiquant. J'étais dans notre équipe de football, de volleyball, de basketball de l'établissement. Quand je suis allé au second cycle, à savoir la seconde, j'ai été sélectionné pour un stage d'entraîneur d'athlétisme à Ouagadougou, en 1975, et cela toujours dans le cadre de l'encadrement sportif de notre établissement, où on n'avait toujours pas d'enseignant*

d'éducation physique. C'était un Séminaire et on n'avait pas d'enseignant d'EPS affecté dans cet établissement. J'assumais donc les fonctions d'enseignant d'EP, d'encadreur, d'entraîneur parce que j'ai suivi des stages avec monsieur Jacques DUDAL en son temps et monsieur DERONZIER Michel, monsieur Jean François CLARIS, dans les années soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize. J'ai suivi un deuxième stage en classe de première, cela a renforcé ma passion dans l'encadrement de l'éducation physique et, plus tard, j'ai demandé à être enseignant d'éducation physique. Je me suis orienté dans cette filière-là, parce que, voyez-vous, ma petite expérience pendant que j'encadrais mes petits camarades, je me suis rendu compte que l'aspect sportif pouvait permettre de découvrir l'individu, et que la performance sportive de l'individu influençait l'estime de soi, la prise en charge de soi-même, de même que la prise de conscience, ce que l'on peut être soi-même. Donc, c'est pour cela que je me suis engagé et, au fil du temps, je me suis rendu compte qu'effectivement c'était vrai. Vous voyez, les enseignants d'éducation physique connaissent mieux les élèves que les autres enseignants. Cela dit, je ne me suis pas trompé. Maintenant à partir de mon entrée à l'INJEPS en 1977, j'ai toujours été dans l'équipe d'athlétisme de l'INJEPS. J'ai été lanceur de poids, lanceur de disque, ensuite joueur de volleyball, joueur de handball dans l'équipe donc de l'INJEPS. Pendant mes trois ans à l'INJEPS j'ai été champion du Burkina, chaque année en lancer de poids, lancer de disque et je jouais également dans l'équipe de la maison des jeunes au volleyball. Au handball, je jouais dans l'équipe de handball club qui est devenu avec nous l'équipe de l'étoile filante. Ensuite, j'ai eu le BAC en tant que candidat libre et je suis allé faire le professorat à Abidjan, ce qui m'a permis de continuer ma pratique sportive comme lanceur de poids et lanceur de disque. J'ai été en 1984 champion Ivoirien donc de lancer de disque et vice-champion de lancer de poids. Parallèlement à cela je jouais au volleyball dans le club du CENOU d'abord et ensuite dans le club de l'ASEC, jusqu'en 1985 où j'ai fini ma formation à l'INJEPS, euh à l'INJS d'Abidjan. Je rappelle que je suis entré à l'INJS en 1981, voilà grosso modo le parcours en tant que sportif. Pour le parcours en tant qu'administrateur même du volleyball, du sport, je dirais que j'ai été entraîneur après avoir été joueur. J'ai été entraîneur de l'équipe du Racing club de Bobo en 1985-1986, avant de passer administrateur chargé du volleyball au niveau de la province du Houet. Sous la révolution, on avait dissous les fédérations, donc je faisais office de président de ligue avant d'être nommé au niveau du ministère sous la révolution comme responsable national du volleyball, chef de service de volleyball en lieu et place d'une fédération. Je jouais le rôle d'une

fédération en quelque sorte. Voilà en ce qui concerne le parcours de sportif précisément. En ce qui concerne le parcours professionnel, je suis entré à l'INJEPS de Ouagadougou en 1977, j'en suis sorti en 1980 comme maître d'EPS, ensuite je suis allé à l'INJS d'Abidjan de 1981 à 1985 ou j'ai fait la formation de professeur d'éducation physique. De 1991 à 1993, je suis retourné à l'INJS d'Abidjan pour la formation d'inspecteur de la jeunesse et des sports. J'ai fini en 1993 et au retour dans la même année, j'ai été nommé directeur régional jeunesse et sport du centre ouest à Koudougou où j'ai fait deux ans de 1993 à 1995. Par la suite, j'ai été nommé comme secrétaire général du secrétariat général de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports CMJS CDEAO. Je suis arrivé à la CMJS CDEAO en 1995, et j'ai travaillé dans cette structure là pendant huit ans, dix ans même jusqu'en 2005. C'est en 1998 que je me suis rendu compte qu'au niveau de ces institutions lorsque vous cherchez des partenariats, ce n'est pas souvent facile. Ce n'est pas souvent facile parce qu'il y a tous les processus, il y a souvent des aspects liés à l'origine, au statut juridique de l'institution qu'il faut prendre en compte, et c'est ainsi, ayant compris que notre mission était donc d'aller dans le même sens que la CDEAO, que nous avons orienté nos efforts dans le sens de l'intégration dans le cadre de la CDEAO. Aussi, toutes les réunions, tous les rapports que je rédigeais, je les adressais au niveau du secrétariat exécutif de la commission en son temps et je les invitais à assister à nos rencontres. Je vous rappelle, nos ressources pour pouvoir mener nos activités et le fonctionnement de nos structures étaient constituées des cotisations des États membres, cotisations donc des ministères jeunesse et sport, cotisations des parents pauvres des gouvernements, et ce montant étaient d'un million cinq cent mille francs durant deux ans, donc sur un an c'était sept cent cinquante mille francs que les pays devaient verser. Qu'est-ce qu'on peut faire avec cela, encore que les cotisations ne rentraient pas. C'est en 2002, au niveau du secrétariat exécutif de la CDEAO, qu'on m'a fait comprendre qu'on faisait du bon travail mais qu'on n'avait pas assez d'argent, et pour avoir plus d'argent il fallait qu'on change le statut de notre structure, parce que les institutions qui sont créés par d'autres structures, d'autres personnes que les chefs d'États, ne pouvaient pas bénéficier de budget de la CDEAO. Il fallait qu'on soit créé par les chefs d'États, et donc nous avons introduits des dossiers, des mémorandums qui ont permis en 2005 de changer le statut de cette structure. Donc voilà en ce qui concerne le cheminement de la CMJS CDEAO au Centre de Développement Jeunesse et sport. Le changement du statut de la CMJS CDEAO a consacré le changement de nom. C'est une structure créée en 2005 par la conférence des chefs d'États et de

gouvernements de la CDEAO, qui fait du Centre de développement jeunesse et sport une agence spécialisée de la CDEAO en matière de jeunesse et de sport, et donc conséquemment nous recevons nos ressources financières de la CDEAO. Le personnel, les programmes de travail sont pris en charge par la CDEAO et tout ce qui s'en suit. Depuis 2005, nous travaillons sous ce statut juridique jusqu'à présent, ça nous permet d'exécuter certains de nos programmes avec un succès satisfaisant.

Delphine COMPAORÉ: *Quelles sont les objectifs de ce centre, les activités que vous y menées, ainsi que les ambitions que vous nourrissez pour lui ?*

Simon TARO : *Je vais parler d'abord des ambitions, qui vont décliner un peu ce que nous faisons. Notre ambition c'est d'arriver à faire en sorte que les acteurs du mouvement sportif, les jeunes de la sous-région, sachent qu'ils sont tous des acteurs de l'intégration. Ils sont même les acteurs privilégiés de l'intégration au regard de la forme de l'activité. Ensuite, notre ambition c'est de faire en sorte que les domaines jeunesse et sport soient reconnus valablement comme des domaines de développement, non pas des appendices de domaines ou on jette un coup d'œil pour dire, « vous c'est bien mais bon on a d'autres priorités ». Non, les priorités des États doivent être le développement de la jeunesse et le développement de la jeunesse ça passe par... c'est transversal ! C'est un aspect transversal. Aujourd'hui le sport est également l'un des domaines les plus importants, sur le plan diplomatique, sur le plan politique, sur le plan économique. C'est devenu très important. Au niveau de certains États occidentaux ils ont compris tout le bien qu'on pouvait tirer du sport que ce soit sur le plan politique, sur le plan technique, sur le plan économique. Ils ont compris cela. Nous, au niveau de beaucoup de pays africains nous n'avons pas encore compris ça et donc notre ambition c'est de faire en sorte que les gens comprennent. Voilà en gros...Maintenant qu'est-ce que nous avons mis en œuvre pour y arriver? Nous avons instruit d'abord, un plan triennal de développement. Au niveau sportif ce plan est axé sur le développement du sport et des jeux traditionnels, notamment la lutte traditionnelle, parce qu'en 1986 le conseil des ministres de la CDEAO avait adopté la lutte comme sport de la communauté. Pour mettre en œuvre cette décision nous avons mis en place un programme qui comporte d'abord des compétitions sportives. Nous avons institué des compétitions au niveau du Niger et du Sénégal, et ces compétitions se déroulent chaque année. Nous avons également mis en place un certain nombre de formation d'arbitre qui nous a permis aujourd'hui d'avoir au moins douze*

arbitres de niveau international. Nous comptons également mettre en place un programme de formation d'entraîneur progressivement, pour arriver à consolider tous les piliers de développement d'un sport et nous en sommes à cela. Ensuite, au niveau des autres sports, nous voulons utiliser le sport comme outil d'intégration, outil de reconsolidation de la paix, outil d'intégration à travers les jeux de la CDEAO. La première édition de ce que nous appelons les jeux de la CDEAO aura lieu du 3 au 12 septembre 2010, cette année au Nigeria. C'est une compétition pluridisciplinaire où nous avons programmé, dans un premier temps, étant donné que c'est la première édition, nous retenons l'athlétisme, la lutte traditionnelle, le volleyball et le handball. Ce sont les quatre sports qui sont inscrits aux jeux. En matière donc d'utilisation du sport pour la paix, nous avons initié de 2006 à 2008 une compétition dénommée la course cycliste internationale de la CEDEAO pour les États de l'Union du fleuve Manon, composé du Libéria, de la Siéra Léone, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Ce sont les États de l'union du fleuve Manon.

Delphine COMPAORÉ: Une partie des zones conflictuelles ?

Simon TARO : Exactement ! Il faut dire que c'est à partir de 2008 que la Côte d'Ivoire a intégré l'Union, avant c'était le Liberia, la Sierra Léone, la Guinée, et nous avons voulu apporter une contribution d'activité sportive dans cette région, parce que nous pensons que les jeunes et les populations ont besoin d'espace de divertissement aussi. Après ces périodes de guerre et autres, ils en ont besoin, et nous avons initié ça en collaboration avec les autorités de Sierra Leone et également de l'UNESCO et le CIO, qui ont contribué au financement partiel de cette activité. Nous avons lancé une course cycliste regroupant les équipes nationales de cyclisme dans une des capitales de ces États, avec un critérium à l'intérieur, et le succès nous a vraiment impressionné. On ne s'attendait pas à ça ! De sorte qu'en 2009 nous avons proposé à la Commission de la CEDEAO d'ouvrir cette compétition à toutes les équipes nationales des États, en changeant de site. Nous avons utilisé le corridor côtier, à savoir Lagos, Cotonou, Lomé, Accra, et en novembre 2009, nous avons organisé cette compétition là-bas. Nous avons toutes les équipes nationales, en tout cas des douze pays, dont soixante-douze coureurs ont effectué ce trajet de Lagos à Cotonou, de Cotonou à Lomé et de Lomé à Accra. Ça été vraiment formidable, et cette compétition là nous souhaitons l'organiser tous les deux ans. Cette année ça n'aura pas lieu mais nous pensons qu'en 2011 on devrait être en mesure de l'organiser. Voilà en ce qui concerne le domaine sport

pour être assez bref. Mais en sport, permettez-moi de terminer là-bas en disant que nous avons également un programme d'appui aux structures de gestion du sport et des activités sportives. Parce que dans la sous-région vous trouvez des unions de fédérations, vous trouvez des personnes ressources qui organisent des compétitions sportives, et ces compétitions sportives contribuent au développement de la pratique sportive d'une discipline donnée où cela permet le brassage des jeunes donc dans le sens de l'intégration. Comme nous n'avons pas la prétention d'être les seuls acteurs du sport, nous aidons ceux qui mènent les activités sur le terrain à pouvoir réaliser leurs objectifs, qui sont d'ailleurs partagés par la CEDEAO. C'est ainsi que nous apportons notre contribution, que nous avons apporté notre contribution à l'association des Jeux Universitaires d'Afrique de l'Ouest, pour les jeux universitaires qui se sont déroulés à Accra, en 2008, et on continue de les appuyer. En 2009, on les a appuyé et même cette année on est toujours là-dessus. J'étais en train d'examiner une de leur requête lorsque tu es arrivée. Il y a également d'autres activités pour lesquelles nous apportons notre aide, comme l'association des fédérations de lutte d'Afrique de l'Ouest, l'UFOA, pour le football, et ainsi de suite. Ce sont ces activités que nous supportons. Bon, je vais être bref par rapport à ça. En ce qui concerne le domaine de la jeunesse nous avons trois programmes essentiels. Le premier programme concerne l'emploi des jeunes. Aujourd'hui nous pensons que le gros problème de notre jeunesse c'est leur emploi, le chômage c'est leur gros problème. Nous sommes convaincus également qu'un jeune qui n'est pas formé aura des difficultés à trouver de l'emploi, donc à partir de là, nous avons regardé dans la zone qu'est-ce qui se fait. Nous nous sommes rendu compte que dans la région il y a énormément de programmes d'insertion des jeunes, mis en place par les États. Donc ils forment les jeunes, une grande quantité de jeunes à la base, et les aident à s'installer. Maintenant, à partir de là nous, nous avons proposé un programme de renforcement des capacités de ces jeunes-là. Pour ceux qui sont déjà formés nous leur offrons la possibilité de renforcer leurs capacités dans le domaine où ils se sont formés, en vue de les outiller davantage pour qu'ils puissent eux à leur tour embaucher d'autres jeunes. Donc, ce n'est plus le jeune au niveau initial que nous prenons mais le jeune déjà installé. Nous prenons de jeunes entrepreneurs et nous renforçons leurs capacités en vue de leur permettre de créer d'autres emplois. Si un jeune à son tour peut créer dix, cinq emplois, cela permet de résoudre le problème du chômage des jeunes. Nous avons commencé ce programme là depuis 2007 dans le domaine de l'agro-silvopastoralité au Bénin, ce qui connaît un succès parce que nous avons un grand centre

qui a un niveau de formation très apprécié. Actuellement, nous avons des jeunes, quarante-cinq jeunes des pays membres de la CEDEAO qui sont au niveau du centre de Porto-Novo et qui ont commencé leur formation le 1^{er} juillet. Ils en ont pour deux mois. Ils sont actuellement au niveau du centre Songhaï. Chaque année, depuis 2007, nous avons cette formation-là. Nous avons également voulu élargir avec le domaine de l'électricité et du bâtiment également. Nous avons identifié un centre au Mali, c'est à côté de Mopti. Et depuis 2008 nous formons des jeunes dans ce domaine. Dans celui du bâtiment, neuf formations sont à finir le 31 mai ; c'était du 1^{er} au 31 mai. Ça c'est ce que nous faisons au niveau de la jeunesse. Nous sommes également en train de prospecter pour ouvrir d'autres horizons de formation. Mécanique auto par exemple, pourquoi pas aussi en informatique. Sur d'autres pays, nous sommes par exemple en contact avec le Ghana pour la mécanique auto, et les contacts sont très avancés. Ensuite, l'autre programme c'est le renforcement des capacités des organisations de jeunesse, à fonctionner, à mobiliser leurs jeunes, à les former. Nous avons également un programme dit « jeunesse et intégration », à savoir nous voulons connaître certains symboles de la jeunesse pour pouvoir contribuer à l'intégration. À travers, par exemple, l'organisation de Miss CEDEAO. Il y a des promoteurs qui organisent cela et nous les appuyons dans l'organisation. Après nous, nous prenons la Miss CEDEAO et nous organisons des visites, des voyages de sensibilisation à l'intention donc des autorités, des élèves et autres acteurs de la jeunesse. Voilà en ramassé ce que je pouvais dire par rapport à la question.

Delphine COMPAORÉ: Dans votre parcours, nous nous rendons compte que vous êtes passé par l'INJEPS de Ouagadougou, l'INJS d'Abidjan par deux fois. On sait que ces instituts ont été créés au début par l'action de la coopération internationale. Est-ce que vous pouvez nous parler de l'époque de cette coopération, des formations qui y ont été menées, des formateurs de l'époque et des évolutions que l'on a pu enregistrer tout au long de ces années, disons autour des années soixante-dix, quatre-vingt, jusqu'à nos jours ?

Simon TARO : Bon, alors je ne suis pas peut-être pas à la meilleure place pour parler de la coopération.

Delphine COMPAORÉ: Je veux parler de ce que vous avez pu vivre en tant qu'étudiant à l'époque.

Simon TARO : *Ce que je peux dire c'est à travers ma lucarne d'étudiant. Les administrateurs en son temps ont d'autres informations, d'autres éléments, mais ce que je peux dire c'est que à l'INJEPS de Ouagadougou on avait un directeur des études français, on avait des professeurs canadiens, que j'ai beaucoup apprécié d'ailleurs, et des professeurs français aussi. Le directeur des études français, je l'ai apprécié aussi, il s'appelle Michel Deronzier. C'est des gens qui ont contribué à renforcer en moi la passion de l'éducation physique et à me convaincre, je ne dirai pas de cette mission, mais en tout cas de cette vocation. Pour ma part j'ai beaucoup apprécié leur collaboration, leur contribution, que ce soit à Ouagadougou d'ailleurs ou à Abidjan où j'ai été formé et suivi par des coopérants français. J'ai beaucoup apprécié ces coopérants-là. De façon globale, l'action, ce que je retiens de ces coopérants c'est que, c'est des gens organisés dans le travail. C'est des gens méthodiques dans leur travail, et des gens qui avaient le souci de transmettre aux enseignants, aux futurs enseignants que nous étions, le goût de l'éducation physique, le goût du métier. Aimer le métier et pour aimer le métier il faut le connaître. Quand vous n'êtes pas bien formé vous ne pouvez pas aimer. Même si vous aimez, au moindre problème que vous rencontrez vous allez déchanter. C'est ce que je retiens de la part de ces coopérants-là, J'ai beaucoup apprécié cela. Peut-être que les étudiants aujourd'hui, je ne veux pas dire que les professeurs, les enseignants, les encadreurs africains qui les ont précédés, présentent moins d'engouement, moins de choses, parce que je ne suis pas à la même position pour les apprécier. Peut-être que leurs élèves aussi apprécierons mais, en tout cas pour ce que j'ai observé, j'ai eu beaucoup de satisfaction avec eux, et je garde de bons souvenirs avec ces gens-là parce que c'était des gens déterminés, désintéressés. Lorsqu'ils disent toi tu vas être bon dans ça, je vais faire ça pour toi, ils s'y mettent et c'est des gens qui n'hésitent pas à laisser leurs propres moyens financiers pour vous permettre d'évoluer. J'avais un ancien entraîneur qui avait envoyé une bourse pour que je puisse aller finir ma formation à Dakar en son temps, malheureusement ça été bloqué dans les circuits.*

Delphine COMPAORÉ : *Et c'était qui ?*

Simon TARO : *Jean François CLARISS, mon premier entraîneur de lancer de disque qui se disait que si nous étions ensemble, je vais être champion d'Afrique et après un an seulement il est parti à Dakar. C'est lui qui a appris à Kassoum Compaoré le Fosbury Flop. C'est lui qui a permis à Bonzi Madeleine d'être champion aux jeux africains en soixante-dix-huit. C'est*

quelqu'un qui était vraiment déterminé. Donc, ce que je retiens au niveau de la coopération, c'est que ces gens-là ont apporté beaucoup dans ça. Maintenant, il y a aussi, en tant que Burkinabè, le fait d'avoir limité les bourses de formation de haut niveau ou de formation de formateurs à certains pays, en disant que c'est parce que leurs États seulement ont les instituts à vocation régionale. En fait c'était un subterfuge pour pouvoir cibler les ressortissants de ces pays-là. Parce que si c'est un institut à vocation régionale, on devrait permettre aux meilleurs de la sous-région d'aller enseigner là-bas. Ce qui n'est pas le cas ; Donc c'est ce que moi je déplore seulement parce que je me rappelle qu'à Abidjan nous étions régulièrement les meilleurs des élèves, mais, pendant qu'on prenait régulièrement les Ivoiriens pour aller au Canada sur bourse CONFEJES ou bourses canadiennes, nous étions là, nous revenions dans notre pays et professeurs point un trait. C'est ce que j'ai regretté au niveau de la coopération.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce qu'il a pu y avoir un refus au niveau des autorités locales qui n'a pas permis, qui a empêché nos compatriotes d'aller se former ? Est-ce que l'institut d'Abidjan a sollicité l'accord de nos autorités pour vous permettre de continuer la formation ?*

Simon TARO : *Non non non ! Bon c'est vrai qu'au début, c'est vrai qu'au début de ces bourses et autres là, on aurait pu le faire, on aurait pu le proposer. Mais à la longue, certains recoupements me laissent penser qu'en fait c'étaient des ressortissants de pays bien identifiés, et ce n'était pas ouvert à tout le monde. Si vous allez au Canada pour faire un an, deux ans et puis revenir avec le PHD. Alors que nous nous sentons tous les capacités d'aller faire le PHD et pourquoi pas, ton exemple est encore plus éloquent. N'eut été une détermination plus farouche de ta part hein bye bye hein ! Donc voilà, c'est ça. Actuellement, lorsque j'observe au niveau du Burkina, il y a une timide tentative. J'attends de voir les résultats. Timide tentative de vouloir acquérir des formateurs de haut niveau. Vous ne pouvez pas parler d'universitarisation si vous n'avez pas des encadreurs d'un certain niveau ! Vous ne pouvez pas. Si vous voulez l'universitarisation, il faut avoir les cadres. Je crois qu'ils sont en train de, je ne suis pas au secret des dieux, mais voilà, c'est ce que je peux dire par rapport à cela.*

Delphine COMPAORÉ : *Parlez-nous des expériences que vous avez vécues dans ces deux instituts, à la fois à Ouagadougou et à Abidjan, au-delà de cette question de formation de haut niveau.*

Simon TARO : Le sport par exemple à l'INJEPS de Ouagadougou. Je disais par exemple que j'ai beaucoup apprécié les enseignants, les encadrateurs, les coopérateurs français, parce qu'il y a certains qui m'ont marqué. J'ai parlé de monsieur Jean François Clarisse. Il y a monsieur Hortin Christian qui était professeur de Judo, qui a estimé que je ne pourrais jamais être bon en judo et en gymnastique. Mais monsieur Ouédraogo Lucien qui m'a pris l'année d'après en M2 m'a... quand il me demande un mouvement je fais, il me dit « mais c'est toi qu'on a dit être incoordonné ? » (Rires) Ça, ça m'a ... c'est vous dire que beaucoup. Il y a un autre aussi qui m'a beaucoup intéressé dans la compréhension du sport et dans l'analyse des mouvements, des gestes sportifs, c'est monsieur Marcel Piney. Il m'a beaucoup permis d'apprendre, le geste sportif, pour l'analyse et même dans la démarche pédagogique que j'ai eu plus tard. Ça vraiment, c'est vrai qu'il y a certaine chose qu'on peut lui reprocher, mais à ce niveau-là j'ai beaucoup appris sur l'analyse du geste sportif et la pédagogie. De mon côté, ce que j'avais opté de faire, je me suis dit si ma vocation est d'enseigner le sport, je dois comprendre tous les sports pratiqués au Burkina et j'allais tout faire. J'ai fait du taekwondo avec maître Christophe Ouédraogo. J'ai fait du judo avec le colonel Simporé, du karaté plutôt avec le colonel Simporé, du karaté avec monsieur Fabré Moumouni, du vietvodao, quand le vietvodao est venu ici. J'étais dans leur groupe puisque ces gens venaient s'entraîner à l'institut. Je me suis dit « il faut que je comprenne la logique de ces structures », donc ça c'est ce qui m'a marqué. Au niveau d'Abidjan, en son temps, l'INJS était dans un environnement sportif tel que ça permettait à tous les sportifs d'exploser. Quand vous êtes bon, vous exploser en matière de sport et d'entraînement. Nous, à l'INJS tous les lundis, mercredis et vendredis, il y avait des entraînements ; on venait, on nous prenait ; on allait aux entraînements, et le week-end c'est les compétitions. Les mardis, jeudis, c'est l'entraînement des équipes de l'INJS pour OASSU, de sorte que l'ambiance là-bas était telle que les meilleurs sportifs ne pouvaient qu'exploser. Ça, ça m'a beaucoup marqué, mais au niveau de l'encadrement également, il y a monsieur Palaké, qui était également notre professeur de volleyball, qui nous a permis de comprendre énormément en matière de théorie de l'entraînement, c'est à dire l'enseignant quel est ton rôle, quelle est ta mission vis à vis de l'élève à qui tu as affaire et ta prestation. C'est à dire comment tu dois te comporter vis à vis de tes élèves pour que ces élèves puissent, non seulement apprécier la discipline, mais apprendre quelque chose.

Delphine COMPAORÉ: *Nous allons parler de sport et de volleyball au Burkina Faso, grosso modo, les difficultés, les acteurs, les financements, les évolutions de ce sport et de ce volleyball-là.*

Simon TARO : *Bon, alors en matière donc de sport, de volleyball au Burkina et...le gros problème du volleyball au Burkina a été la non disponibilité des premiers acteurs. Les acteurs ne sont pas disponibles, notamment si vous n'avez pas une présidente disponible avec un DTN disponible, vous ne pouvez pas développer le volleyball. J'ai fait l'expérience, j'ai été nommé au ministère dans les années quatre-vingt-huit comme chef de service de volleyball, donc chargé du développement du volleyball au Burkina en lieu et place des fédérations. J'ai mis en place un programme de compétition depuis le 1^{er} janvier quatre-vingt-huit au 4 août quatre-vingt-huit ; Tous les week-ends, il y avait du volleyball à la maison des jeunes, tous les week-ends, mais absolument, et je n'arrivais pas à conjuguer le championnat national, les coupes et les compétitions corporatives. J'avais cinq niveaux de compétition, au niveau homme et dame des clubs, il y avait le niveau corporatif, il y avait les provinces, les inter-provinces, qui étaient la deuxième division, et il y avait les juniors. Et jusqu'au 4 août, qui était la date de fin de saison sportive en son temps. L'année sportive finissait le 4 août, mais j'avais encore des coupes que je n'avais pas pu intégrer, parce que moi je planifiais mon championnat, tout en faisant le championnat, je négociais des coupes avec les maisons de la place. Quand j'obtenais une coupe, toute de suite je suspendais mon championnat et je faisais les coupes parce que le championnat ne donnait pas d'argent aux équipes, mais les coupes donnaient de l'argent aux équipes. Je faisais les coupes pour donner un peu plus de souffle aux équipes et tout cela était jalonné de compétitions internationales. Le Niger est venu ici, la Côte d'Ivoire est venue ici, le Ghana est venu et tout cela avec un bouquet à la fin, où nous avons organisé les festivités de l'an V de la révolution avec cinq équipes dames et six équipes hommes qui sont venus des pays de la sous-région. C'était vraiment fort, donc avec l'expérience que j'ai eu à Bobo aussi, c'était la même chose, quand vous êtes disponible pour développer une discipline telle que le volleyball, vous trouverez toujours des gens qui vont vous aider. Aujourd'hui le problème de développement du volleyball, pour le moment le gros problème, c'est la disponibilité des premiers acteurs. Je l'ai dit à pas mal d'occasions, à une certaine génération de dirigeant, c'est ça la clé du développement du volleyball. Je prends un exemple. J'avais proposé quand j'ai fait mon stage de DTN en France, à mon retour j'ai proposé à la fédération qu'elle crée une direction technique*

nationale, en lieu et place de nommer un directeur technique nationale. La direction technique nationale dirigée par un directeur technique avec des collaborateurs qui doivent avoir également des taches selon les besoins. Vous pouvez nommer un chargé de la détection, un chargé de l'arbitrage et de la formation et à tous les niveaux, il y a de la place pour tout le monde. On m'a répondu que cette idée là c'est bien, mais nous on continu comme ça. Nous avons des commissions spécialisées, commissions sportives et on va...En conséquence après quatre-vingt-huit ça n'a fait que périlcliter, périlcliter, périlcliter. À partir de 2008 il y a eu la mise en place, le renouvellement d'une autre fédération, d'un autre bureau de fédération, et j'ai découverts avec beaucoup de surprises agréables que ce n'était pas des touristes, parce que moi les autres je les appelle des touristes. Des gens qui n'ont rien vu, qui n'ont jamais rien fait en ça, et ils se parachutent comme dirigeants, comme responsables, moi je dis que c'est des touristes. J'ai vu que c'était une nouvelle équipe qui arrivait, et des gens qui ont eu à vivre le volleyball. J'ai dit OK avec vous on va vous aider. Et c'est ainsi que j'ai proposé à cette fédération une compétition de volleyball challenge CEDEAO, dont la finale se jouerait à la journée donc de la CEDEAO le 28 mai, et cette compétition était ouverte à tous les clubs hommes et dames du Burkina. J'ai été agréablement surpris par le niveau technique de jeu, et par l'organisation et donc j'ai proposé à la fédération qu'on reconduise en 2010, ils étaient d'accord. Nous avons négocié et convenu entre nous d'ouvrir la compétition maintenant aux équipes nationales en faisant venir dans un premier temps trois autres pays de la CEDEAO. Le Ghana, le Mali, le Togo, sont venus cette année au Burkina, et ils ont joué la demi-finale, la finale, le classement. Et c'était impressionnant, c'était bien et les gens ont aimé. Donc c'est ça, tant que vous n'êtes pas disponible pour votre discipline, ça ne peut pas marcher et si vous êtes disponible pour votre discipline, il n'y a rien à faire ça va marcher.

Delphine COMPAORÉ: *Et votre appréciation du niveau, du temps où vous étiez en équipe nationale, à nos jours ? Parce que, quand même, à un moment donné dans la sous-région le Burkina brillait, en tout cas était parmi les meilleurs.*

Simon TARO : *Par rapport à ça, je suis d'accord. Moi, j'ai une anecdote : Quand nous sommes arrivés à Abidjan en 1981, tous les burkinabè ont dit « il fait du volleyball, il fait du volleyball, oui ». Le premier jour, nous, on s'amusaient à côté des dortoirs, mais on voyait des tas de gens autour du terrain. Après ça j'ai été assiégé. Et vous là venez voir ! Et vous vous rendez compte*

que c'était le responsable d'un club, et il vous négocie et puis un autre, et il vous prend. En quatre-vingt-deux, j'ai vu une de mes anciennes élèves, je ne sais plus si c'était du cours normal de jeunes filles ou du collège protestant, qui était partie en côte d'Ivoire. Quand je l'ai rencontré elle me dit « je fais du volleyball » et j'ai dit à un des responsables « celle-là, elle fait du volleyball ». Et toute suite on lui a donné le matériel sans même l'avoir vu sur le terrain. Donc en son temps, vraiment, le Burkina brillait en volleyball. Dans les années soixante-dix, quatre-vingt, dans la sous-région, le volleyball burkinabè était très apprécié. Maintenant, ce n'est plus tellement le cas, même si il y a d'autres pays qui sont en train de pointer. Même si parfois le Burkina gagne certaines compétitions, mais nous n'avons plus la suprématie, et les joueurs burkinabè de volleyball ne sont plus ça. C'est dû à une certaine génération de joueurs dont j'ai parlé ici.

Delphine COMPAORÉ : *Problème de relève par exemple ?*

Simon TARO : *Oui problème de relève, lorsque la fédération, une fédération veut rentrer dans le cadre de la création d'école de sport, je dis : « vous vous trompez dans le contexte actuel de notre sport. Vous avez les clubs, faites des clubs les lieux de développement, les lieux de formation ». La fédération doit s'orienter, axer ses efforts sur la compétition, la réglementation, donc, et la normalisation. Vous dites : « voici comment on fait », et vous régler de sorte que chaque acteur sache comment il va intervenir dans le volleyball. Ensuite, vous mettez en place des compétitions. Si vous mettez en place des compétitions vous dites : « bon voilà ». Il y a une coupe, par exemple, vous dites : « voilà ». Vous voulez développer le volleyball au niveau des minimes, vous dites : « bon voilà, on met en place une coupe de volleyball pour les minimes ». Le premier gagnera cent mille francs, le deuxième aura tant, et c'est ouvert aux équipes des clubs. Ça veut dire que les clubs vont mettre en place des équipes. Ils vont mettre en place les petites catégories. Et en mettant en place les petites catégories, ils vont trouver des entraîneurs pour s'occuper d'eux. Ces petits volleyeurs là iront forcément regarder les grands jouer. Mais quand la fédération veut laisser ça pour aller former des gens, ça ne marche jamais. Ça ne marche jamais parce que l'état actuel de notre développement fait que la fédération n'a pas les moyens de suivre ça et d'organiser des compétitions.*

Delphine COMPAORÉ : *Justement les problèmes de financement doivent y être pour quelque chose?*

Simon TARO : *Oui, mais... Oui, le financement vient toujours lorsque vous êtes disponibles, lorsque vous êtes passionné pour cela. Lorsque les gens voient que vous êtes passionnés et que vous aimez ça, ils vont vous suivre, ils vont vous suivre.*

Delphine COMPAORÉ : *On va parler du dernier point. Selon vous sur quoi vraiment le sport d'une manière générale, dans les pays de la CEDEAO et au niveau du Burkina, doit s'appuyer pour faire de l'excellence. Parce que l'on sait qu'il y a quelques résultats, certes, mais ça coince toujours. Est-ce que les gens se trompent de stratégie ?*

Simon TARO : *Au niveau des pays de la CEDAO nous avons des niveaux très différents. Quand vous prenez les disciplines sportives les niveaux sont très différents.*

Delphine COMPAORÉ : *Prenons l'exemple du football et du volleyball.*

Simon TARO : *Vous prenez l'exemple du football, même du volleyball. Le Ghana a, jusqu'à présent, une stratégie qui s'est imposé au fil des années. Ce n'est pas qu'ils connaissent des piques à un moment donné, ils tiennent le haut du pavé, que ce soit en football ou en volleyball. On l'a vu dernièrement au Burkina, en 1988. Le Ghana est venu, mais sur les six équipes nationales masculines, le Ghana a tenu le haut du pavé. Ils ont sorti des combinaisons auxquelles les gens ne s'attendaient pas. Cette année, c'était encore la même chose. Ils ont sortis des combinaisons de volleyball auxquelles les gens ne s'attendaient pas. C'est à dire que le Ghana a mis en place une culture, un système, qui lui permet, bon an mal an, de rester au-dessus du lot. Bon, au niveau d'un pays comme le Nigéria, ils ont une force financière, mais il y a également un certain nombre de... comment dire, d'éléments parasites qui les plombent. C'est dû à quoi ? Je ne sais pas, parce qu'ils ont des résultats en dents de scie. Donc ce qui ne serait pas normal. Euh... mais de façon plus générale au niveau des autres pays, j'ai observé que les ressources humaines, à savoir le potentiel sportif existe. Le potentiel sportif existe mais on a des problèmes en ressources humaines parce que les ressources humaines, à savoir les dirigeants, doivent mettre en place des schémas de développement. Ils doivent faire des orientations, opérer des choix. Et quand les dirigeants ne sont pas suffisamment formés, suffisamment outillés là, c'est des gens avec qui vous aller connaître un creux dans votre développement du sport. Donc, le premier problème essentiel, c'est les ressources humaines, parce que quel que soit le schéma que vous allez mettre, si vous n'avez pas les hommes ou les femmes qu'il faut pour gérer ça et bien ça*

ne tiendra pas la route, ça ne tiendra pas la route. Je prends l'exemple du judo français. Le judo français, je ne sais pas si c'est toujours le ca. Mais au moment où je faisais mon stage à l'INSEP, dans le bureau fédéral, vous ne pouviez pas être membre du bureau fédéral de judo tant que vous n'aviez pas votre ceinture noire. Bon, ça veut dire que vous avez un vécu, vous voyez au niveau du Burkina ? Un pays comme le Burkina ? Au contraire, on se dit un tel a de gros sous, on va lui demander d'être président de notre fédération, parce qu'on se dit que le jour où ça ne va pas il va financer. Ce monsieur-là, de par sa position, si c'est quelqu'un qui aime le sport, effectivement il va s'y investir. Mais si c'est quelqu'un qui n'aime pas le sport ou qui a un penchant particulier pour le sport, tout ça là, ce n'est pas la peine. Parce que non seulement il ne va pas y mettre les sous, mais deuxièmement il ne pourra pas lui-même aller demander des subventions. Il ne va pas aller demander, parce que, de par sa position, les gens vont dire « mais toi tu as l'argent », et c'est lui qui va aller demander encore. Alors, il reste scotché sur son fauteuil. Le gros problème à mon avis, hein, c'est les ressources humaines capables de diriger le sport. Ces ressources humaines là, si nous avons celles dont le profil répond à cela, elles vont mettre en place des schémas de développement qui vont être cohérents, sinon ça ne va pas.

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de sport et politique, les relations entre le sport et la politique, d'une manière générale, dans les pays de la sous-région, et particulièrement au Burkina.*

Simon TARO : *Bon, je trouve parfois que les gens font... posent parfois un débat qui n'en est pas un. Pour moi le sport est un outil, c'est un outil. C'est un outil qui permet le développement de la personne humaine et qui permet de développer des affaires. C'est un outil qui permet de développer des relations entre les pays. C'est un outil qui permet beaucoup de choses. C'est un outil, entre parenthèse, les gens qui disent qu'ils servent le sport, c'est des histoires. On ne peut pas servir un outil, on se sert du sport. Donc le sport en tant qu'outil peut servir les objectifs politiques ; il peut servir des objectifs économiques. Il peut servir beaucoup d'autres objectifs. Donc, vu sous cet angle-là, le vrai problème qui se pose entre le sport et la politique, c'est au niveau des structures de décision. Lorsque vous voyez les conflits et les interventions de la FIFA vis à vis des États : la FIFA ne conteste pas les orientations que les États donnent à leur sport. La FIFA conteste les interventions des États. Cette intervention peut brouiller les choses parce que la FIFA sait que le politique n'est pas toujours outillé pour gérer le sport, et je suis bien*

placé pour le savoir. Par ma position actuellement, je suis bien placé pour le savoir. Le politique n'est pas bien placé pour gérer le sport. Il n'y a pas bien longtemps on discutait avec des cadres de la CEDEAO à Abuja. Je dis : « mais regardez la FIFA, si un pays ou une délégation ne veut pas suivre les règles de la FIFA on vous sanctionne, on vous écarte. Mais au niveau d'un pays de la CEDEAO, si un pays, ne veut pas suivre, on aura plus de mal à le suspendre, à écarter ce pays, parce qu'il y a des considérations diplomatiques qui interviennent ». C'est plutôt à ce niveau que le problème se pose. Au niveau des interventions des États, de l'intervention du politique. Le politique peut dire... Je sais, par exemple, que depuis 1963, le président Amadou Ahidjo du Cameroun a dit que le sport doit servir à l'unification du Cameroun, et que le sport doit servir à l'épanouissement du Cameroun à l'étranger. Ce qui a été fait. Mais la FIFA n'a pas contesté cela, et la FIFA ne pourra jamais contester les orientations politiques que les pays donnent à leurs sports. Ici par exemple, au Burkina, on peut dire qu'on veut développer la santé avec notre sport, et on met des éléments par rapport à ça. On met en place un mécanisme, un plan d'action. On ne va pas condamner cela. On peut dire qu'on veut que le sport contribue au rayonnement du Burkina à l'étranger, mais la FIFA ne va pas dire non. C'est seulement lorsque vous voulez intervenir dans les structures associatives mis en place que ça ne marche pas. Pour moi, la question sport politique se pose en ces termes-là. Ce n'est pas du tout antinomique, et ce n'est pas contradictoire. Le sport est un outil, et si vous voulez que cet outil puisse faire ça, personne au monde ne peut vous le contester. Maintenant c'est les acteurs politiques et leurs interventions dans les structures qui posent problème en fait.

Delphine COMPAORÉ : *On va parler de la coopération de votre institution avec les autres acteurs, parlez-nous des partenariats de votre institution et dites-nous comment cela se passe. Comment vous arrivez à garder votre indépendance, votre autonomie de décision vis à vis de certains partenaires et de leurs velléités d'influences?*

Simon TARO : *Alors par rapport à ça, il faut que je vous situe le cadre du CDJS. Le centre de Développement Jeunesse et Sport de la CEDEAO est une agence spécialisée de la CEDEAO et il est utilisé par la commission de la CEDEAO pour mettre en place des programmes, les gérer, les suivre et les coordonner sur le terrain. Donc, nous sommes un outil de la commission de la CEDEAO et, en tant que tel, nous mettons en place nos programmes de travail, et nous soumettons à la commission de la CEDEAO qui opère un arbitrage, soumet aux instances de la*

CEDEAO qui approuvent ou modifient. Mais une fois qu'ils approuvent, nous avons le droit ou la latitude de mettre en place, d'exécuter. Maintenant, au niveau des partenaires, il y a plusieurs niveaux de partenaires. Vous avez les partenaires institutionnels, c'est à dire intergouvernementaux, telles que les institutions, c'est le cas par exemple de l'UNESCO, c'est le cas par exemple du conseil supérieur du sport en Afrique, donc des structures intergouvernementales, la CONFEJES par exemple. Vous avez un deuxième niveau de partenaires qui est constitué par des associations. Ce sont les structures associatives qui interviennent dans la sous-région soit dans un domaine pluridisciplinaire, soit dans un domaine uni-disciplinaire, tel que l'UFOA pour le football et les unions des fédérations pour chaque discipline dans la sous-région, qui sont nos partenaires. Ensuite il y a les États, les ministères chargés de la Jeunesse et des sports qui sont également nos partenaires en ce qui concerne l'exécution de programme précis sur le terrain. Par exemple, si nous avons un programme en sport, notre premier interlocuteur c'est le ministère des sports et des loisirs qui est notre interlocuteur et ainsi de suite. Maintenant, par rapport aux institutions intergouvernementales telles que l'UNESCO et le système des Nations Unies, et même la commission de l'Union Européenne, eh... Je peux dire que l'Unesco et le CIO ont contribué à une de nos activités en Sierra Leone. Ça, c'est un programme que nous avons lancé pour la CMJS CEDEAO qui s'est continué après. Mais le gros... le problème que nous, nous rencontrons, ce n'est la possibilité de le faire mais c'est surtout que les domaines jeunesse et sport ne sont pas dans les accords de coopération entre la CEDEAO et ses partenaires intergouvernementaux. De sorte que les structures, évoluent sur la base d'accords. Sur les accords on mentionne les domaines de coopération, et dans ces accords de coopérations les domaines jeunesse et sport ne sont pas listés. Conséquences, quand vous avez un programme et que vous vous rapproché d'eux, ils disent que c'est bien mais qu'il n'y a pas d'instrument de coopération avec vous. J'ai eu le cas avec la délégation de la Commission de l'Union Européenne ici. J'ai eu le cas avec la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles où je suis allé rencontrer la direction générale de la jeunesse. Ils disent : « C'est bien mais on n'a pas d'instrument de coopération, le cadre n'existe pas ». Voilà, surtout la difficulté à ce niveau-là. Au niveau intergouvernemental, ça rentre dans le cadre de coopération. Quand que cela n'est pas mentionné, vous avez beau faire, ça ne marche pas. Vous êtes obligés de suivre les accords de coopération ; Donc, quand ça se passe, il faut que vous puissiez inclure cela. Je prends, par exemple, le cas du Brésil. Début

juillet il y a eu un sommet des chefs d'États de la CEDEAO avec le Brésil dont le président a fixé un certain nombre de domaines de coopération. J'ai eu beau m'égosiller. J'ai demandé aux gens pourquoi ils ciblaient les domaines de coopérations sans la jeunesse et le sport. Aujourd'hui, lorsqu'on parle du Brésil, on pense au sport avant tout, et on aurait pu inclure le sport dans les domaines de coopération avec le Brésil. Donc, voilà, un certain nombre de choses, et quand vous intervenez, on dit : « mais il n'a pas d'instrument de coopération ». Maintenant en ce qui concerne les associations, c'est des structures, comme je l'ai dit au début, que nous appuyons parce que leurs programmes de développement rentrent dans le cadre de nos objectifs, et là nous les appuyons. Voilà les types de coopérations que nous avons avec nos partenaires, pour les associations, il s'agit d'appuyer leurs actions sur les terrains.

Delphine COMPAORÉ : Nous nous acheminons vers la fin de l'entretien et actualité oblige, il est question de cinquante ans d'indépendance des pays africains et aussi, dans une certaine mesure, de cinquante ans de coopération en tant qu'États souverains. Pouvez-vous nous donner votre avis sur l'Afrique en général, les pays de la CEDEAO sur cinquante ans de coopération et d'indépendance avec l'extérieur ? Que peut-on retenir comme évolution ?

Simon TARO : Des pays de la CEDEAO, avec ma petite expérience, je me suis rendu compte que beaucoup de pays ont mis ces cinquante ans à profit pour prendre le large, prendre leur autonomie de décision, leur autonomie de gestion et leur autonomie de vision. Ils optent et ils réalisent. Quand vous allez, vous vous rendez compte que c'est des programmes autonomes qu'ils réalisent. Même s'ils ont la coopération bilatérale et multilatérale, ils ont quand même leur autonomie de décision, leur autonomie de gestion, leur autonomie d'options. Alors dans d'autres pays c'est l'inverse. On dit : « ah les institutions, les bailleurs de fond » on dit ça, « les bailleurs de fonds veulent ça, les bailleurs de fonds veulent ça ». Donc, finalement, certains pays passent leur temps à exécuter les décisions des bailleurs de fonds, et comme les bailleurs de fonds ont des objectifs différents, vous êtes en train d'exécuter des objectifs différents, et par rapports à ça, votre objectif c'est lequel, demeure lequel ? C'est la subsistance, vous gérer le quotidien des gens, et quand vous gérer le quotidien des gens, c'est difficile de voir l'avenir. Les actions de développement deviennent floues parce que vous êtes liés au quotidien des autres pour gérer votre quotidien. Un bailleur de fonds a dit ça, une autre chose etc. J'ai eu une stagiaire française qui est venu ici me rencontrer en disant qu'elle était dans une structure qu'ils ont mis

en placent en 2006, et qu'en 2008 ils pensaient qu'il était temps pour cette structure de s'autofinancer et de se prendre en charge. Donc, il fallait qu'elle trouve d'autres partenaires financiers. Je lui ai dit : « ne vous trompez pas, si vous la laissée cette structure, elle va tomber, et quelqu'un d'autre va venir avec une autre idée, et dire on est avec vous, et c'est tout ». Si vous n'avez pas les moyens aujourd'hui on va se passer de vous et on en prend d'autres. C'est ça, on gère le quotidien de sorte que la vision à long terme est devenue floue, parce que vous êtes en train de suivre les objectifs des bailleurs de fonds. C'est vrai que les bailleurs de fonds disent que les objectifs prioritaires d'un États c'est ça, mais ils s'arrangent bien pour vous faire comprendre : « non, nous, nous voulons ça, nous, nous ne voulons pas ça ». C'est ainsi que la même stagiaire m'a dit que leur coopération au niveau de cette structure est en train d'évoluer vers des objectifs culturels. C'était des sentiers sociaux, mais maintenant la tendance c'est des sentiers culturels. Je dis : « mais qui en a décidé ainsi ? ». Elle est restée bouche bée. Je dis : « c'est ceux qui financent qui dictent, qui orientent les choses, donc c'est vous qui préférez que ce soient des sentiers culturels, c'est à dire animations, pop musique hip hop et autres là, pour les jeunes ».

Delphine COMPAORÉ : Alors qu'il y a des problèmes sociaux ?

Simon TARO : Je dis... mais les jeunes m'ont interpellé pour le dire. Mais lorsque que vous cherchez un visa à l'ambassade de France pour aller faire le Djembé ou les foires, vous obtenez beaucoup plus facilement votre visa que quand vous demandez un visa pour aller faire des études. Aujourd'hui, notre jeunesse a la préoccupation de se former pour pouvoir se prendre en charge, alors que les Djembés, les festivals culturels, là, ça ne prépare pas le lendemain de nos jeunes.

Delphine COMPAORÉ : Votre mot de la fin puisque nous sommes au terme de l'entretien ?

Simon TARO : Mon mot de la fin c'est t'encourager et bon, je sais que la détermination ne te manque pas, c'est le premier atout, c'est ton premier atout. En tout cas, moi, je voulais te renforcer dans cette détermination. Dans le domaine du sport on ne mesure pas aujourd'hui le rôle du sport et de l'éducation physique. Parfois, nous-même on n'a en pas idée de ce que c'est que le sport et l'éducation physique, le degré de ce que ça peut représenter. Ça, vraiment, je souhaite que tu creuse dans ce sens-là. Dans une de mes lectures, j'avais découvert que un des

*objectifs que Tony Blair avait fixé à l'éducation physique dans son pays, c'était de donner le goût de l'estime de soi à ses jeunes, aux jeunes Britanniques, l'estime de soi. Du premier coût on ne sent pas le lien, mais nous, enseignants d'éducation physique, on connaît le lien qui peut exister et le lien qui existe. Le lien qui existe est très fort. Quand un enfant réussit une performance, il sait, il a une assurance, il est content, il a une satisfaction d'avoir atteint quelque chose. Ce n'est pas la même chose quand quelqu'un échoue. Alors ça déjà, c'est un élément très important. J'ai lu également, dans une de mes lectures dernièrement, des enquêtes menées par des chercheurs ont montré qu'après le succès de leur équipe nationale la consommation des produits augmente et j'ai dit « mais tiens, il y a tous ces aspects-là ». Le domaine du sport vraiment, c'est un domaine vaste, c'est vaste et nous sommes dans ce domaine, ça veut dire que nous occupons une position privilégiée. Malheureusement cette position n'est pas reconnue par les autres. Peut-être parfois nous-mêmes nous ne reconnaissons pas cette position, nous ne reconnaissons pas la dimension de cette position, et donc ça c'est très important. Et enfin je dis que si les gouvernants pouvaient savoir que le sport c'est un outil, je dis : « avec le sport vous pouvez fabriquer un bandit, avec le sport vous pouvez fabriquer un ange, il faut le savoir ». J'ai reçu de la part d'un aîné, j'étais en train, j'ai demandé à la secrétaire d'imprimer, c'est un projet d'article. Le titre de l'article, c'est qu'elle éducation physique pour l'enfant burkinabè ? C'est un... **Albert Sanou.***

Delphine COMPAORÉ : *Justement, je dois l'interroger lorsque je vais revenir en septembre, parce qu'il a fait ses études à l'Université Paris 5, et c'est lui qui a été encadré par Pierre PARLEBAS, qui m'en avait parlé et voulait savoir ce qu'il était devenu.*

SIMON TARO : *Donc il m'a envoyé ça, il m'a dit de le lire et de réagir. Bon, c'est à dire il est à la retraite, il est à Bobo. Si j'avais la connexion internet je t'aurais donné son dresse mail. J'avais rencontré Albert Sanou en 1988, quand j'étais revenu de bobo. Il n'a pas fait long feu au ministère, après sa formation, il est reparti.*

Delphine COMPAORÉ : *Merci Monsieur Simon Taro*

21. Entretien avec le Colonel Richard TISSOT réalisé le 8 septembre 2010 à Paris

Biographie succincte

Colonel des Troupes de Marine de l'Armée de Terre française

Diplôme civil: Baccalauréat « philosophie » et Licence en Droit.

Diplômes et Brevets militaires : Concours de l'École militaire interarmes (Saint-Cyr Coëtquidan), Brevet parachutiste, Diplôme d'état-major en 1975, Brevets renseignement (1-2-3 degré en 1978-1979-1993), Brevet d'études militaires supérieures, École supérieure de guerre en 1982, Institut des Hautes Études de la Défense nationale, 94e session régionale en 1989; Certificats militaires de langue anglaise (2° degré "parlé" et 3° degré "écrit")

1965-1966 : Saint-Cyr Coëtquidan (Élève-officier)

1966-1967 : Saumur - École d'application de l'Arme blindée cavalerie (Sous-lieutenant, officier-élève)

1967-1969 : Montlhéry - Régiment de marche du Tchad comme Chef de peloton de chars et lieutenant en premier (Sous-lieutenant puis lieutenant)

1969-1972: Djibouti – 5e Régiment Interarmes d'Outre-mer comme Chef de peloton de chars / missiles SS 11 (Lieutenant)

1975 : N'Djamena – 6e Régiment Interarmes d'Outre-mer comme Commandant de l'escadron blindé (Capitaine)

1976-1977 : Djibouti - 5° Régiment Interarmes d'Outre-mer comme Commandant de l'escadron blindé (Capitaine)

1977-1980 : Montlhéry - Régiment de marche du Tchad comme Adjoint du chef du bureau opérations-instruction (Capitaine)

1980-1982 : Paris - École Supérieure de Guerre comme stagiaire (Capitaine puis chef de bataillon)

1982-1984: Paris - École supérieure des officiers de réserve du service d'état-major comme professeur (Chef de bataillon)

1984-1986 : Fort-de-France -33e Régiment d'infanterie de Marine, comme Chef du bureau opérations-instruction (Chef de bataillon puis lieutenant-colonel)

1986-1989 : Strasbourg - État-major de la Division du Rhin, comme Chef du bureau emploi-instruction de la division (Lieutenant-colonel)

1989-1991 : Limoges - 20e Régiment de Dragons, comme Chef de corps (Lieutenant-colonel)

1991-1993 : Abidjan - Ministère de la défense de Côte d'Ivoire (Coopération), comme Conseiller du général chef des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (Lieutenant-colonel)

1993-1995 : Paris - État-major de l'Armée de Terre, comme rédacteur au Bureau Relations internationales (Lieutenant-colonel puis colonel)

1995-1998 : Bangkok - Attaché Militaire près l'Ambassade de France en Thaïlande, et Attaché Militaire non-résident près l'Ambassade de France au Bangladesh (Dacca) (Colonel)

1998-2001 : Paris - Collège Interarmées de Défense, successeur des Écoles Supérieures de Guerre Terre, Air et Marine, comme professeur (Colonel)

Delphine COMPAORÉ : *Bonjour Colonel Richard TISSOT, merci de nous accorder cet entretien dans le cadre de notre thèse. Il est question de l'Afrique, des relations internationales, de la coopération et du sport. Militaire de l'armée française et issu de la prestigieuse école de Saint-Cyr, vous avez à votre actif trente ans de service, et cela de 1965 à 2001. Je m'adresse donc au militaire et au diplomate ayant représenté son pays à des moment-clé de l'histoire de l'Afrique et de sa coopération internationale militaire. Colonel Richard Tissot parlez-nous de ce long parcours personnel et professionnel bien rempli, au service de votre pays la France, de l'Afrique, et enfin de votre vie de retraité.*

Colonel Richard TISSOT : *Bonjour Delphine. D'abord, la question que l'on peut se poser à mon sujet est la suivante : pourquoi ai-je choisi d'être militaire ? Et pourquoi suis-je intéressé par l'Afrique ? Eh bien voilà : Je suis fils de militaire et je suis né moi-même sur le continent africain, en Tunisie, et même au centre de la Tunisie. De ce fait, j'ai toujours aimé les voyages. Tout jeune enfant, mon père étant militaire, j'ai beaucoup voyagé, et je n'avais qu'une obsession, c'est de continuer de voir le plus de choses possibles avec, en particulier, un intérêt spécial pour l'Afrique. Pourquoi, comment ? A 12- 14 ans, certains amis de mes parents qui étaient en Afrique nous envoyaient des cartes postales, nous écrivaient et j'avais cette image exotique, je voulais connaître l'Afrique. J'ai donc, comme mon père, fait cette carrière d'officier de l'armée de terre, mais, très franchement, ma première idée était de faire ce qu'a fait Richard FEESER : être pilote de chasse. Mais, je n'étais pas bon en mathématiques. J'ai obtenu un bac philo et quand je suis allé voir les écoles de l'armée de l'air, on m'a dit : « math sup, math spé, concours de l'école de*

l'air ». J'ai dit, que je n'en serais peut-être pas capable ; On m'a répondu « ça ne fait rien on ne peut pas vous prendre comme officier pilote, mais comme sous-officier pilote. J'ai dit, « eh bien je préfère être officier de l'armée de terre, que pilote et sous-officier de l'armée de l'air. »

Je suis donc entré à Saint CYR, ce que mon père lui-même militaire me déconseillait d'ailleurs en argumentant : « La belle époque de l'armée c'est fini, maintenant c'est la Guerre Froide tu vas te retrouver sur la ligne bleue des Vosges en attendant que les Russes arrivent et ils n'arriveront jamais ! Donc ce n'est pas la peine d'être militaire ». Je lui dis : « il reste les Troupes de Marine, la Coloniale, qui permet de voyager ». À quoi il me répondait : « Mais ça va se terminer très vite ». Donc, je suis rentré à Saint-Cyr et comme il n'y avait que 10 ou 12 % des places réservées aux Troupes de Marine, il fallait que je sorte en tête de ma promo. Parce que je ne serais pas resté dans l'armée si j'avais fait autre chose que ce que j'ai fait de ma carrière, si j'étais resté en France ou en Allemagne. Ça ne présentait pour moi que peu d'intérêt. Je voulais voir, découvrir, voyager, rencontrer des gens. J'ai eu la chance de bien sortir de Saint-Cyr, premier de ma promotion et donc de pouvoir choisir les Troupes de Marine. Une fois rentré dans les Troupes de Marine, la première affectation, quand on sort de l'école, c'est un régiment en France ou en Allemagne. Je suis donc allé à Offenbourg et j'ai attendu avec grande impatience d'être affecté à l'extérieur, c'est-à-dire outre-mer. Soit dans les DOM-TOM, en Guyane, en Martinique ou à la Réunion, soit en Afrique et j'ai eu la chance de partir en Afrique.

Mon premier séjour, c'était Djibouti, qui était encore à l'époque un TOM (territoire d'outre-mer), sous souveraineté française, et non un DOM. Je suis donc parti en Afrique, j'ai découvert Djibouti de fin 1969 à début 1972. Voilà, j'ai eu cette chance de découvrir, la chaleur, les gens, les particularités locales, culturelles, religieuses d'un pays musulman, beaucoup de choses, surtout des paysages fantastiques. À Djibouti, je servais dans un régiment. Les contacts avec les populations existaient, en ville, d'abord parce qu'on vit avec les gens. Mais on nous envoyait aussi faire des tournées de brousse pour rencontrer les ethnies locales, les Afars, les Issas, les nomades, et on leur distribuait de la nourriture des vaccins, des cigarettes. On partait avec des cartouches de cigarettes qu'on distribuait aux gens. En fait, il faut dire les choses comme elles sont : on se faisait bien voir. Les militaires quand ils arrivaient en brousse, ils étaient accueillis à bras ouverts. Des gens qui allaient donner à manger et faire des cadeaux ! J'ai commencé par faire ces deux années là-bas, ensuite je suis rentré en France où j'ai été affecté comme

instructeur à Saumur. Au bout de deux ans là-bas, je suis passé capitaine et on m'a dit : «vous êtes capitaine, vous devez faire votre temps de commandement ». Le temps de commandement du capitaine est très important dans l'armée de terre. On commande cent cinquante hommes, on est sur le terrain, on est responsable de nos soldats, de leur formation, du matériel etc. Et puis on me dit : « vous partez au Tchad ». Mon rêve continuait. J'ai des camarades de promotion qui faisaient leur temps de commandement dans un régiment en métropole, en France. Moi, j'ai eu la chance de faire mon temps de commandement au Tchad où j'ai vécu des choses assez impressionnantes.

Le Tchad était déjà un pays indépendant depuis 15 ans et j'ai vécu un coup d'État avec exécution du président de la république. Pour un jeune officier c'était assez impressionnant. C'est là qu'on se rend compte qu'on est capable de réagir intelligemment, et c'est ce que j'ai fait. J'ai reçu des témoignages de satisfaction du général. C'était l'époque où Hissène Habré était dans le Tibesti. Il était rebelle et avait enlevé Mme Claustre. Tout un roman, assez incroyable, que j'ai vécu de près. Alors, les curiosités de ces affaires-là, des rapports de l'Afrique avec la France, font qu'après avoir servi au Tchad pendant l'année 1975, je suis parti à Djibouti et j'ai à nouveau commandé, en 1976-77 un escadron de chars, celui où j'avais été lieutenant à mon premier séjour. Au Tchad en 1975, et de 1976 à 1977 à Djibouti. Ça faisait presque quatre ans d'outre-mer, en Afrique. Quand je suis rentré de Djibouti, j'ai été affecté comme officier à l'état-major d'un régiment en France, le régiment de marche du Tchad près de Paris à Montlhéry.

Un jour on m'a dit : « vous allez présenter les armes à un chef d'État qui débarque demain à 10 heures à Orly ». Grande tenue, machin etc. J'ai regardé le chef d'État en question : c'était Hissène Habré ! Pendant que j'étais au Tchad, on m'avait dit : « si l'occasion se présente, attrapez le mort ou vif », et quatre mois après, c'est lui qui est à Paris, et c'est moi qui lui présente les armes. (Rires). Eh bien, il y a des curiosités comme ça, mais on s'y fait, hein ! Ça surprend, mais on s'y fait. Après 3 ans au RMT, je suis resté à Paris, car j'ai été reçu au concours de l'École Supérieure de Guerre. Et en sortant de l'école de guerre, j'ai été instructeur de l'École Supérieure d'État-major des officiers de réserve. Puis, en 1984, nouveau départ pour l'outre-mer et là pour le coup ce n'était plus en Afrique, car je suis parti en Martinique pendant deux ans. Séjour très intéressant également, j'ai beaucoup aimé. De retour de Martinique, purgatoire : État-major de division de merde à Strasbourg, division sans intérêt. Sur le Rhin,

face aux Russes qui devaient peut-être arriver, bon ça ne m'a pas intéressé. C'était en 1986 - 1989. Puis j'ai été au vingtième régiment Dragons à Limoges. Je suis resté deux ans à Limoges. Peu avant la fin de ce temps de chef de corps, on m'appelle de Paris et on me dit : « qu'aimeriez-vous faire après le commandement à Limoges ? » J'aimerais repartir. Où ? En Afrique. Ah ! On me rappelle, on me dit : « le poste de conseiller du chef d'état-major des armées en Côte d'Ivoire vous intéresse-t-il ? ». J'ai dit « oui, bien sûr ! » Et là je suis parti en Côte d'Ivoire de 1991 à 1993, comme conseiller du général Gueï, avec qui j'ai travaillé tous les jours. Une fois par semaine, nous avons une réunion avec le ministre de la défense qui s'appelait à l'époque Konan KOFFI, et une fois tous les trois mois, on se retrouvait avec Alassane Dramane OUATTARA, premier ministre, et parfois avec le président de la république qui était encore Félix Houphouët-Boigny. C'est la période de ma carrière où, même si je connaissais l'Afrique, là, je l'ai vécue de l'intérieur, complètement immergé. Français en Afrique, j'étais devenu un Ivoirien. J'étais un Africain. Tout le monde rigolait, l'état-major était là, et un Blanc en faisait partie, mais j'étais en uniforme ivoirien. Moi, ça ne me gênait pas, la couleur de la peau ne m'a jamais gêné dans un sens comme dans l'autre. J'étais officier ivoirien, détaché par le gouvernement français pendant deux ans, prêté à la Côte d'Ivoire. Je crois que dans la connaissance de l'Afrique, ça a été le moment le plus fort parce que là, ne vivre qu'avec eux tout le temps, pour eux, par eux, à travers eux, et ne plus se préoccuper des affaires françaises, parce qu'en fait j'oubliais la France, j'étais devenu vraiment, au fond de moi-même, un Ivoirien. Je crois que la coopération ne fonctionne que si elle fonctionne comme ça. C'est un sentiment qui n'est pas forcément partagé par tout le monde, mais je crois que pour bien coopérer il faut se mélanger totalement, vivre ce qu'ils vivent et s'intégrer dans le système. Après, je suis revenu de Côte d'Ivoire, on m'a laissé entendre que si j'avais des souhaits on pouvait essayer de les satisfaire. Parce qu'il y avait la possibilité d'être muté dans un état-major à Marseille, à Lille à Bordeaux, à Metz à Strasbourg, bref, ayant effectué mon temps de commandement de chef de corps, je ne pouvais servir qu'en état-major. J'avais demandé timidement si on ne pouvait pas me mettre à l'état-major de l'armée de terre à Paris, et plus précisément au bureau relations internationales. Parce que j'ai toujours eu le goût de travailler avec des étrangers. La relation franco-africaine ça va bien un moment, et moi j'aime voir ce que fait la France avec le reste du monde. J'ai eu la chance que ma demande soit agréée. Et donc j'ai servi à l'état-major de l'armée de terre. Il faut que je dise que j'avais une arrière-pensée quand je suis arrivé à l'état-major à Paris bureau relations internationales. Je me suis dit,

de là, c'est le meilleur endroit pour préparer ma candidature comme attaché de défense en Afrique.

Delphine COMPAORÉ : Et l'Afrique revient !

Colonel Richard TISSOT : Eh oui ! Donc je postule. Il y avait trois pays, ce qu'on appelait à l'époque le Zaïre, le Togo, et je ne sais plus quel était le troisième pays possible où le poste d'attaché de défense se libérait, en cette année 1995. Je reçois un coup de fil de l'état-major, de la direction du personnel de l'état-major de l'armée de terre, qui me demande pourquoi j'avais demandé le Zaïre. Je lui dis : « parce que l'Afrique je connais, j'y ai vécu, je connais la mentalité, je connais tout ça. » « Mais enfin, des gens qu'on peut envoyer en Afrique, il y en a plein, dans toutes les Troupes de Marine. On aurait préféré que vous nous demandiez la Thaïlande. » Mais il y avait des critères, il y avait une fiche avec des critères et je ne les remplissais pas tous. « On s'en fout » me dit-on : « Est-ce que ça vous intéresse d'aller en Thaïlande ? » Finalement, je suis donc parti en Thaïlande contre toute logique, contre tout espoir que je pouvais même avoir. J'avais un trou dans mon dispositif, car je ne connaissais pas l'Asie, et la curiosité me poussait vraiment à voir ce qu'était l'Asie. Je suis parti en tant qu'attaché de défense, pendant trois ans à Bangkok de 1995-1998. Quand je suis revenu j'ai atterri comme professeur au CID avec un chef aviateur qui s'appelait Richard FEESER. C'était mon chef, et nous avons sympathisé, et c'est là que j'ai terminé ma carrière.

À la retraite, je continue à m'intéresser à l'actualité politique, économique, militaire africaine. Autant je m'intéresse moins à l'actualité de l'Asie etc. L'Afrique ça me reste au fond des tripes. Alors moi je ne parlerai pas de l'Afrique en homme logique, réfléchi. Je parlerai de l'Afrique avec mon cœur. J'ai toujours eu la conviction que les gens qui parlent de ce continent, sans y être jamais allé, ils disent n'importe quoi, dans un sens comme dans l'autre. Les gens qui disent que les Africains ils ne sont pas comme nous, ils ne valent rien etc. et dans ce sens j'en ai entendu, et ceux qui disent l'inverse : ils sont exactement comme nous, il n'y a aucune différence entre l'Afrique et Europe. Moi je dis que les deux se trompent. Il faut être allé en Afrique, l'Afrique ça se vit, ça ne s'étudie pas dans des dossiers ça se ressent. L'Afrique, il faut l'avoir fréquentée, l'avoir vue, l'avoir vécue pour savoir ce que c'est. J'avoue que j'ai rencontré quelqu'un dans un salon, un dîner parisien, on parlait de l'Afrique, et au bout d'un moment il y a quelqu'un qui dit « Tissot, il connaît bien l'Afrique, il y a vécu plusieurs années ». Une femme vient alors vers moi

et dit « ah tiens moi aussi je connais bien l'Afrique, je connais la Côte d'Ivoire. Je suis allé passer dix jours au club Med à Grand Bassam ». En fait, elle ne connaissait strictement rien à la Côte d'Ivoire. Même si elle y avait mis les pieds, dès qu'elle est descendue de l'avion, un minibus l'a amenée au Club Med, tout est fermé au Club Med. Elle a vu quelques ivoiriens qui s'occupaient des chambres et cuisinaient les repas, et après elle a repris l'avion dans l'autre sens. Ce n'est pas ça que j'appelle connaître la Côte d'Ivoire.

Delphine COMPAORÉ : *Brillante carrière militaire et diplomatique, je le disais tantôt, conseiller de futurs présidents africains, on va y revenir, vous avez incontestablement joué un rôle important sur le continent africain pendant la Guerre Froide et jusqu'à une période plus contemporaine, on le voit au déroulé de votre parcours. Éclairiez-nous sur ces épisodes et dites-nous ce qui était véritablement en jeu à ces moments précis de la vie du monde et de l'Afrique. Parlez-nous aussi des temps forts, de votre passage en Côte d'Ivoire avec le général Gueï et les autres, ensuite de celui du Tchad*

Colonel Richard TISSOT : *Pendant la Guerre Froide ? Je crois que, je ne l'ai pas ressenti comme ça. Quand j'étais en Afrique j'oubliais la Guerre Froide. La Guerre Froide, c'était mes camarades métros, les métros ce sont des gens qui restaient en France et en Allemagne qui, eux, attendaient les hordes de cosaques qui devaient arriver sur les Vosges, traverser la trouée de Fulda, qui devaient nous envahir ! Ça c'est ce qu'on appelait la Guerre Froide dans l'armée de terre. Dès qu'on était en Afrique, en Martinique ou ailleurs, la Guerre Froide on l'oubliait totalement. Là-bas on ne voyait pas de Russes, ils étaient discrets. Il y en avait certainement quelques-uns du KGB qui faisaient des trucs. Il n'y avait pas de Russes. Il y avait en revanche des concurrences avec les Américains. Je m'étais fait un ami de l'attaché militaire américain, parce que j'avais envie de savoir ce qu'il pensait, ce qu'il faisait, ce qu'il magouillait. Je vous dis ce que je pense ; je me suis dit que la meilleure façon c'était d'être copain avec lui. Alors je l'invitais de temps en temps, on rigolait. C'était un jeu à double détente parce que lui aussi, se disait, « Tissot il est à l'armée ivoirienne, il va pouvoir me dire, me donner les renseignements que je n'aurais pas autrement ! Lui, il est au cœur du problème il va pouvoir me renseigner ». Je le savais, donc de temps en temps je lui larguais un truc, un os à ronger, je lui donnais une info sans importance et lui se disait « il veut bien parler ». Pour me remercier, il m'offrait des bouteilles de Jack Daniel. C'est anecdotique mais c'était vraiment sympa. Moi j'ai vu, les Américains essayer de*

jouer leur jeu en Afrique. Je n'ai pas vu beaucoup de Chinois. Chose traditionnelle en l'Afrique, c'était surtout les Libanais qui faisaient du commerce. Il y avait des influences musulmanes plus ou moins discrètes à l'époque qui essayaient d'influencer les gens, mais la concurrence par rapport à la France, que j'ai pu ressentir là-bas, c'était les Américains. Pour les Américains, ça s'est traduit d'abord par des missions humanitaires. Ils avaient le Peace Corps. Je ne sais pas si vous connaissez le Peace Corp. Le Peace Corps, il avait le gouvernement américain avec lui, et derrière le gouvernement il y avait l'armée. Et un jour le général Gueï m'appelle et dit : « tiens vas au magasin percevoir ton nouveau treillis ». Et je dis « mais qu'est-ce que c'est que cette histoire » et il me répond « oui oui il y a de nouveaux treillis. J'ai récemment discuté avec les Américains et ils viennent de nous envoyer trois cents nouveaux treillis tout neufs, camouflés, des rangers super extra... »

Delphine COMPAORÉ : *Aux couleurs de la Côte d'Ivoire ?*

Colonel Richard TISSOT: *Oui. J'étais bluffé. Il m'a dit : « les Américains nous les ont offerts. Ils nous ont offert une coopération etc. je me dois de te le dire. Tu es mon conseiller, qu'est-ce que tu en penses ? » Je lui dis que je pense qu'ils nous font concurrence, mais c'est de bonne guerre. Je ne pouvais pas lui dire, qu'il était con d'avoir accepté (rires). Il était quand même content que les Américains aient fait des gestes envers lui, mais il m'avait fait des confidences quand même, il m'a dit : « je ne suis pas dupe, ils me font des cadeaux. Je ne vois pas pourquoi je refuserais mais ce n'est pas pour ça qu'on va totalement basculer de l'autre côté, il n'en est pas question ». La concurrence que j'ai ressentie, c'était beaucoup plus celles des Américains qui essayaient de s'implanter. Au plan militaire en particulier, il n'y avait que des Américains qui pouvaient nous concurrencer, surtout que les Ivoiriens étaient assez embêtés à l'époque par ce qui se passait au Libéria où il y avait une énorme guerre civile avec Charles Taylor qui débordait en Côte d'Ivoire., du côté de Man, de Danané etc.*

Les rebelles Libériens faisaient des coups chez eux, franchissaient la frontière et venaient se mettre à l'abri en Côte d'Ivoire, et en plus ils se comportaient comme de vrais voyous. C'était ahurissant ! Moi j'ai vu, je suis arrivé avec le général Gueï chez le préfet de Man, il nous a reçu et il nous a dit : « ils sont passés, les Libériens. Ils sont arrivés avec les enfants soldats, il y en avait plein, des gamins, et ils m'ont vidé tout, ma cave, mon alcool, mes bouteilles, il ne restait plus rien. Ils ont piqué tout ce qu'ils ont pu et sont repartis, ivres ». Alors nous, on n'intervenait

pas du tout au plan militaire dans cette affaire. On avait le bataillon à Port Boué à côté d'Abidjan, le 43e Bataillon d'Infanterie de Marin, mais le gouvernement français avait décidé de ne rien faire concernant l'affaire du Libéria. Il n'était pas question, que les militaires français aident les militaires ivoiriens, si ce n'est que par les conseillers pour régler cette affaire de rebelles libériens qui traversaient la frontière sans cesse. Les Américains, j'ai l'impression que discrètement, ils avaient mis en place des « bérets verts » qui surveillaient. Les bérets verts c'est les forces spéciales, des gens qui sont un peu particuliers. Je pense qu'ils se sont un peu plus impliqués que nous dans cette affaire de surveillance de la frontière avec le Libéria. Surtout que les Américains ont une responsabilité morale et historique aussi avec le Libéria. C'est eux qui ont créé le Libéria. Les esclaves libérés d'Amérique du Nord ont été renvoyés dans ce pays qu'ils ont appelé Libéria, un pays indépendant quand le reste de l'Afrique était colonisé. À mon avis, bien que je n'en ai pas la preuve, les Américains sont intervenus dans ces affaires du Libéria en sous-main, discrètement sans que j'en sache les détails.

Delphine COMPAORÉ : *Quelques temps forts de votre passage dans ce pays, la Côte d'Ivoire ?*

Colonel Richard TISSOT : *Les temps forts ? Il y a eu des clashes en Côte d'Ivoire au temps où j'y étais, mais des clashes discrets. Il y avait des colonels... contre Gueï. Gueï était un homme que j'ai énormément admiré, c'est un type que j'aimais beaucoup, il avait de grandes qualités humaines, ce qui n'est pas toujours le cas partout en Afrique. Il avait une droiture que j'ai rarement rencontrée ailleurs. La corruption, on ne va pas revenir là-dessus, existait dans tous les domaines et ça existait aussi dans l'armée. Quand je suis arrivé, ça faisait trois mois qu'il était chef d'état-major des armées. Il s'était donné pour but de réduire voire d'anéantir totalement la corruption dans l'armée. À partir du moment où il a voulu tout arrêter il a été assez mal perçu par certains qui profitaient du système Et il m'avait chargé de quelques missions assez marrantes. On n'en riait lui et moi et je peux revenir sur une anecdote ou deux. Il faut dire les choses comme elles sont, il y avait quelques corrompus dans certains rouages de l'armée y compris la gendarmerie. En fait, c'est Houphouët-Boigny qui avait dit, « la corruption un peu ça va mais trop »... La Côte d'Ivoire, avait été la colonie la plus riche de l'Afrique occidentale française, celle qui avait le PIB le plus important : premier producteur mondial de cacao et troisième pour le café. Le pays tournait bien, était assez riche. Et Houphouët, avait une cagnotte alimentée par les exportations de cacao. Ça c'était établi, ce n'était pas de la triche puisqu'il était*

écrit dans un texte tout à fait officiel si ce n'est dans la constitution que : le produit de la vente de cacao reviendra pour 10 % au président. À partir du moment où c'était très officiel, personne ne disait mot.

Il y avait des droits de douane à 102 %. Quand on importait une voiture de 10 000 €, quand elle arrivait au port, son prix réel pour l'acheteur passait à 20 000 €. La plupart des marchandises arrivait par la mer et donc il y avait un port franc. Les bateaux débarquaient leurs containers et pour sortir du port il y avait une barrière ; pour la franchir, il fallait effectuer les opérations de dédouanement avant de pouvoir sortir les produits importés. Les Libanais étaient très forts, parce que pour qu'il y ait des corrompus, il faut qu'il y ait aussi des corrupteurs. Dans ce domaine les Libanais étaient spécialement forts. Pratiquement tout ce qui arrivait en Côte d'Ivoire passait par eux. Ils étaient les rois de « l'import-export » (même s'ils n'exportaient pas grand-chose, si ce n'est l'argent qu'ils gagnaient ainsi et qu'ils envoyaient dans des paradis fiscaux). Quand ils recevaient un container qui valait un million de francs CFA de contenu, il aurait fallu qu'ils payent un million de plus pour le dédouaner. Le dédouanement, c'est quoi ? C'est en fait un tampon au bas d'un papier. Ils allaient donc voir le douanier ivoirien en lui disant « écoute, je te donne (peu importe la somme) 300 000 francs et tu mets le tampon ». Le douanier disait oui. Il mettait son tampon et se mettait le fric dans la poche. Le dédouanement n'avait coûté au Libanais que 300 000 F CFA au lieu d'un million mais rien ne rentrait dans la caisse de l'État ivoirien ! Rien ! Donc les revenus de l'État ivoirien pour ce qui était des taxes et des droits de douane s'effondraient. Ça marchait très bien et beaucoup de douaniers de base avaient une Mercedes, c'était clair et ça se voyait.

Je reviens au général Gueï. Un jour, je le vois arriver en colère à l'état-major. Je lui dis : « mon général qu'est-ce qui se passe ? ». Et il me répond, « on en parlera tout à l'heure ». Deux heures après, il me donne un coup de fil, et me dit « viens voir ». Il me donne le nom du colonel qui venait de lui tirer dessus avec un pistolet. C'est quand même des choses qui ne se font pas couramment. Il me dit : « bon, il m'a raté parce qu'il ne tire pas bien, et il m'a raté parce que je pense qu'il n'a pas non plus voulu vraiment me flinguer. Il voulait m'impressionner ». Je lui demande alors ce qu'il comptait faire et il me dit : « Je vais le muter ». Le muter où ? « Au Japon. Plus loin il est, mieux ça vaut ». « Qu'est-ce qu'il va faire au Japon ? » Il me dit, attaché militaire. Je lui réponds : « mais il n'y a pas d'attaché militaire ivoirien au Japon ! ». Il me dit :

« ça ne fait rien, on va créer le poste ». Ça s'est fait comme ça, et ce type a été éloigné. Après, un retour en grâce, j'ai appris quelques années après qu'il était revenu. Donc, Gueï était un type très droit, un type intelligent, cultivé, bosseur, vraiment bosseur. Et je ne l'ai jamais soupçonné une seule seconde d'avoir détourné, le moindre sou. Une des anecdotes évoquées tout à l'heure. Il m'avait dit : « tu mets ton nez là où tu veux, tu farfouilles partout et tu me dis ce qui te choque. C'est ton boulot, tu es mon conseiller, tu joues le fouille-merde et quand tu trouves la merde tu me le dis ». Il y avait une chose surprenante en Côte d'Ivoire à l'époque où j'y étais, contrairement à ce qui se passait en France, quand les jeunes Ivoiriens avaient fini leur service militaire obligatoire, ils ne voulaient surtout pas être libérés et retourner à la vie civile.

Delphine COMPAORÉ : *Pourquoi ?*

Colonel Richard TISSOT : *Parce qu'ils adoraient être dans l'Armée. Ils étaient logés et nourris, et c'était sympa. Ça les sortait. Ils avaient de l'électricité, l'eau courante. Ceux qui venaient de brousse n'avaient pas envie de retourner dans des cases. En ville, ils s'éclataient et ils n'avaient pas envie de retourner dans leur village à 50 km de Ferkessédougou au bout d'une piste en terre. Donc ils avaient fait des manifs, ils étaient allés devant le palais présidentiel en disant : « on ne veut pas être libéré, on ne veut pas être libéré » ! Et ils insistaient lourdement. Tout l'inverse de ce qu'on pouvait imaginer chez nous. Ils se rebellaient pour rester dans l'armée ! Houphouët, le vieux, le sage au grand cœur, s'en est ému et a dit : « ils aiment leur pays, leur armée, on ne va pas les renvoyer, on les garde tous ! ». L'âge limite de service dans l'armée tous grades confondus, du deuxième classe au général était de 55 ans. On peut rester militaire jusqu'à 55 ans quel que soit le grade puis c'est la retraite. Tout le monde part à la retraite à 55 ans, là ça ne discute pas. Le problème, c'est qu'à la retraite quel que soit le grade, on touche 10 % de la solde d'active, ce n'est pas beaucoup, donc personne ne voulait plus non plus partir à la retraite. Mais une première classe de 55 ans, un caporal de 55 ans, ça commence à faire quand même vieux. Et on ne pouvait pas continuer à faire monter tout le monde de grade puisqu'il n'y avait pas de ressources par le bas. Comme personne ne rentrait, il fallait attendre que des places vers le haut se libèrent pour faire monter les gens en grade. On allait vers une armée où les soldats de deuxième classe pouvaient avoir 35, 40, 45, 50 ans... Malgré cela, ils voulaient tous rester le plus longtemps possible sous l'uniforme. Pour cela, une solution a été trouvée par les plus futés. Les Africains, peuvent être très astucieux. Grâce au système de corruption, ces militaires futés*

allaient voir des juges en rectification d'état-civil pour obtenir une rectification de leur date de naissance. Celui qui avait 50 ans disait « mettez moi 45 ans, avancez ma date de naissance ». Moyennant finances, le juge acceptait. Notre homme avait donc cinq ans de moins, ce qui lui permettait de rester plus longtemps dans l'armée. Les premiers à utiliser ce système ont gagné cinq ans. Mais d'autres ont été plus maladroits et ont exagéré. J'ai dit à Gueï : « ils font modifier leur âge mais ils oublient de le faire pour leurs enfants. » Il me dit « comment ça ? » Je lui explique : « En se rajeunissant et en oubliant de le faire pour ses enfants, il y en a un qui était papa à neuf ans ». Il y avait parmi les adjoints de Gueï un officier très intelligent qui était le directeur du personnel qui s'appelait le colonel Kokora. Il assistait à mon entretien avec le général, et il dit : « Richard tu m'ouvres des horizons c'est mon boulot, c'est moi le responsable du personnel je prends l'affaire à mon compte », et il se met sur cette affaire dans laquelle personne n'avait pensé mettre le nez, et que j'avais découverte. Quinze jours après, à une réunion avec Gueï, Kokora était là et il dit « Richard, merci d'avoir soulevé ce lièvre, grâce à toi, j'en ai trouvé qui était papa à un an ! ». (Rires) Et c'était vrai ! Du coup les juges se sont fait remonter les bretelles ! Eux, il suffisait de leur donner un peu de pognon et en échange, ils modifiaient toutes les dates que l'on voulait. Donc voilà une des affaires que j'ai eues à traiter, entre autres.

Delphine COMPAORÉ : *Et votre expérience au Tchad ? Ces coups d'État quand même c'était quelque chose !*

Colonel Richard TISSOT : *Au Tchad, j'étais affecté dans un régiment français. C'était le 6^e régiment interarmes d'outre-mer. Je commandais l'escadron blindé. Dans plusieurs pays, nous avions des forces stationnées : au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Tchad, Bangui est venu après. Dans nos casernes on levait en même temps le drapeau français et le drapeau tchadien, l'un à côté de l'autre, de même qu'en Côte d'Ivoire ou ailleurs. Ce que tout le monde ne savait pas forcément, c'est qu'en marge de ces accords de défense (« on est là pour vous défendre si vous êtes agressés par un pays frontalier ou par une force étrangère ») il y avait des accords secrets. Les accords secrets les trois quarts du temps concernaient la sécurité personnelle du président et de ses proches. Si la vie du président était menacée, par un coup d'État par exemple, les troupes françaises devaient le protéger, l'évacuer, le sauver.*

Quand j'étais au Tchad en 1975, le président s'appelait François Tombalbaye. Le 12 avril au soir, un samedi, je sors avec un copain qui lui, était coopérant dans les forces tchadiennes. Il commandait l'école des cadres, au camp Koufra, qui était à N'Djamena. On sort, on fait un tour dans les boîtes, puis on rentre chacun chez soi à 1:00 à 1h30 du matin. Moi à l'époque j'étais au "célibatorium". Tout près du Chari, lui il avait une femme et des enfants il rentre chez lui. Ça faisait trois mois que j'étais au Tchad. À 6:00 du matin, le dimanche 13 avril, j'entends des bruits sourds très curieux et puis je dis « tiens, on m'avait dit que la saison des pluies ça commençait au mois de mai ou juin. Il me semble entendre le tonnerre, mais peut-être ai-je trop bu hier soir ? » Mais, au bout d'un moment, bien réveillé, je me rends compte que ce n'était pas vraiment un bruit de tonnerre, c'était autre chose. Ça faisait boum... Ça roulait. Je regarde par ma fenêtre dans le jardin du « célibatorium » et là, je vois des Tchadiens qui rampaient, armés jusqu'aux dents, avec des mortiers de 60 et de 81. Je mets un moment à réaliser qu'un coup d'État était en route ! Mon lieutenant en premier, était lui aussi au « célibatorium ». Il dormait à poings fermés, et les explosions, il ne les avait pas entendues. J'ai tapé à sa porte et j'ai dit : « debout, tenue de combat ». Il me regarde, étonné, à peine réveillé et me dit : « mon capitaine, aujourd'hui c'est dimanche ». Je lui dis : « dimanche ou pas, je vous répète alerte, dépêchez-vous, et c'est une alerte réelle, pas un exercice ! » J'avais ma Jeep au pied de l'immeuble. Je lui dis : « préparez-vous, on va à l'escadron, on va mettre l'escadron sur pied, parce que là il se passe quelque chose de pas normal du tout, je prends l'initiative de mettre l'escadron sur pied de guerre ». Il se prépare, il monte à côté de moi dans la jeep et, vous ne connaissez pas N'Djamena ? Et, devant la cathédrale, il y a une grande place, et là ça tirait des deux côtés. D'un côté il y avait les forces loyalistes et puis de l'autre côté, il y avait les rebelles. Les rebelles essayaient de sortir Maloum qui était en tôle. Le général Maloum dont le président se méfiait au point de l'avoir emprisonné... Mon lieutenant, qui s'appelle Sirot me dit : « mon capitaine on ne peut pas passer là, ils sont en train de se tirer dessus ». Je conduisais la jeep découverte et j'ai fait un grand geste du bras, comme ça. C'est incroyable, mais ils se sont tous arrêtés de tirer, ils nous ont laissé passer, je suis passé avec ma Jeep, j'ai traversé la place et, tout de suite après mon passage ils ont recommencé à se tirer dessus. (Rires). C'est authentique !

Je suis arrivé à l'escadron, je n'avais pas tout le monde, c'était dimanche il y avait des gens qui n'étaient pas encore rentrés, ils étaient en permission jusqu'au lundi matin. Mais l'info du coup d'État s'est répandue en ville comme une trainée de poudre, et mes soldats revenaient

spontanément à l'escadron. J'ai dit : « sortez vos paquetages d'alerte, percevez les munitions réelles et mettez les automitrailleuses en route ».... Le colonel arrive. Il fait téléphoner chez moi, on lui dit que j'étais parti spontanément au régiment. Lui, il attendait les ordres de Paris. Il voulait savoir s'il fallait appliquer les accords secrets de défense, sauver ou ne pas sauver Tombalbaye, c'est une décision à prendre par le président de la République française. On aurait pu le faire, si on avait reçu l'ordre de le faire. Ce n'était pas difficile, de contrer une poignée de rebelles. On serait intervenu, et tout se serait arrêté. Mais on ne pouvait pas le faire sans l'accord de la présidence de la république. Pendant deux, trois, quatre heures, l'ambassadeur, le colonel et d'autres autorités françaises, tout le monde a essayé de joindre l'Élysée. Giscard d'Estaing était introuvable ! Il était parti pour ce week-end de Pâques.

Dans la matinée, un copain de promo tchadien du nom de Zacharia et qui faisait partie des putschistes, m'appelle et il dit : « ça y est Tombalbaye est mort ». Je lui dis « répète ! ». Il répète « Tombalbaye est mort, on l'a flingué ». Je vais voir le colonel, je lui dis, « il paraît que Tombalbaye est mort ». Il dit, « attendez, je vais vérifier ». Quand des bruits courent il faut vérifier, recouper les renseignements : il vérifie, revérifie, re-revérifie. L'ambassadeur Raphaël-Leonard Touze vérifie de son côté et confirme. Il a lui-même vu le corps de Tombalbaye mort. Voilà, à quoi servaient les accords secrets de défense : ils ne servent à rien si on n'arrive pas à joindre le président de la république française afin qu'il donne son feu vert à notre intervention ! Pour qu'il nous dise « vous agissez ou vous n'agissez pas ». Ce jour-là, on n'a rien fait pour François Tombalbaye malgré les accords. Dans cette affaire il y a eu à peu près 400 morts. Maloum est sorti de prison, il a pris le pouvoir.

À cette époque, il y avait l'affaire Claustres, du nom de cette femme enlevée depuis plus d'un an par Hissène Habré, et dont personne ne parlait jusqu'à ce qu'un reportage à la télévision française finisse par émouvoir le peuple de France. L'émotion est telle que le Président de la République française se sent obligé de faire quelque chose. Maladroitement encore une fois, Giscard et le gouvernement français négocient directement avec Hissène Habré, s'affranchissant des autorités en place à N'Djamena. On effectue des survols du Tibesti, avec les avions de l'armée de l'air, des avions de transport et on désigne Stéphane Hessel comme négociateur direct avec Hissène Habré. Hessel se pose clandestinement au Tibesti sans passer par N'Djamena sur une piste de fortune avec un Transall. Comme convenu avec Habré, il arrive avec une grosse

valise bourrée de billets de banque, plusieurs millions de francs, en échange de la libération de Françoise Claustre. Il remet donc le pognon à Hissène Habré qui lui dit : « merci, mais je garde la fille ». (Rires). Et Hessel repart sans la mère Claustre, et sans l'argent. Mais alors, Maloum se fâche et dit : « vous n'avez pas à traiter directement avec les rebelles dans le nord de mon pays, c'est moi le chef de l'État. Si vous voulez traiter avec eux, je n'y suis pas forcément opposé, mais la moindre des choses c'est de passer par le gouvernement tchadien. Comme vous ne l'avez pas fait, dehors ! Je vous donne un mois pour retirer les troupes françaises stationnées au Tchad ». On n'y croit pas, on se dit qu'il a dit ça sur un mouvement d'humeur. Et puis il maintient sa position : « je vous donne un mois pour foutre le camp ». Tout le monde se dit qu'au bout d'un moment ça va s'arranger. Mais ce ne fut pas le cas : au bout d'un mois, le régiment est parti, en abandonnant tout sur place. On est parti par voie aérienne puisqu'il n'y avait pas de port, on n'a pas pu passer par le Cameroun. On avait droit par famille à une caisse de 1 m³ ! Je ne sais pas si vous voyez, mais 1 m³ ce n'est pas grand-chose. Il a fallu abandonner la bagnole machin et bien d'autres choses. Voilà, c'est aussi mon expérience de l'Afrique assez étonnante.

Delphine COMPAORÉ : *Ça devait être assez terrible, parce que le plus souvent on accuse les militaires français et la France, de tirer les ficelles, politiquement et militairement, dans ces pays africains. Ça dû être une position assez difficile et inconfortable pour les militaires français que vous étiez ? Non ?*

Colonel Richard TISSOT : *J'ai trouvé ça bien de la part de la France d'ailleurs, de respecter la souveraineté d'un pays, qui avait décidé qu'on devrait foutre le camp. Il n'y a pas de raison qu'on reste de force dans un pays qui nous accueille. On est les hôtes de ce pays, le jour où il décide du divorce, il a le droit de le faire. Moi je pense que les maladresses, elles venaient surtout du gouvernement français. Il n'y avait pas de raison de traiter le Tchad comme s'il n'avait pas de gouvernement, en disant « on s'en fout de ce qu'ils disent » ! C'est un pays indépendant. Je ne raffole pas de Maloum, mais il était dans son droit le plus strict. C'était à lui de décider s'il voulait nous garder ou non. S'il ne veut pas nous garder, on doit partir ! On n'y a pas cru, on s'est dit, « il fait son malin pour amuser la galerie mais ça va s'arranger ». Eh bien ça ne s'est pas arrangé !*

Delphine COMPAORÉ : *Justement, je parlais du coup d'état. Parce que généralement, lorsqu'il y avait un coup d'état en Afrique, on disait tout de suite que la France était derrière. Et là, la France n'était au courant de rien.*

Colonel Richard TISSOT : *Non, la surprise était totale. Ils s'étaient débrouillés, les putschistes, pour ne rien laisser filtrer. Souvent on avait des infos par les services de renseignement, par des « locaux » qui nous parlaient, des résidents du pays qui se confiaient, mais là, la surprise fut totale ! Totale ! Alors, suite à cette affaire, je veux dire par la suite, quand j'étais en Côte d'Ivoire, j'étais quand même à un endroit tout à fait privilégié pour savoir ce qui se passait. Le gouvernement français, les services de renseignement français, l'ambassadeur de France qui s'appelait Dupuch, l'attaché militaire c'était un colonel, souvent m'invitaient, me contactaient en me disant : « allez dis, Gueï, il va faire un coup d'État ou non ? ». Combien de fois ai-je entendu cette question ! Et je leur disais, Gueï ne fera pas de coup d'État, tant que Houphouët sera au pouvoir, mais après je n'en sais rien. Je ne peux pas le dire mais, Gueï est un loyaliste, il adore Houphouët, et il avait beaucoup d'estime pour Alassane Dramane OUTTARA. Beaucoup d'estime. Il le prenait pour un type brillant, intelligent etc. L'ambassadeur me disait : « vous êtes sûr mon colonel ? » J'e répondais : « écoutez, je ne suis sûr de rien, mais je donne mon sentiment. Je vous dis que je serais extrêmement surpris que Gueï fasse un coup d'État ». Gueï avait deux idoles dans sa vie. Deux ! De Gaulle et Houphouët. Et il les mettait sur le même niveau. D'ailleurs, il avait deux hymnes nationaux. Comme il avait fait Saint-Cyr et l'école de guerre française, la Marseillaise ça comptait autant pour lui que l'Abidjanaise. Quand il entendait la Marseillaise, il se figeait au garde à vous, impeccable, et saluait, comme pour l'Abidjanaise. Le coup d'État surprise du Tchad avait servi de leçon, et les autorités françaises voulaient éviter la surprise du Tchad. Cela dit, quand Houphouët est mort, quelques mois après mon départ, la Côte d'Ivoire a beaucoup changée.*

Delphine Compaoré : *Que pouvez-vous dire donc, à ceux qui pour un événement quelconque, pense que la France est derrière et tire les ficelles ?*

Colonel Richard TISSOT : *(rires). Moi j'ai la preuve du contraire, je sais qu'au Tchad on a été totalement surpris. Maintenant, j'ai aussi la preuve que ça pu être vrai, en particulier en Centrafrique, là il n'y a pas à discuter, on a amené nous-mêmes notre « protégé » dans l'avion militaire français et l'avons installé au palais présidentiel. (Rires).*

Delphine Compaoré : *Dites-nous comment ça s'est passé en Centrafrique alors ? (Rires).*

Colonel Richard TISSOT : *Je n'ai pas vécu en Centrafrique, mais j'ai lu partout, des amis me l'ont raconté. Quand j'étais à l'école de guerre, de 1980 à 1982, les stagiaires français, étaient capitaines ou commandants avec quelques très rares lieutenants colonels. J'étais moi-même capitaine. Il y avait des officiers étrangers et parmi eux, il y avait un Centrafricain qui lui était général ! À l'école de guerre tout le monde se tutoie, quel que soit le grade, et j'ai donc tutoyé François Bozizé. Aujourd'hui il est chef de l'État. Un jour, la deuxième année, il dit « hop je m'en vais, on m'appelle là-bas au pays ». Et il est parti pour des responsabilités politiques. Je ne sais pas s'il a été tout de suite président ou alors premier ministre ou ministre de la défense. Et j'ai vu qu'il était toujours chef de l'État.*

Delphine Compaoré : *Vous avez contribué à former des officiers et des cadres de défense internationaux dont des Africains. Vous avez également occupé des postes de responsabilité au sein des forces françaises installées en Afrique, actions qui rentrent dans le cadre de la coopération internationale entre votre pays et certains pays africains. Colonel Tissot parlez-nous de cette coopération. Quels étaient les objectifs de départ ?*

Colonel Richard Tissot : *Au départ, avant les indépendances, il y avait quand même pas mal d'Africains qui servaient dans les régiments français. Les régiments de tirailleurs, les régiments de la coloniale, ce qu'on appelait à l'époque coloniale, et qui a changé de nom en 1958. Il y avait quelques braves types de petit niveau, et il y avait quelques officiers. À partir de ce vivier, il a fallu créer de toutes pièces des armées africaines, dès l'avènement des indépendances, et instruire ces gens, les monter d'un cran. Les postes de moyen et de haut niveau occupés par des Français avant les indépendances devaient être tenus par des Africains dans leurs armées en construction. Et ça ne s'improvise pas. On avait convenu avec tous ces pays, de les former, de les accueillir dans les écoles en France, ou de les faire former sur place par des cadres qu'on envoyait chez eux. Il y avait des sous-officiers, les officiers supérieurs français qui les aidaient, qui leur apprenaient le métier, qui les formaient et qui, pour dire la vérité dirigeaient en sous-main ces jeunes armées pendant les premières années (en gros, de 1960 à 1970). Parce qu'il ne s'agissait pas seulement d'apprendre à être un bon soldat sur le terrain, il y a toute l'organisation administrative. Comment gérer le personnel, comment faire monter en grade, comment écrire des règlements, gérer les matériels, les munitions, les carburants, le budget etc.*

On les a aidés dans tous ces domaines. Euh ... Avec un certain succès, et ces succès passaient surtout par l'envoi en France dans des écoles d'officiers, comme par exemple Saint-Cyr. Donc, ces gens revenaient chez eux, après deux ans en France. Ils revenaient mais ils perdaient beaucoup de leurs acquis, parce qu'ils étaient replongés dans un système qui n'était pas le même que chez nous. S'ils essayaient d'appliquer ce qu'ils avaient vu en France, mais ils étaient contrés par l'entourage immédiat, l'environnement, les traditions, « on ne fait pas comme ça, chez nous ce n'est pas comme ça, tu n'es plus en France etc. ». Nous, Français avons parfois commis des maladresses ! Je vais vous citer quand même mêmes quelques maladresses qui ont pu exister. Quand, j'étais avec Gueï, le gouvernement français me dit de proposer au général d'envoyer huit ou dix officiers ivoiriens faire le stage d'application de l'école de l'artillerie à Draguignan. Il m'a ri au nez et il avait mille fois raison. Il m'a dit : « qu'est-ce que tu veux qu'on aille foutre dans ton école d'artillerie ? Pourquoi des artilleurs ivoiriens iraient-ils à Draguignan ? Pour apprendre à utiliser des missiles sol-air, des Hawks et des Roland, qu'on n'a pas et qu'on n'aura jamais ? Ils vont être formés en sol-sol sur des automoteurs de 155 AU-F1, qu'on n'a pas et qu'on n'aura jamais ? » Il avait raison, car l'artillerie ivoirienne n'était équipée que de mortiers de 120. Et les mortiers de 120 en France, sont dans l'infanterie, et c'est à l'école d'infanterie à Montpellier que l'on enseigne l'utilisation et l'emploi de cette arme. Et Gueï d'insister : « qu'est-ce que je vais envoyer des gens faire la bas ? Ils vont voir des chars avec des chenilles, des bidules, des lasers des trucs, on n'en a pas ! » Donc, nous propositions parfois des stages qui ne correspondaient pas aux besoins des Africains. J'ai, par conséquent, fait rectifier le tir en disant : « soit on envoie des instructeurs fantassins spécialistes du mortier de 120 en Côte d'Ivoire, soit on envoie des officiers ivoiriens à Montpellier à l'école d'infanterie faire le stage de mortier 120, mais pas autre chose, ce n'est pas la peine puisqu'il n'y a pas autre chose dans l'armée ivoirienne puisque les bataillons d'artilleries de l'armée ivoirienne ne sont équipés que de mortier 120 ». Voilà le genre d'erreur qu'on peut faire. Moi j'ai vu des officiers... Mon expérience de l'école de guerre, maintenant. Il y avait des stagiaires du monde entier. Les Africains étaient sérieux, relativement sérieux, ils étaient pleins de bonne volonté. Ils étaient moins sérieux que les officiers français mais relativement sérieux. Il y avait des cours qu'ils séchaient et ils avaient bien raison. Ça ne les intéressait pas du tout, le problème de l'arme nucléaire franchement ils n'en avaient rien à foutre. Un officier burkinabé qui va se payer une semaine d'exercices sur les plages de débarquement, comme il n'y a pas de plage au Burkina, il

s'en foutait. (Rires). Mais c'est vrai : Tu vois ! Le Tchadien c'était pareil. Débarquer sur une plage du Chari, la pirogue ça suffit, il n'y a pas besoin d'armer des armadas de bâtiments de haute mer. (Rires). Voilà, on avait un peu ce défaut. Je vais utiliser un mot qui peut choquer mais si j'ai trouvé qu'il y avait des officiers branleurs et super branleurs, c'étaient les sud-Américains. J'ai vu de ces mecs alors ! Des Nicaraguayens, des Colombiens, les Vénézuéliens, ils n'en avaient rien à foutre. Ils étaient venus passer deux ans de vacances à Paris ! Ils ne foutaient rien.

Delphine Compaoré : *Dans cette coopération internationale militaire, y avait-il une différence de façon de faire d'avec les autres, tels Américains, Canadiens, Anglais, Chinois, Allemands etc.*

Colonel Richard TISSOT : *Il y avait un avantage pour nous, pour la France. Je me mets à la place d'un Africain qui doit aller ailleurs pour s'instruire en dehors de son continent. Il y avait des relations historiques, on se connaît entre Français et Africains. Il y avait quand même des liens qui existaient et surtout des relations de langue. Il y avait quelques pays qui envoyaient des officiers en stage en URSS, comme la Guinée du temps de Sékou TOURÉ ; c'était catastrophique. Les Russes se foutent complètement des Africains et, pire que ça, ils étaient d'un racisme paraît-il épouvantable, en plus il y avait l'écueil de la langue. Un officier guinéen qui arrivait là-bas, il avait froid. En France il ne faisait pas toujours chaud mais là-bas c'était pire. Donc, on avait ces avantages. Je parle là des anciennes colonies françaises. Les Africains anglophones, c'est vrai qu'on n'en voyait pas beaucoup. Il n'y a pratiquement pas de Kenyans ou d'Ougandais qui viennent en stage chez nous.*

Delphine COMPAORÉ : *Les tous premiers militaires formés en France ont été pratiquement les premiers responsables des pays africains. Ils ont pris la relève après les indépendances, et joué des rôles assez importants. Est-ce que ça expliquerait le fait qu'il y ait beaucoup de militaires dans la vie politique et administrative, mais aussi le fait qu'il y ait des coups d'État ? Est-ce que ceci expliquerait cela ?*

Colonel Richard TISSOT : *On peut l'expliquer autrement. Je vais faire une comparaison avec ce que j'ai connu en Asie. En Asie, il arrive qu'il y ait des coups d'État. L'ambassadeur de France au Bangladesh me faisait remarquer que les gens les plus éduqués et les moins corrompus étaient les militaires. En Thaïlande, un premier ministre sur deux est un ancien militaire, sans coup d'État parce qu'ils ont la culture de servir leur pays et que quand ils ont fini la carrière militaire,*

ils ont une aura, une importance considérable. Quand j'étais là-bas, le premier ministre était un ancien chef d'état-major, général de l'armée de terre. Le plus important c'était toujours le général de l'armée de terre, le général Chavalit, puis le général Chetta. C'est comme si, ici, on parlait tous les jours du chef d'état-major de l'armée de terre. Il était considéré comme un homme politique, un homme de pouvoir. Je ne sais pas mais la question qu'on peut se poser c'est : Est-ce parce qu'ils ont les armes qu'ils font des coups d'État ? Est-ce parce qu'ils ont les armureries qu'ils peuvent s'en servir ? N'y a-t-il pas de coup d'État civil ? Je veux parler du responsable, celui qui prend le pouvoir ; ce n'est pas forcément un militaire ! Il a l'armée pour lui. Il me semble bien qu'il y en a eu. Maintenant c'est vrai qu'il y a des rapports de cause à effet, mais c'est dans le monde entier. Celui qui détient la force, il peut tenter de s'en servir.

Delphine COMPAORÉ : *Je vais préciser un peu cette question, liée à l'actualité, notamment à la nomination d'un diplomate militaire français, Saint-Cyrien, comme ambassadeur au Burkina Faso, ce qui a donné lieu à des polémiques dans quelques journaux français. La connaissance réelle de l'Afrique y est pour quelques chose peut être ? Parce que après tout en Afrique les militaires ont toujours été de tous les combats, et bien présents dans la vie politique, administrative, voire quotidienne des populations ?*

Colonel Richard TISSOT : *Il s'agit de Beth ? Il connaît l'Afrique. Moi je dis que le militaire français quand il atteint l'âge de la retraite, il passe à autre chose. Il y en a qui sont nommés au Conseil d'État ; il y en a qui sont grands chanceliers de la Légion d'honneur ; et il y en a quelques-uns qui partent comme ambassadeur. Ce n'est pas le premier. Au Gabon en 1985, il y avait DABEZIE, un ancien colonel qui avait été désigné comme ambassadeur au Gabon. Il y avait l'amiral LANXADE, Chef d'état-major des armées, quand il a quitté l'uniforme, il s'est retrouvé comme ambassadeur en Tunisie. Il y a quelques autres exemples. Pour moi, ce qui compte c'est l'expérience des gens qui connaissent ou qui ne connaissent pas les pays dans lesquels ils étaient désignés. Les trois quarts des ambassadeurs français, ne connaissent presque rien des pays dans lesquels ils arrivent. C'est vrai ! Il y a quelques-uns qui font une carrière, par exemple asiatique etc. et qui connaissent bien l'environnement local. Moi, ce qui m'importe d'un ambassadeur, ce n'est pas de savoir ce qu'il était avant, mais sa connaissance des usages diplomatiques, bien sûr, mais aussi et surtout des mœurs et usages du pays. En Thaïlande pendant un moment, pour le récompenser, un type est arrivé, son premier métier, c'était*

gynécologue. Gynécologue de Mme Mitterrand. Je vous jure que c'est vrai ! Le gynécologue de Mme Mitterrand a dit au président de la république française, j'en ai marre d'être toubib, et il est parti comme ambassadeur de France en Thaïlande. Il ne connaissait rien de la Thaïlande etc. C'est très mal perçu par les ambassadeurs des autres pays et par le pays lui-même ! Les Thaïlandais ont dû se dire ce n'est pas sérieux ! Il ne connaissait rien à la Thaïlande, à la diplomatie, rien. On lui a dit, ce n'est pas grave il y a un premier conseiller, un deuxième conseiller, un premier secrétaire d'ambassade, ils savent comment ça marche. Pour moi, l'ambassadeur ça peut être... Je crois que récemment il y en a un, je crois que c'était à Dakar, qui était écrivain, Jean Christophe Ruffin. Il fut un bon ambassadeur. Un ambassadeur, ça peut être n'importe qui. On peut être désigné comme ambassadeur même si on est coiffeur. Il n'y a pas de règle sauf la volonté du chef de l'État.

Delphine COMPAORÉ : *Est-ce que c'est un choix stratégique, comme le disent certains, de nommer un militaire, dans cette région sahélienne, où il y a quelques soucis de sécurité ? Est-ce un choix stratégique pour la France ? Je rappelle que les Américains ont aussi fait le choix d'envoyer un militaire.*

Colonel Richard TISSOT : *La zone, Mali, Niger, Burkina ? Et Al Quaida qui enlève des gens ? C'est fort possible mais c'est un cas ponctuel, je pense. Comme il n'avait jamais eu un ambassadeur militaire au Burkina, il y en a eu au Gabon. Quand j'étais en Côte d'Ivoire, ce n'était pas du tout un militaire, c'était Dupuch. Au Tchad, c'était un type qui avait fait son service comme officier de réserve. Il était passionné par l'armée. Au Tchad, à 45°, il avait le col cassé et les gants blancs, tout le temps. Raphaël Leonard Touze, un grand seigneur. Je n'ai jamais trop cherché à savoir ce que faisaient les gens avant. Sauf, ce qui m'a choqué, beaucoup plus qu'un militaire, c'est le gynécologue.*

Delphine COMPAORÉ : *Depuis 1960, cette coopération militaire qui est l'un des maillons parmi tant d'autres de votre coopération internationale, a sans doute évolué. Pour vous, en quoi consiste cette évolution, quelles en sont les causes et les raisons principales ?*

Colonel Richard TISSOT : *À mon avis, il y a une première évolution qui s'est faite progressivement : avec le temps qui passe, les Africains ont moins besoin de ce qui était indispensable au début des indépendances. Ils ne pouvaient pas se constituer une armée sans*

notre aide, c'était impossible ! Aujourd'hui ils ont moins besoin de beaucoup de choses. À titre d'exemple, j'en voudrais pour preuve les écoles africaines. Avant, tous les Africains venaient en France. Sous l'égide de la France qui y a contribué, qui a aidé, qui a fourni une partie de l'encadrement, des écoles de formation été créées, de plus en plus souvent installées sur le territoire africain, et mutualisées entre plusieurs pays. Quand j'étais en Côte d'Ivoire, on avait créé une école à Bouaké. Il y avait une école d'infanterie qui était je ne sais plus où. J'ai oublié le lieu où se trouvaient leurs écoles. Chaque armée avait son école et il y avait plusieurs pays qui contribuaient en fournissant les cadres et en fournissant un peu d'argent. Et les gens au lieu d'aller en stage en France, ce qui coûtait beaucoup plus cher en transport par avion et en coût de la vie sur place, ils faisaient leur stage entre Africains, avec une majorité d'instructeurs africains et un encadrement français qui allait en se réduisant. Quand, j'étais en Côte d'Ivoire, le chef de corps de cette école qui était à Bouaké, c'était un français, un lieutenant-colonel qui s'appelait Charguillon, et il avait deux adjoints français. Deux années de commandement après, ces deux adjoints ont été « ivoirisés » (remplacés par des officiers ivoiriens). Il fallait « africaniser » l'encadrement des écoles, en retirant progressivement les Français. Trois ans après mon départ, le commandement de l'école était lui-même africain. Donc petit à petit, il y a eu une relève, un désengagement parce que quand les Africains atteignaient le niveau qu'avaient les cadres Français, il n'y avait plus de raison d'envoyer des Français. Donc, la première raison du changement, c'est que les Africains se débrouillaient de mieux en mieux seuls. Ils ont de moins en moins besoin d'aide. S'ils ont besoin d'aide, c'est d'une aide financière plus qu'autre chose. Et la logistique, ça va avec. Parce qu'ils n'ont pas toujours les moyens, on leur fournit du matériel. Ça peut être... Je me souviens, en Côte d'Ivoire, on donnait des véhicules, dont on ne se servait plus en France. On les retapait, on ne leur envoyait pas non plus de poubelles, mais des cadeaux au lieu d'acheter. Certains véhicules étaient achetés au moins symboliquement à très très bas prix, les autres c'étaient des dons, dons de la France. Un jour, il y a 50 jeeps qui sont arrivées et qui étaient en bon état. Il y avait des camions, des treillis. Quand on changeait de modèle de treillis en France, il y en avait plein les magasins, quand on passait d'un modèle à un autre, les anciens on les donnait aux Ivoiriens, plus généralement aux Africains. Concernant l'armement, ils avaient acheté d'autres armes qui n'étaient pas françaises. Ils avaient acheté des fusils automatiques suisses. Je cherche les évolutions, et je crois qu'elles vont aller en se restreignant, parce qu'il y a une concurrence d'autres pays, qui veulent se présenter pour former les armées

ivoiriennes, étant entendu que, ce qui paraît être de la gentillesse et de l'amabilité pour les aider, sont en fait des arrière-pensées qui permettent de s'installer dans le pays et essayer d'y acquérir de l'influence. Cela a été le cas des Israéliens qui ne se sont pas gênés, des conseillers israéliens qui se sont installés dans plusieurs pays, et du coup Israël a pris du poids dans certains pays d'Afrique (surtout anglophone). Concernant les Chinois, je crois qu'il n'y a pas de coopération du tout, je n'ai pas vu d'instructeur militaire chinois, même récemment. En revanche, la Chine envahit littéralement l'Afrique, au plan économique. S'ils peuvent s'installer et faire du commerce, pomper le pétrole, les Chinois ne vont pas hésiter. Eux, ils se fichent complètement de la moralité, des droits de l'homme, de la démocratie etc. Seuls comptent les résultats commerciaux.

Delphine COMPAORÉ : *Et les Américains, j'ai l'impression qu'ils font un retour... ?*

Colonel Richard TISSOT : *j'ai l'impression que les Américains sont beaucoup moins intéressés maintenant. Bon, ils essayaient d'avoir quelques points d'appui quelque part, mais ça m'étonnerait qu'ils cherchent à installer une base à Ouagadougou. Ils se sont installés à Djibouti parce que c'est stratégiquement super important. Qu'ils essaient d'avoir quelque chose du côté du Sénégal ça ne m'étonnerais pas, mais à l'intérieur de l'Afrique, je le vois mal. Sauf s'il s'agit de gisements de pétrole ou de minerais rares, stratégiques.*

Delphine COMPAORÉ : *Quand même la France est en train de fermer quelques bases en Afrique ? Je veux parler de la renégociation des accords de coopération et la fermeture des bases. Elle renégocie certains accords, c'est quand même une grande évolution ? Est-ce à dire qu'elle n'a plus besoin d'y être militairement ?*

Colonel Richard TISSOT : *Je ne crois pas que ce soit ça. Je pense que ça n'aurait pas été inintéressant pour la France de rester là où elle était. L'armée de terre française par exemple, est surbookée, on n'arrive pas à faire tout ce qu'on nous demande de faire, avec l'Afghanistan, le Kosovo, le Liban. 2000 hommes au Liban, 3000 dans l'opération Licorne, 2800 à Kaboul, des gens un peu partout dans le monde. Je crois qu'il y a des raisons économiques et des raisons d'effectifs, qui font qu'on ne peut pas rester partout. On a préféré garder Djibouti pour sa proximité du Moyen Orient et le contrôle de la voie maritime d'importance majeure, mais on vient de quitter Dakar. Il reste une petite base, avec des gens qui peuvent accueillir, des unités de*

passage un peu comme on fait à Abu-Dhabi. En fait il y a à peu près 150 hommes ou 200 qui sont là, et au cas où il faut réactiver, pour faire débarquer des gens, ce serait une facilité. Mais il n'y a plus de stationnement d'un bataillon permanent.

Delphine COMPAOÉ : *il y a aussi la Côte d'Ivoire ?*

Colonel Richard TISSOT : *la Côte d'Ivoire c'est différent. Les affaires ont mal tourné entre la France et les Ivoiriens. Il y a quand même eu des incidents graves ! Il y a eu des échanges de tirs avec l'armée française en plein Abidjan. Il y a eu treize ou quatorze morts. Et la France a forcé la main des Ivoiriens pour scinder le pays en deux, entre le Nord et le Sud, et en contrôlant elle-même la ligne de démarcation (opération Licorne, un truc un peu spécial, un peu tordu). Ce qui fait que les Ivoiriens raffolent un peu moins des Français. À Bouaké, il y a eu une action de guerre de l'armée ivoirienne contre la base française qui a fait pas mal de morts, et du coup les Français ont répliqué en détruisant tous les moyens aériens ivoiriens. Ça été très grave, et rien ne sera plus comme avant.*

Delphine COMPAORÉ : *Quelle analyse faites-vous, de la coopération internationale d'une manière générale entre les acteurs internationaux, dont la France et les pays africains, sur 50 ans d'indépendance ?*

Colonel Richard TISSOT : *Pendant ces 50 ans, la France et les autres pays occidentaux, en général, voire au-delà, ont considéré comme naturel, que la France reste en Afrique parce que c'était ses anciennes colonies, que c'était son pré carré, et nous étions bien contents d'y être. La première raison était diplomatique plus qu'autre chose, parce que De Gaulle était bien embêté avec la guerre d'Algérie. La France était souvent mise sur la sellette à l'ONU, et quand on y appelait à voter contre la France, qui devait donner l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie, qui devait donner l'indépendance à l'Algérie etc. il ne fallait pas être seul. Au moment des votes, il y avait 18 pays qui soutenaient inconditionnellement la France. Ça, ça a l'air de rien, mais ça a beaucoup compté. Dans l'esprit de De Gaulle et autres, on n'était pas seuls, on nous soutenait. Et ces pays africains, cette attitude de soutien à la France au plan diplomatique, quelles que soient les questions posées d'ailleurs, ils étaient toujours d'accord avec nous. Par ailleurs, on ne pouvait pas faire autrement que de rester présents. On n'imaginait pas partir en 1960, au moment des indépendances, ce qu'on fait d'ailleurs les Anglais dans certains pays en leur disant*

«vous voulez être indépendants, on retire nos billes, on s'en va complètement, démerdez-vous tous seuls. » Il y avait cette obligation morale, d'aider ces pays qui, partant de zéro, devaient se construire entièrement un État, une administration... Donc la coopération, n'était pas uniquement dans le domaine militaire, elle touchait à tous les domaines. Il y avait des médecins français qui restaient là-bas, il y avait des ingénieurs, des enseignants, il y avait des coopérateurs dans tous les domaines. Moi, je pense qu'il n'y a aucune honte à avoir aidé les pays d'Afrique. C'était un devoir moral ; on ne pouvait pas les laisser seuls. Si on les avait laissés seuls, quelqu'un aurait pu s'engouffrer dans la brèche. Je pense en particulier à l'époque, à tous les pays de l'Est communistes. Ce qu'a fait Sékou TOURÉ, il s'est tourné vers l'URSS. Il n'y a pas eu que lui ; il y a eu Ratsiraka de Madagascar qui avait fait aussi le coup. On n'avait pas envie d'avoir dans le sud de l'Europe des pays qui deviendraient staliniens, offrant aux Russes une possibilité de contourner les occidentaux au sud. Donc, on est resté pour les aider dans tous les domaines y compris le domaine militaire. Il se trouve que par chance, ces pays africains n'ont eu que très peu de guerres, juste quelques incidents de frontières entre deux ou trois pays, y compris le Mali ou d'autres, comme le Cameroun avec le Nigéria. Il y a eu la province de Cabinda mais il n'y a jamais eu de grosse guerre. Récemment, la Côte d'Ivoire a soupçonné le Burkina d'encouragement aux rebelles du Nord.

Delphine COMPAORÉ : Au début du conflit cependant, certains acteurs évoquant ces accords secrets avaient voulu mettre ce conflit sur ce registre, je ne sais pas si vous vous en rappelez ?

Colonel Richard TISSOT : Mais là, la France avait mis en place cette opération Licorne, qui avait pour but de séparer les belligérants du nord et du sud de la Côte d'Ivoire.

Delphine COMPAORÉ : Elle semble avoir joué d'ailleurs habilement ? Je ne sais pas, qu'est-ce que vous pensez ?

Colonel Richard TISSOT : Je ne sais pas. Je ne suis pas sûr que ce soit si habile que ça. Finalement, ce que je pense, les deux parties, les Nordistes comme les Sudistes reprochent à la France de les avoir empêchés de vider l'abcès entre eux et de prolonger un système malsain. Certains nordistes nous détestent, parce que nous les avons empêchés de prendre le pouvoir. Ils avaient logiquement les moyens de le faire. Le Sud, nous fait la même remarque en disant, « on a plus l'autorité sur le nord, parce que la France a coupé le pays en deux ». Alors, on peut être très

bien vu ou très mal vu des deux côtés ; ça dépend de comment on perçoit l'affaire. Je me souviens très bien des accords de Marcoussis, c'était en 2002. Et j'ai hurlé de rire, puisque c'était Villepin qui réglait l'affaire. Il était à Marcoussis où il avait réuni opposants et partisans de Gbagbo. Le soir, il est sorti et il a dit : « les problèmes de Côte d'Ivoire sont terminés. Ça y est, tout le monde a signé, c'est fini ». J'ai hurlé de rire ; j'étais avec des amis. J'ai dit « ce type n'a jamais foutu les pieds en Côte d'Ivoire. Il n'y est jamais allé! ». C'est là que je dis que, quand on ne connaît pas, on ferme sa gueule. S'il croit que parce qu'ils ont signé chacun un papier avec une baïonnette dans le dos, ils vont rentrer chez eux et que tout est fini, il se trompe complètement, et la Côte d'Ivoire, 8 ans après, ce n'est toujours pas fini ! Alors, ce genre de rigolo diplomate français, gominé machin, qui croit que la France décide et impose ses vues à des adversaires déterminés à ne rien céder... Non ! L'Afrique c'est plus compliqué que le pense Villepin.

Delphine COMPAORÉ : *La coopération d'une manière générale, à l'avenir, après 2010, avec ses partenaires internationaux dont spécifiquement la France ?*

Colonel Richard TISSOT : *Plutôt que de parler de coopération, il faut s'orienter vers des relations amicales, entre des pays qui doivent se considérer comme étant à responsabilité égale de part et d'autre ; peut-être pas en 2010 mais en 2020. Nous ne devons plus être le maître qui va apprendre aux élèves, je crois qu'il faut qu'on tourne cette page. Les armées africaines ont maintenant acquis un niveau suffisant, une bonne autonomie. Que les militaires africains aillent en stage oui, pour se perfectionner dans certains domaines pointus, mais qu'on ait des Français sur place qui leur apprennent à démonter un fusil, c'est fini ça. La coopération n'est plus de ce niveau-là ; ça, ils savent le faire seuls. On coopère avec les Allemands avec les Anglais avec les Belges etc. C'est ce genre de coopération d'égal à égal qu'il faudrait avoir. Nous envoyons des militaires français dans les écoles anglaises, les Anglais nous envoient des militaires anglais chez nous. Je crois qu'il va falloir que petit à petit, l'on oublie ce rapport de maître à élève. On peut avoir des rencontres avec les pays africains au plan militaire où chacun exprime son point de vue ; et ce n'est pas un qui est demandeur et l'autre donneur. Je ne parle pas de l'aide financière qui peut perdurer un temps en diminuant progressivement. La priorité des pays d'Afrique ne doit pas être l'achat d'armes sophistiquées. Ils ont des problèmes plus importants à régler. Sauf si c'est parce que leurs frontières sont menacées. Mais quelles sont les menaces sur ces pays africains ? Je me souviens, ce qui m'avait frappé en Côte d'Ivoire, c'est qu'il y avait une*

armée de 16000 hommes (terre, air, mer, gendarmerie). Ce n'est rien pour un pays qui fait les deux tiers de la France et qui avait 14 millions d'habitants, et qui a des frontières avec le Burkina, avec le Mali, le Ghana, le Libéria, la Guinée. Pour pallier cette faiblesse du nombre, il y avait les accords de défense... Houphouët disait : « Nous, on ne veut pas avoir une armée de cent mille hommes. S'il y a des problèmes, c'est vous les Français qui viendrez nous garantir nos frontières ». C'était un peu ça.

Delphine COMPAORÉ : *On parlait d'égalité en matière de coopération, mais on constate que les acteurs internationaux non seulement jouent la carte de l'influence entre eux, mais aussi avec les acteurs africains, d'où la difficulté de jouer d'égal à égal, en tout cas en ce qui concerne les Africains dans ces négociations. Qu'est-ce que vous en pensez ?*

Colonel Richard TISSOT : *Oui c'est difficile mais il le faut ; même si d'autres ne le font pas. Nous devons respecter ce principe : traiter avec eux d'égal à égal.*

Delphine COMPAORÉ : *Je précise la question, l'Afrique économiquement ne s'en sort pas, d'où les difficiles négociations quand elle se retrouve avec ses partenaires. Du coup, certains acteurs internationaux deviennent ceux qui dictent en fait leurs objectifs aux pays africains, que faire ?*

Colonel Richard TISSOT : *Eh bien il ne faut pas se laisser faire. À mon avis l'Afrique peut jouer... Une remarque que j'aurais dû faire depuis le début, c'est qu'on parle toujours de l'Afrique comme si c'était un pays, et l'Afrique c'est une énorme diversité de pays très différents les uns des autres. Qu'a la Somalie à voir avec l'Afrique du Sud ? Rien ce n'est pas du même domaine. Qu'est-ce que le Nigéria a à voir avec la Mauritanie. Le Nigéria, 120 millions d'habitants, et plein de pétrole, la Mauritanie c'est le désert avec des nomades. C'est difficile de parler du continent tout entier. Il y a des nuances à apporter en fonction des États.*

Delphine COMPAORÉ : *Je parle surtout des États que vous avez très bien connus, où vous êtes passés etc.*

Colonel Richard TISSOT : *Je prends le cas de la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire a de tels problèmes intérieurs, gravissimes, que finalement elle n'est pas audible à l'extérieur. Gbagbo, il a été élu en 2000 pour cinq ans, et son mandat prenait fin à 2005. En 2005, il aurait dû y avoir des élections, on est en 2010, elles n'ont toujours pas eu lieu. Elles auront peut-être lieu le 31*

octobre, à la date qui a été arrêté, mais ce n'est pas encore sûr. Mais c'est un scandale honnêtement vu de l'extérieur ! Si en 2012, Sarkozy arrive à la fin de son mandat et qu'en 2017, il n'y a toujours pas eu d'élections, et s'il dit « Moi je reste, il y a trop de bordel, dans le pays, on ne peut pas faire des élections », ce serait scandaleux, non ? Pour la situation intérieure de la Côte d'Ivoire, là je vais toucher un autre problème qui me tient à cœur. J'adore l'Afrique, la Côte d'Ivoire, que j'ai particulièrement bien connue, et je suis passé à Ouagadougou, c'est un peu la même ambiance. Mais à mon avis, le plus gros handicap de l'Afrique, ce n'est pas tant tout ce qu'on raconte, elle est surtout handicapée par les problèmes ethniques. Je trouve que c'est gravissime, ce qui se passe dans certaines régions par rapport aux ethnies. Au Tchad, entre les Saras et les Toubous, au Nigéria entre le Nord et le Sud. Il y a les ethnies et les religions. Il faut dire les choses comme elles sont. À la limite entre les zones habitées par les chrétiens et les musulmans, au Nigéria par exemple, c'est 600, 700 à 800 morts dans les villages régulièrement. Les Tutsis semblent être nés pour tuer les Hutus, et les Hutus nés pour tuer le Tutsis. On dirait qu'ils ont ça dans leurs gènes. Quand j'étais à Djibouti, le territoire s'appelait à l'époque le Territoire Français des Afars et des Issas. Il y a ces deux ethnies là-bas : un blanc, un Français qui arrive là-bas est incapable de les distinguer extérieurement. Ce n'est pas comme les Pygmées et les Bantous, ce n'est pas comme les Swahili et les Peuls etc. Impossible de les distinguer, mais ils ont ça en eux. Ils se ressemblent comme deux gouttes d'eau, mais les Afars détestent les Issas, et les Issas détestent les Afars. Et combien de fois ils se sont étripés ! Et, les Bétés détestent les Baoulés, les Sénoufo ne raffolent pas des Mandingues... Non, franchement c'est compliqué ! Alors le reproche qu'on fait aux colonisateurs, « c'est complètement idiot d'avoir coupé des pays comme ça en ne tenant pas compte des ethnies » mais cet argument ne tient pas la route non plus. En Côte d'Ivoire, il y a soixante ethnies alors que le pays n'est déjà pas immense, on ne pouvait pas non plus le diviser en soixante pour que chaque ethnie ait son territoire à part, ce n'est pas possible ! Moi j'ai peur que les ethnies ne grèvent l'évolution de l'Afrique. Autre chose : ça existe dans tous les pays du monde mais je crois que c'est un peu plus important en l'Afrique qu'ailleurs : la corruption. La corruption, ça bouffe les économies de ces pays .J'ai fait là une digression, mais je voulais le dire.

Delphine COMPAORÉ : *Quelles sont les chances de sortie de crise de la Côte d'Ivoire ?*

Colonel Richard TISSOT: *la Côte d'Ivoire elle-même ? Moi je pense qu'il faudrait : d'abord un, il faudrait qu'il y ait des élections honnêtes, et une bonne volonté de tous pour une réconciliation, indispensable pour un nouveau départ du pays. C'est là que je pense que le Président COMPAORÉ, a eu une action importante, c'est un homme qui, et ce n'est pas une digression pour vous, peut aider à la réconciliation entre les Ivoiriens. Il a pris de l'importance, il a une certaine sagesse.*

Je pense que COMPAORÉ a pris une telle envergure qu'il laisse les affaires intérieures à son premier ministre, et lui il traite, de l'international, il est au-dessus. Il a pris une certaine envergure, il a un rang, il est écouté par plusieurs, il n'y a pas que la Côte d'Ivoire, il a un rôle dans d'autres conflits entre les États. C'est un sage, partant d'un pays qui n'était pas le plus important de l'Afrique. Il a pris un peu le rôle qu'avaient Houphouët et Senghor avant. Qui d'autre que Blaise en Afrique aujourd'hui est une voix qu'on écoute, une voix respectée ? Il y a Toumani Touré, mais il est un peu écouté. Après, quand on regarde, parmi les problèmes dans cette région, il y a la Guinée qui ne s'en sort pas, il y a le Niger il y a le Togo. Il y a le Soudan et le Tchad, (s'il n'était pas frontalier du Soudan peut-être que ça serait différent mais le conflit soudanais, le Darfour, ça déborde dans l'Est du Tchad). J'avoue que pour le Soudan je ne vois pas d'issue. Est-ce qu'il faudrait en arriver à une partition ? Le Darfour indépendant ? Est-ce que le Darfour seul peut s'en sortir ? Complètement enclavé entre le Tchad et le Soudan, qu'est-ce que ça peut devenir un pays comme ça ? Le pire de tous c'est la Somalie. La Somalie c'est un non État. Depuis quinze ans il n'y a plus rien, chacun vit comme il peut. La Somalie c'est gravissime !

Delphine COMPAORÉ : *Justement pour la Somalie, l'UA etc., tout le monde se demande ce qu'il faut faire ?*

Colonel Richard TISSOT : *Je n'ai pas de réponse. D'abord, il faudrait un minimum de démocratie, sans demander à ce que ça soit parfait, ce n'est pas possible. La France a mis cent cinquante ans pour avoir une vraie démocratie, on ne peut pas demander à tous ces pays d'y parvenir en 2 ou 3 décennies. Autre chose : je pense aussi qu'il y a des richesses considérables en Afrique, pas partout, mais quand on voit ce que la RDC détient dans son sous-sol, il paraît que c'est ahurissant. La RDC pourrait avoir un PIB supérieur à la Chine ou égal aux États-Unis. C'est un pays qui est richissime. Mais les rivalités pour extraire, pour exploiter, ces richesses*

annihilent tout. Je n'arrive pas à voir comment ils vont s'en sortir, si ce n'est d'avoir des dirigeants désintéressés, qui ne veulent que le bien du peuple et pas forcément le leur ou celui de leur clan. Souvent ce n'est qu'une histoire de clan, d'ethnie. Une fois en Côte d'Ivoire, j'ai vu des ministres qui étaient critiqués parce que... Dans son village, les gens disaient « Il est sénoufo, il est quand même ministre, il ne fait rien pour nous, il ne pique pas le pognon pour nous ». Le pire, c'est que les autres ethnies approuvaient, considérant qu'il était anormal qu'il ne se serve pas.

Delphine COMPAORÉ : *L'Afrique en général, l'Afrique francophone en particulier, sa politique, son économie, sa gouvernance, ne s'en sort toujours pas. Certains sont accusés de vouloir gouverner à vie, et économiquement ce n'est pas gagné, alors, votre avis ?*

Colonel Richard TISSOT : *On va même bientôt le reprocher à Blaise COMPAORÉ (rires). À mon avis, je crois que la démocratie, si elle est vraiment appliquée en Afrique, on n'a pas à se soucier de savoir si un dirigeant doit gouverner à « vie », plus exactement très longtemps. Pourquoi pas ? Moi ça ne me choque pas, pour peu qu'il soit régulièrement réélu selon les règles de la vraie démocratie. Un type est élu, il a 35 ans. Il fait du bon boulot pour son pays. Dans cinq ans il se représente et il est réélu. Pourquoi on va lui dire tu as droit qu'à deux mandats ? À quarante ans, il est le meilleur, on va s'en priver pour mettre un tocard qui est moins bon ? Ce qui compte, si les électeurs veulent qu'il reste, laissons-le ! Moi ça ne me gêne pas que Blaise ou d'autres fassent 30 ans, ça ne me gêne pas du tout. Le jour où ses concitoyens ne veulent plus de lui, il faut simplement qu'ils puissent le sortir par des élections réellement démocratiques. La limitation des mandats, je trouve ça idiot. C'est idiot, même pour les États-Unis. C'est récemment qu'a été introduite la limitation à 2 mandats de 4 ans. Roosevelt a fait trois mandats, et rien ne lui aurait interdit d'en faire un quatrième s'il avait vécu. La France vient d'imiter les États-Unis, deux mandats. Imaginez qu'on ait un génie un jour. Un De Gaulle ou je ne sais quoi, et puis on lui dit, non c'est fini, tu n'as plus le droit de te présenter, et on va mettre un rigolo inexpérimenté à ta place. Tu n'as pas démérité, au contraire, mais tu n'as plus le droit de te représenter. Au Brésil, Lula vient de terminer son deuxième mandat et ne peut plus se représenter alors que son peuple l'adore, et qu'il a fait faire un grand bond en avant à son pays. Les Brésiliens vont donc élire une femme du même parti que Lula, une marionnette qui n'a aucun charisme, et c'est lui qui tirera les ficelles. C'est stupide : mieux aurait valu qu'il fasse un troisième mandat. Autre problème : comment constituer le corps électoral ? En Côte d'Ivoire il va y avoir les élections*

peut-être le 31 octobre (peut-être). La Côte d'Ivoire a actuellement seize millions d'habitants. La moitié a moins de 18 ans, et ne peut donc pas voter. Normal. Il reste donc huit millions d'électeurs potentiels Mais savez-vous combien seront autorisés à aller voter ? 3,5 millions seulement ont été autorisés à être inscrits sur les listes électorales ! Pourquoi ? On peut se poser la question, est-ce que c'est une démocratie ? On y établit les listes électorales en y refusant des citoyens parce que leur grand-père était burkinabè, leur cousin est malien. Est-ce une raison valable ? En outre, bien des gens qui sont en brousse ne vont pas s'inscrire non plus ! Ce n'est quand même pas normal que sur 8 millions possibles, il n'y ait que 3, 5 millions qui sont inscrits sur les listes électorales ! Il y a quand même des questions à se poser par rapport à la démocratie. Et puis, il y a les achats de votes. Ça n'existe pas qu'en Afrique. On réunit les gens au village et chacun reçoit 10 000 francs CFA pour voter en faveur du donateur, en se fichant complètement de son programme. Les gens prennent les 10 000 francs. Et ils vont voter pour lui. C'est étonnant d'ailleurs, parce que tu prends les 10 000 balles et quand tu te retrouves dans l'isoloir, tu peux voter ce que tu veux. Les Thaïlandais sont exactement comme ça, les Thaïlandais achètent des voix. Ce qui est surprenant, c'est que les gens sont vachement honnêtes (rires). « Il m'a donné cent balles, je vote pour lui », même s'il n'y a personne dans l'isoloir pour vérifier.

Delphine COMPAORÉ : *En Afrique ça pourrait être à cause de la parole donnée ?*

Colonel Richard TISSOT : *En Thaïlande, c'est ça : il m'a donné de l'argent, j'ai dit que je voterai pour lui, et je vote pour lui. Cela dit, la démocratie n'est nulle part parfaite, même chez nous.*

Delphine COMPAORÉ : *Le problème c'est que le plus souvent, c'est l'alternance qui revient comme condition sine qua non pour qu'il y ait démocratie.*

Colonel Richard TISSOT : *L'alternance ne constitue pas la démocratie. Quand un gouvernement a été mauvais, on vote pour un autre, et ça s'appelle une alternance. Si on est content de celui qui vient de faire le boulot, on a le droit de le réélire et ça reste de la démocratie, à partir du moment où c'est une majorité des gens qui veulent que ça continue comme ça, et que s'établit une vraie majorité pour maintenir le pouvoir en place. Le problème en Afrique c'est que neuf fois sur 10, quand il y a des élections, il faut que les instances*

internationales envoient des observateurs, ça prouve quand même qu'on n'a confiance en rien. Il y a des gens de l'ONU, des députés français et des « autorités morales » envoyés par des pays censés être démocratiques qui viennent voir les bureaux de vote, qui contrôlent le bon déroulement des élections et pour déjouer toute manipulation. Est-ce que nous on envoie des observateurs chez nous quand on vote ? Ça veut dire qu'il y a quand même un manque de confiance dans l'organisation des élections dans les pays africains. Mais il y a des progrès énormes, il faut dire les choses comme elles sont.

Delphine COMPAORÉ : *De nos jours, le président Wade est accusé de vouloir pourtant gouverner à vie ?*

Colonel Richard TISSOT : *Il est vieux ! À vie, ça ne va pas faire très longtemps (rires), il a 82 ou 83 ans. Non, Wade ce qu'on lui reproche, c'est qu'avec l'argent de l'État il a fait cette statue, la statue de la renaissance, vous avez vu, c'est incroyable ! Quand on voit ce que ça coûté (rires). Pour ce qui est de la « bonne gouvernance » en Afrique, ça viendra. Il faut faire preuve d'un peu de patience. Il faut que ça se fasse petit à petit et ça vient. Moi je me souviens d'un bouquin que j'ai lu quand j'étais en Côte d'Ivoire, qui avait été écrit par une femme, une camerounaise qui s'appelle Axelle Kabou. (« Et si l'Afrique refusait le développement »). J'avais trouvé ce bouquin fort intéressant, et quand je l'ai lu, je me suis dit que si un blanc avait osé écrire ça, il aurait été poursuivi tout de suite, il aurait été en tôle, le MRAP aurait porté plainte. Elle avait été très critique vis-à-vis des mœurs et des attitudes, la façon de faire, la façon de penser des Africains en général. Elle ne visait pas spécialement un pays ou un dirigeant, mais c'était assez intéressant parce qu'elle disait que, en restant sur ces us et coutumes, et en ne voulant rien changer, en gardant des œillères, l'Afrique ne se développerait jamais, c'était sa conclusion.*

Delphine COMPAORÉ : *Sur quoi l'Afrique peut-elle s'appuyer véritablement pour se prendre durablement en charge ?*

Colonel Richard TISSOT : *À mon avis, elle doit s'appuyer sur ses élites. Elle en a mais les élites quittent l'Afrique. Le problème c'est que tous les Africains brillants vont ailleurs. Ils vont aux États-Unis ; ils vont en France ; ils vont partout. Et ça, à mon avis, c'est un problème. Il reste en Afrique que ceux qui n'ont pas les moyens ou qui n'ont pas beaucoup d'instruction. Moi je pense que l'Afrique a des talents, plein de gens qui n'exercent pas leurs talents au profit de leur pays.*

Ça c'est quand même grave ! Quand j'étais en Côte d'Ivoire, on avait mis en brousse 50 médecins militaires français. À Abidjan il y avait des médecins ivoiriens, à Bouaké aussi, mais aucun dans toutes les bourgades... En fait, en Côte d'Ivoire, il y a des départements comme un peu chez nous. Il y a 50 ou 60 départements. Chaque préfecture de département avait un médecin français envoyé au titre de la coopération. Et en même temps, à l'époque, il y avait soixante médecins ivoiriens qui exerçaient en France, qui ne voulaient pas rentrer au pays. La France payait donc les médecins militaires envoyés là-bas (et leur solde était augmentée du fait qu'ils étaient expatriés à l'étranger) pendant que de très bon médecins ivoiriens refusaient de rentrer soigner leurs compatriotes. Je connais un médecin au Tchad qui s'appelait Diguimbaye, très sympa, qui m'a dit « je fais un sacrifice. Je suis revenu ici, je ne gagne rien. J'aurais pu garder mon poste de médecin en France, je reviens par patriotisme... mais bon ». Donc, quand ils font leurs études à l'étranger, bien souvent, ils ne reviennent pas au pays. Il y a deux raisons : D'abord ils y seraient moins bien payés, mais même s'ils étaient correctement payés, quand ils sont en France ils peuvent refuser de nourrir les 50 ou 60 neveux ou nièces qui sont tout le temps autour d'eux. Je vous garantis que c'est vrai ! Quand quelqu'un réussit en Afrique, il est tenu d'entretenir toute une tribu de cousins, neveux, frères sœurs, oncles et tantes, quand ce n'est pas son village tout entier. En France, celui qui est médecin ne va nourrir que sa proche famille ; ça s'arrête là.

Delphine COMPAORÉ : Les problèmes de revenus y sont certainement pour beaucoup dans le non-retour des élites. Les programmes d'ajustement structurel des années 1980 ont contribué à plafonner les revenus et c'est sans doute difficile ?

Colonel Richard TISSOT : Les médecins ivoiriens qui sont restés en France c'était pour des problèmes de revenus. Mais est-ce que c'est sage ? Je ne sais pas. Dans ce cas tous les Roumains qui gagnent moins bien leur vie doivent venir parce qu'ils gagneront mieux, en France ou ailleurs.

Delphine COMPAORÉ : Nous nous acheminons vers la fin de l'entretien mais, avant, parlons de sport et de politique.

Colonel Richard TISSOT : Là, tiens on en revient toujours au même problème. On vient de dire les élites quittent l'Afrique, Drogba ou est-ce qu'il joue ? À Chelsea, où Weah est à la retraite maintenant. Vous souvenez de Weah qui jouait au Paris-Saint-Germain. Vous n'avez qu'à

regarder les clubs français. Voyez combien d'Africains y jouent .Ils ne jouent pas chez eux, et pourtant il y a des talents en sport en Afrique ; Bon on ne peut pas leur reprocher de ne pas rester chez eux si on pense aux footballeurs professionnels. Mais le sport peut faire une grosse pub pour l'Afrique. On connaît l'Éthiopie, le Kenya par ses coureurs de fond. Ils gagnent des médailles d'or etc. J'espère que chez eux après ils sont bien traités. Je crois que c'est le cas d'ailleurs. On connaît l'Afrique subsaharienne par ses footballeurs. Le sport, dans beaucoup de pays africains, c'est le rêve des gamins. Ils ne rêvent pas de devenir médecin, ils rêvent d'être footballeurs. Ils préfèrent être Drogba que le docteur Diguimbaye. Le Cameroun a un problème avec son équipe de football, et c'est le gouvernement qui en prend la gestion. Est-ce qu'il y a des problèmes entre le sport et la politique ? Déjà chez nous quand Roselyne Bachelot sermonne les joueurs... En Afrique il y a les dirigeants sportifs, mais c'est le président de la République qui décide. Gueï était un dingue de sport. Quand il était à Saint-Cyr, il était champion de 100 m, ils couraient en 10''8. Un Super pointu en sport, il adorait le sport. Il aimait le rugby, il avait fait aussi une équipe de rugby en Côte d'Ivoire. Alors son équipe de foot, (Rires) il leur avait dit, après une défaite « je vous fous tous en tête » et il l'avait fait. Quand j'y étais la Côte d'Ivoire a, pour la première fois gagné la CAN (coupe d'Afrique des Nations) à l'issue d'une finale contre le Cameroun je crois. C'était un dimanche après-midi, je regardais le match à la télévision, et il n'y avait strictement personne dans les rues d'Abidjan. À la fin du match, les rues étaient noires de monde, et on entendait des hurlements dans toute la ville, des voitures klaxonnant avec des drapeaux partout. Le lendemain je vais comme d'habitude à l'état-major et c'était incroyablement silencieux il ne se passait rien. Je me suis dit mais qu'il y avait quelque chose d'anormal ; il y avait juste un planton, un soldat ivoirien avec son flingue qui me dit « mon colonel on ne vous a pas prévenu ? Le chef de cabinet a dû vous oublier, mais le chef de l'État a décrété trois jours fériés, pour fêter la coupe. Lundi, mardi et mercredi tout le pays était arrêté, c'était la première fois qu'il gagnait la CAN. Comme quoi le football a une importance énorme, le football ou tout autre sport. Je crois que c'est Weah qui a postulé pour être le président de la république au Libéria. Il était footballeur professionnel, il est arrivé à faire une carrière politique tant son aura de sportif international est importante pour son peuple ; peut-être que Drogba sera un jour président de Côte d'Ivoire ?

Delphine COMPAORÉ : Colonel TISSOT, vos plus beaux souvenirs, d'Afrique et d'ailleurs, les mauvais aussi et votre mot de la fin.

Colonel Richard TISSOT : Franchement, j'ai de beaux souvenirs d'Afrique parce que c'est des souvenirs du cœur. Des choses qui m'ont franchement faire rire, d'autres qui m'ont attristé. Quand j'étais à Abidjan mon boy-cuisinier était burkinabé. Il s'appelait Paul. Il était réputé être super pointu, il était vraiment très bien et arrivant au bout de mon séjour, je voulais le recaser chez quelqu'un qui l'emploierait. Gueï m'appelle et me dit, « quand tu partiras tu pourrais dire à ton boy de venir travailler pour moi ? » Je lui dis « mais moi je le paie plus que le SMIC ivoirien ». Il me répond « je n'ai rien à foutre, je lui donnerai le double. S'il le faut je le ferai ». Je rentre le soir je vois Paul je lui dis : le général Gueï veut que tu ailles travailler pour lui après mon départ. Et Paul me répond : « non patron ! » Je lui dis « comment non ? Il ne va pas te donner le SMIC, il va te donner plus que ce que moi je te donne déjà ». Il me répond : « je ne vais pas y aller, je ne veux pas travailler pour un africain, il va me foutre des coups, il va me foutre des baffles, il va me maltraiter, ils ne sont pas humains, les Africains ! C'est incroyable, non ? Et je jure que c'est la stricte vérité ! ! Ça m'a fait penser à ce que disait Koffi Yamgnane hier, dans une émission sur BFM Télé. Il disait, « je reviens du Togo mais malheureusement, après 50 d'indépendance. Rien n'a bougé au Togo et comme on ne s'intéresse qu'à Lomé, personne ne va voir ce qui se passe en brousse. Moi j'ai fait la brousse, j'ai visité les villages les plus reculés et beaucoup de gens ont dit, et surtout les vieux : c'était mieux avant les indépendances ». Et il se disait c'est quand même affligeant d'en arriver à entendre ça ! Est-ce que c'est vrai, est-ce que ce n'est pas vrai, est-ce que lui il en rajoute, parce qu'il voulait se présenter à la présidence. Quand je vois la qualité exceptionnelle de Alassane Dramane OUATTARA, il était numéro deux du FMI, il a eu des postes internationaux extrêmement importants, c'était un type d'une grande culture d'une grande efficacité, et je crois qu'il est extrêmement honnête. On est allé lui chercher des poux dans la tête, en disant qu'il avait un grand-père non ivoirien ou je ne sais quoi du même genre ! Ces histoires « d'ivoirité », mais c'est idiot ! Le raisonnement est complètement stupide. S'ils se privent d'élites de ce niveau-là, quelle aberration ! S'ils l'avaient laissé se présenter, à mon avis il serait élu.

Delphine COMPAORÉ : Le vieux Houphouët, comme on l'appelait, avait-il préparé sa succession ?

Colonel Richard TISSOT : Moi quand je vais dans un pays, la première chose que je fais, je regarde la constitution du pays. Quand je suis arrivé en Côte d'Ivoire j'ai relu deux fois et je me suis dit ce n'est pas possible, je rêve ! Dans la constitution ivoirienne il était écrit que quand le

président de la république meurt ou démissionne ou ne remplit plus ses fonctions, pour une raison ou pour une autre, le jour où il quitte c'est automatiquement le président de l'assemblée nationale qui finit le mandat. Il peut ainsi rester quatre ans sans avoir été élu par le peuple. Un déni de démocratie. Chez nous c'est le président du Sénat qui assure l'intérim de 90 jours pour éviter la vacance du pouvoir, et qui est chargé, dans ces trois mois d'organiser une nouvelle élection. Chez eux, imagine que Houphouët soit élu, qu'il meure un mois après, accident d'avion comme le Polonais, ou crise cardiaque par exemple. Il vient d'être élu, et Konan-Bédié qui prend la place de chef de l'État pendant plus de 4 ans, alors qu'il n'a pas été élu par le peuple ! Quand Houphouët est mort, Konan-Bédié était président de l'assemblée nationale, et il est devenu président de la république pour le reste du mandat, ce n'est pas normal. Et c'est lui qui à ce titre a inventé l'Ivoirité pour interdire à Ouattara de se présenter à l'élection suivante ! Avec des lois comme les leurs, Sarkozy ne pouvait pas être président de la république, Ségolène non plus, elle est née à Dakar ! Sarkozy, ses parents sont hongrois !

J'ai de bons souvenirs de l'Afrique parce que même les mauvais peuvent devenir bons. C'est vrai que vivre un coup d'État quand on est jeune officier et responsable de 150 hommes, quand ça tire de partout et qu'on passe à travers les balles ce n'est pas très réjouissant. Ça pourrait être un mauvais souvenir que de voir un coup d'état un matin quand on ne s'y attend pas, mais avec le recul ça me reste un excellent souvenir. Moi j'ai un regret, c'est la façon dont Gueï est mort. J'ai trouvé dommage qu'un type de cette qualité soit flingué comme un chien par des gens qui font n'importe quoi n'importe comment, sans raison. Sa femme était adorable, elle s'appelait Rose, c'était une femme exceptionnelle, intelligente, belle, futée etc. Ils l'ont flingué aussi. Pourquoi, on ne sait pas trop pourquoi. Ça c'est mon regret. C'est un mauvais souvenir. Je me souviendrai toujours dans le journal télévisé, un reportage sur ce qui venait de se passer à Abidjan... où j'ai vu Gueï dans la rue avec du sang partout, flingué. Ça c'est un mauvais souvenir d'Afrique. Mais je ne sais pas comment j'aurais vécu si je n'avais pas connu l'Afrique. Je mourrai tranquille parce que j'ai vu l'Afrique, que je l'ai aimée. Je n'ai pas adoré manger des sauterelles au Tchad mais je l'ai fait par politesse vis-à-vis du chef du village qui me recevait. Il me les a tendues et j'ai dit bon... avec le recul, ça fera un bon souvenir. Un mauvais souvenir si, c'est quand, plutôt que ce n'était prévu, j'ai quitté le Tchad parce que Maloum nous a virés. On est là, on vit dans un pays, on s'attache au pays, on se fait sa place et puis en quinze jours on dit : « mettez ce que vous avez dans une caisse de 1 m³ et partez ! » Ça c'est un mauvais souvenir. L'Afrique c'est

sentimental pour moi. Je suis à la fois très sévère (« qui aime bien châtie bien ») et incroyablement indulgent envers l'Afrique. Je suis très sévère parce que ça m'énerve de voir comment certaines choses se passent. Je me dis : « ils ne méritent pas ça ». Et puis d'un autre côté c'est sentimental. Gueï me disait : « Nous, Africains, on est des grands enfants. Il faut nous prendre comme ça ». En Côte d'Ivoire, il y a un système particulier. Le chef d'état-major des armées qui part à la retraite garde sa Mercedes de fonction, qui devient sa voiture personnelle. Cadeau de départ, en quelque sorte. Il faut donc en acheter une autre pour son successeur. Il me dit : « Dis-donc, il faut que tu demandes du fric à Paris. Il me faut une Mercedes. Mon prédécesseur étant parti, c'est d'usage, avec la sienne ». Alors je lui dis non. Je lui dis qu'en France, les généraux cinq étoiles, qui valent bien le général Gueï, roulent en R25. Alors je vais demander à Paris d'envoyer une R 25. Je me vois mal demander à Paris une Mercedes pour un général ivoirien qui n'a que deux étoiles. « Pour une Mercedes, il faut demander à l'Allemagne ! ». Un moment après, il revient et me dit : « C'est vrai que j'ai fait une connerie, je n'aurais pas dû te dire ça. J'achèterai une Mercedes sur le budget de la défense, mais je ne peux pas demander à la France de m'en faire cadeau. J'ai dit des conneries et alors ! On en fait des conneries nous en Afrique, on en fait plein. N'oublie pas : tu as des enfants, quand tes enfants font des bêtises, tu les engueules, tu essaies de rectifier mais tu ne leur en veux pas ? Tu leur expliques ce qui n'est pas bien, mais tu les gardes sous ton aile protectrice, tu les gardes. Eh bien les pays africains c'est les enfants de la France, il faut considérer ça comme ça et même si on fait des bêtises, vous nous grondez de temps en temps, mais il faut nous aimer, parce que nous sommes vos enfants, pas encore matures. Il faut aimer et pardonner ses enfants ».

Quel baratin!(Rire)

Delphine COMPAORÉ : Merci Colonel Richard TISSOT